



**UNIVERSITE DE STRASBOURG**

**Laboratoire Arts, Civilisation et Histoire de l'Europe EA 3400**

**Ecole doctorale des Sciences de l'Homme et des Sociétés**

**Thèse présentée par Daouda DIOP**

**pour obtenir le grade de docteur**

**PIB comparés des différents pays d'Europe occidentale  
depuis le traité de Rome (1957-2007)**

**Sous la direction de Michel HAU**

**STRASBOURG**

**2011**

## **In Memoriam**

De mon père Ibrahima DIOP qui m'a quitté le 15 novembre 2000 après tant d'années passées à l'écoute de ses enseignements qui m'ont permis au quotidien, d'affronter les vicissitudes de la vie.

De mes cousins, Mbaye Fall CISSÉ « Babacar » et Pape Mamour CISSÉ, disparus très tôt à la fleur de l'âge, après avoir participé positivement à mon éducation.

De mon regretté ami, le « frère » Idy NDIAYE dont le compagnonnage de plus de trois décennies m'a beaucoup apporté.

De Serigne Talla Khar SECK, dont la disparition prématurée continue de frapper le sanctuaire *tidjane*<sup>1</sup> de Thiénaba.

---

<sup>1</sup> Vient de *Tidjannyat*, voie soufi suivi par les disciples du fondateur de cette confrérie : Cheikh Ahmed Tidjani (1737-1815).

## Dédicace

À ma tante Maguette KAYRÉ, pour son amour, sa tendresse et son soutien durant tout mon cursus.

À ma mère Fatou « Ngoma » KAYRÉ.

À mes frères et sœurs pour leur infatigable apport dans le goût de la recherche scientifique.

Au professeur Serigne DIOP qui m'a toujours orienté vers la quête du savoir

À ma femme des « mille collines », Amina BAZIZANE. Ce travail te doit beaucoup. Qu'il soit pour toi, le témoignage de mon infinie reconnaissance pour ces années de compréhension, de privations et d'efforts communs.

À mon fils Babacar DIOP dont la croissance a accompagné la rédaction de cette thèse.

À tous les professeurs du département d'histoire de l'UCAD (Université Cheikh Anta DIOP) au Sénégal qui ont participé activement à ma formation. Je n'oublierai pas ceux de l'Université de Strasbourg qui ont apporté un précieux enseignement à ma vocation « d'apprenti historien ».

## **Remerciements**

J'exprime d'abord mes profonds remerciements à mon directeur de thèse, le professeur Michel HAU pour sa disponibilité, sa patience et l'encadrement qu'il m'a apporté. Ses remarques et ses suggestions ont été fondamentales pour cette étude quantitative que j'ai abordée dans la continuation de mon mémoire de Master 2. Il m'a fait découvrir d'années en années, les richesses et les merveilles de l'histoire économique en mettant toujours à mon profit, ses connaissances ainsi que ses expériences dans ce domaine. Mes remerciements vont aussi à l'égard d'Alioune Badara NDIOR qui, depuis notre rencontre à Strasbourg, partage avec moi, l'intérêt à la recherche. Emmanuel TAVAREZ, Fatou CISSOKHO et Rachid LALMI, qui ont été pendant des années, mes entraîneurs d'athlétisme ont beaucoup contribué aussi à forger en moi, l'esprit de dépassement et l'abnégation à affronter les épreuves. Je remercie également Michel CRATERE pour m'avoir soutenu par ses conseils et ses idées, Olga et Grégoire BARBAULT, Patrick et Mireille dont leur chaleureux voisinage à Schiltigheim a toujours exprimé une atmosphère pleine de communion et de convivialité. Je tiens à exprimer aussi mes remerciements aux membres du jury qui ont accepté d'évaluer mon travail et aux rapporteurs qui se sont investis pour cette thèse.

## SOMMAIRE

<b>Introduction.....</b>	<b>10</b>
--------------------------	-----------

<b>PREMIÈRE PARTIE : LA PHASE DE CROISSANCE RAPIDE 1957-1974.....</b>	<b>22</b>
---	-----------

<b>Chapitre 1 : La situation économique de l'Europe occidentale dans les années cinquante.....</b>	<b>23</b>
--	-----------

1.1 L'Europe d'après-guerre.....	23
1.2 Un redressement économique déjà bien engagé.....	29

<b>Chapitre 2 : LE DYNAMISME EUROPEEN ENTRE 1957 ET 1974 : LA PREDOMINANCE DE L'EFFET DE RATTRAPAGE.....</b>	<b>35</b>
--	-----------

2.1 L'analyse des taux de croissance : la forte croissance de la productivité en Europe continentale.....	35
2.2 L'influence des méthodes américaines et l'effet de rattrapage.....	41
2.3. L'accession des classes moyennes européennes à l' « American way of life ».. ..	52
2.4 L'ampleur du transfert de la main-d'œuvre agricole vers l'industrie.....	56
2.5 Les investissements publics et les investissements des entreprises.....	67
2.6 L'influence du commerce extérieur et le retour de l'Europe sur le marché mondial.....	73

<b>Chapitre 3 : Les pays les plus dynamiques de 1957 à 1974 : les nations à démarrage tardif d'Europe du Sud.....</b>	<b>81</b>
---	-----------

3.1 La Grèce.....	83
3.2 Le Portugal.....	86
3.3 L'Espagne.....	88

<b>Chapitre 4 :</b>	
<b>L'Europe des Six et les pays à forts transferts de population agricole.....</b>	<b>92</b>
4.1 L'Europe des Six.....	92
4.1.1 Le miracle allemand.....	94
4.1.2 L'Italie.....	108
4.1.3 La France.....	111
4.1.4 La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg.....	121
4.2 : Les autres pays à forts transferts de population agricole (Autriche, Danemark, Irlande et Finlande).....	133
<b>Chapitre 5 :</b>	
<b>Les pays avancés à croissance modérée.....</b>	<b>142</b>
5.1. Le cas du Royaume-Uni.....	142
5.2. La Suisse et la Suède.....	149
<b>Chapitre 6 :</b>	
<b>L'avenir de l'Europe vu par le Hudson Institute en 1973.....</b>	<b>158</b>
6.1. « L'envol de la France ».....	158
6.2. Le niveau de vie britannique rattrapé par celui de l'Europe du Sud.....	160
6.3. Les faiblesses de l'étude du Hudson Institute.....	161
<b>DEUXIÈME PARTIE : LA PÉRIODE DES CRISES 1974-1986.....</b>	<b>165</b>
<b>Chapitre 7 :</b>	
<b>Les chocs pétroliers .....</b>	<b>166</b>
6.1 L'effet récessif des chocs pétroliers.....	170
6.2 L'accentuation de la crise après 1979.....	176
<b>Chapitre 8 :</b>	
<b>Une économie européenne fragilisée.....</b>	<b>190</b>
8.1. L'élan de la croissance brisé.....	190
8.2. Un changement majeur du rythme de la croissance.....	198
8.3. L'effritement des positions commerciales européennes sur le marché mondial.....	206
8.3.1 Les pays qui ont perdu des parts de marché France, Royaume-Uni, Suède, Belgique-Luxembourg et Pays-Bas.....	207
8.3.2 Les pays qui ont maintenu leurs parts de marché : Allemagne Autriche, Suisse, Danemark et Grèce .....	215
8.3.3 Les pays qui ont gagné des parts de marché : Espagne, Portugal, Irlande, Finlande et Italie.....	220

**TROISIÈME PARTIE :**  
**UNE CROISSANCE DURABLEMENT RALENTIE 1986-2007.....229**

**Chapitre 9 :**  
**L'absence de reprise après 1986.....230**

- 9.1. Un écart qui recommence à s'élargir avec les États-Unis.....231
- 9.2. Le maintien des inégalités de croissance en Europe.....241
- 9.3. Le nouveau facteur principal de croissance : le commerce extérieur.....245
- 9.4. Les résultats décevants des politiques de croissance économique.....247

**Chapitre 10 :**  
**Les pays les moins affectés par la décélération.....253**

- 10.1. Le cas espagnol.....255
- 10.2. Le « miracle irlandais ».....262
- 10.3. Le dynamisme économique du Portugal.....274
- 10.4. La Grèce : poursuite du processus de rattrapage.....279
- 10.5. Le Luxembourg : un cas atypique.....286
- 10.6. Le Royaume-Uni guéri du « mal anglais » ?.....291

**Chapitre 11**  
**La perte de dynamisme de l'ancienne Europe des Six et des pays avancés.....300**

- 11.1. La décélération de l'économie française .....301
- 11.2. La lenteur de la croissance économique allemande.....311
- 11.3. L'Italie : du keynésianisme à la désinflation compétitive.....321
- 11.4. Haut niveau de vie et croissance économique ralentie : la Suisse et la Suède.....327

**Chapitre 12**  
**L'« Europessimisme » des économistes au début du XXIe siècle.....334**

- 12.1. Le vieillissement démographique.....334
- 12.2. La baisse de la compétitivité du travail européen sur le marché mondial..342
- 12.3. La réduction du temps de travail par rapport aux États-Unis.....346
- 12.4. Un chômage qui tend à devenir structurel.....348
- 12.5 Une moindre capacité d'innovation.....356

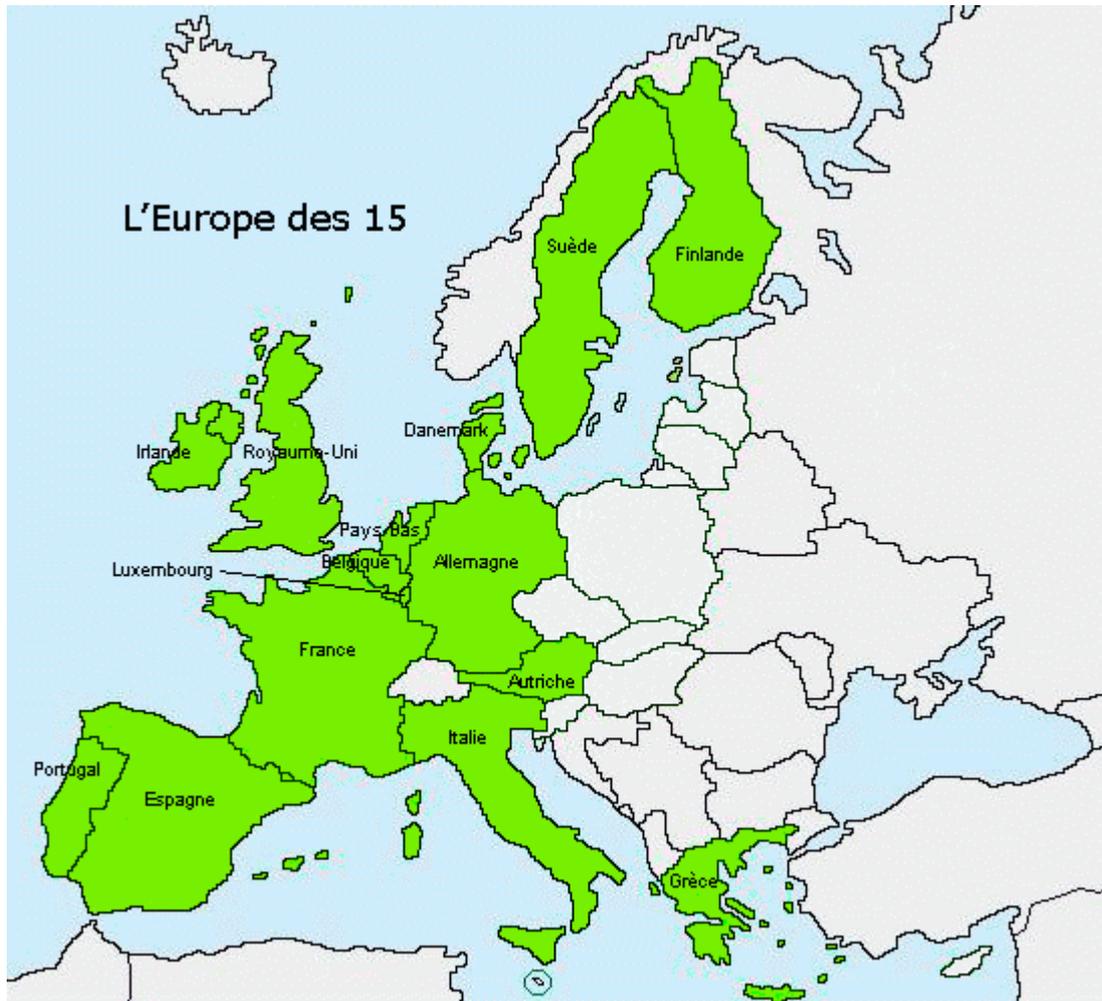
**Conclusion.....364**

<b>Annexes.....</b>	<b>370</b>
<b>Sources.....</b>	<b>384</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>394</b>
<b>Table des tableaux.....</b>	<b>413</b>
<b>Table des figures.....</b>	<b>418</b>

## ABREVIATIONS

ALENA	:	Accord de Libre Echange Nord-Américain
CECA	:	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier
CEE	:	Communauté Economique Européenne
CEA	:	Commissariat à l'Energie Atomique
CNET	:	Chambre Nationale des Entreprises de Traduction
CNRS	:	Centre National de la Recherche Scientifique
INSEE	:	Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques
INRA	:	Institut National de la Recherche Agronomique
FMI	:	Fond Monétaire International
NASA	:	National Aeronautics and Space Administration
NIH	:	National Institutes of Health
ONU	:	Organisation des Nations Unies
OCDE	:	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OTAN	:	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAC	:	Politique Agricole Commune
UE	:	Union Européenne

### Carte de l'Europe des 15



**Source : OCDE**

**1957** ( 6 États ) : Allemagne (D) - Belgique (B) - France (F) - Italie (I) – Luxembourg (L) - Pays-Bas (NL)

**1973** ( 9 États ) : Danemark (DK) - Irlande (IRL) - Royaume-Uni (GB) 1981 10 Grèce (GR)

**1986** ( 12 États ) :Portugal (P) - Espagne (E)

**1990** - Réunification de l'Allemagne

**1995** ( 15 États) Autriche (A), Finlande (FIN), Suède (S)

# **Introduction**

Les recherches sur la croissance et le développement ont toujours occupé le cœur des débats scientifiques et une place non négligeable dans l'histoire de la pensée économique. Porter un regard sur ces phénomènes, c'est aussi ouvrir une piste pour l'analyse des facteurs déterminants de la croissance qui nous permettra de mieux comprendre les situations actuelles ainsi que les problèmes conjoncturels. La fin des conflits armés en Europe inaugure une modernisation accélérée de l'industrie, des techniques et des innovations. Si d'aucuns parlent d'une « accélération de l'histoire », force est de constater que le progrès galopant de celle-ci a constamment entraîné une transformation progressive et profonde de l'activité économique à l'échelle du continent. Le monde dépendant de plus en plus des nouveaux challenges dans tous les domaines, une étude comparative du niveau de vie européen nous permettra certainement de comprendre les forces et faiblesses des États et des espaces économiques nationaux.

Durant la deuxième guerre mondiale, les États-Unis avaient encore accru l'avance technologique sur l'Europe qu'ils avaient commencé à acquérir entre les deux guerres. Avec trois décennies d'avance sur l'Europe, ils étaient déjà parvenus à la société de consommation, avec des standards de vie auxquels la masse des populations européennes n'avait pas accès. Le défi, pour les pays européens était de rattraper au moins une partie de leur retard, de façon à offrir à leurs habitants une progression significative de leur niveau de vie. Pour cela, il fallait augmenter la productivité de leurs économies, qui était, dans les années 1950, inférieure de moitié à celle de l'économie américaine. La création d'un grand marché commun européen devait rendre possibles les économies d'échelle et les rationalisations qui avaient permis d'augmenter la création de richesses aux États-Unis. Elle constituait un élément important dans cet effort de l'Europe pour suivre l'exemple américain.

L'année 1957 qui annonce la signature du traité de Rome marque en Europe, un tournant décisif pour les économies nationales et internationales. La création de la Communauté Economique Européenne contribua ainsi à la croissance des pays de cette partie du globe. Mais elle n'a pas été le seul facteur de la

performance de l'Europe à l'époque des trente Glorieuses. Des nations qui n'ont adhéré que beaucoup plus tard, comme l'Espagne, ont connu aussi une forte croissance durant la période où elles étaient restées en dehors du Marché Commun et, parmi les nations qui ont adhéré tout de suite, la croissance n'a pas été uniforme, car certaines nations ont profité davantage de ce marché commun et ont pu afficher une économie plus dynamique que d'autres. Entre perte de dynamisme, « miracle économique » ou sursaut de la croissance, les tableaux que présentent les pays d'Europe occidentale sont loin d'être identiques et ces disparités trouvent leurs explications dans beaucoup de facteurs, qu'ils soient endogènes ou exogènes. Notre intention est de chercher à en révéler quelques-uns grâce à l'étude comparative des diverses économies nationales.

La Suisse, présentant les mêmes caractéristiques que les pays d'Europe occidentale et se situant au cœur de cet espace géographique, est intégrée à notre étude. Inversement, la Norvège, en raison de son accession au statut très particulier de pays exportateur de pétrole au début des années 1970, ne fera pas partie de l'échantillon étudié, sauf dans la période 1957-1973. Le but de notre recherche est de déterminer lesquels, parmi les pays de l'Europe occidentale (définie comme l'Europe des Quinze et la Suisse) ont gagné ou perdu en dynamisme au cours du demi-siècle qui sépare le traité de Rome de l'année 2007, juste avant la crise des *subprimes*. Il vise à classer les nations selon leur rang dans la course qu'elles ont menée pour tenter de rattraper, pour le niveau de vie par habitant, les États-Unis. Nous nous efforcerons ainsi de répondre à la question de savoir quels pays ont le plus bénéficié de la construction européenne, dont le traité de Rome fut le point de départ le plus marquant, et si l'un des buts de la construction européenne, à savoir, parvenir à converger vers le niveau de vie américain en réalisant des économies d'échelle, a été atteint. La comparaison avec les États-Unis sera donc une constante dans nos analyses. La période étudiée, de l'ordre du demi-siècle, est à une échelle qui rend possible l'analyse historique.

Aborder ce phénomène de la croissance par le biais d'une étude quantitative et comparative, c'est aussi nous intéresser aux raisons de ces changements qui ont modifié le visage des économies nationales en Europe occidentale. Y a-t-il des nations plus dynamiques que d'autres ? Le sont-elles restées sur toute la période ?

Et, sinon, dans quelles périodes chaque nation a-t-elle été la plus dynamique ? Nous aborderons ces problématiques en Europe occidentale pour mieux cerner le phénomène du rattrapage accéléré ou du ralentissement de la croissance dans cette partie du globe. L'accumulation significative ou non de richesse dans l'Europe d'après-guerre et ses retentissements sur le niveau de vie de ses populations retiendront notre attention. En revêtant une importance centrale dans notre étude, la dimension économique affichée par les espaces nationaux depuis le traité de Rome nous permettra d'identifier les pays plus performants, et d'autres qui le seront moins, dans cette course de vitesse pour le développement économique.

Pouvant être définie comme l'augmentation progressive sur une longue durée, des principales dimensions caractéristiques de l'activité d'un ensemble économique (notamment de la production nationale des biens et services), la croissance représente un véritable régulateur de l'économie. Elle est au centre des politiques des nations et occupe une place essentielle dans l'amélioration des conditions de vie. Même si elle n'est pas forcément synonyme de développement, elle est cependant le résultat de l'augmentation de la quantité de travail, des investissements entraînant l'accroissement du capital et des progrès techniques. Dès lors, croissance économique et développement restent intimement liés et intéressent de plus en plus les gouvernements et les chercheurs. Étant donné que ces deux facteurs constituent les fondements de la puissance et de l'influence des États modernes, ils ne sauraient être gommés des préoccupations nationales et continentales.

On ne pourrait *a priori* étudier quantitativement l'économie de l'Europe occidentale depuis le traité de Rome, en faisant fi de son passé, de son histoire marquée par des ruptures ou des conflits. Ceux-ci ayant été l'une des causes essentielles de la perte de dynamisme et de la chute du niveau de vie des nations européennes, revisiter cette période constitue une entreprise nécessaire. Pour abonder dans le même sens qu'Elie Barnavi et Krzysztof Pomian, nous allons aussi prendre en compte les réalités de l'« Europe », un ensemble cohérent, une civilisation unifiée malgré ses divisions, héritière d'un passé largement partagé, que les vicissitudes du siècle ont longtemps séparé par une frontière artificielle

issue d'une guerre monstrueuse.<sup>2</sup> Comprendre son histoire, les différents contextes qui se sont succédé, nous permettra de saisir l'ampleur des phénomènes qui accompagnent la reconstruction ainsi que les efforts consentis dans le domaine de la croissance depuis la naissance de l'Europe unifiée à l'horizon 2000.

L'Europe a longtemps subi les affrontements de deux grandes puissances qu'étaient les États-Unis et l'Union Soviétique (U.R.S.S).<sup>3</sup> Aux menaces communistes, venaient se conjuguer les séquelles du second conflit mondial, une des guerres les plus atroces que l'humanité ait jamais connues. Après avoir créé une atmosphère de paix durable et jeté les bases de l'édification d'une sorte d'« États-Unis d'Europe », le continent a entamé très rapidement le retour à la prospérité. Dans ce contexte de sortie de crise généralisée, il était impératif de trouver les moyens de rétablissement de la croissance et de la stabilité. C'est pourquoi, cette idée d'une unité européenne mûrie d'abord par les précurseurs comme Emeric Crucé<sup>4</sup> ou le romancier et dramaturge Victor Hugo est inséparable de la quête d'un retour à une bonne santé économique.<sup>5</sup> Ainsi, promouvoir une atmosphère de paix durable était une condition sine qua non pour accéder à la prospérité. Le rapprochement de la France et de l'Allemagne qui constitua le fer de lance d'un projet d'intégration allait réinsérer les pays d'Europe occidentale au sein d'une économie d'après-guerre. C'est dans cet élan qu'ont vu le jour l'Organisation européenne de coopération économique (O.E.C.E) par la convention du 16 avril 1948 et la Communauté économique du charbon et de l'acier (C.E.C.A) en 1951.<sup>6</sup>

---

<sup>2</sup> Pomian Krzysztof (E.B), *La révolution européenne, 1945-2007*, Editions Perrin, Paris, 2008, p 8

<sup>3</sup> Le continent européen a été durant la période de la guerre froide un champ d'affrontement idéologique guidé par les appétits géostratégiques après deux meurtrières guerres mondiales. C'est la raison pour laquelle, la guerre froide était devenue incontournable un enjeu majeur des superpuissances (États-Unis et URSS) qui se disputèrent sans retenue les zones d'influences.

<sup>4</sup> Emeric Crucé : Il est contemporain de Louis XII ; fut prêtre et professeur de mathématiques. Contestant les discours sur la guerre, il prôna la paix comme une valeur consubstantielle à l'humanité. Ses idées sont développées dans son ouvrage, *Nouveau cynée*. Pour beaucoup il fut un esprit bien en avance sur son temps traitant des questions les plus modernes ; allant jusqu'à proposer la réconciliation du monde musulman et chrétien.

<sup>5</sup> L'idée d'une Europe Unie remonterait pour beaucoup d'historiens aux croisades L'Europe aurait senti la nécessité d'opérer une unité politique fondée sur la chrétienté. Mais, force est de constater que l'apparition dès le XV<sup>e</sup> siècle, d'États structurés aurait détruit la perspective d'unité par le biais de la religion.

<sup>6</sup> Il faut souligner que l'établissement d'un marché commun, d'une stabilité accrue et d'un relèvement accéléré du niveau de vie fut un effet de la CECA. Ce fut la France qui lança l'idée le 28 avril 1950 avec le plan Schuman, lequel préconisait de placer l'ensemble de la production de charbon et d'acier franco-allemande sous une autorité commune.

La situation de l'Europe occidentale dans la deuxième moitié du XXe siècle se caractérise d'une manière générale par le souci d'un retour à la croissance après des années de précarité économique. Il est vrai que cette partie du globe est sortie du second conflit mondial complètement meurtrie et fragilisée. Mais avant même le traité de Rome du 25 mars 1957 qui symbolise l'acte de naissance de l'Union Européenne<sup>7</sup>, beaucoup de pays ont pu sortir du gouffre grâce surtout à une politique économique expansionniste amorcée par les régimes en place. Toutefois, l'aide américaine (Plan Marshall avec 13 milliards de dollars et l'aide militaire américaine) joua un rôle important, mais il faut souligner qu'elle a été orientée surtout vers le soutien sans relâche contre l'influence communiste. Elle a certes permis à la coopération des États européens plus particulièrement à la France de reconstruire un réseau d'échange et la libéralisation du commerce.

Bien entendu, nous n'allons pas aussi occulter la place importante qu'occupait et qu'occupe encore l'unification européenne dans le renforcement de la coopération en matière de politique économique, laquelle a certes permis à certaines nations d'en bénéficier. En outre, il ne s'agit pas de se focaliser sur l'idée d'une Europe unie depuis le temps des précurseurs (Allemagne et France), mais de rendre clairs les différents changements survenus dans le domaine de la croissance avant et après le traité de Rome.

L'analyse comparative que nous abordons repose sur l'étude des Produits Intérieurs Bruts, qui représentent de véritables indicateurs de la puissance économique des différents pays et, après division par le nombre d'habitants, de leurs niveaux de vie moyens. Constituant un agrégat des comptes nationaux basé sur le principe de la territorialité, la production des biens et des services des acteurs d'un pays donné durant une année, son choix par rapport au PNB s'explique par le fait que ce dernier est basé sur celui de la nationalité et prend en compte les revenus nets provenant des investissements étrangers. Le PIB rend mieux compte de la capacité productive d'un pays et de sa puissance économique

---

<sup>7</sup> Dourousset (M.) ( cf *L'Union européenne au XXe siècle, Institutions et économie*, Ellipses, 2002 p 3) remonte plus loin pour l'origine de l'Union Européenne. Pour cet auteur, c'est suite au reflux arabe au lendemain de la bataille de Poitiers en 732 que l'idée d'une Europe unifiée fondée sur la chrétienté a vu le jour.

du moment. Pour rendre possibles des comparaisons du PIB réel dans le temps et dans l'espace, deux séries sont disponibles : d'une part, celles du *Growth and Development Centre* de Groningue calculées par Angus Maddison (à prix constants, base 1990)<sup>8</sup> ; d'autre part, celles du *Center for International Comparisons of Production, Income and Prices*, de l'Université de Pennsylvanie, calculées par Alan Heston, Robert Summers et Bettina Aten, (série-chaîne du PIB par habitant).<sup>9</sup> Ces deux séries reposent sur le même principe, à savoir que, pour mesurer la croissance économique en volume, c'est-à-dire indépendamment de l'évolution de l'indice des prix, il faut conserver le même système de prix : les agrégats sont ainsi présentés « à prix constants ». Dans ce cas, seules les quantités physiques changent et les chiffres du PIB, reconstitués de cette manière, n'enregistrent que des accroissements de production. Mais chacune de ces deux séries met en œuvre ce principe d'une manière différente.

La première solution, choisie par Angus Maddison, est de conserver le même système de prix inchangé tout au long de la série. La banque de données qu'il a constituée sur les produits intérieurs bruts des différents pays du monde se réfère à l'année 1990, qui lui sert de base unique pour livrer des chiffres libellés en dollars parité pouvoir d'achat à prix constants. Pour ce calcul, il recourt à la méthode qui a été mise au point par Roy C. Geary et Salem Hanna Khamis. Elle repose sur la détermination d'un « prix international » pour chaque matière ou denrée. En raison du poids de l'économie américaine, ce système de prix est proche de celui des États-Unis.<sup>10</sup> L'inconvénient de cette méthode est qu'elle est sujette à l'effet Gerschenkron.<sup>11</sup> Cet effet survient à cause de la corrélation négative entre prix et volumes. En d'autres termes, il est fréquent que, grâce au progrès technique, des biens et services qui étaient rares et chers en début de période soient devenus bon marché et abondants plus tard. Dans ce cas, le choix

---

<sup>8</sup> Maddison (A.) *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

<sup>9</sup> Heston (A.) Summers (R.) and Aten (B.) *Penn World Table, Version 7.0*, Center for International Comparisons of Production, Income and Prices, at the University of Pennsylvania, March 2011.

<sup>10</sup> Cf. *Geary-Khamis Method, OECD Glossary of Statistical Terms*.

<sup>11</sup> Cf Alexander Gerschenkron, *Economic Backwardness in Historical Perspective*, Cambridge: Belknap Press, 1962. Alexander Gerschenkron est né en 1904 et mort en octobre 1978 à Cambridge. Il fut un historien américain d'origine russe victime du bolchevisme des années 1920 puis du nazisme. Il s'installa aux États-Unis en 1938 et fut professeur d'histoire économique et des études soviétiques à l'Université Harvard.

d'un système de prix constants exagère de plus en plus leur poids dans l'indice de production à mesure que l'on s'éloigne de la date de référence et fait apparaître une croissance plus rapide. C'est particulièrement le cas pour l'économie des États-Unis, qui est spécialisée dans les biens et services à haute densité technologique.

L'autre solution, retenue par Alan Heston, Robert Summers et Bettina Aten pour donner des mesures de la production qui soient indépendantes des fluctuations de l'indice des prix, consiste à réviser chaque année la grille de prix en prenant pour référence ceux de l'année précédente. D'une année à la suivante, la croissance du Produit Intérieur Brut est ainsi évaluée à prix constants. Après avoir répété la même opération tout au long de la série, on dispose de mesures successives de la croissance réelle intervenue entre chaque année courante. Il suffit ensuite de cumuler les produits des raisons géométriques de ces croissances annuelles en partant d'une année de base pour obtenir durant toute la période une mesure de la croissance indépendante de l'inflation mais tenant compte, cette fois, des variations intervenant dans la structure des prix relatifs. Cette technique est celle de la série-chaîne, qui permet de raccorder tous les PIB à une base unique<sup>12</sup>, celle de l'année 1996. Tous les PIB apparaissent ainsi mesurés en dollars constants de l'année 1996. L'indice des prix ayant augmenté par rapport à 1990, les séries de Heston, Summers et Aten sont à un niveau plus élevé que celles de Maddison, mais, comme on le verra, les évolutions sont du même ordre de grandeur et les courbes obtenues sont assez semblables.

Nous y ajouterons, à partir de l'année 1980, les séries de la Banque mondiale, qui portent sur le Revenu National Brut<sup>13</sup> en dollars parité pouvoir d'achat, mais ne comportent pas de mesure à prix constant sur l'ensemble de la période. Ces dernières données permettent donc de comparer de pays à pays, mais non de comparer dans le temps et, donc, de mesurer la croissance en termes réels.

---

<sup>12</sup> Cf. Heston (A.) Summers (R.) et Aten (B.) *op. cit.*, rubrique "rgdpch" : Real GDP per capita (Constant Prices : Chain series).

<sup>13</sup> Banque mondiale, *World Development Indicators*, 2010. L'écart entre PIB et Produit National Brut (ou Revenu National Brut) est, en Europe comme aux États-Unis, assez faible, c'est-à-dire de l'ordre de quelques points de pourcentage.

Le travail que nous abordons en termes de croissance économique comparée des différents pays d'Europe occidentale depuis le traité de Rome ne saurait être fait sans ces outils de base. Ainsi, nous essayerons par le biais des chiffres, de voir quels sont les pays qui, sur ce segment temporel qui couvre notre étude (1957-2007), ont connu un dynamisme remarquable ; sans oublier les améliorations rapides, les phases de ralentissement de la croissance pour certaines nations ainsi que les autres fluctuations conjoncturelles. Notre indicateur principal est celui de l'évolution du pourcentage du produit intérieur brut de chaque nation européenne par rapport au produit intérieur brut américain : en raison de son poids dans la production mondiale, l'économie américaine offre un indicateur commode de la conjoncture globale et le calcul de ce quotient prenant pour dénominateur le PIB des États-Unis permet d'observer plus finement les performances de chaque nation européenne dans une croissance qui se poursuit tout au long de la période.

Dans la première partie de notre travail, nous développerons l'étude de la phase de croissance rapide qui s'étend de 1957 à 1974. Après un bref survol de la situation économique de l'Europe d'après-guerre, nous étudierons ce redressement de la prospérité amorcé en Occident. Ce qui nous permettra de saisir les pays les plus dynamiques par rapport à d'autres, ou les situations stagnantes en considérant les facteurs explicatifs du développement du niveau de vie de pays comme l'Allemagne l'Italie ou l'Espagne, en accordant une place importante à la politique interne, sans oublier le comportement des agents économiques. En effet, étudier cette phase de croissance rapide, c'est aussi s'intéresser aux fondements du dynamisme européen comme la disponibilité en main-d'œuvre, l'assimilation du progrès technique par les producteurs, notamment les nouvelles techniques mises au point aux États-Unis etc. L'influence américaine sur l'Europe occidentale dans le domaine de l'investissement, des idées novatrices et du génie créatif comme facteurs de croissance est à analyser de très près. Deuxièmement, nous nous intéresserons aussi à l'inégalité entre espaces économiques nationaux. Il est vrai que la deuxième moitié du XXe siècle fut une période d'accélération de la croissance dans beaucoup de pays, mais de façon inégale : force est de constater que les disparités de dynamisme entre nations ont été fortes. Les phases et modalités de croissance, les voies et moyens, mais aussi les forces et faiblesses des nations dans cet espace géographique européen intéresseront notre étude

comparative. Ainsi, nous essayerons d'apporter de la lumière sur la dichotomie entre l'Europe des nations dynamiques et l'Europe des nations à croissance lente, ces ensembles n'étant pas constitués des mêmes pays durant les diverses périodes étudiées.

Les politiques de croissance qui ont permis à des pays périphériques comme la Grèce d'entrer dans une phase de dynamisme économique feront l'objet de notre analyse. Nous nous intéresserons aussi au phénomène de rattrapage qui est intervenu à différentes époques. Mieux, nous allons voir comment ces pays ont pris d'ambitieux engagements en mobilisant les ressources nécessaires pour combattre la pauvreté et promouvoir la croissance. D'autre part, nous essayerons d'apporter la lumière sur l'influence américaine dans l'accélération de la productivité des pays d'Europe occidentale. Les méthodes américaines sont ainsi à étudier de très près pour mieux saisir la reconstruction économique européenne.

Un autre facteur de croissance a été le phénomène de l'exode rural avec le départ massif des populations des campagnes vers les villes suite à l'industrialisation et au développement du secteur des services. Ce facteur nous permettra d'étudier le recul de l'agriculture, l'un des piliers des économies européennes, au profit de l'industrie ou du secteur tertiaire qui vide les campagnes et s'accompagne de l'accroissement des rendements de l'exploitation agricole ainsi que d'une augmentation de la productivité de l'économie prise dans son ensemble.

Dans la troisième partie de notre travail, il s'agira d'expliquer comment l'Europe occidentale, après une période de croissance rapide, a connu durant la douzaine d'années suivantes une autre phase beaucoup moins dynamique. Après « l'âge d'or » de la croissance entre 1945 et 1974, il existe une décélération inaugurée par les chocs pétroliers de 1974 et de 1979. Ceux-ci, qui affectent la plupart des pays industrialisés, mettent fin à trente années de prospérité économique. L'augmentation draconienne du prix du baril du pétrole sera à l'origine d'un ralentissement de la croissance économique en Europe. Par conséquent, ce tournant économique majeur de cette fin de siècle est à analyser. Cette phase est sans doute à l'origine des croissances irrégulières et d'une rupture

dans le rythme d'expansion. Cependant, il ne s'agit pas de trouver dans les crises pétrolières les seules explications de perte de croissance des nations européennes durant cette période. Ces chocs n'étant que la cause occasionnelle, l'affaiblissement du dynamisme économique des nations occidentales repose aussi sur des éléments structurels que nous essayerons d'explicitier. Nous étudierons ces phénomènes déroutants en Europe occidentale durant cette période de rupture fondamentale des équilibres. Cet état de crise qui s'ancre dans la durée nous conduira à préciser les différentes fractures conjoncturelles causées par la hausse vertigineuse du prix du pétrole.

Enfin, dans notre quatrième et dernière partie, qui portera sur la période 1986-2007, nous ferons état de résultats paradoxaux dans le domaine de la prospérité avec l'émergence de nouveaux pays phares en Europe occidentale. Mieux, si d'aucuns ont toujours opposé les périphéries européennes pauvres aux nations anciennement industrialisées avec un niveau de vie élevé, le début du XXI<sup>e</sup> siècle annonce une nouvelle donne de la croissance. Le vaste espace délimité par les grandes agglomérations que sont Paris, Londres, Milan et Hambourg comporte des poches de chômage et de pauvreté. À l'inverse, des pays comme l'Espagne, l'Irlande, le Portugal et la Grèce ont connu une croissance rapide. C'est donc qu'il existe bel et bien d'autres facteurs de dynamisme que l'avantage procuré par une situation géographique centrale en Europe. Nous nous interrogerons sur la croissance molle et contrastée de la période 1986-2007. Celle-ci, comparée à la période allant du traité de Rome à 1974, dessine un rythme plus irrégulier et nettement moins rapide.

Dès lors, cette donne de la croissance en Europe occidentale durant les dernières décennies de la fin du XX<sup>e</sup> siècle a remis en cause la dichotomie « économies dominantes—économies dominées » et inaugure une nouvelle ère. Celle-ci fait trouver à des nations encore peu industrialisées les chemins de la croissance. Ces différentes mutations profondes survenues ont donné à ces pays jusque là perçus comme attardés une nouvelle identité, celle des pays de l'Union Européenne les plus réceptifs à la croissance. Cette nouvelle donne de la croissance inaugure, au début du troisième millénaire, une autre politique de rattrapage chez les pays anciennement industrialisés.

Ainsi, dans cette étude de la croissance en Europe occidentale et sur sa comparabilité avec celle des États-Unis, nous essayerons d'explorer les différentes politiques de redressement ainsi que les enjeux qui les accompagnent. Nous verrons, durant ce début des années 2000, la structuration de l'économie occidentale, sa constitution ainsi que les transformations socio-économiques qui en découlent.

**Première partie : La phase de croissance rapide  
1957-1974**

## **CHAPITRE 1**

### **LA SITUATION ECONOMIQUE DE L'EUROPE OCCIDENTALE DANS LES ANNEES CINQUANTE.**

La période des années cinquante témoigne d'une économie en plein essor dans presque tous les pays qui, aux siècles précédents n'avaient pas connu une telle période de prospérité. Nous pouvons ainsi noter une phase d'accélération de la croissance relativement longue à la fin de la deuxième guerre mondiale. Et ce qui est remarquable, c'est qu'elle se généralise au cœur de l'Europe occidentale. L'Europe d'après-guerre affiche des performances surprenantes en effaçant six années de destruction et de baisse de production dans plusieurs pays. De la fin de la quatrième décennie du XXe siècle à 1974, l'exceptionnelle période de croissance économique a fait monter tous les chiffres, tant en niveau d'emploi, en pourcentage de la population active, en pouvoir d'achat qu'en gains de productivité. En effet, ce fut l'époque du « carré magique de la croissance ».

#### **1.1. L'Europe d'après-guerre**

La seconde guerre mondiale a considérablement bouleversé le paysage économique planétaire. L'Europe est ainsi l'un des continents les plus touchés par le caractère infernal de ce conflit contrairement aux États-Unis. Ces derniers, malgré l'importante dépense au sortir de la guerre, restent transformés en grenier et arsenal des démocraties en affichant une santé économique doublée d'une supériorité technologique. Lorsqu'en 1945, la guerre s'est arrêtée, l'Europe ressemblait à un immense champ de ruines. Pour Angus Maddison, les pertes en capital dans les principaux espaces économiques nationaux peuvent être estimées à 13% pour les trois zones d'occupation américaine, britannique et française en Allemagne, 8% pour la France, 7% pour l'Italie et 3% pour la Grande Bretagne.<sup>14</sup> La période allant de la chute de l'Allemagne nazie le 8 mai 1945 à la fin du plan

---

<sup>14</sup> Maddison (A.) « Economic Policy and Performance in Europe 1913-1970 », *The Fontana Economic History of Europe*, vol. V, chap. 10, Londres, 1973.

Marshall en décembre 1951 fut sans aucun doute celle du relèvement impressionnant de l'Europe occidentale.

Entrés tardivement dans la guerre, les États - Unis ont épargné leur économie du désastre réel qu'ont connu bon nombre de nations européennes au sortir de ce conflit qui, dans sa durée comme dans ses conséquences, fut une véritable hécatombe. Tel n'est pas le cas dans beaucoup de pays d'Europe ravagés par les destructions et confrontés à une pénurie génératrice d'inflation et à une désorganisation aggravée par des mouvements erratiques de population.<sup>15</sup> En guise d'illustration, nous avons l'afflux en Allemagne occidentale de 11 millions de réfugiés. En fait, il faut comprendre que tous les pays fondateurs de la Communauté Européenne ont été directement ou indirectement engagés dans le dernier conflit mondial, soit comme belligérants actifs, soit comme territoires occupés ou servant de point stratégique. Par conséquent, leurs économies ont été en grande partie complètement orientées vers une production de guerre, laquelle a fini par perturber l'activité économique. C'est la raison pour laquelle, à la fin des hostilités, beaucoup de pays européens se trouvèrent en face du double problème de la reconstruction d'une partie importante de leurs moyens de production et de la réorientation de l'activité économique d'une « économie de guerre vers une économie de paix. »<sup>16</sup>

À tous ces aspects, sans oublier les victimes (35 millions en Europe sur les 50 millions de la guerre), vient se conjuguer le phénomène de la bipolarisation du monde. En effet, dès le lendemain de la guerre, une nouvelle géopolitique s'était imposée et elle s'articulait autour de trois zones : le « monde libre »<sup>17</sup>, dominé par les États-Unis, le « camp socialiste » dirigé par l'URSS et une troisième zone plus hétérogène regroupant les pays indépendants que l'on va appeler bientôt le tiers

---

<sup>15</sup> Bianchi (R) dans *Pour enseigner l'histoire économique. Le système monétaire international de 1880 à nos jours*, Paris, 1991, p 27

<sup>16</sup> Maillot (P.), Hipp (G.), Locker (K.H) et Sunnen ( R.), *L'économie de la communauté européenne*, Editions Sirey, Paris, 1968, p 353.

<sup>17</sup> L'expression « monde libre » date du célèbre discours de Fulton de Winston Churchill. Ce discours du 5 mars 1946 fait état de cette division qu'avait connue l'Europe en deux blocs séparés par le « rideau de fer ». Cette expression expose aussi les motivations de Churchill à partager les connaissances concernant la bombe atomique à l'ensemble des nations via l'ONU.

monde.<sup>18</sup> Ce « rideau de fer », qui marquait la coupure est-ouest<sup>19</sup> et qui a été officialisé très tôt et dénoncé dès le 5 mars 1946 par Churchill dans son discours de Fulton, confrontera sur une longue durée le monde « démocratique » sous la houlette américaine et l'autre, russe, défini comme « totalitaire ». Du coup, la relance économique envisagée en Europe occidentale se fera désormais dans ce contexte de lutte idéologique sans merci.

Beaucoup pensaient que les séquelles de la seconde guerre mondiale, ainsi que ce phénomène de cassure idéologique et de bipolarisation allaient perturber sur une longue durée, le train de la croissance dans cette partie du globe. Cependant, force est de constater que les résultats, dans ce domaine, ont été surprenants et spectaculaires dès 1946. L'idéal de l'unification s'est imposé, selon Raymond Riffet<sup>20</sup>, comme une des grandes lignes politiques directrices de la reconstruction économique. En effet, tous les espoirs des peuples étaient d'améliorer les conditions de vie en mettant en commun leurs ressources et leurs efforts.

Après la deuxième guerre mondiale, pendant presque trente ans, les pays d'économie libérale entrent dans une période de forte croissance économique. Les pays vaincus, comme le Japon, ou, en Europe occidentale, l'Allemagne et l'Italie, peuvent servir d'exemple. Cet essor économique se traduit par un changement profond suivi d'une montée en puissance d'une société de forte consommation.

La croissance est d'abord frappante de par son étonnante régularité, bien qu'elle reste sensible aux divergences nationales. Et l'année 1953 peut être considérée comme celle qui marque à la fois la fin des phénomènes particuliers liés à la reconstruction d'après-guerre et le début de la période de libéralisation

---

<sup>18</sup> Asselain (J C), Delfaud (P), Guillaume (P), Guillaume (S), Kintz (J P), Mougel (F), *Précis d'histoire européenne, 19<sup>e</sup> – 20<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin / H.E.R, Paris, 2000, p 65

<sup>19</sup> Il faut souligner aussi que la chute du mur de Berlin donnera naissance après, à un nouveau paradigme. La fin du conflit est-ouest et la disparition de l'U.R.S.S auront pour conséquence le reflux du mouvement des non alignés et l'émergence d'un monde à vision « unipolaire » dominé par les États-Unis, une puissance renforcée par l'ensemble des nations qui partagent avec ceux-ci les mêmes valeurs et la même idéologie dont le capitalisme. Ce qui va accentuer sans aucun doute les inégalités et les rapports de force et d'influence.

<sup>20</sup> Riffet (R.), *Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe. Pourquoi unifier l'Europe ?*, Conseil belge du mouvement européen, Bruxelles, 1957, p5.

progressive des relations commerciales.<sup>21</sup> Nous en déduisons alors que le retour à la croissance est même antérieur au traité de Rome. Celui-ci est tout simplement venu renforcer le redressement des économies nationales.

La croissance et le relèvement économique européen sont alors le résultat de mesures internes élaborées dans tous les domaines par les nations après la fin de la deuxième guerre mondiale afin de répondre aux préoccupations de l'époque dont la plus importante était le redressement du niveau de vie des populations meurtries par le conflit. Les efforts des nations de cette partie du globe pour le retour à la croissance ne se sont pas réalisés sans pour autant combiner les forces nationales. En novembre 1961, date qui marque la première réunion du conseil de l'OCDE, l'objectif des vingt États européens, dont une bonne partie de la future Europe des Quinze, était l'accroissement collectif de leur produit national brut de 50%.

Pour Angus Maddison<sup>22</sup>, les facteurs principaux qui expliquent dans une large mesure, sur le long terme, comment d'aussi fortes augmentations de la production ont pu être enregistrées sont : le progrès technique, l'accumulation de capitaux physiques, l'amélioration de la qualité du travail, dans laquelle le progrès de l'éducation et des capacités organisationnelles occupent une place primordiale, et l'intégration plus étroite des économies nationales par des investissements transfrontaliers et par des liens entre les intérêts des différents pays.

Il a été généralement admis par beaucoup de théoriciens de la croissance que le volume de la production dépendait largement de l'accumulation combinée des ressources disponibles en facteurs capital<sup>23</sup> et travail. Depuis le temps des précurseurs arabes ou grecs, la pensée économique, qu'elle soit classique, moderne ou néo-classique, a accordé une place capitale à ces deux facteurs.

---

<sup>21</sup> *Rapport de la C.E.E, Commission de la Direction générale du développement de l'Outre mer*, décembre 1966

<sup>22</sup> Maddison (A), *L'économie mondiale 1820-1992, Analyse et statistiques*, O.C.D.E, Paris, 1995, p.31.

<sup>23</sup> Il s'agit de l'ensemble des moyens de production de biens et de services détenus par les administrations, les entreprises ou les ménages.

Capital et croissance sont intimement liés. L'accumulation du capital peut contribuer à accroître le nombre des emplois, permettre une large augmentation de la productivité et constituer le canal par lequel des améliorations technologiques peuvent être incorporées dans la production. Robert Solow, qui fut connu comme un fidèle du modèle keynésien, avait souligné le rôle fondamental du progrès technique dans la croissance économique qui, selon lui, a pour socle le capital (avec les investissements), la quantité de travail et le progrès de la technologie. Pour Harrod Domar, qui a beaucoup influencé les économistes du développement, surtout au temps des « Trente Glorieuses », l'accroissement du taux d'épargne par le biais d'une politique d'excédents budgétaires, et l'aide venant de l'étranger permettant de financer un taux d'investissement plus élevé, seraient la clef de voûte d'un développement économique.

D'une manière générale, le constat qui a été fait sur une longue durée, c'est qu'au cours de la période contemporaine, il existait un parallélisme entre l'accroissement de la population active des grandes puissances économiques et l'augmentation de leur production à des taux élevés. Pour Denise Flouzat<sup>24</sup>, le redémarrage de la croissance dans une bonne partie de l'Europe occidentale après la seconde guerre mondiale s'est opéré largement par une augmentation annuelle de la population employée : Entre 1950 et 1962, celle enregistrée par le Royaume-Uni serait de 0,6% par an, de 1,2% en Italie (même pourcentage aux États-Unis) et de 1,9% en Allemagne.

Récemment, il a été mis en évidence qu'en dehors d'une croissance quantitative des facteurs, la qualité est un autre facteur important. Ce qui est sûr, c'est qu'en abondant dans le même sens que Bernard Réal<sup>25</sup>, on se rend compte effectivement que les progrès techniques ont permis à l'Occident de construire sa nouvelle société d'après-guerre et de pouvoir accéder au plein emploi et à l'augmentation du pouvoir d'achat, sans oublier l'extension et l'amélioration de la protection sociale. En Europe occidentale, il faut prendre aussi en considération

---

<sup>24</sup> Flouzat (D.), *Economie contemporaine, croissance, crise et stratégies économiques*, PUF, Paris, 1980, p 131

<sup>25</sup> Réal (B.), *La puce et le chômage. Essai sur la relation entre progrès technique, la croissance et l'emploi*. Editions du Seuil, Paris, 1990, p 9

l'ouverture des économies qui accroît véritablement la taille des marchés ainsi que le niveau de vie des États membres de la Communauté économique européenne.

Toutes ces forces productives ont été à l'origine de la performance économique remarquable dans une bonne partie de l'Europe occidentale durant cette période. D'autre part, il faut aussi souligner qu'en 1957, cette phase d'expansion rapide s'accompagnait d'une augmentation de la production industrielle d'environ 10% pendant deux années consécutives et d'une accélération importante de la croissance. Il s'y ajoute aussi le fait que dans l'ensemble des pays industriels de la région, l'accroissement de la production s'est stabilisé à 5% par an entre 1957 et 1973.

L'Europe d'après guerre, et plus particulièrement la partie occidentale, a retrouvé rapidement la prospérité en réussissant la reconstruction de son appareil productif secoué par des années de délabrement.<sup>26</sup> Mieux, les résultats escomptés ont été déjà enregistrés bien avant le traité de Rome, grâce aux différents efforts consécutifs qui ont été déployés. Il serait alors intéressant d'étudier et d'analyser les différents taux de croissance amorcés par les pays d'Europe occidentale par rapport aux États-Unis afin de saisir cette vive accélération de leur dynamisme économique durant cette période de redressement.

Les États-Unis avaient joué un rôle non négligeable dans la reconstruction de l'Europe. Elle a été financière et militaire. Durant cette période, les enjeux idéologiques et le « danger communiste » ont beaucoup poussé les États-Unis à prêter main-forte aux nations capitalistes. L'erreur serait toutefois de croire que les États-Unis étaient tout à fait décidés dès la fin de l'année 1945, à prendre en charge généreusement et à court terme, la reconstruction européenne. Celle-ci aurait été difficile sans la Communauté européenne et la volonté des États

---

<sup>26</sup> Dans cette reconstruction de l'Europe, il est important de rappeler le rôle non négligeable de la France. Le rapprochement des nations et l'esprit brillant de Schuman et de son plan en 1951 ont permis d'accroître la production et les échanges de deux produits considérés comme vitaux pour la croissance économique à l'époque. Il s'agit du charbon et de l'acier. Il s'y ajoute la volonté des autres États initiateurs d'une Europe unie qui se sont adjoints pour reconstruire ce continent et redresser le niveau de vie des populations qui avaient subi les conséquences néfastes de la deuxième guerre mondiale.

initiateurs de restaurer ou améliorer la prospérité économique connue avant le conflit mondial.

## **2.1 : Un redressement économique déjà bien engagé**

La période allant de la fin de la deuxième guerre mondiale à 1974 constitue celle d'une croissance véritablement rapide. La remise en ordre des économies européennes à l'issue de la fin du conflit a nécessité seulement une période de quatre à cinq ans. Il est important de saisir les réalités économiques ainsi que l'intensité des effets de la guerre dans telle ou telle nation. Car elle peut être un élément explicatif de la reconstruction rapide dans certains pays d'Europe. Par exemple, la Suède et la Suisse, qui furent des pays industrialisés non-belligérants, ont connu une croissance au cours de la guerre. L'essor d'une industrie nationale a pu remplacer au cours du conflit les importations et stimuler en même temps d'autres activités dans de nombreux secteurs. Le Royaume-Uni activement engagé dans la guerre (ce fut le cas des États-Unis aussi) a eu lui aussi la chance de n'avoir jamais été le théâtre de combats terrestres intenses et dévastateurs même si Londres a subi d'importants bombardements aériens. Nous comprenons alors l'une des raisons de son potentiel économique d'après guerre.

Sur une période de seulement deux décennies (1957-1974), presque tous les pays de cet espace du cœur de l'Europe d'après-guerre ont enregistré une croissance soutenue et plus rapide que celles des États-Unis. On assiste effectivement à une croissance continue des économies nationales ainsi qu'à une amélioration considérable du niveau de vie des populations. Les statistiques le montrent clairement. Le tableau de croissance du PIB rapporté à celui des États-Unis, illustre nettement ce phénomène de redressement économique amorcé dans beaucoup de pays d'Europe occidentale.

Tableau 1

PIB en dollars PPA constants de 1990 rapporté à celui des États-Unis en % (1957-1974)

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Autriche	2,12	2,22	2,13	2,24	2,31	2,23	2,23	2,23	2,16	2,14
Belgique	3,11	3,14	3,01	3,10	3,17	3,15	3,15	3,19	3,10	3,00
Danemark	1,90	1,97	1,97	1,97	2,05	2,04	1,97	2,03	2,00	1,93
Finlande	1,26	1,28	1,27	1,35	1,42	1,38	1,37	1,36	1,34	1,29
France	16,26	16,83	16,12	16,84	17,37	17,47	17,61	17,76	17,51	17,26
Allemagne	24,55	25,91	25,88	27,29	27,76	27,30	26,91	26,98	26,65	25,75
Italie	13,40	14,26	14,11	14,51	15,37	15,63	16,05	15,76	15,15	14,96
Pays-Bas	4,47	4,50	4,40	4,65	4,56	4,59	4,56	4,67	4,62	4,45
Norvège	1,25	1,26	1,22	1,26	1,31	1,27	1,26	1,25	1,24	1,21
Suède	3,10	3,21	3,12	3,21	3,32	3,27	3,29	3,32	3,28	3,17
Suisse	3,19	3,16	3,13	3,26	3,45	3,41	3,43	3,41	3,31	3,18
Royaume-Uni	21,95	22,13	21,44	22,12	22,33	21,27	21,18	21,08	20,33	19,44
Irlande	0,60	0,59	0,57	0,59	0,61	0,59	0,59	0,58	0,56	0,53
Grèce	1,23	1,30	1,26	1,28	1,36	1,33	1,41	1,44	1,48	1,47
Portugal	1,25	1,28	1,25	1,31	1,35	1,35	1,37	1,38	1,40	1,37
Espagne	4,84	5,10	4,64	4,60	5,07	5,33	5,63	5,85	5,86	5,91
<b>Total Europe occidentale (y compris micro-États)</b>	104,90	108,57	105,91	110,00	113,22	112,03	112,42	112,71	110,39	107,48

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Autriche	2,15	2,14	2,21	2,36	2,41	2,43	2,41	2,51
Belgique	3,04	3,03	3,13	3,32	3,34	3,34	3,35	3,50
Danemark	1,94	1,93	1,99	2,03	2,02	2,02	1,98	1,97
Finlande	1,29	1,26	1,33	1,43	1,42	1,45	1,46	1,51
France	17,62	17,56	18,21	19,22	19,54	19,38	19,34	19,96
Allemagne	25,20	25,32	26,18	27,36	27,31	27,01	26,71	27,01
Italie	15,64	16,17	16,58	16,92	16,72	16,34	16,48	17,30
Pays-Bas	4,57	4,65	4,80	5,06	5,11	5,02	4,97	5,18
Norvège	1,25	1,22	1,24	1,26	1,29	1,28	1,27	1,33
Suède	3,21	3,19	3,25	3,40	3,37	3,28	3,23	3,35
Suisse	3,20	3,16	3,24	3,44	3,47	3,40	3,32	3,37
Royaume-Uni	19,39	19,27	19,02	19,44	19,25	18,93	19,11	18,91
Irlande	0,55	0,56	0,58	0,59	0,60	0,60	0,60	0,62
Grèce	1,52	1,54	1,64	1,77	1,84	1,97	1,93	1,87
Portugal	1,43	1,49	1,47	1,61	1,66	1,70	1,79	1,82
Espagne	6,15	6,23	6,58	6,95	7,12	7,32	7,55	8,13
<b>Total Europe occidentale (y compris micro-États)</b>	108,57	109,14	111,88	116,59	116,92	115,93	115,96	118,81

Source : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

L'évolution survenue entre 1957 et 1974 peut être résumée dans le tableau ci-dessous, qui range les pays d'Europe occidentale dans l'ordre de leurs PIB à ces deux dates. Il apparaît que tous les pays d'Europe occidentale ont progressé par rapport aux États-Unis, sauf un, le Royaume-Uni, désormais surclassé depuis 1960 par l'Allemagne de l'Ouest et depuis 1971 par la France. La Suède et le Danemark ont perdu quelques places dans le classement, alors que le Portugal et la Grèce en ont gagné.

Tableau 2  
Classement des pays d'après PIB en dollars PPA constants de 1990 rapporté à celui des États-Unis en % en 1957 et 1974

1957		1974	
1 – Royaume-Uni	21,95	1 - Allemagne de l'Ouest	23,36
2 - Allemagne de l'Ouest	20,32	2 - France	19,96
3 – France	16,26	3 - Royaume-Uni	18,91
4 – Italie	13,40	4 - Italie	17,30
5 – Espagne	4,84	5 - Espagne	8,13
6 - Pays Bas	4,47	6 - Pays-Bas	5,18
7 – Suède	3,10	7 - Belgique	3,50
8 – Suisse	3,19	8 - Suisse	3,37
9 – Belgique	3,11	9 - Suède	3,35
10 – Autriche	2,12	10 - Autriche	2,51
11 - Danemark	1,90	11 - Grèce	1,87
12 – Portugal	1,25	12 - Portugal	1,82
13 – Grèce	1,23	13 - Danemark	1,97
14 – Finlande	1,26	14 - Finlande	1,51
15 – Irlande	0,60	15 - Irlande	0,62
16 - Luxembourg	0,14	16 - Luxembourg	0,15
Europe à 15 + Suisse	99,14	Europe à 15 + Suisse	113,37
États-Unis	100,00	États-Unis	100,00

Source : Pour l'Allemagne de l'Ouest : Angus Maddison, *L'économie mondiale, 1820-1992, analyse et statistique*, OCDE, Paris, 1995. Pour les autres pays d'Europe occidentale : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 1-2006 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

En 1957, le Royaume-Uni se classe en première position avec un PIB qui représente alors 22% de celui des États Unis, contre 20% pour l'Allemagne de l'Ouest, 16,% pour la France et 13% pour l'Italie. En 1974, en tombant à 19%, le Royaume-Uni a reculé de 3 points de pourcentage par rapport aux États-Unis, tandis que l'Allemagne de l'Ouest progressait de 3 points, et la France comme l'Italie de près de 4 points, de même que l'Espagne, moins peuplée, et dont la croissance par habitant est encore plus remarquable. Le redressement économique amorcé met fin aux périodes de forte inflation de l'immédiat après guerre. L'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi disparaît en grande partie dans beaucoup de nations comme la France. Le chômage est pratiquement absent dans cet espace géographique de « l'Europe industrialisée » de l'après-guerre. Elle connaît une situation de plein emploi et, dans des pays comme la France métropolitaine, le manque de main-d'œuvre ouvrière était devenu un problème à résoudre. La disponibilité des emplois était largement supérieure à la population active. Les diagnostics montrent nettement la phase de hausse de la croissance qui recouvre les années 1950 à 1974.

Si l'on fait une prise dans sa globalité de la croissance économique durant cette période en Europe occidentale, elle frappe par son étonnante régularité malgré quelques distorsions ou des inégalités qui peuvent être notées. Certains n'hésiteront pas, rétrospectivement, à juger cette période de croissance rapide par comparaison notamment avec les premières années de l'après-guerre.<sup>27</sup> Non seulement la croissance fut rapide durant cette période, mais elle fut plus régulière que dans les périodes postérieures. En plus, les récessions simultanées en France, aux Pays-Bas, en Belgique et au Royaume-Uni en 1952, 1958, 1962 ont été faibles et courtes.<sup>28</sup> Il est vrai qu'ensuite, d'autres, isolées, ont été plus fortes mais brèves. Ce fut le cas en France en 1964 et 1968, en Italie en 1969. La seule récession particulièrement grave durant cette période reste celle qu'a connue l'Allemagne de 1966 à 1967 après, il est vrai, une période de croissance exceptionnelle.

---

<sup>27</sup> Asselain (JC), Delfaud (P), Guillaume ( P), Guillaume ( S), Kintz (JP), Mougel (F), op.cit., P 257

<sup>28</sup> Jeanneney (J.M) et Pujals (G), *Les économies de l'Europe occidentale et leur environnement international de 1972 à nos jours*, Fayard, Paris, 2002.

Cependant, il faut souligner aussi que ces bons résultats ne doivent pas dissimuler la persistance dans le reste de l'Europe occidentale d'un bas niveau de vie. Il ne s'agit plus du cœur du continent, dont le redressement est amorcé, mais de l'Europe « attardée » ou « périphérique ». Par conséquent, la croissance est loin de gommer la pauvreté de pays comme la Grèce qui ne trouvera véritablement l'amélioration de son niveau de vie qu'à partir de son entrée dans la Communauté Européenne. C'est ainsi que la croissance durant cette période ne saurait exclure l'autre face de la réalité économique de cette époque, le bas niveau du PIB par habitant qui, malgré les progrès enregistrés, subsiste dans les pays du Sud de l'Europe.

Le bilan global de la croissance de l'Europe occidentale rapportée à celle des États-Unis depuis le traité de Rome jusqu'à 1974 est satisfaisant. Si en 1957, les PIB additionnés de l'Europe occidentale plus la Suisse ont affiché un pourcentage de 99% du PIB américain, ils dépassent le poids des États-Unis en 1974 avec un pourcentage de 113%. Entre 1960 et le milieu des années 1970, le chômage était plus faible en Europe qu'aux États-Unis même grâce à l'équilibre trouvé entre la demande de travail et l'offre.<sup>29</sup> Mais la divergence de ce phénomène d'un espace économique à un autre reste visible. Cette performance significative exprime la bonne santé de l'économie européenne dont la production de richesses dépasse alors celle de l'État le plus puissant au monde. Comme elle est plus peuplée que les États-Unis, un écart d'environ 30% subsiste pour le produit par habitant (contre la moitié au début des années 1950)<sup>30</sup>, ce qui montre que l'Europe n'a pas encore rattrapé les États-Unis sur ce plan et qu'une marge de progression subsiste pour l'Europe en 1974. Mais d'aucuns, pessimistes après les différents marasmes des décennies précédentes, voyaient mal le continent parvenir à une phase d'évolution aussi favorable.

---

<sup>29</sup> Burda (M.) et Wyplosz (C.), *Macroéconomie, une perspective européenne*, traduction anglaise de Jean Houard, De Boeck, Paris, 2003, p 94.

<sup>30</sup> En 1974, le PIB par habitant est de 11 586 dollars Geary-Khamis en Europe occidentale contre 16 491 aux États-Unis. Cf. Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP*, 1-2006 AD, [http :www.ggdc.nl/maddison](http://www.ggdc.nl/maddison).

Cette période s'accompagne d'importants efforts en matière de productivité et de la recherche de redressement économique. Durant cet « âge d'or » des années cinquante et soixante, la croissance économique des pays capitalistes avancés avait surpassé pratiquement tous ses records avant de se détériorer significativement après 1973. Cette période des Trente Glorieuses (1945-1973) est marquée par une croissance soutenue des pays européens qui tendent à rattraper les États-Unis en établissant une croissance économique moyenne annuelle allant autour de 5 à 6% contre seulement 3 à 4% aux États-Unis.<sup>31</sup> Ces chiffres témoignent du dynamisme que connut l'Europe d'après-guerre.

Nous allons à présent nous efforcer de décrire les facteurs qui expliquent la forte croissance de l'Europe durant cette période.

---

<sup>31</sup> Villemeur (A.), *La divergence économique. États-Unis – Europe*, Economica, Paris, 2004, p. 2

## **CHAPITRE 2**

### **LE DYNAMISME EUROPEEN ENTRE 1957 ET 1974 : LA PREDOMINANCE DE L'EFFET DE RATRAPAGE**

Comprendre la croissance rapide de l'économie de l'Europe occidentale pendant la période allant du traité de Rome à 1974, c'est aussi accorder une attention particulière à ses différents stimulants. Il s'agit dès lors d'analyser les facteurs qui ont favorisé l'essor du niveau de vie des populations sur une courte durée.

#### **2.1 L'analyse des taux de croissance : la forte croissance de la productivité en Europe continentale**

Une étude d'Edward Denison<sup>32</sup> sur les facteurs de la croissance du revenu national entre 1950 et 1962 montre que, pour les deux pays industriels les plus avancés de l'époque, les États-Unis et le Royaume-Uni, la croissance de la productivité totale des facteurs ne contribue que pour près de moitié (42% pour les États-Unis, 52% pour le Royaume-Uni) à la croissance du revenu national. L'autre moitié du taux de croissance repose sur le simple accroissement quantitatif des facteurs travail et capital.

Il en va tout différemment sur le continent européen : en Allemagne, en France et en Italie, la croissance de la productivité totale des facteurs explique respectivement 62%, 74% et 72% de la croissance globale. Les pays du continent européen, dont l'industrialisation et la modernisation étaient en retard sur celles des pays anglo-saxons, ont visiblement bénéficié de moteurs que ces derniers ne possédaient plus.

---

<sup>32</sup> Edward F. Denison, *Why Growth Rates Differ*, The Brookings Institution, Washington, 1967.

Tableau 3

Contributions au taux de croissance moyen du revenu national entre 1950 et 1962  
(%)

	États-Unis	Royaume -Uni	Allema- gne Fédérale	France	Italie
<b>Taux de croissance du Revenu National</b>	<b>3,36</b>	<b>2,29</b>	<b>7,26</b>	<b>4,70</b>	<b>5,96</b>
<b>Contributions (en pourcentages du taux de croissance)</b>					
<b>Travail</b>	<b>33,3</b>	<b>26,2</b>	<b>18,9</b>	<b>9,6</b>	<b>16,1</b>
<b>Capital</b>	<b>24,7</b>	<b>22,3</b>	<b>19,4</b>	<b>16,8</b>	<b>11,8</b>
<b>Productivité totale des facteurs</b>	<b>41,9</b>	<b>51,5</b>	<b>61,7</b>	<b>73,6</b>	<b>72,1</b>
Réduction des facteurs employés dans l'agriculture	7,4	2,6	10,6	13,8	17,5
Réduction de l'emploi non salarié hors agriculture	1,2	1,7	1,9	4,9	3,7
Diminution des obstacles au commerce international	0,00	0,9	1,4	1,5	2,7
Economies d'échelle	10,7	11,8	22,2	21,3	20,5
Rééquilibrage du stock de capital	/	/	3,6	/	/
Progrès des connaissances	22,6	33,2	10,5	16,2	12,8
Résidu après déduction du progrès des connaissances	0,00	1,3	11,6	16,0	15,0

SOURCE: Edward F. Denison, *Why Growth Rates Differ*, The Brookings Institution, Washington, 1967, p 298 à 317.

Parmi ces moteurs, trois apparaissent avec une certaine netteté : d'abord, un phénomène de rattrapage consistant dans l'acquisition, par les pays suiveurs, des techniques et des méthodes les plus récentes inventées par les pays les plus avancés. Dans les tableaux de Denison, on peut approcher ce phénomène par l'évaluation des économies d'échelles, plus importantes sur le continent européen que dans les deux grands pays anglo-saxons, dont les entreprises sont plus concentrées, et par celle du « résidu après déduction du progrès des connaissances », qui est inexistant pour les États-Unis, pays alors à la pointe du progrès technique, mais apporte en revanche près de 1 point de pourcentage supplémentaire de croissance aux pays du continent. Le progrès des connaissances (*advances of knowledge*) désigne en fait le résidu de l'analyse du taux de croissance de l'économie américaine. Étant obtenu par déduction, il inclut d'éventuelles erreurs et omissions dans les statistiques américaines ainsi que toutes les améliorations d'efficacité non directement mesurables de l'économie américaine. Les résidus européens, quant à eux, sont décomposés en un « progrès

des connaissances » qui est censé suivre le même rythme qu'aux États-Unis et un résidu supplémentaire propre à chacun d'eux et appelé « résidu après déduction du progrès des connaissances ». Ce dernier résidu comprend le rattrapage des retards technologiques des pays européens par rapport aux États-Unis, des améliorations supplémentaires de l'efficacité non directement mesurables, l'effet du rajeunissement du capital, sans oublier les erreurs et omissions.

Un autre moteur important, dont sont presque totalement privés les pays anglo-saxons dès les années cinquante, est la réduction des facteurs employés dans l'agriculture : il explique plus de 10% de la croissance allemande ou française et même près de 20% de la croissance italienne. Le processus d'exode rural est en effet presque achevé en Grande-Bretagne et aux États-Unis, alors qu'il connaît au même moment une accélération en France et en Italie.

Enfin, la diminution des obstacles au commerce international paraît jouer encore un rôle modeste : sa contribution la plus importante à une croissance économique nationale se trouve en Italie avec 2,7% de la croissance totale. Mais l'étude d'Edward Denison ne porte que sur la période 1950-1962 et l'ouverture des économies nationales sur l'extérieur s'est amplifiée durant les années de rapide désarmement douanier qui ont suivi la signature du Traité de Rome en 1957 ainsi que la constitution de l'Association Européenne de Libre Échange en 1960.

Nous avons testé, pour la période 1957-1973, par la méthode de la régression multiple, les effets sur la croissance de 17 pays d'Europe occidentale de ces trois variables : l'effet rattrapage, qui peut être approché par le niveau du PIB par habitant en début de période (plus ce niveau de vie est bas, plus cet effet a une possibilité de jouer), l'ampleur des transferts de main-d'œuvre hors de l'agriculture (saisie par les recensements de population active) et la capacité à tirer parti de l'ouverture au marché international (exprimée par les variations de parts du marché mondial).

Tableau 4  
PIB par habitant en 1957 et 1973

	PIB/ht 1973	PIB/ht 1957			PIB/ht 1973	PIB/ht 1957
Autriche	11235	5716		Italie	10634	5118
Belgique	12170	6495		Pays-Bas	13081	7614
Danemark	13945	7965		Norvège	11324	6706
Finlande	11085	5490		Portugal	7063	2659
France	13114	6890		Espagne	7661	3046
Allemagne	11966	6492		Suède	13494	8089
Grèce	7655	2859		Suisse	18204	11705
Irlande	6867	3905		Rme-Uni	12025	7983

Sources : PIB: Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP*, 1-2006 AD, <http://www.ggdc.nl/maddison>. L'évolution du PIB allemand correspond à l'estimation, par Maddison, de la croissance de l'ensemble RFA + RDA. La Norvège a été ajoutée à l'échantillon, parce que l'exploitation pétrolière n'exerce pas encore d'influence sur sa croissance durant la période considérée

Tableau 5  
Variations du PIB par habitant et de deux variables explicatives (1957-1973)

	A : taux de variation de la population agricole	E : Variation des parts du marché mondial	VP : Accrois- sements du PIB/ht de 1957 à 1973		A : taux de variation de la population agricole	E : Variation des parts du marché mondial	VP : Accrois- sements du PIB/ht de 1957 à 1973
Autriche	-4,534	-8,1	+96,5	Italie	-4,569	+49,2	+107,8
Belgique	-4,107	+20,8	+87,4	Pays-Bas	-3,893	+13,1	+71,8
Danemark	-3,694	-10,9	+75,1	Norvège	-3,682	-1,2	+68,9
Finlande	-3,701	-21,4	+101,9	Portugal	-2,277	+10,3	+165,6
France	-3,939	+21,6	+90,3	Espagne	-2,847	+87,5	+151,5
Allemagne	-4,367	+34,6	+84,3	Suède	-4,04	-2,3	+66,8
Grèce	-0,205	+13,6	+167,8	Suisse	-2,126	+4,4	+55,5
Irlande	-2,81	0	+75,9	Rme-Uni	-2,233	-45	+50,6

Sources : Parts du marché mondial : OMC. Population active agricole : B.R.Mitchell, "The working population and its structure", I, *International Historical Statistics*, Bruxelles et New York, 1968. OCDE.

Soient :

VP : variation du PIB par habitant en dollars Geary-Khamis de 1990 entre 1957 et 1973.

R : PIB par habitant en 1957 en dollars Geary-Khamis de 1990. Un signe négatif du coefficient de régression entre le rythme de croissance économique et

cette variable permet de déceler l'effet de rattrapage : dans ce cas, plus le niveau de vie de 1957 est bas, plus la croissance enregistrée postérieurement est rapide.

A : taux annuel de variation de la population active agricole entre 1957 et 1973. Ce taux est partout négatif. Des transferts importants en provenance des campagnes (chiffres négatifs) ayant une influence positive sur le taux de croissance de la productivité des facteurs, on s'attend à ce que cette variable soit affectée d'un coefficient de régression négatif : dans cette hypothèse, plus les transferts de population active en provenance de l'agriculture vers des secteurs plus productifs sont élevés et plus la croissance est rapide.

E : variation en % de la part des exportations mondiales entre 1957 et 1973. Cette variable montre l'effet sur la croissance d'un dynamisme des exportations. On s'attend à ce que cette variable soit affectée d'un coefficient de régression positif.

On obtient, par la méthode de la régression linéaire multiple, l'équation suivante :

$$VP = - 0,010 R + 8,388 A + 0,397 E + 190,277.$$

$$t = \quad (- 4,57) \quad (2,28) \quad (2,05)$$

$$R^2 = 0,76$$

$$F = 13,03 ; \text{d.l.} = 12.$$

L'effet rattrapage est affecté d'un coefficient très significatif (la probabilité associée à son coefficient de Student est au dessous du seuil de rejet de 0,1%). La variation du PIB par habitant entre 1957 et 1973 est donc affectée essentiellement, pour les pays d'Europe occidentale, par l'effet de rattrapage, comme le montre l'équation de régression ci-dessous. Un examen du tableau confirme que ce sont bien les pays qui avaient le PIB par habitant le plus bas en 1957 qui ont connu les croissances les plus rapides.

Curieusement, l'effet des transferts de main-d'œuvre en provenance du secteur agricole est du signe inverse de celui attendu. La cause de cette inversion réside dans les fortes croissances de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal. Ces trois pays ont en effet amorcé un processus de croissance accélérée avant même que se déversent massivement leurs excédents de population agricole dans leur secteur moderne. C'est également le rythme particulièrement élevé de leur croissance qui explique la prédominance de l'effet rattrapage dans l'équation : affectés d'une faible productivité de leur économie en début de période, ces pays

ont enregistré ensuite des progrès rapides en assimilant un certain nombre de techniques et de méthodes déjà bien mises au point par les pays leaders.

Enfin, la variation des parts du marché mondial n'exerce pas, durant cette période 1957-1973, d'effet significatif au seuil de 5% (la probabilité de l'hypothèse nulle étant toutefois inférieure à 10%).

En excluant ces trois pays de l'Europe méridionale, la relation montre une répartition toute différente des effets des variables explicatives sur la croissance :

$$VP = - 0,004 R - 9,989 A + 0,108 E + 69,017.$$

$$t = (- 2,05) \quad (-1,87) \quad (0,69)$$

$$R^2 = 0,71$$

$$F = 7,51 ; d.l. = 9.$$

Cette fois, aucun coefficient de régression n'est significatif au seuil de 5%, mais l'effet des transferts de main-d'œuvre en provenance de l'agriculture est, à présent, du signe attendu, avec une probabilité de l'hypothèse nulle inférieure à 10%. En dehors de l'Europe du Sud, c'est donc bien l'ampleur du déversement de population agricole dans le secteur moderne qui distingue une Europe continentale (Europe des Six, Pays Scandinaves, Autriche) qui a conservé des réserves de population agricole prêtes à migrer vers les secteurs plus productifs par rapport à des pays déjà fortement industrialisés et moins dynamiques (le Royaume-Uni et la Suisse). Les fortes croissances française et italienne trouvent là, notamment, une part importante de leur explication.

On peut donc distinguer trois sortes de pays : les pays d'Europe du Sud, qui enregistrent les croissances les plus rapides, grâce à un phénomène de rattrapage ; les pays d'Europe continentale (Europe des Six, Pays Scandinaves, Autriche) ayant conservé une forte réserve de main-d'œuvre agricole qui s'est déversée dans les secteurs industriels et tertiaire modernes ; enfin, les pays déjà très avancés : le Royaume-Uni et la Suisse, qui ne connaissent qu'une croissance modérée, à cause d'un faible exode agricole.

## 2.2 L'influence des méthodes américaines et l'effet de rattrapage :

Parler des fondements du dynamisme européen entre 1957 et 1974, c'est aussi faire état des effets du rattrapage européen à l'égard des États-Unis. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'Europe entra dans une phase économique de reconstruction, dans laquelle l'influence du modèle américain n'a pas échappé aux chercheurs, historiens et économistes. Il s'agissait, en dehors de l'américanisation européenne aussi bien dans la formation technique et professionnelle, de trouver les clés du rattrapage de la croissance économique américaine. L'Europe est dans une situation de poursuite des États-Unis pour parler comme Robert J. Gordon<sup>33</sup>. *Le know how*<sup>34</sup> américain a non seulement séduit l'Europe occidentale mais a été pris comme modèle pour booster la croissance des espaces économiques nationaux et atteindre plus tard un niveau de vie enviable.

Le progrès technique et économique est nettement plus simple et plus rapide quand il existe un leader technologique de niveau international. Ce rôle est joué par les États-Unis durant les deux ou trois décennies qui suivent la seconde guerre mondiale. En transposant immédiatement des techniques et des méthodes longuement éprouvées par le pays leader, les pays les plus attardés accélèrent nettement le rythme de croissance de la productivité de leur économie, lorsque la modernisation n'a pas encore pénétré partout. Aussi longtemps qu'ils ne l'ont pas rejoint du point de vue technologique, ils présentent des taux de croissance plus élevés que la moyenne, car il est plus simple d'imiter que d'innover. Plus l'économie considérée se rapproche du leader technologique, plus le taux de croissance diminue, tandis que les niveaux de vie convergent. Les pays qui disposent du PIB par habitant le plus élevé en 1957 (Royaume-Uni, Suisse, Suède) sont aussi ceux qui connaissent les croissances les moins rapides, tandis qu'à l'inverse les pays en retard de développement du sud de l'Europe (Espagne, Grèce, Portugal) sont les plus dynamiques.

---

<sup>33</sup> Cf Robert J. Gordon, « Deux siècles de croissance économique : L'Europe à la poursuite des États-Unis », dans la *Revue de l'OFCE* (Centre de Recherche en économie et sciences politiques), Paris, Janvier 2003

<sup>34</sup> *Know How* ou savoir faire, terme utilisé dans la littérature technique et économique.

Particulièrement sensibles dans les pays d'Europe méridionale, les effets du rattrapage concernent en fait toute l'Europe occidentale par rapport aux États-Unis. Il convient de souligner la place importante accordée à la croissance de l'industrie moderne dans beaucoup de pays d'Europe occidentale. S'agit-il d'une seconde vague d'industrialisation que connut cette partie du continent dans la deuxième moitié du XXe siècle ? Ce qui est sûr, c'est que l'industrialisation progressive et la modernisation continue sous l'influence des méthodes américaines ont grignoté une part non négligeable de la population active qu'occupait jadis l'agriculture et favorisé de plus en plus le secteur de l'industrie. L'Europe s'inscrit désormais dans un champ de modernisation étendu, avec de vastes marchés, le développement d'un capitalisme managérial sans oublier l'organisation scientifique du travail.<sup>35</sup>

La production de la houille, du fer, de l'acier dans la Ruhr, dans le nord et l'est de la France, en Belgique, la métallurgie luxembourgeoise, les gisements en Grande-Bretagne, les nouvelles sources d'énergie comme l'hydro-électricité en France, en Suisse, Autriche, Espagne ou Suède ont en grande partie remodelé le développement industriel. Les secteurs mécaniques et chimiques ne sont pas en reste. Cette situation est une résultante de la liberté d'entreprendre et d'inventer.

Le développement du secteur de l'industrie est intimement lié au progrès des techniques et à la responsabilité accordée aux initiatives dans tous les domaines. C'est la « civilisation technicienne » fondée sur le progrès de la science, sur le transfert accéléré des populations rurales dans les secteurs d'activité plus avancés au détriment de leurs anciennes occupations comme l'agriculture. Le Mémoire présenté par les six Instituts et centres européens de recherche économique, Bruxelles-Genève-Heidelberg-Londres-Paris-Vienne, en 1966 avait bien mis l'accent sur les données et les conditions de la croissance économique, catalyseurs incontournables dans le dessein de reconstruction européenne.<sup>36</sup> La révolution des nouvelles techniques de production va en effet changer la donne en attribuant un nouveau visage à l'économie européenne. Et la deuxième moitié du

---

<sup>35</sup> Cf *Les identités européennes au XXe siècle* sous la direction de Robert Frank, Publications de la Sorbonne, Paris, 2004, p 24.

<sup>36</sup> *Les données et les conditions de la croissance économique*, Mémoire présenté par six Instituts et centre européens de recherche économique (Bruxelles, Genève, Heidelberg, Londres, Paris, Vienne), 1966.

XXe siècle illustre bien tous ces changements intervenus surtout dans le domaine de l'industrie qui grignote la capacité d'influence de l'agriculture. À ce facteur, s'ajoute l'influence américaine modernisatrice dans les différents secteurs économiques dont les investissements des entreprises.

Dans beaucoup de pays d'Europe occidentale, l'innovation industrielle s'accéléra grâce à l'élévation des qualifications et des savoirs. Elle a été à l'origine d'une première libéralisation des échanges sous le double mouvement d'une diminution des droits de douane sur les produits industriels (40% en 1948 contre 11% en 1967) et de l'instauration d'une coopération monétaire internationale.<sup>37</sup> Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, il fallait non seulement restaurer un niveau de production satisfaisant, mais surtout réaliser une modernisation qui jetait les bases d'une nouvelle civilisation dont l'épine dorsale restait l'industrie. C'est pour cette raison que durant la période 1950 à 1973, l'instrument privilégié par la politique nationale des pays d'Europe occidentales était inséparable de l'investissement dans les entreprises industrielles. Ce qui a permis de répondre aux besoins d'un système productif qui n'a cessé d'être dans un état de mutation permanente. En France, à prix constants, sur la base des prix de 1959, la part des industries de biens d'équipement dans la valeur ajoutée est passée entre 1950 et 1973 de 11,4% à 16,1%, alors que celle des biens de consommation passait de 10,2% à 8,8%.<sup>38</sup>

La croissance est particulièrement rapide dans les États qui avaient, en 1957, le PIB par habitant les plus bas. Cela prouve que, dans le dynamisme de l'Europe, l'effet de rattrapage a beaucoup joué. La modernisation s'est traduite en grande partie par un alignement sur les techniques et les méthodes de l'État le plus avancé économiquement : les États-Unis.

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, hormis les États-Unis, aucun des pays d'Europe occidentale n'était encore entré en 1945 dans l'ère de la consommation de masse. Le dynamisme américain n'a pas été rendu possible sans

---

<sup>37</sup> *Acteurs dans un monde en mutation*, sous la direction de Thérèse Lebrun et Michel Falise, Editions de l'Atelier/Editions ouvrières, Paris, 2008.

<sup>38</sup> Cf Jacques Marseille (éd.) *L'industrialisation de l'Europe occidentale (1880-1970)*, ADHE, Paris, 1998, p 106.

un faisceau de facteurs favorables qui ont servi de véritables régulateurs. D'abord, l'introduction du travail à la chaîne<sup>39</sup> fut à l'origine de la rationalisation et de la standardisation du travail et de la production. Ensuite, l'apport du fordisme et les révolutions salariales nées avec ce concept ont très tôt fait des États-Unis un pays phare en matière de technique de production et de productivité du travail des ouvriers depuis le *Five dollars a day*.<sup>40</sup> C'est dans ce sens que le fordisme est devenu de plus en plus la norme salariale durant les années 1950 en Europe occidentale. Marquée par une efficacité élevée du travail, une capacité organisationnelle et qualitative, la technique de production américaine, dans tous les domaines, constituait le seul repère face aux incertitudes de l'économie européenne d'après-guerre. Il s'ajoute à ce phénomène l'influence de la libéralisation des mouvements de capitaux et du rôle des entreprises américaines dans les croissances économiques nationales. À cet égard, les branches de la première révolution industrielle (avec le charbon, l'acier et le textile) ne tardèrent pas à céder leur place à celles des machines-outils, de l'aéronautique ou de l'automobile. C'est l'émergence de nouveaux systèmes techniques. C'est aussi l'époque de l'avènement de la technostructure<sup>41</sup>. Celle-ci, formée de dirigeants salariés, engage des stratégies de diversification et oriente les politiques industrielles et commerciales en fonction d'un objectif de croissance du chiffre d'affaires. Face à l'interdépendance croissante des économies nationales dans la période d'après-guerre, les économies occidentales éprouvèrent la nécessité d'accroître la compétitivité et de la modernité de leurs appareils de production, pour s'inscrire dans cette nouvelle logique mondiale.

Entre 1950 et 1970, l'Europe occidentale, à la recherche du dynamisme économique, fit progresser sa productivité en adoptant les techniques les plus

---

<sup>39</sup> Chez Ford, dès 1914, cette technique de travail à la chaîne a été mise en place pour booster la production et abaisser les prix de revient.

<sup>40</sup> *Five dollars a day* est né avec Henry Ford en 1917. C'était une incitation de l'embauche à cinq dollars par jour dans un contexte où les autres employeurs de la métallurgie en proposaient seulement trois. Cependant, Ford exigeait un travail de qualité et l'obéissance restait une règle fondamentale. Ce qui a permis de mettre en œuvre un certain nombre de techniques de production dérivées du taylorisme que sont le travail à la chaîne, la spécialisation ou la parcellisation des tâches.

<sup>41</sup> Forgé par l'économiste américain John Kenneth Galbraith, le concept économique de technostructure est exposé en 1964 dans son ouvrage, *Le Nouvel État Industriel*. Il désigne en quelque sorte un appareil collégial de décision au sein de l'entreprise comprenant des « managers » et des dirigeants qui cherchent à s'affranchir du contrôle des actionnaires afin d'imposer leurs propres objectifs souvent différents de ceux des propriétaires.

modernes avec pour finalité, d'accroître les revenus des habitants. Il y a une part de rattrapage dans le phénomène de la croissance rapide de l'Europe. Son économie est passée d'un seul coup de techniques et méthodes souvent archaïques à celles qui étaient les plus avancées. Et dans ce sens, l'influence américaine occupe une place déterminante. En effet, au lendemain du second conflit mondial, on notait des besoins énormes. Et dans toute l'Europe occidentale, même si les priorités apparaissaient sensiblement différentes, la reconstruction des nations a été rapide. Si en Angleterre le gouvernement se hâtait de reconstruire les villes, en France par exemple, la priorité était donnée à la reconstruction du potentiel productif. Dans ce contexte auquel n'échappa aucun espace économique national, les États-Unis tenaient une place essentielle. Concernant les technologies de production, les structures d'organisation, de diffusion, le modèle économique managérial américain suscita un grand intérêt en Europe occidentale. A cette époque, les États-Unis étaient devenus en quelque sorte, une « société de référence ».

La crise pétrolière de 1973 constitue un tournant majeur pour l'économie mondiale car elle marque l'achèvement d'une forte croissance économique des États d'Europe occidentale. Cette croissance est liée à un processus de rattrapage vis-à-vis des États-Unis qui, en 1945, étaient de loin, l'économie la plus performante au monde malgré l'effort de guerre. Allant dans le même sens du dynamisme économique et de la performance productive, il s'agissait, pour les États d'Europe occidentale, d'adapter, dans un cadre national, les techniques et les moyens de production américains comme le fordisme, la concentration des moyens de production ou encore la consommation de masse.

C'est ainsi que l'Europe s'efforça de générer des gains de productivité importants dans l'industrie. Il s'agissait plus particulièrement d'une politique menée dans des branches comme celle des biens de consommation durable (automobile, électroménager etc.) en faisant confiance aux méthodes de production tayloro-fordistes.

Dès lors, il ne s'agissait pas seulement de l'entreprise du plan Marshall, de l'octroi de comptoir central de matériel d'entreprise ou de la mise en place de

l'OTAN, mais d'une forte influence américaine vers la modernisation des entreprises, de l'industrie du bâtiment, des travaux publics, des nouvelles techniques de gestion dans tous les secteurs des économies nationales en passant par une solide formation aux États-Unis. L'américanisation de l'Europe exprime en quelque sorte le transfert vers le continent européen des diverses méthodes américaines qu'elles soient productives ou liées à la consommation, aux pratiques socio-culturelles ou encore au cadre de vie. Ce phénomène a joué un rôle important dans le combat pour la reconstruction de l'économie de l'Europe occidentale. En effet, l'élévation du PIB par habitant ou par pays, surtout au cours de la deuxième moitié du XXe siècle, trouve une part de son explication dans l'influence américaine dans le domaine des techniques de production et des méthodes de gestion. L'année 1950 représente une date qui marqua l'histoire économique des États-Unis car elle a été celle de l'apogée de la prédominance industrielle américaine et jamais autant de travailleurs ne furent employés avec des salaires qui ne cessaient d'augmenter.

Ainsi, survenait, progressivement, dans les États membres de l'Europe réunifiée, l'américanisation dans tous les secteurs et les activités économiques. Pour beaucoup d'économistes, l'influence américaine comme dans les multinationales européennes, remonterait même à la fin de la première guerre mondiale et les réseaux transatlantiques ont joué un rôle dans la diffusion du modèle américain dans tous les domaines en Europe.<sup>42</sup> Jusqu'en 1914, les Anglais occupaient la première place dans les marchés internationaux et leur influence et leur hégémonie fut réelle en Europe. Mais après la première guerre mondiale, les États-Unis ont vu leur puissance économique s'imposer et leur modèle s'exporter.<sup>43</sup> Il serait donc intéressant de traiter cette question très controversée de l'américanisation de l'Europe occidentale ainsi que des avantages qu'elle génère dans le siècle précédent.

Pour mieux comprendre cette américanisation de l'Europe, il est essentiel de prendre en considération tous les objectifs poursuivis par plusieurs pays au

---

<sup>42</sup> Dumoulin (M), *Réseaux économiques et construction européenne*, PUF, Bruxelles, 2004 p 330

<sup>43</sup> Durant cette période, les États-Unis consommaient plus de matières premières que l'ensemble des pays de l'Europe occidentale.

lendemain de la deuxième guerre mondiale aussi bien sur le plan national qu'international. Il s'agit d'une évolution de la société qui s'appuie sur les découvertes scientifiques et techniques pour être à la hauteur des besoins du temps en abaissant les coûts de production. Dans les années 1950, l'enthousiasme envers les sciences et les techniques renaissait. Celles-ci constituaient un facteur fondamental pour les entreprises confrontées à l'émergence de la concurrence et les élites administratives soucieuses de la reconstruction économique d'après guerre.<sup>44</sup> Ces mutations sont intimement liées à l'influence américaine, à ses institutions et ses améliorations de la productivité industrielle auxquelles l'Europe n'échappera pas car elle ne tardera pas à tomber sous le charme.

Il ne s'agissait pas seulement d'une imitation des manières, des méthodes ou des processus américains. Mais l'américanisation de l'économie européenne était devenue incontournable, voire essentielle ; elle était une voie qui pouvait sortir rapidement le continent de la pénurie des biens de consommation.<sup>45</sup> Dès lors, elle apparaît comme une forme de modernité quasi inévitable, même si dans certains esprits, elle devient redoutable, voire même détestable.

Ainsi, dans la politique de reconstruction de l'Europe occidentale, l'américanisation apparaît et traduit les réalités culturelles profondes, le génie créateur et les méthodes nés Outre-Atlantique. C'était une sorte de transfert vers l'Europe occidentale du mode de vie, des méthodes de production et de travail, des modèles de consommation ou de l'idéologie capitaliste des États-Unis. Il faut souligner que cette américanisation s'est imposée progressivement en Europe occidentale de 1920 à 2000 malgré les mouvements réfractaires à son implantation, surtout en France.

Les États-Unis étaient devenus et sont encore, une référence incontournable au sein des nations d'Europe occidentale. L'américanisation est née d'une conscience

---

<sup>44</sup> Cf Bouchard (J.), *Comment le retard vient aux Français. Analyse d'un discours sur la recherche, l'innovation et la compétitivité*, Septentrion Presses universitaires, Villeneuve d'Ascq, 2008, pp 203-204.

<sup>45</sup> Kaspi (A.), dans *L'américanisation de l'Europe occidentale au XXe siècle, Mythe et réalité*, ouvrage dirigé par Dominique Barjot et Christophe Réveillard, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2002, p.5

de la faiblesse économique et financière des pays européens face aux États-Unis. D'aucuns feront état d'un « impérialisme américain » à la suite des investissements réalisés en Europe avec des méthodes de travail bien définies telles que le marketing, la publicité et l'amélioration de la productivité par des méthodes de gestions modernes. L'influence américaine en Europe remonterait exactement en 1920. Les États-Unis se sont donné une place incontournable dans l'économie mondiale en tant qu'une force que l'on défie ou que l'on admire. Et les méthodes de production comme le taylorisme, le fordisme sont à ranger dans le même cadre.

Loin de subir « l'impérialisme américain » comme le soulignent certains, l'Europe occidentale s'était juste mise à l'école américaine. Et dans cette foulée, il est important de se référer aux besoins de l'époque. En effet, en 1945, le continent européen et une bonne partie de l'Extrême-Orient, ruinés et menacés par une série de crises conjoncturelles dues à la guerre se devaient de trouver les moyens pour remonter la pente face aux urgences vitales. Avec l'aide du plan Marshall, qui était une aide en nature, mais aussi une dotation en crédits financiers à court terme, L'Europe occidentale entama les bases d'une reconstruction de son économie. Ces initiatives consistaient à améliorer les niveaux de productivité afin de les aligner sur les niveaux américains.

En France, dès la fin de la guerre, les pouvoirs publics, le patronat et les syndicats concentrèrent leurs efforts sur la reconstruction et la modernisation de la France. Pour engager le pays dans une période de croissance soutenue, Jean Monnet, en 1946, mit en place son plan de modernisation et d'équipement. Ce fut une coordination entre initiatives politiques et progrès industriels pour hisser la productivité à son summum. C'est dans ce contexte précis qu'il faut comprendre la politique de la création de structures administratives mais aussi l'entreprise qui consistait à envoyer les techniciens français en mission aux États-Unis.

Comme le souligne Dominique Barjot<sup>46</sup>, en 1949, l'envoi des premières missions françaises de productivité aux États-Unis est un « évènement » qui

---

<sup>46</sup> Barjot (D.), dans *L'américanisation de l'Europe occidentale au XXe siècle, Mythe et Réalité*, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2002, p.74

permet de mesurer le concept, les enjeux de la modernisation et la participation effective au rattrapage technique. En effet, beaucoup de patrons et de missionnaires, dans la deuxième moitié du XXe siècle se sont rendus aux États-Unis pour acquérir des connaissances techniques mais aussi organisationnelles. Ceci a sans aucun doute permis aux pays d'Europe occidentale et plus particulièrement à la France, d'importer des nouveautés, de les adapter sur le plan local et de participer à la diffusion des techniques américaines au sein des entreprises, condition sine qua non à l'époque pour stimuler la productivité. Il est communément admis, même si l'étude du rôle du progrès technique a donné lieu à de larges controverses depuis les années 1960, que ce facteur apparaît comme l'un des moteurs de la croissance.

Certes, parmi les pays de la Communauté, ce sont la Belgique, le Luxembourg les Pays-Bas ou encore la France qui ont rapidement rejoint le niveau de développement économique atteint avant la guerre. Ce qui fut salutaire pour les populations qui ont reconquis un niveau de vie qu'elles avaient perdu pendant le second conflit et qui l'ont ensuite dépassé. Mais il est important de saisir que l'américanisation de l'Europe a confirmé qu'une population active bien formée est l'un des principaux atouts dans la production et la croissance. Par exemple, l'Allemagne, contrairement à ces nations citées précédemment, n'a rattrapé son niveau de développement économique d'avant-guerre que quelques années plus tard. Mais l'on estime que les connaissances nationales sur le plan scientifique et technique sans oublier l'existence d'une population active bien formée ont permis à la nation allemande de dépasser ensuite ses voisins qui, pourtant, avaient été à la poursuite des concepts et des voies du dynamisme économique aux États-Unis.

Il est communément admis que la croissance économique ne peut être rendue possible si l'on ne prend pas en considération les unités de production. Or celles-ci sont constamment liées aux nouvelles connaissances qui permettent d'envisager l'emploi ou l'utilisation de nouvelles techniques, l'un des moteurs fondamentaux de la croissance.

Ainsi, des missions composées de patrons et de cadre supérieurs (45%), d'ouvriers et de contremaîtres (25%) furent d'une efficacité salutaire pour les

entreprises françaises. Mais l'on s'interroge sur les bouleversements qu'elles ont pu apporter aux fondements sur lesquels les méthodes européennes reposaient. L'américanisation qui s'introduit par le truchement des méthodes économiques et techniques risquait-elle de bouleverser les habitudes dans l'organisation des entreprises ? Force est de constater que les Américains utilisent des méthodes de production de masse pour répondre à une consommation de masse tout en réalisant des gains de productivité.<sup>47</sup> Ces missions de productivité furent un moyen pour les pays d'Europe occidentale d'accéder au progrès technique et à la modernisation de leur économie. Elles ont permis en quelque sorte de découvrir le modèle américain, de s'imprégner des concepts déterminants de la croissance afin de restructurer les entreprises.

En Italie par exemple, l'importation du *know-how* américain dans des secteurs comme la pétrochimie durant les années 1950 n'as pas entraîné une rupture avec les traditions néo-mercantilistes connues des décennies précédentes. Cette nation aussi a su bénéficier des missions aux États-Unis avec l'action personnelle d'Enrico Mattei qui a permis à ce pays d'occuper le troisième rang européen pour le caoutchouc synthétique.

L'Espagne aussi, par le biais de ses liaisons stratégiques, n'a pas été laissée de côté par cette vague d'américanisation qui a parcouru l'Europe d'après-guerre même si celle-ci s'est réalisée sous d'autres formes. Il faut dire que l'influence des États-Unis, mais aussi l'appui du gouvernement américain au régime franquiste ont favorisé en Espagne un changement économique à la fin des années 1950.<sup>48</sup> Bien que ce régime ait été décrié par l'ONU de la manière la plus radicale, il a paradoxalement favorisé le décollage économique et l'appui des Américains lui a permis de réussir sa politique de redressement. De 1954 à 1957, les États-Unis ont procuré à l'Espagne plus de 50 millions de dollars permettant l'augmentation de la production industrielle de l'ordre de 8% par an.<sup>49</sup> Ce plan de développement s'inspirait aussi du modèle américain dans l'organisation du travail et l'équilibre budgétaire.

---

<sup>47</sup> Barjot (D.), *op. cit.*, p.77.

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> Angoustures (A.), *Histoire de l'Espagne au XXe siècle*, Editions Complexes, Paris, 1993, p 216.

Ceci montre bien que l'américanisation de l'Europe a pris des formes différentes. Souvent elle affichait une image politico-stratégique, comme ce fut le cas en Espagne, aussi bien que culturelle ou économique. Les investissements américains en Europe dans la deuxième moitié du XXe siècle dans le secteur de l'automobile (*Ford* ou *General Motors*), de l'électronique (IBM) ou des industries pharmaceutiques témoignent de ce que le phénomène s'est produit à l'échelle de toute l'Europe.

La concurrence a été aussi à l'origine des changements d'organisation. L'originalité des progrès techniques contemporains sur la stimulation et l'application des innovations constituent un trait marquant du dynamisme des secteurs économiques européens. Effectivement, l'approche économique de la croissance témoigne bien des facteurs fondamentaux qui l'accompagnent et qui la déterminent. Il s'agit entre autres de la quantité du capital qui est intrinsèquement liée à l'importance des outils, du progrès technique et de l'innovation (comme les nouvelles connaissances scientifiques ou techniques qui peuvent offrir des opportunités d'investissement ou encore contribuer à l'accroissement des PIB des pays) et de la volonté des populations à produire un travail de bonne qualité. Ces sources ou outils qui favorisent la croissance et marquent l'économie américaine ont servi d'exemple à l'Europe, surtout celle des « nations industrialisées », pour réussir le défi qu'elle s'était donné depuis le traité de Rome.

Dans une autre perspective, le développement dans l'industrie, les échanges internationaux ainsi que le rôle essentiel de l'enseignement et de la recherche dans l'économie américaine sont l'une des clefs de voûte des modèles qu'a empruntés l'Europe. L'effort de recherche scientifique qui a été déployé à travers l'Europe occidentale a été significatif. Aussi bien les États que les entreprises nationales ont contribué au défi de la recherche en assurant son financement. Comme aux États-Unis, l'Europe occidentale s'est mise à entreprendre des grands projets de laboratoires qu'ils soient civils ou militaires. En France, par exemple, le CNRS (Centre National de la recherche scientifique) disposa d'une centaine d'établissements de recherche durant cette période et d'un personnel d'environ

10 000<sup>50</sup> chercheurs et techniciens. Si les États-Unis avaient opté beaucoup pour l'électronique, l'aéronautique et l'industrie spatiale, les États d'Europe occidentale mirent l'accent d'une manière générale, sur les techniques de l'automobile, de la chimie, de l'équipement professionnel, des matériaux de construction. Ce fut le cas de l'Allemagne, de la France ou du Royaume-Uni. En définitive, ces différents facteurs, premiers composants du succès américain, contribuèrent à rendre possible une nouvelle période de croissance en Europe dont l'âge d'or fut la période allant de 1950 à la fin de l'année 1973.

### **2.3. L'accèsion des classes moyennes européennes à l' « American way of life » :**

A la fin de la deuxième guerre mondiale, la fascination que suscitaient les États-Unis avait connu une accélération. Cette admiration de la première puissance mondiale était visible partout en Europe où les États industrialisés copièrent ou adaptèrent le modèle de vie américain vu comme une voie royale de modernisation. Progressivement, le cinéma, les publicités popularisèrent partout, le mode de vie à l'américaine, le fameux *American way of life*.<sup>51</sup> L'Europe découvrit le confort d'outre Atlantique dont jouissaient les Américains. Il s'agissait par exemple de l'automobile familiale, du frigidaire, de la télévision ou encore de la machine à laver. Quand à la mode, elle fut véhiculée par les grandes stars de Hollywood, symbole d'une grande vague d'américanisation des cultures. Tous ces éléments empruntés aux États-Unis ont largement contribué à la reconstruction économique européenne. Du territoire des États-Unis aux confins du monde, les marchandises américaines telles le Coca Cola s'imposent comme la confirmation de l'irréversibilité de *l'American way of life*.<sup>52</sup>

En 1948 encore, beaucoup de capitales d'Europe occidentale n'avaient pas encore connu le niveau de vie d'une ville moderne. Landes nous le montre bien

---

<sup>50</sup> Maillot (P.), Hipp (G.), Locker (K.H) et Sunnen ( R.), *op.cit.*,p 456.

<sup>51</sup> *Atlas des États-Unis . Les paradoxes de la puissance*, sous la direction de Philippe Le marchand, Editions Atlande/Complexe, Paris, 1997, p 202.

<sup>52</sup> Grou (P.), *Unification de la pensée et mondialisation économique. Réflexion sur la dynamique des systèmes*, L'Harmattan, Paris, 1997, pp 109-110

dans son ouvrage<sup>53</sup> : « *Paris, vide de véhicules, n'avait besoin ni de feux de signalisation ni de rues à sens unique ; toutes les voitures devraient être rentrées la nuit ; les stations services étaient équipées de pompes manœuvrées manuellement. De nombreux appartements et maisons ne pouvaient consommer plus de 3 ampères d'électricité, assez pour le fonctionnement d'une ampoule, d'une radio, et parfois d'un fer à repasser, au-delà les plombs sautaient... Peu de gens savaient ce qu'était un réfrigérateur... Pas question d'en avoir un à moins d'acheter des provisions pour plusieurs jours...* »

Il est constaté dans beaucoup d'études comparatives qu'entre 1945 et 1973, pendant la période de reconstruction d'après-guerre que les Européens travaillaient plus que les Américains et que le goût des longs congés et de la durée hebdomadaire du travail très courte n'est que de date très récente. Constituant la généralisation d'un mode de vie, d'une civilisation née outre-atlantique par fusion d'apports multiples, des modèles de consommation, l'américanisation de l'Europe occidentale n'avait pas pour autant apporté à ce continent tous les fondements et atouts dont avait besoin sa croissance économique même si son apport fut non négligeable. Bien entendu, nous pouvons enregistrer des exceptions de pays qui, malgré les conséquences dévastatrices du second conflit, se sont vite mis debout économiquement : c'était le cas de l'Allemagne dès 1950, de la France avec ses « Trente glorieuses » ou du Royaume-Uni qui avait moins subi les bombardements. Cependant, bien que nous puissions noter en Europe occidentale, durant cette période, un niveau de vie global en progression, l'avancée américaine viendrait de différents atouts propres aux États-Unis. Parmi ceux-ci, nous pouvons énumérer l'abondance de ressources naturelles, l'autosuffisance en pétrole et produits agricoles, la capacité d'innovation technologique et la production de masse.

L'étude du PIB en dollars PPA de 1990 des pays d'Europe occidentale rapporté à celui des États-Unis nous renseigne sur le net rattrapage de l'ensemble de ces pays sur les États-Unis pendant la période 1957-1974 ; Ce rapport est en 1957 de 98,43% pour les quinze pays d'Europe occidentale et la Suisse ; il passe à

---

<sup>53</sup> Landes (D.), *The Wealth and Poverty of Nations*, Norton, New York, 1998, p 468. Trad. Française: *Richesse et pauvreté des nations*, Albin Michel, Paris, 2000.

114,01% en 1974. Si nous prenons l'Europe occidentale telle que définie par Angus Maddison (c'est-à-dire y compris les petits États), l'évolution est la même : le rapport de l'Europe occidentale au PIB américain passe de 104,9% à 118,8%<sup>54</sup>. L'écart de PIB par habitant entre les États-Unis et l'Europe occidentale a été réduit considérablement entre 1957 et 1974, et l'Europe occidentale a fait montre d'un rythme de croissance dépassant largement celui des États-Unis. Il convient de souligner qu'avant la première crise pétrolière, le rythme de la croissance économique dans les espaces économiques nationaux d'Europe occidentale a été extrêmement rapide. Pour Angus Maddison<sup>55</sup>, les meilleures performances ont été observées pendant cet « âge d'or » allant de 1950 à la fin de 1973. Avec la mise en œuvre de l'américanisation de l'Europe, la marge d'avance des États-Unis dans le domaine de la productivité s'est nettement réduite. Dans ce phénomène de rattrapage, les progrès techniques, le système organisationnel américain et l'accumulation du capital physique ont accompagné le sursaut européen en matière de croissance économique. D'ailleurs, pour certains historiens et économistes, l'Europe occidentale, pour régler ses problèmes économiques, ne pouvait pas ne pas se convertir au modèle américain.

Mais cette thèse est à nuancer car, dans beaucoup de pays d'Europe, des décollages économiques se sont déroulés de façon différente, suivant un modèle qui leur était propre. Autrement dit, des pays comme l'Allemagne ont su adapter le modèle américain en évitant de sacrifier ou de changer radicalement les fondements du « capitalisme rhénan ». Michel Albert<sup>56</sup> discerne l'existence d'un modèle « rhénan », qu'il oppose au modèle anglo-saxon et qu'il caractérise par la stabilité de l'actionnariat, la promotion interne des cadres et la rareté des conflits sociaux. Le capitalisme rhénan donne un rôle important aux banques allemandes en relativisant le rôle de la Bourse dans le financement des entreprises. Moins préoccupé par les dividendes et les résultats financiers à court terme, il donne plus d'autonomie aux directions pour concevoir des plans à long terme. L'effort consenti pour la formation professionnelle dans l'entreprise lui permet de

---

<sup>54</sup> Maddison (A), *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP*, 2-2010 AD, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

<sup>55</sup> Maddison (A.) *L'économie mondiale, 1820-1992*, *Analyse et statistiques*, OCDE, Paris, 1995, p 17.

<sup>56</sup> Michel Albert, *Capitalisme contre Capitalisme*, Seuil, Paris, 1998.

s'attacher une main-d'œuvre très qualifiée et de fournir des produits de qualité vendus à prix élevé sur le marché mondial. En dehors de la politique de stabilité monétaire et de la politique sociale, le consensus trouvé entre les syndicats patronaux et salariaux a nourri ce concept d'économie sociale de marché (*soziale Marktwirtschaft*) promue en RFA comme une alternative à la fois au capitalisme anglo-saxon et à l'économie d'État planifiée de l'ex-RDA. En définitive, le cas de l'Allemagne démontre que les modèles économiques européens peuvent évoluer sans disparaître en effectuant des ajustements nécessaires, sans renier leurs fondements.

Dans l'analyse du décollage rapide de l'économie de l'Europe occidentale, il est important de prendre en considération un des facteurs qui a largement contribué à la croissance. Le système de production avait connu une révolution grâce au « management » qui a connu ses premières heures aux États-Unis. Toutefois, un pays comme la France a aussi connu très tôt cette innovation.<sup>57</sup> Après Stewart, Dening et Juran et les *Bell Telephone Laboratories* qui avaient entamé dès 1924 dans leur département d'assurance, l'innovation de la qualité, il a été créé en 1947, aux États-Unis, l'association « *American society for quality control* ». Elle avait joué un rôle non négligeable dans la diffusion d'une production de qualité. En Europe aussi et plus particulièrement en France, on assista à un foisonnement d'associations. Il a été ainsi créé en 1957, l'association française pour le contrôle industriel de la qualité (AFCIQ).<sup>58</sup> Ce « management » présent dans les entreprises et dans les services connut une accentuation en 1960 en Europe suite à l'apport des contrôleurs.

La reconstruction européenne a certes trouvé sa clef de voûte dans l'américanisation de son économie et de ses facteurs de production, mais nous ne devons pas aussi occulter le rôle de la démocratie de 1950 à 1975, qui a transformé l'Europe occidentale et contribué à l'expansion économique. A la fin de la deuxième guerre mondiale, la redécouverte par l'Europe de la démocratie fut salutaire à la croissance, même s'il y avait des pays restés aux mains de la droite

---

<sup>57</sup> Déjà en 1664, le ministre de Louis XIV, Colbert (contrôleur général des finances et partisan de la politique économique interventionniste plus connue sous le nom de colbertisme), avait déjà élaboré différentes stratégies pour produire des fabrications de qualité dans les fabriques royales.

<sup>58</sup> Villemeur (A.), *Op.cit.*, p 35.

autoritaire comme l'Espagne de Franco ou le Portugal de Salazar. Ils furent souvent tenus en quarantaine et exclus des organisations internationales comme l'ONU, la Communauté européenne. Le trio France Allemagne Italie avait tourné la page des périodes sombres pour enfin inaugurer une nouvelle ère marquée par la mise sur pied de systèmes constitutionnels novateurs. C'est ainsi qu'entre 1950 et 1975, la démocratie accordait aux peuples un électorat plus large pour ensuite ouvrir les vannes du droit de vote des femmes sauf dans les pays à l'époque dits « socialement arriérés » comme la Suisse et le Liechtenstein.

#### **2.4 L'ampleur du transfert de la main-d'œuvre agricole vers l'industrie**

L'agriculture a été l'un des volets de la politique de redressement économique de l'intégration communautaire. Prévues par le traité de Rome, la PAC (politique agricole commune) a été lancée en 1962<sup>59</sup>. La modernisation du secteur agricole en Europe s'est accélérée fortement après 1945. Ainsi, elle devient un élément essentiel de la construction économique à l'échelle continentale. À partir de cette année, le projet de la modernisation de l'agriculture en Europe était non seulement une orientation pour favoriser la croissance, mais aussi pour réussir l'autosuffisance alimentaire de l'Europe dans son ensemble, grâce aux excédents agricoles de certains pays comme la France. En effet, la PAC refléterait, disait-on, la nécessité d'augmenter la production alimentaire. Dévastée par des années infernales de guerres, l'Europe se devait de garantir l'autosuffisance alimentaire en luttant contre la pénurie et améliorer le revenu de ses agriculteurs en soutenant les prix à l'intérieur par une politique de protection douanière contre les importations et de stockage des excédents ou de subvention aux exportations. Cette politique agricole a permis sans aucun doute à ce continent d'augmenter significativement la

---

<sup>59</sup> Il faut souligner qu'en 1957, le traité de Rome avait repris les principes de 1947 du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce). Le GATT visait à libéraliser les échanges des produits agricoles non alimentaires. Avec la PAC, on assiste à une volonté politique française d'encourager la production agricole car la France comptait à cette époque plus de paysans. Ayant pris son essor en 1962, la PAC, après avoir concrétisé la notion de préférence communautaire, allait plus tard rentrer dans la tourmente. Elle connut plus tard le régime des aides directes en 1992, la diminution des soutiens en 1999, le découplage en 2003. Concernant les phénomènes qui accompagnent la PAC, il serait utile de nuancer entre « autosuffisance alimentaire » et la réalité voilée qui peut laisser apparaître par exemple la volonté française de faire partager à ses partenaires européens la charge du soutien des revenus de ses agriculteurs.

production et de relever les prix intérieurs, ce qui créa un climat favorable aux paysans. Après la fin de la deuxième guerre mondiale et de la période de reconstruction, l'agriculture avait perdu sa place. Cela était dû au fait que le marché mondial avec ses excédents avait permis à beaucoup de pays très industrialisés, comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne, de s'approvisionner à de très bas prix. L'autre aspect de cette politique reposait sur les intérêts de certains pays, comme la France, qui essayaient de trouver un vaste champ d'écoulement de leurs produits agricoles chez leurs voisins comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Bien entendu, en mars 1957, le traité instituant la Communauté économique européenne accordait une place importante au volet agricole avec l'article 39, qui donnait comme objectifs l'accroissement de la productivité agricole, la stabilisation des marchés sans oublier de garantir la sûreté des approvisionnements à des prix acceptables<sup>60</sup>.

Au final, l'objectif d'assurer l'autosuffisance alimentaire de la PAC doit être nuancé car il existe un autre facteur explicatif de la modernisation de l'agriculture et de la politique exportatrice engagée par certains pays comme la France qui a bénéficié des opportunités de la PAC. Il s'agissait plus précisément d'obliger les gros importateurs des produits agricoles comme l'Allemagne ou la Grande-Bretagne à s'approvisionner prioritairement en Europe au lieu de s'approvisionner à bas prix en Amérique.

Si l'on en croit Adrien Ries<sup>61</sup>, l'agriculture européenne, entre 1950 et 1960, n'avait pas échappé à son hétérogénéité et à sa fragilité par rapport à l'américaine. Si la France était considérée comme un grand producteur excédentaire céréalier en 1953, l'Allemagne était loin de satisfaire sa population, privée de terres et meurtrie par la scission qu'elle avait connue, mais elle se fournissait à bon compte depuis les années cinquante sur le marché mondial. Au moment où l'Europe des Six disposait de 65 millions d'hectares et de 17,5 millions d'agriculteurs pour nourrir

---

<sup>60</sup> D'autre part, beaucoup ont pensé que la PAC a été victime de son succès dans la mesure où elle a conduit à accroître les excédents. Et c'est la raison pour laquelle une nouvelle orientation politique vit le jour. Depuis des années, la PAC essaie de garantir une agriculture européenne plus compétitive, capable de répondre aux exigences des consommateurs en matière de sécurité et de qualité des produits alimentaires. Du coup, l'objectif qui consistait d'encourager la production agricole occupe maintenant une place marginale

<sup>61</sup> Ries (A.), *L'ABC du marché commun agricole*, Labor-Nathan, 1978.

150 millions de personnes, les États-Unis comptaient plus de 400 millions d'hectares et 4 millions d'agriculteurs pour 200 millions d'habitants.<sup>62</sup>

Face à cette situation, il fallait reconstruire le secteur agricole, structurellement déficitaire au sortir de la deuxième guerre mondiale. L'histoire de l'agriculture européenne resta hétérogène et changea complètement de visage d'un espace national à un autre. Par exemple, contrairement à la Grande-Bretagne qui avait perdu très tôt la plus grande partie de sa paysannerie après avoir gagné une agriculture déjà très productive, la France, quant à elle, soutenait son maintien depuis la fin du XIXe siècle. Cette tradition d'un pays profondément agricole doté de grandes surfaces cultivables avec ses vastes plaines, conjuguée à une rapide modernisation des techniques de culture et d'élevage après 1945, a contribué sans aucun doute à la vive croissance économique qu'elle connut durant les « trente glorieuses ».

Dans ce contexte, un facteur essentiel de la croissance a été, pour tous les pays d'Europe occidentale, sauf les plus avancés (Royaume-Uni) ou ceux du Sud (Grèce, Espagne, Portugal), le fort exode rural que l'industrialisation a engendré durant cette période au détriment de l'emploi dans l'agriculture. Cette réduction de population active agricole était nécessaire pour moderniser l'agriculture européenne qui se devait de répondre aux exigences modernes de l'exploitation qui requéraient des parcelles de plus grande étendue.<sup>63</sup> Ce phénomène fut permis par l'accroissement des offres d'emploi urbain, surtout dans le volet industriel et le secteur du bâtiment. Dans une certaine mesure, la diminution de la population agricole suite à l'amélioration du système d'exploitation fut aussi la manifestation d'une nouvelle ère de modernité qui perturba les méthodes traditionnelles. Cela fut accentué par la modernisation des techniques agricoles qui sollicitèrent peu de bras. La recherche d'un emploi plus stable et de conditions de travail moins

---

<sup>62</sup> *Ibid*, p.164

<sup>63</sup> Une agriculture modernisée avec les nouvelles techniques (apparition des machines et des tracteurs) permit non seulement un agrandissement des exploitations et un accroissement de la productivité, mais aussi libéra des bras au profit de la ville « mangeuse d'hommes ». Il est vrai que le départ d'agriculture vers la ville remet en cause le conservatoire des valeurs traditionnelles qu'est la paysannerie mais il est dans une certaine mesure indispensable.

astreignantes que celles liées à l'exploitation de la terre expliquent aussi ce phénomène de départ massif des ruraux vers les villes.<sup>64</sup>

Le phénomène de la mobilité intersectorielle, c'est-à-dire le transfert de la main-d'œuvre agricole vers le secteur industriel, en déplaçant des actifs d'un secteur à basse productivité vers un secteur à plus forte productivité, induit automatiquement une élévation de la productivité totale de l'économie dans son ensemble. Cette mobilité est ainsi l'un des moteurs essentiels de la croissance économique et elle est nécessaire pour les économies nationales. Elle exprime l'émergence de nouveaux secteurs d'activités.

Le dynamisme économique dans beaucoup de pays d'Europe occidentale pendant cette période s'explique par le fait que la croissance de la productivité industrielle a été supérieure à celle de l'ensemble de l'économie dans presque toutes les nations de la Communauté Économique Européenne. Bien entendu, la croissance de cette productivité n'a pas eu le même résultat partout en Europe occidentale, mais on peut constater la place importante qu'elle a occupée durant cette période de transfert de la main-d'œuvre agricole. Entre 1950 et 1973, dans des pays de l'OCDE (France, RFA, Pays-Bas, Royaume-Uni par exemple), la productivité du travail dans l'industrie avait nettement augmenté. La création d'entreprises avec la mise en place de nouveaux outillages modernes a ainsi engendré cette mobilité intersectorielle. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'exode rural, mais aussi le recul accéléré de l'artisanat.

L'exode rural a commencé avec la révolution industrielle au XVIIIe siècle en Grande-Bretagne et s'est étendu ensuite à toute l'Europe.<sup>65</sup> La mécanisation fut l'une des premières causes de l'exode rural. En guise d'illustration, de 1950 à 1980, l'agriculture française a connu plusieurs mutations qui l'obligèrent à changer de visage. En effet, la ferme traditionnelle avait laissé la place à l'entreprise

---

<sup>64</sup> Cf *L'Histoire au jour le jour, croissance et crises, 1944-1996 cinquante ans d'histoire économique*, Editions Le Monde, Paris, 1997, p.67

<sup>65</sup> Michel Cointat, en 1988, lors de la discussion de la loi de finances à l'assemblée nationale française soulignait la crainte que suscitait la désertification progressive des campagnes qui risquerait d'engendrer une « France rurale sans paysans ». Cette peur de l'attraction de la ville devient de plus en plus significative et pousse les gouvernements à faire une place aux ruraux dans leurs politiques d'aménagement du territoire.

agricole gérée scientifiquement pour des rendements de plus en plus élevés. Parce que tout simplement, l'agriculture manuelle était moins avantageuse que l'agriculture mécanisée. Mieux, une agriculture pleinement mécanisée accroît les rendements et permet aussi de réduire les coûts du travail.<sup>66</sup>

D'autre part, la révolution dans le domaine des transports a aussi joué un rôle non négligeable. On assista ainsi à un mouvement de désertion des campagnes qui augmenta sur une longue période les flux migratoires. Les coins les plus reculés vont en quelque sorte rompre avec l'isolement qu'ils connaissaient auparavant. Du coup, « la ville mangeuse d'hommes » condamna beaucoup de campagnes à désertification avec ses populations qui se vident progressivement, fuyant l'inconfort et l'isolement.

De nombreuses monographies confirment aussi l'importance des motivations économiques dans le départ des ruraux. La proximité d'industries ou des villes qui offrent des chances de revenus supérieurs attire les populations rurales et surtout les plus pauvres. Ce tableau ci-dessous montre l'important déplacement de la population active en Europe occidentale durant la période 1955-1974 pour les différents secteurs. Les taux de variation de la population agricole durant le troisième quart du XXe siècle ont été importants en France (-3,9% par an), Autriche (- 4,5%), Belgique (- 4,1%), Italie (- 4,6 %) et en Suède (- 4,04%) entre 1950 et 1975.

---

<sup>66</sup> Hayani (Y.), Ruttan (V.W), Mahé (L), Malassis (L), *Agriculture et développement, une approche internationale*, Editions INRA, Paris 1998, p.177

Tableau 6  
Transferts de population active en France 1955-1974 (en milliers)

	Agri- culture	Industrie (bâtiment et génie civil exclus)	Industrie (génie civil et agricole)	Tertiaire marchand	Tertiaire non marchand	Total de la population active
1955	4983	5330	1370	4903	2461	19047
1974	2242	6310	1996	7507	3297	21352
variations en vingt ans	-2741	+980	+626	+2604	+836	+2305

SOURCE : Maurice Allais, *La mondialisation, la destruction des emplois et de la croissance. L'évidence empirique*, Clément Juglar, Paris, 1999, p 354

Il faut prendre aussi en considération la dévalorisation qu'a subie l'agriculture européenne dans les années 1970, durant lesquelles le dollar fut au plus bas. Cette faiblesse du dollar n'a pas épargné l'agriculture européenne. Elle a provoqué une accélération de la désertification des campagnes ; certains pays, comme la France, affichaient un nombre faible d'installations d'agriculteurs, ce qui ne permettait plus d'occuper l'espace comme auparavant.<sup>67</sup> Cette rupture ancestrale de la relation entre l'homme et la nature avait pourtant interpellé en 1971 Georges Pompidou à Saint-Flour : « *La France ne doit en aucun prix devenir une poussière d'agglomérations urbaines dispersées dans un désert même verdoyant et même entretenu. Sauver la nature qui sera demain le premier besoin de l'homme, c'est sauver la nature habitée et cultivée. Une nature abandonnée par le paysan, même si elle est entretenue, devient une nature artificielle et je dirai une nature funèbre. Toute autre formule, d'ailleurs, serait non seulement déplorable, mais serait ruineuse. Et même sur le plan économique, il est à mon sens plus rentable d'avoir des terres habitées et cultivées par des hommes, même si on est obligé d'aider ces hommes, que d'avoir de vastes réserves nationales, entretenues, conservées et protégées fatalement par une masse de fonctionnaires* »<sup>68</sup>. Indépendamment des stigmatisations du vide causé par le départ des paysans ou de la croyance aux vertus de la modernisation suite à la mécanisation de l'agriculture européenne, beaucoup ont aussi décrié le départ de milliers de jeunes vers des métiers mieux rémunérés et demandant moins d'efforts.

<sup>67</sup> Alphanféry (P.), Bitoun (p.), Dupont (y.), *Les champs du départ, une France rurale sans paysans*, Editions la Découverte, Paris, 1989,p.32.

<sup>68</sup> Woimant (M.) dans *Structure agricole*, bulletin du CNASEA, n° 35, 1986, p.9.

Il s'ajoute à ce phénomène le vieillissement des agriculteurs. Les adultes de 25 à 45 ans sont devenus proportionnellement moins nombreux dans la population agricole familiale. Ce qui fait que le départ en retraite du grand nombre d'agriculteurs n'est pas compensé et les installations se font de plus en plus rares. En France, après avoir été stable avec un chiffre de 500 000 par an entre 1963 et 1970, leur nombre a connu une chute jusqu'à à moyenne annuelle de 30 000 à la fin des années 1970.<sup>69</sup> Il s'y ajoute aussi le fait que la population agricole européenne a connu une baisse de natalité. Par conséquent, la tendance à faire moins en moins d'enfants influe sur le devenir de la relève agricole.

La France agricole, qui constitue un exemple illustratif, a ainsi connu de grandes mutations. En 1945, la dépopulation avait affecté de nombreuses régions. Et l'exode rural, interrompu pendant la seconde guerre mondiale, avait repris avec une force significative. Les chiffres nous le montrent très bien : la population rurale est tombée d'un peu moins de 19 millions de personnes en 1946 à un peu plus de 14 millions dans les années 1970.<sup>70</sup>

Cependant, il faut souligner que la modernisation de l'agriculture européenne a été rendue possible par l'important facteur qu'est la motorisation. Il s'agit de comprendre par là aussi que pour beaucoup de nations, l'importante perte du capital humain au sortir de la deuxième guerre mondiale ne devait pas être un handicap pour une agriculture suffisamment productive. En Europe occidentale, l'agriculture connut le passage à une nouvelle phase dès 1950. Il s'agissait du phénomène de la mécanisation qui allait transformer l'agriculture comme elle ne l'a jamais été grâce à l'introduction massive des machines, de la motorisation et des nouvelles techniques agraires. L'Europe connut dès lors, une véritable révolution qui avait déjà été à l'origine de la transformation du paysage agricole américain dans la première moitié du XXe siècle. L'accélération du progrès technique est intimement liée à l'accroissement de l'intensité capitaliste. Parmi

---

<sup>69</sup> Alphanféry (P.), Bitoun (p.), Dupont (y.), *op.cit.*, 1989, p.34

<sup>70</sup> Cf Commission de géographie rurale du comité national de géographie, Centre de recherches sur la vie rurale de l'université de Caen, *Carte des mutations de l'espace rural français 1950-1980*, préparée sous la direction de Pierre Brunet, publiée avec le concours du centre national de la recherche scientifique, Caen, 1984, p. 113.

les multiples progrès mécaniques, les plus spectaculaires concernent les tracteurs (ils labourent 10 ou 20 hectares alors que la capacité de travail des chevaux ou des bœufs est inférieure ou égale à un hectare) qui permettent un meilleur travail du sol sans oublier la moissonneuse-batteuse. On assista alors à une révolution marquée par la substitution croissante de la main-d'œuvre paysanne et des forces animales par le parc de machines et de tracteurs avec une amélioration importante de la qualité et de la quantité du travail. La machine joua donc un rôle crucial dans le remplacement de cette main-d'œuvre auquel s'ajoute le recours aux engrais chimiques. Conjointement aux efforts qui ont été consentis pour l'amélioration des engrais, les États se mirent aussi à la recherche afin d'améliorer la sélection des espèces végétales. Ceci rentrait dans le cadre de la recherche de semences mises à la disposition des paysans pour une production céréalières de qualité.

Et le fait dominant fut la pénétration accentuée de la science dans les activités agricoles. Très stagnant depuis 1880 en Europe, le rythme d'adoption des innovations s'accélère considérablement à partir de 1945, plus particulièrement en France. Pour Denis Bergmann et Pierre Baudin<sup>71</sup>, les principales innovations ont été d'abord d'ordre génétique, avec la création de nouvelles variétés végétales (maïs hybride par exemple) et la sélection de souches d'animaux à haut potentiel (vaches laitières, porcs à croissance rapide, poules pondant plus de 250 œufs/an, poulets de chair à croissance très rapide...). En effet, ce matériel génétique amélioré et le progrès d'ordre chimique, qui rentre dans le cadre de la bonne fertilisation des sols, constituent un des facteurs déterminants de la révolution agricole de l'Europe d'après guerre.

C'est pourquoi, nous ne devons pas occulter le rôle déterminant de cette modernisation de l'agriculture dans la reconstruction économique et la croissance d'un pays comme la France. Dès lors, il est vrai qu'en trente ans, les mutations ont été spectaculaires. La « révolution agricole » hissa la France au seuil des meilleures conditions possibles de travail avec l'exploitant qui devint un homme nouveau. Ce dernier bénéficia du soutien de l'organisation de l'État qui assumait la charge de la recherche agronomique avec des instituts comme l'Inra. C'est la

---

<sup>71</sup> Bergmann (D.) et Baudin (P.), *Politique d'avenir pour l'Europe agricole*, INRA, Economica, Paris, 1989, p.31

raison pour laquelle la France était devenue le premier producteur de la Communauté Économique Européenne, affichant un potentiel agricole puissant.

Qu'il s'agisse de production, de mécanisation ou de technicité, le monde agricole a connu un changement considérable. Les résultats ont été salutaires et les statistiques nous le prouvent. En 1958, la France assurait 35% de la production agricole des Six, réalisait 39,4% de la valeur ajoutée brute de l'agriculture et s'imposait également comme le premier fournisseur de produits animaux avec 34,4% du marché communautaire.<sup>72</sup> L'agro-alimentaire a été, durant cette deuxième moitié du XXe siècle, un élément central de l'économie française et constituait un point fort de la balance commerciale. D'autre part, nous pouvons donner l'exemple des rendements de blé, de maïs ou de colza qui ont tous doublé entre 1959 et la fin des années 1980. En France, l'amélioration du colza débuta dans les années 1950 avec l'Inra qui encourageait l'essor de cette culture face à la concurrence des variétés allemandes. Mais avec l'alerte sur sa toxicité et la naissance de controverses entre 1969 et 1978 freinèrent la hausse de ses rendements.<sup>73</sup> En définitive, le constat qui en ressort est que ce secteur de l'agriculture n'est pas tout à fait à l'abri des crises.

Pourtant, avant 1972-1973, l'agriculture européenne avait connu de fastes années de son histoire avec des produits comme le blé qui atteignent des niveaux inégalés sur les marchés internationaux. À ce phénomène, nous pouvons ajouter la compétitivité qui contraint les nations agricoles comme la France d'être aussi productives que leurs concurrents.

Tous ces facteurs conjugués ont été sans aucun doute à l'origine de la poursuite de la diminution de la population agricole entre 1960 et la fin des crises pétrolières. C'est ainsi qu'au cours des 25 dernières années, l'emploi dans l'agriculture s'est considérablement réduit et, pour la CEE, il est passé de 25 millions au début des années 1960 à un peu plus de 10 millions en 1985.<sup>74</sup>

---

<sup>72</sup> *L'agriculture face à son avenir*, rapport du groupe présidé par M. Louis Perrin, X<sup>ème</sup> plan 1989-1992, La Documentation française, Paris, 1989, p, 18.

<sup>73</sup> Bonneuil (C.) et Thomas (F.), *Gènes, pouvoirs et profits, recherche publique et régimes de production des savoirs de Mendel aux OGM*, Editions Quae, Paris, 2009, p 244.

<sup>74</sup> *Op.cit.*, La Documentation française, Paris, 1989, p, 61.

L'agriculture n'a pas été victime de l'intensité des progrès techniques agricoles qui ont été à l'origine d'un phénomène de mouvement de transfert des agriculteurs vers les autres secteurs comme le secondaire et le tertiaire. La dichotomie ville-campagne a toujours soulevé des débats ayant trait à l'économie des pays. L'inclusion des agriculteurs ou des ruraux dans de nouvelles relations économiques et sociales peut être interprétée comme l'attraction des progrès urbains avec beaucoup plus de possibilités ou d'opportunités offertes par d'autres secteurs au détriment du travail de la terre. Cependant, ce mouvement de transfert de la population agricole n'a pas rendu l'agriculture européenne moins performante. Au contraire, le progrès technique stimula la production dans ce secteur.

Le départ progressif vers les secteurs secondaires et tertiaires a accru le nombre d'agriculteurs dans l'impossibilité d'assurer la relève de leur domaine et a permis la constitution d'exploitations plus grandes. Le développement des emplois non agricoles devient de plus en plus attractif. Pour Jean Bégué<sup>75</sup> entre mars 1962 et mars 1968 le nombre de personnes ayant un emploi en France s'est accru de 950000, soit 5%. Cet accroissement résulterait de la création de 1824000 emplois salariés non agricoles (+ 14,2%), compensée partiellement par la diminution de l'emploi dans l'agriculture (- 790000). L'accélération des changements structurels sembla alors hypothéquer l'avenir du secteur agricole. Les tableaux ci-dessous montrent combien les mutations ont été importantes dans le secteur agricole dans certains pays d'Europe occidentale connus pour la place accordée à l'agriculture.

À titre d'exemple, la France n'a pas échappé au transfert de la main-d'œuvre agricole vers les autres secteurs. La répartition sectorielle de sa population active masculine était de 29,8% en 1949 dans l'agriculture contre 16% en 1968 et 10% en 1975. Cette diminution considérable de la population agricole gonfla les rangs dans l'industrie (37% en 1949 et jusque 44% en 1968) et les services (32, 4% et 39, 8% respectivement pour les mêmes dates). L'Italie et l'Allemagne ont subi le même sort en voyant une baisse importante de la population agricole au profit de

---

<sup>75</sup> Bégué (J.) « La montée des emplois tertiaires » dans *Economie et Statistiques*, Paris, INSEE 1969, p 34.

la population employée dans l'industrie et les services. Le gonflement de la population employée dans le secteur industriel est allé de pair avec la croissance de la production industrielle, qui elle-même a stimulé la croissance du Produit Intérieur Brut tout entier en France, en Allemagne et en Italie. En Grande-Bretagne, où les transferts de population active de l'agriculture vers l'industrie ont été moindres, la production industrielle a moins vite progressé et, avec elle, le Produit Intérieur Brut (voir tableaux ci-dessous).

Tableau 7  
Croissance comparée de la production industrielle et du Produit Intérieur Brut  
(en % par an)

	1949-1971
Grande-Bretagne	
Production industrielle	2,9
PIB	2,8
France	
Production industrielle	5,9
PIB	5,1
Allemagne	
Production industrielle	7,5
PIB	6,3
Italie	
Production industrielle	7,9
PIB	6,3

Source : Maddison (A.), *Les phases du développement capitaliste*, Economica, 1981.

Tableau 8  
Evolution de la répartition sectorielle de la population active masculine ( en % )

	Agriculture	Industrie	Services
Grande-Bretagne			
1951	6,5	53,6	39,9
1971	4	49,4	46,6
France			
1949	29,8	37,8	32,4
1968	16	44,2	39,8
Allemagne			
1950	13,2	54,4	32,4
1970	6,4	58,5	39,8
Italie			
1951	42,5	33,8	24
1971	16	46,5	37,5

Sources : O. Marchand, C. Thélot, *Le travail en France*, Nathan, 1997. B.R. Mitchell et al., "The working population and its structure", I, *International Historical Statistics 1750-2005 Europe*, Bruxelles et New York, 2007.

Tableau 9  
Baisse de la population agricole et le taux de croissance de la production  
industrielle entre 1949 et 1971 en %

Baisse de la population agricole entre 1949 et 1971 (points de pourcentage)	Taux de croissance de la production industrielle entre 1949 et 1971 en %
Grande-Bretagne 6,5 - 4 = 2,5	2,9
France 29,8 - 16 = 13,8	5,9
Allemagne 13,2 - 6,4 = 6,8	7,5
Italie 42,5 - 16 = 26,5	7,9

Sources: O. Marchand, C. Thélot, *Le travail en France*, Nathan, 1997. B.R.Mitchell (1992), d'après P. Bairoch et al., *The working population and its structure, I, International Historical Statistics*, Bruxelles et New York, 1968.

## 22.5 : Les investissements publics et les investissements des entreprises

Il convient de souligner l'apport des investissements publics et des investissements des entreprises<sup>76</sup> dans les fondements du dynamisme européen. Les investissements représentent en quelque sorte un facteur qui propulse les activités humaines. Répondre à la demande des populations déclenche le besoin d'investir et encourage l'accumulation du capital, l'une des conditions *sine qua non* de l'accroissement de la capacité d'une économie à produire des richesses. Bien que le rôle de l'investissement dans la croissance économique reste controversé, il faut quand même reconnaître qu'il explique une bonne partie du succès de la reconstruction de l'Europe d'après-guerre. L'effort d'investissement au cours de cette période s'est considérablement amplifié. Et son intensification toucha plus particulièrement les pays industriels. En 1967-1969, le taux d'investissement atteignait 25,2% du PNB en France, 23,6% en Allemagne Fédérale, 19,7% en Italie et 17,9% au Royaume-Uni contre 16,6% aux États-Unis. Étant le moteur essentiel de l'expansion économique et de la croissance, les investissements ont joué un rôle non négligeable dans la reconstruction des nations d'Europe occidentale au sortir de la deuxième guerre mondiale.

---

<sup>76</sup> D'après la Commission européenne, *Les entreprises en Europe, quatrième rapport*, Office des publications des Communautés Européenne, Luxembourg, 1992, l'entreprise correspond à la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes. Une entreprise exerce une ou plusieurs activités dans un ou plusieurs lieux et peut correspondre à une seule unité légale.

Ce phénomène des investissements qui est lié aux progrès techniques alimente bien le processus de la croissance économique. En effet, il représente l'un des moteurs d'équilibre global keynésien ; c'est-à-dire développer une politique de dépenses publiques pour permettre à l'économie de redémarrer. Cette réussite résulte de deux facteurs essentiels : d'abord il faut prendre en considération la volonté des États de l'Europe occidentale d'œuvrer dans ce sens, ensuite il s'y ajoute la question très controversée des investissements américains et des avantages qu'ils apportent. Nous commencerons par étudier l'effort européen consenti depuis la première moitié du XXe siècle pour reconstruire cette économie d'après guerre complètement dévastée.

La déclaration de Robert Schuman signalait déjà en 1950 le rôle important que devaient jouer les investissements dans la reconstruction européenne : « *L'Europe ne se fera pas d'un seul coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait ... Pour atteindre ces objectifs à partir des conditions très disparates dans lesquelles sont placées actuellement les productions des pays adhérents, à titre transitoire, certaines dispositions devront être mises en œuvre, comportant l'application de la production et d'investissements.* » <sup>77</sup> Le rôle des pouvoirs publics dans les investissements pilotés par l'État a été par exemple une des voies empruntées par la France pour redresser la croissance économique et connaître une période de prospérité connue sous le nom de « Trente Glorieuses ».

Il s'agissait, en dehors du volet agricole non négligeable, de répondre à des besoins tels le domaine des grandes entreprises nationales (Charbonnages de France, Electricité de France, Société Nationale des Chemins de Fer Français) et, plus tard, des équipements collectifs (urbanisation, énergie, transports). Les investissements publics expriment une volonté étatique de mettre l'accent sur la modernisation des structures économiques. Et cette tâche de grande ampleur qui a joué sur de long terme est visible sous la IVe République dans un contexte marqué par la contrainte que représentait l'ouverture extérieure. En France, la croissance

---

<sup>77</sup> Déclaration de Robert Schuman le 9 mai 1950 au quai d'Orsay, un discours considéré comme le coup d'envoi de la construction européenne.

des investissements entre 1960 et 1974 était en moyenne annuelle de 7,4%.<sup>78</sup> On assiste ainsi, à un effort tout à fait remarquable qui témoigne en quelque sorte d'une volonté nationale d'opérer une véritable rupture avec les comportements antérieurs, notamment le malthusianisme économique des années Trente.

Nous pouvons aussi donner l'exemple de l'Allemagne, dont le « miracle économique » représente en grande partie le résultat des politiques de redressement au lendemain de la seconde guerre mondiale. Dans ce pays, les investissements publics dans l'industrie, les transports, la construction urbaine, les routes pour ne citer que ceux-là, ont effacé miraculeusement l'histoire des destructions matérielles considérables et spectaculaires. Cette politique allemande a permis, entre juin 1948 et avril 1950, de faire sortir l'économie de son ornière et d'amorcer une expansion fulgurante. Elle a en outre ouvert l'époque de l'élimination progressive, après une période de déficit intense, du déséquilibre de la balance des paiements.

Les résultats impressionnants des investissements publics et privés ont fini par classer l'Allemagne parmi les « champions » des économies nationales d'après guerre. En effet, c'est même devenu une observation paradoxale de constater que l'un des pays vaincus de la guerre puisse partir d'une situation tragique et se relever, aussi extraordinaire que cela puisse paraître. Le gain de poids relatif important de cette nation par rapport aux États-Unis durant cette période est en partie le résultat des faibles dépenses militaires au profit des investissements civils, tant publics que privés, ces derniers permettant à l'économie allemande de répondre à la demande de biens d'équipement et de biens de consommation durable en provenance du monde entier.

Cette politique salvatrice a fait que l'Allemagne connut de 1950 à 1955 une croissance brutale de sa production au rythme annuel de 9,5%.<sup>79</sup> La croissance a été de +11,3% en 1949. Quant à celle de la production industrielle, elle été en

---

<sup>78</sup> Berstein ( S) et Milza (P), *Histoire de la France au XXe siècle, 1958-1974*, Editions Complexe, Bruxelles, 1998, p 144

<sup>79</sup> Fabre (P), Fabre (D), *Histoire de l'Europe au XXe siècle, 1945-1974*, Editions Complexe, Bruxelles, 1995 p 155.

moyenne de +17,8% par an entre 1949 et 1956<sup>80</sup>. Bien entendu, nous n'occultons pas l'aide américaine, ni la réforme monétaire sous-évaluant le mark par rapport au dollar, ni les accords de Londres de février 1953 qui avaient réduit considérablement la dette extérieure ainsi que les frais d'occupation. Mais il faut souligner que la volonté nationale allemande, de prendre en charge sa propre destinée en s'astreignant à une politique systématique d'investissement a contribué dans une large mesure au redressement de la croissance. Il faut aussi prendre en compte la place de l'Église dans cette reconstruction économique. Restées les seules forces organisées au lendemain de la chute du IIIe Reich, les églises ont été des acteurs de poids dans le redressement de la nation allemande.<sup>81</sup>

Parler de la problématique des investissements en Europe occidentale d'après guerre, c'est aussi faire état de la place capitale des États-Unis. Avec leur puissance financière et leur savoir-faire, ils deviennent les bailleurs de fonds et le modèle d'une bonne partie de l'Europe, séduite par leur avancée fulgurante. C'est la raison pour laquelle, pendant les vingt années qui ont suivi la guerre, les banques américaines ont repris, à bien des égards, le rôle joué autrefois par Londres dans le financement du développement mondial.

Parler de la problématique des investissements en Europe occidentale d'après guerre, c'est aussi faire état de la place capitale des États-Unis. Avec leur *know how*, ils deviennent les principaux bailleurs de fonds d'une bonne partie de l'Europe, séduite par leur avancée fulgurante. C'est la raison pour laquelle, pendant les vingt années qui ont suivi la guerre, les banques américaines ont repris, à bien des égards, le rôle joué autrefois par Londres dans le financement du développement mondial.

D'après Christopher Layton<sup>82</sup>, leurs prêts à l'étranger atteignirent environ 12 milliards de dollars à la fin de 1964. En effet, depuis 1945, la plupart des pays d'Europe occidentale ont été parfaitement conscients de l'avantage des firmes

---

<sup>80</sup> Fabriquet (M.) dans *Société d'après-guerre en France et en Allemagne au 20<sup>e</sup> siècle*, actes du 5<sup>e</sup> colloque du comité franco-allemand de recherche sur l'histoire de la France et de l'Allemagne aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, sous la direction de Mieck (I.) et Guillen (P.), Oldenbourg, 1999, p 106.

<sup>81</sup> Demesmay (C.) et Stark (H.), *Qui dirige l'Allemagne ?*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2005, 106.

<sup>82</sup> Layton (C.), *L'Europe et les investissements américains*. Editions Gallimard, Paris, 1968, p 21.

américaines dans un contexte d'immédiat après-guerre à l'instar des pays du « tiers monde » qui cherchent avec peine à faire démarrer leurs industries. L'Europe avait senti le besoin d'accroître les investissements, d'encourager le développement en s'appropriant les technologies nouvelles. Or, les investissements américains répondaient parfaitement à ses besoins cruciaux.

Parler des investissements en Europe durant les fastes périodes de croissance, c'est aussi faire état du rôle de l'économie industrielle et de sa place dans l'évolution du niveau de vie des populations. Il est vrai qu'un aperçu général du secteur industriel européen laisse apparaître une disparité des structures économiques, mais ce secteur a eu réellement un impact sur la forte croissance qu'ont connue une bonne partie des États de l'Europe occidentale d'après-guerre.

C'est en Italie, en France, aux Pays-Bas et en Allemagne que les investissements ont occupé le plus de poids, surtout dans le domaine industriel ou commercial. En effet, les taux d'investissement ont enregistré des niveaux très élevés. De 1952 à 1972, en ne tenant compte que des investissements productifs bruts, ils ont été en moyenne de 19% en RFA, de 17% en France et de 14% en Italie, ce qui, compte tenu du niveau de vie de ce dernier pays, représente un effort sensible, qui s'est exercé aux dépens de la consommation. Notons qu'il est au même niveau au Royaume-Uni, pays beaucoup plus riche, et dont l'effort d'investissement est inférieur à celui accompli par la France ou l'Allemagne.<sup>83</sup> Ces grands secteurs de l'économie ont été la base du relèvement des nations d'après-guerre avant que les crises ne viennent perturber cet effort salutaire pour leur expansion. Le besoin de reconstruction des nations allait de pair avec d'importants programmes d'investissements publics. C'est durant cette période qu'on a assisté à une véritable accélération de la mise en œuvre des entreprises nationales dans le seul objectif de défier le destin douloureux de la période d'après-guerre. Les « vainqueurs » comme les « vaincus », conscients de l'ampleur et des enjeux économiques durant cette période, accordèrent à l'investissement une place de pilier dans le plan de redressement des nations et de leur niveau de vie.

---

<sup>83</sup> *L'industrialisation de l'Europe occidentale, (1880-1970), op.cit, p 107*

La période de guerre et de reconstruction est aussi marquée par la recherche industrielle. C'est pourquoi l'investissement dans les entreprises est en parfaite corrélation avec le modèle américain. Comme nous l'avons souligné tantôt, à partir des années 1950, les États européens, à l'instar de ce qui se passait aux États-Unis, n'ont pas tardé à mettre sur pied de véritables politiques de recherche et de développement. C'est en France et en Allemagne que cette politique d'encadrement à la recherche a été la plus visible. Il s'agissait d'importants programmes qui mettaient prioritairement l'accent sur l'investissement des entreprises. Une politique d'innovation et d'incitation à la création d'entreprises a été développée dès la fin de la guerre. Il s'agissait aussi d'investir dans la recherche-développement dans beaucoup d'États d'Europe occidentale. Cela consistait à développer et à évaluer des stratégies de recherche en réponse aux séquelles de la deuxième guerre mondiale. Ce système aurait été imité de l'exemple allemand, une nation qui a privilégié la création de grands laboratoires de recherches. Pour investir dans les entreprises, cette politique de recherche-développement fut capitale. C'est ainsi qu'en France, à la fin de la guerre, naquirent des organismes dans ce sens, financés par l'État. C'était le cas par exemple du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) ou du CNET (Centre national d'études des télécommunications). Mettre à la disposition des entreprises les connaissances scientifiques et techniques fut l'une des préoccupations des nations d'Europe occidentale.

## **2.6 L'influence du commerce extérieur et le retour de l'Europe sur le marché mondial :**

La plupart des pays d'Europe occidentale voient leur croissance tirée par les exportations à partir des années cinquante. Cette nouvelle donne est liée à un changement structurel qui ouvre une nouvelle ère. Il s'agit de la rationalisation de la production des autres secteurs économiques à travers une bonne partie de l'Europe. Le volume du commerce a diminué dans l'industrie de la sidérurgie ou du textile. La rationalisation de leur production les avait rendues performantes pendant les années 1950 mais leur dynamisme allait s'essouffler dans la décennie

suivante. Du coup, le commerce extérieur s'est centré davantage sur les biens de consommation modernes et les technologies de pointe qui prirent progressivement le relais. Il s'agissait par exemple de l'aéronautique, de l'informatique, de la télévision qui participèrent à faire évoluer le mode de vie des sociétés d'Europe. Comme nous l'avons souligné tantôt, le développement du commerce mondial et l'augmentation de la consommation ont été initiés par les États-Unis qui avaient fini par accorder une place capitale à la consommation de masse basée sur l'automobile, l'électroménager, le cinéma ou la télévision. L'*american way of life* influença très vite les sociétés d'Europe et devint un modèle pour les consommateurs de tous les pays. Le « *made in USA* » des produits américains donnait des gages de notoriété et de confiance en Europe et dans le reste du monde. C'est l'envolée du « marketing de l'exportation » après la mise au point de procédés industriels, la poussée de l'informatique, de la construction électrique et de la mécanique.<sup>84</sup>

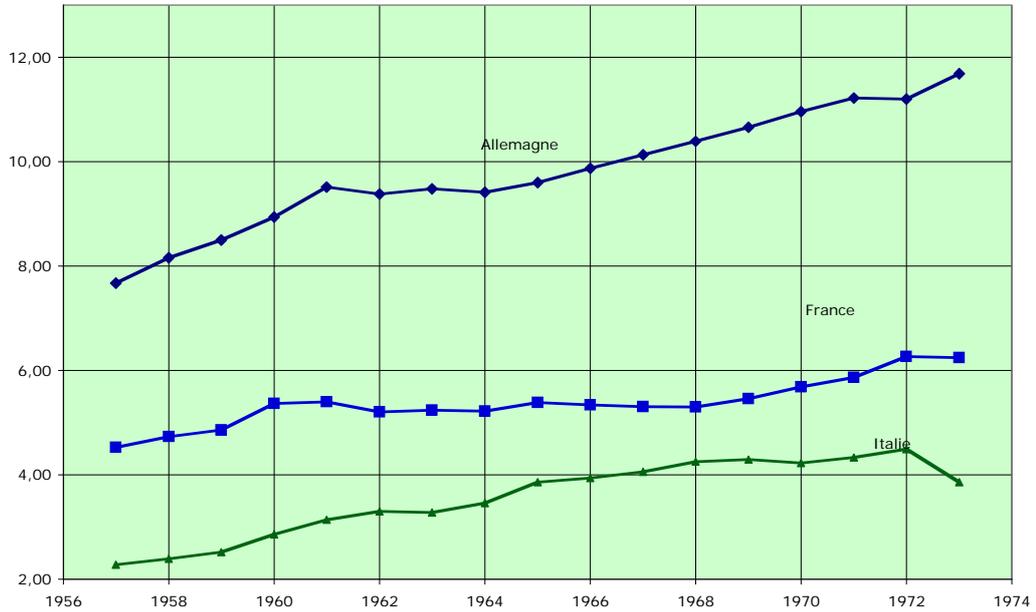
Le développement du commerce extérieur à pas de géant a été soutenu par des accords internationaux. En effet, après la deuxième guerre mondiale, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce avait joué un rôle important dans l'accroissement du commerce d'après-conflit. En outre, le commerce international a été facilité par la baisse du prix du transport et des communications. Le coût d'une communication téléphonique de trois minutes entre Londres et New York par exemple passait de 5,3 dollars en 1950 à 3,2 dollars en 1970.<sup>85</sup>

---

<sup>84</sup> Croué (C.), *Marketing international*, De Boeck université, Bruxelles, 2003, p 21.

<sup>85</sup> Berend (I ;T), *Histoire économique de l'Europe du XX e siècle*, Editions De Boeck Université, Bruxelles, 2008, p 250

Figure 1  
France, Allemagne, Italie : parts du marché mondial 1957-1973



Source : OMC.

L'ouverture des pays d'Europe sur l'extérieur de 1959 à 1973 est aussi inséparable de la rupture dès le début des années 1960<sup>86</sup>. En effet, elle vint de la décolonisation et d'une réorientation des espaces économiques nationaux européens vers d'autres destinations. Les débuts du marché commun consécutif au traité de Rome signé en 1957 ont fait sortir une bonne partie des pays d'Europe du protectionnisme. Par conséquent, la Communauté Économique Européenne se substitua aux empires coloniaux et devint du coup, le partenaire privilégié avec une meilleure spécialisation sectorielle. Aussi bien les exportations que les importations allaient connaître un boom suite à l'abrogation des contingentements avec les pays membres de l'OECE (Organisation Européenne de la Coopération Economique). Dès lors, la baisse des droits de douanes ainsi que le démantèlement du contrôle des changes ont participé activement à la stimulation des exportations et du commerce extérieur. C'est l'une des raisons de l'explosion des exportations

---

<sup>86</sup> Les années 1960 représentaient la première vague d'accords d'intégration commerciale. Sous la houlette de la France, de la RFA, de la Belgique, de l'Italie, du Luxembourg et des Pays-Bas, la CEE inaugura la fin du protectionnisme. Parallèlement, des accords signés à l'initiative de la Grande Bretagne créèrent en 1960 une zone de libre échange entre les autres pays de l'Europe occidentale, l'Espagne exceptée.

mondiales. Elles passèrent de 0,3 trillion<sup>87</sup> de dollars en 1950 à 1,7 trillion de dollars en 1973.<sup>88</sup>

On s'est souvent demandé quels ont été les facteurs dominants qui ont permis à reconstruire l'économie européenne et pour quelles raisons la situation d'après-guerre diffère de l'état des choses observé auparavant. Une des explications réside dans la politique d'augmentation de la demande. Après avoir concentré leurs efforts pour maintenir le plein emploi, les pays européens (surtout l'Europe des Six) ont usé de tout l'arsenal des mesures financières en réaménageant leur budget et n'ont pas hésité à modifier l'incidence des impôts en cours d'exercice. En plus, ils s'étaient engagés à mener une politique monétaire qui, si l'on en croit l'avis de beaucoup d'historiens et économistes, était beaucoup plus dynamisante pour l'économie. L'autre aspect important est la coopération internationale ou interrégionale face à la forte demande extérieure. En effet, les nations d'Europe occidentale, avant et après la signature du traité de Rome, avaient opté pour une série d'arrangements afin de supprimer les obstacles liés au commerce ou encore aux paiements. Face aux difficultés des balances des comptes liés aux conséquences de la deuxième guerre mondiale, presque tous les pays s'étaient mis à cette politique pour éviter à la demande extérieure tout facteur de freinage à la reconstruction économique d'après-guerre. Toutefois, l'augmentation progressive du volume de commerce a participé activement à redynamiser les économies européennes durant cette période de reconstruction.

Le pays qui dispose de l'excédent commercial le plus important est l'Allemagne, dont la balance commerciale accuse un solde positif permanent à partir de 1951. En 1955, l'excédent commercial allemand prend une telle ampleur qu'il rend les États-Unis déficitaires à l'égard de l'Europe dans son ensemble, mettant fin au "dollar gap" qui pénalisait les pays membres de l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

---

<sup>87</sup> Un trillion égale à un million à la puissance trois. Mais, aux USA et dans les pays anglophones, un trillion égale un million puissance deux.

<sup>88</sup> Berend (I ;T), *Op.cit.* , p 250

L'industrie allemande retrouve ses spécialités d'avant-guerre comme les machines, les produits chimiques, les matériels électriques, les jouets ou les soieries. À cela s'ajoutent des biens de consommation sophistiqués (appareils photographiques, gramophones, matériels électroménagers), où elle prend rapidement la place des États-Unis sur le marché mondial, et des automobiles. Dans le domaine de l'automobile, la percée la plus spectaculaire est celle de la Volkswagen. Grâce à son système de refroidissement par air, cette voiture est adaptée aux climats rigoureux et devient le véhicule le plus vendu dans le monde. Les États-Unis, pour la première fois de leur histoire, importent plus de voitures qu'ils n'en exportent et la seule firme Volkswagen exporte Outre-Atlantique plus de voitures que toutes les entreprises américaines réunies n'en exportent à l'étranger.

La répartition géographique des exportations allemandes est très diversifiée, moins étroitement européenne que celle des exportations françaises. Les facteurs des succès allemands à l'exportation sont l'avance technique acquise au prix d'un important effort de recherche orienté vers les fabrications civiles, le respect des délais de livraison, la puissance des services après-vente, le soin apporté aux finitions, l'écoute des désirs de la clientèle. Tout cela permet de vendre relativement cher, sans avoir besoin de casser les prix pour exporter. Les produits allemands pénètrent les marchés malgré leur cherté croissante. L'économie allemande conquiert ainsi, progressivement, une position de "*price maker*". Elle réussit ainsi à concilier hausse des salaires, désarmement douanier et, à partir de 1961, réévaluations successives de sa monnaie.<sup>89</sup>

L'Italie, la France et les petits pays d'Europe occidentale (ces derniers étant traditionnellement libre-échangistes) connaissent également un développement de leurs parts du marché mondial, aux dépens essentiellement des États-Unis et du Royaume-Uni, et un retour à l'équilibre de leurs balances commerciales, voire de substantiels excédents, comme dans le cas des Pays-Bas.

---

<sup>89</sup>Hau (M.), *Histoire économique de l'Allemagne XIXe-XXe siècles*, Economica, Paris, 1994, p. 166.

Somme toute, en sortant des dévastations de la seconde guerre mondiale, les pays d'Europe occidentale s'étaient mis très tôt à la croissance bien avant même la signature du Traité de Rome. Cette croissance a pu se réaliser grâce à plusieurs facteurs dont le fondement reste la réorganisation et la modernisation des économies des différents espaces nationaux. Ainsi, le fort transfert de population agricole qui s'est déversé dans les autres secteurs de l'économie, auquel s'ajoutaient l'américanisation de l'Europe et l'accroissement des investissements, avaient permis à une bonne partie des États, de développer des industries en prise sur la demande du marché mondial et de relever leur niveau de vie. Le secteur du commerce extérieur a pu ainsi jouer un rôle comme moteur de la croissance. Partout en Europe occidentale, le volume du commerce international avait augmenté plus vite encore que celui du produit intérieur brut grâce aux premières mesures de désarmement douanier et à la modernisation des moyens de transport.

Le développement du commerce international est allé de pair avec les premiers efforts de coordination des politiques monétaires. Après le retour à la libre convertibilité des monnaies entre elles pour les transactions courantes (processus achevé avec retour à la convertibilité du franc en décembre 1958), il a fallu éviter les variations de taux de change de trop grande amplitude, de nature à perturber le fonctionnement des échanges de biens et services. Parmi les fondements du développement du commerce international des pays européens, nous ne devons pas oublier de mentionner le long combat pour stabiliser les taux de change tout en respectant l'exigence de convertibilité. La régularité de la croissance ainsi que l'expansion du commerce en Europe occidentale pendant l'âge d'or a été rendue possible grâce aux progrès de la coopération monétaire.<sup>90</sup> Ce fut le Sommet de la Haye de décembre 1969 qui entama le processus d'intégration monétaire européenne. Cette vive impulsion est née avec l'UEM (Union économique et monétaire). Déjà, en octobre 1962, la Commission de la CEE avait soumis un mémorandum dans lequel elle défendait un programme dominé par une politique macroéconomique commune. Il s'agissait plus particulièrement, d'un plaidoyer relatif à la mise au point, en Europe, d'une union

---

<sup>90</sup> Cependant, bien avant le projet d'intégration monétaire des années 1970, les pays d'Europe avaient déjà connu une forte croissance. Le cas de l'Allemagne, de la France ou de l'Italie témoigne bien de cette reconstruction économique d'après-guerre.

économique et monétaire complète après l'union politique. L'un des négociateurs de cette entreprise et de la mise en œuvre de cette politique à moyen terme fut Robert Marjolin. Il fut membre de la Commission responsable de la politique macroéconomique. L'accueil de ce mémorandum a été d'abord mitigé. Cependant, les gouverneurs des banques centrales, après s'être déclarés en faveur d'une nouvelle coopération monétaire, envisageaient que celle-ci puisse être associée à une coordination des politiques budgétaires. Il était aussi question de réformer le système monétaire international, de discuter au niveau de chaque Etat membre, de l'assistance mutuelle ainsi que de l'union monétaire. L'année 1963 a été celle des différents projets d'ajustement et de propositions d'organes consultatifs<sup>91</sup>. Après Robert Marjolin, ce fut Raymond Barre qui devint le commissaire responsable de la Direction générale des Affaires économiques et financières. Si l'on en croit Ivo Maes<sup>92</sup>, il possédait de l'expérience dans le domaine de la politique économique puisqu'il avait été le directeur de Cabinet de Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'Industrie du général de Gaulle.

Durant la deuxième moitié des années 1960, la situation monétaire internationale s'était considérablement dégradée. Par conséquent, les Etats membres devaient faire face à l'avenir de plus en plus incertains du système de Bretton Woods. La crainte de l'absence d'une position commune était déjà visible avec la remise en cause des propositions de la Commission par l'Allemagne et les Pays-Bas qui n'étaient pas encore prêts pour soutenir une approche monétaire unilatérale. Après les événements de mai 1968, la France resta à l'écart du projet d'union économique et monétaire. Raymond Barre fut l'un des acteurs qui convainquirent le général de Gaulle d'éviter la dévaluation du franc français. Cependant, même si la France a pu l'écartier en novembre 1968, elle a eu lieu finalement neuf mois plus tard en août 1969. Les réserves de change accumulées depuis 1958 avaient presque fondu en un an. En outre, suite à l'absence de véritables convictions de Georges Pompidou pour éviter la dévaluation du franc, la

---

<sup>91</sup> Ce fut le cas par exemple du Comité des gouverneurs des banques centrales des Etats membres de la CEE, du comité de politique budgétaire ou encore de l'élaboration d'un projet de décision des Etats membres en cas de changement de la parité de leur monnaie.

<sup>92</sup> Maes (I.), *Milieus économiques et intégration européenne au XXe siècle. La crise des années 1970, de la conférence de la Haye à la veille de la relance des années 1980*, sous la direction d'Eric Bussière, Michel Dumoulin et Sylvain Schirmann.

France n'a pu échapper au phénomène de la spéculation et de l'accélération des sorties de capitaux au printemps 1969. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le plan Barre de février 1969 qui proposait une politique d'implication de tous les Etats membres de la Communauté afin de réussir la coordination des politiques économiques et monétaires des différentes nations. L'interdépendance croissante entre espaces économiques était incompatible avec tout facteur susceptible de mettre en péril l'union douanière. Dès lors, les États membres se devaient de garantir la convergence des orientations de politique économique leur permettant de booster le mécanisme communautaire de coopération monétaire à moyen terme. Suite au sommet de la Haye de décembre 1969 qui fut un ambitieux programme d'intégration économique européenne, un système de soutien monétaire à court terme fut créé en février 1970.

Cependant, malgré la mise en place d'un comité présidé par le premier ministre luxembourgeois, Pierre Werner<sup>93</sup> en octobre 1970, la première tentative européenne d'élaboration d'un plan d'établissement d'union économique et monétaire échoua. Plusieurs facteurs ont été à l'origine de cet échec. Entre autres, il faut signaler que le rapport Werner, dès sa publication a été vivement critiqué surtout chez les gaullistes orthodoxes qui étaient réfractaires aux éléments supranationaux du projet. C'était pour cette raison que l'idée de la création de nouvelles institutions communautaires fut abandonnée, suscitant du coup, d'autres critiques de l'Allemagne qui souhaitait au contraire promouvoir un organisme supranational. Ensuite, il faut prendre en considération le contexte monétaire international. Il a été marqué par une crise profonde poussant Nixon à suspendre temporairement la convertibilité du dollar en or dès le mois d'août 1971. Cette situation conjoncturelle a rendu difficile la politique européenne d'union monétaire. Cependant, le sommet de Paris d'octobre 1972 avait redonné vie à ce projet et confirmé l'objectif d'une intégration économique plus poussée. Mais, la situation s'était compliquée davantage. Avec la victoire du parti travailliste aux

---

<sup>93</sup> Le plan Werner préconisait une vision globale de la politique monétaire. Pour ce faire, il était nécessaire de réaliser des progrès aussi bien dans la coordination des politiques que dans une réduction des marges de fluctuation des taux de change. Pierre Werner est né à Lille. Il fut avocat et politicien luxembourgeois, premier ministre de 1969 à 1974 puis de 1979 à 1984. Gouverneur de la Banque européenne d'investissement (1958-1984) et président de la Communauté européenne (1970-1971), son plan fut la première manifestation officielle d'un effort d'intégration monétaire en Europe.

élections aux élections de février 1974, la scène européenne était dominée par les renégociations des modalités d'accession des Britanniques à la Communauté.<sup>94</sup> L'effondrement du système de Bretton Woods auquel s'ajoutait la première crise pétrolière est parmi les causes de l'échec de la première tentative d'unification monétaire. Il était aussi imputable au fait que certains pays étaient fortement attachés à leur souveraineté sur leur monnaie nationale. En guise d'illustration, nous pouvons citer la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni ou l'Italie. En outre, les gouvernements avaient une autre priorité : celle qui consistait à lutter contre l'inflation et le chômage qui progressaient dans la première moitié des années 1970.

Au total, si l'Europe a su se reconstruire très rapidement quelques années après la deuxième guerre mondiale, c'est grâce aussi à l'adaptation rapide des méthodes américaines les plus modernes, selon un phénomène de rattrapage qui se répète aujourd'hui dans les pays émergents, grâce aussi à des transferts massifs de population agricole vers les autres secteurs (à l'exception de la Grande-Bretagne) et, enfin, grâce au développement des échanges internationaux servi par le désarmement douanier et une coopération monétaire croissante.

---

<sup>94</sup> Maes (I.), *Op.cit.*, pp 48-49

### **CHAPITRE 3**

#### **LES PAYS LES PLUS DYNAMIQUES DE 1957 A 1974 : LES NATIONS A DEMARRAGE TARDIF D'EUROPE DU SUD**

La croissance réalisée durant cette période met en tête de notre classement des pays beaucoup plus dynamiques que d'autres. Nous allons les étudier pour comprendre et saisir les phases et modalités, mais aussi les voies et moyens que ces nations ont empruntés pour en arriver là, face à l'hégémonie des États-Unis..

L'analyse de la phase de croissance rapide allant de 1957 à 1974 ne révèle pas une période de redressement économique d'allure homogène pour toute l'Europe occidentale. Elle montre au contraire une visible inégalité de rythme entre espaces nationaux, en parfaite corrélation avec les vécus historiques des divers pays. L'inégalité existant entre les espaces économiques nationaux est antérieure à la création de la Communauté économique européenne.<sup>95</sup> Elle remonterait pour l'essentiel à l'époque de la première révolution industrielle. L'industrialisation du XIXe siècle a accentué les déséquilibres entre pays et accru les disparités de niveau de vie en Europe occidentale. Cependant, à partir des années 1950, des rattrapages considérables vont être enregistrés dans les États européens les moins développés, la Grèce, l'Espagne et le Portugal.

Or, contrairement à ce que l'on pourrait croire, les plus performants durant cette période dite « des Trente Glorieuses » ne sont pas les pays de l'Europe des Six, mais, loin devant ce peloton, une échappée composée de trois pays attardés d'Europe méridionale, l'Espagne, la Grèce et le Portugal. Ces trois pays souffraient pourtant d'un bas niveau d'investissements, de faibles capacités d'exportation et d'une grande pénurie de devises. Ce sont pourtant les nations à démarrage tardif qui sont les plus dynamiques entre 1957 et 1973, ce qui confirme l'importance du phénomène du rattrapage dans les moteurs du dynamisme économique durant cette période. Un seul pays déroge au schéma fondé sur une prédominance du phénomène du rattrapage : l'Irlande, pays nettement en retard de

---

<sup>95</sup> Durousset (M.), *L'Union européenne au XXe siècle, Institutions et économie*, éditions Ellipses, Paris, 2002, p. 15.

développement et qui reste néanmoins en queue de classement, sans doute parce que son économie est encore très liée à celle du Royaume-Uni, elle-même peu dynamique à cette époque.

Dans le classement selon les taux de croissance, l'Europe des Six vient derrière les trois pays précédents. La Finlande et l'Autriche, qui font aussi bien que les Six, s'agrègent à leur groupe. L'Allemagne, qui a connu sa croissance la plus rapide dans les années cinquante, connaît un léger ralentissement dès 1967. Il est significatif qu'à l'intérieur des Six ce soit l'Italie qui soit en tête, position qui la rapproche de ses voisins attardés d'Europe méridionale, et que ce soit l'Allemagne, pays ayant déjà beaucoup modernisé ses structures, qui soit en queue de l'Europe des Six après 1957. Les craintes du patronat français qui redoutait que le traité de Rome stimule davantage la croissance de l'Allemagne que celle de la France ne se sont donc pas vérifiées. Quant aux pays les plus avancés dans l'évolution de leurs structures socio-économiques, (la plupart des Pays Scandinaves, la Suisse et le Royaume-Uni), ils ont du mal à suivre le peloton et sont à la traîne.

Tableau 10

Classement des pays pour la période 1957-1974

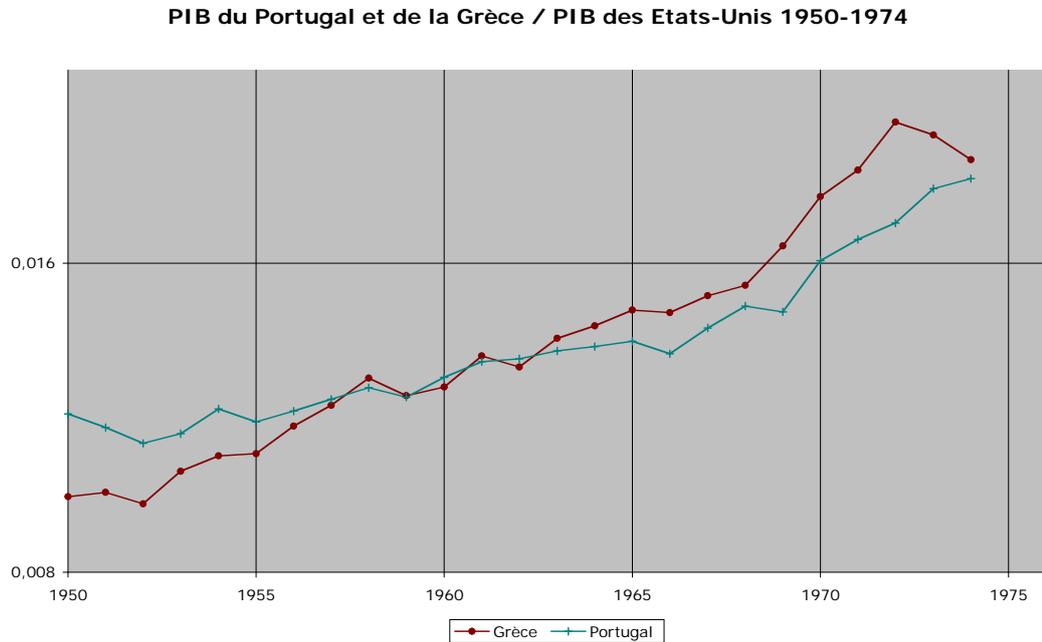
(variation, en %, du quotient entre leur PIB et le PIB des États-Unis)

1er	Espagne	+ 68,0
2e	Grèce	+ 52,0
3e	Portugal	+ 45,6
4e	Italie	+ 29,1
5e	France	+ 22,6
6e	Finlande	+ 19,8
7e	Autriche	+ 18,4
8e	Pays-Bas	+ 15,9
9e	Belgique	+ 12,5
10e	Allemagne	+ 10,0
11e	Suède	+ 8,1
12e	Norvège	+ 6,4
13e	Suisse	+ 5,6
14e	Danemark	+ 3,7
15e	Irlande	+ 3,3
16e	Royaume-Uni	- 13,8

### **3.1 La Grèce :**

Parmi les pays attardés, en dehors du Portugal et de l'Espagne, l'exemple de croissance rapide le plus marquant est celui de la Grèce. Les deux premiers, même s'ils ont postérieurement enregistré une croissance spectaculaire, ont connu une phase de précarité économique. Le cas de la Grèce est à la fois complexe et paradoxal. Elle affiche, dans le tableau des PIB rapportés à celui des États-Unis, des progrès importants (elle représente 1,24% du PIB des États-Unis en 1957 contre 1,92% en 1974). Étant le 10<sup>e</sup> pays à entrer dans l'Union européenne (en 1981), la Grèce s'est bien lancée dans la voie du développement avant même son adhésion. Mais il faut comprendre qu'en dehors de ces efforts déployés, l'économie hellénique a beaucoup profité du plan Marshall. Après la guerre de 1946 à 1949 opposant les communistes et le gouvernement en place, la reconstruction du pays s'est faite grâce à l'aide américaine dans les différents secteurs économiques afin d'éradiquer les difficultés structurelles comme la faible productivité. C'est dans ce rapprochement entre la Grèce et le cœur de l'Europe mais aussi avec les États-Unis qu'il faudra essayer de placer son entrée dès 1949 au Conseil de l'Europe ainsi qu'à l'OTAN dès 1951.

Figure 2  
PIB de la Grèce et du Portugal rapportés au PIB des États-Unis  
1950-1974



Source : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

Ainsi, l'accélération du rythme de croissance économique de ces « pays en voie de développement » durant cette période est largement tributaire des capitaux étrangers et des investissements venus de l'extérieur. Il est donc important d'étudier le rôle de ceux-ci dans la construction de la Grèce qui se modernise. Pour Lewis, beaucoup de pays développés sont parvenus à ce stade grâce à l'aide technique et aux ressources financières étrangères ainsi qu'aux méthodes de redressement de la croissance mises au point dans les pays les plus avancés. Et dans cette optique, l'aide des capitaux extérieurs joue un rôle de premier plan. Il souligne : « *Presque tous les États développés ont, aux premiers stades de leur développement, complété leur maigre épargne à l'aide de capitaux extérieurs. L'Angleterre a emprunté des capitaux à la Hollande aux dix-septième et dix-huitième siècles ; elle en a à son tour prêté à presque tous les pays du monde aux dix-neuvième et vingtième siècles. Les États-Unis, aujourd'hui le pays le plus*

riche du monde, ont fait de lourds emprunts aux dix-neuvième siècle, et sont maintenant appelés à devenir le principal créancier du vingtième siècle »<sup>96</sup>.

Figure 3

Total des PIB des pays d'Europe du Sud (Espagne, Grèce, Portugal) rapporté au PIB des États-Unis de 1957 à 1974



Source : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

Le cas de la Grèce rend explicite cette théorie de la croissance économique avec son insertion dans les circuits financiers internationaux. Le pays se devait d'atténuer son retard surtout à propos de son secteur industriel. Entre 1960 et 1970, le manque de synergies technologiques et productives entre petites et grandes entreprises avait fragilisé l'ensemble du système industriel et bloqué le chemin de l'innovation.<sup>97</sup> Cependant, il faut préciser que les prêts publics étrangers pour cette nation entre 1953 et 1962 étaient d'un montant très limité. La Grèce, depuis 1953 et jusqu'en 1958, n'a recouru aux emprunts extérieurs qu'une seule fois : 10,1 millions de dollars en 1955 pour financer la création de sa première raffinerie de

<sup>96</sup> Lewis (W.A.), *La théorie de la croissance économique*, Paris, Payot, 1967, p.153.

<sup>97</sup> Boutillier (S.) et Uzunidis (D.), *La Grèce face à l'Europe. Dépendance et industrialisation truquée*, L'Harmattan, Paris, 1991, p 58.

pétrole.<sup>98</sup> Toutefois, en présentant une économie centrée beaucoup plus sur la consommation que sur la production, le pays n'a pu se passer des facteurs exogènes que sont par exemple les flux de capitaux productifs et financiers. Dans cette situation, le rôle des autorités grecques dans le financement des programmes de développement via des projets déterminés, a été d'assurer l'équilibre de la balance des paiements.<sup>99</sup>

Dès lors, la Grèce fait partie de ces pays « périphériques » qui ont su s'adapter aux réalités d'une économie occidentale en pleine croissance. En effet, en raison de son progrès économique et social ainsi que de l'amélioration constante des conditions de vie malgré les insuffisances dans le domaine de la productivité, la Grèce s'est inscrite durant cette période (1957-1974), dans une voie de réalisation d'un véritable exploit.

### **3.1 Le Portugal :**

Le Portugal est à considérer dans cette même optique. Toutefois, il convient de souligner que le nord, relativement prospère, opposé au sud, où sévit la pauvreté, témoigne encore une fois de ce grand problème de déséquilibre spatial qui a longtemps nui à la bonne santé de l'économie portugaise. Le pays a su profiter de son économie agricole et développer un tissu dense de petites industries produisant des biens de consommation.

Le Portugal a appris à sortir durablement de ses difficultés récurrentes en engageant une profonde transformation de ses structures économiques avant même son entrée dans l'Union européenne. Pays qui avait beaucoup compté sur son agriculture, il faut admettre que le Portugal a connu une chute de sa population agricole. Le taux de variation de la population agricole entre 1957 et 1973 a été de -2,28% par an. Loin d'être un obstacle à la croissance, cette baisse de la population

---

<sup>98</sup> Aguelopoulos (N.), *Le rôle des capitaux étrangers dans la construction de la Grèce moderne*, thèse présentée à l'école des hautes études commerciales de l'université de Lausanne, Lausanne, 1969, p143 ;

<sup>99</sup> Le rôle des emprunts dans la construction de la Grèce ne doit pas pour autant occulter le facteur endogène qui a été la place qu'ont occupée les autorités de cette nation pour la faire sortir du sous-développement.

agricole a été favorable à l'économie nationale. La diminution du nombre d'actifs agricoles a certes été à l'origine des mouvements de populations (les régions du nord et du nord-est comme *Viana-do-Castelo*, *Castelo*, *Bragança*, *Vila-Real* ou *Faro* ont enregistré des forts soldes migratoires négatifs), mais elle a aussi permis au Portugal d'ouvrir son économie à d'autres secteurs. Entre 1950 et 1960, le Portugal a fait de l'émigration un « remède à la pauvreté ». N'ayant pas encore enregistré une forte croissance, habitant un pays en voie de développement, pris entre guerres coloniales et dictature<sup>100</sup>, 86 000 Portugais ont quitté annuellement leur pays pour l'Europe développée entre 1961 et 1976.<sup>101</sup> Nous pouvons admettre que la baisse de la population agricole des années 1950-1960 fut accompagnée d'une marche vers la stabilité des structures économiques. C'est ainsi que dans la première décennie qui a suivi la signature du traité de Rome, 75,9% de l'accroissement de la productivité provenait du secteur non agricole.<sup>102</sup> Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le tableau ci-dessous indiquant la répartition du revenu national en pourcentage du PIB témoigne de la place qu'ont occupée les secteurs de l'industrie et des services dans la croissance économique portugaise. Il est vrai que l'agriculture est restée l'un des fondements de la croissance économique nationale, mais le phénomène de transfert de la main-d'œuvre agricole vers le secteur industriel a joué un rôle primordial dans l'ascension du Portugal dans la cour des pays les plus dynamiques durant cette période.

---

<sup>100</sup> Le Portugal a été dirigé d'une main de fer par le dictateur António de Oliveira Salazar (1899-1970) pendant 36 ans ; Ce dernier fut partisan d'un régime autoritaire, conservateur et nationaliste

<sup>101</sup> Taïeb (E.), *Immigrés : L'effet générations. Regret. Assimilation. Intégration d'hier à aujourd'hui*, Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, Paris, 1998, p 43.

<sup>102</sup> Dasilva (J.C), *L'autoconsommation au Portugal (XIVe-XXe siècle)*, *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales 1969.

Tableau 11

Répartition en % du revenu national portugais dans la première décennie après la deuxième guerre mondiale

Catégories des revenus	1950	1960
Salaires et traitements	39,8	41,1
Industries et services	33,1	36,6
Maison d'habitation	2,2	2,7
Agriculture	24	18
Revenus du capital	1,1	1,5
Revenus liquides provenant de l'étranger	0,3	0,1

Source : Da Silva (J.C), « L'autoconsommation au Portugal (XIVe-XXe siècle) », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales 1969.

Dans le démarrage tardif de la croissance portugaise, il faut prendre en considération le fait que son économie ait été, sur plusieurs décennies, marquée par un épisode protectionniste, sous António de Oliveira Salazar. Mais, en 1960, le Portugal a signé la convention de Stockholm qui créait l'Association Européenne de Libre-Échange et a fait ses premiers pas dans une Europe économiquement ouverte. Son commerce extérieur bénéficia en définitive du démantèlement des barrières douanières et de l'accès au marché européen. Ensuite, l'année 1974 est une année phare dans l'histoire portugaise, car elle correspond à la fin du régime dictatorial et à la transition vers la démocratie.<sup>103</sup>

### 3.3 L'Espagne :

L'Espagne se dresse aussi parmi les nations les plus dynamiques durant cette période. À la fois attardée et dynamique, cette nation mérite une approche

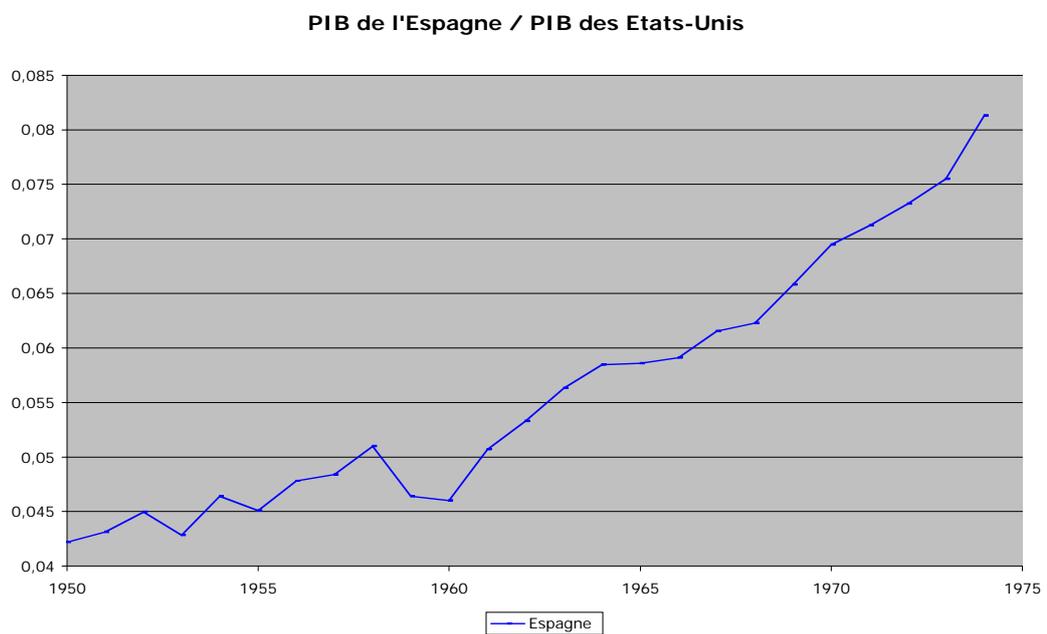
---

<sup>103</sup> Le Portugal a été dirigé d'une main de fer par le dictateur António de Oliveira Salazar (1899-1970) pendant 36 ans ; Ce dernier mit en place un régime autoritaire, conservateur et nationaliste.

particulière. Ce pays qui a longtemps connu des crises conjoncturelles dominées par des périodes inflationnistes, a su sortir du gouffre et se dresser comme l'une des nations d'Europe occidentale les plus enviées en matière de croissance. L'Espagne a connu une stagnation pendant les années de guerre civile. Mais loin de nuire à la croissance, la dictature du général Franco, qui dura jusqu'en 1975, n'a pas porté atteinte à l'économie. À partir de 1959, cette nation entra dans une phase d'accélération de la croissance.

Figure 4

PIB de l'Espagne rapporté au PIB des États-Unis de 1950 à 1974



Source : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

L'économie espagnole a parcouru une évolution particulièrement rapide. En effet, dès la fin des années 1950, on assistait, à la suite de la stabilisation et de la mise en place de la planification, à une réorganisation de la politique économique<sup>104</sup>. C'est ainsi qu'en 1957, le pays connaîtra un tournant important dans la politique de croissance. Cette année qui marque le traité de Rome coïncide aussi avec la nomination de Navarro Rubio comme ministre des finances et celle d'Alberto Ullastres comme ministre du commerce. En fait, il s'agit là de l'entrée

<sup>104</sup> Courlet ( C), « L'économie espagnole et enjeu européen » dans *Notes et études documentaires* numéro 4637-4638 du 5 octobre, Paris, 1981,p.21

sur la scène politique des hommes de *l'Opus Dei*<sup>105</sup> ou des technocrates espagnols qui, arrivés au pouvoir, seront à l'origine des profondes mutations économiques. Ainsi, ils ont entamé avec succès un plan de stabilisation permettant à leur pays une ouverture relative et une croissance économique surprenante.

Les premières séries de mesure qui ont stimulé la croissance espagnole durant cette période restent d'abord la réduction progressive de la dette. Ceci a permis d'instaurer un degré de flexibilité important et plus grand dans le domaine de l'économie. La politique de mutation du système productif a été à l'origine du développement de l'agriculture, de l'industrie mais aussi de celui du tertiaire et, notamment, du tourisme.

C'est ainsi que l'accent a été mis sur l'industrialisation avec un effort considérable visant spécialement les grandes activités de base. Il s'agit par exemple d'un développement des industries mécaniques et chimiques tout en insistant sur une répartition régionale plus équilibrée. Dans le domaine de l'agriculture, l'Espagne augmenta la production par le biais d'une modernisation des méthodes et des structures. Cependant, malgré le succès qu'a connu la politique agricole, les exportations, constituées essentiellement de fruits et légumes, ne connurent qu'une progression très lente.

Mais force est de constater que, face au déficit commercial croissant, les revenus générés par le tourisme ajoutés aux remises des migrants et aux investissements étrangers ont permis d'équilibrer la balance des paiements et même accumuler un stock d'or et de devises.<sup>106</sup> En effet, de 1959 à 1966, le nombre de touristes augmenta considérablement. Dès lors, le solde touristique contribua largement au redressement économique national avec l'entrée des devises.

---

<sup>105</sup> *L'opus Dei*, ou « oeuvre de Dieu » en latin, a été fondé par Jose Maria Escrivá de Balaguer le 2 octobre 1928. Prélature de l'église catholique, *l'opus Dei* s'activait au début à côté des pauvres et des banlieues avant d'être dans le lobbying et l'élitisme, recrutant ses futurs chefs dans les plus grandes universités afin de continuer à asseoir ses influences dans l'appareil politique espagnol.

<sup>106</sup> Caron (F), *Histoire économique de la France XIXe – Xxe siècle*, Armand Colin, Paris, 1995, p 356.

D'autre part, l'État espagnol mit en place un plan rigoureux de stabilisation pour stopper l'inflation. Et pour ce faire, le pays entama durant les années 1960 une politique de libéralisation des échanges avec des mesures destinées à stimuler les investissements étrangers. Au final, longtemps classée parmi les « pays semi-industrialisés », l'Espagne réussit son insertion croissante dans l'économie mondiale et occidentale en particulier. Sa part dans les exportations mondiales s'accroît à partir de 1959, passant d'un peu moins de 0,5% à 0,9% en 1973<sup>107</sup>.

Au final, nous pouvons constater que les pays à démarrage tardif sont devenus des nations dynamiques qui ont tendu à rattraper rapidement leur retard par rapport aux pays les plus avancés. Cette croissance économique forte en Grèce, au Portugal et en Espagne s'accompagnait entre autres, durant cette période, d'une baisse des dettes publiques. La période des Trente Glorieuses a vu les PIB des « nations attardées » augmenter plus vite, non seulement que celui des États-Unis, mais même que ceux des pays de l'Europe des Six. Elles gagnèrent du coup leur place dans le peloton de tête pour la croissance économique. Cependant, l'année 1974 s'annonçait sous des auspices moins favorables pour les pays anciennement industrialisés. Ils commencèrent à subir les effets négatifs de la crise pétrolière et des déséquilibres des finances publiques auxquels s'ajoutèrent les phases de récession et d'inflation.

---

<sup>107</sup> Nations Unies, *Annuaire statistique du commerce international*, New-York, 1960-1974.

## **CHAPITRE 4**

### **L'EUROPE DES SIX ET LES PAYS À FORTS TRANSFERTS DE POPULATION AGRICOLE**

Même si la croissance des pays de l'Europe des Six et de leurs voisins d'Europe du Nord ou d'Europe centrale est moins rapide que celle des pays attardés d'Europe du Sud, elle n'en est pas moins spectaculaire. Les contemporains se sont vite aperçus que le « miracle allemand » n'était pas un cas isolé et que les partenaires de l'Allemagne enregistraient des performances comparables.

#### **4.1 L'Europe des Six :**

Après le traité de Rome, l'Europe occidentale se présente sous la forme d'une économie entraînée par les nations industrialisées, lesquelles ont été à la base de la construction européenne. Viennent ensuite « les économies dominées » avec les pays « suiveurs », « attardés » ou « périphériques ». Ces qualificatifs sont cependant à nuancer, car ce démarrage tardif a permis à ces derniers de rattraper les pays anciennement industrialisés et de faire montre d'un dynamisme économique parfois loin d'être égalé. Pourquoi la croissance économique semble-t-elle s'effectuer au profit des initiateurs de la construction européenne ? En abordant l'Europe des Six, nous allons prendre comme échantillon de pays, le trio Allemagne, France, Italie, en étudiant l'évolution de leur croissance économique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Dans la perspective de la mise en place de l'intégration européenne, le redressement des économies nationales a été l'une des priorités des pays les plus touchés par la deuxième guerre mondiale. Comme nous l'avons souligné précédemment, nous n'allons pas réduire les performances économiques des pays dynamiques de l'Europe (Allemagne, France, Italie, etc.) au seul facteur de la création de la Communauté Économique Européenne par le traité de Rome. En fait, la réussite économique et le dynamisme de la croissance dans beaucoup de pays d'Europe occidentale sont antérieurs à leur entrée dans la Communauté Économique Européenne. Évidemment, nous n'occultons pas la place de la construction européenne ni son rôle non négligeable de facilitateur dans l'interconnexion des espaces économiques nationaux.

Figure 5  
PIB de l'Europe des Six en % des États-Unis 1950-1974



Source : Angus Maddison, *op. cit.*

La croissance a été surtout l'œuvre des États eux-mêmes, qui se sont attachés à un seul défi : accélérer le développement. L'espace géographique reliant Paris, Rome et Hambourg constitua le cœur de l'Europe prospère par rapport au reste du continent. Le secteur agricole qui a été vivement développé dans certains pays (la France) ou banque-industriel (l'Allemagne) ont joué un rôle prépondérant dans ce dynamisme pendant ces années. La mondialisation progressive de l'économie a conduit aussi à un nouveau renforcement des régions centrales métropolitaines accentuant ainsi les disparités. Il s'y ajoute les différentes réformes entamées très tôt dans cet espace du cœur l'Europe. Celles-ci ont jeté les bases d'une économie plus dynamique. En outre, après 1945, les progrès techniques ont favorisé la croissance ainsi que l'amélioration des conditions de vie qui s'accélère jusqu'aux années 1970. Les exemples les plus illustratifs sont l'Allemagne<sup>108</sup> et la France, deux pays initiateurs de l'Union européenne, mais aussi deux nations qui ont connu une très forte croissance durant les « Trente glorieuses ». Entre 1957 et 1974, ces pays ont été parmi les plus dynamiques en matière de croissance rapportée à celle des États-Unis. Ceci est dû à plusieurs facteurs, à la fois internes et externes.

<sup>108</sup> Ce qui nous intéresse c'est l'étude du dynamisme économique de la République fédérale d'Allemagne (RFA ou *Bundesrepublik Deutschland*) avant la réunification du 3 août 1990.

#### 4.1.1 Le miracle allemand

Le cas de l'Allemagne est le plus surprenant.<sup>109</sup> L'ennemi numéro un des Alliés aurait perdu 3 850 000 soldats, 3 810 000 civils, beaucoup d'Allemands prisonniers n'ont été libérés qu'en 1955 après le voyage du chancelier Adenauer à Moscou.<sup>110</sup> En dehors des ruines et des séquelles du nazisme, d'autres facteurs néfastes à la reconstruction de l'économie nationale étaient venus s'abattre sur cette nation. Le *New York Times* de novembre 1945 évoquait ce qu'on appelait communément, les « hordes lamentables ». Il s'agissait des maladies qui affectaient aussi bien les réfugiés que les autochtones : tuberculose, grippe, peste bubonique ou typhus. La misère et la pénurie étaient présentes à telle enseigne que beaucoup n'hésitèrent pas de se questionner sur les conséquences qui pouvaient en découler. Les années 1945-1946 furent marquées par une asphyxie économique inquiétante, la destruction des infrastructures routières, ferroviaires et fluviales. Le chaos fut présent partout et paralysa l'économie allemande qui, loin de s'éteindre, entendait compter sur son potentiel industriel, sa population pour se reconstruire peu à peu.

En Allemagne, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la monnaie était dépréciée, alors que la circulation avait été multipliée par 7, et les cigarettes américaines ou anglaises servaient de moyens de paiement.<sup>111</sup> Si les États-Unis avaient voté des crédits pour assister et assurer le quotidien des écoliers allemands face à une ration alimentaire qui ne représentait que les deux tiers d'une ration normale, ils n'avaient pu s'empêcher d'être partisans du « *si vis pacem para bellum.* »<sup>112</sup>

---

<sup>109</sup> Les fameux films sur l'Allemagne ou encore sur l'Italie en 1945, ceux de Roberto Rossellini : *Allemagne, année zéro*, ou *Rome ville ouverte*, témoignent de la situation désastreuse de l'Allemagne au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Elle a connu des pertes considérables, tant sur le plan humain qu'économique. Après le Japon, la nation allemande fut le théâtre des ruines qui ont semé chez certains pessimistes le sentiment de l'irréparable.

<sup>110</sup> Gougeon (J.P), *L'économie allemande*, Editions Le Monde, Paris, 1993, p 34.

<sup>111</sup> Bossuat (G.), *L'Europe occidentale à l'heure américaine, 1945-1952*, Editions Complexe, Paris, 1992, p 41.

<sup>112</sup> Cette maxime romaine qui signifie, *Si tu veux la paix, prépare la guerre* a produit pour beaucoup, plus de mal que de bien. Devise barbare pour certains ou mensongère pour d'autres, l'on ne saurait de toute façon ignorer les conséquences alarmantes des guerres qu'a connues l'humanité qu'elles soient justifiées, nobles ou pas.

En effet, la misère allemande était tellement scandaleuse que Truman n'a pu s'empêcher de faire état « *des émeutes de la faim dans la Ruhr* ». À la misère nationale venait s'ajouter par exemple, celle des réfugiés de Poznanie ou de Silésie. Ces goulets d'étranglements dus aux années d'une guerre infernale et qui étaient sentis dans tous les secteurs de l'économie allemande, disparaissaient pour donner naissance à une ère de renouveau marquée par une impressionnante prospérité. Cette nation s'est vite remise des séquelles de la deuxième guerre mondiale dès le début de la seconde moitié du XXe siècle. Ce conflit, comme le pensent certains, n'a pas freiné ni brisé l'élan de l'Allemagne dans ce combat pour redonner vie et dynamisme à son économie. Les années de l'immédiat après-guerre marquèrent le passage à un rythme de croissance progressivement de plus en plus rapide malgré les effets de ce conflit et les conditions imposées par les vainqueurs.

Dans l'étude du sursaut économique allemand, il est important de prendre en considération l'aspect de la dénazification<sup>113</sup> et de la démocratisation. Il ne s'agissait pas seulement d'extirper dès la fin de la guerre le nazisme par une politique rigoureuse, mais d'assurer rapidement une réorganisation politique des bases démocratiques, l'un des piliers de la marche vers la relance économique allemande. Celle-ci a été rendue possible grâce à l'autonomie de la politique des entreprises au détriment de l'administration militaire connue sous le IIIe Reich. Ainsi, on assista à une démocratisation nationale qui s'accompagna d'une renaissance des partis politiques. Ce qui a permis plus tard à Ludwig Erhard, après avoir recherché un compromis entre l'économie de marché et la protection sociale, de faire adopter une politique économique libérale au sein de la CDU<sup>114</sup> et d'apporter sa pierre à l'édifice que fut la relance économique.

La réussite allemande, suite aux bouleversements de 1945, trouve aussi ses origines dans l'envie de reconstruire le pays et dans la qualité de la main-d'œuvre.

---

<sup>113</sup> Pour beaucoup, cette dénazification (*Entnazifizierung*) a été souvent injuste et incohérente parce que tous les nazis n'ont pas subi le même sort malgré le procès de Nuremberg. Certains auraient échappé à ce tribunal militaire en bénéficiant d'un « blanchiment ».

<sup>114</sup> L'UCD (*Christlich-Demokratische Union Deutschlands* ou Union Chrétienne-démocrate d'Allemagne) est un parti politique de droite fondé en 1945 à Berlin et en Rhénanie suite à la chute du IIIe Reich.

Constituant le cinquième de la population, les réfugiés, très mobiles, âpres au travail et peu exigeants, ont participé remarquablement au relèvement économique de cette nation.<sup>115</sup> D'autre part, les « femmes des ruines » ou « *Trümmer Frauen* », avec l'absence des hommes morts au combat ou faits prisonniers, ont su être des actrices de la remise en route des entreprises en relançant ainsi la courbe de croissance à son plus haut niveau.

L'accession au pouvoir des hommes politiques allemands, anciens opposants à l'hitlérisme, s'est traduite par la primauté donnée à l'économie en transformant les ruines en un immense chantier de reconstruction. Il s'y ajoute un atout, celui des 14 millions d'expulsés et de réfugiés venus s'installer sur le sol allemand entre 1945 et 1961, des 1 millions de travailleurs immigrés en juillet 1965 dont la flexibilité a permis d'accéder rapidement à la croissance sans remettre en question le plein emploi.<sup>116</sup> C'est ainsi que l'accession rapide au plein emploi trouve son explication dans ces facteurs déterminants de la période d'après guerre.

D'autre part, aux 11 millions de réfugiés présents en 1947, viennent s'ajouter 2,5 millions d'exilés provenant de la République Démocratique Allemande de 1948 à 1961, date de la construction par le gouvernement communiste du mur séparant Berlin-Est de Berlin-Ouest. Malgré les mouvements migratoires et l'afflux considérable des agriculteurs vers les secteurs secondaire et tertiaire, le taux de chômage fut en constante diminution. Il s'y ajoute le fait que dès 1955, la République Fédérale passa des accords de recrutement de main-d'œuvre avec l'Italie et l'Espagne. Un accord semblable avec la Grèce et la Turquie fut traité respectivement en 1960 et 1961. De 1963 à 1968, des pays comme l'Italie, le Maroc, le Portugal, la Tunisie et la Yougoslavie contribuèrent à augmenter le rang des « *Gastarbeiter* » ou travailleurs hôtes. Cette main-d'œuvre bon marché à laquelle l'Allemagne a eu recours et qui finira par s'installer de façon permanente sur le sol allemand a joué un rôle déterminant dans les secteurs des mines, du bâtiment et des travaux public. L'accroissement de la population ainsi que les flux migratoires ont joué un rôle essentiel dans le miracle économique ouest-allemand.

---

<sup>115</sup> Hau ( M.), *Un siècle d'histoire industrielle en Allemagne, Industrialisation et sociétés 1880-1970*, Paris , 1998, p.114

<sup>116</sup> Hau (M.) *id.ibid* p.126

L'afflux des réfugiés après la guerre a, non seulement accru les chiffres de la population active, mais également donné à la République Fédérale une population jeune à la fécondité élevée lui permettant le renouvellement démographique du pays.<sup>117</sup>

Dès 1951, le gouvernement allemand s'investit vigoureusement dans le domaine de l'agriculture, des investissements publics et surtout dans l'industrie et la technologie, primauté de l'économie. Les investissements ont occupé une place importante dans la relance économique allemande. L'option visait une économie en rupture avec le dirigisme.<sup>118</sup> Étant fondé sur le principe de « l'économie sociale de marché », avec comme principaux objectifs la croissance, le plein emploi, la stabilité des prix, l'équilibre extérieur, la distribution équitable des richesses, il faut souligner que la réforme monétaire de 1948 avait permis à cette nation allemande de profiter d'un climat et de conditions favorables. Béatrice Angrand et Aurélie Marx<sup>119</sup> ont abondé dans le même sens en soulignant que la grandeur allemande d'après guerre a été le fruit d'une réussite économique et d'un modèle national réorganisé.

Nous comprenons alors la place et le rôle crucial des « *Bundesausbauorte* » ou centre fédéraux de croissance dans la période de reconstruction de la nation allemande. Ils sont passés de 16 en 1959 à 81 en 1968 et ont permis de mener une véritable politique d'appui dans le cadre régional. L'Allemagne encouragea ainsi le développement industriel dans les régions rurales en manifestant spontanément le désir d'une décentralisation. C'est ce qui a permis à ce pays de bénéficier de conditions enviables pour son économie : il s'agit entre autres des vastes marchés locaux, d'une main-d'œuvre présente dans les régions pour les entreprises, d'un minimum d'équipement sanitaire, social et culturel, et de noyaux industriels dans presque tout le pays.

---

<sup>117</sup> Berstein (S.) et Milza (P.), *l'Allemagne 1870-1994*, Armand Colin, Paris, 1995, p 211

<sup>118</sup> En rompant avec l'idéologie et le dirigisme du troisième Reich, l'Allemagne entama un autre siècle de renouveau marqué par la croissance économique malgré les destructions.

<sup>119</sup> Angrand (B.) et Marx (A.), dans *L'Allemagne*, Editions Cavalier Bleu, Paris, 2006, p 47 ont développé l'Allemagne et son modèle économique après avoir accordé une place importante au capitalisme rhénan et à l'économie sociale de marché. Pour beaucoup, l'économie sociale de marché ou la *soziale Marktwirtschaft* en allemand reposant en grande partie sur l'organisation industrielle fut l'épine dorsale de la puissante économie allemande.

La politique financière n'est pas en reste. L'Allemagne offre ce paradoxe d'avoir à peu près maintenu de 1946 à 1951 à travers les vicissitudes de son économie, l'équilibre budgétaire.<sup>120</sup> En effet, le progrès spectaculaire de la reconstruction et le relèvement de la croissance allemande trouvent leur soubassement dans la réforme monétaire de juin 1948, qui fera du *Deutschemark* une monnaie forte, et dans les réformes budgétaire et fiscale qui l'accompagnent.

Nous n'oublierons pas aussi de signaler les différentes actions qui ont été menées dans le domaine de l'industrie et de l'agriculture, deux pôles qui ont joué un rôle non négligeable dans le relèvement économique surprenant de cette nation. Il faut souligner que l'avancée industrielle est en parfaite corrélation avec la réforme monétaire de la période d'après-guerre et le retour à la prédominance des préoccupations commerciales. Et en septembre 1950, l'industrie allemande rebondit et s'impose sur tout le continent. D'ailleurs, l'une des caractéristiques du « miracle économique » est inséparable du rebondissement et l'étonnante capacité de la nation allemande à sortir la tête de l'eau malgré les contextes difficiles. Parmi ceux-ci, l'éclatement de la guerre de Corée le 25 juin 1950. En fait, derrière ce conflit, se cachaient les intérêts de la Chine et de l'Union soviétique. Après avoir reçu de l'ONU le mandat d'envoyer des troupes en Corée, la peur de voir ce conflit se développer entre deux grandes puissances et leurs alliés naquit.

En raison de l'interdiction qui a été portée dans un premier temps à l'endroit de l'Allemagne de produire des armes, la forte demande du marché mondial en produits industriels précipita cette nation dans la production d'objets fabriqués pour le marché civil. Les autres pays occidentaux, incapables de répondre à la demande mondiale et fortement absorbés par les efforts de défense n'empêchèrent pas l'Allemagne de profiter de cette situation en s'adaptant rapidement aux nouveaux besoins des consommateurs et des entreprises et d'augmenter ses capacités de production. La croissance économique allemande fut alors alimentée en partie par l'exportation, dont l'accroissement en volume encouragea les investissements, eux-mêmes facilités par le faible niveau des coûts. Et c'est ainsi qu'entre 1950 et 1955, les exportations augmentèrent de 150% et leur part dans le

---

<sup>120</sup> Piettre (A), *L'économie allemande contemporaine (Allemagne occidentale) 1945-1952*, Editions M. Th. Génin, Paris, 1952 p. 276

revenu national doubla.<sup>121</sup> Le commerce extérieur fut l'un des moteurs de croissance de l'économie allemande. En transformant son industrie, et en donnant une impulsion massive aux exportations, le boom économique de cette conjoncture mondiale a aussi participé à résorber le chômage qui passa en Allemagne de 10,4% en 1951 à 5,6% en 1955.<sup>122</sup> Le tableau sur la croissance et le commerce extérieur montre comment le commerce extérieur a alimenté la croissance nationale et participé au dynamisme économique.

Tableau 12  
Croissance et commerce extérieur de la RFA de 1951 à 1971

Années	Taux de croissance (% du PNB)	Importations (milliards DM)	Exportations (milliards DM)	Import. (% du PNB)	Export. (% du PNB)
1951	10,1	11,4	8,4	11,6	8,5
1955	11,7	24,5	25,7	13,5	14,2
1960	8,1	42,7	47,9	14,1	15,8
1965	5,3	70,4	71,7	15,3	15,6
1970	5,9	109,6	125,3	16	18,3

Source : *Statistisches Bundesamt*, 1980.

En dépit des destructions, l'industrie allemande conserva une capacité de production supérieure à celle de la France. Le retour a été surprenant. Pourtant le potentiel industriel s'était trouvé réduit de 25% dans la Ruhr et de près de 10% dans les régions de l'Est ; l'industrie sidérurgique avait été détruite à 10%, celle de la chimie entre 10 et 15 %, les industries mécaniques entre 15 et 50%, le textile à 20%<sup>123</sup>.

---

<sup>121</sup> Gougeon (J.P) *Comprendre l'économie allemande*, Edition Le Monde, Paris, 1993, p. 32.

<sup>122</sup> Delacroix (M.H), *Question nationale allemande et nationalisme. Perceptions françaises d'une problématique allemande au début des années cinquante*. Presses universitaires du Septentrion, Paris, 2004, p 365.

<sup>123</sup> Poidevin (R.) et Schirmann (S.), *Histoire de l'Allemagne*, Hatier, Paris, 1995, p 303-304

La réputation de la bonne qualité de la production *made in Germany* a rendu populaires les marques allemandes auprès des consommateurs. Cette performance allemande dans le domaine de la technologie trouve son origine dans une politique de formation professionnelle très poussée. La compétence professionnelle des ouvriers allemands qui est l'un des facteurs marquants de la puissance économique nationale date des débuts du XIXe siècle pendant lesquels l'enseignement technique et professionnel s'est plus développé que partout ailleurs. Contrairement à beaucoup de pays européens qui se sont orientés vers l'enseignement général, l'Allemagne, quant à elle s'est tournée prioritairement vers le système éducatif professionnel en essayant de développer les *Berufschulen* ou écoles professionnelles. Les réformateurs sociaux allemands des XVIIIe et XIXe siècles ont vu dans la formation professionnelle le meilleur moyen de faire reculer l'indigence et la misère. En Allemagne, au cours du XIXe siècle, les responsables de l'enseignement se sont préoccupés de détourner une partie des jeunes gens des études purement littéraires pour les orienter vers l'industrie et le commerce. Le système d'enseignement allemand, repose sur une séparation précoce entre un enseignement général de haut niveau, et un enseignement professionnel destiné à la majorité des élèves. Dès le milieu du XIXe siècle, dans les divers pays de langue allemande, un enseignement secondaire sans latin, le *Realgymnasium*, s'est développé, à côté du *Gymnasium* (le lycée classique). Il faisait une large place à l'étude des disciplines à finalité industrielle et commerciale, appelées les « *Realia* ». Cet enseignement a été bientôt complété par un réseau d'écoles industrielles moyennes (*Industrieschulen* ou *Technikums*) et prolongé par des *Technische Hochschulen*, écoles d'ingénieurs habilitées dès 1904 à délivrer des doctorats. Par leur nombre et leur diversité, ces écoles industrielles, techniques et commerciales ont contribué à faire comprendre à un grand nombre de familles l'utilité d'un enseignement autre que l'enseignement classique pour la formation de la jeunesse<sup>124</sup>.

Le succès allemand d'après guerre est aussi lié au rôle important joué par les « banques universelles ». Déterminé historiquement par le concept de banque universelle, le système financier allemand a vu ce modèle consacré par la

---

<sup>124</sup> Georges Blondel, *L'éducation du peuple allemand*, Maisonneuve et Larose, Paris, 1909, pp. 2 à 20.

législation d'après guerre, notamment celle du 10 juillet 1961. En fait, cette loi, ignorant toute distinction entre banques de dépôts et banques d'affaires, autorise toutes les banques à se livrer à l'ensemble des activités bancaires comme les dépôts de crédit, escompte, transactions sur valeurs mobilières, garde de titre, octroi de garanties ou exécution de virements. Du coup, l'important gisement d'épargne des banques allemandes contribua au développement considérable des investissements industriels. C'est dans cette foulée qu'il faut comprendre le rôle et la place des « *Hausbank* ». Il s'agissait des banques maisons pour les entreprises. Celles-ci ont proliféré durant cette période et joué leur véritable rôle d'appui dans les investissements économiques dans un pays où l'État s'abstenait de mener une politique industrielle dans le sens où l'on conçoit cette expression en France. Dès lors les banques pouvaient se permettre de récupérer, gérer les *Depotstimmrecht* (portefeuilles titres) et utiliser le droit de vote des actionnaires. Ainsi, l'Allemagne passa progressivement d'une croissance rapide appuyée sur une monnaie sous-évaluée à une croissance dynamique accompagnée d'une monnaie forte.

La réussite du dynamisme de la croissance allemande trouve aussi ses origines dans l'approvisionnement en produits agricoles à bas prix sur le marché mondial. Ce qui n'a pas été favorable pour un pays comme la France qui disposait d'une population agricole pléthorique ainsi que de vastes bassins agricoles et avait besoin d'écouler sa production chez son voisin allemand ou anglais. Toutefois, la réforme agraire allemande qui a été menée sans oublier la politique d'équilibre et d'organisation entre les marchés agricoles a permis progressivement à l'Allemagne de réduire ses importations de produits agricoles.

Comme nous pouvons le constater, le « miracle allemand » ou la « résurrection de la croissance » fut le fruit d'un investissement dans une formation professionnelle poussée dans tous les domaines, lui permettant d'accéder au plein emploi ou « *Vollbeschäftigung* ». La conjonction, au lendemain de la guerre, de toutes les forces productives économiques a permis de compenser la précarité et les pénuries des années précédentes. La croissance atteignit ainsi, dans les années cinquante, 8% l'an, l'emploi progressa au taux de 2% annuellement et le taux de chômage passa de 10% en 1950 à près de 1% en 1960

sans oublier le faible taux d'inflation autour de 3%.<sup>125</sup> C'est ainsi que Jean Claude Capèle<sup>126</sup> en abordant le « miracle économique allemand » (*das Wirtschaftswunder*) estime que cette réussite est d'abord le fruit de la volonté des Allemands sous l'impulsion notamment de Ludwig Ehrhard, ministre de l'économie puis chancelier. Ensuite vient le soutien non négligeable du plan Marshall<sup>127</sup> ou *Marshallplan*. L'impact de ce plan n'est pas à occulter dans la mesure où dès le 5 juin 1947, ce programme d'aide des États-Unis en faveur de l'Europe a contribué à favoriser l'intégration économique, facilité sa reconstruction grâce à des livraisons alimentaires<sup>128</sup>, de matières premières et de biens d'investissements par crédit soit gratuitement ou en partie financé. De 1945 à 1958, l'Allemagne a connu une phase de reconstruction impressionnante caractérisée par une croissance rapide de la production (+ 7,9% par an) et de l'emploi (+ 4,6 millions). Quant à son taux de chômage, il passa de 11% à 3,7%. C'est l'époque de l'âge d'or ou de l'économie florissante allemande qui efface en quelques décennies les ruines considérables de la deuxième guerre mondiale.

D'autre part, il s'agit d'énumérer l'apport des accords de Londres du 27 février 1953 qui ont donné un signal fort à la croissance allemande. Cette signature a été salubre car elle a permis à ce pays de faire face au problème de la dette. Celle-ci a été réduite de 62% sur son montant (le service de la dette passait de 3,4% à 1% des recettes annuelles), les créanciers ont aussi accepté qu'elle soit remboursée en monnaie nationale<sup>129</sup>.

Il faut souligner aussi que la croissance économique en Allemagne qui débuta en 1955 et qui durera une vingtaine d'année a été rendue possible grâce au renouvellement démographique du pays. En dehors des réfugiés après la guerre qui ont accru les chiffres de la population active, il y a également le relèvement de la fécondité qui s'est opéré après 1945 et qui a duré jusqu'en 1964.

---

<sup>125</sup> Barou (Y.) et Keizer (B.), *Les grandes économies, États-Unis, Japon, Allemagne Fédérale, France, Royaume-Uni, Italie*, Editions Seuil, Paris, 1984, p74.

<sup>126</sup> Capèle (J.C), *L'Allemagne hier et aujourd'hui*, Imprimerie Herissey, Evreux, 2008, p47

<sup>127</sup> L'Allemagne avait reçu 1,4 milliard de dollars, la Grande Bretagne 3,4, la France et l'Italie 1,4.

<sup>128</sup> Des programmes comme le GARIOA (*Government Appropriation and Relief for Import in Occupied Areas*) consistaient à livrer dès 1946 des matières premières et alimentaires à l'Allemagne.

<sup>129</sup> Kaiser (J), *L'endettement n'est pas une fatalité* 50<sup>e</sup> anniversaire de l'accord de Londres sur la dette, 1953 -2003

Enfin, il faut mentionner le renouvellement des structures dirigeantes, avec la décartellisation, qui redonne leur autonomie aux entreprises dans une économie de libre concurrence. L'IG Farben, les *Vereinigte Stahlwerke*, *Krupp*, *Mannesmann*, *Klöckner*, *Hoesch*, *Gutehoffnungshütte* et le *Westfälische Kohlensyndikat* sont ainsi démembrés. Le résultat est positif pour la croissance économique, dans la mesure où il restaure un climat de concurrence qui faisait défaut depuis 1933, voire depuis la période de la première guerre mondiale. Endormis par des années d'économie planifiée, les directeurs commerciaux étaient souvent devenus de simples teneurs de livres et les techniciens régnaient sans partage dans les instances dirigeantes. Dans les trois zones occidentales, le retour à l'économie de marché se traduit par la pénétration, dans tous les services, y compris ceux de la recherche, des impératifs commerciaux.

Beaucoup pensent que le miracle économique allemand n'est que le prolongement de ce que l'économiste Alfred Müller-Armack appela en 1947 l'« économie sociale de marché ». En effet, l'expansion économique de l'Allemagne à partir des années 1950 est à mettre en corrélation avec la mise en œuvre de l'économie sociale de marché qui fut l'une des clefs de voûte du consensus allemand de l'après-guerre. En réaction contre le régime d'économie dirigée dans lequel l'Allemagne avait vécu sous le nazisme depuis 1936, des professeurs d'économie regroupés autour de l'Ecole de Freiburg (Fribourg-en-Brisgau) développèrent la doctrine de la "*Soziale Marktwirtschaft*" qui prônait le retour à la régulation par les seuls mécanismes du marché. Selon eux, l'intervention de l'État devait seulement viser à corriger les effets trop brutaux de ces mécanismes sur les bas revenus, d'où l'adjectif « *soziale* » ajouté au terme « *Marktwirtschaft* ». Le meilleur représentant de cette tendance, Ludwig Erhard, professeur d'Economie Politique à Francfort, devint le ministre des Affaires Economiques de la République Fédérale. Sous son impulsion, la République Fédérale fut celui des grands pays d'Europe qui leva le plus vite les contrôles sur la distribution et libéralisa le plus tôt son commerce extérieur. Les entreprises allemandes, dont beaucoup de PME, retrouvèrent le dynamisme qu'elles avaient perdu depuis 1914 et les plus grandes d'entre elles, les *konzerne*, reconstituèrent des groupes de dimension internationale.

Nous pouvons retenir que le « miracle allemand » constitue beaucoup plus l'œuvre de la nation elle-même que le fruit d'une aide extérieure comme le plan Marshall ou les accords de Londres. Pragmatique, ayant renoncé à ses rêves de conquête, la société allemande visa désormais à s'imposer parmi les nations les plus prospères d'Europe. Cette politique nationale a connu deux phases caractéristiques. De prime abord, nous avons la phase ordo-libérale qui va de la réforme monétaire de 1948 à la récession de 1967 sous la houlette du chrétien-démocrate ministre de l'économie, puis chancelier Ludwig Erhard. Ensuite venait la phase keynésienne à partir de 1969, avec Karl Schiller qui fut ministre social-démocrate de l'économie. En fait, celui-ci se borna à créer, dans le budget, une réserve d'équilibre conjoncturel pouvant être dépensée en cas de récession. Mais il ne lui fut pas possible de solliciter une politique d'expansion monétaire de la banque centrale : depuis sa fondation en 1948, celle-ci est indépendante du gouvernement fédéral pour l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés, son gouverneur n'est révocable que pour incapacité physique ou faute grave et la loi lui interdit de prêter à l'État d'emprunter pour contribuer au financement d'un déficit budgétaire.

Pas plus que son prédécesseur, Karl Schiller ne chercha à développer l'intervention de l'État dans le domaine industriel. Il se contenta de mettre en place en 1969 une aide pour l'industrie houillère allemande. Pour les autres branches d'industrie, notamment les industries de transformation, le gouvernement se refusa à soutenir, à protéger ou à renflouer. Pour les entreprises, s'adapter à la demande mondiale resta la seule issue possible. La leçon des difficultés économiques sous le régime de Weimar avait été tirée. La politique en matière de charges sociales tint compte plus qu'ailleurs de la nécessité de laisser des moyens aux entreprises pour investir<sup>130</sup>.

Toute cette évolution a permis à la nation allemande de faire passer son PIB de 20,32% de celui des États-Unis en 1957 à 23,36% en 1974. Cet accroissement

---

<sup>130</sup> Michel Hau, *op. cit.*, p. 174.

du pourcentage de son PIB rapporté à celui des États-Unis (E.U = 100) témoigne bien de son dynamisme durant cette période.

Tableau 13

Evolution de la population active et du taux de chômage en R.F.A

Année	Nombre d'habitants (milliers)	Population active (milliers)	Migrants (milliers)	Taux de chômage (%)
1950	46 908	19 997	3 800	10,4
1955	49 203	28 830	4 950	5,2
1960	52 183	24 792	5 850	1,2
1965	58 619	26 887	-	0,7
1970	60 651	26 668	-	0,7

Source : *Jahresgutachten des Sachverständigenrats*, (Rapport annuel du Conseil des experts) Wiesbaden, 1982)

Dans le décollage économique allemand, il faut prendre en considération le caractère atypique du syndicalisme de ce pays. À la fin de la deuxième guerre mondiale, un consensus national a été trouvé pour remettre en cause le morcellement syndical allemand. Celui-ci, qui avait marqué les années 1930 sous la république de Weimar, n'a pas été bénéfique à l'économie allemande. C'est la raison pour laquelle ce modèle devait être dépassé et en épouser un autre : celui qui consistait à surmonter les oppositions politiques et religieuses pour rassembler les grands courants historiques du syndicalisme. Contrairement à ce qui se passait presque partout en Europe occidentale, le syndicalisme allemand cessa d'être un simple conservatoire d'idéologies et de tendances. C'est dans ce contexte qu'est né le *Deutscher Gewerkschaftsbund* ou Confédération des syndicats allemands (DGB) le 12 octobre 1949 à Munich sous la houlette de Hans Böckler (1875-1951). Au milieu des années Soixante-dix, le DGB est fort de 7,4 millions d'adhérents, soit un tiers des salariés allemands, correspondant, pour l'essentiel, à des ouvriers d'industrie. L'orientation du DGB est nettement réformiste et les conflits avec le patronat sont gérés dans une optique économique et

professionnelle. Le DGB admet que soient prises en considération les exigences d'une économie de marché. Ses revendications sont fortes quand la conjoncture est favorable, mais sont mises en sourdine dans le cas contraire.

Mais, en analysant l'évolution du PIB allemand par rapport à celle des États-Unis, nous ne pouvons nous empêcher de constater son ralentissement entre 1959 et 1965. Qu'en était-il réellement ? Dans le ralentissement du PIB entre 1959 et 1965, il faut voir la crise du charbon dont l'expansion fut stoppée en 1959. Si la CECA avait permis à la production d'augmenter très rapidement et de hisser les croissances économiques des pays d'Europe occidentale à leur plus haut niveau au lendemain du traité de Rome, il faut en outre considérer le triomphe imprévu du pétrole au cours des années 1960 comme principale source d'énergie.<sup>131</sup> Cette mutation profonde fut ressentie partout ailleurs. Mais cette crise du charbon frappa durement l'économie allemande.<sup>132</sup> Désormais, cette ressource ne joua qu'un rôle secondaire et les mines subirent ainsi le même sort. Le développement de l'exploitation des gisements de charbon de la Ruhr qui était la plus grande région industrielle de l'Europe s'estompa. A partir de 1960, la diminution de la demande de charbon plongea la région dans une phase de crise. Du coup, l'Allemagne se devait d'entamer une politique de restructuration de son économie et de son industrie dans un contexte où le charbon de la Ruhr devait affronter la rude concurrence des États-Unis qui attiraient des pays comme l'Italie qui trouvait le produit américain meilleur marché. La dégradation a été importante du fait de l'absence de collaboration entre les pays de la Communauté. La Belgique fut la nation la plus touchée par cette crise du charbon. Face à cette situation alarmante, le gouvernement allemand avait instauré un droit de douane qui frappait les importations de charbon en provenance des pays tiers. Il mit aussi sur pied une *Notgemeinschaft* ou communauté de détresse afin de mieux pouvoir financer l'industrie charbonnière nationale, résiliant aussi en même temps les contrats

---

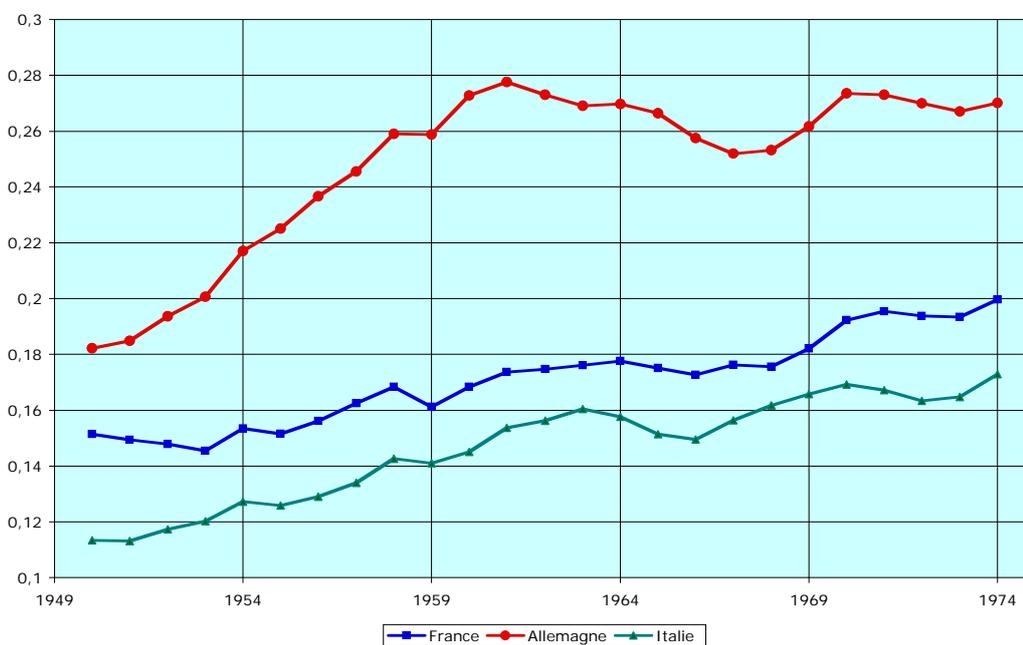
<sup>131</sup> Les premières difficultés de la mévente du charbon sont apparues en Europe occidentale depuis 1948, s'accroissant de la première décennie des années 1950. Aussi bien la France, l'Allemagne, la Belgique et bien d'autres pays en ont souffert avec l'augmentation de leurs stocks.

<sup>132</sup> La place remarquable du charbon comme ressource minière et industrielle en Allemagne avant l'arrivée de l'or noir n'est plus à démontrer. D'ailleurs elle a joué un rôle non négligeable dans le rapprochement franco-allemand depuis 1950 avec Robert Schuman dans son entreprise de mise en œuvre du marché unique avec la CECA comme plaque tournante de l'ouverture des économies européennes.

d'importations et de fret. Toute l'Europe des Six qui avait auparavant prévu une augmentation de la production du charbon au traité de Paris le 9 mai 1950 prenait des mesures consistant à accroître l'approvisionnement en pétrole au détriment du combustible qui, jusque-là, était la ressource d'énergie fossile indispensable.

Somme toute, trois faits favorables ont participé à la croissance économique allemande. Dans cette situation d'ensemble des atouts de l'économie allemande, figure le fait historique. Libéré des contraintes de l'économie de guerre imposées par le régime du IIIe Reich, le système productif allemand a connu après 1945 un succès sans cesse grandissant. La volonté nationale de s'inscrire dans la politique économique de reconstruction s'était accompagnée d'un retour au primat des préoccupations économiques dans les mentalités au début des années 1950. La place croissante occupée par l'économie allemande non seulement en Europe occidentale mais dans le monde n'a pas tardé à inspirer ses voisins.

Figure 6  
PIB de l'Allemagne, de la France et de l'Italie rapportés au PIB des États-Unis  
1950-1974



Source : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

#### 4.1.2 L'Italie :

Le cas de l'Italie est à classer dans le même groupe que l'Allemagne, même si les modalités de sa réussite ne sont pas totalement semblables. L'Italie a enregistré une progression très importante puisque son PIB est passé de 13,04% de celui des États-Unis en 1957 à 17,18% en 1974. L'émergence progressive de l'Italie est très récente. Au début des années 1950, ce pays demeurait sous plusieurs aspects, une nation sous-développée et, sauf dans le nord du pays, son économie n'était pas compétitive à l'échelle européenne. La situation économique italienne à la fin de la guerre était désastreuse. Le déficit budgétaire était passé de 12 milliards de lires en 1938-1939 à 86 milliards quatre ans plus tard, et à 380 en 1945-1946.<sup>133</sup> L'Italie, elle aussi connaissait les affres de l'inflation et celle-ci était générale. La monnaie italienne était dans un effondrement total et le dollar valait 192 lires en 1947 contre 19 lires en 1938, sans oublier que le coût de la vie s'était multiplié par 40.<sup>134</sup> Face à la pénurie et à la crise alimentaire qui secouait le pays, le président du Conseil italien, Alcide de Gasperi dut se rendre aux États-Unis en janvier 1947 pour y chercher 200 millions de dollars, du blé et de la farine.<sup>135</sup>

Une disparité dans le domaine de la croissance était nettement visible : il s'agit d'une concentration de l'essentiel des industries dans les régions septentrionales. Ce déséquilibre se situait plus précisément entre le nord et le *Mezzogiorno* (le midi). C'est l'une des raisons de la politique de soutien envers les régions méridionales pour atténuer les écarts et garantir une harmonie économique nationale. La construction d'un État nouveau est inséparable de l'ère démocrate chrétienne qui s'étend de 1946 à 1970, période durant laquelle le pays a vu un développement de son tissu industriel. Mais le rôle de premier plan, dans le concert des nations que ce pays jouera doit beaucoup à l'impulsion d'un Italien, l'un des précurseurs de la création de la C.E.E : De Gasperi.

Grâce à l'aide américaine (plus de 3 milliards de dollars entre 1954 et 1974) et surtout à des facteurs internes de dynamisme économique, la croissance démarra

---

<sup>133</sup> Hérissé (J.G), *L'Italie au XXe siècle (1919-1999)*, Etude de la Documentation française, Paris, 1999, p 123.

<sup>134</sup> Bossuat (G.), *op.cit.*, p 42-43.

<sup>135</sup> *Ibid.*, p 43.

rapidement. L'État italien a mené avec succès la politique économique en favorisant les régions pauvres. De prime abord, il s'agissait dans les priorités, de réduire l'inflation, un phénomène qui freine la croissance et nuit aux secteurs en développement. D'autre part, il incombait d'encourager les investissements systématisés et les innovations fondées sur des dotations budgétaires tout en assurant les conditions de base pour l'installation spontanée d'industries nouvelles. L'instrument de cette politique fut l'*Istituto per la Ricostruzione Industriale* (IRI)<sup>136</sup>, un établissement italien né en 1933 de la volonté du gouvernement fasciste de l'époque de sauver de la faillite les principales banques italiennes.

Pour comprendre le sursaut italien dans le domaine de la croissance, il est essentiel d'analyser les transformations économiques et sociales et les différentes composantes qui l'accompagnent. Ainsi, les années 1960 marquent l'ouverture dans une grande part d'un double sceau du « miracle économique » italien et de la longue marche vers le centre politique à gauche. C'est pourquoi Catherine Brice pense que si le redressement de l'Italie remonterait à la deuxième décennie précédente, ce qui se passa de 1959 à 1962 apparut véritablement miraculeux.<sup>137</sup>

Le décollage italien, hormis les facteurs extérieurs, fut le fruit d'une politique nationale animée par une volonté de faire de l'industrie l'une des priorités de l'État. C'est dans ce contexte qu'il faut essayer de comprendre le fait qu'il n'y eut aucune grève de FIAT de 1954 à 1962. Cette firme automobile, avec l'usine de *Mirafiori* née en 1955, occupe une place non négligeable dans la révolution industrielle italienne. C'est aussi durant cette période, suite à l'exposition industrielle largement tournée vers l'exportation, que les grands noms comme Olivetti ou Montecatini-Edison furent connus à travers le monde. Ce décollage, qui a essentiellement eu lieu entre 1958 et 1963, a eu un impact considérable dans l'économie nationale. En dix ans, de 1954 à 1964, le revenu net national passa de

---

<sup>136</sup> L'État italien est devenu propriétaire de l'IRI suite à la crise économique mondiale de 1929. Cette crise avait déclenché la faillite des banques italiennes comme *la banco commerciale*, *la credito italiano* et *la banca di Roma*. Face à cette situation alarmante, l'État les racheta et devint aussi propriétaire de beaucoup d'entreprises industrielles.

<sup>137</sup> Brice ( C), *Histoire de l'Italie*, Editions Perrin, Villeneuve d'Ascq, 2002, p 410

17 000 milliards de liras à 30 000 milliards et le revenu par tête de 350 000 liras à 571 000.<sup>138</sup>

En outre, la sidérurgie de la *Finsider*,<sup>139</sup> restructurée dès 1953, a joué un rôle dans la compétitivité internationale. Cette marche inlassable vers la modernité fut épaulée aussi par la découverte de nouvelles sources d'énergie. Il s'agit des hydrocarbures avec la découverte de gisements de méthane dans la plaine du Pô.

Au final, le nouveau tissu industriel des années 1960 a été salutaire pour la nation italienne car il a accéléré la croissance. Celle-ci a été rendue possible grâce à une forte incitation au travail, au développement des infrastructures et à une hausse considérable des exportations. L'Italie présenta une industrie avec une main-d'œuvre peu qualifiée mais peu coûteuse qui participa courageusement à l'amélioration du niveau de vie national, et l'on pouvait noter l'existence d'une migration toujours forte dans les campagnes vers les grandes villes manufacturières.

Les résultats dans le domaine de la croissance ont été certes salutaires car l'Italie connut désormais une expansion économique importante. Mais le miracle économique italien provoqua un écart croissant entre les revenus stagnants des agriculteurs et ceux, en hausse, des professions de l'industrie et des services. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les réclamations des paysans pour inciter l'État à s'intéresser aux réformes dans le domaine de l'agriculture.

Il faut aussi souligner que les inégalités du niveau de vie italien sont un facteur défavorable à la croissance. La particularité des espaces économiques nationaux durant cette période mérite dès lors, une attention particulière. Même si ce pays a enregistré des résultats satisfaisants dans le domaine de la croissance, avec des progrès remarquables, le problème dû au fléau des déséquilibres régionaux a subsisté.

---

<sup>138</sup> Atal ( F.), *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2004, p.185.

<sup>139</sup> Il fut le principal groupe sidérurgique italien sous la direction d'Oscar Sinisgaglia. Il faut souligner que sa restructuration et sa compétitivité ont fait accroître le potentiel industriel italien sans oublier la découverte des gisements de méthane dans la plaine du Pô qui eut le même impact.

En Italie, les grands écarts de richesse entre les différentes régions sont restés visibles sur une longue durée. Cette nation a subi des crises économiques importantes telle que l'inflation accentuée surtout par l'opposition entre le nord qui est très riche et le sud où s'accroît une pauvreté accrue. Cependant, à ces siècles de précarités économiques, succéda une amélioration non négligeable du niveau de vie de moyen, grâce à une sensible accélération de la croissance, puisque l'Italie se classa parmi les pays phares dans ce domaine.

#### **4.1.3 La France :**

La France métropolitaine aussi est un exemple dans ce dynamisme de la croissance marqué par l'âge d'or des économies nationales des précurseurs de l'europanisation. Sortie affaiblie du second conflit mondial, elle ne tarda pas de connaître rapidement une expansion économique soutenue grâce à l'intervention volontariste du gouvernement qui s'attela à mener une politique de reconstruction dans tous les domaines<sup>140</sup>. Les « Trente Glorieuses » ont transformé complètement la vie quotidienne française dans la « longue durée » pour parler comme Fernand Braudel. Pourtant en septembre 1944, période de la mise en place du gouvernement provisoire dirigé par le général de Gaulle, l'économie de la France subissait profondément les conséquences de la deuxième guerre mondiale. Par la suite du manque de matières premières, de main-d'œuvre, et des prélèvements opérés par l'occupant allemand, l'inflation provoquée par la pénurie, le cloisonnement des marchés et le non-respect du contrôle des prix aurait atteint un rythme annuel d'environ 30%.<sup>141</sup>

Malgré les difficultés de la période d'après-guerre, il faut souligner néanmoins que 1945 n'a pas été une année zéro en France. Même si l'on ne retrouvait pas les enthousiasmes du 11 novembre 1918 ou encore de la libération

---

<sup>140</sup> Au sortir de la guerre, les réformes structurales ont été déterminantes. Elles s'accompagnaient de planification qui a permis au peuple français de bénéficier d'un cadre de vie d'État-Providence. Le système social devint enviable, les hôpitaux financés, la recherche encouragée sans oublier l'incitation pour la relance de l'économie (plan de modernisation et d'équipement entre 1947 et 1952, investissements dans les entreprises publiques et les services etc).

<sup>141</sup> Eck (J.F), *Histoire de l'économie française depuis 1945*, Armand Colin, Paris, 1994, p 4.

de Paris, le climat psychologique était des meilleurs. Cependant, personne n'aurait parié sur les capacités françaises pour les années à venir, de surmonter positivement les séquelles dévastatrices de la seconde guerre mondiale.

La reconstruction française s'accompagna de son ouverture sur l'extérieur. En témoigne notamment l'adhésion de la France à l'OECE en 1948 et à l'Union européenne des paiements (U.E.P) en 1950 qui favorisa le développement des crédits au niveau européen, puis à la CECA créée par le plan Schuman en avril 1951.<sup>142</sup> Les chiffres montrent bien le boom surprenant de la productivité en France pendant années qui suivirent la fin de la seconde guerre mondiale dans tous les secteurs de l'économie nationale.

Certes, elle a été encore plus surprenante en Allemagne, mais les statistiques démontrent qu'au début des années 1950, le volume de l'emploi de la production intérieure brute française dans les différents secteurs nationaux a nettement augmenté. La consommation des ménages, les exportations de biens et des services, la consommation des administrations ou le volume d'importation de produits finis annonçaient la marche vers les « Trente Glorieuses ».

---

<sup>142</sup> Bonnet (C.), *La France depuis 1945*, Editions Ellipses, Paris, 1998, p.9

Tableau 14

Production intérieure brute (PIB) à prix constants et emplois de cette production de 1949 à 1953 en France (milliards de francs au prix de 1956)

	1949	1950	1951	1952	1953
Consommation des ménages	8446	8967	9621	9914	10319
Consommation des administrations	526	547	626	880	984
Formation nette de capital fixe	1013	1005	1110	982	979
Stocks	311	364	232	226	86
Exportations de biens et services	1218	1570	1813	1715	1736
Importations de produits finis	1263	1305	1506	1510	1492
Production intérieure nette <sup>143</sup>	10251	11148	11926	12207	12612
Amortissement des immobilisations	1450	1480	1510	1540	1560
Production intérieure brute	11701	12628	13436	13747	14173

Source : INSEE.

Les années fabuleuses des « Trente Glorieuses », uniques dans l’histoire économique de la France, où le niveau de vie moyen s’est trouvé multiplié par trois en trente ans, furent une époque d’enrichissement global de la société.<sup>144</sup> De prime abord, nous notons une augmentation importante de la population. Elle serait passée entre 1946 et 1975, de 40 millions à près de 53 millions.<sup>145</sup> Pendant trente bonnes années, l’Hexagone se montre comme une sorte de terre promise avec l’afflux d’étrangers venu chercher du travail : Portugais, Italiens, Africains etc. Cette main-d’œuvre bon marché joua un rôle fondamental dans la reconstruction économique nationale. La France était après la fin de la guerre un pays à faible renouvellement de sa population. Face au vieillissement galopant et une incapacité à stimuler une politique de natalité pouvant donner les résultats escomptés, le recours à l’immigration était devenu une nécessité dès 1945. Avec les ordonnances du 19 octobre 1945 sur l’acquisition de la nationalité française et

<sup>143</sup> Les importations de produits finis consommés en l’état directement et ne concourant pas à la production nationale ne sont pas prises en compte.

<sup>144</sup> Fourastié (J.), *Productivité et richesse des nations*, Gallimard, Paris, 2005, p. 11.

<sup>145</sup> Fourastié (J.), *Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard, Paris, 1979, p 35.

du 2 novembre sur les conditions d'entrée et de séjour sur le territoire français, l'Office national d'immigration fixa les clefs de voûte de la politique de main-d'œuvre nationale. Ainsi, 40 000 personnes par an jusqu'en 1954, accompagnées de leurs familles (solde migratoire positif de 585 000 entre 1947 et 1954) allaient gonfler les rangs de la population active française. Cela régla le problème du manque de main-d'œuvre dans les secteurs du bâtiment, de la mécanique (surtout automobile avec le travail à la chaîne) ou encore l'assainissement. Durant cette période faste, la France présentait un faible taux de chômage souvent inférieur même à 2%. L'essor dans les différents secteurs et le transfert de l'agriculture vers l'industrie et de l'industrie vers le tertiaire a été un véritable bond en avant pour l'économie nationale.

Il faut aussi souligner que des branches jusqu'ici inconnues ont connu un développement fulgurant. Il s'agissait, entre autres, de la construction électrique et de la pétrochimie. C'est à cette époque que s'est développée la consommation de masse, où la population a accédé à des logements et au confort (w.c intérieurs, salle de bain, chauffage central, équipement électro-ménager, etc.) L'usage de l'automobile (exemple la Dauphine Renault en 1956) s'est aussi généralisé et les ménages bénéficièrent d'un certain nombre d'équipements inconnus des générations précédentes : aspirateur, réfrigérateur, moulin à café électrique, machine à laver le linge, téléviseur, lave-vaisselle, congélateur, etc.<sup>146</sup> Le secteur du bâtiment et des travaux publics a beaucoup progressé et le nombre de logements construits en France a constamment augmenté. Toutes les conditions étaient réunies pour que la France ait une croissance et un niveau de vie enviables : il s'agissait entre autres, de l'augmentation de la durée de la vie moyenne aussi bien chez les hommes que chez les femmes sans oublier l'accroissement du pouvoir d'achat des Français.

Ce qui est surprenant, c'est qu'à cette période aussi, la durée moyenne de la vie humaine est passée en France de soixante ans à soixante-treize ans et le taux de mortalité infantile à été divisé par cinq, devenant l'un des plus bas du monde. Après le baby boom qui prend fin au début des années 1970, la France passe à une

---

<sup>146</sup>Id. *Ibid*, p.11.

urbanisation massive due à une baisse rapide du nombre d'agriculteurs. En effet, l'une des grandes lignes qui marqua l'histoire de la France durant cette période, c'est la diminution de sa population agricole. Le pays ne comptait plus que 2 millions d'agriculteurs en 1975, contre 7 millions et demi en 1946<sup>147</sup>. Ceci est dû au progrès technique qui libéra des bras vers d'autres secteurs comme le tertiaire, qui est indépendant du sol. Si la France d'après-guerre était vraiment rurale, celle de 1975 a été fortement tertiaire. Le secteur primaire ne représentait plus en 1975 que 10% de la population active alors que le tertiaire dépassait les 50%.<sup>148</sup> Quant à la mortalité infantile qui était jusque-là un véritable fléau, elle était devenue presque inconnue et la durée de vie moyenne des Français augmenta. Le tableau ci-dessous montre à quel point la population française a connu fortement des mutations sur trois décennies. La plus importante transformation fut celle de la population urbaine qui passa de 21,5 millions en 1946 à 38,4 millions en 1975. Bien que la population active agricole ait aussi considérablement baissé, des constatations doivent être faites sur la capacité accrue à nourrir la population urbanisée. Pour abonder dans le même sens que Jean Fourastié<sup>149</sup>, en 1946, les 7,4 millions d'agriculteurs nourrissaient assez mal une population de 40,5 millions de Français. Or, en 1975, les 2 millions d'agriculteurs le réalisaient largement pour les 52,7 millions de Français.

Tableau 15

Evolution de la population française en millions entre 1946 et 1976

Population française / années	1946	1975
Population totale	40,5	52,7
Population active	20,5	21,8
Population active agricole	7,4	2,0
Population rurale	19,0	14,3
Population urbaine	21,5	38,4

Source Jean Fourastié, *Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard, Paris, 1979.

<sup>147</sup> Fourastié (J.), *Op.cit.*, p 41.

<sup>148</sup> Bely (L.), *Histoire de France*, Editions Ouest. France, Paris, 1982, p 207.

<sup>149</sup> Fourastié (J.), *Ibid*, p 42.

Tableau 16

La France de 1946 et la France de 1975, indices majeurs de la population et du genre de vie

	1946	1975
Population totale (millions)	40,25	52,6
Population active (millions)	20,5	21,8
Taux d'activité en %	51,4	41,4
Nombre d'adolescents de plus de 14 ans poursuivant des études (en milliers)	650	4000
Primaire (agriculture et pêche) en %	36	10
Secondaire (industrie et bâtiment) en %	32	38,6
Tertiaire (autres travaux)	32	51,4
Nombre de logements construits (centaines)	450	4 000
Nombre de voitures particulières en circulation (milliers)	1 000	15 300
Mortalité infantile pour 1000 nés vivants	84,4	13,8
Durée de la vie homme	61,9	69,1
Durée de la vie femme	67,4	77
Espérance de vie à 60 ans homme	15,3	16,4
Espérance de vie à 60 ans femme	18,1	21,4
Niveau de vie de la nation (1938 = 100)	87	320
Durée annuelle moyenne du travail dit à temps complet en heures	2 100	1 875

Source : Jean Fourastié, *op.cit.*

Suite à la signature du traité de Rome avec l'Allemagne fédérale, l'Italie et les États du Benelux en mars 1957, la France a enregistré des résultats économiques avantageux. Dans ce volet, n'oublions pas de souligner le rôle crucial de l'agriculture car la France reste un pays largement orienté vers la production agricole. Cette nation a su tirer profit de la politique agricole commune (PAC) en imposant son modèle de soutien du revenu des agriculteurs par le soutien des prix. Et la productivité ainsi que le transfert de main-d'œuvre en excédent dans ce travail de la terre occupent une place primordiale dans la croissance économique nationale et sont l'une des clefs de l'autosuffisance alimentaire. Il s'agit là, de

mesurer les transformations et la modernisation qu'a connues l'agriculture française, lesquelles ont permis de répondre non seulement aux besoins alimentaires mais aussi à l'exportation. En 1950, l'agriculture restait largement rudimentaire, voire archaïque. La généralisation de la modernisation a permis par exemple d'avoir un rendement moyen du blé qui a triplé dans les années 1970. La période qui s'étend entre 1945 et 1973 est celle où la richesse de la France métropolitaine s'est le plus accrue. Il est important aussi de souligner la croissance économique industrielle française durant cette période. En effet, pendant les « trente glorieuses », la production industrielle française doubla entre la fin de la guerre d'Algérie et 1974. Cette mutation profonde et essentielle a touché beaucoup de secteurs comme l'automobile qui connut un essor remarquable. La voiture 4cv lancée par Renault en 1946 et qui connut un vif succès en 1954 en est un exemple. Ces transformations ont été aussi à l'origine d'un développement massif du machinisme et de la modernisation du pays accompagnée grâce à l'avancée dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

La réussite française est aussi le fruit d'une planification gouvernementale depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Et ces actions ont sans aucun doute eu les résultats escomptés. Marcel Baleste<sup>150</sup> insiste beaucoup sur ce phénomène de la planification. Comme il le souligne, ses inspirateurs furent Jean Monnet et son successeur Pierre Massé, commissaire général au plan de 1959 à 1966. Parmi les principaux éléments de la croissance de l'économie française, il s'agit de rappeler qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, le premier plan de modernisation et d'équipement durant la période 1945-1953 et dénommé *plan de renaissance économique* avait déclenché la marche vers les « Trente Glorieuses ». L'effort national, conjugué au soutien américain (plan Marshall), a très vite permis d'accroître positivement le niveau de vie des Français.<sup>151</sup> Les plans de reconstruction de l'économie nationale française ont été à l'origine de la hausse continue du niveau de vie. Le tableau ci-dessous de la production intérieure brute à prix constants et de ses emplois de 1949 à 1953 témoigne bien des glorieuses et fastes années de l'économie hexagonale. Par exemple, la consommation des

---

<sup>150</sup> Baleste (M), *L'économie française*, Masson, Paris, 1991

<sup>151</sup> D'après Bely (L.), *Op.cit.*, le niveau de vie pour un indice 100 en 1938 était de 87 en 1946 et de 320 en 1975. Ce qui confirme l'augmentation forte du niveau de vie français durant les « Trente Glorieuses ».

ménages passa de 8 446 à 10 319 milliards de francs au prix de 1956 entre 1949 et 1953.

En dehors du premier plan de modernisation et d'équipement de la période 1945 à 1953, nous avons un deuxième qui s'étendait de 1954 à 1957. Le gouvernement français visa l'essor des industries de transformation, de la construction de logement et de développement des productions d'outre-mer. Ensuite, venait le troisième plan qui commença en 1958 et prit fin en 1961. Il s'agissait essentiellement de s'intéresser au redressement de la situation économique qui avait connu une dégradation les années précédentes, plus précisément durant la période 1956-1957.

Même si ce projet de redressement économique a connu une interruption à cause des dévaluations de 1957 et de la crise politique de 1958, son application dans un autre plan intérimaire avait permis à la France de parvenir à une bonne définition du franc à la fin de l'année 1958, d'équilibrer son économie et d'alléger les difficultés de son entrée dans la Communauté économique européenne comme État initiateur. La concurrence mondiale et internationale exigeait en quelque sorte une meilleure production ainsi que des conditions compétitives de qualité et de prix. C'est la raison pour laquelle la France se devait de se donner les moyens de manière à permettre à son économie d'assurer une politique d'échange extérieur élargi. Le quatrième plan établi entre 1962 et 1965 prévoyait une progression de 24%<sup>152</sup> en quatre ans de la production nationale, tout en accordant une attention plus grande aux aspects qualitatifs du développement de l'économie française. C'est durant cette période où l'État mit l'accent sur l'action régionale, l'aménagement du territoire et la priorité aux investissements collectifs. Les cinquième, sixième et septième plan qui s'appliquèrent entre 1966 et 1976 ont permis non seulement de combler le retard accumulé durant les années précédentes, mais ont vu la mise en œuvre de la rationalisation des choix budgétaire (RCB) et le dynamisme de la croissance économique française. Et tout cela se faisait parallèlement avec une politique d'abaissement des prix de revient, un effort national pour le développement de la recherche scientifique et technique,

---

<sup>152</sup> Lagnace (L.), *La croissance économique*, PUF, Paris, 1980, p 69.

le professionnalisme dans les entreprises en formant la main-d'œuvre sans oublier la réorganisation des circuits de distribution et des marchés. Tout ceci a permis de gommer complètement le temps des pénuries grâce à une politique dirigiste<sup>153</sup> portant l'effort sur les secteurs prioritaires que sont l'électricité, le charbon, l'acier, le ciment, les transports et surtout le machinisme agricole. Dans ce contexte où se développent les sociétés multinationales et où s'exercent les lois du marché mondial, la France est désormais réintégrée dans un ensemble européen économiquement dynamique. En outre, l'essor du secteur de l'industrie peut être considéré comme le moteur principal de la croissance ainsi que le remède contre la dégradation de l'économie durant la grande crise et la guerre. En 1968, la France compte 39% d'actifs dans le secteur secondaire, ce qui constitue le pourcentage le plus élevé qu'elle ait jamais atteint. Tous ces facteurs ont fait de l'économie française, durant la période des « Trente Glorieuses », l'une des plus dynamiques en Europe occidentale.

La croissance a été touchée d'un coup dur par les événements de mai-juin 1968 qui venaient de secouer brutalement la Ve république. En effet, la crise eut des conséquences économiques et monétaires néfastes. Sur le plan économique, la perte résultant des événements avait été estimée à 3% du PIB<sup>154</sup>. Parmi les causes de cette chute, nous pouvons citer entre autres, l'élimination progressive des petites entreprises incapables de supporter les nouvelles charges, les réformes fiscales en application comme la TVA<sup>155</sup> (Taxe à la valeur ajoutée) ou le licenciement d'ouvriers agricoles devant l'augmentation des salaires. L'amputation des hausses des salaires par la montée des prix suscita bien des inquiétudes. Cependant, ce drame n'empêcha pas totalement la situation

---

<sup>153</sup> Cette politique dirigiste est inséparable des investissements, des réalités du marché mondial et de la main-d'œuvre. A l'époque des trente glorieuses, le taux d'investissement a connu une croissance remarquable. Dans ces conditions, les besoins en main-d'œuvre même s'ils ont été importants, furent aisément résolus par le recours à l'immigration. Il s'y ajoute le rôle salutaire de la progression du travail des femmes à l'heure de l'émancipation.

<sup>154</sup> Ambrosi (C), Ambrosi (A), Galloux (B), *La France de 1870 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 1997, p 365

<sup>155</sup> La TVA ou Taxe sur la Valeur Ajoutée est un impôt indirect sur la consommation facturé aux clients sur les biens qu'ils consomment ou les services qu'ils utilisent. Inventée par l'inspecteur français Maurice Lauré en 1954 alors qu'il était adjoint de la direction des impôts, la TVA, sur proposition de Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances est étendue au commerce de détail le 6 janvier 1966 après avoir touché les grandes entreprises.

économique de se redresser vigoureusement et d'afficher une pleine santé sauf sur le plan monétaire suite à la dévaluation du franc en 1969.

Il faudra attendre cependant l'été 1975 pour qu'elle subisse de façon durable, cette fois, le ralentissement. Cette année marque effectivement celle des soucis des grands pays industriels, confrontés à une crise exceptionnelle. D'autre part, débute une autre période économique moins dynamique tandis que d'autres pays prennent à leur tour le train de la croissance.

Tableau 17

L'accroissement en pourcentage de la Production intérieure brute

	Moyenne 1960-1972
CEE	5,8
France	6
Italie	6,3
Allemagne (RFA)	5,3
États-Unis	4,7

Source : Collection INSEE, France, *Comptes de la nation* 1974.

Ce tableau qui montre l'accroissement en % de la production intérieure brute des pays d'Europe occidentale comparé aux États-Unis révèle bien le dynamisme du niveau de vie et de l'économie nationale de la France, de l'Italie et de l'Allemagne. L'amélioration impressionnante de l'économie française avant le premier choc pétrolier est un élément illustratif de la forte et régulière croissance nationale. En effet, avant le choc pétrolier, la France connaissait une croissance stable fondée sur le dynamisme de la consommation des ménages, l'essor des exportations et l'effort d'investissement des entreprises. Les progrès réalisés par l'Allemagne fédérale, l'Italie ont été d'ampleur comparable et ont reposé sur les mêmes facteurs. La réussite de la politique commune de reconstruction européenne est visible à travers les données statistiques. Ainsi entre 1960 et 1972, la Communauté Économique Européenne ne rattrapa pas seulement le rythme de croissance des États-Unis, mais elle le dépassa : l'accroissement en pourcentage de la Production intérieure brute fait occuper à la CEE la première place du podium avec 5,8 % de croissance annuelle devant les États-Unis qui affichèrent 4,7%.

#### **4.1.4. La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg**

Le « triangle rhénan », ou, si l'on préfère, les pays du Bénélux, s'est inscrit dans cette même voie de croissance accélérée au sortir de la deuxième guerre mondiale.

D'abord, il faut signaler que le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas occupent en Europe, une position privilégiée. Se situant face à la mer la plus fréquentée du globe, la Mer du Nord, ces trois pays sont l'un des plus grands foyers industriels d'Europe. D'aucuns n'hésiteront pas à présenter le « triangle rhénan » comme la région la plus densément industrialisée à la fin des années 1960. En effet, hormis leur situation géographique privilégiée en Europe, ces trois nations ont été favorisées dans le passé par leur forte production, aussi bien dans l'artisanat que dans l'industrie.

En abordant la croissance économique de ces trois États, il est incontournable de faire état de leur histoire économique commune marqué dans la période d'après-guerre par le traité d'Union économique. Il s'agissait du Benelux (Belgique-Nederland-Luxembourg) qui désigne la réunion de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg, trois nations voisines qui ont entretenu une coopération économique plus étroite qui leur a permis d'entrer sûrement dans le peloton de la course pour la croissance économique.<sup>156</sup>. C'est en 1944, en pleine Seconde Guerre Mondiale, que les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg étaient convenus de supprimer les droits de douane à leurs frontières communes et de fixer une taxation commune pour les marchandises venant de l'extérieur. Cette politique de libération des échanges était inspirée par l'échec des politiques protectionnistes menées dans les années 1930 suite à la crise de 1929. Le Traité d'Union économique Benelux fut signé à la Haye le 3 février 1958 et entra en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1960, précédé par la convention douanière du 5 septembre

---

<sup>156</sup> Si le Benelux est vu au début comme une entité géographique qui regroupait trois pays, il faut noter qu'au cours de l'histoire de la construction européenne, il a été également synonyme d'une collectivité de nations dont les préoccupations communes étaient le retour rapide à la croissance et l'élévation du niveau de vie.

1944.<sup>157</sup> Dans cette politique d'union économique internationale, l'adhésion au Benelux impliquait la coordination des politiques économiques, financières et sociales et l'adoption d'une politique commune dans les relations économiques avec les pays tiers en matière de paiements y afférents.<sup>158</sup> Ce qui caractérisa fondamentalement le Benelux fut la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services, dans une dynamique d'interdiction de toute entrave d'ordre économique ou financier qui s'opposait aux intérêts communs des trois nations. Ensuite, contrairement à la C.E.C.A. ou à la C.E.E., dans lesquelles certains pouvoirs ont été confiés à des institutions communautaires indépendantes des gouvernements nationaux, l'Union économique du Benelux n'avait pas de caractère supranational et l'organisation actuelle des institutions de l'Union fut le résultat de dix années d'étroite coopération intergouvernementale<sup>159</sup>. Nous allons voir, comment, durant la période des « Trente Glorieuses », un pays comme le Luxembourg avait connu une période faste de son économie.

Le Luxembourg s'est positionné depuis des siècles, comme un espace transfrontalier. Mesurant seulement 82 kilomètres du nord au sud et 57 kilomètres d'est en ouest, ce petit pays n'a cessé d'être fondamentalement une terre de contact, voire un carrefour économique attractif. Pourtant, avant son ouverture sur l'extérieur, l'histoire luxembourgeoise fut marquée par d'importants soubresauts dus d'abord aux deux occupations allemandes et ensuite aux graves crises économiques, aux violents affrontements politiques et sociaux (séparation Église-État, loi muselière<sup>160</sup>, grandes grèves). Cependant, à partir de la seconde moitié du XXe siècle, plusieurs changements allaient survenir. Aux crises économiques et aux privations succéda une période de prospérité continue. Malgré sa petitesse, le Luxembourg devint l'un des pays les plus riches d'Europe. Cette croissance économique, il la doit au climat de paix sociale sur le plan national, lequel a été salutaire pour l'économie. Ce climat a aussi permis au pays de réussir à sortir de

---

<sup>157</sup> La convention douanière du 5 septembre a été précédée par l'Accord monétaire conclu à Londres le 21 octobre 1943 et fixait le cours officiel du florin à 16,52 F belge et luxembourgeois. Dans la même optique, l'Accord de Pré-Union du 15 octobre 1949 avaient été signés entre les Pays-Bas et l'Union économique belge et luxembourgeoise.

<sup>158</sup> Cf George (P.) et Sevrin (R.), *Belgique, Pays-Bas, Luxembourg*, PUF, Paris, 1967, pp. 264-265.

<sup>159</sup> *Ibid.*, p 265.

<sup>160</sup> A une époque marquée par l'idéologie hitlérienne, le président du gouvernement luxembourgeois, en l'occurrence Joseph Bech, avait tenté de faire interdire les mouvements politiques extrémistes au moyen d'une loi que le peuple finit par taxer de « muselière ».

l'isolement et d'émanciper sa politique économique d'intégration à l'Europe. Si le président Théodore Roosevelt<sup>161</sup> avait qualifié le Luxembourg de « courtier honnête de l'Europe », cela s'est illustré au mieux durant les « trente glorieuses » avec l'esprit dans lequel l'État luxembourgeois avait entamé sa reconstruction dès la fin de la guerre au moment où une bonne partie de l'Europe pataugeait dans une situation économique délabrée.

Dans cette foulée, la croissance économique luxembourgeoise est inséparable de la politique économique européenne définie au sein de la C.E.C.A. En voulant reconstruire l'Europe sur la base du charbon et de l'acier, Jean Monnet posa les fondements du dynamisme de l'économie luxembourgeoise. Même si le Luxembourg ne disposait pas de charbon, le pays a pu s'appuyer sur la production abondante en acier. Sa sidérurgie avait même dépassé en 1950 celle de l'Italie et des Pays-Bas.<sup>162</sup> Pour des raisons d'intérêt national, l'engagement pro-européen du Luxembourg s'est réalisé grâce à la volonté d'hommes politiques comme les premiers ministres Joseph Bech<sup>163</sup> ou encore Pierre Werner<sup>164</sup>.

Avant de se tourner vers les services, le Luxembourg, comme la Lorraine, sa voisine, avait gardé une longue tradition de l'industrie du fer. La sidérurgie a ainsi joué un rôle prépondérant dans la reconstruction économique nationale. Le traitement du minerai alluvionnaire aurait même existé depuis l'époque gallo-romaine, à travers le moyen âge jusqu'au XVIIIe siècle. C'est à cette époque que le minerai du Gutland aurait été exploité. Cependant, l'industrie sidérurgique, malgré la place de premier plan qu'elle avait occupée dans l'économie nationale a vu sa production s'effriter. Cela est dû non seulement aux progrès techniques, mais à la marche vers d'autres secteurs économiques comme les banques, assurances, ou les secteurs de transformation. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'amélioration des techniques et l'influence des nouvelles modes de production américaines se sont aussi fait sentir. La diminution de la population active agricole

---

<sup>161</sup> Théodore Roosevelt (1858-1919) fut un homme politique américain, vingt-sixième président des États-Unis de 1901 à 1909

<sup>162</sup> George (P.) et Sevrin (R.), *op.cit.*, p 257

<sup>163</sup> Joseph Bech fut considéré par beaucoup d'historien comme l'un des pères de l'Europe. Il aurait accueilli avec enthousiasme la déclaration de Robert Schuman sur la nécessité d'œuvrer pour l'union des nations européennes.

<sup>164</sup> Premier ministre de 1959 à 1974, Pierre Werner a beaucoup œuvré pour la C.E.E. D'ailleurs en 1970, il avait lancé le *plan Werner* qui visait à la mise sur pied d'une Union monétaire européenne.

n'a pas été la même que dans un pays comme l'Italie, mais le phénomène a été bien existant au Luxembourg et a permis de libérer beaucoup de bras vers des secteurs économiques modernes. En effet, les progrès techniques et l'amélioration des structures agricoles ont contribué dans une large mesure à la croissance économique nationale. Le tableau suivant nous montre qu'entre 1953 et 1965, le taux annuel moyen de diminution de la population active agricole a été de 3,6% pour 5,7% d'accroissement correspondant du revenu national. Les Pays-Bas et la Belgique ont un taux annuel moyen de diminution de la population active agricole plus important, mais force est de constater que la croissance économique correspondant à cette diminution est moins élevée.

Tableau 18

Diminution de la population active agricole et accroissement correspondant du revenu national dans différents pays industrialisés de 1955 à 1962

Pays	Taux annuel moyen de diminution de la population active agricole	Accroissement correspondant du revenu national en % de l'accroissement annuel global
États-Unis	4,3	1,68
Belgique	4,0	1,24
Pays-Bas	3,8	1,59
Luxembourg (1953-1965)	3,6	5,70

Source : Kirsch (R.), *La croissance de l'économie luxembourgeoise*, Service central de la statistique et des études économiques, STATEC, Luxembourg, 1971.

Face à ce contexte, l'économie luxembourgeoise épousa une nouvelle donne. Des années 1950 à la veille de la première crise pétrolière, le secteur industriel a par exemple connu une nette croissance. Nous pouvons distinguer les industries à croissance rapide comme la chimie, la construction électrique, la production de gaz, la construction ou le secteur de l'alimentation, et les industries à croissance lente comme la sidérurgie, la métallurgie de transformation, ou la production de métaux non ferreux, puis les industries en régression comme celles des mines de fer, du textile, de l'habillement, du cuir ou du bois. La diversification à la fois moderne et progressive de l'économie luxembourgeoise au sein de l'Europe et de son marché commun a stimulé la croissance économique nationale. Si nous la comparons avec celle de la Belgique, nous nous rendons compte que le Luxembourg a réalisé un taux de croissance annuel nettement plus élevé que son

partenaire du Bénélux. En effet, si nous nous référons à ce tableau ci-dessous, nous pouvons constater que le taux de variation annuel du PIB en valeur a été considérable, soit 16,3% en 1964 contre 3,9% en 1954. En volume, ce même taux s'est nettement stabilisé en 1969 (7,0% après avoir été de 8,0% en 1954).

Tableau 19  
Evolution en valeur et en volume du PIB (1953-1970)

Année	PIB en valeur en millions de F	Taux de variation annuel		Moyenne mobile quinquennale du taux de croissance en volume
		En valeur	En Volume	
1953	15 542	n.d	n.d	n.d
1954	16 150	3,9	1,4	n.d
1955	17 810	10,3	8,0	n.d
1956	19 288	8,3	5,0	n.d
1957	20 886	8,3	2,4	n.d
1958	20 663	-1,1	-0,9	3,1
1959	21 447	3,8	3,4	3,5
1960	23 185	8,1	4,9	2,9
1961	23 760	2,5	3,5	2,6
1962	24 127	1,5	1,7	2,5
1963	25 702	6,5	1,9	3,1
1964	29 884	16,3	7,2	3,8
1965	31 098	4,1	2,0	3,2
1966	32 472	4,4	1,3	2,8
1967	33 161	2,1	0,2	2,6
1968	36 221	9,2	5,3	3,2
1969	41 654	15,0	7,0	3,1
1970	46 569	11,8	3,5	3,4

Source : Kirsch (R.), *op. cit.*

Le secteur tertiaire a aussi joué un rôle important dans la croissance économique luxembourgeoise d'après-guerre. L'exemple le plus illustratif est le commerce extérieur qui, durant cette période, a connu des résultats satisfaisants. Ces différents facteurs qui constituaient un atout pour l'économie luxembourgeoise ont participé par conséquent à rendre le Luxembourg de plus en

plus attractif. La croissance de la main-d'œuvre étrangère et l'excédent migratoire peuvent alors se comprendre face à la prospérité grandissante de ce petit pays.<sup>165</sup>

Quant à la Belgique, elle s'était inscrite dans un autre registre différent de son voisin d'Europe. Au sortir de la deuxième guerre mondiale, l'économie belge avait besoin d'être reconstruite. Ainsi, elle devait être réapprovisionnée et rétablie rapidement dans sa structure comme dans son organisation afin de retrouver ou dépasser son niveau de richesse d'avant-conflit. C'était l'une des raisons pour lesquelles elle avait opté pour une politique classique d'équilibre de la balance des paiements. Si l'on en croit Michel Beuthe, pour la période 1948-1957, le taux de croissance belge faisait partie des plus bas des pays qui avaient souffert de la guerre.<sup>166</sup> Cependant, il est utile de nuancer ces observations dans la mesure où le niveau de vie du citoyen belge se comparait avantageusement à celui de la population des principaux pays industrialisés. Seulement, si nous suivons son évolution depuis 1950, nous pouvons constater sa détérioration relative. Toutefois, parmi les pays qui ont souffert de la guerre, La Belgique a retrouvé très tôt son ancien niveau de production industrielle. Etant forment industrialisé, le pays a su assurer son dynamisme économique en s'appuyant sur ce secteur. Les activités primaires comme l'agriculture, la sylviculture et la pêche ont été d'une importance moindre contrairement à l'industrie et aux activités tertiaires qui se sont développées à un rythme plus rapide.

Quant à la sidérurgie, elle avait pour sa part bénéficié de 1962 à 1965 de près de 27 milliards de fonds d'investissements afin de doter les grandes entreprises d'installations modernes capables d'augmenter la capacité de production.<sup>167</sup> L'industrialisation très poussée de la Belgique et les excédents commerciaux durant cette période ont beaucoup aidé à la reconstruction économique nationale. En guise d'exemple, nous pouvons citer la place non négligeable des industries chimiques parmi lesquelles les plus exportatrices ont été celles des produits chimiques inorganiques, des éléments radio-actifs, des métaux ou d'isotopes.

---

<sup>165</sup> L'immigration des étrangers aurait été liée au développement de la sidérurgie depuis 1890.

<sup>166</sup> Beuthe (M.), *Economie en croissance lente, le cas de la Belgique*, Office belge pour l'accroissement de la productivité, Bruxelles, 1964, pp 20-21

<sup>167</sup> George (P.) et Sevrin (R.), *op.cit.* p 179

L'exposition à Bruxelles de 1958<sup>168</sup> avec comme thème « Bâtir le monde » avait fait état de l'importance accordée aux nouvelles technologies et à la recherche scientifique. L'« escadre d'aérolithes fulgurants dans l'espace » qui avait été conçu par l'ingénieur André Walterkein et l'architecte Polak inaugurait une nouvelle ère en Belgique. Cette modernité omniprésente révèle l'ouverture de l'économie belge dans les secteurs phare de la croissance. Ce fut également l'époque de la révolution que connut l'électroménager avec les mixers et grille-pains ; les fers à repasser électriques et les ventilateurs. D'autre part, les postes à transistor ainsi que les téléviseurs firent leur apparition non seulement dans le « triangle rhénan » mais dans tous les pays d'Europe occidentale. Cette amélioration des conditions et des niveaux de vie témoigne d'un dynamisme de la croissance dans ces décennies qui allaient suivre la deuxième guerre mondiale. L'essor économique belge fut aussi fortement lié, voire même conditionné par la valeur à la fois qualitative et quantitative de son important réseau de communication. Des ports maritimes aux axes routiers en passant par les voies ferrées, la Belgique s'est très tôt dotée de solides infrastructures pour ouvrir son économie vers l'extérieur. C'est l'une des raisons qui peuvent expliquer le développement de son commerce extérieur. L'éducation, les inventions ainsi que l'avancement des connaissances ont vivement contribué à la croissance économique nationale. Les études comparées d'Edward F. Denison (*Why growth rates differ*) ont mis en évidence le rôle non négligeable de ces facteurs dans l'essor des économies nationales. Pour la Belgique, l'éducation, les inventions et l'avancement des connaissances ont représenté respectivement en pourcentage de la croissance globale, 14%, 2% et 25%. Elle afficha ainsi des résultats meilleurs que son voisin néerlandais en se rapprochant de ceux des États-Unis.

---

<sup>168</sup> Cette exposition universelle succéda à celle de New York de 1939.

Tableau 20

Contribution de l'éducation, des inventions et de l'avancement des connaissances à la croissance économique dans différents pays d'Europe

Pays	En % de la croissance globale			En point du taux de croissance		
	E	I	C	E	I	C
États-Unis	15	3	23	0,49	0,10	0,76
Europe occidentale	5	4	16	0,23	0,18	0,76
Belgique	14	2	25	0,43	0,06	0,76
Danemark	4	4	23	0,14	0,15	0,76
France	6	4	16	0,29	0,19	0,76
Allemagne Fédérale	2	5	10	0,11	0,33	0,76
Pays-Bas	5	5	17	0,24	0,22	0,76
Norvège	7	4	22	0,24	0,13	0,76
Royaume-Uni	12	4	32	0,29	0,09	0,76
Italie	7	2	13	0,40	0,12	0,76

E = Education I = Inventions C = Avancement des connaissances

Source : Denison (F.E) : *Why growth rates differ ?* The Brookings Institution, Washington, 1967.

En dehors de la paix durable, l'apogée de la prospérité belge découlait aussi d'autres facteurs. L'intégration européenne avait ouvert de nouveaux débouchés. Elle s'accompagnait d'une hausse du pouvoir d'achat qui stimula par exemple, le développement du secteur tertiaire. Et à cet égard, le rôle et le développement des banques furent significatifs. En 1960, la Belgique comptait 1700 agences bancaires ; cinq ans plus tard, 2300 puis 3000 à la fin de la décennie.<sup>169</sup>

Cette poussée des banques s'accompagnait de l'accélération des échanges belges avec les pays de la C.E.E et ceux du reste du monde qui connurent une

<sup>169</sup> Reynebeau (M.), *Histoire belge 1830-2005*, Editions Racine, Bruxelles, 2005, p 250.

augmentation. Entre 1958 et 1967, la hausse des exportations dans l'espace économique européen a été de 13,9% contre 9,8% dans le reste du monde.<sup>170</sup>

A l'instar des autres pays d'Europe, la Belgique connut les retentissements de la modernisation de l'agriculture. Ainsi, en 1972, le nombre de paysans avait diminué de moitié par rapport à 1960. Ce qui provoquait forcément, une baisse de production limitée. En effet, les conséquences de la modernisation de l'agriculture n'ont pas été identiques dans tous les pays d'Europe occidentale. L'effondrement de la population agricole belge, loin d'avoir été néfaste pour l'économie nationale lui avait permis de s'inscrire dans une dynamique d'une économie industrialisée sur l'ensemble du territoire et associant activités agricoles et industrielles.

L'État belge entama non seulement la réalisation d'investissements<sup>171</sup> dans les infrastructures et l'organisation de la sécurité sociale, mais il mena aussi une véritable politique d'enseignement et de formation de qualité. Ce qui garantissait à l'économie belge, une offre suffisante de main-d'œuvre hautement qualifiée ainsi qu'une disposition de cadres mieux formés. Par conséquent, l'histoire économique de la Belgique durant cette période fut inséparable des milliers d'offres d'emploi conformes aux nouvelles exigences qualitatives dans les entreprises. La rationalisation avait entraîné la hausse du niveau des salaires qui quintuplèrent entre 1951 et 1975 et avait, en outre, permis aux employés d'augmenter leur épargne de 9 à 16%.<sup>172</sup> D'autre part, l'abondance des offres d'emploi avait précipité l'émancipation des femmes dans la vie active. Elles ont été de plus en plus nombreuses à remettre en cause la situation de « femme au foyer ».

Ces grands changements nés durant les « Trente Glorieuses » ont été visibles dans le quotidien des Belges. Le confort moderne fut une preuve évidente de leur niveau de vie. Comme en France ou en Allemagne, la gamme d'appareils électroménagers comme les aspirateurs, les machines à laver, les sèche-linge, les

---

<sup>170</sup> Coolsaert (R.), *La politique extérieure de la Belgique. Au cœur de l'Europe, le poids d'une puissance*, Editions De Boeck et Lacier s.a, Bruxelles, 2002, p 141.

<sup>171</sup> D'après la *Revue européenne des sciences sociales*, Tome X, n° 26, Librairie Droz, Genève, 1972, p 63, entre 1960 et 1967, 209 entreprises installées en Belgique venaient des États-Unis, soit 62% des investissements étrangers, suivis de la RFA (26%).

<sup>172</sup> Reynebeau (M.), *Op. cit.*, pp 251-252

fers à repasser, les mixers, les friteuses, les réfrigérateurs, les tourne-disques ou les téléviseurs, était le signe des profondes mutations que connut la Belgique.

Il s'ajoute le rôle joué par l'immigration dans la reconstruction de l'économie nationale. Pour des fonctions socialement peu prestigieuses qui exigeaient peu de qualification (et qui étaient mal payés), la Belgique, comme ses voisins d'Europe, avait eu recours à une politique d'immigration active afin de combler le vide dans des secteurs de travaux lourds comme dans les usines ou dans la construction.

Contrairement à la Belgique, dont l'économie nationale fut historiquement et matériellement fondée sur l'industrie lourde et une économie rurale à double secteur (agriculture intensive et industries rurales) qui s'est modernisée, celle des Pays-Bas fut dominée par les activités commerciales et bancaires malgré l'importance des reconversions dans la période d'après-guerre. Il est vrai qu'entre 1950 et 1954, les Pays Bas comme la France ont joué un rôle de premier plan dans la diplomatie pour l'intégration de l'agriculture dans l'espace européen. Le premier espérait une libéralisation globale de son commerce en Europe occidentale et le second recherchait des débouchés stables pour ses produits agricoles excédentaires (céréales, sucre, lait, vin etc).<sup>173</sup> Nous ne devons pas oublier d'accorder une place à l'industrie qui, sur une longue durée a tenu un rôle primordial dans les activités nationales. En guise d'illustration, nous pouvons citer les industries de transformation, les industries alimentaires, les industries de luxe, les industries électroniques ou encore celles liées aux constructions aéronautiques. Mais l'ambiguïté de ce pays amphibie, mi-terre mi-eau, impliquait une autre vocation. C'était celle d'avoir le privilège d'être un intermédiaire entre la mer et le continent européen. L'arrière-pays rassemblait une bonne partie de l'industrie de base européenne et l'écoulait vers la mer du nord qui est l'une des plus fréquentées du globe. C'est pour cette raison qu'en se dressant comme une sorte de carrefour, les Pays-Bas constituaient une sorte de jonction où venaient aboutir les grands courants de transport maritime reliant l'Europe avec les autres continents. Un autre lien naturel joua un rôle important pour le commerce et le transport entre l'arrière-pays et la mer : le Rhin, qui est le fleuve européen occidental qui a le plus gros

---

<sup>173</sup> Cf Van Molle (L.), *Chacun pour tous : le Boerenbond belge, 1890-1990*, Economat du Boerenbond belge, Louvain, 1990, 351.

débit ainsi que la plus grande régularité. En entamant la reconstruction du pays, après les conséquences désastreuses de la deuxième guerre mondiale<sup>174</sup>, le gouvernement s'appuya sur une politique de solidarité.<sup>175</sup> Elle fut une priorité dès la fin du conflit. Et, pour ce faire, l'État imposa un contrôle sévère sur les salaires, les prix et le commerce extérieur afin de redresser l'économie nationale. Cependant, force est de constater que la situation ne s'était améliorée réellement qu'à partir de 1948 grâce à l'apport du plan Marshall. Après avoir reçu entre 1948 et 1952, plus d'un milliard de dollars d'aide dans ce cadre, le pays pouvait compter dès 1955 sur le bureau central qui publiait « un inventaire des possibilités économiques des Pays-Bas, 1950-1970. »<sup>176</sup> La reconstruction des Pays-Bas s'était poursuivie lentement sous la houlette du parti populaire catholique KVP (*Katholieke Volkspartij*) et du parti du travail (PvdA) de 1946 à 1958. En recevant plus d'un milliard et demi de dollars d'aide dans le cadre du plan Marshall entre 1948 et 1952, la coalition politique avait mis l'accent sur la concertation entre employeurs et travailleurs afin de contrecarrer toute éventualité de débordement social. Ce qui porta ses fruits, car la croissance économique connut rapidement un rythme élevé et continu. L'alliance entre le KVP et le PvdA avait ainsi réussi à conduire le pays vers un niveau de vie enviable. Elle a été à l'origine du retour à l'emploi, d'une politique de sécurité sociale, d'un service public de qualité, d'un plan d'infrastructure, de logement, de formation professionnelle et d'enseignement.

La croissance économique néerlandaise est aussi tributaire de ses ressources minières comme le bassin houiller du Limbourg méridional ou du gaz naturel de Groningue découvert depuis 1959. Les Pays-Bas ont pu compter aussi sur les exportations vers leurs voisins européens comme l'Allemagne ou la France pour stimuler leur économie qui est dans une bonne voie après les années moroses qui ont suivi la guerre. Ils disposent aussi d'une industrie très diversifiée : nous pouvons citer entre autres, l'industrie agroalimentaire, la chimie lourde, les constructions mécaniques, électroniques ou électriques.

---

<sup>174</sup> Le 10 mai 1940, l'armée allemande avait déjà envahi la Belgique, le Luxembourg, et les Pays-Bas.

<sup>175</sup> Notons qu'en février 1953, le sud-ouest des Pays-Bas a été envahi par la mer. La combinaison d'une tempête et d'un violent raz-de-marée avait causé la mort de 1800 personnes suite aux inondations.

<sup>176</sup> Dehem (R.), *Planification économique et fédéralisme*, Librairie Droz, Genève-Paris, 1968, p45.

Tableau 21

Exportations en millions de dollars courants pour les Pays-Bas de 1957 à 1974

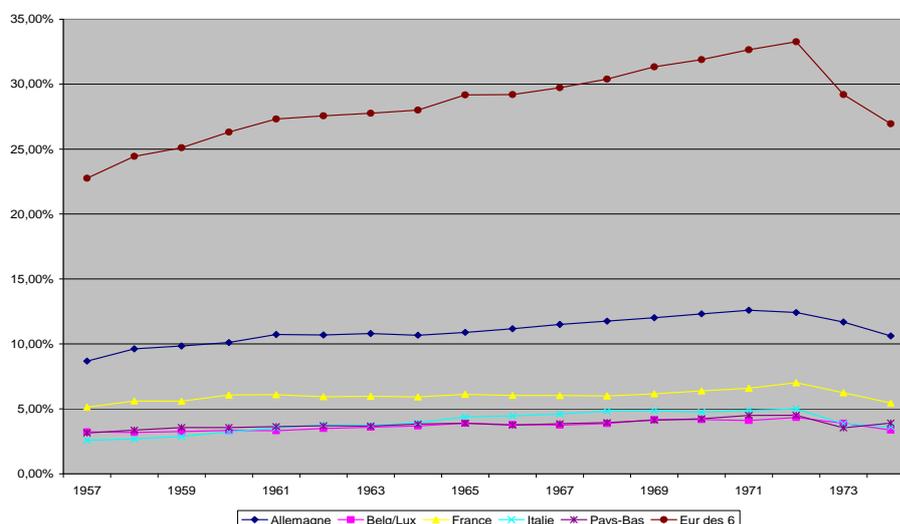
1957	3 097
1958	3 218
1959	3 607
1960	4 028
1961	4 307
1962	4 585
1963	4 962
1964	5 808
1965	6 393
1966	6 752
1967	7 287
1968	8 342
1969	9 665
1970	11 766
1971	13 842
1972	16 784
1973	24 051
1974	32 810

Ce tableau nous montre une croissance rapide des exportations de 1957 à la première crise pétrolière. En 1957, elles sont passées, pour les Pays-Bas, de 3 097 millions de dollars courants au moment du traité de Rome à 32 810 en 1974 soit une augmentation de 29 713 millions de dollars courants.

En définitive, le constat qui ressort de l'analyse de la courbe des exportations mondiales des pays d'Europe des Six comparés aux États-Unis affiche l'ampleur de la crise du pétrole de 1973. Tous les pays ont enregistré à partir de cette date, une chute de leurs parts relatives des exportations mondiales. L'Allemagne occupe une place de nation stable dans ce domaine depuis 1949 et surclasse de très loin ses voisins d'Europe occidentale. La Belgique, l'Italie et les Pays Bas ont gardé un rythme similaire au moment où la France voit ses exportations en plein essor avant le coup d'arrêt la crise.

Figure 7

Europe des Six : parts relatives des exportations mondiales en %  
rapportées à celles des États-Unis 1957-1974



Source : OMC.

#### 4.2 Les autres pays à forts transferts de population agricole (Autriche, Danemark, Irlande et Finlande)

En dehors de l'Europe des Six, il faut mentionner aussi les pays qui atteignent des rythmes de croissance similaires et dont le point commun est d'enregistrer de forts transferts de population agricole. C'est le cas de l'Autriche, du Danemark, de l'Irlande et de la Finlande. Les indicateurs chiffrés dans le tableau ci-dessous mettent en évidence ce fort taux de transfert de la population active agricole. Que ce soit pour l'Autriche, le Danemark, ou la Finlande, le pourcentage de variation de la population active agricole a été constamment négatif, compris entre - 4,5 et - 3,7% durant la période 1957-1973. Ces États ont connu de profondes mutations économiques, lesquelles ont été à l'origine de l'intégration des territoires ruraux dans la croissance économique des nations. En adoptant les nouveaux savoir-faire américains, une bonne partie de l'Europe possédant encore un important secteur agricole a connu les effets de la modernisation. Celle-ci, en touchant l'agriculture, ne tarda pas à engendrer une libération de bras vers d'autres secteurs qui, jusque-là souffraient de pénurie de main-d'œuvre. C'est dans ce contexte qu'il faut

comprendre le départ massif des populations des campagnes vers les villes ou les régions industrielles. Ce mouvement a été un atout, car il constitue un signe de la marche de ces pays d'Europe vers la modernisation de leurs économies encouragée par les pouvoirs publics. Ce qui est le cas d'un pays comme l'Autriche.

L'économie autrichienne s'était remarquablement développée entre la fin de la guerre et 1951. Cependant, le pays avait sombré dans une sérieuse inflation et avait enregistré de lourds déficits de sa balance des paiements. Le gouvernement autrichien avait pris des mesures anti-inflationnistes adaptées au cours de l'hiver 1951-1952. Cette politique de rigueur avait permis de rétablir la stabilité financière à l'intérieur du pays et amélioré sensiblement la balance des paiements. Dans les années 1960, les insuffisances de financement avait fini par susciter une crainte de crise de l'Etat providence.<sup>177</sup> Même s'il apparaissait difficile d'atteindre un niveau élevé de l'emploi et d'accroître la production sans connaître un déficit extérieur, l'Autriche a réussi à s'afficher parmi les pays dynamiques jusqu'au début de la première crise pétrolière. Dans l'étude de l'économie autrichienne, il est important de prendre en considération l'évolution de son histoire industrielle. La plupart de cette industrie a été créée après 1938 suite à l'«*Anschluss*» du Reich allemand. En effet, elle faisait partie d'abord de l'industrie de guerre et de ses fournisseurs. À la fin du second conflit mondial, le parlement autrichien, librement élu en automne 1945, vota au printemps 1946, la première loi de nationalisation des industries minières, des banques, des sociétés de commerce qui étaient considérées jusque là, propriété allemande. Pour l'exploitation pétrolière, c'est à partir du traité de paix de 1955 que l'Autriche accéda à sa mise en valeur. L'URSS avait occupé l'est et le nord du pays et exploitait, jusque là, pour son propre compte, la précieuse ressource.

Hormis le secteur public, l'axe principal de l'économie autrichienne allait être aussi les entreprises privées. Toutefois, les principales industries primaires et secondaires restèrent entre les mains de l'État. Parmi ces sociétés, nous pouvons citer les sociétés pétrolières et gazières, ainsi que les groupes chimiques et

---

<sup>177</sup> Helmut Kramer et Anton Pelinka (eds), « L'Autriche et l'intégration européenne », *Austriaca*, n°38, Université de Rouen, Centre d'études et de recherches autrichiennes, 1994, p 55.

sidérurgiques qui ont occupé une place non négligeable avant de connaître une véritable chute<sup>178</sup>.

Le Danemark s'inscrit dans la même dynamique. Libéré du joug allemand en mai 1945, le pays s'est lancé dans la reconstruction économique. Le tableau sur l'accroissement du PIB par habitant et trois variables explicatives (1957-1973) ci-dessus fait état du fort transfert de population agricole pendant cette période. Comme dans beaucoup de pays d'Europe occidentale, ce mouvement a été significatif et rentable pour la croissance nationale, puisque ce transfert de main-d'œuvre vers d'autres secteurs est la preuve évidente d'une modernisation de l'agriculture qui ouvre la voie vers un nouveau monde économique marqué par l'essor des entreprises publiques, des échanges commerciaux ou des investissements privés. Ne disposant pas d'assez de ressources minières, il faut souligner que le Danemark a toujours compté sur les échanges de ses produits agricoles auxquels s'ajoutaient d'autres produits comme le lait, le beurre, le fromage, la viande, le chocolat ou la bière. En effet, le pays est resté tributaire de son économie agricole pendant une longue durée. Couvrant seulement 43 068 kilomètres carrés, le Danemark a joué sur les marchés internationaux des produits agricoles, essentiellement de l'élevage, un rôle d'exportateur disproportionné par rapport à sa superficie. L'agriculture occupa une place prépondérante dans l'exportation jusqu'au début des années soixante. Mais cette place a reculé dans les années qui allaient suivre la deuxième moitié du XXe siècle. Quelles sont les raisons qui ont été à l'origine d'une telle mutation dans l'agriculture danoise qui a libéré des bras vers d'autres secteurs économiques ?

Après les années 1960, les marchés agricoles des pays riches susceptibles d'acheter les produits de l'agriculture et plus particulièrement de l'élevage danois ont été encombrés. Il s'ensuivit dès lors une diminution aussi bien du nombre des exploitations agricoles que de sa population. Elle met en évidence les traits contemporains de l'évolution dans les pays d'économie avancée de l'Europe des quinze et de la Suisse. L'agriculture danoise, qui était fortement dépendante des

---

<sup>178</sup> En Autriche, durant cette période, la sidérurgie a joué un rôle important pour la construction des machines et des autres biens d'équipement. Cependant, il faut souligner que, face à la marche vers une économie marquée de plus en plus par les services et les entreprises, elle a fini par perdre de plus en plus cette place qu'elle occupait jadis.

marchés, a appris à s'adapter aux fluctuations de la conjoncture commerciale en évitant de se focaliser uniquement sur l'exportation de ses produits agricoles, d'autant plus que la modernisation de l'agriculture en Europe devenait de plus en plus présente. Par conséquent, le nombre des exploitations agricoles est passé en 1946 de 208 000 à 153 000 en 1968 et à 140 000 en 1972.<sup>179</sup>

Outre l'agriculture, le Danemark a beaucoup investi durant la période d'après guerre dans le secteur primaire (comme la pêche, l'extraction du pétrole et du gaz naturel), dans les industries de transformation, dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, et dans le développement des services publics. C'est ainsi qu'avant le premier choc pétrolier des années 1970, le Danemark a vu sa productivité croître considérablement, ce qui a participé de façon décisive à l'augmentation des richesses du pays. Celle-ci a été rendue possible grâce à la considération apportée aux investissements dans les entreprises et les travaux publics. Entamée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la croissance de l'économie danoise s'est donc distinguée durant cette période. Ce grand progrès est inséparable des changements d'orientation qui ont permis une plus grande ouverture de l'économie danoise qui s'est diversifiée au fil des années.

La Finlande est aussi à ranger dans ce peloton de pays à fort transfert de population agricole. Au lendemain de la deuxième Guerre mondiale, la Finlande étendit rapidement son secteur industriel pour atteindre un haut niveau d'industrialisation. Ceci a été rendu possible par le transfert de la population agricole vers les autres secteurs et par le développement. Le taux de variation de la population agricole indiqué sur le tableau ci-dessus (- 3,7% par an) révèle ce fort transfert de la main-d'œuvre agricole favorable à l'ouverture et à la modernisation de l'économie finlandaise. Ainsi, l'économie a été fortement axée sur l'industrie mécanique et la fabrication de produits de haute technologie largement exportés, notamment dans les pays du bloc soviétique, sans oublier le développement du secteur des services.

---

<sup>179</sup> Cf. Cabouret (M), « Quelques traits de l'évolution récente de l'économie agricole danoise » in *Annales de Géographie*, T 83 n° 460, p 695.

La Finlande est passée d'une économie rurale, traditionnelle et agricole, à une économie industrielle d'une plus large ouverture. En dehors des entreprises de transformation comme celle du bois, le pays était contraint, pour satisfaire ses besoins intérieurs, d'acheter à l'extérieur, la plupart des produits fabriqués que le développement de son économie lui imposait. En guise d'illustration, nous pouvons citer entre autres, les biens d'équipement comme les moteurs, les machines, les matériels ou encore les denrées alimentaires. Parmi les facteurs qui avaient affaibli l'économie finlandaise, il faut mentionner les perturbations que le pays a profondément connues avec les opérations militaires de la deuxième guerre mondiale et les pertes territoriales consécutives au traité de Paris de 1947.<sup>180</sup> En plus, la Finlande se devait de verser à l'URSS au titre des réparations, 300 millions de dollars-or payables en six ans<sup>181</sup>. Face à cet état de fait, la Finlande eut recours aux opérations de reconversion radicales de son économie pour payer les dommages de guerre (emprunts à la Grande-Bretagne et à la Suède, importation de matériels d'équipement pour son industrie naissante).<sup>182</sup> Pendant longtemps, la Finlande a vécu des périodes difficiles. En 1950, le revenu moyen de la Finlande se situait à environ 60% seulement des niveaux danois et suédois.<sup>183</sup>

Après la guerre, le pays a connu un statut politique complexe et particulier. La Finlande s'était retrouvée dans une situation de subordination et sa politique étrangère restait tributaire des exigences soviétiques. Par contre, ce prix payé avait permis à l'État finlandais de bien tirer parti de sa présence économique dans le bloc soviétique et de son énorme marché et de s'insérer progressivement dans la course de dynamisme de la croissance économique même s'il fut classé durant cette période, parmi les nations arriérées d'Europe. Entre la fin de la deuxième guerre mondiale et 1970, 13 à 17% des exportations finlandaises, presque l'entièreté de ses produits industriels manufacturés, furent écoulés sur le marché soviétique et 12 à 16% des importations du pays, pour la plupart de l'énergie et des

---

<sup>180</sup> Une partie de la Carélie a été annexée par l'URSS. Entre 1939 et 1940, avec la guerre d'hiver, la Finlande avait perdu 10% de son territoire. Mais son adhésion aux Nations unies a permis à l'État finlandais de se libérer de la tutelle soviétique.

<sup>181</sup> Cabouret (M.), *La Finlande*, Editions Karthala, Paris, 2005, p 199

<sup>182</sup> Le commerce finlandais d'après guerre avec l'URSS s'était établi sur la base de paiement de réparations de guerre dont 72% en produits manufacturés.

<sup>183</sup> Berend (I.T.), *Histoire de l'Europe du XXe siècle*, révision scientifique de Paul Servais, Editions De Boeck, Bruxelles, p 244

matières premières bon marché, provenaient de l'URSS.<sup>184</sup> Bien que le taux de variation des parts du marché mondial pour la Finlande (voir tableau ci-dessus) ait été négatif entre 1957 et 1973 (- 21,4%), il ne faut pas cependant occulter la contribution du secteur manufacturier à la croissance nationale.

Par ailleurs, en se joignant à la zone européenne libre-échange, la Finlande a pu développer son commerce extérieur avec tout l'Occident, et plus particulièrement les pays d'Europe les plus avancés durant cette époque. Parmi ces derniers, nous pouvons citer la Suède et la Grande-Bretagne, qui ont joué un rôle important dans le commerce finlandais, aussi bien pour les exportations que les importations. Cette situation a permis à l'économie finnoise, de gagner en dynamisme économique. Les exportations avaient d'ailleurs augmenté très rapidement entre la fin de la deuxième guerre mondiale et la fin des années 1960. Elles avaient augmenté de 80% entre 1940-1944 et 1945-1950, ensuite d'encore 60% entre 1950-1954 et 1955-1959 et de nouveau d'environ 40% entre 1960-1964 et 1965-1969<sup>185</sup>. Avec la modernisation de plus en plus soutenue dans le secteur agricole, la Finlande devenait un grand exportateur de ses produits. Cette modernisation a été visible dans l'industrie, dont la production quadrupla entre la fin de la deuxième guerre mondiale et 1970. L'un des développements les plus saisissants fut la place importante occupée par les industries mécaniques auxquelles venaient s'ajouter les investissements étrangers. Dans cette foulée, la Suède a beaucoup contribué à l'industrialisation de la Finlande en raison de ses investissements dans ce pays, où la main-d'œuvre était peu coûteuse. La conjugaison de tous ces facteurs à la fois internes et externes à laquelle s'ajoutèrent les différents changements structurels modernes a propulsé le niveau de vie des Finlandais au rang de celui de ses voisins d'Europe. Au début des années 1970, le niveau de vie des Finlandais s'était rapproché de celui des Suédois : de 62,8% du PIB par habitant suédois en 1950, le PIB par habitant finlandais était passé à 78,4% de celui-ci en 1974<sup>186</sup>. Comparée à la croissance des autres pays scandinaves, celle de la Finlande s'accéléra nettement à partir de 1969, jusqu'à rejoindre le niveau norvégien en 1973 (cf. graphique ci-dessous).

---

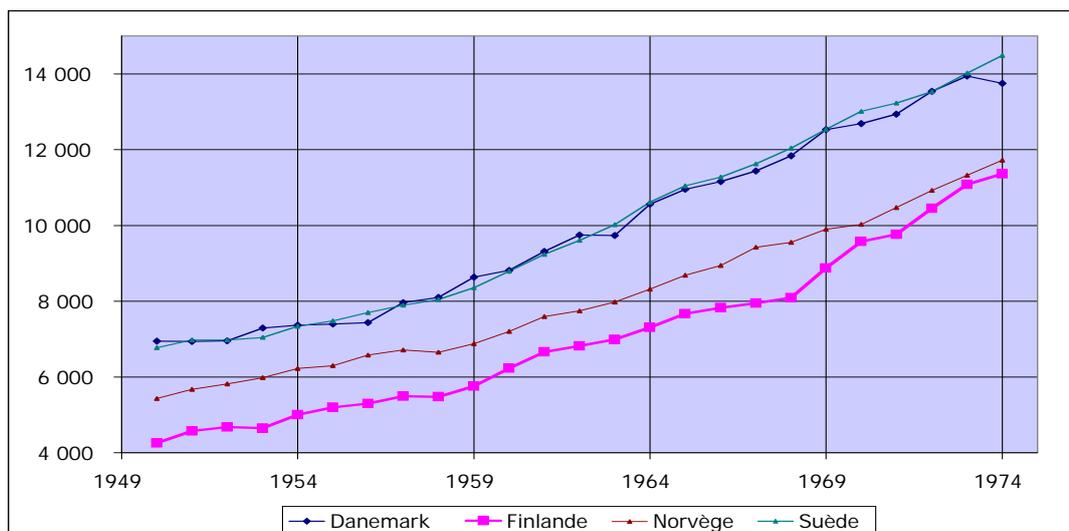
<sup>184</sup> *Ibid.*, p 244

<sup>185</sup> *Ibid.*, p 245.

<sup>186</sup> Cf Maddison (M.), *Statistics on World Population, GDP and per Capita GDP, 1-2006 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

Figure 8

PIB par habitant des pays scandinaves 1950-1974



Source : Angus Maddison, *op. cit.*

L'Irlande ne s'est pas tout à fait inscrite dans cette même dynamique durant la période antérieure à la première crise de l'or noir. L'économie irlandaise était restée pendant longtemps à un niveau de vie très faible comparé à celui de ses voisins d'Europe. Ce retard accumulé céda sa place après les années 1950 à la marche vers le décollage économique<sup>187</sup> grâce à l'effet de rattrapage dans lequel la modernisation de l'économie mondiale occupe une place primordiale. Un facteur de dynamisme vient à cette époque de la renonciation à la politique protectionniste qui avait été poursuivie par le gouvernement irlandais depuis l'indépendance.<sup>188</sup>. Pour mettre fin à sa politique d'autarcie, le pays entama en 1948 une autre politique qui prônait l'ouverture. C'est ainsi que le monde assista à l'adhésion de l'Irlande en 1948 à l'Organisation européenne de la coopération économique (OECE) lui permettant du coup, de bénéficier du plan Marshall. Une autre opportunité allait être favorable à l'Irlande : celle qui consista à augmenter ses échanges avec les États-Unis. En mai 1950, le *Dollar Exports Advisory Committee* fut chargé d'examiner les moyens d'augmenter les revenus en dollars de l'Irlande. Après avoir connu des périodes de turbulences durant les années 1950-1951, l'État irlandais avait jugé utile d'intensifier les exportations en faisant de celles-ci une priorité de la politique nationale. Il est intéressant de souligner également le rôle

<sup>187</sup> Le véritable décollage irlandais remonte à la fin des années 1950.

<sup>188</sup> L'Irlande a commencé en 1930 cette politique protectionniste dans le but ultime de se libérer économiquement du Royaume Uni, son ancien colonisateur.

actif de l'État pour attirer les investisseurs. Outre la fin de la politique protectionniste, l'Irlande, quelques années après la fin de la deuxième guerre mondiale, a su mobiliser les ressources extérieures et intérieures au service de la croissance économique. Libérée du joug britannique en 1921, l'Irlande se déclara neutre en 1939<sup>189</sup> dans le conflit mondial, allant jusqu'à interdire au Royaume-Uni l'usage militaire de ses aéroports et de ses ports situés dans l'Eire. Cette neutralité durant la deuxième guerre mondiale lui a permis de relancer dès 1945 la croissance économique en empruntant la voie des investissements. Et parmi les cheminements de cette marche vers le peloton des pays à croissance prometteuse, il faut signaler les campagnes actives nationales pour attirer les investisseurs étrangers. Dans ce projet de l'État irlandais, les Américains ont joué un rôle non négligeable. La prise de conscience avait consisté à encourager l'implantation d'entreprises dans le pays afin d'attirer les capitaux étrangers. C'est ce qui a fait qu'entre 1960 et 1973, la croissance de l'économie irlandaise apparaissait globalement comparable à celle de plusieurs pays européens. Le taux négatif de variation de la population agricole est, encore une fois, un signe de cette marche vers une économie de plus en plus moderne. Toutefois, pour l'Irlande, la baisse de population active agricole reste plus lente (- 2,8%). que pour les pays de l'Europe des Six, les Pays Scandinaves et l'Autriche.

L'évolution du niveau de vie dans l'Europe des 15 n'a pas été identique. Si les pays de l'Europe des Six ainsi que l'Autriche, le Danemark, la Finlande et l'Irlande, ont su profiter à la forte baisse de leur taux de population agricole pour développer de façon accélérée les secteurs industriel et tertiaire, d'autres, initialement plus avancés dans l'évolution, ont stagné dans une croissance modérée ou en dents de scie. Ce fut le cas du Royaume-Uni, de la Suisse et de la Suède durant cette période allant de 1957 à 1973. L'autre mutation au cours de cette période que nous pouvons énumérer dans l'Europe des Six et les pays à forts transferts de population agricole, c'est la croissance des parts de marché dans le

---

<sup>189</sup> Pour beaucoup d'historiens, cette neutralité doit être nuancée car sous le gouvernement d'Eamon De Valera (1937-1975), celle-ci avait favorisé la création de réseaux d'espionnage pour la *Wehrmacht* et les services secrets allemands (*Abwehr*). C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les multiples sabotages à l'endroit des forces alliées ainsi que la sympathie pro-nazie ou pro-fasciste de certains groupuscules ou individus nationalistes irlandais durant la deuxième guerre mondiale.

commerce international. La place des exportations des années 1950 à la veille de la crise du pétrole a permis à beaucoup de nations de redresser leur balance commerciale.

Pendant cette période, d'autres nations, qui avaient auparavant présenté une expansion économique incontestée les plaçant dans le groupe des plus avancées sont restées dans un rythme de croissance réduit.

## CHAPITRE 5

### LES PAYS AVANCÉS À CROISSANCE MODÉRÉE

L'importance du facteur du rattrapage se vérifie encore avec le cas des pays dont les structures économiques étaient les plus modernes vers 1950 : alors que leurs PIB par habitant sont les plus élevés d'Europe, ils accusent des taux de croissance moins élevés que la moyenne des pays d'Europe occidentale.

#### 5.1 : Le cas du Royaume-Uni

De prime abord, il faut souligner que le Royaume-Uni occupait en 1957 la première place dans le tableau des PIB rapportés à celui des États-Unis : 21,64% devant l'Allemagne et la France. Son PIB par habitant était alors parmi les plus élevés d'Europe, encore supérieur d'un quart à celui de l'Allemagne alors en plein « miracle économique ».<sup>190</sup> Le Royaume Uni a connu une période de prospérité soutenue entre 1951 et 1963.<sup>191</sup> Celle-ci fut doublée d'une élévation sans précédent du niveau de vie de la population. Dès lors, cette nation entra de plain-pied dans ce que l'économiste américain John K. Galbraith<sup>192</sup> dénommait en 1958, *The affluent society* ou la société d'abondance. Le plein emploi et la forte hausse des salaires durant cette période ont permis à la consommation des ménages de progresser à un rythme enviable de 2,4% par an.<sup>193</sup> Cette ère d'opulence a été rendue possible par la politique fiscale redistributive qui a été mise en œuvre par les travaillistes puis poursuivie par les conservateurs, ce qui a contribué à animer l'économie ainsi qu'à élever le niveau de vie de la population du Royaume Uni jusque dans les couches les plus modestes.

---

<sup>190</sup> Le PIB par habitant du Royaume-Uni était en 1957 de 8 017 dollars Geary Khamis de 1990 contre 6 492 pour celui de l'Allemagne Fédérale. Cf. A. Maddison, *Statistics on World Population...*, op. cit.

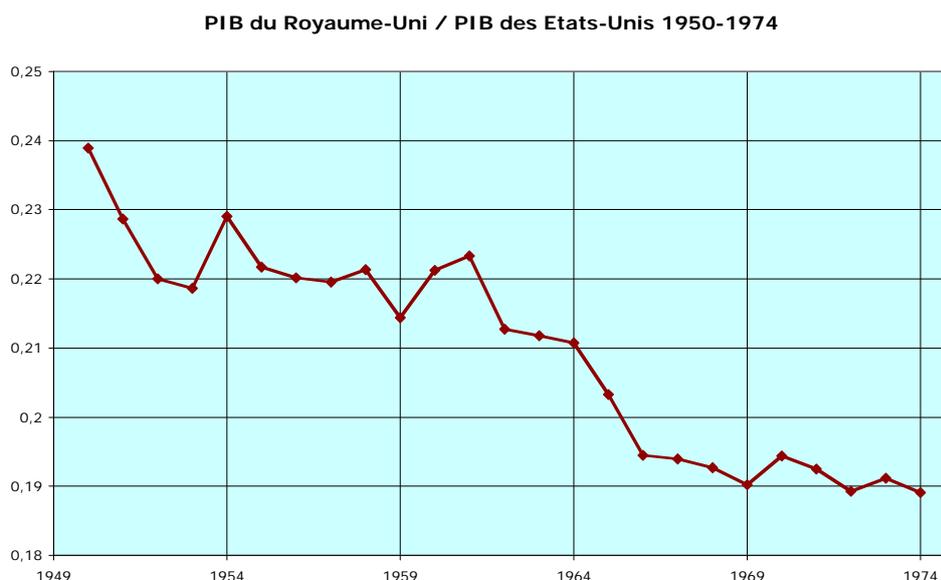
<sup>191</sup> Chassaing (P.), *Pauvreté et inégalités en Grande Bretagne de 1942 à 1990*, Editions Messène, Paris, 200, p 35.

<sup>192</sup> Né en octobre 1908 à Ontario au Canada et mort en avril 2006 à Cambridge, cet économiste canadien d'origine écossaise fut connu en tant que conseiller de Franklin Delano Roosevelt, de John Fitzgerald Kennedy et de Lyndon B Johnson. Son ouvrage est intitulé *L'ère de l'opulence*, Calmann – Levy et traduit par A ; Picard, Houghton Mifflin, 1958.

<sup>193</sup> Chassaing (P.) op. cit., p 35

Mais ce pays allait être ensuite moins dynamique, enregistrant seulement en 1974, un pourcentage de son PIB par rapport aux États-Unis de 18,94%. En 1974, son PIB par habitant était passé au-dessous de celui de l'Allemagne Fédérale<sup>194</sup>. Le ralentissement de la croissance économique du Royaume-Uni lui valut, durant cette période, d'être considéré comme « l'homme malade de l'Europe », « le contre-exemple » ou « l'inventeur de la croissance lente » pour parler comme Yves Barou et Bernard Keizer<sup>195</sup>. Bien qu'étant le pionnier du développement économique et social, Le Royaume-Uni, en présentant une économie moins dynamique, n'avait pas tardé à être progressivement rattrapé par des pays d'Europe dont le décollage avait été plus tardif.

Figure 9



**Source :** Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

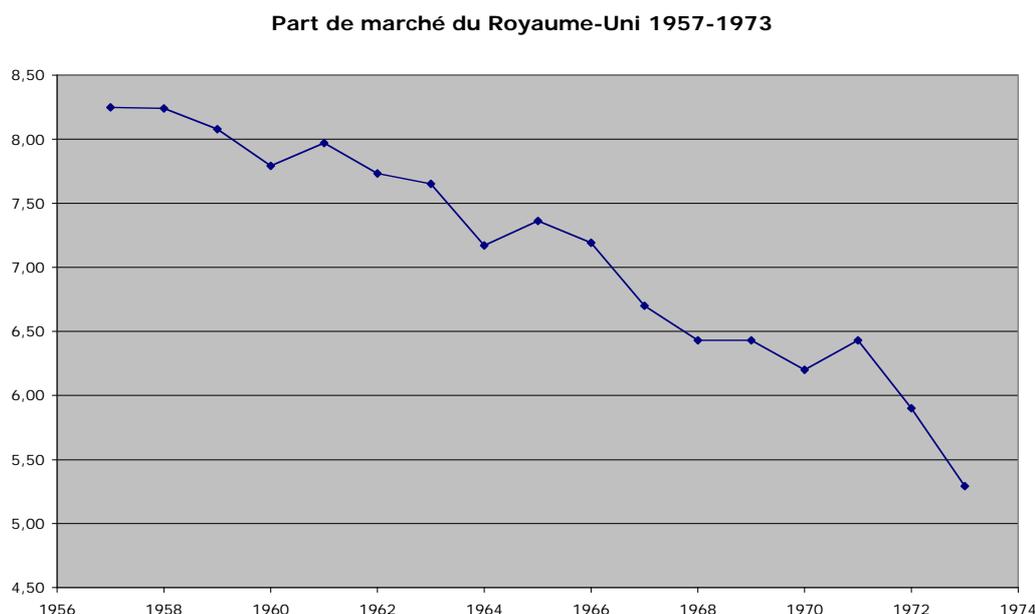
L'économie britannique, avec toutes ses capacités d'un vieux pays industriel, a eu du mal à s'intégrer à l'échelle européenne en assurant un dynamisme à l'instar d'un pays comme l'Allemagne. Sa croissance en dents de scie a même fini par faire du *stop and go* une invention britannique. Le déclin de l'économie

<sup>194</sup> Le PIB par habitant du Royaume-Uni était, en 1974, de 11 859 dollars Geary-Khamis de 1990 contre 12 063 pour l'Allemagne Fédérale. Cf. A. Maddison, *op. cit.*

<sup>195</sup> Barou (Y.) et Keizer (B.), *op. cit.*, p 113.

britannique remonterait plus exactement à la fin du XIXe siècle avec le début de l'érosion de ses positions commerciales. C'est l'une des raisons pour lesquelles, à la fin de la deuxième guerre mondiale, le Royaume-Uni enregistra un taux de croissance inférieur à la moyenne des pays de l'O.C.D.E. La dévaluation de la livre en 1949 et 1967 engendra en outre une atmosphère d'instabilité monétaire chronique.<sup>196</sup>

Figure 10



Source : OMC.

En fait, le Royaume-Uni s'est heurté à des problèmes comme la perte de compétitivité de son système industriel, le déclin des parts de ses exportations sur le marché mondial et le déficit de sa balance des paiements. Avant la dévaluation de la livre, le Royaume-Uni a dû mener une politique monétaire restrictive pour soutenir sa monnaie. Et la diminution de ses avoirs de réserve fut un problème découlant du déficit de la balance des paiements.<sup>197</sup> Nous comprenons alors pourquoi ce pays avait demandé au FMI l'octroi d'un crédit en 1961 et en 1967 pour lutter contre les attaques spéculatives contre la livre sterling.<sup>198</sup> Les crises

<sup>196</sup> Teulon ( F.), *Croissance, crises et développement*, P.U.F, Paris, 1992, p.125.

<sup>197</sup> Mishkin (F.) Bordes (C.), Hautcoeur (P.C), Lacoue-Labarthe (D.), Ragot (X.), *Monnaie, banque et marchés financiers*, Pearson, Paris, 2010, p 741.

<sup>198</sup> Cf La prévention de la défaillance de paiement, actes du 2<sup>e</sup> congrès Sanguinetti, 1998, sous la direction de Jean Bastin, De Boeck et Larcier, s. a, Bruxelles, 2000, p 18.

conjoncturelles qui ont été à l'origine de la désindustrialisation du Royaume-Uni méritent une attention particulière. Cela nous permettra de comprendre pourquoi ce pays affiche une croissance décevante et subit de ce fait le recul relatif dans le tableau de la croissance économique des pays d'Europe occidentale.

Le Royaume-Uni a connu des séries de crises industrielles dans tous les secteurs. La désindustrialisation a d'abord fortement frappé les activités de base et les piliers du commerce d'exportation. Il s'agissait de la construction navale, de l'industrie cotonnière ou de la métallurgie lourde. La politique de reconversion régionale des années soixante dans des secteurs comme l'automobile n'a pu empêcher des pertes significatives d'emploi et le développement qu'on espérait dans ce domaine n'a pas été atteint. Dans le secteur manufacturier britannique, par exemple, on note un recul en valeur relative passant de 34% du PNB en 1965 à 25% en 1987. Pour la région industrielle du *Greater Manchester*, entre 1966 et 1975, l'emploi industriel est passé de 447 000 à 336 000, soit une perte de 111 000 emplois en douze ans. En Grande-Bretagne, la désindustrialisation touchait, dès cette époque, non seulement les anciens complexes du charbon-acier et du textile, mais encore les industries même sur lesquelles on avait fondé, dans les années soixante, des politiques de reconversion régionale, notamment l'automobile et la construction mécanique.<sup>199</sup>

Ce manque de dynamisme avait amené les différents gouvernements qui se sont succédé à s'efforcer de ramener l'économie britannique dans le peloton des plus performants. Il s'agissait plus particulièrement de réformer l'efficacité du marché du travail et d'œuvrer pour une bonne décision dans les secteurs dominants de la croissance économique afin d'éradiquer le manque de flexibilité. Alors qu'au moment du traité de Rome, la productivité de l'industrie britannique était nettement comparable, grosso modo, à celle de l'Allemagne, son recul relatif fut inattendu, car la Grande-Bretagne possédait encore un important secteur industriel, était une grande puissance exportatrice et réalisait un gros effort de recherche-développement en 1957.

---

Il faut noter aussi que la France avait dû recourir aux crédits du FMI en 1958 et 1969, les États-Unis aussi en 1968, 1969, 1970 et 1971.

<sup>199</sup> Chaline (C.), *Le Royaume-Uni : Economie et régions*, Masson, Paris, 1991, p.83.

Mais il faut comprendre que l'un des problèmes de la Grande-Bretagne durant cette période reste la faiblesse des investissements dans l'industrie. Par conséquent, la Grande-Bretagne ne tarda pas à être distancée dans le domaine de la croissance et perdit pour le PIB la première place qu'elle détenait en 1957. Il faut aussi examiner le déséquilibre des forces économiques, qui constituait et constitue encore un facteur préjudiciable à la croissance, entre le cœur des affaires, Londres, et le reste du pays.

Dès les années 1930, le gouvernement anglais avait compris qu'il serait nécessaire de mener une politique d'amélioration pour les régions défavorisées afin de réussir le pari de la croissance globale. Étant de plus en plus considérée comme une nation attractive avec une population de plus en plus qualifiée et une politique incitative dans le domaine du volume de l'emploi, elle pouvait, avec une meilleure utilisation des ressources existantes en capitaux et en main-d'œuvre dans les régions en crise, disposer certainement d'un atout à exploiter. Le déséquilibre régional était depuis longtemps l'une des préoccupations des gouvernements anglais, mais ces derniers avaient du mal à le résoudre. Comme ils le soulignaient, alors que certains autres pays s'étaient ralliés, pour assurer la croissance économique, à la politique qui consistait à « faire venir la main-d'œuvre vers le lieu de travail », ce n'était pas le cas au Royaume-Uni. Les gouvernements successifs estimaient que la solution au problème des déséquilibres régionaux consisterait essentiellement à amener « le travail là où sont les travailleurs », c'est-à-dire qu'ils encourageaient le déplacement des nouvelles industries vers les régions en déclin plutôt que celui de la main-d'œuvre vers les régions dont l'expansion était favorisée par les forces du marchés.<sup>200</sup>

La fracture nord-sud accentua les phénomènes de la pauvreté, de l'inégalité et de l'exclusion. En effet, la question de la pauvreté prit en Europe occidentale des visages différents et tint largement aux différences dans la construction des États-providences ainsi que dans les traditions socio-historiques propres à chaque pays. D'aucuns pensent par exemple qu'en Allemagne, en Autriche ou au

---

<sup>200</sup> *Les problèmes et les politiques de développement régional dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris, 1976, p17

Luxembourg, les questions liées à la pauvreté ou à l'exclusion sociale paraissaient somme toute moins importantes. Cependant, cela ne veut pas dire qu'elles n'existaient pas. Ces réalités n'ont pas échappé au Royaume-Uni, qui n'a cessé de lutter contre le problème persistant que constituait la pauvreté.

L'enquête qui a été déterminante dans la découverte de la pauvreté au Royaume-Uni fut sans aucun doute la publication de l'ouvrage de Peter Townsend et Brian Abel Smith.<sup>201</sup> Ce travail a servi même d'étendard aux campagnes de lutte contre la pauvreté sociale. Les jeunes étaient aussi terriblement touchés par le fléau constitué par le sous-emploi : leur taux de chômage passa de 2% en 1968 à 10,4% en 1971.<sup>202</sup> En 1960, 14,2% de la population c'est-à-dire quelque 7,5 millions de personnes, vivaient en dessous d'un seuil de pauvreté préalablement fixé à 140% du montant des aides de l'assistance publique.<sup>203</sup>

Pour comprendre l'instabilité et la faiblesse de la croissance anglaise, il est aussi important d'interroger d'autres indicateurs. Il s'agit d'abord de beaucoup de symptômes qui ont participé à faire basculer le niveau de vie et la prospérité britannique. Plusieurs indicateurs et symptômes expriment les difficultés pour le Royaume-Uni, de s'inscrire dans la voie de la croissance économique et de l'accumulation intensive<sup>204</sup>. Entre autres, il y a le fait que le taux d'investissement britannique resta inférieur de moitié à celui des pays d'Europe occidentale, et que le Royaume-Uni connut un recul prononcé sur le marché des produits manufacturés (de 17% des exportations mondiales en 1959 à 5,29% en 1973, avant que la hausse des cours du pétrole fasse baisser encore cette part de façon artificielle, par modification de la structure des prix) ; le taux de couverture des échanges extérieurs se dégrada et les déficits chroniques de la balance des paiements débouchèrent sur des crises de change récurrentes qui affectèrent sur une longue durée la Livre Sterling.

---

<sup>201</sup> *The poor and the poorest : A new analysis of labour's family expenditure surveys of 1953-54 and 1960*, Bell and Sons, London 1965.

<sup>202</sup> Frison (D), *Pauvreté et inégalités en Grande Bretagne de 1942 à 1990*, Ellipses, Marketing SA, Paris, 2000, p.104.

<sup>203</sup> Chassaigne (P.), *Op. cit.*, pp 55, 59.

<sup>204</sup> Dalenne (P.), Nonjon (A.) et Tellenne (C.), *De l'internationalisation à la globalisation. Les mutations de l'économie mondiale de 1880 à nos jours*, Ellipse, Paris, 2007, p 195

Les facteurs du mal britannique (*British Disease*) sont multiples. D'une part, l'agriculture avait réduit les possibilités de gains de productivité du reste de l'économie, dans la mesure où elle avait commencé depuis longtemps à se débarrasser de ses excédents de population active et ne pouvait plus alimenter le recrutement de main-d'œuvre par l'industrie comme c'était encore le cas au même moment sur le continent. D'autre part, l'industrie britannique se reconvertissait avec lenteur, n'accordant qu'une place marginale aux branches motrices qui se développaient alors dans des pays comme l'Allemagne, la France ou l'Italie. Enfin, la politique de soutien de la Livre Sterling, voulue par les milieux financiers, se traduisait par une monnaie surévaluée qui handicapait les exportations et par des relèvements de taux d'intérêt qui gênaient l'investissement.

En définitive, on peut constater que le « mal anglais » découlait de plusieurs facteurs qui étaient à la fois endogènes et exogènes. Dans ce contexte qui a nécessité une politique de redressement de la croissance dans beaucoup de pays d'Europe occidentale, il ne faut pas non plus occulter le rôle fondamental de l'Union européenne en dehors des politiques économiques des États eux-mêmes. Le Royaume-Uni n'adhérant pas au marché commun avant 1973, n'a pu bénéficier de ce système d'interaction des économies nationales. En effet, la Communauté économique européenne a occupé progressivement une place fondamentale dans les échanges entre espaces économiques nationaux. L'organisation des échanges, la circulation des personnes et des biens dans une période de concurrence mondiale a été l'une des opportunités saisies par les six pays fondateurs de la Communauté Economique Européenne. L'ouverture du marché commun a sans aucun doute favorisé et facilité leurs échanges. Avec la disparition des frontières qui avaient, sur une longue durée, délimité les espaces économiques, l'europanisation permit aux pays de cette partie du globe de réaliser des économies d'échelle sur des marchés plus vastes et d'accélérer les investissements destinés à améliorer la compétitivité. L'adage « l'union fait la force » a été à l'origine de l'interconnexion des économies nationales. La zone de libre-échange que le Royaume-Uni a constituée au même moment avec les autres pays d'Europe occidentale ne prévoyait pas une intégration aussi poussée des économies.

## 5.2 La Suisse et la Suède

Quant à la Suisse, sa réalité était un peu différente, mais elle figurait, durant la période d'après guerre, parmi les pays avancés à croissance modérée. Comment peut-on comprendre cette situation économique suisse d'après guerre ?

Avec 2/3 du territoire recouvert de forêts et de rocs, la Suisse a, dans le passé, manqué de terres cultivables pour nourrir toute sa population. Du coup, la Suisse dut compter précocement sur les autres secteurs comme l'industrie pour les exportations<sup>205</sup>. L'agriculture suisse n'occupait déjà plus que 16% de la population en 1950. Nous comprenons alors pourquoi le taux de variation de la population agricole est resté modéré durant les décennies suivantes (-2,126% par an entre 1957 et 1973). Pour ces raisons, auxquelles s'ajoutait la pauvreté du sous-sol en matières premières, la Suisse fut condamnée à axer son économie sur l'industrialisation avec l'importation de matières premières réexportées ensuite sous la forme de produits finis de qualité. Pour comprendre l'évolution de l'économie suisse, il faut prendre en considération cette longue tradition nationale d'exporter des produits transformés et de refuser un quelconque isolement économique, que ce soit dans le domaine du commerce ou encore celui du marché des capitaux et du travail. Cette politique a eu comme fondement le principe de la liberté des marchés avec un très bas niveau des taxes douanières et l'absence quasi-totale des restrictions à l'importation, excepté les produits du secteur de l'agriculture. Comment l'économie suisse est-elle parvenue petit à petit à s'imposer en Europe ?

À la fin de la deuxième guerre mondiale, pendant que beaucoup de pays industrialisés voyaient leurs économies en ruine, la Suisse, quant à elle, disposait d'un appareil productif et de forces de travail intacts.<sup>206</sup> L'économie suisse avait redémarré aussitôt la guerre finie même si les premières années ont été hésitantes. Le manque de dynamisme était dû au fait que le marché international avait été bouleversé suite à la hâte mise par beaucoup de pays industrialisés à la

---

<sup>205</sup> Cf *La Suisse, Peuple, État, économie, culture*, Editions Géographiques, Berne, p 51.

<sup>206</sup> Le dynamisme de l'économie suisse découle aussi d'un bon départ. Mieux, la croissance a connu une amélioration grâce au fait que le pays n'a pas été impliqué dans les deux guerres mondiales. C'est pour cette raison que son appareil productif est resté intact.

reconstruction. C'est pourquoi la croissance n'a repris son cours qu'à partir des années 1950. Cette croissance modérée favorisa l'ascension de son niveau de vie. Outre ce facteur, l'essor de l'économie suisse, fortement lié à sa modernisation, était aussi le fruit de gros efforts sur le plan de la formation professionnelle et de la technologie à partir des années 1960.

En devenant une économie de plus en plus orientée vers la modernisation (une réalité qui toucha presque toute l'Europe industrialisée), la Suisse parvint à s'imposer comme un pays d'approvisionnements et de débouchés pour ses voisins européens (régions et pays frontaliers). En tournant à plein rendement, la machine économique suisse a été à l'origine, dès la fin des années 1950, de l'afflux des étrangers. Ce fut le cas de l'arrivée massive des Italiens et des Espagnols qui ont contribué largement à la bonne marche de l'économie suisse. Paradoxalement, ce fut pourtant cette agriculture suisse peu productive durant cette période caractérisée par la pauvreté des sols qui a donné naissance à une industrie alimentaire très prospère<sup>207</sup>. La prospérité de l'industrie alimentaire découlait aussi de l'aide de l'État avec la « loi sur l'agriculture » qui fut promulguée en 1951. Celle-ci a permis d'encourager la production industrielle liée à l'agriculture. Le reste du secteur industriel a apporté une précieuse pierre à l'édifice que fut la croissance économique suisse. L'industrie nationale est restée fondamentalement exportatrice. Si l'on en croit Jean François Bergier<sup>208</sup>, l'horlogerie exportait, dans les années 1960, 97% de sa production, la chimie 80%, l'industrie des machines 70% et le textile 40%. En adoptant d'importantes innovations, la Suisse devint le siège de plusieurs entreprises multinationales. Nestlé, Geigy (devenu plus tard Novartis) et *Interfood* en sont des exemples. Désormais, le label *made in Switzerland* trouve le prestige dans le monde et exprime l'importance accordée à l'industrie suisse. Mais, si cela a garanti un niveau de vie élevé à la Suisse dès l'immédiat après-guerre, l'économie, déjà hautement productive, n'avait plus les amples marges de progression dont disposaient d'autres pays moins avancés, ce qui explique un moindre dynamisme.

---

<sup>207</sup> Le lait condensé, le chocolat suisse et les aliments pour les nourrissons sont des produits bien connus de la Suisse.

<sup>208</sup> Bergier (J.F), *Histoire économique de la Suisse*, Editions Payot, Lausanne, p 258

Au total, le PIB par habitant n'a augmenté en Suisse que de 55,5% entre 1957 et 1973 contre 96,5% dans l'Autriche voisine. Le taux de pénétration des exportations suisses sur le marché mondial a connu une quasi-stabilité durant la même période (+ 4,4%). Mais, même si elle révèle une croissance modérée, l'évolution de l'économie suisse, a été enviable, car elle partait d'un niveau déjà élevé. Le tableau ci-dessous témoigne du caractère déjà évolué de la composition sectorielle de la population active suisse et de la poursuite de ce mouvement de modernisation.

Tableau 22

Population active de la Suisse par secteur en chiffres absolus de 1950 à 1970

Années	Population totale	Population active	secteur rural (a)	Secteur industriel (b)	Secteur des services
1950	4 714 992	2 346 949	485 711	996 453	831 215
1960	5 429 061	2 674 845	353 773	1 293 314	1 015 112
1970	6 269 783	3 005 139	229 293	1 451 975	1 323 871

Source : Bergier (J.F.), *op.cit*, p 206

a) il s'agit de l'agriculture, de l'élevage, de l'horticulture et des forêts,

b) il s'agit de l'industrie proprement dite, y compris les services de vente ou encore l'administration des entreprises.

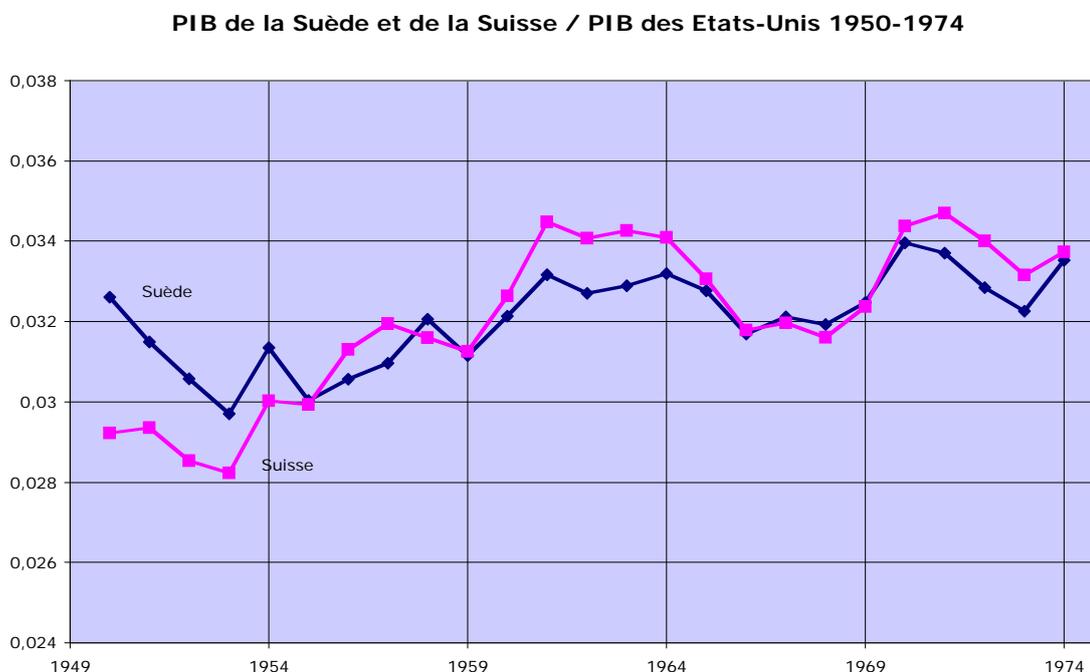
Aborder une étude de la croissance économique suisse sans accorder une place au système financier serait une véritable erreur. En effet, la Suisse a une longue tradition des banques et leur rôle dans la croissance économique nationale est non négligeable.<sup>209</sup> Elles ont été au service de l'économie et ont permis de stimuler la croissance. Même si quelques-unes d'entre elles avaient disparu avec la tourmente de la deuxième guerre mondiale entre 1950 et 1973, les banques suisses ont gardé une solidité et une fiabilité sans égales. En 1945, il restait au total 383 banques en

---

<sup>209</sup> La place financière suisse est forte d'une très longue tradition. Déjà au XVIe siècle, des établissements bancaires prêtaient des sommes importantes d'argent à des gouvernements étrangers. Il s'agissait par exemple des royaumes de France ou d'Angleterre. D'ailleurs dès le début du XVIIe siècle, Genève allait devenir la première place financière du pays. Après le passage de la confédération d'États à l'État fédéral (1848) et la création d'une monnaie en 1850, la Suisse s'imposa comme une place financière mondiale de premier plan.

activité en Suisse, mais leur nombre devait s'accroître encore d'une centaine jusqu'en 1970.<sup>210</sup>

Figure 11



Source : Angus Maddison, *op. cit.*

L'évolution de l'économie suisse fut aussi le fruit d'une volonté politique d'ouverture aux échanges internationaux et de liberté laissée à l'entreprise privée. Le système libéral et les capacités des producteurs suisses ont permis à l'économie nationale d'atteindre un niveau de vie élevé. Cette libéralisation fut aussi épaulée par les prémices d'une politique de contrôle strict de la masse monétaire. Si aux États-Unis, Milton Friedman<sup>211</sup> avait fait appel à la tradition de l'école de Chicago, en Suisse, Friedrich Lutz<sup>212</sup> avait soutenu des conceptions analogues dès les années 1950. Il attira l'attention sur la nécessité d'une politique axée sur la stabilité de la masse monétaire. L'économie suisse allait aussi connaître beaucoup de progrès grâce à la vulgarisation étatique de l'éducation, de la formation et de la

<sup>210</sup> Bergier (J.F), *op.cit.*, p 259

<sup>211</sup> Milton Friedman ( juillet 1912-novembre 2006) fut à l'origine de la nouvelle conception du rôle de l'État dans l'économie. Pour lui, la réduction du rôle de l'État dans une économie de marché est le seul moyen d'atteindre la liberté politique et économique. Il initia une pensée d'inspiration libérale qui s'oppose sur bien des points à celle de Keynes. Il promut le taux de change flottant.

<sup>212</sup> Friedrich Lutz (1901-1975) fut un économiste allemand qui s'est beaucoup intéressé à la théorie du capital et de l'investissement

recherche. En s'affichant comme l'un des piliers de la croissance, cette trilogie (éducation, formation et recherche) a contribué largement à l'économie suisse d'après-guerre.

Très réputée pour son système d'éducation et de formation professionnelle poussée, la Suisse a compris très tôt qu'il n'y a pas de réussite économique pour un pays sans ces deux facteurs. De l'éducation préscolaire à l'enseignement tertiaire ou universitaire, la Suisse a accordé une place primordiale à la formation<sup>213</sup>. C'était la loi fédérale de 1930 qui avait pour la première fois consacré la formation professionnelle au niveau national. Cette loi fut révisée en 1963, date qui marqua les encouragements de l'État, le perfectionnement, l'enseignement de qualité et les écoles techniques supérieures. Aussi bien les universités (Fribourg, Genève, Lausanne, Neuchâtel, Bâle, Zurich, etc.) que les écoles de formation professionnelle et la recherche scientifique ont connu durant cette période de grands progrès grâce à l'intervention sans relâche du gouvernement suisse. Il en était de même pour l'apprentissage dans le secteur industriel, commercial ou artisanal vulgarisé dans les écoles professionnelles supérieures. En effet, celles-ci accueilleraient les apprentis les plus doués et assidus et les préparaient également l'accès à de plus hautes écoles. La spécialisation (comme les écoles supérieures de cadres pour l'économie et l'administration dont la première a vu le jour en 1968 à Zurich), la recherche scientifique et la formation ont considérablement renforcé le dynamisme de l'économie suisse bien que durant cette période il fût modéré, compte tenu du niveau élevé de productivité déjà atteint par l'économie de ce pays. L'enjeu international était aussi de satisfaire le besoin en main-d'œuvre qualifiée et cela se faisait sentir dans la deuxième moitié des années 1950.<sup>214</sup>

Pouvant être décrite comme un pays avancé, la Suède figure elle aussi parmi les nations à croissance modérée pendant cette période d'après-guerre. Toutefois, pour mieux saisir l'évolution de l'économie de la Suède, il est important de faire

---

<sup>213</sup> La Suisse a connu quatre niveaux de formation : l'éducation préscolaire, la scolarité obligatoire, la formation post-obligatoire comme les écoles de commerce ou la formation professionnelle et l'enseignement tertiaire (universités par exemple)

<sup>214</sup> Leresche (J.P), Laredo (P.) et Weber (K.), *Recherche et enseignement supérieur face à l'internationalisation, France, Suisse et Union européenne*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Louvain, 2009, p 95.

état des principales caractéristiques de l'économie suédoise. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la Suède était l'un des pays les plus pauvres d'Europe. Cependant, dans les décennies qui ont suivi la première guerre mondiale, elle a connu très rapidement un essor économique étonnant. Avec sa l'accélération de croissance de son PIB, le pays entra dans une phase de son histoire marquée par une prospérité grandissante. Le taux suédois d'accroissement de la productivité de travail qui était modeste entre 1950 et 1960 (2,5% en moyenne annuelle) s'était accru pour atteindre dès 1960, le niveau le plus élevé du monde : 7,5%.<sup>215</sup> Un tel résultat est inséparable du fait que la Suède est restée largement tributaire du commerce extérieur. L'État avait mis l'accent sur les marchés extérieurs afin de pouvoir profiter des avantages qu'offrait la spécialisation grâce à une politique de libre-échange. En effet, c'était pour dynamiser son économie que la Suède avait pris part à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce signé en 1950.<sup>216</sup> Non seulement la Suède fit absorber ses exportations aux pays nordiques voisins comme la Finlande, la Norvège ou le Danemark, mais elle renforça ses relations commerciales en s'ouvrant davantage aux pays d'Europe occidentale. Les pays nordiques cités ci-dessus ont étroitement coopéré dans le domaine des services sociaux et de la politique économique. Fondé en 1952, le Conseil Nordique qui comprenait les représentants du Parlement et du gouvernement de chacun des cinq pays (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) mit sur pied, grâce à une harmonisation, un marché commun de l'emploi en 1954. Ce qui avait permis aux travailleurs de chacun de ces pays le libre accès à l'emploi dans cet espace nordique. Et depuis 1955, tout citoyen nordique installé dans un autre pays nordique bénéficiait des mêmes droits que les nationaux en ce qui concerne la pension de vieillesse, les indemnités de chômage, l'aide aux handicapés, les soins médicaux et l'aide sociale<sup>217</sup>.

Suite aux changements structurels de plus en plus importants intervenus dans l'économie, la part de l'agriculture, de la pêche ou de la sylviculture dans le PIB n'a cessé de diminuer, révélant d'autres atouts de l'économie suédoise dont la toile

---

<sup>215</sup> Arnault (J.), *Le « modèle suédois » revisité*, L'Harmattan, Paris, 1991, p 65.

<sup>216</sup> Après l'échec, le 24 mars 1948, du projet de charte sous la houlette des États-Unis pour l'Organisation du commerce mondial, ce fut en fin de l'année 1950 que l'accord sur les tarifs douaniers et le commerce fut signé à Genève par 23 États et donna naissance à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ou *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT).

<sup>217</sup> Cf. *La Suède en résumé*, Bohuslänningens Boktryckeri, Uddevalla, 1984, p 24.

de fond fut sa diversification. Avec l'ère de la modernisation, les industries traditionnelles qui étaient basées sur l'exploitation des minerais de fer et du bois s'adaptèrent aux demandes du marché mondial. Quant aux secteurs de l'industrie manufacturière et des services, leur expansion a été génératrice de croissance. Souvent propriété de l'État, les entreprises sont exploitées conformément aux principes de l'économie industrielle et commerciale de marché. L'État apporta également son concours à l'industrie et au commerce par le biais d'une ample politique régionale qui prévoyait notamment que les entreprises qui s'établissent dans les régions puissent bénéficier de prêts à des conditions avantageuses, de garanties ou encore de crédit et subventions de démarrage. Somme toute, la place et le rôle de l'État dans l'économie suédoise ont été significatifs. Mais la socialisation de la vie économique n'a jamais été un objectif premier en Suède, bien que le pays ait été considéré depuis la fin de la seconde guerre mondiale comme le modèle par excellence de la social-démocratie. Néanmoins, le modèle suédois, qui est basé sur l'économie de marché, fut fortement influencé par un nombre croissant de dispositions et de réglementations législatives de l'État. Les résultats d'une telle politique ont été positifs dans la mesure où l'embellie était telle que le pays est resté un exemple en matière de cohésion et de solidarité sociale.<sup>218</sup> De fait, dans les années d'immédiat après guerre, la Suède bénéficia d'une situation économique enviable, d'un faible taux de chômage et d'une haute qualité de ses services publics. À partir des années 1960, après des années de prépondérance des produits industriels à base de matières premières, l'industrie mécanique avait pris le relais, surclassant l'industrie forestière. L'année 1960 ouvrit le bal des inventions et des innovations suédoises dans tous les domaines. Beaucoup d'entreprises dans des secteurs variés comme la téléphonie, la production d'énergie, les équipements miniers et travaux publics, l'industrie textile et alimentaire, l'industrie automobile avec Volvo entre autres ont vu le jour. Entre 1960 et 1973, l'industrie exportatrice suédoise s'imposa dans le monde. Mais le fait que le pays n'a connu qu'une croissance modérée durant cette période découle aussi d'un autre facteur : le ralentissement du rythme de croissance des investissements durant les années 1960. La régression qui ressort du tableau ci-

---

<sup>218</sup> Les allocations familiales sont financées sur le budget. Quant aux pensions de vieillesse (*folkpension*) et à l'assurance maladie, l'assurance-chômage ou le système national de retraite, l'État y contribue largement, malgré les cotisations sociales.

après explique dans une large mesure, le déclin de ces investissements durant cette période. Or les investissements jouent un rôle primordial dans la croissance économique d'une nation.

Tableau 23

Investissements bruts en biens corporels, fluctuations annuelles moyennes, %

	1952-1962	1962-1972
Secteur privé	7,8	2,8
Communes	7,0	8,4
État	3,3	3,2
Bâtiment	6,1	3,0
Total	6,5	4,0

Source : *La Suède en résumé, op.cit.*, p 28

Par ailleurs, l'État suédois avait consacré des ressources importantes à l'investissement dans la recherche et le développement (R.D). En même temps, l'État, par le biais de divers fonds, encouragea le développement technique, l'esprit d'entreprise novateur sans oublier les entreprises publiques et les établissements d'utilité publique. En définitive, la Suède connaît une intervention étatique et des charges sociales plus développées que la Suisse, mais ce qui unit la Suisse à la Suède, c'est leur longue tradition exportatrice, leurs performances sur les marchés mondiaux et leur capacité à s'habituer incontestablement au podium des nations industrialisés malgré les crises et les vicissitudes du moment.

Le trio de pays constitué par le Royaume-Uni, la Suisse et la Suède représente un véritable paradoxe européen. Le premier jouissait d'un PIB par habitant enviable au lendemain de la deuxième guerre mondiale avant de voir le rapport entre son PIB et celui des États-Unis chuter considérablement, alors que ce même rapport augmentait chez tous les autres pays d'Europe. Quant aux deux autres, leur croissance modérée révèle une évolution en dents de scie, moins rapide que la moyenne de l'Europe occidentale. Cependant, ils ont conservé une stabilité dans le concert des nations d'Europe occidentale grâce d'une part à une économie fondée sur l'industrie et les exportations (Suède) et d'autre part, en accordant une place capitale aux activités financières (Suisse). Ces trois pays, avancés

économiquement, sont confrontés à la relative lenteur de leur rythme de croissance.

## CHAPITRE 6

### L'AVENIR DE L'EUROPE VU PAR LE HUDSON INSTITUTE EN 1973

À travers l'étude dirigée par Edmund Stillman<sup>219</sup> qui aborde la grande question de la croissance économique et l'avenir de l'Europe par rapport aux Etats-Unis, on peut se rendre compte que les prévisions qu'elles contiennent ont reposé sur des illusions et ont trompé la vigilance des gouvernements dans leur politique économique nationale. Les thèses qui y sont défendues n'ont pas été confirmées par la situation économiques des pays d'Europe durant la période qui a succédé à la fin des années 1970. Leur faiblesse est de s'être fondée sur des extrapolations des tendances antérieures et de n'avoir pas vu que des changements profonds étaient en cours, tant au sein des sociétés européennes que dans le reste du monde, notamment dans les pays d'Asie.

#### 6.1. « L'envol de la France » :

Edmund Stillman, directeur de la division européenne du Hudson Institute, dirigea au début des années 1970 une étude de prospective commandée par le gouvernement français. Publié sous le titre *L'envol de la France dans les années 80*, l'ouvrage parut en 1973, à la veille du premier choc pétrolier. En effectuant une projection à partir des taux de croissance enregistrés durant la décennie 1960-1969, l'étude du Hudson Institute prévoyait que la France pouvait « espérer être, d'ici dix ans, l'économie européenne la plus puissante en termes de production totale » et jouir en 1990 du « niveau de vie le plus élevé d'Europe ».<sup>220</sup> La France occuperait en matière d'évolution du PNB, dans les années 1980, la première place, devant l'Allemagne, l'Italie, la Grande Bretagne, la Suède et les Pays-Bas.

---

<sup>219</sup> Cf Edmund Stillman, James Bellini, William Pfaff, Laurence Schloesing et Jonathan Story, *L'envol de la France dans les années 1980*, Hachette, 1973.

<sup>220</sup> Edmund Stillman et al., *op. cit.*, p. 27.

Le taux d'accroissement annuel du PNB français entre 1970 et 1980 serait de 5,9% contre 4,8% pour l'Allemagne.<sup>221</sup>

Cette projection prévoyait aussi la poursuite du boom économique de l'Italie durant la même période avec un taux d'accroissement annuel de 6%.<sup>222</sup> « L'envol de la France » aurait ainsi été un signe évident de la renaissance économique de l'Europe, et, notamment, de sa partie méridionale. La moindre spécialisation de la France dans l'industrie par rapport à l'Allemagne ne lui apparaissait pas aux prévisionnistes du Hudson Institute comme un handicap, mais au contraire comme un avantage : ils notaient que l'industrie allemande souffrait de la concurrence japonaise dans l'industrie lourde, les automobiles, l'optique de précision, etc., et que le fort développement des services était la « caractéristique d'un État industriel moderne ».<sup>223</sup>

Ils percevaient comme un avantage la moindre ouverture de l'économie française sur l'extérieur : « La France dépend aussi moins du commerce extérieur que l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, dont la plupart des exportations sont exposées à la concurrence japonaise au moment même où leurs marchés intérieurs ne sont plus sûrs. »<sup>224</sup> Si, malgré tout, l'industrie de l'acier, de même que les fabricants de radios, télévisions, électrophones avaient été « perturbés par le passage des produits japonais des marchés américains aux marchés européens », les industriels français bénéficiaient du fait qu'ils avaient, « contrairement à leurs concurrents européens, peu de difficulté à se faire entendre du gouvernement »<sup>225</sup>. Ce dernier point de vue reflétait peut-être l'opinion des hauts fonctionnaires français interrogés par les experts américains, mais assez peu la réalité, comme on allait vite s'en rendre compte dans la décennie 1974-1984, qui verrait s'effondrer, malgré les aides de l'État, la sidérurgie lorraine et toute l'électronique grand public.<sup>226</sup>

---

<sup>221</sup> Stillman (E.) et al., *op.cit.*, p 52.

<sup>222</sup> *Ibid.*

<sup>223</sup> *Ibid.*

<sup>224</sup> Stillman (E.) et al., *op. cit.*, p. 98.

<sup>225</sup> *Ibid.*

<sup>226</sup> Cf. Hau (M.), « Les grands naufrages industriels français », in : Pierre Lamard et Nicolas Stoskopf (éds.), *Une décennie de désindustrialisation*, Picard, Paris, 2009, pp. 15 à 35.

Avec l'entrée dans la population active française des générations du baby boom, les experts américains étaient persuadés que l'on assisterait à une accélération de la croissance de l'économie française dans la décennie des années 70, « avec un taux de croissance de 5,7% en moyenne pour les années 69-75, taux qui s'élèvera à 6,1% au cours des cinq années suivantes ». Leur jugement sur la force de travail française était particulièrement élogieux : « plus laborieuse, mieux éduquée que ses voisins. »<sup>227</sup> Pour étayer leur argumentation, ils se contentaient de montrer que le pourcentage de jeunes inscrits dans l'enseignement secondaire et supérieur était plus élevé qu'en Allemagne ou en Angleterre, sans donner aucun autre renseignement sur le niveau des études et la répartition des élèves et étudiants selon les matières enseignées.<sup>228</sup> Dans de telles conditions, ils prédisaient pour les années 80 un PNB français égal à « presque 20% du PNB américain ».<sup>229</sup> On comparera cette prévision avec les chiffres qui se réalisèrent effectivement : 17,5% seulement, selon la Banque mondiale (cf. tableau 42 chap. 8), d'un PNB américain lui-même moins élevé que prévu.

## **6.2. Le niveau de vie britannique rattrapé par celui de l'Europe du Sud :**

L'étude du Hudson Institute prenait en compte également les croissances rapides enregistrées en Europe méridionale et le manque de dynamisme de la Grande-Bretagne. Elle prévoyait ainsi qu'en 1985 l'Espagne et la Grèce ne seraient toutes deux « pas très loin du niveau britannique de richesse par habitant » qui se situerait alors « dans la tranche la plus basse d'Europe à l'exception du Portugal et de l'Albanie », tandis que les pays d'Europe de l'Est seraient à un niveau nettement supérieur. On remarquera que l'étude du Hudson Institute n'émettait aucune critique sur les statistiques officielles publiées par ces derniers pays.

Les prévisionnistes du Hudson Institute observaient un déplacement du centre industriel de l'Europe du Nord vers les contrées méditerranéennes du Sud et, après avoir rappelé qu'avant la révolution industrielle, le centre européen des énergies productrices et innovatrices se trouvait au Sud, ils ajoutaient : « On peut donc prétendre que la domination anglaise et allemande en Europe au XIXe siècle

---

<sup>227</sup> Stillman (E.) et al., *op. cit.*, p. 23.

<sup>228</sup> Stillman (E.) et al., *op. cit.*, p. 77.

<sup>229</sup> Stillman (E.) et al., *op. cit.*, p. 53.

et au débit du XXe siècle fut un accident de l'histoire et que l'Europe d'aujourd'hui retourne au modèle qui a prévalu pendant la période de loin la plus longue de l'histoire européenne.»<sup>230</sup>

Tableau 24  
Les prévisions du Hudson Institute en matière de croissance économique pour la période 1970-1985

	PNB par habitant 1970 en dollars 1970	Taux de croissance annuel du PNB projeté pour 1970- 1985 <sup>1</sup>	PNB par habitant 1985 en dollars 1970	PNB 1985 en dollars 1970	PNB 1985 en pourcentage des États- Unis
États-Unis	4 850	4,35	7 689	1 833 565	100,00
Autriche	1 940	5,00	3 771	28 509	1,55
Belgique	2 670	4,9	5 064	49 921	2,72
Danemark	3 200	3,75	5 007	25 606	1,40
Finlande	2 180	4,55	4 041	19 809	1,08
France	2 920	5,9	5 933	335 155	18,28
Allemagne	3 020	4,8	5 254	320 972	17,51
Irlande	1 320	4,7	2 468	8 737	0,48
Italie	1 700	6,05	3 652	207 182	11,30
Pays-Bas	2 400	4,15	3 669	53 167	2,90
Portugal	660	6,65	1 535	15 192	0,83
Espagne	970	5,8	1 943	74 874	4,08
Suède	3 820	4,05	6 217	51 912	2,83
Suisse	3 260	3,3	4 362	28 632	1,56
Grande- Bretagne	2 150	3,3	3 206	181 524	9,90
Grèce	950	7,55	2 585	25 651	1,40

1. En prenant pour taux de croissance 1970-1985 la moyenne des taux de croissance du P.N.B. prévus par l'O.C.D.E. pour les périodes 1970-1975 et 1975-1980. Cf. Stillman (E.) et al., *L'envol de la France dans les années 1980*, Hachette, Paris, 1973, p. 56. Les chiffres de PNB par habitant ont été multipliés par les chiffres de population de 1985. L'Allemagne est définie comme étant la RFA d'avant la réunification.

Cf.

### 6.3. Les faiblesses de l'étude du Hudson Institute :

Comme on va le voir dans la troisième partie, ces prévisions ont commencé à être démenties par les faits au moment même où elles étaient publiées. En se basant sur le simple fait que durant les « Trente Glorieuses », la France possédait l'une des économies les plus dynamiques, cette étude affirmait que les années 1980 et 1990 s'annonçaient de bon augure. Mais elle se contentait de prolonger les tendances antérieures, sans prendre en compte des facteurs comme la modification des comportements des nouvelles générations d'actifs nées en France après la guerre, ou l'évolution des prix des matières premières ou encore la sortie plus rapide que prévu de certaines nations d'Asie hors du sous-développement.

<sup>230</sup> Stillman (E.) et al., *op. cit.*, p. 29-30.

Les jugements émis sur la société française étaient en fait relativement sommaires. Herman Kahn, le directeur de l'Hudson Institute et l'un des pères de la prospective américaine, écrivit l'introduction de l'ouvrage. Il estimait que la France avait le double avantage de conserver des structures familiales moins individualistes qu'en Angleterre ou aux États-Unis et qu'elle acquerrait, grâce à la croissance économique, une meilleure cohésion sociale. Il décrivait les peuples de l'Europe du Nord-Ouest et de l'Amérique du Nord comme devenus très individualistes en raison de leur enrichissement et de la grande liberté que donne la famille dite « nucléaire » (celle qui se limite aux parents et à leurs enfants mineurs) par rapport à la famille communautaire traditionnelle. Il constatait : « la famille nucléaire, du moins dans la classe moyenne supérieure, semble un peu trop disposée à se laisser aller à une permissivité excessive. »<sup>231</sup> Il pensait qu'à l'opposé, les élites en France étaient « dévouées, travailleuses » et à l'abri de l'influence de la philosophie d'un Herbert Marcuse ou d'un Charles Reich qui représentait « un engagement total à la réalisation de soi et un rejet complet de l'utilisation de la culpabilité, de la honte, de la peur, des punitions et des récompenses en tant que disciplines d'un système social ». Il ajoutait : « cet excès post-puritan ou post-protestant est pratiquement impossible dans la culture française. »<sup>232</sup> Quant à l'état d'esprit du prolétariat français, il voyait s'amorcer également un changement culturel propre à rendre la France plus compétitive : « il y avait, par exemple, en France avant la deuxième guerre mondiale, une attitude très répandue d'extrême hostilité envers la nouvelle richesse et le nouveau succès... Ceci est typique de nombreuses cultures, en particulier les cultures rurales dans lesquelles tout le monde croit au concept de gâteau à dimensions fixes, où tout succès récent de quelqu'un signifie que quelqu'un d'autre en a été récemment dépourvu... » Il affirmait qu'au contraire, « dans presque toutes les sociétés à croissance rapide, les gens semblent s'attacher vite au concept du gâteau qui s'accroît où le succès de l'autre signifie que le gâteau s'élargit » et qu'« en Allemagne de l'Ouest comme en France depuis la deuxième guerre mondiale, il semble que l'accent soit mis de plus en plus sur la seconde attitude. » Son expérience de prévisionniste parfois démenti par les faits avait dû le rendre prudent, car il concéda : « cependant, au bas de l'échelle sociale française, une

---

<sup>231</sup> Stillman (E.) et al., *op. cit.*, p. 11.

<sup>232</sup> Stillman (E.) et al., *op. cit.*, p. 12-13.

grande part de l'hostilité typique aux sociétés qui croient aux gâteaux à dimensions fixes semble survivre. »<sup>233</sup>

Un autre argument avancé faisait allusion au potentiel dont disposait l'Europe occidentale. Il s'agissait de la disposition collective d'une industrie et d'une technologie de pointe comparables à celles des Etats-Unis, dans les pays anciennement industrialisés. Comme tous leurs contemporains, les chercheurs du Hudson Institute avaient les yeux rivés sur le secteur aérospatial et nucléaire. Il est vrai que l'Europe, avec l'avion de transport supersonique Concorde, avec les premiers lanceurs de satellites et l'accession à la maîtrise totale de la filière nucléaire, semblait en passe de rattraper les États-Unis. Les développements futurs de l'informatique, de la miniaturisation des composants électroniques ou l'avènement des biotechnologies n'étaient pas encore perçus dans leurs véritables dimensions. Dans ces derniers domaines, l'Europe allait se révéler beaucoup moins performante que le Japon et les États-Unis.

Est-ce que l'essor français pouvait constituer à lui seul, un signe de « superpuissance » de l'économie européenne dans les années qui suivaient la grande embellie ? Le constat communément admis était que pendant les vingt années antérieures, la France avait, d'une manière constante, enregistré un taux de croissance élevé. Mais cette expansion économique ne suffisait pas pour envisager un décollage à l'échelle européenne dans les dix années qui allaient suivre. Nul ne pouvait douter de la prospérité européenne de la fin de la guerre à l'orée de la première crise pétrolière. Mais une autre réalité bien différente des prévisions du *Hudson Institute* n'allait pas tarder à s'imposer.

Si ses conclusions affirmaient qu'en 1980, la France aurait pris place avec la Suède et la Suisse au rang des nations les plus riches d'Europe, l'effet des crises allait faire fléchir la croissance française et entraîner l'effondrement des parts de marché des pays d'Europe anciennement industrialisés. L'économie européenne allait être fragilisée, même si les pays qui, jadis n'apparaissaient dans les

---

<sup>233</sup> Stillman (E.) et al., *op. cit.*, p. 13.

prévisions que sous un angle de « nations attardées » (cas de la Grèce et de l'Espagne) allaient être ceux qui résisteraient le plus à la décélération. Les prévisions avancées sur la croissance économique des pays d'Europe occidentale s'avéreraient n'être que des illusions. Les PIB de ces derniers en pourcentage de celui des États-Unis peuvent nous le confirmer. Le rêve d'une France puissante et prospère dans les années 1980 devant l'Allemagne s'estompa et le PIB français comparé à celui américain passa de 19,96% en 1974 à 17,76% en 1985 selon les chiffres de Maddison, un PIB américain lui-même en retrait sur les prévisions du Hudson Institute.<sup>234</sup>

---

<sup>234</sup> Cf Tableau 24 : PIB des Pays d'Europe occidentale en pourcentage de celui des États-Unis

**Deuxième partie : La période des crises 1974-1986**

## CHAPITRE 7

### LES CHOCS PETROLIERS

L'année 1974 constitue une véritable rupture pour l'économie mondiale et les États d'Europe occidentale en particulier. Cette période est inaugurée par la crise de l'or noir à laquelle allait s'ajouter la concurrence des « nouveaux pays industriels » dans le commerce international. Ces évolutions concomitantes firent chuter la productivité et perturbèrent les relations commerciales et monétaires. Au cours de la croissance des « trente glorieuses », l'or noir avait connu une expansion considérable. Il était devenu la principale source d'énergie. Jusque-là, les besoins étaient satisfaits en grande partie par le Moyen-Orient. Et parmi les différentes sources d'énergie, la part du pétrole n'avait cessé de s'accroître en Europe occidentale. Si nous prenons l'exemple français, le pétrole, importé à 90%, représentait environ 60% de la consommation nationale d'énergie en 1973.<sup>235</sup> La soudaine hausse de son prix mit en difficulté de nombreuses activités en Europe.

Seize ans après la signature du traité de Rome, les économies industrialisées subirent ainsi le premier choc global de type exogène affectant, de façon simultanée et quasi identique, les pays d'Europe occidentale. Toutefois, un relèvement substantiel des prix du pétrole était prévisible depuis le début des années 1970. Déjà, en 1972, le club de Rome avait signalé dans son rapport<sup>236</sup>, *Halte à la croissance* les risques d'épuisement des réserves de matières premières de la planète. Ce club de Rome était une équipe multidisciplinaire et internationale de 17 chercheurs<sup>237</sup> installés dans les bureaux du « *System Dynamics Groups* » au *Massachusetts Institute of Technology* après avoir reçu de Volkswagen, en juillet 1970, une allocation de recherche de 200.000 dollars. Pendant 18 mois, ils allaient s'occuper des problèmes de la croissance mondiale, de ses forces et de ses faiblesses dans une période marquée par un niveau de vie élevé dans tous les pays

---

<sup>235</sup> Wiesenfeld (B.), *L'atome écologique*, EDP Science, Paris, 1998, p 205.

<sup>236</sup> Les experts du « Club de Rome » ont publié en 1971 le rapport Meadows « *Limits of growth* » ou « Halte à la croissance » pour soulever les préoccupations qui allaient bientôt toucher le monde.

<sup>237</sup> Il s'agissait de Dennis et Donella Meadows (USA), Ilyas Bayar (Turquie), William w. Behrens (USA), Forhad Hakimzadeh (Iran), Peter M. Milling (Allemagne), Jorgens Randers (Norvège), Erick K.O Zahn (Allemagne).

industrialisés. L'équipe avait recueilli chiffres et statistiques de beaucoup de nations du globe et s'intéressa plus particulièrement aux phénomènes liés aux investissements, aux populations, aux ressources naturelles et à l'alimentation mondiale. Toutes les informations recueillies leur avaient permis de faire état d'un « modèle dynamique » qui fut conçu pour mesurer, avec prudence, les interactions et les tendances actuelles qui les accompagnaient dans 10, 20, 50 ans. Les inquiétudes de cette équipe de chercheurs visaient particulièrement les limites de la croissance économique à l'échelle mondiale. Déjà, ils avaient réuni suffisamment de données et d'éléments pour alerter l'opinion des dangers rampants qui guettaient le monde. Pour eux, l'humanité allait entrer dans une nouvelle phase et l'année 1972-1973 serait le déclencheur d'un nouveau tournant de la croissance économique. Il était alors crucial pour chaque espace économique national, d'anticiper la face cachée de la période faste des « trente glorieuses ». « *Si nous ne réunissons pas à trouver la force morale, intellectuelle, politique de créer de nouvelles bases, nous arriverons trop tard* », signalait Aurélio Peccei.<sup>238</sup>

En effet, l'un des facteurs qui avait contribué, négativement pour l'environnement, à la croissance économique était la production industrielle, qui avait connu une évolution plus rapide que la population. Si nous prenons pour base l'indice 100 en 1963, nous passons de 30 au cours de la décennie 1930-1940 à 50 en 1950, 70 en 1958 pour aboutir à 140 en 1968<sup>239</sup>. Comprendons alors que les « trente glorieuses » ont été salutaires pour les pays développés comme la France, mais elles avaient en même temps suscité beaucoup d'inquiétude quant à la perpétuation indéfinie de son progrès. C'est dans ce climat que le Club de Rome s'était lancé dans des travaux de prospective, lesquels ont connu un grand succès surtout dans les nations développées. Les manifestations d'un esprit révélateur d'un trouble profond qui perturba le rythme de la croissance allaient devenir une surprenante réalité chez les nations favorisées. Les productions excessives allaient entraîner une dure période des chocs pétroliers. Le fait que l'industrie avait connu une expansion prodigieuse a contribué à faire accroître la proportion des besoins en pétrole. Comprendons que l'« or noir » servait non seulement à actionner les

---

<sup>238</sup> Aurelio Peccei, 4 juillet 1908 - 14 mars 1984 fut un résistant au sein du mouvement *Giustizia e Libertà*. Il était aussi un industriel italien, notamment pour Fiat, Alitalia et Olivetti. Dès 1968, il constitua avec Alexander King le Club de Rome.

<sup>239</sup> Cf *Halte à la croissance ? Le Club de Rome*, présenté par Janne Delaunay, rapport Meadows, Fayard, traduite en France, 1972, p 157.

moteurs des automobiles, les turbo-réacteurs des avions, des chaudières des navires, chauffer les logements, faire fonctionner les fours industriels mais aussi rentrait dans le cadre de la transformation de toutes sortes de sous-produits. Nous pouvons citer entre autres les produits chimiques, les produits pharmaceutiques, les fibres et caoutchoucs synthétiques. L'année du « choc pétrolier » marquait aussi la sortie du micro-ordinateur, la mise au point de la carte à puce par Roland Moreno sans oublier l'avancée de la commercialisation du « fax ». Dans cette deuxième moitié du XXe siècle, l'Europe occidentale était dans une situation mitigée combinant un réel progrès et un climat d'incertitude de l'avancée de la construction européenne. Le 1er janvier 1973, l'Europe communautaire s'agrandissait. Cette année voyait la naissance de « l'Europe des neuf » avec l'entrée effective du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark dans le marché commun, dans un contexte où l'ordre mondial allait être ébranlé par la crise du pétrole.

La profondeur ainsi que la gravité de cette crise étaient telles qu'elles remettaient en question la croissance des États-Unis qui, depuis 1945 étaient restés les gardiens de l'ordre économique international. Elles remettaient encore plus en question la croissance de l'Europe. En effet, l'Europe était encore plus lourdement touchée que les États-Unis et, dès 1975, elle commença à reperdre le terrain qu'elle avait gagné sur les États-Unis au cours des « Trente Glorieuses ».

Tableau 25  
 PIB des Pays d'Europe occidentale  
 en pourcentage de celui des États-Unis de 1974 à 1986

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Autriche	2,51	2,51	2,49	2,50	2,35	2,40	2,46	2,39	2,49	2,45	2,29	2,26	2,23
Belgique	3,50	3,46	3,48	3,35	3,26	3,22	3,37	3,24	3,35	3,22	3,07	2,99	2,93
Danemark	1,97	1,96	1,98	1,93	1,85	1,85	1,84	1,78	1,87	1,84	1,79	1,80	1,80
Finlande	1,51	1,53	1,45	1,39	1,34	1,39	1,46	1,45	1,53	1,51	1,45	1,44	1,43
France	19,96	19,88	19,71	19,55	19,01	18,98	19,24	18,96	19,81	19,23	18,19	17,76	17,57
Allemagne	27,01	26,94	26,83	26,41	25,69	25,84	26,12	25,58	25,85	25,25	24,20	23,81	23,52
Italie	17,30	16,97	17,18	16,91	16,59	16,96	17,55	17,20	17,61	17,11	16,36	16,19	16,09
Pays-Bas	5,18	5,19	5,17	5,08	4,92	4,86	4,92	4,77	4,81	4,69	4,52	4,48	4,45
Norvège	1,33	1,40	1,41	1,40	1,37	1,39	1,46	1,43	1,46	1,46	1,44	1,46	1,46
Suède	3,35	3,40	3,29	3,11	2,93	2,93	2,95	2,86	2,95	2,88	2,77	2,71	2,69
Suisse	3,37	3,14	2,94	2,88	2,73	2,71	2,83	2,81	2,82	2,72	2,61	2,60	2,56
R.me-Uni	18,91	18,94	18,40	17,98	17,62	17,51	17,21	16,58	17,15	17,05	16,29	16,23	16,38
Irlande	0,62	0,66	0,64	0,66	0,67	0,67	0,69	0,69	0,72	0,69	0,67	0,67	0,64
Grèce	1,87	1,99	2,01	1,99	2,00	2,01	2,04	2,00	2,04	1,97	1,88	1,87	1,84
Portugal	1,82	1,74	1,77	1,79	1,74	1,78	1,86	1,84	1,92	1,84	1,68	1,66	1,68
Espagne	8,13	8,44	8,36	8,32	8,13	7,98	8,15	8,00	8,30	8,16	7,72	7,58	7,57
Total Europe oc.tale	118,81	118,60	117,56	115,70	112,68	112,94	114,64	112,09	115,19	112,58	107,43	106,00	105,36

Source : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdnc.nl/maddison>.

Note : Le total « Europe occidentale » comprend également les micro-États.

Très vite, le monde allait ressentir les tribulations du dollar et de l'or noir qui n'épargnèrent pas le panier de la ménagère. Nous comprenons alors la forte progression en Europe occidentale du pétrole et la place que cette énergie occupait et occupe encore dans l'économie. Sa progression en part d'énergie consommée dans le monde était de 33% en 1955 et passa de la même date en Europe occidentale de 22% à 60% en 1970.<sup>240</sup>

Si durant les « Trente Glorieuses » l'Europe avait fait appel aux travailleurs immigrés pour accélérer sa croissance économique, la première poussée du chômage et la gravité de la crise économique incitèrent les gouvernements à fermer les marchés du travail des différents pays européens aux immigrés pour les

<sup>240</sup> Cf *Dictionnaire encyclopédique d'Histoire*, Larousse, Bordas, Paris, 1978, p 4288.

réserver aux seuls nationaux. L'immigration allait être durant les décennies postérieures politiquement instrumentalisée surtout par l'extrême droite incitant les États à expulser les étrangers en situation irrégulière et à durcir toujours davantage les modalités de séjour ou d'entrée dans les pays d'Europe<sup>241</sup>.

Suite à « l'âge d'or » de la croissance qui continue jusqu'en 1974, l'Europe occidentale sombra dans des crises profondes qui s'étalent jusqu'en 1984. Dès lors, s'ouvre une page qui marque une diminution inquiétante du dynamisme et un retour aux périodes de ralentissement de la croissance économique. La hausse des cours du pétrole inquiéta les pays d'Europe occidentale après avoir contribué à déstabiliser les équilibres économiques et dégrader les comptes publics nationaux. Celle-ci avait accentué le phénomène de la pauvreté dans des pays comme le Royaume-Uni. C'est dans ce contexte, face à la volonté nationale de faire baisser considérablement le taux de chômage des jeunes, qu'il faut comprendre les différents plans de redressement. Dans la reconstruction de l'économie du Royaume-Uni, ces plans qui s'étaient traduits en programmes d'aide au retour à l'emploi de cette catégorie mis en place par les divers gouvernements à partir de 1978 ont joué un rôle non négligeable. Il s'agissait entre autres, du « *youth opportunities programme* ». <sup>242</sup>

Nous examinerons les différentes crises pétrolières ainsi que les cortèges de profondes mutations qui en résultent. La modification brutale de l'offre du pétrole et ce qu'elle a fait subir à l'économie mondiale et plus particulièrement à celle de l'Europe occidentale n'ont pas été sans conséquences pour la croissance.

### **7 .1. L'effet récessif des chocs pétroliers**

L'analyse du PIB des pays d'Europe occidentale rapporté à celui des États-Unis met en évidence un brusque et durable ralentissement de la croissance des

---

<sup>241</sup> Billion (P.) « Immigration et inégalités : La construction des frontières ethniques » dans *L'état des inégalités en France* sous la direction de Louis Maurin, Edition Belin, Paris, 2006, p.193.

<sup>242</sup> Ce programme qui faisait de la lutte contre le chômage des jeunes sa priorité fut remplacé par « *the youth training scheme* » en 1983 puis par « *the youth training* » dès 1990. Ces différentes politiques du gouvernement britannique pour redresser la croissance économique ont apporté leur fruit les décennies successives.

pays d'Europe occidentale par rapport à celle des États-Unis après 1974. Parmi les causes, le premier choc pétrolier apparaît comme le phénomène le plus redoutable, dans la mesure où il a davantage affecté l'Europe occidentale, pauvre en hydrocarbures, que les États-Unis. S'il est vrai que ces derniers étaient des importateurs massifs du pétrole moyen-oriental<sup>243</sup>, cette dépendance arithmétique était encore plus grande pour les consommateurs qu'étaient les pays d'Europe occidentale. En effet, durant la période 1950-1973, les pays d'Europe ont vu leurs besoins en pétrole augmenter considérablement, tandis que les besoins en charbon n'ont cessé de régresser face à la montée en puissance de l'or noir. Si nous nous basons sur les calculs du coefficient d'élasticité, qui est le rapport entre une variation de la consommation d'énergie et une variation du produit national brut enregistrée entre les mêmes dates, nous pouvons constater qu'ils ont été positifs et relativement élevés. Ce coefficient d'élasticité a été, durant la période 1950-1973, de +1 pour les États-Unis contre +1,08 pour l'Europe.<sup>244</sup> Ceci confirme encore le besoin important en pétrole non seulement pour l'Europe, mais pour une bonne partie des espaces économiques extra-européens. De 1950 à 1975, la consommation mondiale de produits pétroliers est passée de 477,9 millions de tonnes à 3,493 milliards<sup>245</sup>. Le tableau ci-dessous nous montre bien comment l'Europe est restée dépendante de la consommation pétrolière durant cette période. Les taux d'accroissement annuel de consommation d'énergie ainsi que les coefficients d'élasticité ont été plus importants en Europe qu'aux États-Unis. Des pays comme l'Allemagne et la Suède ont vu leur besoin en pétrole augmenter.

Le besoin en pétrole dans ces pays d'Europe était aussi lié au commerce extérieur qui fut en expansion non seulement dans son volume absolu, mais dans son importance en pourcentage dans les agrégats globaux. Certains n'hésiteront pas à signaler le début de la mondialisation de l'économie et de l'interdépendance qui s'installaient progressivement au sein des nations. Et dans ce contexte d'expansion du commerce extérieur, le pétrole occupait une part privilégiée car ce fut l'époque du développement de l'industrie automobile, de la chimie et

---

<sup>243</sup> Si l'on en croit François Heisbourg, dans son ouvrage, *La fin de l'occident ? L'Amérique, l'Europe et le Moyen Orient*, Odile Jacob, Paris, 2005, pp 93-94, en 1973, 30% des besoins américains en pétrole étaient couverts par des importations.

<sup>244</sup> Cf Groupe de recherche en économie de l'énergie (GREEN) dans *Les termes de l'échange des pays de l'OPEP*, Les Presses de l'Université de Laval, Québec, 1981, p 32.

<sup>245</sup> *Ibid.*

l'utilisation massive du pétrole pour la production d'énergie électrique. C'était pour cette raison d'ailleurs que la taille des navires pétroliers avait considérablement évolué. Si ceux construits dans les années trente jaugeaient en moyenne entre dix et vingt tonnes par unité, à la fin des années 1970, la jauge passa à plus de trois cent mille tonnes par unité et on envisageait déjà des navires de plus de cinq cent mille tonnes, soit un port en lourd multiplié par vingt-cinq.<sup>246</sup>

Tableau 26

Rapport entre la consommation d'énergie et le produit national brut par pays de 1950 à 1973

	Taux d'accroissement annuel moyen de 1950 à 1973 (%)		Coefficient d'élasticité consommation d'énergie/Produit National Brut
	Consommation d'énergie	Produit National Brut	
Monde	5,14	4,80	1,07
États-Unis	3,58	3,56	1,01
Europe	5,29	4,87	1,08
Allemagne Fédérale	4,88	7,18	0,68
Grande Bretagne	1,51	2,29	0,66
Suède	5,69	5,12	1,11

Source : Groupe de recherche en économie de l'énergie (GREEN), *Les termes de l'échange des pays de l'OPEP*, Les Presses de l'Université de Laval, Québec

La crise pétrolière est survenue les 16 et 17 octobre 1973<sup>247</sup> pendant la guerre de « Kippour ». Les pays membres de l'OPEP<sup>248</sup> (Organisation des pays

<sup>246</sup> Pavoine (Jacques), *Les trois crises du XXe siècle*, Ellipses, Paris, 1994, p 81.

<sup>247</sup> Le 6 octobre 1973, les troupes égyptiennes franchissaient le canal de Suez, l'Égypte et la Syrie attaquaient Israël. Face à cette situation de guerre inévitable, les États-Unis organisèrent à partir du 9 octobre, un gigantesque pont aérien pour fournir 1000 tonnes par jour de matériel militaire à

exportateurs de pétrole) réunis au Koweït avaient annoncé un embargo sur les livraisons de pétrole. En fait, ils visaient essentiellement les pays occidentaux accusés de soutenir Israël. Par conséquent, l'exportation de l'or noir vers l'Europe et l'Amérique fut considérablement réduite. La modification de l'offre pétrolière s'accompagna ainsi d'une hausse des prix et d'une baisse de la production. En effet, cette hausse orchestrée fit passer le prix du baril de 3 dollars à 12 dollars. La guerre de « Kippour », en se présentant comme le facteur déclencheur de cette crise mondiale, annonçait le retour au spectre de la pénurie et rendait plus visible les dysfonctionnements et les faiblesses des économies d'Europe occidentale qui n'avaient plus connu les restrictions depuis plus de deux décennies. Dans ce contexte qui débuta avec le mois d'octobre 1973, l'histoire économique des pays d'Europe occidentale fut marquée par un tournant de la croissance dans la période d'après-guerre.

Entraînée dans une période d'instabilité économique dégradante que l'on espérait dans un premier temps provisoire, l'Europe ne se tarda pas à se fondre dans l'atmosphère de stagnation et d'inflation accentuée par la chute du dollar. En effet, en quelques semaines, à la suite de la guerre israélo-arabe du « Kippour », le monde assista à un ralentissement brusque de son économie. Installé à environ 5%<sup>249</sup> par an depuis 1960, le rythme de la croissance était devenu en 1974, pratiquement nul, voire négatif dans plusieurs pays d'Europe. La guerre du « Kippour » avait non seulement dérégulé la croissance en Europe occidentale et aux États-Unis, mais elle avait en outre, fait subir aux monnaies nationales de vives épreuves. Du coup, la crise monétaire s'aggrava irrémédiablement au printemps de 1973 et marqua l'aboutissement d'un long processus de dégradation qui avait pris naissance en 1967 pour le dollar.

---

Israël. Ce qui allait déclencher du coup une frustration des pays arabes qui ne tardèrent pas à décider d'un embargo pétrolier.

<sup>248</sup> L'OPEP fut créée en 1960 par le Venezuela, l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak et le Koweït, une façon de coordonner les politiques de production. Ensuite y rentreront, l'Algérie, l'Indonésie, la Libye, le Qatar, le Nigéria et les Emirats arabes unis. Suite à la fin de la seconde guerre mondiale, beaucoup de pays comme ceux de l'OCDE ont pu fonder leur développement économique grâce au pétrole qui s'affiche comme un produit de substitution au charbon et l'acier. L'or noir reste depuis longtemps sous l'emprise des grandes multinationales américaines et européennes.

<sup>249</sup> Desprairies (P.), *La crise de l'énergie, le mal, le remède*, Editions Technip, Paris, 1982, p 5

L'impact des hausses successives de prix de l'or noir allait perturber le fonctionnement des économies en accélérant la hausse des prix, en laminant les profits des entreprises, en accroissant les disparités dans l'évolution des prix des biens par rapport aux revenus individuels. Ce fut la fin du plein emploi dans les nations industrialisées. Il se dissipa et la pente de la croissance qui s'était redressée durant le quart du siècle qui avait précédé subit violemment la virulence de la crise.

Du coup, cette guerre du « Kippour » qui fut le facteur déclenchant de la crise économique mondiale fit apparaître de nouveau, après des décennies d'âge d'or, le spectre de la pénurie et du rationnement pour les sociétés d'Europe occidentale qui n'avaient plus connu de restrictions depuis fort longtemps. La flambée du prix de l'or noir obligea à réaliser des économies d'énergie et à rechercher l'espoir d'un produit de substitution dans un contexte de restructurations industrielles. Ainsi, dans beaucoup de pays européens, la sidérurgie fut victime de cette réorganisation industrielle tandis que débuta la délocalisation graduelle des industries vers les pays du tiers-monde ou les nouveaux pays industriels<sup>250</sup>.

D'autre part, nous notons de nombreuses distorsions sociales causées par le phénomène du chômage. Du fait de l'incertitude qui pesait dans presque tous les secteurs, femmes et enfants se sont mis au travail pour renforcer la sécurité financière du ménage. Le cas italien l'illustre bien. Dans ce pays, un million d'enfants de moins de quinze ans étaient employés clandestinement durant la crise de six à dix heures par jour pour 100 ou 200 Francs par mois.<sup>251</sup>

Allait se conjuguer à ce cortège de crise économique mondiale, qui n'avait pas épargné l'Europe occidentale, le deuxième choc pétrolier survenu en janvier 1979. Il fut accentué par la guerre Iran-Irak de septembre 1980. Ce contexte géopolitique particulièrement tendu de la révolution islamique et de la baisse de la production pétrolière de l'Iran ouvrit une autre période de crise marquée par

---

<sup>250</sup> Cf, *L'histoire au jour le jour, croissance et crises 1944-1996, cinquante ans d'histoire économique*, Editions Le Monde, Paris, 1997, p.74.

<sup>251</sup> Drouin (P.), « La fin du plein emploi », *ibid.*, p 78.

l'instabilité due à une nouvelle flambée des prix (le baril passa de 13 à 35 dollars), ce qui était à la fois énorme et nuisible à la bonne santé des économies occidentales. Dès lors, la révolution chiite iranienne qui fut le détonateur d'une nouvelle flambée du prix du baril fut à l'origine d'une rechute entre 1980 et 1982 dans les pays industrialisés. Cette période est considérée comme l'une des récessions économiques les plus graves d'Europe occidentale<sup>252</sup>. L'économie de l'Europe occidentale entraîna alors dans une phase maussade.

Somme toute, nous pouvons constater que les chocs pétroliers ont eu des conséquences désastreuses en Europe occidentale. Cette période marquait une rupture fondamentale des équilibres entre les nations européennes. Si nous nous basons sur les indicateurs économiques des États, nous finissons par nous rendre compte que les nations européennes ont été les plus touchées. Le taux de croissance de la C.E.E est passé de 4,6% entre 1963 et 1973 à 1,9% entre 1973 et 1982 alors que celui des États-Unis durant la même période passait de 4,2% à 2,4%<sup>253</sup>. L'effritement de la croissance économique dans les pays d'Europe occidentale devint une préoccupation à partir de 1974, l'année qui venait brutalement rompre avec les mécanismes de l'expansion trentenaire. Au phénomène de la stagflation qui conjugue stagnation économique, persistance d'un niveau d'inflation élevé et hausse du chômage, s'ajoutait la baisse considérable de la production industrielle. Ainsi, elle avait chuté de - 8,3% en Allemagne et de - 6,5% en France sur l'ensemble de la période 1974-1975<sup>254</sup>. Le recul de la production industrielle et les autres facteurs cités ci-dessus accentuèrent la décélération de la croissance économique des années suivantes

L'intervalle 1974-1984 annonce une ère de crises qui déstabilisent profondément les conditions de l'expansion économique et mettent fin aux années de belle croissance enregistrée depuis le traité de Rome. Cette période de chute de l'expansion économique est accentuée par le retour de l'inflation et du chômage dans beaucoup de pays d'Europe occidentale. En moins de cinq ans, le monde

---

<sup>252</sup> Gauthier (Y.), *op.cit.*, p 157.

<sup>253</sup> Galoux-Fournier (B.), *Histoire de l'Europe au XXe siècle, 1974 à nos jours*, Edition Complexe, Paris, 1995, p 23.

<sup>254</sup> Asselain (J.C.), *Histoire économique du XXe siècle. La réouverture des économies nationales (1939 aux années 1980)*, Presses de Sciences Po et Dalloz, Paris, 1995, p. 359.

connaît deux crises pétrolières qui s'abattent sur des économies qui avaient déjà commencé à épuiser leurs réserves de population rurale et à perdre, après les fortes hausses salaires de la fin des années 1960, leurs marges de compétitivité sur le marché mondial. Ses retentissements ne tarderont pas à se faire sentir du cœur de l'Europe jusqu'aux pays les plus périphériques.

## 7.2 : L'accentuation de la crise après 1979

Les crises pétrolières ont été prolongées et accentuées par le retour à l'inflation et au chômage presque partout dans les pays d'Europe. Aucune nation d'Europe occidentale n'a été épargnée et le déséquilibre total causé par la concomitance entre le chômage et l'inflation est en relation avec une baisse de la croissance de la productivité. Le diagnostic montre une accentuation de la crise avec les difficultés européennes qui commencent à se manifester. Cette spirale inflationniste des prix et des salaires constitue le nœud de tous les problèmes à résoudre. Le tableau suivant nous permet de mesurer l'ampleur et la généralité du phénomène inflationniste.

Tableau 27

Taux d'augmentation annuelle des prix à la consommation dans divers pays de l'OCDE

	1973	1974	1975
États-Unis	2,0%	11,0%	9,0%
RFA	6,9%	7,0%	6,0%
Royaume-Uni	9,2%	16,0%	24,2%
France	7,3%	13,7%	11,8%
Italie	10,4%	19,4%	17,2%

Source : Gauthier (Y.), op.cit.

Au phénomène du sous-emploi qui avait progressé lentement depuis le milieu des années 1960 puis à celui du chômage grandissant dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, l'accélération et la généralisation de l'inflation étaient venues s'ajouter, perturbant la croissance économique nationale dans presque tous les pays d'Europe anciennement industrialisés. Ce tableau suivant confirme cette hausse du chômage dans l'Europe des Six. En 1979, le taux de chômage, suite à la chute de la production industrielle fut en Allemagne de 3,3% de la population active, soit 876 000 chômeurs, alors qu'il atteignait 5,6% en France la même année, soit 1 361 000. Nous pouvons alors conclure que, si les niveaux atteints après 1974 marquaient une véritable rupture par rapport à la période des « trente glorieuses » marquée par le plein emploi, le phénomène s'était nettement amplifié après 1979. Le Luxembourg est l'un des rares pays à avoir connu un taux de chômage nul en 1973 (0,0%) et encore quasi-inexistant en 1985 (0,3%).

Tableau 28

Evolution du taux de chômage pour 6 pays d'Europe de 1973 à 1985

Pays	1973	1975	1979	1980	1985
Allemagne	1,0	4,2	3,3	2,9	7,9
France	1,8	3,9	5,6	6,3	10,2
Italie	4,9	5,3	6,7	7,5	9,6
Belgique	2,9	5,3	8,4	8,8	11,3
Luxembourg	0,0	0,2	0,7	0,6	0,3
Pays-Bas	2,3	4,0	5,5	6,0	10,6

Source : OCDE.

D'autre part, les États s'étaient trouvés confrontés à une forte hausse des prix de 1974 à 1985. Ce qui avait rendu plus déroutante cette crise, car jusqu'alors les taux de chômage variaient à l'inverse des taux d'inflation. Cette fois, ils variaient dans le même sens. Il fallut trouver un nouveau mot pour désigner cette situation inédite : la « stagflation ».

Les nations anciennement industrialisées subirent les réalités des échanges internationaux qui s'étaient détériorés et leurs parts du commerce mondial avaient

connu un net recul. L'endettement et les déficits extérieurs furent ainsi à l'origine d'un véritable coup d'arrêt de la croissance économique dans les espaces économiques nationaux d'Europe occidentale. Les tentatives protectionnistes (comme celle du gouvernement français ralentissant les opérations de dédouanement des magnétoscopes importés) n'ont pas pour autant dompté la crise et les déséquilibres financiers qui en découlaient.

La puissance allemande allait devoir affronter le choc pétrolier des années 1970 et adopter un programme de stabilisation. Pouvant être pris comme l'un des meilleurs échantillons parmi les pays qui ont su faire face à la crise, s'interroger sur le devenir de l'Allemagne et sa capacité à limiter les dégâts du choc pétrolier, mérite une attention particulière. La lutte contre l'accentuation de la crise se fit sur deux fronts. Le premier ensemble de mesures consista à alléger la charge que les pays exportateurs de pétrole faisaient peser sur l'économie allemande.<sup>255</sup> Pour ce faire, il était dès lors primordial de réduire la consommation d'hydrocarbures. C'est ainsi qu'en 1983, l'Allemagne n'importait que 107 millions de tonnes de pétrole contre 148 en 1979. Les industriels allemands s'orientèrent vers des recherches permettant d'accroître les rendements des chaudières au fuel et des moteurs, sans pour autant renoncer à produire des voitures de grosse cylindrée, poussant même l'État à ne pas adopter la limitation de vitesse sur les autoroutes.

Le second ensemble de mesures consista à favoriser la reconquête des parts de marché à l'exportation. Celles-ci avaient diminué au début des années soixante-dix au profit du Japon et des nouveaux pays industriels d'Extrême-Orient, notamment dans les domaines de l'électronique grand public, des appareils photographiques et de la construction navale. L'industrie allemande s'adapta à la nouvelle donne mondiale en se spécialisant davantage vers les biens d'équipement. Le chancelier social-démocrate Helmut Schmidt fit pression pour limiter les hausses de salaires en déclarant, selon une formule restée célèbre, que les profits d'aujourd'hui étaient les investissements de demain et les emplois d'après-demain. La part des salaires dans le revenu national baissa après le niveau record atteint en 1975, ce qui permit de redonner une certaine compétitivité à l'industrie allemande, dont les effectifs employés continuèrent à augmenter en valeur absolue jusqu'en 1981. À partir de

---

<sup>255</sup> Hau (M.) dans *l'histoire économique de l'Allemagne, XIXe XXe siècle*, Economica, Paris, 1994.

1982, une nouvelle coalition gouvernementale formée entre les libéraux et les chrétiens-démocrates mena une politique de limitation des dépenses publiques, d'encouragement à l'investissement des entreprises au moyen de dégrèvements d'impôts sur les bénéficiaires et de rééquilibrage du budget par une augmentation de la TVA. Il s'agissait aussi de permettre l'adaptation des entreprises allemandes à la nouvelle donne mondiale en renonçant complètement à la politique de relance car aucune politique conjoncturelle n'aurait été capable de ralentir l'inflation ou d'atténuer les fluctuations. La politique financière restait rigoureuse et désormais soumise à l'exigence de l'équilibre budgétaire allemand. C'est dans cette foulée que l'État, dès 1982, avait réduit les prestations sociales sans porter atteinte à la proportion entre les cotisations et les charges sur le budget national. La politique gouvernementale a consisté à irriguer l'ensemble du tissu industriel et non quelques industries de pointe en refusant une politique industrielle d'après crise comme l'avait conçue l'État français. L'État allemand aida toutefois les secteurs à forte perte d'emplois comme l'agriculture, les charbonnages ou la construction navale mais visa essentiellement à atténuer les tensions sociales. Conscient de la place importante de l'apprentissage et de la formation, l'État opta pour la formation professionnelle pour rendre son économie, son industrie et sa technologie plus compétitives et performantes. Tous ces facteurs réunis ont permis à l'économie allemande de résister efficacement à la crise, de compenser tant bien que mal le vide causé par la crise de l'or noir, d'arriver à conserver des salaires élevés et de s'imposer comme une grande puissance mondiale en résistant en même temps à la désindustrialisation.

Les syndicats allemands négocièrent des réductions de la durée légale du travail en échange d'engagements de modération des hausses de salaires et d'une plus grande flexibilité horaire<sup>256</sup>. Le taux de chômage national se maintint au-dessous de 5% durant toute la période où se firent sentir les effets des deux chocs pétroliers, de 1974 à 1986.

---

<sup>256</sup> M.Herland, « Le chômage en Europe », *L'Europe en formation*, n° 297 (été 1995), pp. 21-22. C.Bouchoux, *L'Allemagne réunifiée, Syros-Alternatives*, Paris, 1992, p.73 à 76. A.Davie, *Les politiques industrielles. Libéralisme ou intervention de l'Etat ?*, Hatier, Paris, 1987, pp.76-80. T.Schwob, « République Fédérale d'Allemagne », in : J.Généreux (dir.), *Enjeux du monde. Panorama économique mondial*, Hachette, Paris, 1988, p.206.

Le contre-choc pétrolier arriva à point nommé pour détendre la situation. Les parts de marché de l'industrie allemande qui étaient tombées à 8,9% des exportations mondiales en 1984, repassèrent la barre des 10% durant les années suivantes. Les exportations de l'Allemagne dépassèrent à nouveau celles du Japon et passèrent devant celles des États-Unis en 1987, ce qui plaça l'Allemagne au premier rang des pays exportateurs. Cette situation commerciale était le fruit de solides spécialisations dans l'industrie. La R.F.A. était ainsi le pays de la C.E.E., ayant le taux d'emploi dans l'industrie le plus élevé. L'industrie allemande resta centrée avec succès sur ses spécialités traditionnelles, comme la métallurgie, la mécanique, l'automobile, la chimie et le matériel électrique professionnel<sup>257</sup>.

Les autres États européens s'engagèrent avec des succès inégaux et parfois plus tardivement dans la même voie. Si la France alla encore plus loin en termes d'indépendance énergétique avec un ambitieux plan de construction de centrales nucléaires, mais elle tarda à limiter la hausse des coûts salariaux, la baisse de leur part dans la valeur ajoutée n'intervenant qu'en 1983, huit ans après l'Allemagne. En plus de la politique d'économie d'énergie et des efforts pour limiter les coûts salariaux, les gouvernements européens promurent une politique de limitation de la main-d'œuvre dans un contexte où la population active ne cessait de s'accroître. Dès 1975, la plupart des États européens suspendirent tout recrutement d'étrangers et octroyèrent une prime à ceux qui acceptaient de rentrer dans leur pays d'origine.

Il s'agissait aussi de permettre l'adaptation des entreprises allemandes à la nouvelle donne mondiale en renonçant complètement à la politique de relance car aucune politique conjoncturelle n'aurait été capable de ralentir l'inflation ou d'atténuer les fluctuations. La politique financière restait rigoureuse et désormais soumise à l'exigence de l'équilibre budgétaire allemand. C'est dans cette foulée que l'État, dès 1982, avait réduit les prestations sociales pour ne pas porter atteinte à la proportion entre les cotisations et les charges sur le budget national. La politique gouvernementale a consisté à irriguer l'ensemble du tissu industriel et non quelques industries de pointe en refusant une politique industrielle d'après

---

<sup>257</sup> Y.Gauthier, *La crise mondiale...*, *op. cit.*, p.304.

crise comme l'avait conçue l'État français. L'État allemand aida toutefois les secteurs à forte perte d'emplois comme l'agriculture, les charbonnages ou la construction navale et visa essentiellement à atténuer les tensions sociales. Conscient de la place importante de l'apprentissage et de la formation, l'État opta pour la formation professionnelle pour rendre son économie, son industrie et sa technologie plus compétitives et performantes. Tous ces facteurs réunis ont permis à l'économie allemande de résister efficacement à la crise, de compenser tant bien que mal le vide causé par la crise de l'or noir, d'arriver à conserver des salaires élevés et de s'imposer comme une grande puissance mondiale en résistant en même temps à la désindustrialisation.

Le Royaume-Uni a aussi essayé de résister, à sa manière bien particulière, à la crise sous la houlette d'une « dame de fer » qui allait marquer de son empreinte l'histoire économique de ce pays. Il s'agissait de la politique de Margaret Thatcher, femme politique britannique et leader du parti conservateur, première ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990. Il faut dire que le thatchérisme constitue, avec le « reaganisme », l'un des avatars des politiques de lutte contre les chocs pétroliers et les crises conjoncturelles de l'époque de la flambée des prix de l'or noir. Comme le « reaganisme », elle s'inspire de la même logique libérale et applique les recettes communes. Dans ce contexte d'accentuation de la crise, le thatchérisme fut l'un des modèles les plus connus des années 1980 en Europe occidentale. Très attachée à ses convictions chrétiennes, conservatrices et libérales, Margaret Thatcher, en arrivant au pouvoir dans une situation d'instabilité relative et absolue, n'avait pas tardé à redresser l'économie britannique au prix de réformes radicales. Elle affirmait : « *Ce qu'il nous faut, maintenant, c'est une part beaucoup plus importante de responsabilité et de décision individuelle, beaucoup plus d'indépendance à l'égard du gouvernement et une réduction comparative du rôle de l'État.* »<sup>258</sup>

Quand Margaret Thatcher avait pris ses fonctions de Premier ministre, le Royaume-Uni était frappé depuis une décennie par une grave crise économique, sociale, politique et même culturelle. Les grèves étaient devenues très fréquentes et les différentes politiques réformatrices n'avaient pas donné les résultats escomptés.

---

<sup>258</sup> Cf Gherardi (S.), dans *Le monde, l'histoire au jour le jour, croissance et crises, 1944-1996*, Le Monde Editions, Paris, 1997, p116.

La situation à la fois fragile et marquée par une ambiance d'instabilité et de déclin avait fini par déclencher un mouvement d'opinion en faveur de réformes plus radicales à la fin des années 1970. Margaret Thatcher commença par lancer une réforme fiscale. Elle consistait à inciter les gens à s'enrichir en réduisant fortement l'imposition sur le revenu. C'est la raison pour laquelle, le thatchérisme inaugura cette conception bien particulière de l'égalité de l'imposition pour tous, en allant jusqu'à préconiser la « *poll tax* », l'impôt égal pour tous les contribuables d'une même commune. Toujours dans le cadre des réformes, la privatisation occupa une place primordiale. Margaret Thatcher réduisit la part du secteur public, rééquilibra le budget national et entama le remboursement des dettes. La réforme audacieuse, qui consistait aussi à mener la politique de la déréglementation pour donner un souffle aux marchés financiers, permit, dans une certaine mesure, de faire baisser le coût des transactions. Dans le domaine de l'immobilier, le déclenchement de la concurrence entre les banques et les « *building societies* » n'a pas par contre été sans conséquences. Il s'est traduit par une véritable boulimie d'achat et une hausse du prix du logement, entraînant une perte de contrôle sur la masse monétaire. Toutefois, le bilan économique du thatchérisme au Royaume-Uni fut le retour à la stabilité des prix puis un redémarrage modéré de la croissance avec un recul du chômage à partir de 1986, même si l'on ne doit pas oublier de souligner qu'en dehors d'une grande majorité de Britanniques qui ont connu la prospérité durant cette période, existait une frange de la population très pauvre : les « *underclass* ».

La décélération de la croissance suite aux chocs pétroliers apparaît comme un phénomène dont la rapidité et l'ampleur sont assez surprenantes. Il s'y ajoute le fait que cette accentuation de la crise donne le signal fort d'une stagnation, voire d'une baisse significative du niveau de vie des ouvriers non qualifiés dans les pays industrialisés, mais également dans les nations en voie de développement d'Occident, Espagne, Portugal et Grèce.

Les belles années des « Trente Glorieuses » s'achèvent sur l'accentuation de la crise qui combine à la fois chômage et inflation. Ces deux phénomènes représentent l'une des failles les plus redoutables d'une économie. Et l'Europe occidentale, durant cette période de l'après-choc pétrolier, n'a pas échappé à cette réalité conjoncturelle.

Les statistiques du tableau des PIB des États d'Europe occidentale rapportés à celui des États-Unis montrent une importante régression des chiffres pour tous les pays, à l'exception de la Norvège, bénéficiaire de la manne pétrolière, durant cet intervalle qui va de 1974 à 1986. Le surcroît de dynamisme dont bénéficiait l'Europe par rapport aux États-Unis a donc bien pris fin. Malgré les plans des différents gouvernements pour réagir contre l'inflation, celle-ci devint incontrôlable même pour les États-Unis qui, dès le 12 août 1973, entamaient le nouveau plan *Connally* qui consistait à contrôler strictement les hausses des prix et des salaires. En Allemagne, la lutte contre l'inflation a été une des priorités du gouvernement de Bonn. Il fut le premier en Europe occidentale à adopter dès mars 1973 un plan de stabilisation. L'objectif de ce plan à base de taxations a été de peser sur les revenus et les investissements, d'émettre aussi des bons du trésor afin de geler, auprès de la *Bundesbank*, la partie collectée de la masse monétaire. Cette même politique a été soutenue en France en 1973-1974 où le taux d'escompte de la Banque de France est porté de 11% en septembre 1973 à 13% en juin 1974.<sup>259</sup> Cependant, force est de constater que la réduction des flux, les crises pétrolières ont été à l'origine de l'arrêt du recrutement de la main-d'œuvre étrangère. Le taux d'activité de la population immigrée en 1972, avec une population constituée en grande partie de Turcs, était de 67%.<sup>260</sup>

Les années 1970 et 1980 marquent donc le ralentissement de la croissance dans la plupart des pays européens. Ces crises économiques ont du coup engendré des mutations importantes dans les rapports entre régions, espaces nationaux, les fortes agglomérations et les périphéries. Mieux, cette période rehaussa le seuil des disparités et mit fin au rêve des « *Golden sixties* ».

La France, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni ne sont pas en reste par rapport à l'Allemagne, car ces nations ont aussi souffert de cette période d'accentuation de la crise. Les statistiques nous le montrent clairement. Le taux d'inflation (pourcentage par an en moyenne) de la France est passé de 2,5% en

---

<sup>259</sup> Gauthier (Y.), *op.cit.*, p 73

<sup>260</sup> Manfrass (K), *Migrations et coopération internationale : Les enjeux pour les pays de l'OCDE*. Conférence de l'OCDE, Madrid, 1993

1965 à 13,5% en 1980, celui du Royaume-Uni de 3,4 à 18%.<sup>261</sup> Dans ces quatre pays, les tensions inflationnistes sont présentes. On assiste à l'effondrement de la rentabilité, à la baisse des bénéfices et à la montée de l'endettement des entreprises. L'industrie qui avait été le secteur phare de la période d'expansion de l'après-seconde guerre mondiale, était déjà devenue un secteur sinistré en Grande-Bretagne au début des années soixante-dix. Elle s'écroula également, après 1974, et plus encore après 1979, en France. Ce dernier pays a connu durant la décennie 1974-1984 un nombre record de faillites, un effritement de ses parts du marché international ainsi que l'une des plus fortes baisses au monde de l'emploi dans son secteur industriel. Si l'on compare entre eux trois pays européens de poids démographiques et industriels comparables, la France, l'Italie et le Royaume-Uni, c'est la France qui subit, entre 1979 et 1984 la plus forte baisse de l'emploi industriel : elle en perdit, en l'espace de cinq années, 1,7 million quand le Royaume-Uni n'en perdit qu'1,1 et que l'Italie maintint et même accrut encore légèrement ses effectifs (cf. tableau ci-dessous). L'aspect le plus spectaculaire de cet épisode de la vague de désindustrialisation subie par la France entre 1974 et 1984 a été constitué par plusieurs grands naufrages industriels. C'est dans ces années qu'ont disparu les géants de la sidérurgie lorraine (1977-1984), Manufrance (1977-1980), Boussac (1978), la filature Motte (1982) et, surtout, le géant français de la mécanique lourde Creusot-Loire (1984). Il s'y est ajouté, en 1986, le dépôt de bilan de la Normed, c'est-à-dire la disparition de tout un pan de la construction navale française. Ces disparitions ont contribué à aggraver le déficit de la balance commerciale française et entraîné dans leur chute des dizaines de sous-traitants et de fournisseurs<sup>262</sup>.

Tableau 29  
Population active occupée dans l'industrie  
y compris industries extractives et bâtiment-travaux publics (milliers)

	1979	1984
France	8620	6890
Italie	8263	8401
Royaume-Uni	9895	8753

<sup>261</sup> Teulon (F.), *op.cit.*, p.115.

<sup>262</sup> Hau (M.), « Les grands naufrages industriels français », in : Pierre Lamard et Nicolas Stoskopf (éds.), *Une décennie de désindustrialisation*, Picard, Paris, 2009, pp. 15 à 35.

Source : Eurostat.

En France, le phénomène de la désindustrialisation ne toucha pas seulement le complexe charbon-acier ou la construction navale. Furent également touchées les régions qui avaient accueilli les nouvelles industries liées au boom de la consommation des années soixante et aux décentralisations opérées dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire. Déjà, le creux de la crise industrielle française a été visible durant le troisième trimestre de 1974 au premier trimestre de 1975. La diminution de la production industrielle nationale en volume s'était établie à 12% entre le troisième trimestre de 1974 et le troisième trimestre de 1975.<sup>263</sup> L'Allemagne aussi avait connu le même phénomène avec une diminution de sa production industrielle qui était de 6,2% entre le quatrième trimestre de 1973 et le troisième de 1975.

En Italie et, surtout, en Espagne, la croissance de la population occupée dans l'industrie s'est poursuivie après le premier et le second chocs pétroliers, mais elle n'a pas été suffisante pour absorber un important afflux de population active libéré par la modernisation de l'agriculture. Le chômage progressa en Espagne jusqu'à un taux supérieur à 20% en 1984.

En Grèce et au Portugal, où des politiques de stimulation de la croissance ont buté sur l'archaïsme du secteur de la distribution, la hausse des prix de consommation avait atteint respectivement 21% et 24% entre 1980 et 1985 tandis que le besoin de financement des administrations publiques dépassait 10% du PIB. Pour les études de l'OCDE<sup>264</sup>, les déséquilibres macro-économiques s'étaient considérablement accentués pendant les années 1980.

En Grèce, entre 1973 et 1999, le chômage augmente de façon continue de presque dix points de pourcentage, passant de 2% à 11,7% de la population active. Une partie notable de cette hausse du chômage s'explique par une plus grande générosité des règles d'indemnisation initiée par le gouvernement démocratique

---

<sup>263</sup> Gauthier (Y.), *op.cit.*, p. 80.

<sup>264</sup> Cf *Revue économique de l'OCDE*, numéro 16, printemps, 1991.

qui succède en juillet 1974 à la dictature militaire<sup>265</sup>. Le développement de la protection sociale devient l'un des objectifs du gouvernement de centre-droit dirigé par Constantin Caramanlis, qui veut éviter d'être débordé par la gauche. La hausse du taux de chômage est d'autant plus ample que le chômage déguisé jusque-là sous forme d'activités épisodiques et faiblement rémunérées est endémique. La mise en place d'un système d'assurance chômage plus généreux transforme un chômage masqué en un chômage indemnisé et officiel. Les aides financières de l'Union Européenne, les investissements étrangers et l'affluence des touristes n'arrivent pas à compenser cette évolution.<sup>266</sup>

En 1981, le parti socialiste remporte les élections et son leader Georges Papandreou devient premier ministre. Il restera à la tête du gouvernement grec jusqu'en 1989. Il s'oriente davantage vers l'extension du pouvoir de l'État et une politique de nationalisations visant à renflouer les industries manufacturières. Les hausses salariales s'accroissent à partir de 1982. L'industrie moderne, concentrée surtout à Salonique et à Athènes, limite l'offre d'emplois et le rythme de création de nouvelles entreprises est trop lent pour en créer de nouveaux en nombre suffisant, au moment même où l'exode rural bat son plein. La Grèce se caractérise aussi par une législation administrative du licenciement qui freine l'embauche. Si une entreprise de plus de 50 salariés veut licencier au moins 2% des effectifs, elle doit demander la signature d'un accord au Ministère du Travail établi entre le Ministère, les syndicats et le patronat. L'emploi industriel baisse de façon continue, avec une perte nette de 176 000 emplois entre 1981 et 1996. Les dépréciations successives de la monnaie grecque, durant les années 1980 et 1990, ne relancent pas les exportations. À partir des années 1980, la Grèce se caractérise par un chômage difficile à réduire, dont les nouveaux entrants sur le marché du travail (les femmes et les jeunes) ainsi que les non qualifiés sont les principales victimes.

Le choc pétrolier de 1973 déstabilisa l'économie irlandaise et amena le gouvernement à opter pour un alourdissement de la fiscalité. Ce fut le début de

---

<sup>265</sup> Cf. OCDE, *Étude de l'OCDE sur l'emploi. Données et explications. Partie II. Possibilités d'adaptation des marchés du travail*. OCDE, Paris, 1974.

<sup>266</sup> D.G.Demekas, Z.G.Kontolemis, *Unemployment in Greece : A Survey of the Issues*, IMF Working Paper n° 96/91, Florence, 1997, pp.24-37.

l'essoufflement de la croissance de l'Irlande malgré la première vague d'industrialisation. Toutefois, l'entrée de l'Irlande dans la Communauté économique européenne en 1973 après deux vaines tentatives<sup>267</sup> lui ouvrait les vannes des aides financières pour les réajustements et l'intégration économique. Avec son adhésion, l'Irlande bénéficia ainsi des transferts communautaires et de l'accès au vaste marché européen.

Le caractère durable de la crise conduit à l'affaiblissement des ressources locales offertes à la consommation et accentue l'accélération brutale des dépenses sociales des États. La crise va de pair avec l'effondrement des gains de productivité, l'un des facteurs de base de la croissance d'une économie. Au final, les pays anciennement industrialisés, excepté l'Allemagne qui a mieux résisté à la désindustrialisation, ont perdu leur flexibilité malgré les nouvelles politiques de lutte anti-crise. Si beaucoup d'historiens, d'économistes et de chercheurs contemporains pensent que l'Allemagne fédérale peut servir de modèle économique à l'Europe c'est qu'elle est réputée d'être la championne des nations qui surmontaient les crises les plus tenaces. Après avoir été à la hauteur du défi de la reconstruction de la période d'après-guerre dès 1948, nous pouvons constater qu'elle a fini aussi en 1982 par détenir le leadership économique européen malgré une situation nationale difficile lors du deuxième choc pétrolier. En effet, comme le confirme Claude Beaud,<sup>268</sup> l'Allemagne représentait « l'homme solide de l'Europe » car de tous les pays de la Communauté économique européenne, elle avait le mieux digéré le premier choc pétrolier. Tous les pays d'Europe occidentale n'ont pas affiché cette régulière reprise de la croissance économique après les crises qui se sont succédé.

En France, la productivité horaire du travail est passée d'une croissance annuelle de plus de 5% entre 1950 et 1973 à une croissance inférieure à 3% après

---

<sup>267</sup> En raison du refus de la candidature britannique en janvier 1963, l'adhésion de l'Irlande à la Communauté économique était impensable pour des pays membres comme la France. Un nouvel échec s'annonça avec le général de Gaulle qui opposa son droit de veto à cette adhésion même si au préalable, l'Irlande avait déjà signé deux ans plus tôt l'Accord de libre-échange avec le Royaume Uni.

<sup>268</sup> Beaud (C.), *Chocs et entrechocs de l'économie mondiale, 1973-1987*, Editions Sedes, Paris, 1988, p 107

1973<sup>269</sup>. La tentative de stabilisation faite en 1977 n'a pu stopper la hausse des prix de 30% et celle du chômage.<sup>270</sup> Quant à l'Espagne, le pays entra en 1975 dans une des périodes les plus difficiles de son histoire. En effet, face à la crise, elle se devait à la fois d'entamer la transition politique après la mort du général Franco et éviter des mesures impopulaires, afin de ne pas renforcer le poids électoral de l'extrême-gauche.

L'impact de ces hausses successives du prix du pétrole différa bien sûr dans les pays d'Europe occidentale selon le degré de leur dépendance énergétique et des différentes politiques étatiques qui furent menées. Mais ce qu'il faut souligner, c'est que partout, elles perturbèrent le fonctionnement des économies nationales avant de s'inverser à partir du contre-choc pétrolier de 1985.<sup>271</sup> Le ralentissement de la production depuis 1974 auquel vient s'ajouter la récession de 1975 a été le point de départ d'une perte de dynamisme de la croissance dans beaucoup d'espaces économiques nationaux d'Europe occidentale. Ce phénomène d'une croissance en baisse dans les pays initialement détenteurs d'un dynamisme ne doit pas exclure le rattrapage des pays en retard de développement.

Beaucoup de pays d'Europe occidentale avant les crises pétrolières connaissaient une croissance forte et régulière fondée sur le dynamisme de la consommation des ménages et des exportations sans oublier les efforts qui étaient consentis dans l'investissement des entreprises ou les équipements publics. Depuis lors, la croissance est devenue à la fois faible et volatile, tandis que l'évolution décevante du pouvoir d'achat pesa de plus en plus sur la consommation des ménages. La période des chocs pétroliers a été néfaste aux économies nationales et aucun des pays d'Europe n'a été épargné par les conséquences. Certains ont été moins touchés que d'autres : c'est notamment le cas des « pays attardés ». Etant devenu au cours des années 1960 une source d'énergie essentielle, l'or noir a fait basculer, par la hausse du prix, les espaces économiques dans une chute subite et imprévisible de la croissance. Les efforts nationaux et les politiques

---

<sup>269</sup> Guillec(D.) et Ralle(P.), *Les nouvelles théories de la croissance*, « la référence incontournable », Alternatives économiques, Editions la Découverte, Paris, 2001.

<sup>270</sup> Caron (F.), *op.cit.*, P ; 357

<sup>271</sup> Jeanneney (J.M.) et Pujals (G.), *Les économies de l'Europe occidentale et leur environnement international de 1972 à nos jours*, Editions Fayard, Paris, 2002, p.55.

interventionnistes ne sont pas parvenus à maintenir le rythme de hausse du niveau de vie des populations qui resta loin de celui enregistré pendant les Trente glorieuses. Ceci témoigne en quelque sorte d'une économie d'Europe occidentale complètement fragilisée avec une croissance irrégulière et brisée durant la période qui a suivi les chocs pétroliers. Nous allons tenter d'étudier la période d'après crise ainsi que les conséquences qui en ont découlé.

## **CHAPITRE 8**

### **UNE ÉCONOMIE EUROPÉENNE FRAGILISÉE**

En examinant les profils de croissance des différents pays d'Europe occidentale, on se rend compte que l'expansion économique dans les différents espaces nationaux a beaucoup changé. Dans les années 1950 et 1960, la plupart des pays ont connu une croissance rapide du fait de l'effort remarquable d'après-guerre auquel s'ajoute l'application des connaissances, des technologies et des innovations en provenance des États-Unis. Les années 1970 et 1980 annoncèrent une autre ère qui perturba la santé économique dans beaucoup de pays d'Europe.

La perte de dynamisme des économies des pays d'Europe occidentale après que celles-ci avaient presque rattrapé le niveau de la productivité américaine a été de grande ampleur. Une première manifestation en est l'accélération de l'inflation. Au cours des années 1972 à 1985, les taux annuels de hausse des prix sont partout très élevés, tout particulièrement au Portugal, en Grèce, en Espagne et en Italie, où ils atteignent plus de 15% l'an.<sup>272</sup> Dès lors, impossible d'ignorer ce long processus tourmenté par ces événements qui ont pesé sur le destin des nations.

#### **8.1 : L'élan de la croissance brisé**

La croissance économique des différents de l'Europe occidentale accuse un ralentissement considérable suite aux différentes crises pétrolières qui sont intervenues. Le couple infernal de la stagflation (inflation et chômage) a fini par briser l'élan de la croissance. L'année 1974 peut être considérée comme celle de la rupture si on la compare à la forte croissance de 1950 à 1973. Elle inaugure une accélération importante du chômage, une diminution considérable des effectifs industriels, et une très forte réduction de la croissance économique en Europe occidentale.

---

<sup>272</sup> Marcel (J.) et Pujals (G.), *op.cit.*, p.56.

Au ralentissement de la croissance économique s'ajoute le dérèglement monétaire suite à la dévaluation du dollar en août 1971 puis la deuxième dévaluation en février 1973. Ceci brisa le ressort du système des changes en Europe occidentale et affecta les investissements publics. Déjà dès 1976, un climat dépressif s'instaure presque partout en Occident. Les changes flottants ont généralisé l'instabilité, stimulé la hausse des taux d'intérêt et creusé les écarts de prix entre nations, à telle enseigne que l'heure de la stagflation finit par imposer la règle du « chacun pour soi ».<sup>273</sup>

Ainsi, après l'âge d'or de la période 1957-1974, allait succéder la longue crise qui secoua tous les pays d'Europe. Non seulement, elle fut longue, mais elle fut multidimensionnelle et transforma aussi les champs politique, social et idéologique. Cette rupture brutale et profonde déstabilisa les équilibres macroéconomiques antérieurs et la relance des années 1980 ne conduisit nullement à un retour à l'identique. Au contraire, ce fut un basculement de la croissance comparée aux années d'expansion économique qui avaient suivi la signature du traité de Rome. Si nous comparons l'économie européenne à celle des États-Unis à la fin des années 1960, elle se portait remarquablement bien. L'économie européenne devint alors la première puissance commerciale du monde. L'Allemagne, la France, l'Italie, la Belgique et le Luxembourg, unis depuis le traité de Rome, concentraient douze ans plus tard, 30% du commerce international, contre 15% pour les États-Unis.<sup>274</sup> Mais les deux chocs pétroliers et l'effondrement du système monétaire international ont plongé les économies européennes dans une crise profonde après une prospérité qui a duré un quart de siècle. La débâcle des années de crises est bien différente de l'aisance économique de l'âge d'or. Entre 1961 et 1973, la croissance du PIB de l'Europe des 15 a été de 4, 8% par an avant de chuter spectaculairement entre 1974 et 1985 à 2% par an.

---

<sup>273</sup> *L'économie française, Mutations 1975-1990*, ouvrage collectif dirigé par Alain Gélédan, Imprimeries Delmas, Artigues, 1982

<sup>274</sup> Cf. Cassiers ( I.), « La crise des années 1970, de la conférence de la Haye à la veille de la relance des années 1980 », dans : Eric Bussière, Michel Dumoulin et Sylvain Schirmann (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne au XXe siècle*. P.I.E Peter Lang, Bruxelles, 2006.

La perspective d'une augmentation continue du niveau de vie matériel de l'Européen moyen s'était écroulée dès 1974, de même que l'augmentation de la productivité du travail qui n'a cessé durant cette période de ralentir. Tout ceci a participé négativement à la croissance des économies nationales. Entre autres, les investissements ont connu le même sort. Confrontés à un problème d'absence de rentabilité du capital investi dès le début de la première crise pétrolière, les pays d'Europe occidentale ont vu la croissance de leur investissement chuter considérablement. Dans la décennie 1961-1973, la croissance de l'investissement a été de 5,7% par an, mais seulement de 0,1% par an entre 1974 et 1985. Quant à celle du PIB qui était de 4,8% par an de 1961 à 1973, elle n'était plus que de 2,1% entre 1974 et 1988.<sup>275</sup> Cette baisse de la rentabilité du capital est l'une des preuves évidentes de l'enlisement de la stagnation. Face à cette situation, la croissance économique européenne n'a pas pu retrouver son niveau des années 1950-1973. La hausse des prix de consommation était en 1974, de l'ordre de 11% aux États-Unis, de près de 10% en France et de 7% en Allemagne.<sup>276</sup> Cette dernière indexa du coup, les coûts salariaux qui s'accrurent à leur tour. Dans un premier temps, les entreprises qui étaient confrontées à une perte de productivité ou de rentabilité avaient tenté de faire pression sur le coût salarial. Mais la détérioration de la part dévolue à l'investissement dans la répartition de la valeur ajoutée par rapport à celle dévolue à la rémunération du travail constitua, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, l'un des problèmes majeurs durant cette période<sup>277</sup>. Par conséquent, face à l'incapacité de faire face à l'accentuation de la crise conjoncturelle, beaucoup d'entreprises d'Europe occidentale confrontées à une perte de rentabilité, de productivité ou de croissance ont eu finalement recours aux licenciements massifs. Les déficits continuaient à se creuser malgré les différentes politiques économiques qui ont été entamées.

La perspective d'une augmentation continue et rapide du niveau de vie matériel de l'Européen moyen s'écroula en 1974, en même temps que l'augmentation de la productivité du travail qui ne cessa durant cette période de

---

<sup>275</sup> Remacle (E.) et Winand (P.), *L'Amérique, l'Europe, l'Afrique, 1945-1973*, P.I.E, Peter Lang, Bruxelles, 2009, p 41.

<sup>276</sup> Berstein (S.) et Milza (P.), *Histoire de la France au XXe siècle, de 1974 à nos jours*, Editions Complexe, Paris, 2006, p 17.

<sup>277</sup> L'âge d'or était caractérisé par une grande stabilité de la répartition des revenus entre le travail et le capital. Ce qui n'a pas été le cas depuis les années 1974.

ralentir. Entre autres, les investissements ont connu le même sort. Confrontés à un problème de baisse de rentabilité du capital investi dès le début de la première crise pétrolière, les pays d'Europe occidentale ont vu la croissance de leur investissement chuter considérablement. Dans la décennie 1961-1973, la croissance de l'investissement avait été de 5,7% par an. Entre 1974 et 1985, elle n'a été que de 0,1% par an<sup>278</sup>. La baisse de la rentabilité du capital est l'une des causes de l'enlèvement de la stagnation. Tout ceci a participé négativement à la croissance des économies nationales. Face à cette situation, la croissance économique européenne n'a pas pu retrouver son niveau des années 1950-1973. Dans un premier temps, les entreprises qui étaient confrontées à une perte de productivité ou de rentabilité avaient tenté de faire pression sur le coût salarial. Mais le dysfonctionnement de la répartition de la valeur ajoutée entre le travail et le capital constituait l'un des problèmes majeurs durant cette période.<sup>279</sup> Face à l'incapacité de faire face à l'accentuation de la crise conjoncturelle, beaucoup d'entreprises d'Europe occidentale confrontées à une perte de rentabilité, de productivité ou de croissance ont eu finalement recours aux licenciements massifs. Les déficits continuaient à se creuser malgré les différentes politiques économiques qui ont été entamées.

Au final, la période 1974-1985 fut celle des véritables tensions qui n'ont pas tardé de fragiliser d'une manière générale, l'économie mondiale. Et les pays industrialisés d'Europe furent parmi les plus touchés. Les crises pétrolières étaient venues compromettre une croissance économique déjà fragilisée depuis 1970. Les prémices de crise qui s'était accompagnées d'une prise de conscience avec le Club de Rome nous montrent bien que la chute du rythme de hausse du niveau de vie des Européens de cette partie du globe avait suscité des cris d'alarme. C'est pour cette raison que nous ne devons pas réduire les crises au seul facteur lié à la hausse du prix du pétrole. La spirale négative qui s'était amorcée découlait en grande partie du creusement profond des déficits et des dettes publics allant jusqu'à discréditer les politiques économiques keynésiennes. Cependant, il

---

<sup>278</sup> Cassiers (I.), « La crise des années 1970, de la conférence de la Haye à la veille de la relance des années 1980 », dans : Eric Bussière, Michel Dumoulin et Sylvain Schirmann (dir.), *Milieux économiques et intégration européenne au XXe siècle*, P.I.E Peter Lang, Bruxelles, 2006

<sup>279</sup> L'âge d'or était caractérisé par une grande stabilité de la répartition des revenus entre le travail et le capital. Ce qui n'a pas été le cas depuis les années 1974.

faut souligner que ces crises ont été aussi les accoucheuses de la relance économique de la deuxième moitié des années 1980. Elles avaient certes ralenti le rythme de la croissance économique sur plus de dix ans, mais elles ont permis de mieux comprendre la face cachée des années vertueuses allant de 1950 à 1973. En définitive, toute croissance, toute surabondance mal maîtrisée peut être accompagnée de phénomènes d'essoufflements qui peuvent mettre en péril, une économie nationale.

Il est important de prendre en considération les conséquences néfastes des chocs pétroliers sur l'agriculture. Les difficultés créées par le premier ont sans aucun doute entraîné la baisse des productions et fait augmenter le taux des prêts consentis aux agriculteurs. Cette crise profonde a affecté l'agriculture de la plupart des pays industrialisés. L'un des problèmes majeurs fut l'excès de l'offre globale par rapport à la demande solvable. Les conséquences préoccupantes ont été les excédents agricoles des pays exportateurs qui trouvent difficilement des débouchés dans un contexte où les budgets agricoles ne sont pas parvenus à enrayer les difficultés croissantes des agriculteurs.

Durant cette période, la France est sans conteste la première nation d'Europe occidentale qui affiche le résultat productif le plus soutenu dans le domaine agricole. Avec ses 500 000 exploitations qui fournissent 86% de la production, la France, en 1985, voyait sa production agricole atteindre en valeur 26% de la production communautaire.<sup>280</sup> Elle est suivie dans l'ordre décroissant par l'Italie (20,9%), l'Allemagne fédérale (17,1%), le Royaume-Uni (12,3%) et les Pays-Bas (8,6%). En effet, la CEE a connu dans la deuxième moitié du XXe siècle un développement sans précédent de son agriculture jusqu'à dépasser en 1985, les États-Unis qui, pourtant, étaient jusque là, le premier exportateur de produits agricoles au monde. Ce qui explique à la fois le succès de l'agriculture européenne et ses souffrances dues à la phase de surproduction structurelle. Il s'agissait plus particulièrement les principaux produits agricoles comme les céréales, le lait, la viande bovine, le vin ou le sucre.

---

<sup>280</sup> Alphantery (P.), Bitoun (P.) et Dumont (Y.), *Les champs du départ, une France rurale sans paysans ?* Editions La Découverte, Paris, 1989, p 73

Tableau 30

Part de pays d'Europe occidentale dans la production agricole communautaire en 1985 (valeur, CEE à 10 = 100%)

Pays	Pourcentage en 1985
France	26
Italie	20,6
RFA	17,1
Royaume-Uni	12,3
Pays-Bas	8,6
Grèce	5
Danemark	4,2
Belgique et Luxembourg	3,5
Irlande	2,4

Source : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)

Force est de constater que les redoutables écueils que sont la surproduction, les fluctuations monétaires, les crises climatiques, la progression de la sécheresse<sup>281</sup> dans certains pays et l'agrandissement de l'Union européenne ont considérablement réduit les initiatives de la PAC. En observant les facteurs et les conditions de la croissance, le caractère naturel lié au climat et aux ressources du sol occupe une place non négligeable et mérite une attention particulière. Les phénomènes des aléas climatiques ou du réchauffement de la planète influent aussi sur les différents secteurs de l'économie. En guise d'illustration, les hivers de plus en plus doux ou chauds ont tendance à diminuer la consommation de gaz, d'eau ou d'électricité dans les ménages.

Il reste aussi à souligner que l'agriculture est intimement tributaire d'éléments et de décisions qui ne relèvent pas des politiques agricoles. Il s'agit par exemple de la masse monétaire, des taux d'intérêt ou des taux de change. C'est la

---

raison pour laquelle le problème des revenus agricoles dans la première moitié des années 1980 est né en partie de la hausse des taux d'intérêt et des fluctuations des taux de change. Mieux, l'évolution des revenus des exploitations agricoles et des dépenses publiques dans ce domaine s'explique par ces fortes fluctuations qu'ont connues aussi bien l'Europe que les États-Unis.<sup>282</sup> Les grandes initiatives d'importance mondiale prises ces dernières années comme la loi sur la sécurité alimentaire (*Food Security Act*) adoptée par les États-Unis en 1985 se sont soldées par un abaissement des prix d'intervention comme les taux de prêt pour donner au volet agricole la possibilité de réagir avec plus de souplesse face à l'évolution des marchés.

Le handicap de l'Europe par rapport aux États-Unis, en termes de croissance du Produit Intérieur Brut, peut aussi s'expliquer par des modalités de la politique monétaire européenne différentes de celle des États-Unis. Les troubles monétaires du début des années 1970, notamment le flottement du dollar à partir de 1973, conduisirent à développer la coopération monétaire européenne. Dès 1972, l'accord de Bâle avait prévu des marges de fluctuation restreintes entre les monnaies européennes, mais sans instituer de mécanisme de soutien entre les banques centrales ni d'engagements contraignants des gouvernements en matière de politique monétaire. Ce système fut bientôt surnommé « le Serpent », à cause du flottement concerté des monnaies européennes qu'il instituait par rapport au dollar. En fait, faute d'une véritable coordination des politiques monétaires, l'inflation resta forte au Royaume-Uni, en Italie et en France. Seule l'Allemagne parvint à contenir la hausse des prix et, grâce à ses capacités exportatrices, à soutenir son activité par le commerce extérieur. La conséquence en fut la dislocation progressive du système institué par l'accord de Bâle : le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Italie et la France s'en retirèrent et il ne restait au début de 1974 que l'Allemagne et les quelques pays calquant leur politique sur celle de la Bundesbank : la Hollande, l'Union Belgo-Luxembourgeoise et le Danemark.

L'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République française en mai 1974 permit de relancer la coopération monétaire européenne par

---

<sup>282</sup> Cf *L'agriculture européenne : Enjeux et options à l'horizon 2000*, étude de la FAO, sous la direction de Nikos Alex Andratos, Economica, Paris, 2000, p.18.

le dialogue qui s'engagea avec le nouveau chancelier allemand Helmut Schmidt. Il fallait concilier et le maintien d'une certaine latitude pour les gouvernements dans leur politique budgétaire et monétaire, afin de combattre la crise économique, et la stabilité des taux de change, nécessaire au bon fonctionnement du commerce entre pays européens. Les points de vue français et allemand étaient assez différents. La France, par la voix de son ministre des Finances Jean-Pierre Fourcade, souhaitait des marges de fluctuation assez larges et des engagements de soutien entre banques centrales (pour aider, par des prêts en devises, les pays à monnaie faible à préserver la stabilité de leur taux de change). L'Allemagne, de son côté, craignait d'être atteinte dans ses exportations par des dévaluations de trop grande ampleur chez tel ou tel de ses partenaires européens ou d'importer de l'inflation chez elle en raison de crédits trop généreusement accordés par la Bundesbank. Après de longues négociations, le Système Monétaire Européen institué par l'accord de Brême en 1978 fut un compromis entre les thèses françaises et allemandes : s'il comportait de puissants mécanismes de soutien entre banques centrales et excluait toute création d'une autorité supranationale comme l'avaient souhaité les Français, il comportait aussi un engagement de coordination plus étroite des politiques monétaires nationales et des limites de fluctuation plus strictes autour d'un pivot de référence, l'ECU (*European Currency Unit*). Par ce biais, c'est la Bundesbank qui imposa progressivement à ses partenaires sa politique anti-inflationniste. Pendant la première moitié des années 1980, les taux d'intérêt furent plus élevés dans les pays du Système Monétaire Européen que dans ceux du reste de l'OCDE et les politiques budgétaires devinrent de plus en plus restrictives, en raison des contraintes que faisaient peser les engagements pris dans le domaine monétaire, alors qu'aux États-Unis, on assistait à une relance budgétaire massive à partir de 1982.

Au final, le Système Monétaire européen a permis aux Etats d'Europe occidentale et à tout le continent, de poursuivre l'unification monétaire, un facteur d'interconnexion utile au maintien de la liberté des échanges au sein de la Communauté Européenne, mais encadrant de façon plus stricte les politiques monétaires des gouvernements qui auraient été tentés de pratiquer des politiques de relance par le crédit bon marché et le déficit budgétaire. Le Système Monétaire Européen a permis de garantir un développement harmonieux des échanges au sein

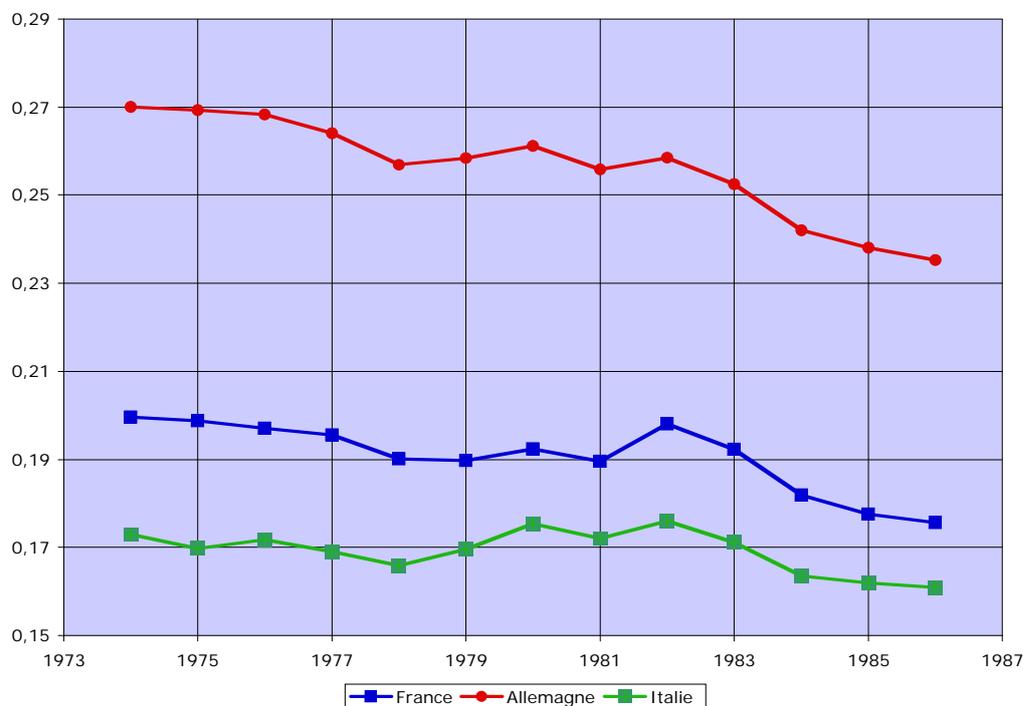
de la Communauté Economique Européenne, mais il brisa dans l'œuf les tentatives de certains gouvernements pour pratiquer des politiques de relance. Ainsi, le gouvernement socialiste français fut obligé de renchérir le coût du crédit dès mars 1983, pour maintenir la France dans le Système Monétaire Européen. La coopération monétaire européenne, telle qu'elle fut organisée à l'époque, a une part de responsabilité dans le décrochage des taux de croissance des PIB européens par rapport au taux de croissance des États-Unis.

C'est alors, une véritable rechute que va connaître l'Europe occidentale durant cette période. L'aggravation du chômage combinée à l'inflation réduit les chances d'amélioration des niveaux de vie. Il s'ensuit une dégradation des pouvoirs d'achat qui freine les mécanismes de la stimulation de la croissance. Les difficultés à réconcilier l'économie avec le dynamisme deviennent le seul problème à résoudre. Ce continent qui, avant même la signature du traité de Rome, avait vu nombre de ses États réussir la relance de la prospérité, replongea dans la croissance lente.

## **8.2 : Un changement majeur du rythme de la croissance**

Les crises pétrolières de 1973 et de 1979-1980 ont été le point de départ d'une réduction durable des taux de croissance et d'une chute non négligeable des parts de marché de tous les pays d'Europe occidentale. Si la période 1948-1974 (du miracle allemand au premier choc pétrolier) représente celle d'un retour remarquable au dynamisme économique dans une bonne partie de l'Europe occidentale, l'intervalle 1974-1986 apparaît comme celui des relances avortées.

Figure 12  
PIB de l'Allemagne de la France et de l'Italie rapportés au PIB des États-Unis  
1974-1986



Source : Angus Maddison, *op. cit.*

La décélération est beaucoup plus sensible dans les pays les plus industrialisés qui avaient déjà une productivité élevée.

Figure 13  
PIB du Royaume-Uni rapporté à celui des États-Unis 1974-1986



.Source: Angus Maddison, *op. cit.*

Les pays « attardés » ont été moins affectés que les autres pays d'Europe occidentale par la récession de 1975 et n'ont commencé à décrocher nettement, par rapport à la croissance des États-Unis, qu'à partir du deuxième choc pétrolier (voir graphiques ci-après).

Figure 14

PIB de l'Espagne rapporté au PIB des États-Unis 1974-1986



Source : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

En Espagne, lors du premier choc pétrolier, l'emploi industriel ne se détériore pas, les coûts salariaux de l'industrie espagnole restant relativement bas dans le contexte européen. C'est la période où la production automobile de l'Espagne passe devant celle de l'Italie et prend place désormais au troisième rang d'Europe, derrière celles de l'Allemagne et de la France. Mais le nombre de postes de travail dans l'industrie n'augmente pas suffisamment pour compenser la diminution de l'emploi agricole, ce qui explique une première forte poussée du chômage dans ce pays.

En Irlande, En Grèce et au Portugal, la croissance a même continué d'être plus rapide qu'aux États-Unis jusqu'au deuxième choc pétrolier (cf. graphiques ci-dessous).

Figure 15

PIB de l'Irlande rapporté au PIB des États-Unis 1974-1986 (%)



Source: Angus Maddison, *op. cit.*

Figure 16

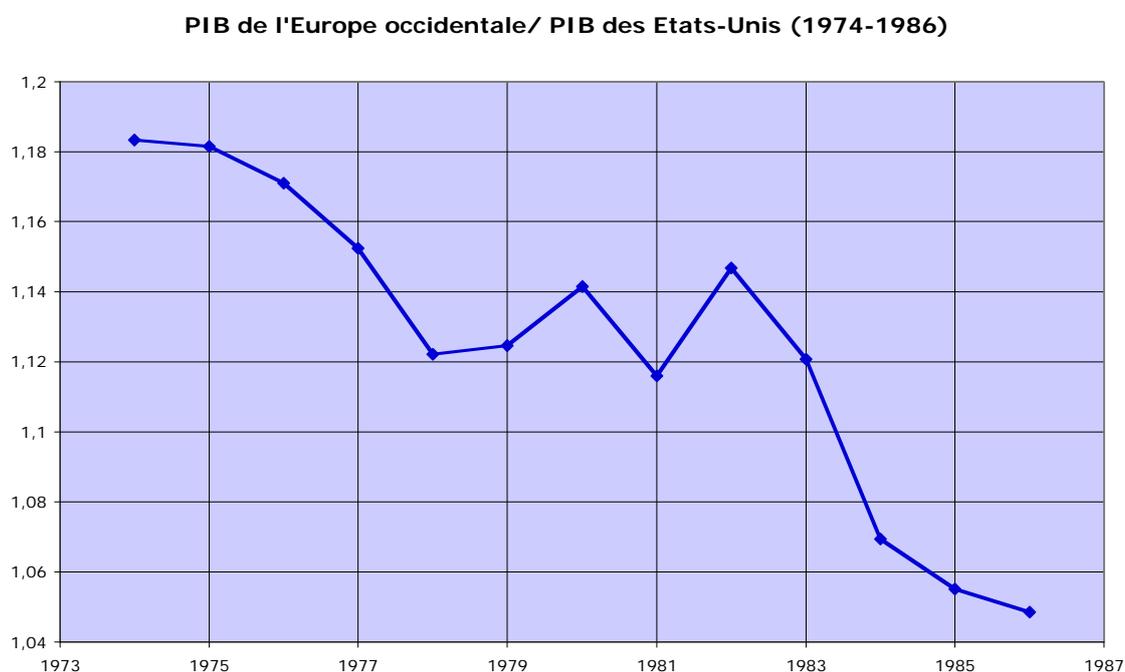
PIB de la Grèce et du Portugal rapportés à celui des États-Unis 1974-1986 (%)



Source: Angus Maddison, *op. cit.*

Au total, la courbe d'évolution du PIB de l'ensemble de l'Europe occidentale rapporté à celui des États-Unis montre clairement un renversement de situation de part et d'autre de l'Atlantique : à partir de 1974 : avant cette date, le PIB de l'Europe occidentale croissait plus vite que celui des États-Unis. Après cette date, c'est l'inverse. L'Europe des 15 et la Suisse dépassaient en 1974 les États-Unis en totalisant l'équivalent de 118,8% de leur PIB. Mais en seulement dix années, l'Europe occidentale chute considérablement, affichant seulement 107,4% en 1984 et 105,4% en 1986.<sup>283</sup>

Figure 17



Source: Angus Maddison, *op. cit.*

Le décrochage de l'Europe occidentale par rapport à la croissance des États-Unis s'est produit en deux temps : le premier entre 1974 et 1978 et le second entre 1982 et 1986. Au total, la perte de poids économique de l'Europe occidentale par rapport aux États-Unis a représenté 13 % du PIB américain. La cassure du développement devint vite manifeste aux yeux des gouvernements, d'autant qu'elle s'accompagna partout d'une première poussée du chômage. Après avoir cru à une récession passagère, ils prirent conscience du ralentissement de la

---

<sup>283</sup> Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 1-2006 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

croissance et cherchèrent à renouer avec la situation d'antan des « trente glorieuses ». Mais force fut de constater que ce marasme général se prolongeait sur une longue durée aussi bien au cœur de l'Europe occidentale que dans les États périphériques.

Les crises de 1973 et 1979 ont eu pour conséquence un mouvement d'initiation de réduction de la dépendance énergétique vis-à-vis du pétrole en Europe occidentale. D'une part, on assiste à une réduction de la facture énergétique de manière globale dans tous les pays d'Europe occidentale et plus particulièrement en France et en Allemagne. Une nouvelle vision de construction donna naissance à de nouvelles normes d'isolation des bâtiments et les pays connurent une nette amélioration du rendement des moteurs à combustion. Ensuite, l'Europe entama la promotion de sources d'énergies alternatives comme la construction de centrales électriques nucléaires. Malgré cela, les économies occidentales, très dépendantes du pétrole, avaient été gravement atteintes et leur capacité de résistance avait trouvé ses limites. Ce n'est qu'en 1986 que la hausse de la consommation de l'or noir a réapparu

Les conséquences des crises pétrolières au niveau de l'économie européenne ralentirent non seulement la croissance, mais plongèrent l'Europe dans le marasme, permettant encore aux États-Unis de confirmer leur rôle de leader. La reconstruction rapide de l'économie de l'Europe occidentale et les progrès considérables notés depuis la fin de la deuxième guerre mondiale avaient rencontré sur leur chemin l'inévitable crise pétrolière. Qu'il s'agît de la France, de l'Italie ou même de l'Allemagne, la perte de dynamisme économique, malgré les mesures gouvernementales, était devenue évidente. Les moteurs qui avaient accéléré la croissance de l'Europe occidentale durant les « Trente Glorieuses » ne jouaient plus comme dans le passé.

Une mise en parallèle, pour la période 1974-1986, des taux de croissance du PIB avec diverses variables explicatives va permettre de tester cette hypothèse d'un changement profond survenu dans le fonctionnement des facteurs de la croissance de l'Europe occidentale.

Tableau 31  
Accroissement du PIB par habitant et évolution de trois variables explicatives  
(1973-1986)

Pays	(PIB/ht 1986)	R (PIB/ht 1973)	A (Taux Var. Pop. agr.)(%)	E (Var. part marché mondial)(%)	VP (Var. PIB 73-86) (%)	Résidus
Autriche	15081	11235	-2,682	16,5	34,2	5,27
Belgique	15195	12170	-2,791	-16,5	24,9	-1,44
Danemark	17993	13945	-2,379	-5,7	29	4,26
Finlande	14819	11085	-2,943	16,7	33,6	4,40
France	16215	13114	-3,764	-9,6	23,6	-2,36
Allemagne	15469	11966	-2,426	-1,5	29,3	2,14
Grèce	9440	7655	-1,626	8	23,3	-8,83
Irlande	9265	6867	-3,462	67,6	34,9	-1,63
Italie	14496	10634	-2,429	20	36,3	6,62
Pays-Bas	15617	13081	-0,992	7,6	19,4	-6,46
Norvège	17882	11324	-0,787	6,2	57,9	30,22
Portugal	8641	7063	-0,794	6,3	22,3	-10,12
Espagne	9998	7661	-3,468	42,2	30,5	-3,92
Suède	16505	13494	-2,869	-16,6	22,3	-2,59
Suisse	19786	18204	-0,665	7,9	8,7	-11,37
Rme-Uni	14742	12025	-1,513	-1,6	22,6	-4,17

Source: Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

De ces chiffres il ressort que l'augmentation du PIB par habitant entre 1973 et 1986 est deux à trois fois plus faible que dans la période précédente et que sa relation avec les variables que nous avons retenues est rarement significative.

Soient :

VP : variation du PIB par habitant en dollars Geary-Khamis de 1990 entre 1973 et 1986.

R : PIB par habitant en 1973 en dollars Geary-Khamis de 1990 (un signe négatif du coefficient de régression entre le rythme de croissance économique et cette variable permet de déceler l'effet de rattrapage).

A : taux annuel de variation de la population active agricole entre 1973 et 1986. Ce taux est partout négatif. Des transferts importants en provenance des campagnes ayant une influence positive sur le taux de croissance de la productivité

des facteurs, on s'attend à ce que cette variable soit affectée d'un coefficient de régression négatif.

E : variation en % de la part des exportations mondiales entre 1973 et 1986. Cette variable montre l'effet sur la croissance d'un dynamisme des exportations. On s'attend à ce que cette variable soit affectée d'un coefficient de régression positif.

On obtient, par la méthode de la régression linéaire multiple, l'équation suivante :

$$VP = -0,00111137 R - 0,34772552 A + 0,04828241 E + 39,6901143$$

$$t = \quad (-0,95) \quad (-0,12) \quad (0,29)$$

$$R^2 = 0,1495.$$

$$F = 0,70 ; d.l. = 12.$$

Aucune variable n'est affectée d'un coefficient significatif au seuil de 5%. L'effet de rattrapage n'apparaît plus comme exerçant un effet significatif en faveur des pays d'Europe méridionale : deux d'entre eux, la Grèce et le Portugal, n'ont pas eu une croissance plus rapide que le reste de l'Europe durant cette période 1973-1986.

Retirer la Norvège, dont la croissance a été exceptionnellement rapide grâce au développement de l'extraction pétrolière, modifie ce résultat :

$$VP = -0,000839 R - 3,946633 A + 0,044533 E + 26,270792$$

$$t = \quad (-1,51) \quad (-2,75) \quad (0,58)$$

$$R^2 = 0,6141.$$

$$F = 5,83 ; d.l. = 11.$$

Dans cette nouvelle équation, les coefficients de régression de l'effet rattrapage et de la variation de part du marché mondial n'exercent toujours pas d'influence significative, mais le coefficient de Student de l'effet « transfert de population en provenance de l'agriculture », passe à - 2,75, ce qui lui confère cette fois un caractère nettement significatif (au seuil de 1%). Cette observation peut laisser supposer que les départs hors de l'agriculture ont continué à exercer un effet positif sur la croissance dans les pays en retard. Les transferts de population active

en provenance du secteur agricole, qui ont commencé à ralentir dans la plupart des pays d'Europe, se sont nettement accélérés en Irlande et en Espagne, pays à croissance plus rapide que la moyenne européenne. Au Portugal et à la Grèce, où les micro-exploitations sont restées nombreuses, le stade des transferts massifs n'a, en revanche, pas encore été atteint.

Le pays au niveau de vie le plus élevé, la Suisse, est celui qui connaît la croissance la plus faible. Le processus de convergence des PIB par habitant se poursuit donc en Europe après le premier choc pétrolier, même si c'est de façon moins perceptible qu'avant 1974.

Parmi tous les pays européens en retard de développement, l'Irlande connaît une croissance relativement élevée, grâce à une accélération du déversement de son trop-plein de population agricole vers des branches à plus haute productivité et grâce à un essor de ses exportations. Ce fait est intéressant à noter, dans la mesure où ces signes d'un réveil de la croissance irlandaise apparaissent avant même le *Program for National Recovery* de 1987 et semblent ainsi révéler l'influence de facteurs propres à la société irlandaise, indépendants de toute mesure gouvernementale de politique économique.

Ainsi, d'une manière générale, l'effondrement du rythme de la croissance économique européenne et la stagnation de sa puissance économique ont accompagné les deux chocs pétroliers de 1973 et 1980. La reprise s'est fait attendre jusqu'à 1986, année qui a marqué la baisse effective du prix du pétrole. Mais, par la suite, l'Europe n'allait nullement retrouver ses rythmes de croissance d'avant 1974.

### **8.3 L'effritement des positions commerciales européennes sur le marché mondial**

L'engagement dans une libéralisation commerciale et financière de l'ensemble des pays industrialisés et plus particulièrement des nations en plein

décollage économique a été favorable à la reprise de l'ascension des exportations.<sup>284</sup> La disparition des obstacles aux échanges internationaux s'accélère : à la suppression des barrières douanières en Europe s'ajoutent la réduction des coûts de transport et la globalisation du système financier qui ont entraîné inévitablement l'intensification de la concurrence. Les échanges qui connaissaient déjà une instabilité, allaient subir cette profonde mutation. Les parts de marché des pays européens connurent un effritement mettant fin à la progression enregistrée après la deuxième guerre mondiale. L'émergence de « nouveaux pays industriels » qui s'adaptèrent rapidement aux lois du marché, annonçait le nouveau visage de l'espace économique de l'Europe continentale.

Si nous étudions de très près, entre 1974 et 1986, les parts des exportations mondiales, nous pouvons classer les pays d'Europe occidentale en trois catégories : Les pays qui perdent des parts de marchés (France, Royaume-Uni, Suède, Belgique-Luxembourg et Pays-Bas), ceux qui parviennent à les maintenir (Allemagne, Autriche, Suisse, Danemark, Grèce) et ceux qui progressent (Espagne, Irlande, Portugal, Italie, Finlande).

### **8.3.1 Les pays qui ont perdu des parts de marché : France, Royaume-Uni, Suède, Belgique-Luxembourg et Pays-Bas:**

La France et le Royaume-Uni, ont connu une baisse significative de leurs parts des exportations mondiales après le deuxième choc pétrolier et n'ont pas retrouvé ensuite leur position antérieure, même après le contre-choc pétrolier. De 1974 à 1986, aussi bien la France que le Royaume-Uni sont passés d'une période de résultats en dents de scie à celle d'un déclin. L'expansion qui avait caractérisé précédemment l'évolution des exportations cessa.

La médiocrité des résultats en France découlerait d'abord des problèmes rencontrés par son secteur industriel marqué par une dégradation de la compétitivité. Les pertes de parts de marché affectèrent l'économie française et

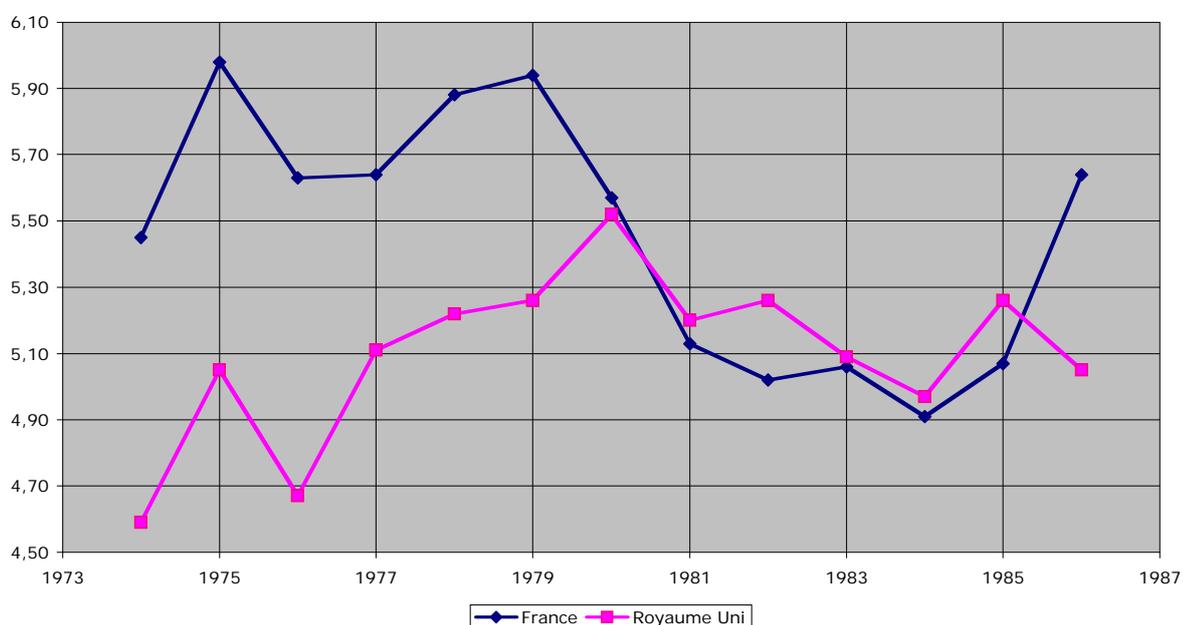
---

<sup>284</sup> *L'Europe face à la mondialisation. Les conséquences de la restructuration des économies en Europe.* Editions Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1998, p 326.

creusèrent le déficit extérieur surtout durant les années 1981-1982 à cause de l'excès de la demande interne. La politique du gouvernement de Raymond Barre avait certes permis à l'économie française de regagner quelques parts de marché et de maintenir l'investissement au même niveau que durant les trente dernières années, mais l'expérience n'a pas duré assez longtemps pour permettre de juger de ses résultats.

Figure 18

**Parts des exportations mondiales  
de la France et du Royaume-Uni 1974-1986**



Source: OMC.

Le 10 mai 1981, François Mitterrand fut porté au pouvoir. Mais la politique de relance du gouvernement Mauroy entraîna la détérioration du solde des échanges extérieurs. A partir de 1984, la part des exportations françaises se stabilisa comme dans la plupart des pays membre de l'OCDE grâce au contre-choc pétrolier. Ce résultat, bien que modeste, mit fin provisoirement à la dégradation continue du commerce extérieur français. Après avoir chuté jusqu'à 4,88% en 1984, la part des exportations françaises sur le marché mondial est remontée à 5,64% en 1986, sans retrouver le niveau atteint à la veille du second choc pétrolier.

Le Royaume-Uni a subi aussi les conséquences des chocs pétroliers mais sous une autre tournure. Le contexte politico-économique du pays n'a pas été favorable à son commerce international. Les conflits sociaux commencèrent vers la fin des années 1960 et s'accrochèrent dans les années 1970. Les années 1970-1980 furent synonymes de récession et de chute des exportations. Quand Marguerite Thatcher prit ses fonctions en 1979, le pays souffrait d'une grave crise économique. L'ambiance d'instabilité et de déclin de la croissance était nettement visible. Confronté à la phase dépressionnaire de la flambée du prix de l'or noir, le Royaume Uni n'avait aucune autre solution que de réduire, sous la houlette de la « dame de fer », ses dépenses publiques ainsi que la pression fiscale et d'essayer tant bien que mal de lutter contre le phénomène de l'inflation qui s'était abattue sur le pays depuis la fin des années 1970. Pour guérir, « l'homme malade de l'Europe » devait davantage compter sur les exportations et les investissements. En s'inspirant du libéralisme économique, Margaret Thatcher osa mener des réformes afin de rendre compétitives les exportations anglaises, force de croissance nationale depuis des siècles.

Pour ce faire, elle n'hésita pas à couper les subventions aux entreprises en déclin puis fit basculer le pays vers les services au détriment d'une économie industrielle. Le fait de geler les subventions aux entreprises en faillite aurait été le meilleur moyen d'atténuer non seulement les dépenses budgétaires, mais aussi d'investir vers d'autres secteurs comme les services, plus rentable dans cette période de crise. La politique exportatrice était dès lors fortement liée au modèle socio-économique anglais centré sur la capacité de flexibilité et d'adaptation à l'économie mondiale. Ce fut le début de l'essor de l'industrie du *High Tech* et le sacrifice des industries manufacturières plus anciennes (métallurgie lourde, construction mécanique). Les services devenaient aussi de plus en plus attractifs et le Royaume-Uni pouvait faire de ce secteur un des piliers de son économie en pleine mutation. Le gouvernement favorisa aussi la libéralisation du marché du travail, encouragea l'ouverture à la concurrence et la privatisation de nombreux secteurs économiques.

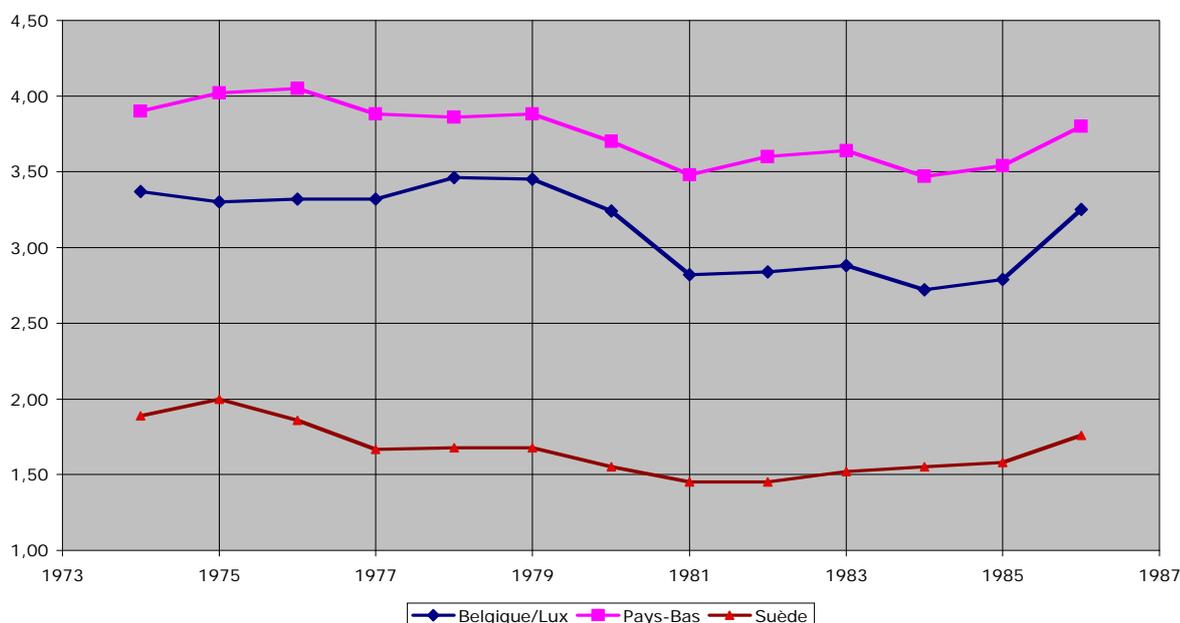
Le tableau des valeurs des parts des exportations mondiales en pourcentages nous renseigne sur l'évolution du commerce anglais : en 1979 la part du Royaume-

Uni était de 5,27% ; en 1984, elle était tombée à 4,97%, avant de remonter à 5,05% en 1986. En fait, en sacrifiant une partie de son industrie manufacturière, la Grande-Bretagne avait continué à perdre des capacités d'exportation et ne retrouva pas, même après le contre-choc pétrolier, sa part de marché de 1979 et 1980.

La Belgique-Luxembourg, les Pays-Bas et la Suède ont connu également, à partir du premier choc pétrolier, une baisse tendancielle de leurs parts du marché mondial : en 1986, celles-ci n'avaient pas retrouvé leur niveau de 1973.

Figure 19

**Parts des exportations mondiales de la Belgique-Luxembourg, des Pays-Bas et de la Suède 1974-1986**



Source : OMC

Le cas de la Belgique et du Luxembourg fut le plus difficile : davantage orientés vers les industries du complexe charbon-acier, les deux pays souffrirent particulièrement de la concurrence des nouveaux pays industriels. Nous notons une réelle détérioration de l'industrie manufacturière et une dévalorisation des produits. Ce phénomène est particulièrement visible dans les exportations du secteur de la sidérurgie et des non ferreux. Avec le choc d'offre causé par le renchérissement des biens intermédiaires notamment dans le secteur de l'industrie, les marchés internationaux ont vu les prix de vente s'effondrer à cause d'une

production en surcapacité. L'ampleur de la récession de 1975 dans tous les secteurs dits traditionnels se traduisit par un rythme lent et irrégulier des parts des exportations belges. La crise monétaire qui avait affecté le monde occidental depuis 1971 à la suite de la dévaluation du dollar n'avait pas été favorable aux différentes nations d'Europe. Mais le Franc belgo-luxembourgeois parvint à se maintenir dans le « serpent » créé par les pays de la CEE, lequel avait pour but d'amoinrir les marges de fluctuation entre les monnaies européennes. L'augmentation du prix du pétrole en 1973 avait eu pour principale conséquence, l'ébranlement des parts de marché belge. A cause de l'inflation, la compétitivité des produits belges diminuait. Les investissements étrangers ne donnaient pas une grande marge de manœuvre car les pays à bas salaires étaient plus attractifs. Par conséquent, la Belgique a vu sa balance commerciale devenir déficitaire même si à partir de 1976, le gouvernement avait lancé des plans de redressement. Ceux-ci devaient permettre à la Belgique d'éviter les interférences entre les problèmes économiques durant cette période et les tensions communautaires qui ne cessaient de s'amplifier. Un premier rétablissement significatif remonterait en 1978 avant le progrès décisif de 1982 qui aurait rétabli la profitabilité de l'industrie manufacturière belge.<sup>285</sup>

En 1981, le gouvernement belge disposa d'une plus grande marge de manœuvre, au lendemain des élections de novembre qui portèrent les libéraux de tendance thatchérienne au pouvoir. La nouvelle coalition sociale-chrétienne et libérale<sup>286</sup> tenta de mener une politique de stimulation des investissements et des exportations. Elle s'efforça aussi d'améliorer la compétitivité des entreprises grâce à la diminution des coûts de production et la compression des salaires. En février 1982, les Etats belge et luxembourgeois dévaluèrent le franc belgo-luxembourgeois de 8,5% par rapport aux autres monnaies d'Europe. Le gouvernement belge diminua les dépenses et opéra un plan de redressement financier. Dans ce contexte, la Wallonie, qui s'était spécialisée dans les industries traditionnelles, paya le prix fort à l'avantage d'une Flandre qui connut au contraire une expansion économique enviable grâce aux investissements des firmes

---

<sup>285</sup> Cf Savage (R.), *Economie belge 1953-2000, Ruptures et mutations*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain, 2004, p 225

<sup>286</sup> Ils restèrent au pouvoir jusqu'en 1987.

multinationales et aux nouvelles infrastructures (autoroutes et ports, notamment). Cependant, cette politique d'austérité avait entraîné le mécontentement et des critiques. En 1983, les ouvriers de la sidérurgie wallonne occupèrent les usines et menèrent une lutte très vive pour tenter de s'opposer au plan Gandois qui préconisait la suppression des subventions en faveur des hauts fourneaux et des aciéries<sup>287</sup>.

Si en Belgique, les plans de redressement de l'économie nationale devaient faire face aux tensions communautaires, au Luxembourg, la recherche de solutions put s'appuyer sur un large consensus. L'accélération de la croissance depuis les années 1970 fut interrompue par la crise de 1974, perturbant du coup, l'essor des exportations. Dominées par le secteur de la sidérurgie qui fut, sur une longue période le poumon de l'économie nationale, les exportations subirent violemment les conséquences du premier choc pétrolier et de la crise mondiale de l'acier. De ce fait, le pays mit en œuvre une politique de diversification industrielle et de reconversion dans les activités bancaires afin de s'adapter à la nouvelle conjoncture internationale. Cette politique se traduisit par l'accroissement de la part des services financiers dans la structure économique luxembourgeoise et leur prépondérance dans les exportations des biens et des services. Cette grande place financière a vu le jour à partir des années 1960 et son développement fut facilité par une politique d'allègements fiscaux. Le caractère cosmopolite de ce pays à forte immigration découle, comme nous l'avons souligné précédemment, de son attraction internationale dans ce secteur. Si nous analysons les exportations de services commerciaux en pourcentage du PIB de 1970 à 1985 du Luxembourg et de la Belgique, on se rend compte de leur évolution durant cette période. Elles sont passées de 6,8% en 1970 à 16,5% en 1980. Elles vont enregistrer une chute en 1985 en passant à 9,5%. Cependant, ce qui est intéressant d'étudier, c'est la capacité du Luxembourg, suite à la crise de l'acier et de la sidérurgie, à s'imposer sur le marché mondial et à s'adapter aux lois des marchés.<sup>288</sup>

---

<sup>287</sup> Bitsch (M.T), *Histoire de la Belgique, de l'Antiquité à nos jours*, Editions Complexes, Paris, 2004, p 244.

<sup>288</sup> Déjà en 1842, Le Luxembourg avait intégré l'Union douanière allemande (*le Zollverein*), jusqu'en 1918 après l'invasion allemande et la fin de la première guerre mondiale. Partageant ses frontières avec la Belgique, l'Allemagne et la France, le Grand Duché, de par sa position

Tableau 32

Belgique et Luxembourg : exportations de services commerciaux en % du PIB de  
1970 à 1985

	1970	1975	1980	1985
Belgique-Luxembourg	6,8	10,9	16,1	9,5

Source : Statistiques des échanges internationaux, OCDE, 1995.

Les Pays-Bas et la Suède, dont les industries étaient plus diversifiées et davantage orientées vers les secteurs d'avenir, souffrirent moins un peu moins de la nouvelle situation, mais, bien que traditionnellement exportatrices et ouvertes sur le monde, ces deux nations n'en connurent pas moins un effritement de leurs positions commerciales.

En Suède, les sociaux-démocrates, au pouvoir depuis quatre décennies, avaient développé un interventionnisme très poussé de l'Etat dans l'économie. Ils optaient pour une prise de distance à l'égard du modèle néo-libéral des États-Unis. Mais le modèle social-démocrate, qui impliquait la croissance économique, le plein emploi et une politique sociale généreuse, fut pris au piège par les chocs pétroliers. La hausse des coûts de production constitua un handicap pour les exportations suédoises. C'est dans ce contexte précis qu'un mouvement de mécontentement et de revendication vit le jour. Les sociaux-démocrates perdirent les élections de septembre 1976 face à une coalition formée par les partis libéraux, les centristes et les conservateurs. Ce basculement politique suscita même des interrogations sur la fin du « modèle suédois ».

Dés 1977, le nouveau premier ministre Thorbjörn, leader du parti centriste, s'efforça de faire baisser l'inflation et d'accroître la compétitivité de l'industrie afin de regagner des parts de marché. Après avoir démissionné en 1978 suite à un désaccord sur la production de l'énergie nucléaire puis être revenu aux affaires,

---

géographique privilégiée, a fait de cet atout de la nature, un atout au service de son secteur économique.

son gouvernement fut confronté à une poussée d'agitation sociale à partir de mai 1980. Ces grèves paralysaient l'économie. De retour au pouvoir en 1982, les sociaux-démocrates mirent en place un plan de dévaluation de la monnaie afin de redynamiser les exportations. La Suède (comme le Royaume-Uni et l'Italie au même moment) tenta ainsi de restaurer sa compétitivité internationale en recourant à la dévaluation. Les exportations augmentèrent et la production industrielle enregistra des hausses<sup>289</sup>, mais cela ne suffit pas à retrouver le niveau de part de marché d'avant le premier choc pétrolier. La Suède put amortir socialement les effets de ses pertes de parts de marché en nationalisant la construction navale et l'industrie sidérurgique. Ce qui devait rendre moins brutal le passage de la main-d'œuvre vers les autres secteurs de l'économie nationale.

Les Pays-Bas sont à ranger dans cette même mouvance. Le 20 octobre 1973, le roi Fayçal ibn Abd al Aziz Al Fayçal Al Saoud coupait totalement les livraisons de pétrole destinées aux Pays-Bas, après l'embargo sur les États-Unis.<sup>290</sup> L'économie néerlandaise, qui était l'une des plus ouvertes des pays de l'OCDE et qui était fortement dépendante des importations de pétrole, n'a pas échappé à la récession due aux chocs pétroliers de 1973 et de 1979. Mais les Pays-Bas ont connu une évolution de leur part de marché plus favorable que celles de la Belgique et du Luxembourg. Celle-ci a moins diminué après le premier choc pétrolier, l'industrie des Pays-Bas étant peu concernée par la crise de l'acier. Le niveau de ses parts de marché en pourcentage a affiché une baisse entre 1978 et 1984 avant de reprendre sa progression mais sans retrouver son niveau d'avant le second choc pétrolier.

---

<sup>289</sup> L'assassinat d'Olof Palme, à Stockholm le 28 février 1986, marqua la rupture de ce mouvement économique de renouveau. Il fut remplacé par le vice-Premier ministre Ingvar Carlsson .

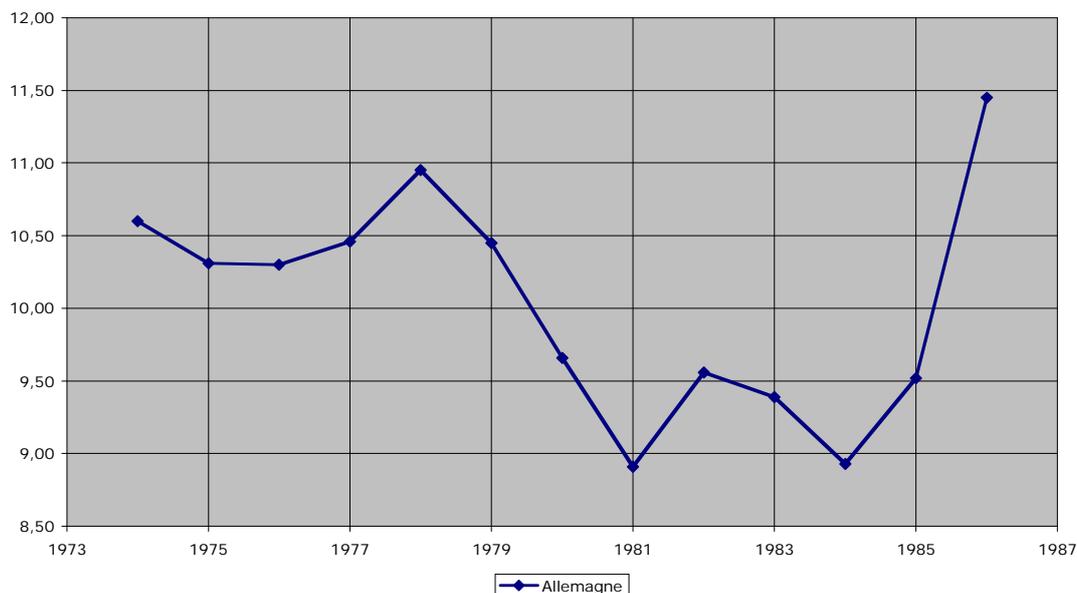
<sup>290</sup> A cela s'ajoutait l'indépendance du Surinam, le 25 novembre 1976.

### **8.3.2 Les pays qui ont maintenu leurs parts de marché : Allemagne, Autriche, Suisse, Danemark et Grèce :**

Jusqu'entre 1985 et 1986, l'Allemagne a pu conserver sa place de leader pour les parts des exportations mondiales, en affichant une valeur annuelle en pourcentage de 9,44 % puis de 11,50 % respectivement pour ces deux dates. Pour mieux saisir la consolidation de la place de l'Allemagne au sein du marché mondial, il est important de comprendre que l'Allemagne se présente comme un pays à double visage. C'est un pays qui n'a pas complètement échappé aux crises pétrolières mais qui a su s'appuyer sur son important potentiel industriel pour résister au changement de conjoncture. En dehors des facteurs internes qui conduisent la capacité allemande à conserver ses parts des exportations mondiales, il ya aussi l'atout de la situation géographique qu'il importe de souligner. Situé en Europe entre la partie occidentale, centrale et orientale, le pays est en matière économique, nettement visible. Ainsi, l'Allemagne en a profité pour développer ses échanges et relever les défis d'une puissance économique en faisant preuve d'une véritable ascension. Dès le début de la hausse brutale du pétrole, les syndicats allemands avaient accepté une modération de leurs revendications salariales et des mesures d'austérité immédiates. Non seulement la hausse des prix allemands a été fortement limitée, mais le Mark n'a pas connu une dégradation par rapport au Dollar américain. L'Allemagne s'en sort mieux que ses voisins d'Europe, en l'occurrence la France et le Royaume-Uni. La courbe ci-dessous des valeurs des parts des exportations mondiales en pourcentages peut illustrer la puissance économique allemande ainsi que la reprise fructueuse des échanges dès la fin du deuxième choc pétrolier de 1979. En comparant la part des exportations mondiales allemandes avec celle des États-Unis, nous pouvons constater que l'Allemagne avait même dépassé la première puissance mondiale avec un pourcentage de 11.5% du marché des exportations mondiales contre 10,8% pour les États-Unis (voir tableau n° 33 ci-dessous).

Figure 20

Part des exportations mondiales de l'Allemagne 1974-1986



Source : OMC

Tableau 33

Part de l'Allemagne dans les exportations mondiales de marchandises (%), comparée aux États-Unis

	1951	1961	1974	1984	1986
Allemagne	4,5	10,7	11,3	8,9	11,5
États-Unis	19,7	17,7	12,3	11,4	10,8

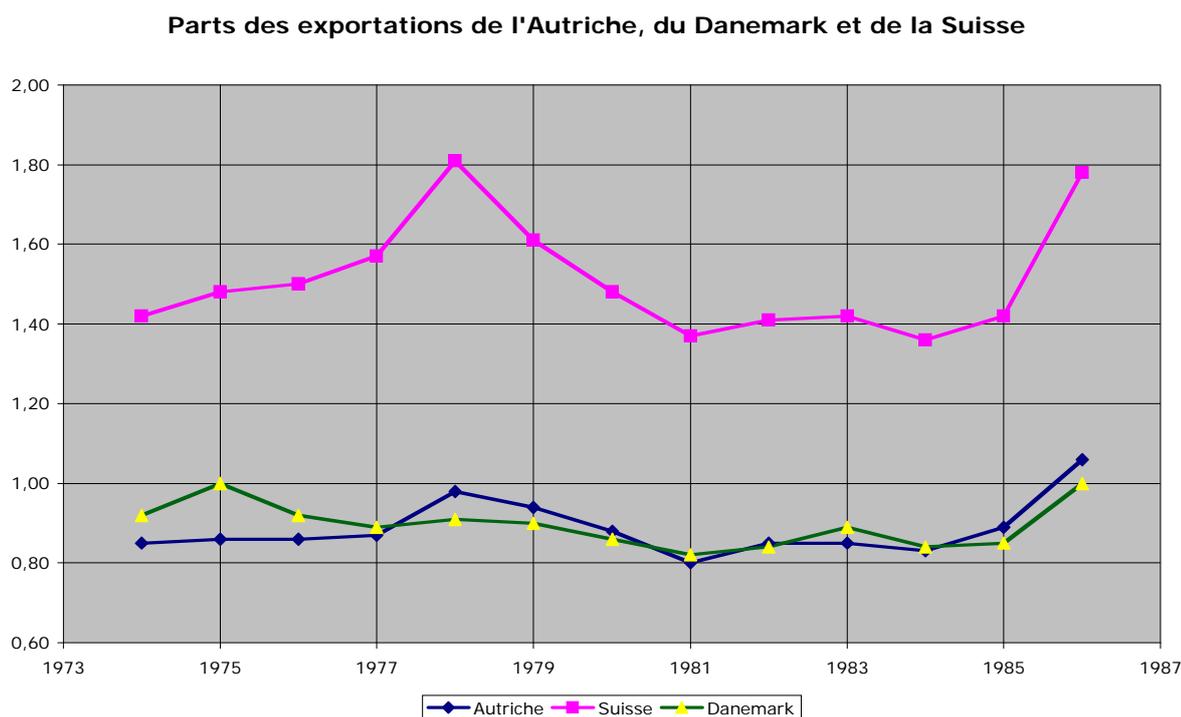
Source : GATT, Commerce international, rapports annuels, Genève, 1951, 1961, 1974, 1984, 1986.

L'Autriche, la Suisse et le Danemark ont également bien conservé leurs parts sur le marché des exportations mondiales. Comme l'Allemagne, ces pays ont connu une baisse qui s'explique essentiellement par la hausse des prix du pétrole et la progression en valeur des parts de marché des pays exportateurs de pétrole qui en a été mécaniquement la conséquence. Mais, après le contre-choc pétrolier de 1983, ces pays ont retrouvé leur niveau de part de marché d'avant 1974. Nous pouvons constater, par le biais du graphique ci-dessus, qu'à partir de 1984, la

Suisse, l'Autriche et le Danemark avaient amorcé une reprise de leurs exportations. Ce progrès était dû à l'absence d'un complexe charbon-acier dont le déclin fut coûteux à gérer pour des pays comme la France, le Royaume-Uni ou la Belgique, à une meilleure insertion dans le contexte économique mondial et à l'impulsion née avec les effets du contre-choc pétrolier en 1986.

Figure 21

Autriche,, Danemark et Suisse : parts des exportations mondiales 1974-1986



La Suisse est à classer parmi les nations exportatrices d'Europe occidentale qui réussissent à maintenir leurs parts de marché entre 1974 et 1986. La stabilité économique de ce pays est imputable aux multiples efforts d'ajustements structurels et la volonté nationale d'adaptation d'année en année, aux normes imposés pas l'évolution des marchés internationaux. Le maintien des parts de marchés tenues par les exportateurs suisses est au préalable fortement lié à leur une longue tradition exportatrice de leur pays.

La compétitivité helvétique et son affirmation sur les marchés du monde grâce à la prépondérance des industries d'exportation en est une autre illustration. Son ouverture, sa panoplie d'industries compétitives et son capital humain de

qualité<sup>291</sup> ont constitué la clef de voûte de l'ascension des parts du marché mondial détenues par les exportateurs suisses. En maximisant le profit tiré de ses différentes relations commerciales<sup>292</sup>, la Suisse a vu ses exportations nettement augmenter. Les politiques commerciales bilatérales ont joué un rôle clé dans les orientations structurelles du commerce extérieur. Par exemple la France a été un partenaire important dans cette deuxième moitié du XXe siècle. La croissance des exportations suisses était de 8% par an entre 1952 et 1954, puis de 6% par an entre 1986 et 1988.<sup>293</sup> Cependant, en dépit de cette ascension, la courbe laisse apparaître la croissance mitigée des parts des exportations mondiales suisses depuis 1973. La montée du chômage des jeunes et la perte de plus en plus de compétitivité est un frein à l'expansion économique. Venait ensuite s'ajouter à ces facteurs, le prolongement de la récession. L'érosion des parts de marché trouve ainsi son explication dans ces différents phénomènes qui ont gangrené l'évolution économique suisse. Face à cette situation seule l'industrie chimique avait réussi à accroître ses ventes tandis que celle de l'horlogerie par exemple, avait chuté<sup>294</sup>. Il en était de même pour l'industrie textile et de l'habillement. D'autre part, les fluctuations soudaines de 1974 avaient accru la valeur du franc suisse, rendant difficile le développement des exportations. Les principaux pays industrialisés d'Europe occidentale avaient décidé en 1973, de laisser flotter, jusqu'à nouvel avis, le cours de leur monnaie par rapport au dollar. Très dépendante de ses marchés extérieurs, l'économie suisse, n'avait pas encore été frappée par une récession réelle, mais on pouvait noter un tassement de ses parts des exportations mondiales. Le premier choc pétrolier avait marqué le début d'une période à la fois difficile et agitée de l'économie mondiale.

Bien qu'en Suisse, la récession de 1975-1976 ait été plus longue dans les autres pays de l'OCDE, force est de constater que les performances helvétiques ont été d'une manière générale, nettement satisfaisante. La crise marquait aussi le passage à une économie caractérisée par la prédominance du secteur des services ensuite nous avons l'industrie et l'agriculture. Nous comprenons alors pourquoi les

---

<sup>291</sup> Il s'agit là de son modèle d'éducation et de formation adapté à la main d'œuvre suisse. Ce facteur est un élément crucial de la réussite nationale sur les marchés d'exportation.

<sup>292</sup> Parmi les entreprises à vocation internationale, nous avons ABB, Roche, Alusuisse ou Sulzer

<sup>293</sup> Cf Bairoch (P.) et Körner (M.), *La Suisse dans l'économie mondiale*, Centre d'histoire économique internationale, Droz, Genève, 1990, p 113.

<sup>294</sup> *Ibid*, p 109.

exportations dans le secteur primaire et secondaire ont été moins fortes. Quant aux recettes provenant des commissions bancaires, elles ont connu une expansion considérable et le secteur des banques marqua toujours sa présence sur les marchés internationaux.

Quant à la Grèce, il faut souligner que son économie nationale avait beaucoup subi les désavantages du dirigisme. L'évolution des exportations helléniques depuis 1973 est fortement tributaire du contexte politique de l'époque. En signant le 9 juillet 1961, l'accord d'Athènes, qui lui donnait le statut de pays associé à la CEE, la Grèce entamait l'intégration progressive de son économie à l'échelle communautaire. Si elle a pu faire face aux péripéties des années 1970 suite aux chocs pétroliers, c'est grâce en grande partie à cet accord qui abolissait les droits de douane entre les deux parties. Cette période transitoire a sans aucun doute amorti le choc né de la hausse des prix du pétrole et ses effets sur les échanges commerciaux. Mais les exportations ont été aussi tributaires de l'industrialisation naissante, de la métallurgie ou de la pétrochimie. Bien que passant de 0,24% en 1974 à 0,27% en 1986, la part des marchés de la Grèce ont subi comme celles de ses voisins d'Europe, la mauvaise conjoncture. En 1981, elle n'était que de 0,22%. Cette perturbation est liée à la forte inflation au moment de l'adhésion à l'Europe avec un chiffre qui frôlait les 14%.<sup>295</sup> L'année 1981 marquait aussi la fin des dictatures et l'accession au pouvoir d'Andreas Papandreou, fondateur du parti socialiste PASOK.

---

<sup>295</sup> Leboutte (R.), *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Peter Lang, Bruxelles, 2008, p 344.

Figure 22



### 8.3.3 Les pays qui ont gagné des parts de marché : Espagne, Portugal, Irlande, Finlande et Italie :

L'analyse du cas espagnol est à corrélérer avec l'ouverture économique de l'Espagne et sa percée réussie sur le marché mondial depuis les années 1970. Jusqu'à cette date, le pays avait accusé un retard important en matière de développement<sup>296</sup> par rapport à ses voisins d'Europe occidentale. L'autarcie que l'Espagne a connue sur plus de trois siècles a constitué un frein à son essor économique. Après les tensions financières et monétaires, le pays se devait d'être de plus en plus engagé dans l'intégration économique européenne d'autant plus que les balances extérieures ont été toutes dans un état déficitaire. L'embellie qui s'étendait de 1963 à 1974 et qui a connu une continuité en dehors des turbulences

---

<sup>296</sup> Dans la première moitié du XXe siècle, l'Espagne était encore classée parmi les pays sous-développés.

du choc pétrolier, jusqu'en 1985<sup>297</sup>, fut la résultante des différents plans de structuration économique. Ceux ci mettaient l'accent sur les investissements publics, la mise au point d'une politique de modernisation de l'industrie sans oublier l'intérêt apporté aux échanges économiques mondiaux. Outre l'avènement de la démocratie, l'adhésion espagnole à la Communauté européenne en 1986 a permis de booster les échanges économiques de ce pays et lui permettre de profiter de la stabilisation des cours du pétrole. C'est dans ce contexte précis que la part de ses exportations mondiales a marqué une vive accélération. Sous l'effet de la reprise économique mondiale, l'Espagne a su tirer profit des échanges avec les autres pays d'Europe grâce à l'amélioration de ses infrastructures<sup>298</sup> et des investissements étrangers. En définitive, pour comprendre l'augmentation des parts de marché espagnole, il est important de faire état de son ouverture progressive vers l'extérieur ainsi que son intégration rapide à l'économie mondiale depuis son adhésion à la Communauté européenne. Ces différents facteurs ont permis à l'Espagne de connaître une expansion rapide.

---

<sup>297</sup> C'est entre 1973 et 1976 que l'Espagne commençait à enregistrer une chute de ses parts des exportations mondiales. La courbe révèle une reprise dès la fin de l'année 1977 avant d'enregistrer une légère baisse en 1979-1980.

<sup>298</sup> Grâce aux efforts réalisés dans le domaine des transports ( lignes de Train à grande vitesse, extension du réseau autoroutier et aéroportuaire), l'Espagne s'est doté de ces moyens sûrs pour être compétitif et attractif.

Figure 23



Source : OMC

Ainsi, les performances dans le domaine des exportations s'accompagnaient d'une forte croissance économique nationale.

Le Portugal est à ranger dans cette même catégorie. La fin de la dictature de Salazar le 25 avril 1974 coïncidait avec la fin de la « belle époque » en Europe. Le Portugal a toujours été décrit comme une nation sous-développée, voire pauvre. Le pays présentait durant cette période un fort retard de la modernisation de son secteur industriel, mais la sous-productivité de ce secteur était compensée par le bas niveau des coûts salariaux. C'est pourquoi les exportations portugaises se présentent comme la face d'une économie de convergence ou de rattrapage par rapport au reste de l'Europe. En affichant une part de marché en hausse continue à partir de 1981, le Portugal confirme sa capacité à profiter de l'ouverture des échanges même en période de crise, grâce aux bas prix de ses produits agricoles et

de ses bas coûts de main-d'œuvre dans des industries en crise dans le reste de l'Europe, comme le textile ou la construction navale.

Figure 24

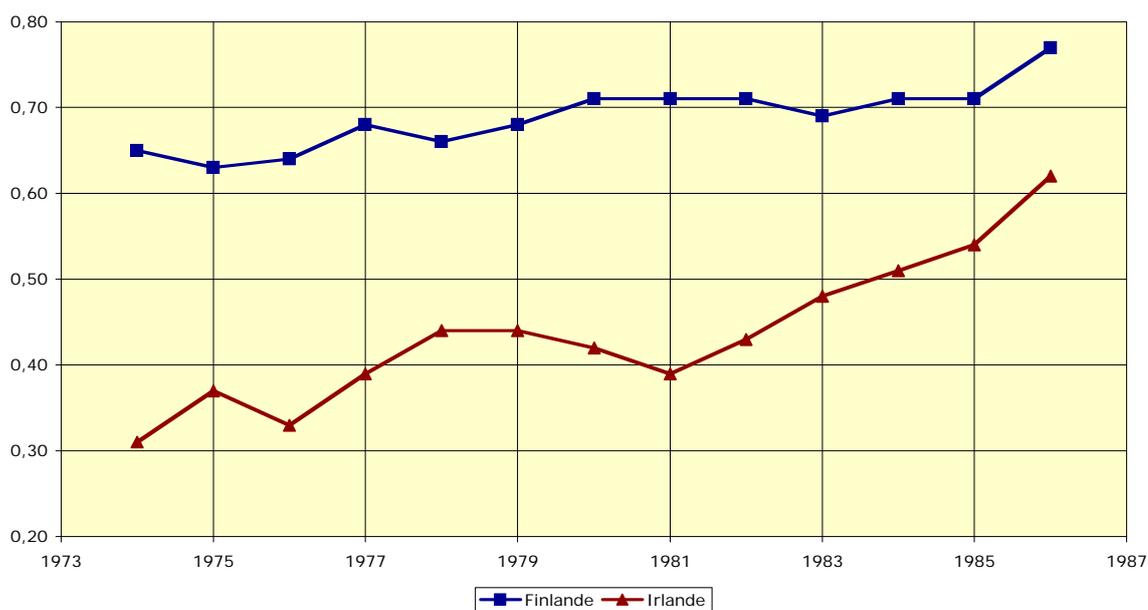
Part des exportations mondiales du Portugal 1974-1986



Source : OMC

Figure 25

Parts des exportations mondiales de la Finlande et de l'Irlande 1974-1986



Source : OMC

La Finlande a su progresser sur le marché mondial malgré la crise. Elle est l'une des exceptions en Europe. Elle a réussi à maintenir ses parts des exportations mondiales tout en étant plongée dans une crise mondiale qui n'a épargné aucune nation. Mais l'exception finlandaise fait apparaître un certain nombre de facteurs. La Finlande a forgé sa puissance économique à partir de la « civilisation du bois ». Si l'on en croit Michel Cabouret, elle renfermerait 0,5% des réserves mondiales de bois.<sup>299</sup> L'industrie du papier, du bois de sciage ou du contreplaqué est restée pendant longtemps un pôle exportateur. En se modernisant dans les années 1960-1970, ce socle de l'économie nationale a beaucoup participé à la force exportatrice de la Finlande. Ensuite, nous avons les industries agro-alimentaires, métallurgiques et mécaniques.<sup>300</sup> Pour faire face à la crise du pétrole, le pays a dû opérer une reconversion drastique de l'orientation de ses exportations. Le secteur des services a, pendant longtemps, occupé une place subordonnée. La part du secteur agricole était même beaucoup plus importante. Le retard de la baisse de population agricole a permis à l'industrie de puiser dans la paysannerie finlandaise une main-d'œuvre qui a nourri la croissance industrielle et l'exportation nationale. Nous avons déjà constaté que, dans les autres pays d'Europe, le départ massif de main-d'œuvre du secteur agricole avait permis de redynamiser les économies nationales d'après guerre.

Pendant que l'économie finlandaise se modernisait avec une très forte croissance entre 1970 et 1980, l'Irlande entamait elle aussi un siècle de renouveau et ses échanges commerciaux en ont largement bénéficié. Le changement d'orientation politique irlandais mit fin à la longue tradition protectionniste. Le pays s'engagea désormais dans une politique de libre-échange. L'industrialisation connut des progrès grâce aux investissements étrangers et à l'essor des exportations. Entre 1960 et 1970, celles du secteur industriel avait même rattrapé et dépassé de loin celles du secteur de l'agriculture. C'est le début du déclin du

---

<sup>299</sup> Cabouret (M.), *La Finlande*, Karthala, Paris, 2005, p 241

<sup>300</sup> La Finlande est riche en cuivre, fer, zinc, nickel, chrome, vanadium, plomb, cobalt et en soufre. L'exploitation de ses ressources minières a permis à son économie de s'imposer sur le marché mondial et de hisser les exportations à leur plus haut niveau.

volet agricole au profit des nouvelles branches industrielles et des services.<sup>301</sup> Fort de sa nouvelle politique exportatrice, l'Irlande pouvait compter sur son adhésion à la CEE en 1973 pour gagner des parts de marché et bénéficier des programmes d'aide et de réajustements des déséquilibres socio-économiques. Comment analyser maintenant l'impact des chocs pétroliers et des phénomènes qui l'accompagnaient sur l'évolution des exportations irlandaises ?

Il est vrai que le pays a gagné des parts de marché durant cette période suite à la fin de son cloisonnement et de son intégration à l'économie continentale. Mais nous pouvons constater que ses exportations auraient dû afficher des résultats beaucoup plus soutenus si ce n'était pas les retentissements des crises de 1973 et de 1979. L'Irlande a adhéré à la CEE à un moment où le monde occidental basculait dans une autre phase de croissance économique, tournant la page aux embellies des Trente glorieuses. Son entrée dans l'Europe a sans aucun doute amoindri le creux que le pays aurait pu connaître. La courbe des valeurs des parts des exportations mondiale en pourcentages fait état de la stabilité des échanges irlandais malgré la crise. En 1974, la part des exportations mondiales détenue par l'Irlande était de 0,65% contre 0,77% en 1986 après avoir enregistré 0,68% en 1979 et 0,63% en 1975, l'année pendant laquelle on peut parler d'une chute des parts des exportations mondiales. Cela était dû aux déficits chroniques qui avaient débuté en 1970 mais qui avaient pu être comblés durant les quatre premières années.

La fin des droits de douane a eu comme effet le besoin d'adaptation rapide de l'économie irlandaise et le recul des industries manufacturières traditionnelles. Ce qui constituait un vide à combler entre 1973 et 1980. En outre, le flottement des monnaies consécutif à la fin du système de Bretton Woods avait freiné ses exportations, Le pays parvint à rattraper le niveau de dynamisme des Etats d'Europe à la fin des années 1980. Mais ce dynamisme fut remis en question dans la mesure où le second choc pétrolier marquait la fin du « miracle économique » de cette période. Le premier avait l'avait affecté, entraînant un taux d'inflation de

---

<sup>301</sup> Cette nouvelle tendance allait s'affirmer à partir de 1990. Mais l'entrée dans la CEE constituait un grand pas de changement et de pleine mutation économique d'un pays plongé à fond dans l'euphorie et l'ouverture.

23,8% en 1975 et un taux de chômage de 12% en 1976.<sup>302</sup> Toutefois, l'année 1977-1978 est celle d'un taux de croissance de 7%<sup>303</sup>, propulsant l'Irlande à la tête des pays de la CEE pour le taux de croissance. Les difficultés dans l'économie nationale à maintenir la stabilité des parts de marché à l'exportation sont nées avec la hausse des prix du pétrole en 1979. Du coup, en enregistrant une chute de l'activité et des rentrées fiscales dès 1983, l'économie fut dans une situation telle que le gouvernement de Dublin n'a pu s'empêcher de s'engager dans une politique d'austérité pour lutter contre l'inflation et le déséquilibre budgétaire. Pour ce faire, l'Etat réduisait massivement les dépenses publiques. Ce réajustement donna un nouveau souffle aux industries exportatrices, contrairement aux autres activités économiques qui ont souffert de ce basculement de la dépendance énergétique des Etats d'Europe.

Dans ce groupe de pays qui n'ont pas non plus échappé aux perturbations dues aux deux crises pétrolières et à la persistance de l'inflation présente partout en Europe entre 1973 et 1985, l'Italie apparaît comme une nation qui a peu souffert de la dépression des exportations. Leurs parts du marché mondial ont nettement augmenté et dépassé celle de 1974 (soit 3,62% pour cette année contre 4,41% en 1979 et 4,62% en 1986). L'Italie qui avançait économiquement à pas de géant depuis les années 1950 poursuivait ainsi sa percée.

Après avoir connu une instabilité politique et économique, le pays amorça, après la deuxième guerre mondiale, une reconstruction rapide et dynamique. Les échanges commerciaux s'imposèrent sur le marché mondial, remettant en cause l'appellation d'un "pays en voie de développement".

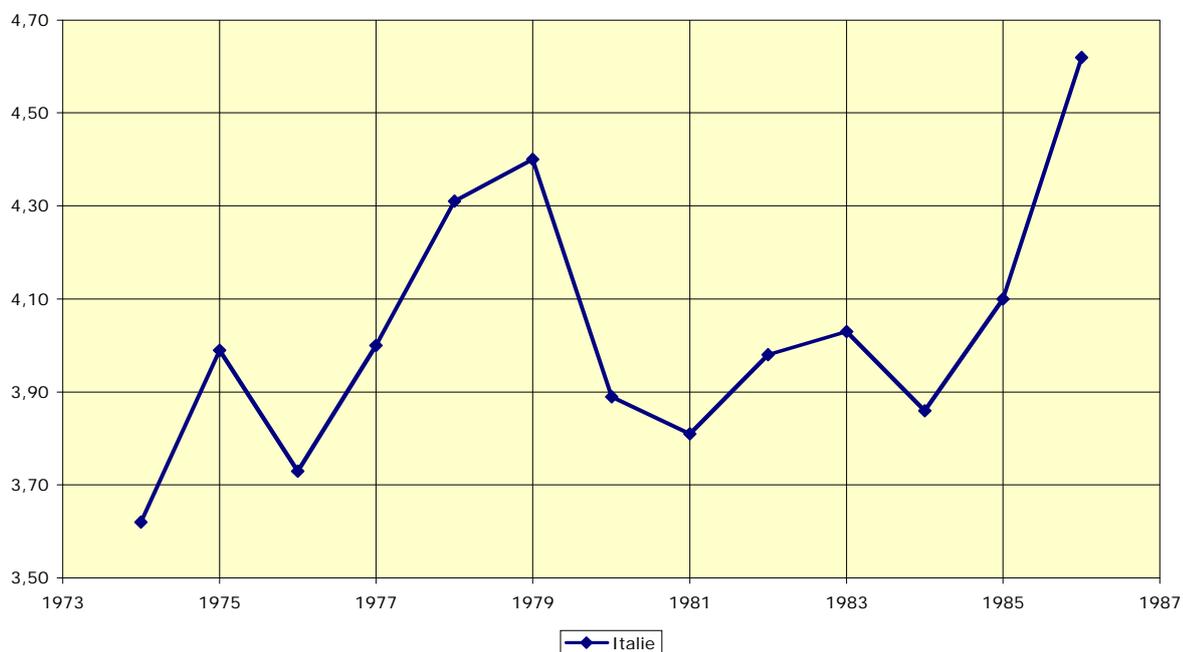
---

<sup>302</sup> Cf Fournier (B.G), *Histoire de l'Europe au XXe siècle, 1974 à nos jours*, Complexe, Paris, 1995, p 54

<sup>303</sup> *Ibid*

Figure 26

Part du marché mondial de l'Italie 1974-1986



Source : OMC

Au total, les crises de 1973 et de 1979 en provoquant la hausse brutale du coût des matières premières et de l'énergie, avaient entraîné une forte inflation. Le premier choc fut à l'origine d'un vaste transfert de capitaux des pays importateurs de pétrole vers les pays exportateurs et aucune parade efficace n'a été trouvée par les Etats d'Europe occidentale à la chute des parts de marché. De l'effondrement du commerce mondial des années 1970, on passa à la libéralisation des marchés et au progrès des échanges internationaux dans les années 1980. Contrairement aux années d'avant le premier choc pétrolier, les parts de marché de plusieurs pays d'Europe ont beaucoup chuté. En 1986, les prix du pétrole commençaient à baisser mais la conquête des marchés ne bénéficiait plus d'atouts comme dans la première moitié du XXe siècle : il s'agissait alors d'une main-d'œuvre qualifiée et peu coûteuse, d'une abondance des investissements suivie d'une américanisation forte. Désormais, l'Europe occidentale inaugura une ère de mutations liées à une

croissance en berne. La période qui suivit allait être marquée par une conjoncture contrastée, oscillant entre sortie de crise et une impossibilité de retrouver le dynamisme des périodes fastes des « Trente Glorieuses ». Le passage vers une économie mondiale de plus en plus compétitive fit plonger les Etats d'Europe dans un nouveau contexte où la course vers la croissance devint de plus en plus rude.

**Troisième partie : Une croissance  
durablement ralentie 1986-2007**

## **CHAPITRE 9**

### **L'ABSENCE DE REPRISE APRES 1986**

On pourrait croire que l'Europe, après la crise des deux chocs pétroliers, va reprendre, comme auparavant, une croissance plus rapide que celle des États-Unis, ne serait-ce que grâce à la poursuite du phénomène de rattrapage. Il n'en est rien. Malgré le contre-choc pétrolier amorcé en 1983, l'Europe reste dans la récession et doit attendre encore trois années avant de voir son chômage diminuer, le pic du sous-emploi étant enregistré en 1986. Ensuite, malgré la baisse des prix du pétrole,<sup>304</sup> les taux de croissance se relèvent peu. Maints gouvernements européens laissent cependant subsister d'amples déficits budgétaires, dans l'espoir que la croissance à venir fournira les recettes fiscales permettant des remboursements aisés. Même les rédacteurs du traité de Maastricht pèchent alors par excès d'optimisme : c'est sur l'hypothèse d'une croissance moyenne de 3% par an qu'est fondée l'exigence stipulée dans le traité de Maastricht d'un déficit budgétaire plafonné à 3% du PIB : jusqu'à cette limite, dans l'hypothèse d'une économie sans inflation, il n'accroît pas l'endettement public. Ce taux de croissance de 3% par an leur paraît sans doute très modéré, comparé à ceux d'avant 1974, et ils peuvent encore croire que la décélération enregistrée entre 1974 et 1986 tient seulement à des accidents conjoncturels comme les chocs pétroliers.

Ces illusions auront été longues à se dissiper. Mais les faits sont là : même ce modeste taux de croissance de 3% est resté hors d'atteinte pour l'ensemble de l'Europe occidentale après 1990. Entre les années de reprise économique consécutives au contre-choc pétrolier (1986-1990) et les années d'expansion ayant précédé la crise des *subprimes* (2001-2007), le taux de croissance annuel moyen en Europe occidentale est passé de 3,06% à 2,03%.

---

<sup>304</sup> D'après l'étude des Nations-Unies, *Bulletin mensuel de statistique* de novembre 1986, l'indice trimestriel des prix des exportations du pétrole brut (1980=100) est passé de 93 en 1984 à 91 en 1985 puis 42 en 1986.

Tableau 34  
Taux de croissance annuel moyen (%) du PIB  
de l'Europe occidentale 1986-2007

Années	1986-1990	1990-1994	1994-2001	2001-2007
Taux	3,06	1,23	2,75	2,03

Source: Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

On note en Europe une insuffisance des investissements depuis la fin des années 1980. Leur taux de croissance, qui était de 3,5% par an avant 1974, est devenu négatif, tombant à -1,3% sur la décennie 1974-1986. Après s'être redressé à + 4,7% entre 1986 et 1990, il chute à -0,5%<sup>305</sup> durant les cinq années suivantes.

### 9.1 : Un écart qui recommence à s'élargir avec les États-Unis :

Sur le long terme, la croissance de l'ensemble de l'Europe occidentale reste très médiocre. Les taux de croissance des États-Unis, dont le marché du travail est plus flexible, la politique monétaire moins stricte et les charges sur les entreprises plus légères, deviennent à partir de 1983 durablement supérieurs, de l'ordre d'un point de pourcentage, à ceux de l'Europe. Entre 1983 et 2008, le taux de croissance moyen aux États-Unis est de 3,1% par an contre 2,3% pour l'Europe. Si l'on prend comme point de départ de la comparaison l'année 1986, qui est celle où l'Europe sort, avec retard, de la récession causée par le deuxième choc pétrolier, l'écart reste significatif : + 2,9% par an pour les États-Unis entre 1986 et 2008 contre +2,2% par an pour l'Europe occidentale. De 1980 à 2006, la part des États-Unis dans le PIB mondial est restée égale à 21%, alors que celle des pays de l'Union européenne a décliné de 28% à 20%.<sup>306</sup> L'Europe a perdu économiquement du terrain et son dynamisme est affaibli. L'inégalité de la réceptivité à la croissance des deux côtés de l'Atlantique s'observe aussi en comparant les taux de

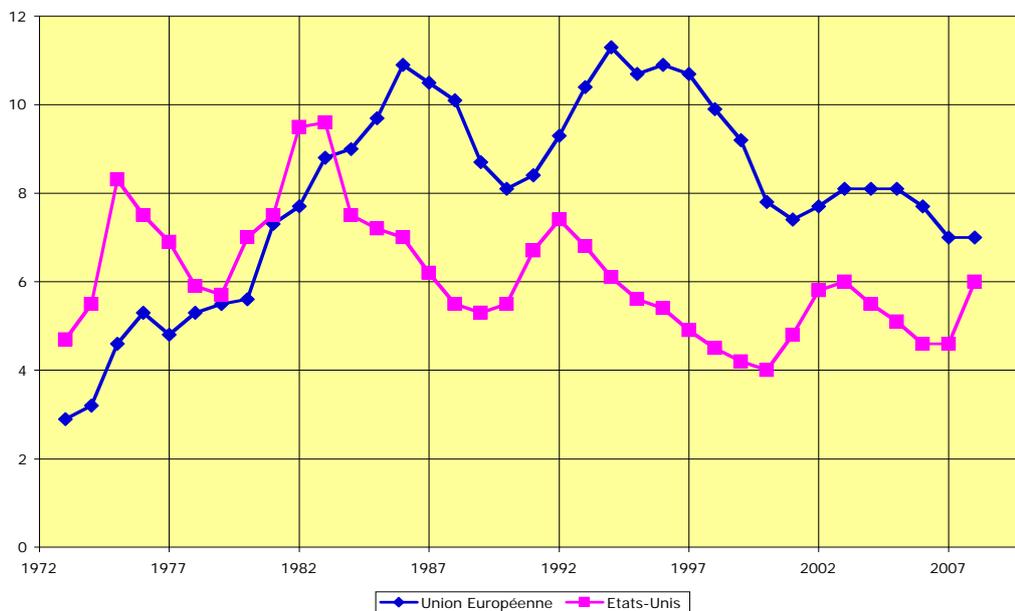
---

<sup>305</sup> Drèze (J.), *Pour l'emploi, la croissance et l'Europe*, De Boeck, s.a, Bruxelles, 1995, p 83.

<sup>306</sup> Mouhoubi (S.), *La face cachée de la crise financière mondiale*, Paris, L'Harmattan, 2009, p 70.

chômage, doubles en Europe occidentale du niveau américain. Alors que le taux de chômage est tendanciellement en baisse aux États-Unis depuis 1983, il est en forte hausse en Europe occidentale jusqu'en 1994. A la différence des États-Unis, l'Europe connaît en 1994 un deuxième pic de chômage encore plus élevé que celui qui a suivi le second choc pétrolier. La conjoncture s'y dégrade fortement dès 1991 à la suite de la réunification allemande de 1990. Celle-ci entraîne un resserrement du crédit opéré par la Bundesbank et les banques centrales des pays les plus liés à l'Allemagne. Les États-Unis sont beaucoup moins affectés par cette nouvelle crise, dont ils sortent dès 1992. Après le pic de 1994, le chômage européen décroît, mais se stabilise ensuite à un niveau deux fois plus élevé qu'aux États-Unis, du moins jusqu'à la crise des *subprimes*.

Figure 27  
Taux de chômage en Europe occidentale et aux États-Unis (1973-2008)



Source : Nuria Narvaiza-Mandon, *L'explosion du chômage en Europe. Une analyse nationale et régionale, 1973-2000*, th. Université Marc Bloch, Strasbourg, 2004, Annexes. Eurostat, *Annuaire statistique 2000-2009*.

La croissance économique des pays d'Europe occidentale a été considérable du traité de Rome aux crises pétrolières. La croissance de la période suivante est à la fois moins soutenue et plus irrégulière à cause des différentes mutations géopolitiques qui ont frappé le monde. Le dynamisme des espaces économiques nationaux d'Europe occidentale va être dépassé à nouveau, à partir de 1974, par celui des États-Unis, à telle enseigne que l'écart entre les PIB de part et d'autre de l'Atlantique recommence à se creuser. L'Europe des « Trente Glorieuses » avait

pourtant semblé remettre en cause la suprématie de la croissance américaine lorsque ces années voyaient les États d'Europe occidentale réduire leur retard tant au niveau de leur PIB qu'en gain de productivité. L'évolution en sens inverse est très rapide. Dès 1987, le rapport entre le PIB total des pays d'Europe occidentale et celui des États-Unis est, d'après les chiffres d'A. Maddison, retombé à son niveau de 1957 (cf. tableaux 1 et 35). Par la suite, les événements de la politique internationale portent un coup dur à l'économie mondiale et plus particulièrement aux États européens. De 1990 à 1996, la réunification de l'Allemagne et la guerre du Golfe font plonger l'Europe dans une récession économique qui bat son plein en 1993. Ce conflit, qui a coûté cher aux « États démocratiques » et à leurs alliés contre Saddam Hussein, pèsera particulièrement sur une bonne partie de l'Europe.

Les États-Unis avaient entamé une phase de forte croissance jusqu'en 2001. Cependant, le 11 septembre, les attentats du *World Trade Center* ont été encore à l'origine d'une hausse du prix du pétrole, créant un nouveau désordre mondial. A l'horreur des destructions et des milliers de victimes, s'est ajouté le fait que ces attaques ont aussi affecté l'économie mondiale. Celle-ci connut un ralentissement important. Les transports aériens étant touchés, le tourisme et l'hôtellerie n'ont pas été épargnés. En dehors d'Air France qui enregistre un résultat d'exploitation positif en 2001-2002 avec une marge de 1,9%, les autres compagnies comme *British Airways* (-1,7%), *KLM Royal Dutch Airlines* (-2,4%) voient leur trafic chuter.<sup>307</sup> À ces facteurs, vient se conjuguer, depuis les années 2000, l'important budget déployé par les États européens et surtout dans les grandes capitales, pour renforcer les mesures de sécurité. Les États-Unis et les l'Europe sont alors confrontés aux dommages potentiels colossaux représentés par les menaces. Aux États-Unis par exemple, on estime le coût total des mesures de sécurité intérieure du secteur privé après le 11 septembre, à plus de 10 milliards de dollars par an<sup>308</sup> et le gouvernement américain prévoyait une augmentation des dépenses relatives à la recherche militaire de 12,6%.<sup>309</sup> Le phénomène des attentats suicides et des détournements d'avions qui, en s'intensifiant, ont constitué une faille

---

<sup>307</sup> Examens de l'OCDE de la réforme de la réglementation. France, vers des orientations stratégiques plus claires, CDE, 2004, p 156.

<sup>308</sup> *L'économie de la sécurité*, OCDE, 2004, p14

<sup>309</sup> Où va l'économie mondiale ? Scénarios et mesures d'urgence, sous la direction de Jean-Marie Chevalier et Olivier Pastré, Editions Odile Jacob, Paris, 2002, p 182.

considérable ; surtout dans le domaine aérien (touchant notamment les grands aéroports d'Europe) et dans les villes carrefours (Londres, ou Paris).

Les États membres de l'OCDE ne sont pas épargnés car on assiste à une dégradation de la situation de la croissance. Celle-ci intervient aussitôt après l'effondrement du système de « l'âge d'or » et ne cesse de contribuer dans une large mesure à l'accélération du chômage. Le potentiel de croissance devient tributaire des conjonctures et des situations géopolitiques qui interviennent aux cours des années. Du coup, le dynamisme devient un phénomène difficile à gérer car il ne dépend pas uniquement des facteurs internes mais aussi des influences extérieures qui le menacent ; d'où les détériorations significatives des performances notées sur la période 1974 - 2007.

La médiocre croissance ou la dégradation relative de la performance économique des pays d'Europe occidentale constitue bien une réalité. Si la croissance du PIB américain est plus ou moins stable, celle de l'Union européenne des Quinze a connu au cours du dernier siècle, une véritable dégradation tendancielle. Parmi les causes immédiates de cette chute de la croissance, nous pouvons citer le manque d'investissement aussi bien en quantité qu'en qualité. Alors que pour la période 1970-1985, le taux d'investissement américain était inférieur de 3 points à la moyenne de l'Europe, cet écart n'a été que de 0,5 point pour les années 1993-2003. C'est la raison pour laquelle les années 2000 marquent le besoin de politiques plus réactives et plus puissantes au sein de l'Union pour tenter de renouer avec la croissance des « Trente Glorieuses ». Et dans ce combat pour se remettre sur les rails de la croissance économique, l'effort d'investissement occupe une place de plus en plus importante dans l'esprit des gouvernants européens. En effet, l'investissement permet à la fois d'augmenter les capacités de production et d'améliorer celles-ci.

Quant à l'économie américaine, elle continue de faire preuve d'une forte capacité de rebond, malgré les crises conjoncturelles et les guerres (par exemple, la première guerre d'Irak a engendré un creusement des déficits du commerce extérieur et des comptes publics) qui la secouent. Ayant connu au début des années 1990, leurs « dix glorieuses » vues par beaucoup d'économistes comme la phase

de croissance la plus longue et la plus forte de leur histoire, les États-Unis gardent leur position de leader de l'économie mondiale. Ceci est dû au fait que depuis 1991, l'économie américaine est entrée dans une nouvelle ère caractérisée par l'innovation continue, l'utilisation des TIC dans tous les domaines et la présence d'une surproductivité.<sup>310</sup> Si l'économie américaine présente des faiblesses, elle a aussi le paradoxe d'avoir la capacité à se renouveler et à trouver des solutions à chaque fois que sa croissance semble être brisée.

Même en ce qui concerne la productivité du travail, l'Europe recommence à accumuler des retards sur les États-Unis. Après un prolongement de la phase de rattrapage pendant laquelle la croissance de la productivité du travail, dans les économies d'Europe occidentale, a continué à dépasser celle des États-Unis entre 1979 et 1995, un retournement s'est produit. Après une période de convergence des niveaux de productivité, on revient, depuis 1995, à une évolution en défaveur de l'ensemble des pays d'Europe occidentale. Au même moment, l'économie américaine connaissait un nouvel essor depuis le milieu des années 1990. On note une croissance en augmentation continue de la production, de la productivité salariale et de la productivité globale des facteurs même si la croissance de la qualité de travail avait considérablement diminué à la fin des années 1990, passant de 0,53% par an à 0,2% par an entre 1995 et 1999.<sup>311</sup>

La comparaison, effectuée sur vingt années, entre la croissance américaine (+ 2,9% par an de 1988 à 2008) et celles des pays d'Europe occidentale (+ 2,4% par an pour le Royaume-Uni, + 2,1% par an pour les pays de la zone Euro)<sup>312</sup> montre bien les divergences qui existent entre espaces économiques. L'Allemagne, et la France n'ont connu en moyenne durant ces deux décennies qu'un taux de croissance de + 2% par an, l'Italie + 1,4% par an. Seuls quelques pays comme l'Irlande, dont le PIB s'est accru, en rythme annuel moyen de + 6,5% par an pendant la même période, ou l'Espagne (+ 3,1% par an), ont affiché des croissances supérieures à celle des États-Unis, accompagnées de fortes créations

---

<sup>310</sup> Massé (G.) et Thibaut (F.), *Intelligence économique. Un guide pour une économie de l'intelligence ?* De Boeck et Larcier, s.a, Bruxelles, 2001, p 288

<sup>311</sup> L. Martin Cloutier et Christian Debesson (dir.), *Changement climatique, flux technologiques, financiers et commerciaux, Nouvelles directions d'analyse d'entrée-sortie*, Presses Universitaires du Québec, Québec, 2004, p 139.

<sup>312</sup> *L'OCDE en chiffres. Statistiques sur les pays membres*, OCDE, 2009.

d'emplois. L'effet de rattrapage ne joue plus de façon significative que pour ces deux pays.

La croissance de l'économie américaine a été remarquablement soutenue, mais au prix, toutefois, d'un déséquilibre structurel des comptes du pays. Plus tard (en 2008), le déficit budgétaire américain a été de 455 milliards de dollars, soit 3,2% du PNB, avec une dette publique qui s'élevait à près de 70% du PIB, sans compter celle, énorme, des ménages et des entreprises.<sup>313</sup> L'explosion de la bulle Internet, en 2001 et la récession qui a suivi ont été à l'origine d'une politique de bas taux d'intérêt du *Federal Reserve Board*, qui a poussé les entreprises et les ménages à s'endetter massivement. Il faut signaler aussi qu'en 2008, le déficit commercial américain avait battu le record historique de 763,7 milliards de dollars.<sup>314</sup> L'avenir dira si, au sortir de la récession causée par la crise des *subprimes*, l'économie américaine peut conserver une croissance plus soutenue que celle de l'Europe occidentale en poursuivant une politique qui doit une part de ses succès à de bas taux d'intérêt et un endettement croissant vis-à-vis de l'extérieur.

La croissance de l'Europe occidentale a continué à être moins rapide au cours de la période 1986-2007 que celle des États-Unis. Confrontée au phénomène des contre-performances économiques malgré les politiques keynésiennes qui tentèrent de soutenir la demande (surtout en consommation), une bonne partie de l'Europe occidentale, jadis au cœur de la croissance, souffre de la disparition des fondements de son dynamisme économique d'autrefois. Entre 1990 et 2000, selon les données d'Angus Maddison, l'Union européenne a connu une croissance annuelle de 2,2%, tandis que, pour les États-Unis, elle a été de 3,1%. Autrement dit, l'écart de croissance qui représente 0,9 point de pourcentage pendant la décennie montre à la fois la détérioration de la position de l'Europe par rapport aux États-Unis, et les défis à relever pour augmenter le dynamisme et le potentiel européens en matière de croissance économique.

---

<sup>313</sup> Estival (J.P), *Les nouveaux affrontements économiques entre nations*, l'Harmattan, Paris, 2009, p 78.

<sup>314</sup> *Ibid*, p 147

En 2007, la somme des PIB des pays d'Europe occidentale ne représente plus que 91,5% du PIB américain, selon les chiffres d'Angus Maddison. Non seulement l'écart apparu pendant la période 1974-1986, qui se traduisait par une perte de 13,9 points de pourcentage en onze ans, n'a pas été réduit, mais encore il a continué à s'accroître, presque au même rythme, avec perte supplémentaire de 13,4 points de pourcentage en douze ans. Les acquis de l'époque des « Trente Glorieuses », qui avait vu le rapport du PIB européen au PIB américain passer de 104,9% à 118,8% en 17 ans, avaient été totalement effacés dès 1987. L'écart avec les États-Unis ayant continué de grandir, l'Europe occidentale se retrouve même, en 2007, largement au-dessous de son niveau relatif de 1950, qui était de 95,9% du PIB américain.

Une partie de cette perte de poids économique de l'Europe occidentale correspond, il est vrai, à une moindre croissance démographique. L'évolution du PIB par habitant reflète un décrochage moins important, passant de 70,3% du niveau américain en 1974 à 68,8% en 2007, juste avant la crise des *subprimes*. (voir tableau ci-dessous). La constatation essentielle est que, depuis quatre décennies, l'Europe ne parvient pas à rattraper, pour la production par habitant, un écart de 30% par rapport au niveau des États-Unis et que, depuis 1982, cet écart a même recommencé à s'accroître.

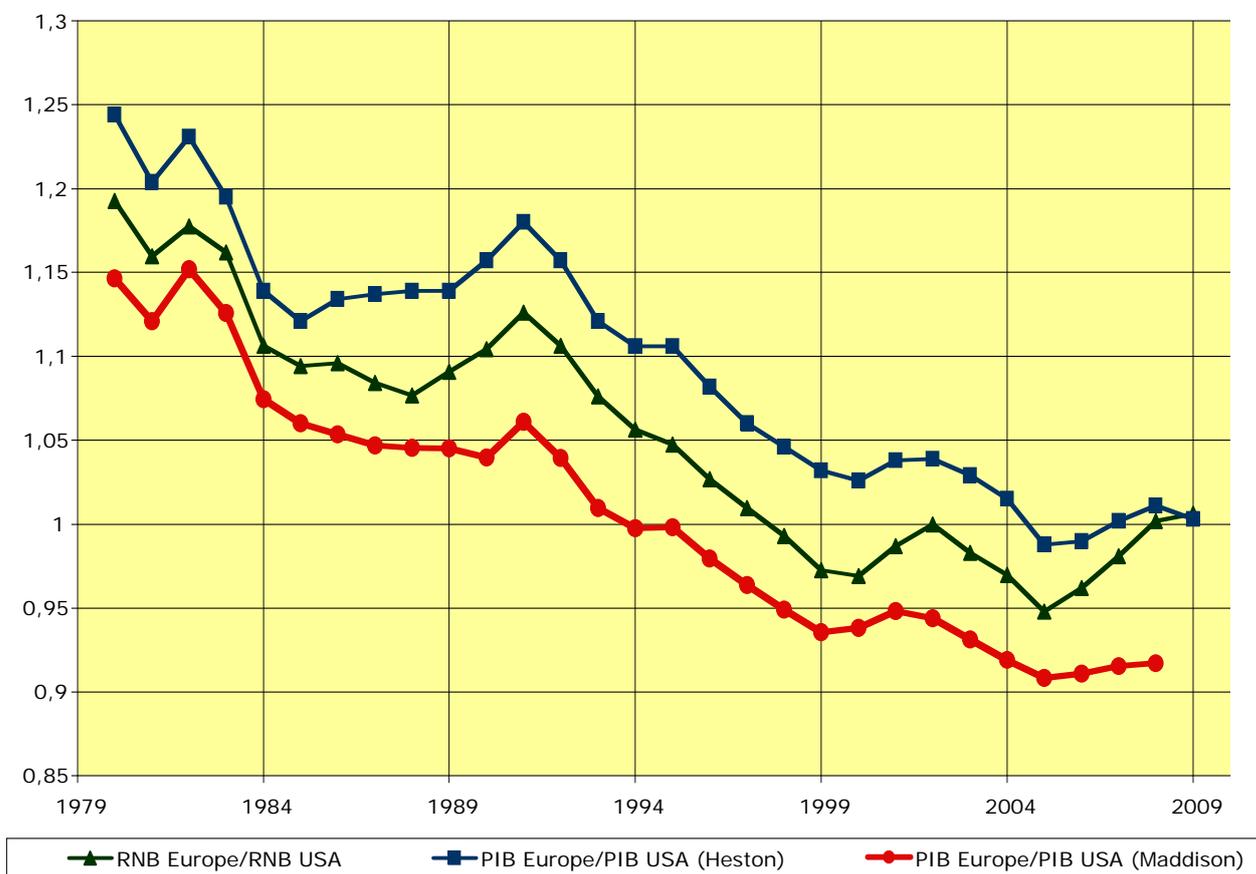
Tableau 35

PIB de l'Europe occidentale en pourcentage de celui des États-Unis (1950-2007)

	1950	1957	1974	1982	1986	2007
PIB	95,9	104,9	118,8	115,2	105,4	91,5
PIB par habitant	47,8	56,4	70,3	72,2	67,9	68,8

Source : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP*, 2-2010 AD, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

Figure 28  
RNB et PIB de l'Europe occidentale rapportés au RNB et au PIB des États-Unis



Sources : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdnc.nl/maddison>. Banque mondiale, *World Development Indicators*, 2010. Alan Heston, Robert Summers and Bettina Aten, *Penn World Table, Version 7.0*, Center for International Comparisons of Production, Income and Prices, at the University of Pennsylvania, March 2011.

Tableau 36  
Estimations des PIB ou RNB en parités pouvoir d'achat en 1986 et 2007  
(en % du PIB ou du RNB des États-Unis)

	PIB 1986 (Heston et al.)	PIB 1986 (Maddison)	RNB 1986 (Banque mondiale)	PIB 2007 (Heston et al.)	PIB 2007 (OCDE)	PIB 2007 (Maddison)	RNB 2007 (Banque mondiale)
Allemagne	25,68	23,52	25,45	21,00	20,54	17,92	21,12
Autriche	2,69	2,23	2,61	2,37	2,20	2,05	2,20
Belgique	3,21	2,93	3,23	2,81	2,68	2,58	2,70
Danemark	1,83	1,80	1,81	1,51	1,43	1,45	1,45
Espagne	8,97	7,57	8,45	10,07	9,95	8,37	10,02
Finlande	1,55	1,43	1,50	1,37	1,33	1,34	1,36
France	18,41	17,57	17,48	15,53	14,38	15,02	15,22
Grèce	2,31	1,84	2,45	2,28	2,30	1,80	2,19
Irlande	0,76	0,64	0,61	1,29	1,40	1,27	1,20
Italie	17,82	16,09	17,35	13,66	12,94	12,38	13,29
Luxembourg	0,18	n.d.	0,17	0,32	0,20	n.d.	0,23
Pays-Bas	5,08	4,45	4,56	4,80	4,64	4,27	4,78
Portugal	1,58	1,68	1,67	1,68	1,75	1,63	1,75
R.me-Uni	17,31	16,38	16,24	16,68	15,41	15,21	15,69
Suède	3,09	2,69	2,96	2,59	2,41	2,34	2,55
Suisse	2,96	2,56	3,00	2,29	2,16	1,98	2,34
Total	113,43	103,38	109,54	100,25	95,72	89,61	98,09

Sources : *L'Observateur de l'OCDE*, 2009 (supplément). *World Bank Atlas 1990 et banque de données Chelem du CEPPII*. Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 2009. Angus Maddison, *op. cit.* Alan Heston, Robert Summers and Bettina Aten, *Penn World Table, Version 7.0*, Center for International Comparisons of Production, Income and Prices, at the University of Pennsylvania, March 2011

L'examen des graphiques et tableaux ci-dessus permet de comparer les chiffres d'Angus Maddison avec ceux de la Banque Mondiale et de l'Université de Pennsylvanie. Il montre que le mode de calcul des parités pouvoir d'achat adopté par Maddison, qui se réfère à une unique grille de prix, celle de 1990, rend le déclin relatif de l'Europe plus visible que les autres procédés de mesure et de comparaison des PIB. L'OCDE et la Banque mondiale changent périodiquement d'année de référence.<sup>315</sup> Quant à Alan Heston, Robert Summers and Bettina Aten, du *Center for International Comparisons of Production, Income and Prices* de

<sup>315</sup> OCDE, *Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles*. Année de référence 1999, OCDE, Paris, 2002. Angus Maddison, *Background Note on « Historical Statistics »*, in: [www.ggdc.net/Maddison](http://www.ggdc.net/Maddison) (mars 2010).

l'Université de Pennsylvanie, ils revoient chaque année leur pondération.<sup>316</sup> Le mode de calcul adopté par Maddison a pour effet, aux dates postérieures éloignées, de donner plus de poids au pays le plus fortement orienté vers la production de biens et services de haute technologie (dont les prix relatifs baissent et la production croît rapidement), les États-Unis en l'occurrence.

La perte de poids relatif du PIB européen par rapport au PIB des États-Unis survenue entre 1986 et 2007 est de 13,3% selon les chiffres de Maddison et de 11,6% selon les chiffres de Heston, Summers et Aten. En termes de Revenu National Brut, elle est de 10,5% selon ceux de la Banque mondiale. Mais, quel que soit le mode de calcul, elle est significative.

La réalité économique et géopolitique du début du XXIe siècle se lit avec les chiffres des PIB. En fait, l'élargissement de l'Europe vers l'Est n'aura même pas réussi à compenser un déclin relatif de grande amplitude de l'Europe dans le jeu des relations économiques internationales. De ce point de vue, la récession de 1974 n'était pas une crise passagère, mais un retournement majeur de tendance qui dure à présent depuis plus de trois décennies.

---

<sup>316</sup> Heston (A.), Summers (R.) and Aten (B.), *Penn World Table, Version 7.0, Center for International Comparisons of Production, Income and Prices, at the University of Pennsylvania, March 2011.*

## 9.2. Le maintien des inégalités de croissance en Europe

Toutefois, dans un contexte de croissance médiocre, quelques pays d'Europe occidentale se montrent moins affectés que les autres par la décélération de la croissance. Ce sont, cette fois encore, les pays initialement attardés (mais qui le sont aujourd'hui de moins en moins), c'est-à-dire l'Irlande et l'Espagne suivies par le Portugal et la Grèce.

Tableau 37

### PIB en pourcentage de celui des États-Unis

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Autriche	2,23	2,19	2,17	2,19	2,25	2,33	2,31	2,26	2,23	2,21
Belgique	2,93	2,90	2,91	2,92	2,95	3,01	2,96	2,86	2,83	2,83
Danemark	1,80	1,75	1,70	1,64	1,63	1,66	1,64	1,59	1,62	1,62
Finlande	1,43	1,43	1,44	1,47	1,45	1,36	1,27	1,22	1,22	1,23
France	17,57	17,41	17,44	17,54	17,69	17,94	17,70	17,06	16,74	16,71
Allemagne	23,52	23,07	22,87	22,83	21,79	22,99	22,75	21,97	21,68	21,54
Italie	16,09	16,03	15,97	15,89	15,95	16,20	15,80	15,25	14,98	15,03
Pays-Bas	4,45	4,36	4,30	4,35	4,45	4,56	4,50	4,41	4,34	4,36
Norvège	1,46	1,44	1,38	1,35	1,35	1,40	1,40	1,40	1,42	1,44
Suède	2,69	2,68	2,65	2,64	2,62	2,59	2,46	2,35	2,34	2,37
Suisse	2,56	2,49	2,46	2,48	2,53	2,52	2,43	2,37	2,30	2,25
R.me-Uni	16,38	16,58	16,70	16,50	16,28	16,09	15,60	15,54	15,60	15,65
Irlande	0,64	0,65	0,66	0,67	0,71	0,73	0,73	0,73	0,74	0,79
Grèce	1,84	1,77	1,77	1,78	1,75	1,81	1,76	1,69	1,65	1,65
Portugal	1,68	1,72	1,78	1,80	1,85	1,94	1,89	1,81	1,75	1,78
Espagne	7,57	7,73	7,83	7,96	8,17	8,40	8,20	7,91	7,78	7,79
Total Europe occidentale (y compris micro-Etats)	105,36	104,70	104,54	104,53	103,97	106,08	103,95	100,98	99,77	99,82

Source : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

Tableau 37 (suite et fin)  
 PIB en pourcentage de celui des États-Unis

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Autriche	2,19	2,13	2,12	2,10	2,09	2,09	2,08	2,05	2,02	2,01	2,03	2,05	2,09
Belgique	2,76	2,73	2,67	2,64	2,64	2,64	2,64	2,60	2,58	2,56	2,57	2,58	2,59
Danemark	1,61	1,59	1,56	1,53	1,53	1,53	1,51	1,48	1,46	1,45	1,45	1,45	1,42
Finlande	1,23	1,25	1,26	1,26	1,27	1,30	1,30	1,29	1,29	1,28	1,31	1,34	1,35
France	16,28	15,95	15,69	15,51	15,54	15,71	15,62	15,41	15,21	15,04	14,99	15,02	15,01
Allemagne	20,97	20,43	19,95	19,47	19,38	19,48	19,17	18,65	18,19	17,76	17,85	17,92	18,06
Italie	14,65	14,30	13,84	13,50	13,49	13,63	13,46	13,13	12,82	12,52	12,44	12,38	12,20
Pays-Bas	4,33	4,31	4,37	4,38	4,39	4,44	4,37	4,28	4,22	4,18	4,20	4,27	4,33
Norvège	1,46	1,47	1,44	1,41	1,40	1,42	1,42	1,40	1,40	1,40	1,39	1,37	1,40
Suède	2,32	2,28	2,28	2,28	2,29	2,31	2,33	2,31	2,29	2,30	2,33	2,34	2,33
Suisse	2,18	2,13	2,10	2,04	2,03	2,04	2,02	1,96	1,94	1,93	1,95	1,98	2,01
R.me-Uni	15,51	15,32	15,15	14,94	15,08	15,19	15,26	15,30	15,24	15,11	15,14	15,21	15,26
Irlande	0,83	0,88	0,91	0,96	1,02	1,07	1,12	1,15	1,15	1,19	1,22	1,27	1,22
Grèce	1,62	1,61	1,60	1,58	1,59	1,65	1,69	1,73	1,74	1,74	1,77	1,80	1,85
Portugal	1,78	1,78	1,78	1,77	1,78	1,80	1,78	1,73	1,69	1,66	1,63	1,63	1,62
Espagne	7,69	7,65	7,66	7,67	7,78	8,01	8,09	8,14	8,11	8,15	8,25	8,37	8,41
Total Europe occidentale (y compris micro- États)	97,97	96,38	94,92	93,57	93,84	94,84	94,40	93,14	91,91	90,80	91,07	91,52	91,70

Source : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

On peut résumer ces tableaux en classant les seize pays d'Europe occidentale d'après la vitesse à laquelle leur PIB varie par rapport à celui des États-Unis :

Tableau 38  
Variations du PIB rapporté à celui des États-Unis  
entre 1986 et 2007 (en %)

	Rang	Selon Maddison	Selon Heston et al.
Irlande	1	+ 98,4	+ 69,7
Luxembourg	2	n.d.	77,8
Espagne	3	+10,6	+ 12,3
Portugal	4	- 3,0	+ 6,3
Grèce	5	-2,2	- 1,3
Pays-Bas	6	- 4,0	- 5,5
Royaume-Uni	7	- 7,1	- 3,6
Finlande	8	- 6,3	- 11,6
Autriche	9	- 8,1	- 11,9
Belgique	10	- 11,9	- 12,5
Suède	11	- 13,0	- 16,2
France	12	- 14,5	- 15,6
Danemark	13	- 19,4	- 17,5
Allemagne	14	- 23,8	-18,2
Suisse	15	- 22,7	- 22,6
Italie	16	- 23,1	- 23,3

Sources :

Angus Maddison, *op. cit.* Alan Heston, Robert Summers and Bettina Aten, *Penn World Table, Version 7.0*, Center for International Comparisons of Production, Income and Prices, at the University of Pennsylvania, March 2011

Nous aurons à nous pencher sur ces disparités nationales de croissance en longue période entre pays européens. Deux catégories de pays se distinguent particulièrement : la première catégorie est constituée par les pays les moins affectés par la décélération : Espagne, Irlande, Portugal, Grèce, c'est-à-dire les pays anciennement attardés, auxquels il faut ajouter le cas très particulier du Luxembourg, paradis fiscal attirant à lui les forces de travail des régions voisines et les capitaux du monde entier. Ces pays connaissent des variations positives par rapport aux États-Unis ou proches de zéro. Les Pays-Bas et le Royaume-Uni viennent ensuite, avec des variations faiblement négatives. La seconde catégorie comprend les autres pays de l'ancienne Europe des Six ainsi que la Suisse, l'Autriche et les Pays Scandinaves. Les variations de leur PIB rapporté à celui des États-Unis sont franchement négatives, avec des écarts pouvant dépasser 20% (Allemagne, Autriche, Italie).

### 9.3. Le nouveau facteur principal de croissance : le commerce extérieur

Comme nous l'avons fait pour les périodes 1957-1973 et 1973-1986, une étude des relations entre la croissance du produit intérieur brut par habitant et plusieurs variables explicatives doit nous permettre d'identifier les facteurs qui peuvent avoir influé favorablement sur la croissance durant la longue période qui se déroule entre le contre-choc pétrolier et la crise des *subprimes*.

Tableau 39  
Accroissements du PIB par habitant et trois variables explicatives (1986-2007)

	PIB/ht1986	Tx PA86-07	var exp86-06	Var PIB 86-07
Autriche	15081	-2,60	13,2	57,0
Belgique	15195	-2,13	1,2	54,3
Danemark	17993	-5,05	-18,0	38,9
Finlande	14819	-6,01	-10,4	62,8
France	16215	-3,03	-22,2	37,4
Allemagne	15469	-3,70	-11,9	32,8
Grèce	9440	-2,77	-33,3	68,7
Irlande	9265	-0,62	51,6	214,0
Italie	14496	-2,55	-19,3	38,7
Pays-Bas	15617	-1,92	27,1	55,7
Portugal	8641	-4,51	11,2	67,6
Espagne	9998	-2,76	49,2	95,5
Suède	16505	-4,67	-24,0	48,4
Suisse	19786	-2,94	-25,0	25,1
Rme-Uni	14742	-2,79	-28,7	60,4

Source: Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP*, 1-2006 AD, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

L'évolution du PIB allemand correspond à l'estimation, par Maddison, de la croissance de l'ensemble RFA + RDA.

Soient :

VP : variation du PIB par habitant en dollars Geary-Khamis de 1990 entre 1986 et 2007.

R : PIB par habitant en 1986 en dollars Geary-Khamis de 1990 (un signe négatif du coefficient de régression entre le rythme de croissance économique et cette variable permet de déceler l'effet de rattrapage).

A : taux annuel de variation de la population active agricole entre 1986 et 2007. Ce taux est partout négatif. Des transferts importants en provenance des campagnes ayant une influence positive sur le taux de croissance de la productivité

des facteurs, on s'attend à ce que cette variable soit affectée d'un coefficient de régression négatif.

E : variation en % de la part des exportations mondiales entre 1986 et 2007. Cette variable montre l'effet sur la croissance d'un dynamisme des exportations. On s'attend à ce que cette variable soit affectée d'un coefficient de régression positif.

On obtient, par la méthode de la régression linéaire multiple, l'équation suivante :

$$VP = - 0,0042 R + 7,3167 A + 0,8367 E + 151,394.$$

$$t = \quad (- 1,50) \quad (1,21) \quad (2,21)$$

$$R^2 = 0,69$$

$$F = 8,09 ; \text{d.l.} = 11.$$

Seul le facteur « variation des parts d'exportations mondiales » est affecté d'un coefficient significatif. Cette constatation conforte une hypothèse : celle selon laquelle, après 1986, c'est la bonne tenue des exportations qui exerce l'effet le plus déterminant sur la croissance des pays d'Europe (t valide au seuil de rejet de 5%). Les politiques de stimulation de la croissance par la demande intérieure et l'endettement n'obtiennent que des résultats provisoires, les charges de remboursement ayant ultérieurement un effet dépressif, comme on le voit en 2010 dans le cas de la Grèce. L'Allemagne offre un exemple exactement contraire : sa croissance est plus lente, mais elle perd peu de parts de marché et sa croissance de 2010 est tirée par la reprise de la demande mondiale, une fois passée la crise des *subprimes*, et n'est pas compromise par les charges du désendettement.

Si l'Espagne et, surtout, l'Irlande, connaissent une forte croissance dans les années 1986-2007, cela n'est pas dû seulement à une croissance de la demande intérieure fondée sur l'endettement (notamment celui des ménages pour le logement), mais aussi sur un accroissement significatif de leurs parts de marché à l'extérieur, de respectivement + 49,2% et 51,6%. Ce fait mérite d'autant plus d'être souligné que la majorité des autres pays d'Europe perdent au contraire des parts de marché durant cette période.

Dans l'Europe d'après 1986, telle que nous la décrivent les chiffres du tableau ci-dessus, la distinction entre marché intérieur et marché extérieur s'efface progressivement, même dans les plus grands pays d'Europe occidentale. À l'heure de l'économie ouverte, les entreprises qui ne sont pas compétitives à l'étranger ne le sont pas non plus dans leur propre pays.

En revanche, les autres moteurs de croissance, dont les effets se faisaient sentir à l'époque des « Trente Glorieuses », ne semblent désormais plus exercer d'influence décelable dans le modèle. Le coefficient de la variable « taux annuel de variation de la population active agricole » n'est pas du signe attendu : le déversement des excédents de population agricole dans le secteur moderne ne semble plus jouer un rôle significatif dans la croissance du Produit Intérieur Brut des pays d'Europe occidentale. L'effet rattrapage ne joue également plus de façon aussi visible que dans les phases précédentes, car les pays d'Europe méridionale ont déjà comblé une importante partie de leur retard en termes de PIB par habitant sur les pays d'Europe les plus avancés. En 1957, le PIB par habitant du Portugal ne représentait que 22,7% de celui de la Suisse ; en 1973, il en représentait 38,8% et en 1986, 43,7%. Toutefois, même s'il est moins facile à déceler, le mouvement de rattrapage se poursuit, car, comme dans les périodes précédentes, ce sont les pays les plus attardés qui restent les plus dynamiques. L'Irlande a connu une croissance spectaculaire en rejoignant complètement, en l'espace de onze années, le groupe des pays les plus avancés d'Europe.

Pour mieux comprendre le phénomène qu'est la croissance économique, nous ne pouvons pas occulter les différentes politiques qui ont été menées et qui ont permis d'une part, de réduire les disparités nationales. Ont-elles joué un rôle crucial dans l'expansion économique de l'Europe des 15 plus la Suisse ? Quel bilan pouvons-nous faire des politiques communautaires ou de l'Union ? Telles sont des questions qui peuvent nous interpeller.

#### **9.4 Les résultats décevants des politiques de croissance économique**

Il s'agit dans un premier temps, de nuancer l'expression de « politiques » par rapport à l'expansion économique des pays d'Europe occidentale de la fin des années 1980 au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Car la croissance ne repose pas uniquement sur l'interventionnisme politique. Elle découle de plusieurs facteurs, d'une symbiose entre des volontés invisibles et indépendantes de millions d'acteurs de la vie économique et l'œuvre d'hommes d'Etat engagés. Cela ne signifierait que nous devons reléguer au second plan les programmes gouvernementaux ou européens qui n'ont cessé de mener des actions et jouer leur rôle dans l'augmentation de la production des biens et des services. De ce fait, aborder la problématique des politiques économiques devient complexe. Toutefois, nous allons essayer d'énumérer les facteurs déterminants du décollage de l'Europe occidentale ou de sa lutte pour maintenir la croissance malgré les périodes de récession.

Depuis le début de la construction européenne, les politiques économiques ont occupé une place cruciale dans la construction des nations. Des années après l'institution de la CEE, de fortes ambitions politiques ont vu le jour. Après la suppression des barrières douanières qui a permis la libre circulation des biens et des services à partir de 1968 et l'instauration du système monétaire européen (SME) à partir de 1979, l'espace du libre-échange s'installe de plus en plus. Dans le domaine de la formation, des programmes d'échange d'étudiants mais aussi d'enseignants entre universités et grandes écoles dans l'Union européenne comme (ERASMUS)<sup>317</sup> ont contribué à rendre plus accessible l'espace européen aux habitants des différents États membres. Le passage à une monnaie unique en janvier 1999 (l'euro) fut un vecteur d'identité et de convergence. Cependant, d'aucuns pensent encore que tous les mécanismes d'intégration et de politique économique n'ont pas donné les résultats escomptés. Le libéralisme triomphant et l'interconnexion des économies nationales profiteraient plus aux espaces jadis vus comme « sous-développés », « attardés » ou « suiveurs ». Ensuite, l'absence d'une politique économique homogène par tous les États d'Europe des 15 n'est pas un atout pour réduire l'écart vis-à-vis des États-Unis. En 2002, les États-Unis demeuraient la première puissance mondiale avec un PIB, exprimé en milliards

---

<sup>317</sup>ERASMUS : European Region Action Scheme for the Mobility of University Students.

d'euros, de 9286 alors qu'il était de 8823 pour toute l'Union européenne, soit un écart de 403 milliards d'euros.<sup>318</sup> D'autre part, l'établissement du marché commun et l'union économique monétaire dans l'ensemble des Etats membres ouvrent le débat du contenu des politiques de croissance en Europe. Pour le libéralisme néoclassique, un des versants d'analyse économique, le libéralisme constitue la base de l'intégration. Ce courant apporte une attention particulière à la stabilité des prix et à la rigueur budgétaire. Quant aux partisans du keynésianisme<sup>319</sup> interventionniste, la décentralisation d'une économie de marché entraîne un manque d'autorégulation suffisante lui permettant de lutter contre le chômage et d'atteindre le plein emploi. Du coup, l'intervention de l'État via des politiques d'accompagnement demeure inévitable. Rappelons que le libéralisme économique a vu le jour aux XVIIe et XVIIIe siècles avec les Lumières. Il fut synonyme de libre-échange, de liberté d'entreprise ou de consommation. Pour ses défenseurs, l'intervention de l'État doit être limitée. Nous pouvons scinder ce courant en deux groupes : d'abord les partisans du libéralisme classiques, qui abondent dans le même sens que John Locke, Adam Smith ou Anne Robert Jacques Turgot, et les néoclassiques qui se sont inscrit dans une approche de tradition récente (XXe siècle). De quoi s'agit-il ?

Pour le premier courant, les principes fondateurs du libéralisme doivent être respectés et appliqués : exemple le droit à la propriété ou la liberté d'entreprendre. La contestation vise l'État dans sa tendance à vouloir légitimer ses actions et à les étendre. Pour les partisans de ce courant, il doit laisser la place aux consommateurs et aux producteurs qui savent mieux les réalités du marché. Pour les adeptes du second courant, il suffit d'appliquer ce qu'ils appellent la « théorie de l'équilibre général » et chercher à coordonner les différentes actions pour atteindre les meilleurs objectifs possibles. Ils contestent eux aussi l'efficacité de l'intervention directe de l'État dans la production, mais mettent l'accent, dans leur champ de vision, sur les défaillances du marché. A partir des années 1980-1990, le triomphe de l'école des nouveaux classiques avait beaucoup influencé les rédacteurs du

---

<sup>318</sup> Devoluy (M.) *Les politiques économiques européennes*, Paris, Seuil, 2004, p. 13

<sup>319</sup> Pour les keynésiens, les marchés laissés à eux-mêmes n'arriveront pas à atteindre forcément l'optimum économique. Du coup, l'Etat a un rôle à jouer dans le domaine économique notamment dans le cadre de politique de relance. Il apparaît dans cette optique keynésienne fondée sur l'équilibre des flux globaux monétaires et réels, que c'est la demande qui est l'élément moteur de l'activité économique. Le keynésianisme a exercé une profonde influence sur la politique économique des États occidentaux. Tout en se disant libéral, il est aussi pour l'incitation à collaborer entre l'Etat et les puissances financières ou industrielles.

traité de Maastricht. Le traité de Maastricht (ou traité sur l'Union européenne) a été signé par l'ensemble des États membres de la C.E.E (Allemagne, Belgique, France, Italie, Royaume-Uni, Grèce, Espagne et Portugal, Irlande) le 7 février 1992 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1993. Les traités d'Amsterdam et Nice sont venus le modifier. Les politiques économiques pour retrouver la croissance avaient été parmi les objectifs de l'intégration. Il s'agissait entre autre de réduire les taux d'inflation, de lutter contre les déficits budgétaires et les endettements publics. La volonté de booster la croissance économique allait de pair avec le souci d'éviter les dévaluations monétaires dans les deux années précédant l'intégration monétaire.<sup>320</sup> Cette nouvelle pensée économique continue de prôner de développement des mécanismes de marché, notamment la flexibilité des prix et des salaires. Elle se désengage ainsi des politiques économiques actives. Pour certains prévisionnistes, le recours à l'orthodoxie libérale peut fragiliser l'économie européenne et permettre aux États-Unis de creuser encore l'écart vis-à-vis des pays d'Europe continentale.

Il est certain que les États sont conscients de leur incapacité depuis 1986 (voire depuis le premier choc pétrolier), à assurer une expansion économique durable et soutenue. Si la stratégie de Lisbonne (2000) entendait s'inscrire dans une perspective forte en favorisant les investissements productifs pour l'horizon 2010, il faut bien constater que l'Europe occidentale est encore dans une situation rampante dans les années 2000. Faire de l'économie européenne, la première puissance du monde ouvre encore le débat sur les manquements ou les retards dans l'innovation Retrouver la compétitivité technologique, rendre moderne le modèle social de l'Europe en vainquant le spectre du chômage de masse et de l'exclusion font partie des objectifs clés des politiques de croissance. La méthode ouverte de coordination (MOC) créée dans le cadre de la politique de l'emploi et du processus de Luxembourg et qui ressort de la stratégie de Lisbonne n'a pas encore complètement freiné la montée du chômage en Europe. La stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi s'est-elle soldée par un échec ?

---

<sup>320</sup> De Grauwe (P.), *Economie de l'intégration monétaire*, De Boeck Université, s.a, Paris, 1999, pp 144 -145

Seules la Finlande et la Suède auraient pu atteindre les objectifs qui ont été fixés grâce à la considération qu'ils ont prise pour la recherche-développement. Quant aux autres pays, ils ont été en deçà des attentes.<sup>321</sup> Un rapport critique sur les progrès en vue de la réalisation des objectifs de Lisbonne a été établi en 2004 par un groupe d'experts sous la présidence de Wim Kok, ancien ministre néerlandais. Pour ce dernier, les résultats contrastés découlent d'une absence de prise de conscience et de coordination entre les États de l'Union européenne. Reconnaisant, la mauvaise conjoncture des années 2000, Kok avance que la MOC n'a pas été si efficace.<sup>322</sup> On se pose maintenant la question de savoir, quel regain de politique de croissance faudrait-il envisager ?

Malgré la reprise en 2005, la croissance semble toujours rester faible et les États-Unis continuent d'être plus dynamiques que l'Europe. Les causes du retard européen ont encore fait l'objet dans cette première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, de plusieurs débats et d'interrogations. Beaucoup défendent la thèse selon laquelle la politique économique d'intégration reste un projet inachevé tandis que la préférence collective s'oriente de plus en plus vers les loisirs (il s'agit par exemple des départs massifs de vacances en été). A cela s'ajoute l'incapacité des gouvernements (le cas de la France, de l'Allemagne et de l'Italie), de mener à bout des réformes répondant aux préoccupations majeures des populations. Il s'agit en gros, de trouver les remèdes aux problèmes récurrents que sont le chômage de masse et l'inflation. Nul ne doute que le niveau de vie des États d'Europe occidentale s'est nettement amélioré, comparé à ce qu'il fut même durant les « Trente glorieuses ». Mais le paradoxe reste la dichotomie entre un niveau de vie élevé (amélioration considérable du confort par rapport à la période 1957-1973) et une dégradation de la croissance. Le rôle qui incombait aux acteurs politiques a-t-il été négligé ? Les politiques économiques qui ont été menées ont beaucoup participé au renforcement du libéralisme dans les années 2000. Après la création d'une monnaie unique qui instituait le pacte de stabilité et de croissance, les États membres ont vu leurs économies ouvertes sur un marché à la concurrence grandissante. L'interventionnisme gouvernemental n'a pas pu endiguer l'inflation et l'endettement public qui ne cesse d'augmenter en l'absence de nouvelles

---

<sup>321</sup> Thibault (G.), *Quelle stratégie industrielle pour la France face à la mondialisation ?* Editions Technip, Paris, 2008, p 98.

<sup>322</sup> Etudes économiques de l'OCDE : Zone euro, OCDE, 2005.

mesures correctives. Le vieillissement de la population a participé, par exemple, à l'augmentation des dépenses publiques en matière de santé. Les programmes de stabilité de 2005 qui ont été mis en place n'ont pas été efficaces et le raffermissement de la conjoncture n'a pas pour autant permis aux projets de budgets nationaux de s'améliorer. De ce fait, beaucoup de pays d'Europe occidentale se trouvent dans une situation de déficit excessif. Non seulement les réformes nationales sont rares, mais on note l'absence d'une viabilité des finances publiques et la stimulation de la croissance sur le plus long terme.

Dans cette situation de manque de dynamisme, d'effondrement des parts de marché et de persistance du chômage, la croissance économique, après avoir connu un fléchissement, est restée dans une phase de vitesse réduite. Toutefois, si certains pays d'Europe occidentale sont plus affectés, d'autres sont parvenus à maîtriser le phénomène et maintenir un rythme enviable. Nous allons essayer de voir quels sont les espaces économiques les moins touchés par la décélération.

## **CHAPITRE 10**

### **LES PAYS MOINS AFFECTES PAR LA DECELERATION**

Parmi les pays les moins affectés par la décélération de la croissance européenne, il faut distinguer les pays anciennement attardés : Espagne, Irlande, Portugal, Grèce, de deux autres pays également plus dynamiques que la moyenne européenne, le Luxembourg et celui du Royaume-Uni. Ces pays se sont révélés, à partir de 2010, avoir accru leur dette publique dans des proportions qui ont fait naître une crise de confiance. On ne peut cependant attribuer leurs performances des deux dernières décennies aux seules facilités que pouvait donner une politique d'endettement.

L'Europe occidentale, dans les dernières décennies de la fin du XXe siècle, voit son économie sortir tant bien que mal des différentes crises qui l'avaient secouée et ralentie. Contrairement à la période 1957-1974 qui annonçait une croissance rapide et imprévue, celle des années 1986-2007 montre une évolution à la fois lente et contrastée. D'autre part, après une expansion enviable, une nouvelle hausse des prix du pétrole et le krach boursier d'octobre 1987 étaient venus perturber les systèmes financiers européens, ce qui a engendré une généralisation de l'endettement. Entre 1975 et 1985, le montant de la dette extérieure de l'Europe occidentale avait presque décuplé sous l'effet conjugué des crises pétrolières et des ralentissements de la conjoncture. La dette allemande avait été multipliée par 25.<sup>323</sup> Seule celle des pays bénéficiant d'une large autonomie énergétique avait peu augmenté (moins d'un doublement pour le Royaume-Uni), ou avait même été éliminée pour les Pays-Bas.

Les années 1986-2007 voient en Europe occidentale l'émergence de nouveaux pays phares dans le domaine de la croissance économique et, inversement, le déclin d'espaces nationaux au passé industriel ancien. C'est l'ère de l'émergence de pays dynamiques qui, dans les siècles précédents, étaient en retard, sur les pays anciennement industrialisés. Non seulement, ils sortiront du gouffre après des

---

<sup>323</sup> Gauthier (Y.), *La Crise mondiale du choc pétrolier à nos jours*, Editions Complexe, Bruxelles, 1989, pp 484-485

décennies de politique économique et d'ouverture face à la nouvelle donne européenne de l'intégration, mais ils serviront de modèle en matière de croissance. L'adhésion à la Communauté Européenne en 1986 a apporté des fonds européens importants à ces pays. Depuis 1986, l'Espagne a été le deuxième bénéficiaire de la politique agricole commune après la France. Elle totalise, depuis cette date, 90 milliards d'euros de fonds européens.<sup>324</sup> Le Portugal, lui, enregistre un gain net de 53 milliards.<sup>325</sup> Le Fonds européen de développement régional (FEDER) fut, comme nous l'avons souligné, l'institution communautaire à vocation exclusive d'aide à la reconstruction des pays en retard. Nous avons aussi le fonds d'orientation et de garantie agricole. Il était question au traité de Maastricht de février 1992 et au sommet d'Edimbourg de décembre de la même date, d'aider les quatre pays les plus pauvres à l'époque (Espagne, Grèce, Irlande, Portugal). La dotation de ce fonds est estimée d'environ 2,5 milliards d'euros en 1996 à 2,6 en 1999.<sup>326</sup> L'Espagne et le Portugal en ont profité pour financer d'importants travaux d'infrastructure. L'Espagne a construit 11 000 km d'autoroutes et dispose à présent d'un réseau ferré grande vitesse plus étendu que celui de la France. Le « cadre communautaire de soutien » a joué un rôle très important dans la croissance portugaise.<sup>327</sup> C'est grâce à ce programme que le Portugal s'est doté d'infrastructures modernes, tout en misant sur la télécommunication, la formation professionnelle et le développement de son secteur industriel. A partir de 1988, les entrées brutes de flux financiers représentaient chaque année plus de 2,5% du PIB et les apports nets de l'Union européenne formaient en 1996, 3,1% du PIB.<sup>328</sup> Quant à l'Espagne, elle a dépassé l'Italie et la France pour la production d'automobiles et son PIB par habitant a rejoint celui de l'Italie dans les estimations de Maddison (19 706 dollars Geary Khamis de 1990 pour l'Espagne contre 19 909

---

<sup>324</sup> Molina (I.) , chercheur pour l'Europe à l'Institut Elcano de Madrid, précisions apporté à AFP (Agence France Presse) du 10 juin 2010.

<sup>325</sup> *Ibid.*

<sup>326</sup> Jean Pierre Gern (éd.), *Economies de transition*, Editions Maison Neuve et La Rose, Paris, 1995, p 198.

<sup>327</sup> Entre autres facteurs qui a favorisé la croissance portugaise, soulignons la place de la première campagne de régularisation des sans papiers en 1992-1993. Cela avait permis d'avoir un solde migratoire suffisant pour compenser la diminution de la population active masculine suite aux guerres coloniales.

<sup>328</sup> *Intégration européenne et emploi, le cas des pays semi périphériques de l'Europe*, sous la direction de Marc Dusautoy, Presse de la Sorbonne Nouvelle, Paris, 1999, p60.

pour l'Italie)<sup>329</sup> ou que son revenu national brut par habitant tend à le rejoindre dans les estimations de la Banque mondiale (31 930 dollars de parité pouvoir d'achat de revenu national brut par habitant en 2008 pour l'Espagne contre 35 460 pour l'Italie)<sup>330</sup>. Mais l'ampleur des aides européennes n'apporte qu'une petite partie de l'explication de leur dynamisme, qui repose essentiellement sur des facteurs endogènes.

### **10.1 Le cas espagnol :**

À la suite à l'entrée de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, du Danemark puis de la Grèce dans l'Union européenne respectivement dès janvier 1973 et 1981, il faut souligner d'abord que l'adhésion de l'Espagne et du Portugal avait suscité beaucoup de débats. Les problèmes soulevés pour leur admission font apparaître en quelque sorte un certain scepticisme.

En fait, leur adhésion posait deux problèmes, voire des termes difficilement conciliables : d'abord, les États membres jugeaient politiquement indispensable l'intégration et, de l'autre côté, ils pensaient qu'économiquement, la transition pourrait être suicidaire pour ces États en quête de dynamisme et qui avaient connu sur une longue durée, des périodes de marasme.

Effectivement l'Espagne et le Portugal, comme l'Irlande, tout au long du XXe siècle et même bien avant, étaient des pays d'émigration. Mais les années 2000 ont remis en cause l'admission redoutée ainsi que les craintes de l'intégration pour ces nations. L'Espagne devient même un pôle d'immigration intense, une sorte d'eldorado pour les Maghrébins et pour les Africains habitant au sud du Sahara.

L'économie espagnole connaît entre 1986 et 2007 une expansion plus rapide que le reste de l'Europe et même, après 1998, que les États-Unis. Le pays se présente désormais comme un modèle à suivre au sein de l'Europe occidentale

---

<sup>329</sup> Groningen Growth and Development Centre (GGDC), Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>.

<sup>330</sup> Banque mondiale, *World Development Indicators*, 2010.

après ses performances enregistrées. Dans un contexte de crise économique généralisée accentuée par le premier choc pétrolier de 1973 puis le deuxième choc de 1979-1980, l'Espagne est parvenue quelques années après, à éradiquer le phénomène redoutable de l'inflation et son taux de chômage entama une première décrue de grande ampleur à partir de 1985, suivie, après le nouveau pic de 1994, d'une seconde décrue encore plus spectaculaire.

Si l'Espagne avait indéniablement adapté son économie aux nouvelles données dès avant son adhésion, elle n'avait cependant pas encore modifié ses structures. Le pays était sous la mainmise des oligarchies financières et des grands propriétaires fonciers qui demeuraient les seuls maîtres et bénéficiaires de l'économie espagnole. Mais, à partir des années 1990, le pays connaît des mutations économiques et sociales particulièrement surprenantes. L'accélération de la croissance espagnole devient beaucoup plus soutenue. L'Espagne se rapproche dès lors des pays les plus riches d'Europe occidentale. Il est alors important d'énumérer les clefs du dynamisme de la croissance espagnole ainsi que les origines des fortes variations observées dans ce domaine depuis un moment.

Comme nous l'avons souligné au début de notre travail, le succès dans beaucoup de pays qui ont adhéré à l'Union européenne est antérieur à leur intégration. Même si l'europanisation a joué un rôle non négligeable dans ce fil conducteur de la croissance, nous ne devons en aucun cas réduire leurs performances au seul facteur de l'Union. En fait, celles-ci sont l'aboutissement d'un long processus de combat politique, économique et social dont l'interaction a fini par faire de ces pays des modèles de croissance dans l'Europe réunifiée. Le succès de l'Espagne procède aussi du développement de plusieurs secteurs productifs après avoir pris un tournant en 1957, date de l'installation d'un nouveau gouvernement composé essentiellement d'hommes qui incarnaient le changement dans le domaine économique. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le décret - loi du 29 juin 1959 qui annonçait une nouvelle organisation économique connue sous le nom de plan de stabilisation. Nous pouvons citer entre autres, la mise en place de la commission préparatoire au premier plan de développement entre 1963 et 1967. Ces périodes marquées par l'engagement national à entamer une période de rupture ont participé dans les décennies qui vont se succéder à une nouvelle ère

de prospérité. D'autres facteurs endogènes ont été aussi l'une des clefs de voûte de la reconstruction espagnole.

D'abord, en dehors de son industrie sans cesse moderne (exploitation minière du charbon, lignite, uranium, zinc et la place importante accordée à l'industrie automobile avec les firmes étrangères comme *Seat*, *Simca*, *Fasa*, *Mercedes*, *Benz* ou *Daewoo*), le volet agricole assure une autosuffisance alimentaire, l'un des fondements du redressement du niveau de vie. Concernant l'industrialisation, il est important de souligner que, sous le régime franquiste, la diversification croissante des types d'industrie a joué un rôle crucial dans l'accélération de l'économie nationale. Nous n'oublions pas la montée en puissance des entreprises comme *Teléfono*, *Repsol* (pour le pétrole), *Endesa* (électricité), *Iberia* (transport aérien), *Zara* (entreprise de confection).

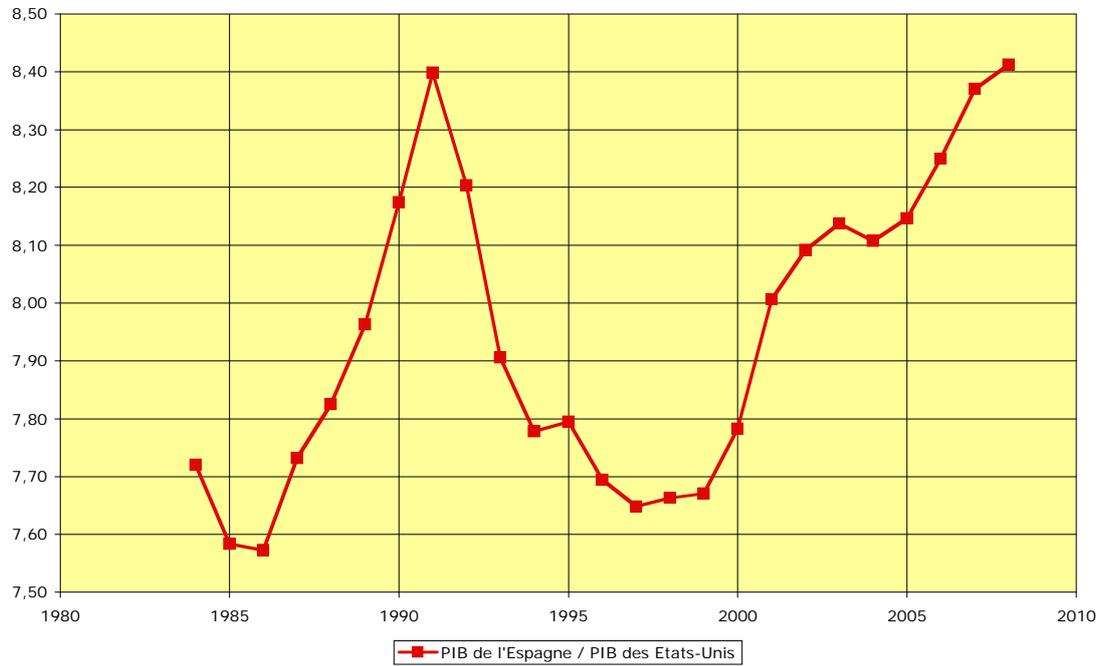
Nous citons entre autres, le développement de la chimie, de la métallurgie de transformation, des cimenteries etc. Cette révolution technique fut bénéfique. Après avoir élaboré en juillet 1986, un plan de reconversion et après avoir découvert brutalement la concurrence internationale, l'Espagne entra dans une période de sortie de crise. C'est à partir de cette année que ce pays entra dans la communauté européenne. Elle bénéficia alors des opportunités de la politique douanière qui appliqua la règle des tarifs communs auxquels s'ajoutait la libre circulation des capitaux, des biens et des personnes dès le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Comme le souligne Albert Broder<sup>331</sup>, l'ouverture de son marché national passa en terme de part de PNB de 18,1% à 22,6% entre 1985 et 1991 ; ce qui a permis à son économie de profiter de l'essor commercial et des échanges avec l'Union Européenne.

L'Espagne aborda ainsi une nouvelle phase de son histoire et enregistra une croissance vigoureuse de son PIB, qui, à partir de 1998, recommença à être en permanence plus rapide que celle du PIB des États-Unis (cf. figure ci-dessous).

---

<sup>331</sup> Cf Broder (A.), *Histoire économique de l'Espagne contemporaine*, Economica, Paris, 1998, p 78

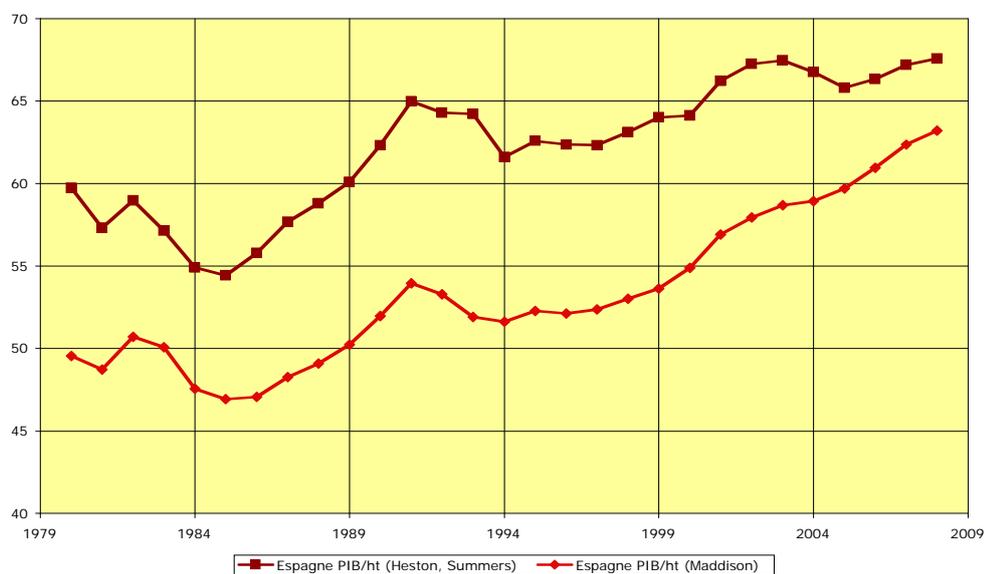
Figure 29  
PIB de l'Espagne rapporté au PIB des États-Unis  
1984-2008



Source : A. Maddison, *op. cit.*

Dès 1986, son PIB par tête reprend son mouvement de convergence vers celui des États-Unis (voir figure ci-dessous). Le cas est assez rare en Europe pour mériter d'être signalé. Seule l'Irlande connaîtra un mouvement de convergence plus rapide.

Figure 30  
PIB par habitant de l'Espagne rapporté au PIB par habitant des États-Unis  
1980-2008



Sources : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>. Alan Heston, Robert Summers and Bettina Aten, *Penn World Table, Version 7.0*, Center for International Comparisons of Production, Income and Prices, at the University of Pennsylvania, March 2011

La politique économique conduite par les gouvernements successifs de l'Espagne donne, à partir de 1986, une priorité de plus en plus affirmée au développement de la compétitivité des entreprises nationales. Préoccupé par la montée des coûts de production au moment où l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun devient effective, le deuxième gouvernement González décide après 1986 quelques allègements fiscaux en faveur des entreprises, mais la dégradation de la conjoncture économique, générale en Europe à partir de 1991, ralentit la croissance et fait bondir spectaculairement le taux de chômage espagnol de 16,2% en 1990 à 24,4% en 1994. À partir de 1996, le leader conservateur José María Aznar lui succède au gouvernement. Il réduit drastiquement la dépense publique, qui passe de 47,2% du PIB espagnol en

1995 à 43,8 % en 2004. En avril 1997, il obtient des syndicats la signature de l'*Acuerdo Interconfederal para la Estabilidad del Empleo* (Accord interconfédéral pour la stabilité de l'emploi). Ce texte autorise des contrats à durée déterminée sans indemnité de licenciement et réduit fortement les coûts de licenciement pour les contrats à durée indéterminée. Le *Plan Nacional de Acción para el Empleo*, qui prend effet au printemps 1998, réduit les charges sociales et fiscales des entreprises. Leurs créations augmentent dès lors plus vite que dans le reste de l'Union Européenne.

Lorsque la conjoncture mondiale s'améliore, la croissance du PNB espagnol dépasse 3% par an de 1997 à 2002.<sup>332</sup> À partir de 1996, l'économie espagnole parvient à créer plus de 7 millions d'emplois en huit ans, faisant tomber le taux de chômage de 22,3% en 1996 à 10,6% en 2004. Grâce à la reprise de la croissance, les budgets de l'État espagnol sont en excédent et la dette se réduit. L'immigration prend le relais de l'exode rural qui se tarit. Mais la plupart de ces nouveaux emplois correspondent à des contrats à durée déterminée et le salaire réel stagne en Espagne à partir de 1995.

Toutefois, la spécialisation de l'économie espagnole dans les activités à faible valeur ajoutée du tourisme, de la construction et de la sous-traitance industrielle montre qu'après trois décennies de modernisation et d'ouverture, d'autres moteurs doivent à présent prendre le relais. La victoire du socialiste José Luis Zapatero en 2004 ne remettra pas en question les orientations économiques libérales prises par José María Aznar. La croissance économique s'accompagne d'un essor considérable des infrastructures qui accélèrent l'ouverture de l'économie nationale (trains à grande vitesse Madrid-Séville, Madrid-Barcelone et vers la France). L'Espagne devient la deuxième destination touristique du monde après la France grâce à ses villes renommées, comme Séville, Barcelone ou Bilbao (avec son musée Guggenheim).

L'accélération de la croissance espagnole s'accompagne d'un afflux massif d'immigrés qui stimule aussi la productivité. Ces bras, face au vieillissement de la

---

<sup>332</sup> Poutet (P.), *Le monde hispanique contemporain*, Bréal, Paris, 2005, p 85.

population, permettent d'apporter une nouvelle énergie à l'essor économique. Jusqu'au début des années 1970, l'Espagne était un pays exportateur de main-d'œuvre vers d'autres pays d'Europe occidentale, tels que la France ou l'Allemagne. Avec l'essor économique qu'a connu l'Espagne durant les années 1990, une autre tendance se fait jour. Depuis 1999, c'est l'Espagne qui accueille le plus d'immigrés en Europe. Ils étaient de 2,6 millions en 2003 avec un taux d'immigrés qui passa de 3% à 6% de la population totale entre 2000 et 2003.<sup>333</sup> La population immigrée espagnole est passée de 542 314 en 1996 à 2 664 168 en 2003.<sup>334</sup> Par rapport à la population totale, les immigrés sont passés de 1,4% en 1996 à 6,2% en 2003.<sup>335</sup>

Vue comme un eldorado, l'Espagne n'a cessé depuis la fin du XXe siècle, d'attirer les populations des pays du sud. Depuis, chaque année, des milliers d'Africains tentent de regagner les côtes espagnoles d'Andalousie et des Canaries grâce à des embarcations connues sous le nom de *pateras*. Plus de 10 000 personnes ont été arrêtées sur les côtes espagnoles après avoir risqué leur vie en partant des côtes du Maroc ou du Sahara occidental. Entre 2006 et 2007, FRONTEX (Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières des Etats membres de l'Union européenne) estime que dans les frontières maritimes, le nombre d'immigrés clandestin est passé de 11476 à 23438 entre ces deux dates.<sup>336</sup> Ce qui poussa le gouvernement à mettre sur place le service intégral de vigilance extérieure (SIVE) sur les côtes de Cadix. Des opérations de renforcement de patrouilles et de contrôle des zones de transit ont aussi vu le jour (exemple opération *Sea Horse* de 2006) ou « *Hera II* ». Toutefois, la main-d'œuvre immigrée est nécessaire dans des secteurs comme le bâtiment, la restauration, l'hôtellerie, l'agriculture et les emplois à domicile. Loin de nuire à l'économie nationale, elle participe à la croissance économique face à ces secteurs d'emploi boudés le plus souvent par les autochtones. Tous ces facteurs conjugués ont hissé ce pays à un niveau de vie viable. Le tableau du PIB rapporté à celui des États-Unis confirme bien ce dynamisme de la croissance. En 1957, le PIB de

---

<sup>333</sup> *Les plans locaux d'immigration en Espagne*, L'Harmattan, 2008, p 7.

<sup>334</sup> *Ibid*

<sup>335</sup> *Ibid*

<sup>336</sup> Berramdeme (A.) et Rossetto (J.), *La politique européenne d'immigration*, GERCIE (Groupe de recherche sur la coopération internationale et européenne), Paris, 2009, p 254.

l'Espagne affichait 5,30% du PIB des États-Unis puis 5,75 % en 2007. La nouvelle identité irlandaise dans cette ère d'une économie florissante mérite aussi d'être étudiée car cette nation ne cesse de façon significative de tracer un avenir en plein essor.

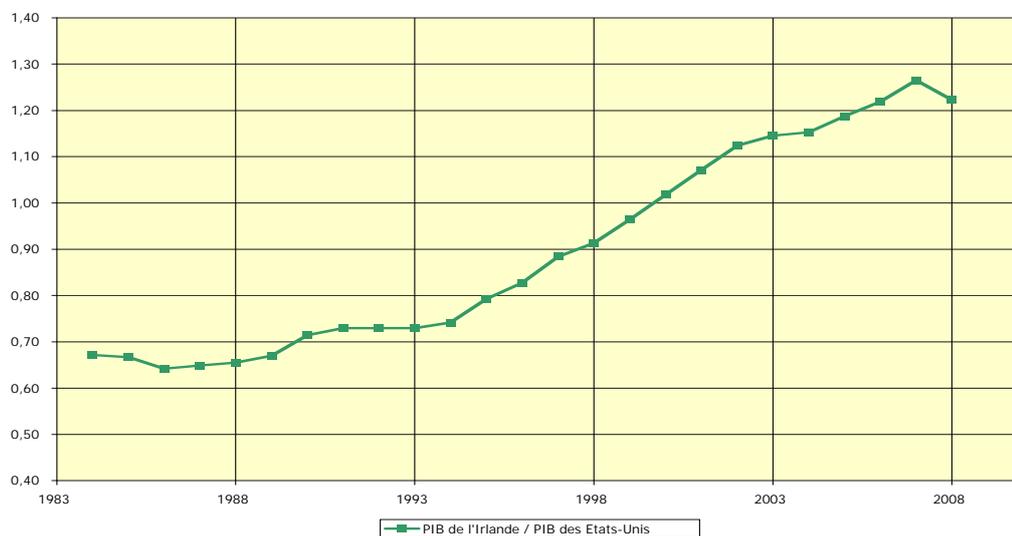
## **10.2 : « Le miracle irlandais »**

Le regard sur le « miracle irlandais » (0,60% en 1957 puis 0,87% en 2007 concernant son PIB rapporté à celui des États-Unis) est à la fois un phénomène de longue durée et de conditions réunies d'une politique organisée pour atteindre un tel niveau. N'ayant jamais attiré l'attention de ses voisins européens, l'Irlande passa de la lanterne rouge à la place de champion d'Europe de la croissance économique. La force du « tigre celtique » se situe véritablement entre les années 1990 et 2000. Il a connu alors un décollage extraordinaire, surclassant même les pays les plus industrialisés d'Europe. Son PIB par habitant dépasse depuis 1999 celui de son ancien colonisateur, le Royaume-Uni.<sup>337</sup>

---

<sup>337</sup> Alors que l'Europe stagne, l'Irlande est dans une voie de croissance inimaginable. Connue comme un pays à « économie européenne malade », la nation irlandaise surprend ses voisins d'Europe occidentale et s'est dotée de plus en plus d'une économie en pleine expansion. Le Royaume-Uni qui l'a longtemps dominée est le premier à subir l'effet de surprise.

Figure 31  
PIB de l'Irlande rapporté à celui des États-Unis  
1984-2008



Source : Maddison, *op. cit.*

Ce finistère de l'occident a été jadis l'une des régions les plus frappées par la pauvreté. Ayant obtenu son indépendance en 1921, l'Irlande finit même par dépasser à partir des années 1990 en terme de PIB par habitant, son ancien colonisateur : le Royaume Uni. « *Tiogar ceilteach* », c'est par ce terme gaélique et historique que les Irlandais qualifièrent leur pays après sa croissance fulgurante survenue ces dernières années. Pourtant, rien ne présageait une telle transformation économique encore moins un prochain développement de ce pays si ce n'est qu'il avait conservé des excédents de population agricole prêts à se déverser dans un secteur moderne dès lors que les conditions favorables seraient offertes à son développement.

Nombreux étaient ceux qui perdaient espoir dans l'avenir de cette île qui semblait condamnée à l'échec. Se trouvant isolé en 1961 à cause de sa situation géographique à la périphérie de l'Europe et jugé économiquement sous-développé, nombreux étaient ceux qui pensaient que le pays risquait de rester durablement ancré dans la pauvreté. En 1958, le revenu national par habitant y était de 423 dollars, soit la moitié du revenu danois (809 dollars) ou britannique (909 dollars),

et représentait un cinquième du revenu américain (2067 dollars).<sup>338</sup> Il est certain que les chocs pétroliers de 1973-1974 et de 1979-1980 avaient mis la république irlandaise à genoux, poussant l'*Economist* de Londres à décrire l'Irlande comme le véritable homme malade de l'OCDE qui ne saurait sortir du gouffre sans appel à l'aide de l'Europe vis-à-vis du Fonds Monétaire International. Mais la réussite irlandaise fut le résultat d'une nouvelle politique intérieure commencée dès la première décennie des années 1980. Si depuis son décollage nombreux sont ceux qui s'interrogent sur ses perspectives économiques dans les décennies à venir, il faut se dire que cette nation se présente à la fois comme l'une des plus prospère et l'une des plus mondialisés d'Europe.

Anciennement très ancré dans l'autarcie, le pays comprit que l'érection d'un système de barrières douanières destinées à protéger son marché intérieur l'avait, sur une longue durée, privé de l'apport économique qu'il pouvait tirer de l'ouverture au commerce international. En effet sur le plan économique, le pays avait défendu sur une longue durée une position protectionniste. Et de 1948 à 1960, le sort irlandais a été inséparable de la mainmise anglaise sur l'économie du pays car 75%<sup>339</sup> des exportations irlandaises étaient dirigées vers la Grande-Bretagne. On peut en déduire que l'adhésion de l'Irlande à la Communauté européenne reste inséparable d'une motivation de s'ouvrir au monde extérieur; voire s'affranchir pour combler son retard considérable. D'ailleurs, à son adhésion en 1973, elle était vue comme le premier pays intégralement pauvre à rejoindre les pays les plus industrialisés d'Europe.

Ray Mac Sharry, dirigeant dès janvier 1987 le portefeuille des finances dans le gouvernement minoritaire *Fianna Fail* dirigé par Charles Haughey, fit voter une série de budgets marquée par de sévères économies. Il s'agissait, face à un contexte de nécessité de redressement de la croissance nationale, de tailler impitoyablement dans les dépenses publiques afin de contenir la dette et de la réduire progressivement, tout en amorçant la décrue fiscale indispensable à toute reprise économique.

---

<sup>338</sup> Cf INSEE, revenus des ménages et salaires

<sup>339</sup> Leboutte (R.), *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Editions scientifiques internationales, Bruxelles, 2008, p342

Ces séries de réformes audacieuses qui rentraient dans le cadre du programme de redressement national incitant les centrales syndicales ouvrières et agricoles à modérer leurs revendications salariales ont été couronnées de succès. Nous pouvons aussi citer en guise d'illustration des facteurs internes du redressement de la croissance nationale irlandaise, d'autres plans qui ont été négociés : le programme pour le progrès économique et social (1990-1993), le programme pour la compétitivité et l'emploi (1994-1997), le programme de partenariat 2000 (1998-2000) et le programme pour la prospérité et l'équité (2000-2002).

D'autre part, ce pays présente un marché de travail très flexible du côté des embauches comme des licenciements avec une stratégie d'attractivité très efficace pour les capitaux, l'impôt sur les sociétés étant abaissé à 10%.<sup>340</sup> C'est la raison pour laquelle beaucoup d'entreprises américaines et japonaises y ont délocalisé une partie de leur activité. Grâce à la fluidité du marché de l'emploi, le taux de chômage, de 18% en 1988, a chuté à 4,3% en 2005.<sup>341</sup> Il s'est maintenu ensuite à 4,4% en 2006 et 2007.<sup>342</sup>

Tableau 40

Les performances économiques de l'Irlande de 2004 à 2007

	2004	2005	2006	2007
Taux de croissance du PIB	+ 4,3%	+5,5%	+5,1%	+4,5%
Taux de chômage	4,40%	4,4%	4,4%	4,4%
Solde des administrations publiques (% du PIB)	+1,5%	+1,1%	+1,0%	0,5%

Source : Base de données, *Perspectives économiques de l'OCDE*, 2004 à 2007.

---

<sup>340</sup> *Etudes économique de l'OCDE, Irlande*, OCDE, p 161

<sup>341</sup> *Perspective de l'emploi : stimuler l'emploi et les revenus*, OCDE, 2006, p 266

<sup>342</sup> Cf *Examens environnementaux de l'OCDE*, OCDE, 2010. En 2007, dans certaines études, le taux de chômage irlandais est estimé à un chiffre au dessous de 4,7.

Le taux de croissance du P.I.B. irlandais passe de 2,4% par an entre 1981 et 1985 à 4,7% par an entre 1986 et 1993<sup>343</sup>. Une deuxième accélération se produit après 1993 : le taux de croissance atteint 7,7% par an pour 1993-1995, puis 9% par an entre 1995 et 1999<sup>344</sup>. Le PIB irlandais double entre 1987 et 1998. La part de l'emploi industriel dans l'emploi total dépasse la moyenne européenne à partir de 1993. En quelques années, l'Irlande quitte le peloton des pays d'Europe à bas niveau de vie (Portugal, Grèce), pour rejoindre celui des pays à haut niveau de vie, son PIB par habitant surclassant bientôt celui de son ancien colonisateur. L'accélération de la croissance s'accompagne d'une chute spectaculaire du taux de chômage de 18,4% en 1993 à 3,9% en 2001, un niveau inférieur à celui que connaissait l'Irlande avant 1973. De 2001 à la fin de 2006, le nombre de personnes ayant un emploi augmente à un taux annuel moyen de 3,2%<sup>345</sup> et le taux de chômage irlandais se maintient à l'un des niveaux les plus bas de la zone de l'OCDE jusqu'à la crise des *subprimes*.

Longtemps foyer d'émigration, l'Irlande devient à partir de 1996 un pays d'immigration. En 2004, ce petit pays de 4,2 millions d'habitants compte sur son sol 400 000 immigrés venus d'Europe orientale.<sup>346</sup>

Il faut en outre souligner que l'Irlande a été jusque récemment un pays essentiellement agricole. Les agriculteurs représentaient en 1982 17,1% de la population active et l'élevage constituait l'activité dominante, notamment à l'est du pays avec le soutien de la politique agricole commune. En effet, l'adhésion de l'Irlande à la Communauté européenne lui a aussi ouvert les voies et moyens pour d'énormes avantages qu'allait lui procurer la PAC. A la conférence de Stresa en juillet 1958, laquelle avait dessiné les grandes lignes de l'agriculture européenne, les exportations agricoles irlandaises qui représentaient 50% du total des exportations nettes de l'Irlande, étaient presque entièrement sous la dépendance du marché britannique. Or le Royaume-Uni réduisait de plus en plus ses importations car se suffisant à lui-même dans ce domaine.

---

<sup>343</sup> Cf *Annuaire statistique*, cinquante-deuxième éditions, Nations-Unies, 2008, p 19.

<sup>344</sup> *Ibid.*

<sup>345</sup> Etudes économiques de l'OCDE, Irlande, 2009, p 91

<sup>346</sup> M.-C. Considère-Charon, *Irlande. Une singulière intégration européenne*, Economica, Paris 2002, pp. 87-89.

Par conséquent, face à ce contexte auquel s'ajoutait la concurrence de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, la Politique Agricole Commune s'annonça comme un élément salvateur. Accéder aussi à un marché européen de près de 300 millions de personnes constituait un véritable avantage. La Politique Agricole Commune a ainsi favorisé l'émergence du secteur agroalimentaire et le Fonds Européens d'Organisation et de Garantie Agricole (FEOGA), comme nous l'avons souligné pour les autres pays, a aussi joué un rôle important dans l'amélioration des infrastructures privées et publiques de l'Irlande. Du coup l'agriculture irlandaise trouva son salut dans une agriculture moderne et dynamique en abandonnant les habitudes jadis peu productives.

Cependant, il faut souligner que, malgré la place importante qu'a occupée la Politique Agricole Commune aussi bien dans la politique d'autosuffisance que dans la protection douanière, elle a été confrontée à un certain nombre de problèmes. Pour les comprendre, Il est important de prendre en considération l'origine et les raisons de la réforme agricole au sein de la Politique Agricole Commune. Jusqu'à la fin des années 1980, elle n'avait pas encore présenté, et encore moins subi, des réformes ou des modifications, sauf mineures. Les États membres de la communauté européenne avaient réussi à préserver les dispositifs et les financements qui avaient été mis en place depuis les années 1960.

Cependant, force est de constater que le début des années 1990 avait annoncé une autre ère, celle des profonds changements. La nécessité d'une réforme en profondeur de la Politique Agricole Commune s'est imposée sous l'effet de facteurs internes et externes à l'Union européenne :

- il s'agit tout d'abord du coût de la politique agricole qui aurait absorbé la moitié du budget européen. Ce qui apparaissait de plus en plus difficile à supporter dans une période marquée par une récession et la nécessité pour l'Europe d'entamer la politique en faveur de la RD (Recherche-développement), des infrastructures ou de la protection sociale. Et au niveau des producteurs, la discipline budgétaire n'a pas cessé non plus d'affecter les petits producteurs. Ainsi, il fallait éviter de graves risques sociaux et la tentation de renationaliser la politique agricole commune devait être accompagnée d'un certain nombre de mesures.

- Ensuite, les vives critiques envers la politique « productiviste » qui consistait à accroître la production agricole européenne ont profondément participé à la réforme de la Politique Agricole Commune. En effet, l'Europe était critiquée par les environnementalistes qui l'accusaient d'avoir usé de certaines méthodes de culture et d'élevage qui ont été à l'origine de la pollution des sols et de l'atmosphère.

A ces deux facteurs viennent se conjuguer des influences exogènes liées à l'émission des critiques de plus en plus radicales des États-Unis contre la Politique Agricole Commune. Les États-Unis accusaient l'Union européenne de protectionnisme opaque et anti-économique. Les États-Unis et l'Europe se sont toujours renvoyé la balle de la politique protectionniste. La distorsion sur les marchés européens et mondiaux aurait été causée par les prix de soutien défendus au sein du marché européen. L'équilibre monétaire aurait été aussi faussé par l'Europe (et le Japon) qui, grâce à leurs devises sous-évaluées, auraient outrageusement gonflé leurs liquidités globales dont celles en or, sans pour cela vouloir prendre à leur compte toutes les charges de la défense du monde libre, se sentant protégés par le bouclier atomique américain.

Ces différents rapports et critiques ont ainsi participé à anticiper la réforme de la Politique Agricole Commune suite au rapport de la commission de février 1991 et à celui du commissaire de l'agriculture Ray Mac Sharry au début de l'année 1992. Finalement, la réforme fut adoptée par le conseil des ministres de l'agriculture en mai 1999. Toutes ces séries de crises qui secouèrent la Politique Agricole Commune témoignent de ce que la réussite irlandaise ne saurait se limiter au seul effet de l'intégration à l'agriculture européenne. Bien d'autres phénomènes expliquent son vigoureux élan croissance durant cette période.

En dehors des facteurs endogènes qui ont fait la grandeur de cette nation, il faut souligner que la politique régionale fut très favorable à l'Irlande. Celle-ci qui avait pour but de réduire les écarts de prospérité et de promouvoir la convergence des niveaux de vies des États de la Communauté européenne a d'abord été rendue possible avec la création du FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) en 1975. Ce fonds européen qui a joué un rôle considérable dans la

réduction des disparités régionales a en outre permis au nouveau arrivant de retrouver un dynamisme enviable : l'Irlande.

Parler du miracle du « tigre celtique » sans pour autant faire état du développement des services serait une véritable gageure. Si l'agriculture représente 8,5 % de la répartition sectorielle de la population active en 2000, l'industrie 28,3%, les services s'imposent avec un pourcentage de 63,2%.<sup>347</sup> Ceci est dû au fait que le dynamisme de la société irlandaise dans le domaine de la consommation s'est accru et que, comme toute société parvenue à un certain niveau de richesse, elle consomme et produit beaucoup de services. En 1987, fut créé à Dublin, un centre international de services financiers destiné à servir de base pour les activités internationales de banque, d'assurance ou de réassurance, des crédits-bails ou encore pour la gestion des fonds.

Ce qui fait aussi la force du succès irlandais, c'est aussi la capacité de mettre en place un système éducatif et d'enseignement supérieur à la fois efficace et moderne. Robert J. Barro<sup>348</sup> met l'accent sur ce volet important de l'éducation dans le développement économique d'une nation. Pour lui, le niveau élevé de la scolarisation, de l'enseignement supérieur et de la formation fait partie des principes fondamentaux d'un redressement de la croissance. C'est « l'économie de la connaissance ». En effet, l'Irlande a beaucoup investi dans la formation des jeunes en inaugurant un nouveau modèle d'enseignement supérieur d'une grande qualité. Pour les Irlandais, la croissance dans tous les domaines rimerait avec qualification. D'où les efforts consentis dans les formations et l'enseignement supérieur pour une meilleure qualification et une main-d'œuvre de pointe. Marie-Claire Considère-Charon, en abordant l'étude du part du capital humain, insiste sur la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée, anglophone et relativement peu coûteuse et la prise de conscience nationale de la nécessité de coordonner croissance et progression des qualifications. En Irlande, l'orientation des étudiants vers les études scientifiques et techniques atteint des pourcentages records en Europe. En 2001, la moitié d'une classe d'âge était dans l'enseignement post-

---

<sup>347</sup> *Examen des performances environnementales, Irlande*, OCDE, 2000, pp 40-41

<sup>348</sup> BARRO (R.J), « Economic growth in a cross section of countries » *Quarterly Journal of Economics*, 1991, dans vol 56, n°2

secondaire contre 12% en 1981, et, surtout, la proportion de jeunes diplômés en sciences ou en technologie était plus élevée que dans les autres pays d'Europe et même qu'au Japon et en Corée<sup>349</sup>. C'est la raison pour laquelle, la recherche développement fut un des points forts de la construction irlandaise.

Ce modèle est emprunté aux États-Unis. Il s'agit en quelque sorte, d'une vulgarisation et d'une appropriation de l'avancée des connaissances dans le domaine des sciences, des techniques et surtout des priorités dans la formation et l'enseignement supérieur. Nous comprenons alors pourquoi dès 1967 les autorités irlandaises avaient décidé d'investir dans le domaine de l'éducation en instaurant la gratuité de l'enseignement du second degré et celle de l'enseignement supérieur quelques années plus tard. L'instauration d'une politique visant à faciliter les qualifications professionnelles constituait l'un des points forts nationaux. C'est sur cette lancée que des universités comme celles de Limerick ou de Dublin se sont plus orientées vers l'entreprise. En plus, les autorités ont mis l'accent sur le développement des instituts technologiques régionaux (*Regional technological colleges*).

L'américanisation de l'Europe durant la moitié du XXe siècle fut sans doute salutaire à l'économie des nations de la Communauté Européenne. Elle a précipité ces dernières non seulement vers la mise en pratique de l'économie de la connaissance, mais aussi vers la révolution connue dans la communication et ses nouvelles technologies. Le poids des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC devenues TIC) dans la construction de l'économie irlandaise est énorme et reste inséparable de l'influence américaine.<sup>350</sup> Cette révolution est venue engendrer des mutations économiques et sociales survenues surtout à la fin du XXe et au début du XXIe siècle. En effet, les technologies de l'information et de la communication ont été mises au service de l'économie irlandaise en contribuant de ce fait à la croissance. Il s'agit de comprendre que les

---

<sup>349</sup> Considère-Charon (M.C.), *Irlande. Une singulière intégration européenne*, Economica, Paris, 2002, p. 84.

<sup>350</sup> L'expansion économique irlandaise s'est accélérée grâce à la forte présence américaine surtout quand il s'agit d'investissements et d'innovations. Si les pays d'Europe occidentale se sont américanisés durant les années 1950, l'Irlande, elle, s'est inscrite dans cette dynamique avant les années 1990. Ce facteur exogène a permis au pays d'afficher rapidement une croissance économique rapide et de rejoindre le groupe des pays riches.

nouvelles technologies de l'information et de la communication transforment l'activité économique comme l'avaient fait auparavant la machine à vapeur, le chemin de fer ou la découverte de l'électricité. Les études de l'OCDE abondent dans le même sens car pour elles, les TIC ont contribué pour une bonne part à la forte croissance dans plusieurs pays d'Europe. Elles se présentent comme un catalyseur du changement dans l'entreprise et améliorent l'organisation du travail, réduisent les coûts des transactions ordinaires et rationalisent les chaînes d'approvisionnement. En outre, elles ont participé à stimuler l'innovation dans les services et à permettre la mise au point de conceptions beaucoup plus efficaces.

Dès lors, l'économie s'adapte aux réalités réseautiques que les TIC ont de surcroît engendrées. Par conséquent, producteurs (entreprises par exemple) et consommateurs voient non seulement les coûts de leurs transactions baisser mais bénéficient de l'amélioration sans cesse naissante des nouvelles technologies. Et lorsque nous examinons le profil dynamique de la croissance de l'Irlande, celles-ci y occupent une place non négligeable. D'ailleurs dans beaucoup de pays d'Europe les TIC ont généralement été, au cours de la dernière décennie, un secteur qui accueille de plus en plus des investissements. Outre le fait que cela découle de la rapidité du progrès technologique, les exigences et la pression de la concurrence dans la production des biens et des services sont l'un des éléments explicatifs de l'avancée de plus en plus fulgurante des sociétés modernes vers les équipements informatiques, le commerce électronique, les télécommunications ou autres réseaux informatiques.

Le pays est ainsi devenu le premier exportateur mondial de matériel informatique (I.B.M , Iona ou Intel) et s'investit dans la haute technologie avec l'aide des capitaux américains drainés par l'*Industrial Development Authority*. L'Irlande a inauguré, sur le plan national, l'ère de nouvelles branches industrielles. En dehors de l'industrie pharmaceutique, l'électronique représente une grande part des exportations nationales. Des sociétés internationales épaulées par une main-d'œuvre irlandaise qualifiée se sont au fil du temps, implantées dans ce pays grâce aux allègements fiscaux accordés par l'État. Il s'agit entre autres de sociétés comme *Andersen consulting*, *Clavis*, *Apple computer*, *Microsoft consulting* ou *Visio*. Le pays attire les investissements de nombreuses

multinationales américaines, dont *IBM, Motorola, Pfizer, Google, Intel, eBay*, etc. La majorité des grandes firmes pharmaceutiques mondiales créent des filiales en Irlande. Les filiales américaines apportent 10% des emplois nouveaux. En 1989, *Intel* installe une unité de fabrication de microprocesseurs à Leixlip et y recrute 4000 salariés. En 1990, *Dell* fixe à Limerick sa production d'ordinateurs pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. L'Irlande se hisse en quelques années dans les premiers rangs des exportateurs de logiciels et de matériels informatiques. En 2001, 40% des emplois industriels appartiennent aux industries de haute technologie, soit le taux le plus élevé en Europe.<sup>351</sup>

Parmi les atouts irlandais, figurent non seulement les réformes très tôt entamées par le gouvernement qui consistaient entre autres, à abaisser la charge fiscale sur les entreprises et reporter le poids des impôts sur les revenus et sur la consommation, mais aussi son ouverture au monde moderne. En embrassant avec enthousiasme les idéaux de la mondialisation, « le tigre celtique » devient un modèle de réussite économique en utilisant les chances que l'Europe lui a offertes. Du coup, l'Irlande du XXI<sup>e</sup> siècle ne correspond plus à cette nation soumise, un siècle plus tôt, à la domination britannique. Si cette nation des années 1920 et 1930 avait fondé son identité sur une revendication de spécificité, la société irlandaise d'aujourd'hui s'est trouvée précipitée dans un univers « post-moderne ». Le « meilleur élève de l'économie européenne » est désormais le premier modèle à suivre pour beaucoup d'États d'Europe occidentale.

L'économie irlandaise a néanmoins connu la récession à partir de 2008. Celle-ci n'a pas tardé à entraîner d'importants déséquilibres intérieurs comme, par exemple, le déficit budgétaire et l'alourdissement de la dette publique. Malgré l'intervention de l'Etat par le biais des mesures d'assainissement, le « tigre celtique » a été confronté à une légère chute de sa croissance économique dès l'année 2007. Pourtant, le pays avait affiché depuis les années 1990, le taux de croissance le plus rapide de l'ensemble des pays de l'OCDE.<sup>352</sup> Mais force est de constater qu'à la période de rattrapage rapide et impressionnante a succédé un

---

<sup>351</sup> Tessier (L.), « L'industrie irlandaise, une intégration réussie au sein de l'Union européenne », *Les quatre pages des statistiques industrielles* n° 173, mars 2003, p. 2.

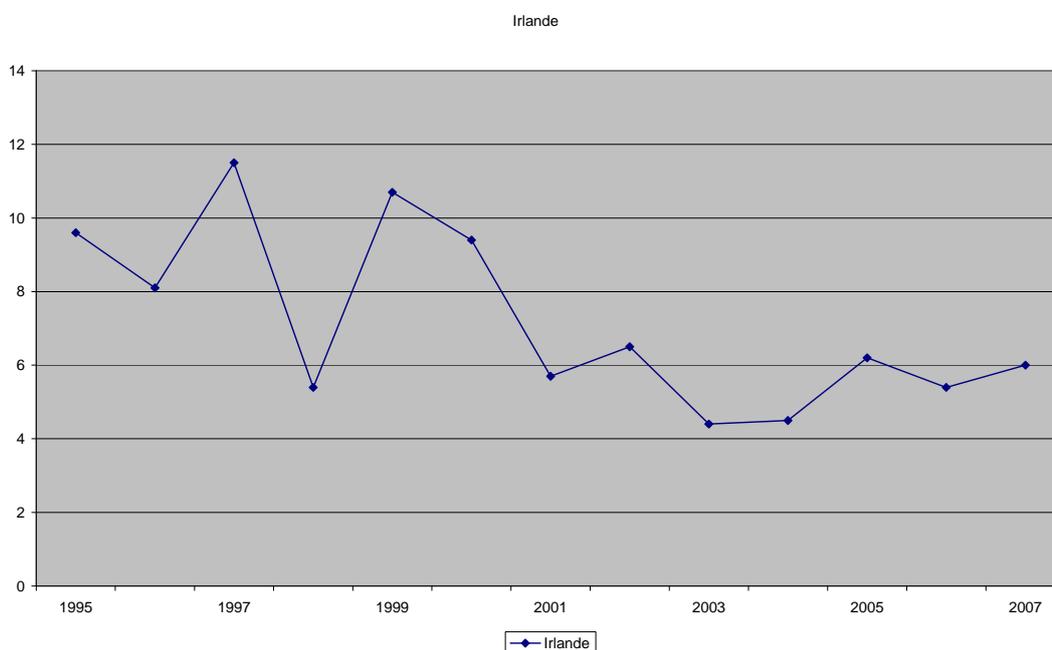
<sup>352</sup> Entre 1995 et 2000, la croissance a été en moyenne de 10% par an.

ralentissement de la hausse de la productivité accompagné d'une hausse brutale de l'endettement des ménages et de l'État. La fragilité de l'économie irlandaise est inséparable des difficultés nationales à préserver une forte croissance tout en faisant face en même temps aux risques macroéconomiques. Conserver un bon moteur de la croissance tout en restant un pays à économie ouverte fait partie des défis majeurs irlandais. Le taux de chômage national est encore relativement bas en 2007 (4,6%)<sup>353</sup> mais il augmente beaucoup en 2008 et 2009 (respectivement 6% puis 11,7%). La question sur la longévité de l'expansion économique irlandaise et le maintien de sa compétitivité reste posée.

La courbe des taux de croissance du PIB en volume de certains pays l'Europe des Quinze confirme le ralentissement de la croissance de l'économie irlandaise depuis 2007. De +5,7% en 2006 et +6% en 2007, celui de l'Irlande est tombé à -2,3% en 2008.<sup>354</sup>

Figure 32

Evolution du taux de croissance du PIB réel irlandais de 1995 à 2007 (%)



Source : OCDE, *Panorama des statistiques de l'OCDE*, 2010.

<sup>353</sup> En 2008, le taux de chômage irlandais avait grimpé à 5,9%, d'après l'OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, n° 84, novembre, 2008

<sup>354</sup> Source : EUROSTAT

Il ne s'agit donc pas d'occulter certaines difficultés rencontrées par l'économie irlandaise depuis la fin de l'année 2006. Finalement, nous constatons que malgré son ouverture au marché européen<sup>355</sup>, son aptitude à gagner des parts de marché d'exportation et ses capacités d'innovation dans les différents secteurs de son économie, l'Irlande n'a pas été à l'abri des crises et des conjonctures. Est-ce la fin du miracle ?

Reposant en grande partie sur les capitaux drainés par les marchés financiers, l'économie irlandaise a subi de plein fouet, dès l'année 2007, les effets de la crise des *subprimes*. Le taux de chômage est ainsi passé de 3,9% en 2001 à 4,5% en 2007.<sup>356</sup> Il faut souligner que les études ont décelé une dégradation rapide du marché du travail accompagnée d'un recul de l'emploi à partir de cette date<sup>357</sup>. La forte dépendance irlandaise aux multinationales (notamment américaines) constitue à la fois un atout et une source d'inquiétude. L'effondrement du marché immobilier et la crise financière en 2007 n'a pas été sans conséquences pour l'Irlande et on s'interroge de ce que sera la situation économique du « tigre de demain ». Au total, la performance économique de l'Irlande durant les vingt années 1986-2006 n'en est pas moins remarquable et, à bien des points de vue, exceptionnelle en Europe occidentale.

D'autres pays aussi gardent un dynamisme relatif enviable par rapport aux États-Unis et entrent eux aussi dans le groupe des « nouveaux maîtres de la croissance ».

### **10.3 : Le dynamisme économique du Portugal.**

Le Portugal, à partir des années 1998, maintient une forte croissance due surtout à une stabilité économique suite au succès de l'exposition de Lisbonne qui commémorait la découverte de la route maritime vers les Indes par Vasco de

---

<sup>355</sup> L'adhésion avait permis à l'Irlande d'accéder aux économies d'échelle, grâce à un volume plus important de vente vers le marché européen et une concurrence judicieuse avec les Etats membres.

<sup>356</sup> Etudes économiques de l'OCDE, Irlande, 2009, p 91.

<sup>357</sup> *Ibid*

Gama. Les années 2000 effacent du coup le temps des désillusions, poussant même certains économistes à le rapprocher de l'Espagne et de l'Irlande, pour former un trio qui s'impose en Europe comme les pays phares en matière de dynamisme de la croissance.

Le succès portugais a démarré très tôt. Alors que l'Espagne était isolée officiellement dans les relations avec la Communauté Européenne et voyait sa demande d'adhésion rejetée en 1962, le Portugal se trouvait dans une situation beaucoup plus confortable. Il a été membre de l'Union européenne des paiements depuis 1950 et l'accord monétaire signé en 1955 et qui entra en vigueur en 1959 fut bénéfique pour l'économie nationale. En 1960, il adhéra à l'Association Européenne de Libre Échange. Les grandes transformations et les réalisations opérées dans beaucoup de domaines économiques ont contribué à édifier le « Nouvel État ». C'était au cours des années 1950 et 1960 que le gouvernement avait commencé à réaliser les grands travaux de développement du pays.

En effet, plusieurs plans de redressement économique du pays ont été mis sur pied. Il s'agit du premier *plano de fomento* (1953-1958), du deuxième de 1959-1964, du *plano Intercalar* (1965-1967) et enfin de celui de 1968-1973. Cette politique a certes été le fer de lance de l'édification économique du Portugal même si le pays fut pendant longtemps à mi-chemin entre le capitalisme et le socialisme. Cependant, la dictature et les guerres coloniales ont été un grand frein à l'économie portugaise. L'effondrement du régime autoritaire le 25 avril 1974 a permis aux Portugais de renouer avec la démocratie et d'intégrer ensuite la Communauté européenne.

Le Portugal demanda son adhésion à la Communauté Européenne le 28 mars 1977. Malgré la méfiance européenne à son égard due au fait que le pays présentait des problèmes similaires à ceux de la Grèce (régions sous-développées par exemple), le Portugal adhéra à l'Europe et intégra le marché commun ainsi que les profits de la cohésion économique et sociale.

Le défi du rattrapage dès son entrée dans l'Union européenne a été d'accélérer la croissance de la productivité. En 1986, le PIB par habitant portugais

était inférieur à 60% de la moyenne de la Communauté Européenne. En 2002, il se situe à près de 70% (à parité de pouvoir d'achat).<sup>358</sup> Les performances dans le domaine de la croissance ont été essentiellement tirées de l'exportation mais aussi du développement rapide de la consommation privée et des investissements. Il s'ajoute à ces facteurs le développement important du capital physique et humain. Le processus de réformes qui a concerné aussi le marché du travail, le secteur financier ou la privatisation a produit des résultats remarquables. Parmi les principaux atouts qui ont permis au Portugal de se rattraper, les *Etudes économiques de l'OCDE* décèlent beaucoup de points :

D'abord le Portugal possède un marché du travail très réactif. Il présente plusieurs aspects positifs et laisse constater un taux d'emploi relativement élevé y compris même quand il s'agit des groupes sans emploi, des inactifs, les jeunes, les femmes ou les travailleurs plus âgés. Ainsi, les taux de chômage réels et structurels sont faibles.<sup>359</sup> Ensuite, l'on peut noter un niveau très satisfaisant des infrastructures et des biens d'équipement dans le secteur des entreprises. Ceci résulte partiellement d'une politique de co-financement par le biais des fonds structurels de l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle, au cours des vingt dernières années, l'état des infrastructures portugaises a connu une nette amélioration. Ce qui constitue un avantage car les voies de communications ont permis de désengorger le Portugal qui était confronté à sa situation géographique à la périphérie de l'Union européenne. Son statut de membre au sein de l'Europe unifiée lui a permis aussi de bénéficier des investissements directs étrangers (IDE). Nous comprenons alors pourquoi le Portugal a eu l'un des taux d'investissement dans les entreprises les plus élevés d'Europe.

Ensuite le degré de libéralisation qui a été l'œuvre des autorités portugaises suite à de gros efforts a renforcé les privatisations surtout dans le domaine industriel. Possédant un secteur financier sain, les banques portugaises ne connaissent pas les prises de risques excessives et les entreprises et les ménages ne

---

<sup>358</sup> Cf Examen des politiques nationales d'éducation. L'enseignement supérieur au Portugal, OCDE, 2007, pp 28-29.

<sup>359</sup> D'après les études qui ont été réalisées dans L'expérience vécue du chômage au Portugal, L'Harmattan, Paris, 2006, p 64, Les taux de croissance ont été élevés au Portugal à la fin du XXe siècle et au début des années 2000. Le PIB brut par habitant tendait vers la valeur de la moyenne européenne (70,5% en 1995 et 75% en 1999)

souffrent pas de l'octroi de crédit dans des conditions concurrentielles. Le chômage qui avait connu une hausse considérable du fait de la réduction du déficit budgétaire retrouva rapidement son niveau précédent. En effet, avant l'accès à la zone euro, beaucoup de pays d'Europe ont connu une forte inflation. Avec le passage à la nouvelle monnaie unique, on assiste à une stimulation de la demande d'investissement qui permet aux ménages d'emprunter et de retrouver un meilleur niveau de vie. Le Portugal étant aussi une nation traditionnellement agricole, la modernisation du travail de la terre a fortement contribué à l'émergence portugaise. L'essor de l'agriculture est aussi lié à l'intégration européenne. Avec l'adhésion du Portugal et de l'Espagne, trois millions d'exploitations, trois millions d'actifs et quelque 30 millions d'hectares viennent s'ajouter au potentiel de la Communauté économique européenne. Il s'agit d'un saut quantitatif très significatif.

Certes, le Portugal a connu une croissance plus rapide que la moyenne. D'après les chiffres de Maddison, son PIB en pourcentage rapporté à celui des États-Unis (EU égale 100 : PIB en dollars PPA de 1990) passa de 1,25 en 1957 à 1,80 en 2005 avant de retomber à 1,62 en 2007. Il faut constater qu'il a connu une baisse à partir du début des années 2000. Que s'est-il passé réellement ?

Figure 33  
PIB du Portugal rapporté à celui des États-Unis 1984-2008 (%)



Source : A. Maddison, *op. cit.*

En fait, l'économie portugaise présente des atouts, mais aussi des faiblesses. Le pays connaît un faible niveau de capital humain du fait du nombre réduit d'années d'études des travailleurs portugais. En effet, les Portugais ont l'un des plus faibles niveaux de scolarisation de la zone de l'OCDE. Face à la concurrence, mais aussi à l'avancée des systèmes de formation qualitative et professionnelle, le Portugal devra renoncer à la spécialisation des formations traditionnelles pour se lancer désormais dans le contexte d'une main-d'œuvre beaucoup plus qualifiée.

Une faiblesse reste aussi celle liée au manque de qualifications en gestion et en commercialisation. C'est pour cette raison que beaucoup d'entreprises de petite taille préfèrent réduire leurs coûts en faisant souvent des déclarations de pertes afin d'éviter le fisc et contourner les réglementations. Jusqu'aux années 2000, l'utilisation des TIC dans le secteur des entreprises n'était pas assez connue des Portugais.<sup>360</sup> La prédominance d'un style de gestion à l'ancienne témoigne encore une fois du faible niveau d'instruction de la main-d'œuvre.

D'autre part, le Portugal présente une fragmentation dans le secteur des entreprises. Les entreprises portugaises, malgré leur foisonnement, sont en grand nombre, très petites et souvent familiales. Du coup, même si le pays dispose une activité entrepreneuriale dynamique dans ce domaine, le schéma (beaucoup de petites entreprises pour éviter les réglementations strictes ou lourdes à gérer) ne serait pas favorable à la création d'emplois. Cependant, cette opinion est de plus en plus discutée car les PME ont fait la preuve de leur efficacité contrairement aux grandes entreprises qui manquent de flexibilité face aux crises (ce qui entraîne par exemple les licenciements de salariés). À tous ces facteurs qui touchent l'économie portugaise s'ajoute la taille excessive du secteur public qui est très important, mais se caractérise généralement par une faible mobilité due à la médiocre gestion des ressources humaines. Cependant, nous n'occultons pas la quantité et la qualité des services fournis par exemple dans le domaine de l'éducation, de la santé ou de l'éducation. Une politique de partenariat public / privé et de décentralisation appuyée par une orientation efficace des dépenses dans

---

<sup>360</sup> Mais le taux d'investissements des TIC allait fléchir, comme partout dans les pays d'Europe occidentale. Devenu un moteur essentiel pour doper la croissance économique, la politique nationale accorda une place primordial à ce secteur. Sur la période 2000-2006, le Portugal s'efforça ainsi, de rattraper son retard.

les collectivités locales pourrait certainement corriger les défaillances dans ce domaine.

L'analyse de la croissance du Portugal montre que ce pays, après une forte croissance alimentée par l'effet de rattrapage, doit, depuis les années 2000, faire monter en gamme les fabrications de son industrie et les niveaux de qualification de sa population active, s'il veut continuer à faire progresser les revenus de sa population autrement que par l'endettement extérieur. L'adhésion de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce en 2001 a gravement affecté le textile-habillement et la chaussure, qui jusque-là alimentaient une part importante des exportations portugaises. Le taux de chômage recommence à augmenter à partir de 2002 et l'émigration des Portugais reprend à partir de 2003 au rythme de 100 000 personnes par an. Les élections de 2005 portent au pouvoir José Socrates, qui intervient pour augmenter les bas salaires. L'accroissement rapide du salaire minimum portugais (+ 34% entre 2000 et 2008) accélère encore la destruction des emplois dans les industries de l'habillement et du cuir. Le taux de chômage du Portugal continue à augmenter, même pendant l'embellie conjoncturelle de 2005-2007, au point de dépasser à nouveau, pour la première fois depuis 1981, la moyenne européenne : le modèle de croissance du Portugal, qui a reposé longtemps sur les bas salaires, doit désormais faire place à un système fondé sur plus d'innovation, de compétence et de qualification de la main-d'œuvre<sup>361</sup>. La Grèce offre un cas assez comparable.

#### **10.4 : La Grèce : la poursuite du processus de rattrapage**

Ayant bénéficié dès 1981, date de son adhésion, d'une aide de la C.E.E, la Grèce a vu son économie rester dynamique. Son PIB par habitant a progressé, réduisant ainsi son écart avec les pays anciennement industrialisés.

Son économie a trouvé la voie de la croissance grâce aux innovations de ses entreprises nationales, aux aides extérieures et aux investissements européens.

---

<sup>361</sup> Hau (M.) et Narvaiza-Mandon (N.) *op. cit.*, p. 17-18.

Bien entendu, le rôle des capitaux étrangers dans le développement de la Grèce dès son association à la communauté économique européenne reste un facteur déterminant. L'octroi par le canal de la banque européenne d'investissement d'une aide financière de 125 millions de dollars<sup>362</sup> sous forme de prêt à long terme et à faible taux d'intérêt l'illustre bien. Sa participation à la Communauté Economique Européenne lui a permis de bénéficier des atouts que sont les libres circulations des personnes et des capitaux. Tous ces facteurs conjugués ont joué un rôle important dans le dynamisme de l'économie grecque. De prime abord, il faut prendre en considération le rôle important qu'a occupé l'agriculture (blé, coton, tabac, riz, vigne, oliviers etc.). Les progrès réalisés au cours des dernières années dans ce domaine sont assez satisfaisants. La modernisation de ce secteur a aussi permis de s'orienter vers une spécialisation de la production en développant la culture des produits susceptibles de s'introduire plus largement sur le marché européen. Mais au début des années 1990 à 2004, la part de l'agriculture dans le PIB commençait à baisser (passant de 14% à 7% entre les deux dates) et la part des emplois agricoles dans l'emploi total est passée de 22% à 15%.<sup>363</sup>

Pays agricole de longue date, la Grèce, depuis la fin des années 1950, s'est engagée dans la voie de la modernisation et de l'industrialisation. Face aux difficultés liées aux morcellements et à l'insuffisance des surfaces cultivables, malgré les projets d'irrigation pour augmenter les productions, l'État entendait mettre fin aux différentes faiblesses structurelles. D'abord il fallait lutter contre la production exagérée de plantes non rentables comme le froment ou le tabac. Ensuite la politique agricole du gouvernement portait en particulier sur l'augmentation de la production en développant la mécanisation. De 1958 à 1978, le nombre de tracteurs est passé de 18 420 à 140 000.<sup>364</sup> En 1991, l'agriculture représentait 22% de l'emploi et 11% du PIB d'après les études de l'OCDE.<sup>365</sup> Mais, même si dans les années 1980 ce secteur a connu un sursaut de rentabilité suite à l'adhésion à l'Union européenne, cet essor a pris fin avec le vieillissement

---

<sup>362</sup> Ce prêt fut réparti sur une période de cinq ans et la Grèce avait même fini par obtenir 130 millions de dollars.

<sup>363</sup> La performance environnementale de l'agriculture dans les pays de l'OCDE depuis 1990, OCDE, 2008, p 349

<sup>364</sup> Cf *Notes et études documentaires*, n° 4587 à 4594, France, Ministère de l'information, La Documentation Française, Paris, 1988, p 91.

<sup>365</sup> C'est grâce aux aides de la Banque agricole qui a octroyé pendant cette période, des subventions pour l'achat de matériels agricoles.

de la main-d'œuvre agricole. L'amélioration des méthodes de travail allait de pair avec l'encouragement du développement de l'élevage qui est intimement lié à l'agriculture.

Viennent s'ajouter les progrès qu'a connus l'industrie grecque surtout dans le domaine du textile. Bien que ce pays possède des matières premières comme la bauxite ou le nickel, le dynamisme économique qu'il a retrouvé est inséparable de son adhésion à l'Union européenne en 1981. À la production minière et énergétique vient s'ajouter le secteur du tourisme. Disposant d'un des chapelets de paysages les plus fascinants de l'antiquité, la Grèce est par excellence une destination touristique connue de tous.

L'économie grecque est inséparable des programmes de planification. Les plans de développement économique et social furent des éléments de consolidation et de construction nationale. Le premier plan quinquennal a démarré en 1968 et s'est achevé en 1972. Puis le plan de 1973-1974 a été caractérisé par l'objectif d'un rattrapage annuel supérieur de 1,5 à 2% à la progression moyenne du PNB des pays du marché commun. Cette politique de développement, mais aussi d'intégration à l'échelle économique européenne fut plus ambitieuse avec le plan de 1978-1982 qui prévoyait de favoriser en priorité une croissance rapide des industries en mettant en place de nouvelles unités de production et en encourageant la spécialisation pour gagner une place sûre sur les marchés mondiaux. Promouvoir rapidement d'importantes initiatives dans les secteurs clés de l'économie, c'était l'une des politiques nationales à laquelle le gouvernement grec s'était attelé.

Le conflit chypriote avait affecté puis fragilisé l'économie grecque après avoir connu près de vingt ans, une expansion sans précédent. Mais dès 1975, l'économie hellénique a repris son avancée positive et, en 1978, le PIB a même augmenté en volume de 6%<sup>366</sup>. Le taux faible de chômage (2,5% de la population active en 1978) témoignait du dynamisme de l'économie grecque mais aussi de l'importance du secteur informel caractérisé par des activités épisodiques faiblement

---

<sup>366</sup> Cf Conseil de l'Europe. Assemblée parlementaire, 31<sup>e</sup> session ordinaire (première partie), « Coopération entre les pays du nord et du sud de l'Europe », Strasbourg le 7 novembre, 1979.

rémunérées. Cette accélération de la croissance fut brutalement compromise par l'inflation en 1978 et 1979.<sup>367</sup> Les aides et les emprunts octroyés par la politique économique européenne mise en vigueur ont sans aucun doute contribué à propulser la Grèce en accélérant son rythme de croissance.

Figure 34



Source : A. Maddison, *op. cit.*

L'évolution récente de la Grèce au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle est à la fois un signe de volonté politique nationale et de la place non négligeable occupée par l'Union européenne. D'abord, outre les politiques internes, la participation à l'Union économique monétaire (UEM) a permis à la Grèce d'enregistrer une baisse de ses coûts d'emprunt. Le 1<sup>er</sup> janvier 1999 est marqué par l'entrée en vigueur de l'euro. Dans la phase III de l'Union économique et monétaire, les États membres tentèrent de créer un ensemble économique d'une taille identique à celle de l'économie des États-Unis. Dans ce contexte, l'entrée dans la zone euro après 1999 des pays comme la Grèce a contribué fortement à relancer les activités économiques à l'échelle mondiale. L'euro devient un accélérateur de croissance par le fait que la monnaie intensifie aussi bien la concurrence que le renforcement de l'intégration dans les marchés et institue une

<sup>367</sup> *Id.Ibid*, p28

solidarité entre les pays en excédent courant de leur balance des paiements et ceux qui connaissent un déficit.

La population active grecque a eu, comme dans les autres pays méditerranéens, plus de difficulté que dans l'ensemble des pays d'Europe à s'insérer dans une économie modernisée et ouverte aux échanges internationaux. Le pourcentage des jeunes au chômage atteint 31,7% en 1999. La Grèce se situe, dans les années 1990, au troisième rang des pays européens après l'Espagne et l'Italie, pour le pourcentage de jeunes au chômage de longue durée<sup>368</sup>. L'économie grecque ne profite que tardivement de l'embellie conjoncturelle de la fin des années 90 et le chômage atteint son point culminant en 1999, touchant 11,7% de la population active. Le budget de l'État est déstabilisé par la préparation des Jeux Olympiques de 2004. Les grands travaux, évalués initialement à 5 milliards d'Euros, atteignent un montant double de l'enveloppe prévue et obligent l'État grec à emprunter des sommes considérables. Les gouvernements successifs ne parviendront jamais à faire descendre durablement le déficit budgétaire au dessous des 3% du PNB requis par le pacte de stabilité.

Pour tenter de réduire son chômage, la Grèce a voulu faire jouer à son budget gouvernemental un rôle stimulant pour la croissance et, pour ce faire, a continué à emprunter en profitant des taux d'intérêt bas qui avaient cours dans l'union Européenne grâce à la stabilité de l'euro. Pour certains comme Christian Noyer<sup>369</sup>, un avantage important de l'Union économique et monétaire réside dans le fait qu'elle a considérablement réduit le risque de distorsion des taux de change réels, ce qui favorise la croissance économique et permet d'éviter une mauvaise allocation de ressource. L'euro a offert des opportunités surtout au sein du marché unique, lesquelles ont participé au décollage grec. En même temps, c'est aussi un coût sûr qui facilite une perméabilité de mise en œuvre des investissements et de l'épargne. Alors qu'en 1997 l'écart par rapport aux taux d'intérêt allemands était

---

<sup>368</sup>Caire (G.), *L'Europe sociale. Faits, Problèmes, Enjeux.*, Elsevier-Masson, Paris, 1992, pp.115-

<sup>369</sup> Cf Noyer (C.) dans: *L'économie européenne...vingt ans après*, Problèmes économique n° 2982, Paris, La documentation française, 2009, p.16-22. Né dans le val- d'Oise en octobre 1950, Christian Noyer a occupé plusieurs hautes fonctions. Il fut entre autres, conseiller d'Edouard Balladur, suppléant au FMI, à la banque mondiale président du Club de Paris de 1993 à 1997 et gouverneur de la Banque de France depuis 2003.

de plus de 700 points de base pour les taux courts et de 400 points de base pour le long terme, il était en 2007 négligeable pour les taux à court terme et dépassait à peine 30 points de base sur les obligations à dix ans.<sup>370</sup> Ensuite, l'impulsion des jeux olympiques de 2004 a permis à la Grèce de mettre sur pied un vaste programme pour les infrastructures, les investissements, le transport et le tourisme. Hormis la réussite des jeux olympiques de 2004, l'image internationale de la Grèce s'est nettement améliorée et le pays connut un regain d'activité touristique. Ces différents facteurs expliquent la croissance grecque récente des années 2000.

Mais, au bout de quelques années, les bailleurs de fonds ont fini par s'interroger sur les capacités de l'état grec à rembourser des emprunts accumulés et sur la continuité future d'une croissance nourrie par l'endettement. Les statistiques ci-après témoignent du dynamisme de l'économie grecque sans afficher nettement cette fragilité.

Tableau 41

Croissance du PIB grec et perspectives, pourcentage de variation

Résultats	Prévisions				
	2003	2004	2005	2006	2007
Croissance du PIB à prix constant	4,9	4,7	3,7	4,0	3,8
Exportations de biens et de services en % du PIB	4,0	7,5	3,7	5,4	4,8
Importations de biens et des services	4,9	5,6	-2,1	7,3	5,7
Taux de chômage en % de la population active	10,4	11,0	10,4	9,6	9,2
Emploi	1,3	2,9	1,3	1,5	1,4

Source : OCDE 2006, *Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et prévisions* numéro 80

<sup>370</sup> Cf *Etudes économique de l'OCDE*, Grèce, OCDE, p 153. Un point de base désigne en langage économique et financier un centième de pourcent. Exemple entre 6 et 6,20%, nous avons 20 point de base. L'expression est utilisée pour faciliter la différence ou la comparaison de variations de taux d'intérêt.

De 2001 à 2008, sa croissance a même été plus rapide que celle des États-Unis. Mais, largement fondée sur la croissance de l'endettement, elle allait bientôt céder la place à une sévère récession : ce surcroît de croissance permis par l'endettement allait bientôt être payé fort cher en 2010, lorsque la spéculation attaqua les obligations émises par l'État grec, obligeant ce dernier à imposer une sévère cure d'austérité. En 2007, avant même la crise des *subprimes*, le taux de chômage grec est de 8,3% et est ainsi l'un des plus élevés d'Europe occidentale. En 2009, il est de 9,5%. La crise de la dette et les mesures d'économies budgétaires adoptées pour y remédier le font monter à 12,4% au troisième trimestre 2010<sup>371</sup>.

L'un des atouts de la Grèce qui a fait son dynamisme récent, c'est aussi sa position géographique. Bénéficiant d'une proximité avec certains des marchés d'exportation, comme ceux d'Europe du Sud-Est, d'Europe centrale et orientale et du Moyen-Orient. Du coup, elle joue un rôle important dans les échanges commerciaux. La part des exportations de marchandises à destination de ces espaces économiques a ainsi triplé pour atteindre 17% entre la première moitié des années 1990 et la première moitié de la présente décennie.<sup>372</sup> Inversement, la part des exportations de marchandises vers les pays d'Europe est tombée de 55% à 35% au cours de la même période.<sup>373</sup>

Dans l'avenir, l'économie grecque n'est pas à l'abri de certains problèmes qui n'ont cessé d'affecter son potentiel de croissance. Ces mutations profondes de son appareil productif au cours des décennies sont inséparables du phénomène de la désindustrialisation, notamment dans les secteurs traditionnels comme la chimie lourde, la métallurgie ou le textile. À ces bouleversements structurels, qui ont banalement transformé le paysage économique grec, s'ajoutèrent des changements

---

<sup>371</sup> *Le Figaro*, 16-12-2010.

<sup>372</sup> Pour le F.M.I, *Direction of Trade Statistics, Yearbook*, 1995, ce chiffre des échanges grecs est plus le résultat d'exportations vers Chypre, le Liban, l'Égypte, Israël et plus récemment la Turquie. Ces pays ont été les partenaires dynamiques et potentiels de la Grèce.

<sup>373</sup> D'après l'Assemblée parlementaire de la session ordinaire du 25 septembre au 20 octobre 2003 (quatrième partie), volume VII, documents 9798,9851, 9885, Editions du Conseil de l'Europe à Strasbourg, l'arrivée d'immigrés au début des années 1990 avait coïncidé avec des évolutions importantes dans le secteur agricole et plus particulièrement de l'économie rurale grecque. Mais cette période caractérisée par une augmentation des revenus agricoles ont été perturbée par le manque de compétitivité de l'agriculture nationale due en grande partie à l'absence, jusque là, d'une véritable politique de modernisation.

spectaculaires dans les équilibres démographiques, comme la chute de la natalité et l'accroissement de la charge des retraites. Confrontée toujours à l'inflation, au chômage persistant et aux crises conjoncturelles, la Grèce se devra de lutter contre ces fléaux de la croissance et améliorer les qualifications et les compétences de sa main-d'œuvre, ses politiques actives de marché du travail sans oublier de promouvoir la technologie et l'innovation.

### **10.5 : Le Luxembourg : un cas atypique**

Le Luxembourg apparaît comme un cas atypique. Il s'agit d'un petit pays qui a achevé très rapidement sa reconstruction. S'étendant sur 57 kilomètres d'ouest en est et 82 kilomètres du nord au sud et couvrant une superficie de 2586 kilomètres carrés, cette nation est plus petite qu'une province belge ou qu'un département français. Bien que son économie soit marquée par une certaine exigüité, cet État fit montre d'une stabilité satisfaisante grâce surtout à la prépondérance de sa production sidérurgique jusqu'à la fin des années 1970. En effet, la sidérurgie a longtemps été un contribuable important dans l'économie luxembourgeoise. Le Luxembourg représentait un don du fer comme l'Égypte fut un don du Nil. Elle a développé dans certains domaines des technologies avancées dans le domaine de la sidérurgie de pointe. Il s'agit par exemple des hauts-fourneaux, des laminoirs, des aciers spéciaux ou des poutres de très grande dimension. La maîtrise de cette haute technologie a été exportée avec succès. Cependant, l'intégration de la sidérurgie luxembourgeoise dans le cadre européen l'a exposée aux contrecoups de l'évolution des grandes négociations commerciale, notamment le GATT.

Le Luxembourg passa progressivement d'une économie industrielle à une économie de service en fermant une partie de ses usines sidérurgiques. Sa croissance économique qui s'était établie à 4% sur l'ensemble de l'année 2005 ainsi que son dynamisme qui témoignait du renforcement de sa prospérité découlait de la place qu'occupaient les services financiers. Cette prédominance des échanges de service constitue l'une des forces de l'économie luxembourgeoise. Cet atout a fait que la situation de ce pays diffère des autres espaces économiques nationaux européens. L'économie du Luxembourg est non seulement la plus

ouverte de tous les États d'Europe occidentale, mais aussi la seule nation qui connaît également une structure dont le rôle dominant reste celui des services et des revenus. Dans la quasi-totalité des autres pays d'Europe occidentale, les échanges internationaux de services et de revenus ne représentent qu'une fraction des échanges de biens. Au Luxembourg, la tendance au développement des activités financières s'est maintenue et les rapports entre exportations de services et exportations de biens sont inversés : les transactions internationales aux services représentent désormais plus que le double de celles des biens et, quant aux flux de revenus, nous pouvons noter presque un multiple de cinq par rapport aux échanges de biens. Le secret du Luxembourg réside dans la spécialisation bancaire et, d'autre part, dans une offre élastique de main-d'œuvre des régions frontalières. Rien qu'avant la première crise pétrolière, le pays comptait 37 banques en 1970, 41 en 1971 contre 13 seulement en 1955.<sup>374</sup> L'année 1856 est considérée par beaucoup d'historiens comme celle qui marque le début de l'histoire bancaire luxembourgeoise car elle coïncide avec la création de la Banque internationale de Luxembourg (BIL). Le contexte des années 1970 fut favorable pour le Luxembourg. Il s'est caractérisé sur le plan mondial par la fin du système monétaire international de *Bretton Woods* en 1971 et la crise du pétrole en 1973 à laquelle s'ajoutait le recyclage des pétro-dollars. De ce fait, on assistait à une accentuation de la mondialisation des opérations bancaires. De nombreux établissements bancaires préféraient opter pour les centres financiers européens les moins entravés par la réglementation et la fiscalité. Dans cette foulée, le Luxembourg disposait et dispose encore d'une position géographique et financière à la fois privilégiée et incontournable.

L'année 1988 représente une date symbolique car c'est celle durant laquelle, au Luxembourg, l'emploi dans les banques dépassa pour la première fois, celui de la sidérurgie. Selon Jean Claude Boyer,<sup>375</sup> l'écart qui ne cesse de se creuser depuis lors ainsi que l'évolution vers une économie de services est générale au Benelux. L'un des atouts que possède ce pays réside aussi dans le fait que le nombre d'emplois dépasse la population luxembourgeoise résidente. Et le déficit de

---

<sup>374</sup> Lehnert (J.P), « Histoire des banques au Luxembourg » dans Pohl (M.) et Freitag (S.), *European Association for banking history*, Edward Elgar Publishing, Hants, England, 1994, p 685-686.

<sup>375</sup> Cf Boyer (J.C), *Pays-Bas, Belgique et Luxembourg*, Masson, Paris, 1994.

qualification dans certains secteurs comme les nouvelles technologies de l'informatique, de la micro-électronique ou de la communication est largement compensé par le recours à la main-d'œuvre étrangère immigrée ou frontalière disponible en abondance. Nous comprenons alors l'origine des migrations des populations des pays limitrophes qui ont fait de ce pays, leur lieu de travail. Même si les emplois se sont concentrés dans le sud et plus particulièrement dans et autour de la capitale, la productivité est élevée et le taux d'absentéisme est quasi-nul : 0% en 1990.

Parmi les efforts qui ont été consentis pour apporter une pierre à l'édifice de la croissance économique, nous pouvons souligner les différentes révolutions depuis les années 1950. Elles ont été à l'origine de la modernisation luxembourgeoise. Et dans ce domaine, les infrastructures du pays ont connu un grand changement : agrandissement de l'aéroport, électrification ferroviaire, automatisation du réseau téléphonique, construction d'un port sur la Moselle ou édification de barrages. Somme toute, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le rôle principal des administrations publiques a été de faire des investissements, de l'énergie, des transports et des communications, le levier de l'économie nationale. C'est la raison pour laquelle un grand programme de modernisation fut entamé depuis les années 1950 notamment dans le domaine des communications et de l'énergie pour relancer la croissance luxembourgeoise. Parmi les perspectives d'avenir que s'était tracées le gouvernement luxembourgeois, figurait la réalisation du plein emploi. Elle fut le principal objectif de la politique économique nationale. Toutefois, si durant la première moitié du XXe siècle, l'on pouvait noter l'absence quasi complète du chômage sur le plan global, on ne doit pas pour autant cacher certaines imperfections du marché du travail. Celui-ci fut frappé par un sous-emploi longtemps latent dans certaines régions. Ce phénomène de courte durée n'a pas échappé aux insuffisances dans l'orientation professionnelle des jeunes. Cependant, le Luxembourg réalisa les années suivantes des performances inattendues en luttant avec succès contre la dégradation de son marché de l'emploi en faisant du facteur « travail » son principal facteur de production. Après avoir vaincu et dominé le phénomène dégradant de son marché de l'emploi qui constituait le principal goulot d'étranglement dans le processus de la croissance économique, le gouvernement luxembourgeois s'attela à réformer et perfectionner

l'orientation professionnelle. Ainsi, durant cette période, le centre de gravité resta l'enseignement technique et professionnel sans oublier la place importante accordée à la formation des adultes. Dans cette même foulée la recherche scientifique et appliquée a été considérée comme un facteur déterminant de premier ordre de la croissance nationale. Dès lors, ce n'est plus l'acier, mais la matière grise qui constitua la colonne vertébrale de la puissance industrielle luxembourgeoise. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'implantation de la société ARBED en 1970 au Grand-Duché dans le seul but de renforcer la recherche en laboratoire. Ce fut le début de la diversification industrielle dans les grandes entreprises chimiques et parachimiques.

Si les pouvoirs publics n'avaient pas encore accordé jusque-là une primauté à la recherche scientifique ou à l'enseignement supérieur, la donne changea au fur du temps. En effet, les jeunes chercheurs luxembourgeois les plus brillants préféraient poursuivre leur carrière dans les universités et les centres de recherche étrangers. Après des années marquées par l'absence de bibliothèques spécialisées, d'équipements scientifiques adéquats, l'État s'est mis à l'établissement d'instituts de recherches post-universitaires pour assurer la formation permanente des intellectuels luxembourgeois.<sup>376</sup>

D'autre part, une politique de travaux publics et de développement d'institutions sociales a été développée ; ce qui a permis d'enregistrer une élévation du niveau de vie et d'équipement. C'est ainsi que le Luxembourg affiche un dynamisme relativement impressionnant par rapport aux États-Unis dans le domaine de la croissance. Depuis les années 2000, le Luxembourg présente une économie de plus en plus performante de telle sorte qu'il s'affiche comme le « véritable tigre européen ». Certains n'hésiteront pas d'affirmer que même si le phénomène de la pauvreté et de l'exclusion reste une réalité, seule une frange très réduite de la population de ce pays est touchée.

---

<sup>376</sup> L'Etat avait compris qu'à l'instar de ses voisins d'Europe occidentale, que la recherche scientifique et la formation professionnelle sont des clés fondamentales participant à la croissance économique nationale.

Le service central de la statistique et des études économiques<sup>377</sup> confirme son expansion rapide au début du XXI<sup>e</sup> siècle avec une croissance en termes réels du PIB qui avoisine les 5% en 2000. Il fait ainsi parti des pays les plus dynamiques au monde. D'un autre côté, ce pays reste dépendant de l'étranger pour ses approvisionnements, ses exportations ainsi que pour ses investissements.

Toutefois, si le Luxembourg a pu atteindre un niveau de vie particulièrement élevé malgré un taux de croissance jugé le plus souvent moyen, c'est notamment pour deux raisons. La première est liée au fait que les termes de l'échange ont évolué favorablement. Ce qui est un atout constant pour l'économie nationale. Ensuite le pays, à cause de la faible natalité présente une part de sa population active (dans la population totale) relativement élevée. C'est l'une des raisons qui peut expliquer l'important apport migratoire. En guise d'illustration nous pouvons faire état de l'augmentation de la population étrangère luxembourgeoise de la fin de la deuxième guerre mondiale à la fin des années 1960. Selon Raymond Kirsch, alors que la population de nationalité luxembourgeoise n'a augmenté, entre 1947 et 1966 que de 6% (soit 0,3 % par an), la population étrangère a presque doublé pendant la même période (56 733 personnes en 1966 contre 29 142 en 1947). Ce qui correspond à un accroissement global de 94,7% ou à un accroissement annuel moyen de 3,6%.<sup>378</sup>

Hormis la croissance exceptionnelle de 1985 à 2000 faisant suite à la période de « vaches maigres » ( 1975-1985) marquée par la crise économique mondiale et celle de la sidérurgie en particulier, l'économie luxembourgeoise a beaucoup évolué comparé à ce qu'elle était il y a des décennies. Les études montrent bien l'évolution spectaculaire de la croissance depuis les années 2000 de la croissance de ce que l'on pouvait dénommer un « micro-pays ». En 2002 et en 2004, on assistait à un taux de croissance moyenne annuel de 4% même si ils sont loin d'atteindre le sommet des années 1985-1991 (croissance moyenne de 7%) et de 1997-2000 (7,3%). Quant à la croissance du PIB réel en pourcentage, elle est

---

<sup>377</sup> Cf Service central de la statistique et des études économiques (STATEC), 2000

<sup>378</sup> D'après les études de Kirsch (R.) dans « la naissance de l'économie luxembourgeoise », cahiers économique n° 44 et 48, STATEC, Luxembourg 1971 et 1980.

passée de 1,4% en 1995 à 6,5% en 2007.<sup>379</sup> Ce dynamisme luxembourgeois et sa croissance économique sont largement imputables au secteur financier qui constitue le poumon de l'économie nationale dont la part dans la valeur ajoutée est passée de moins de 5% en 1970 à plus de 20% en 2004, entre 1986 et 2003, l'activité du secteur financier s'était accrue à un taux réel annuel moyen de 6,9%.<sup>380</sup> Dans le relais du dynamisme, l'économie britannique étale une autre phase de croissance à la fois complexe et atypique.

### **10.6 : Le Royaume-Uni guéri du « mal anglais » ?**

Le Royaume-Uni de Grande Bretagne est historiquement connu pour sa vive révolution industrielle puis ensuite le « *take off* » durant le XVIIIe et XIXe siècle.<sup>381</sup> Il a traversé des périodes de précarité dans les années 1970, perdant la première place qu'il occupait en 1957, année où son PIB représentait 21,64% de celui des États-Unis, devant l'Allemagne et la France). Ce pays a connu des années difficiles dues au phénomène de la pauvreté et de forte désindustrialisation. Celle-ci était inséparable de l'augmentation du nombre de « *working poors* » (travailleurs pauvres) ou de ceux que l'on dénommait les « *new poors* » (nouveaux pauvres). Il s'agissait de la classe composée de la catégorie des travailleurs à bas salaires, c'est-à-dire des individus titulaires d'un emploi, mais dont le niveau de vie était trop faible. Mais une phase de retour à la prospérité est visible depuis les années 1980, avec une progression rapide du PIB au point de dépasser le taux de croissance de celui des États-Unis jusqu'en 1989 et à nouveau depuis 2000 (voir figure ci-dessous).

---

<sup>379</sup> Panorama des statistiques de l'OCDE 2010, *op, cit*, p 37

<sup>380</sup> Etudes économiques de l'OCDE, Luxembourg, 2006, p83

<sup>381</sup> Déjà, dès le XVIIIe siècle, l'économie britannique connaissait une profonde mutation qui se définissait par un passage d'une société à dominante agricole à une société de plus en plus commerciale et industrielle. Ces influences sont connues en France au début du XIXe siècle, en Allemagne et aux États-Unis au milieu de ce même siècle.

Figure 35  
PIB du Royaume-Uni rapporté à celui des États-Unis 1984-2008 (%)

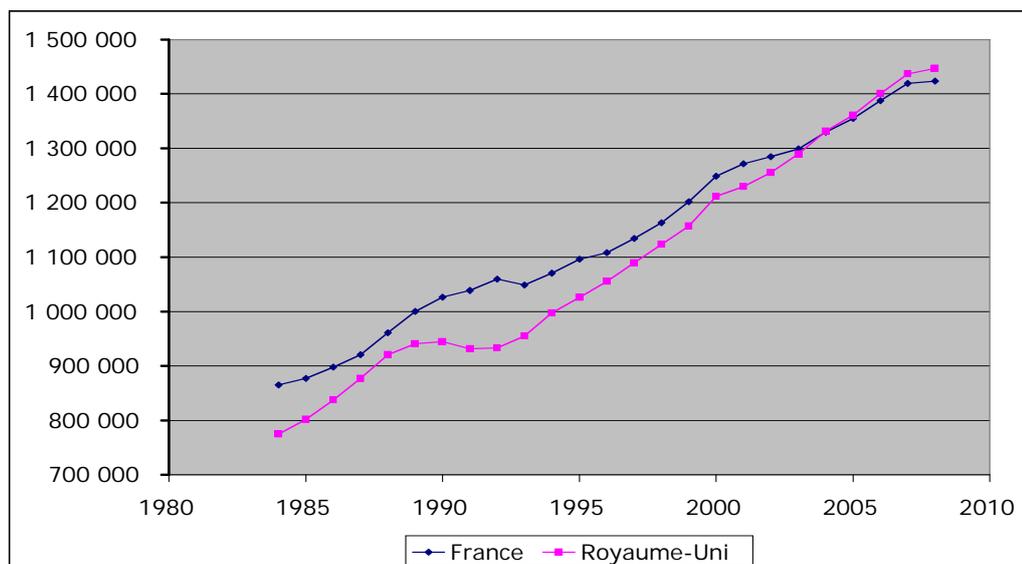


Source : A. Maddison, *op. cit.*

Au cours de cette évolution, le PIB du Royaume-Uni a de nouveau dépassé en celui de la France, pour la première fois depuis 1970 (voir figure ci-dessous).

Figure 43

PIB de la France et du Royaume Uni (dollars Geary-Khamis de 1990) 1984-2008



Source : A. Maddison, *op. cit.*

Figure 37

PIB par habitant du Royaume-Uni rapporté à celui des États-Unis

1980-2009



Sources : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>. Alan Heston, Robert Summers and Bettina Aten, *Penn World Table, Version 7.0*, Center for International Comparisons of Production, Income and Prices, at the University of Pennsylvania, March 2011

Comme ce fut le cas dans beaucoup de pays anciennement industrialisés, l'économie du Royaume-Uni a été marquée durant cette période, par une très forte progression du secteur des services suivie d'un effondrement du secteur secondaire. Les vieilles industries qui avaient fait la puissance et la prospérité du pays comme l'industrie charbonnière, la sidérurgie, le textile ou les constructions navales restent l'ombre de ce qu'elles étaient. Force est de constater qu'il existait un déficit commercial qui n'avait cessé de se creuser.<sup>382</sup> La demande intérieure excédentaire avait entraîné une accélération des prix des services. En outre, le secteur secondaire a été touché et des emplois ont été perdus. Le tableau ci-après nous révèle la chute du taux de croissance de l'emploi entre 1997 et les années 2000.

---

<sup>382</sup> *Perspectives économiques de l'OCDE*, OCDE, n° 67, juin 2000

Tableau 42

Emploi, revenu et inflation en pourcentages de variation entre 1997 et 2001

	1997	1998	1999	2000	2001
Emploi	1,6	1,2	1	0,9	0,5
Chômage	6,9	6,2	5,9	5,7	5,8
Rémunération des salariés	6,9	7,3	6,2	6,7	6,2
Revenus disponibles des ménages	6,4	2,5	5,6	5,9	5,7
Déflateur du PIB	2,9	3,2	2,9	3	3,2

Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 67, juin 2000.

Les politiques économiques gouvernementales ont permis de maîtriser l'inflation et de la maintenir à un niveau bas. Le taux de chômage du Royaume-Uni fait partie des plus faibles d'Europe (après avoir culminé à 10% de la population active en 1993 et être redescendu à 7% en 1997). En février 2005, le taux de chômage s'était élevé à 8,9% en moyenne pour l'Union européenne des 25. Le Royaume-Uni en affichait 4,6% en décembre 2004 derrière l'Irlande (4,3%) et le Luxembourg (4,4%).<sup>383</sup>

Pour rattraper son retard, le Royaume-Uni met l'accent depuis un certain moment sur le développement de la flexibilité de son marché du travail. Le retour à l'emploi et à la productivité est privilégié en faisant de Londres l'une des places financières et l'un des carrefours commerciaux les plus attractifs du monde. L'internationalisation de l'économie britannique a permis l'hégémonie du secteur tertiaire londonien. Possédant une ouverture maritime et dotée d'un savoir-faire financier, Londres constitue un atout pour l'économie britannique. Cette nation a

---

<sup>383</sup> Stratula (V.T), *La liberté de circulation des travailleurs. Réflexion à partir des nouveaux Etats de l'Union européenne*, L'Harmattan, Paris, 2005, p 127.  
D'après les *perspectives de l'emploi* de l'OCDE 2009 sous le thème *Faire face à la crise de l'emploi*, le taux de chômage anglais était de 5,1% en 2007.

basculé aussi d'une économie industrielle à une économie de services depuis les années 1990.

Après l'effondrement de certains secteurs comme celui de l'automobile, les orientations économiques, ont visé à développer les services, le domaine du négoce et des activités financières. En outre, la réactivité de la politique économique, ainsi que la flexibilité du marché du travail ont fait que, depuis le milieu de l'année 1990, cette nation ne cesse d'afficher des performances inattendues. Dans une large mesure, ces facteurs fondamentaux ont contribué à faire de ce pays, jusqu'à la crise des *subprimes*, une destination de beaucoup de jeunes Européens à la recherche d'un emploi.

Considéré pendant longtemps comme « l'homme malade de l'Europe », le Royaume-Uni renoua avec sa tradition de dynamisme économique en s'illustrant parmi les pays en pleine mutation dans le domaine de la croissance. La reprise économique est aussi inséparable du gouvernement de Tony Blair qui a par ailleurs lancé un programme d'action dénommé le *New Deal* qui a été destiné à promouvoir le retour à l'emploi des chômeurs de longue durée. Ce programme gouvernemental fut d'abord introduit dans quelques régions pilotes avant de toucher progressivement l'ensemble du territoire au cours de l'année 1998. L'évolution de la croissance économique a été atteinte quelques années après. Les rapports de l'INSEE de 2004<sup>384</sup> ont mis l'accent sur l'investissement productif qui a permis au Royaume-Uni de prendre sûrement le relais de la croissance : la croissance de l'économie britannique a été de 3,1% en 2004 après 2,2% en 2003. Si la reprise de 2003 avait été amorcée par l'accélération de la consommation privée et la croissance des dépenses publiques, il faut souligner que l'année suivante fut marquée surtout par une hausse de l'investissement dans le secteur de la construction. Il faut aussi prendre en considération la prudente politique gouvernementale visant à sauver l'économie anglaise de l'inflation et des crises conjoncturelles. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre, face au marché du travail tendu, au risque inflationniste et à la hausse des prix de l'immobilier, la position des banques anglaises qui consistait à durcir progressivement la politique

---

<sup>384</sup> INSEE, *Note de conjoncture*, mars 2004.

monétaire. Ainsi, elles portèrent leur taux court de 3,5% à 4,75% entre novembre 2003 et août 2004. La croissance fut robuste, mais elle a enregistré un léger ralentissement à cause du durcissement de la politique monétaire.<sup>385</sup>

Le Royaume-Uni a propulsé son économie en mettant l'accent sur l'attraction économique de son territoire. Autrement dit, le pays a maintenu une disponibilité en main-d'œuvre de sa population active sans entraver le phénomène réel des flux migratoires sur le marché du travail. Ce qui n'est pas le cas de la France qui opta pour un contrôle de l'immigration malgré le manque de main-d'œuvre dans certains secteurs et la délocalisation de son industrie. En effet, l'arrêt de l'immigration de travail date de 1974.

Cependant, comme beaucoup de pays d'Europe occidentale, le Royaume-Uni doit résoudre son déséquilibre spatial entre le sud-est, cœur de l'économie nationale, la façade écossaise, très riche en hydrocarbures, et le nord, qui réunit des régions à faible croissance, les anciennes « *depressed areas* » des années trente.

Tableau 43

Répartition sectorielle de l'emploi au Royaume-Uni entre 1970 et 1992 (milliers)

Années	Emploi total	Agriculture	Production de biens non agricole	Industrie manufacturière	Production de services
1971	30 203	450	10 061	8 065	11 627
1981	28 114	363	8 061	6 222	13 468
1992	26 347	283	5 831	4 589	15 644

Source : Martine Azuelos, *L'économie du Royaume-Uni et des États-Unis depuis la fin des années 70, structures, mutations, aspects terminologiques*, PUF, Paris, 1994, p 191.

---

<sup>385</sup> INSEE, *Ibid.*

Tableau 44

Taux de chômage du Royaume-Uni de 1980 à 2009

1980	5,1
1981	8,1
1982	9,5
1983	10,5
1984	10,7
1985	10,9
1986	12,0
1987	10,0
1988	8,1
1989	6,3
1990	5,8
1991	7,9
1992	9,9
1993	10,3
1994	9,4
1995	8,8
1996	8,3
1997	7,0
1998	6,3
1999	6,1
2000	5,4
2001	5,0
2002	5,1
2003	5,0
2004	4,7
2005	4,8
2006	5,4
2007	5,3
2008	5,6
2009	7,6

Sources : Martine Azuelos, *Ibid*, p 207 ; Michel Hau et Nuria Narvaiza-Mandon dans *Le chômage en Europe, divergences nationales et régionales*, Economica, Paris, 2009 ; Eurostat, *Régions*, 2009-2010.

L'évolution du taux de chômage au Royaume-Uni de 1980 à 2007 montre à quel point ce pays présente une situation originale. Le taux de chômage fut de 5,1% en 1980 contre 5,3 % en 2007 après être monté jusqu'à 12% en 1986, avant de redescendre aux environs de 5% au début des années 2000. Le Royaume-Uni a longtemps figuré parmi les pays européens fortement touchés par le sous-emploi. Il se classe désormais parmi les nations à taux de chômage inférieur à la moyenne européenne.<sup>386</sup> La crise des *subprimes* et le programme d'ajustement qui a suivi ont toutefois fait remonter ce taux en 2009 et 2010.

En définitive, on se rend compte que les pays jadis confrontés à un problème de rattrapage de la croissance ont pu garder un certain dynamisme pendant la période économique contrastée allant de 1986 à 2007. Contrairement aux pays anciennement industrialisés qui étaient confrontés à une décélération soutenue de leur croissance, les pays comme l'Espagne, l'Irlande, le Portugal ou encore la Grèce entraînent dans le peloton des nations les moins touchées par les récessions, du moins jusqu'à ce que la crise des *subprimes* révèle les fragilités de croissances reposant trop sur le crédit, notamment dans le secteur immobilier.

A ce groupe de pays s'ajoute une Grande-Bretagne débarrassée d'un certain nombre de dispositions réglementaires et de traditions qui entravaient sa croissance. Sans atteindre le dynamisme économique des États-Unis, la Grande-Bretagne a réussi à développer son PIB plus vite que l'Allemagne, la France ou l'Italie. C'est la contre-performance de ces trois derniers pays qui explique une bonne partie du retard de la croissance de l'Europe sur celle des États-Unis.

---

<sup>386</sup> Cela est aussi dû au fait que l'économie britannique avait bien résisté à la récession des années 2000. Ainsi, la reprise a été beaucoup plus nette que dans les autres pays anciennement industrialisés d'Europe occidentale. La faiblesse des taux d'intérêt dans le secteur financier et l'amélioration du patrimoine immobilier ont contribué de manière déterminante à cette reconstruction économique.

## **CHAPITRE 11**

### **LA PERTE DE DYNAMISME DE L'ANCIENNE EUROPE DES SIX ET DES PAYS AVANCES**

Si le chômage était peu important durant les « Tente Glorieuses », et si les effets des progrès scientifiques et de la reconstruction ont été bénéfiques pour les ménages d'Europe occidentale (équipements ménagers, automobile, loisirs...), la fin du XXe siècle annonce une nouvelle donne. La croissance ne profite désormais qu'aux pays qui étaient encore attardés en 1974 ainsi qu'au Royaume-Uni, ce dernier pays ayant regagné une partie du terrain perdu entre 1950 et 1979. Mais, en ce qui concerne les « initiateurs » de l'Union européenne, ceux qui signèrent le Traité de Rome en 1957, le ralentissement prolongé de leur croissance économique révèle la perte de leur dynamisme, malgré les brillants succès obtenus dans la période d'après guerre. La même observation vaut pour la Suisse et la Suède, que leur neutralité durant la seconde guerre mondiale et leur avance dans les techniques de pointe avaient placées en situation très avantageuse dans les années 1950.

Les débuts du XXIe siècle ont inauguré une autre ère de croissance. Il s'agit en quelque sorte d'un retournement de situation. L'Europe des « initiateurs » s'est vue rattrapée et même dépassée par les espaces nationaux longtemps considérés comme « périphériques » ou « en voie de développement ». Pour étudier cette Europe tombée en panne de croissance, nous nous pencherons sur les exemples de l'Allemagne, de la France et de l'Italie, ainsi que de la Suisse et de la Suède.

Le cœur industriel de l'Europe continentale occidentale (France, Allemagne et Italie) bat au ralenti. Les freins à la croissance de ces pays aujourd'hui sont tels qu'on n'hésitera pas, dans beaucoup d'études, à parler d'un parallélisme de leurs trajectoires exprimant un manque notoire de dynamisme économique. En effet, plusieurs décennies après les chocs pétroliers des années 1970, la croissance économique dans les pays anciennement industrialisés d'Europe occidentale n'a

pas redémarré. En guise d'illustration, pour la période 1996-2003, le taux moyen de croissance du PIB a été de 1,3% par an en moyenne pour l'Allemagne, soit le plus faible taux des grandes puissances, de 1,5% pour l'Italie et de 2,2% pour la France. Quant au taux de croissance du PIB réel (résultant de la fusion entre croissance de l'emploi et croissance de la productivité), il a été de 1,2% pour ce même segment temporel.<sup>387</sup> Encore, dans ces deux derniers pays, ce résultat n'a-t-il été atteint qu'au prix d'une croissance continue de l'endettement public.

### **11.1. La décélération de l'économie française**

La France, l'Allemagne et l'Italie avaient réussi un retour à la croissance exemplaire durant les « Trente Glorieuses ». Cependant, force est de constater que depuis 1974, avec la montée en puissance de l'Irlande, de l'Espagne ou du Portugal, leur poids et leur dynamisme économiques sont remis en cause en Europe. La France a perdu sa compétitivité d'antan, en partie en raison d'un coût de l'heure du travail trop élevé. La France est entrée durablement dans le chômage de masse dans les années 1980. Après une courte rémission entre 1987 et 1990, son taux de chômage a recommencé à s'accroître de façon presque continue jusqu'en 1997. Résorber le chômage devient l'une des préoccupations majeures des gouvernements français. Mais le taux de chômage français ne baisse que lentement après 1997 et perturbe du coup l'évolution de la croissance nationale. Le phénomène de la pauvreté et de l'exclusion est ainsi, en France, un véritable casse-tête. En effet, au cours des dernières décennies, avec l'accroissement des exigences en matière de qualification de la main-d'œuvre, le marché de l'emploi s'est profondément transformé. Partout, on prête attention à la qualité de l'employé et on hésite à embaucher. Du coup, le phénomène du chômage accru devient une entrave à l'économie nationale, car, en même temps qu'il prive de ressources les organismes sociaux, il accroît leurs charges.

Pourquoi les théories économiques ou les politiques de l'emploi n'ont-elles pas encore réussi à booster la croissance économique nationale française et à hisser

---

<sup>387</sup> *Etudes économiques de l'OCDE*, Autriche, OCDE, 2005, p 36

le niveau de vie des populations ? Il s'agit de souligner de prime abord, que la réalité dégradée du marché du travail de la population française, comparé à ce qu'il a été avant la première crise pétrolière, ne facilite pas le retour rapide à la prospérité. Entre 1954 et 2005, l'emploi total est passé en France de 19 millions à 24,9 millions, pendant que la population totale passait de 42,9 millions à 62,4 millions. Soit une progression plus faible pour l'emploi (+ 31%) que pour la population (+ 45%).<sup>388</sup> Autrement dit, le taux d'emploi de la population a diminué, passant de 44,3% à 40% entre 1954 et 2005. L'autre explication de cette baisse du taux d'emploi de la population française réside dans le fait que, durant les années 1950, on entrait bien plus tôt dans la vie active, dès l'âge de 15 ou 19 ans. Or, durant les années 2000, l'âge moyen d'entrée dans la vie active est passé de 18,3 ans à 21,27 ans.<sup>389</sup> Face au chômage et à l'exclusion, les opérations caritatives n'ont pas encore effacé l'explosion du nombre des SDF (personnes sans domicile fixe) et la nouvelle misère contemporaine. En 2003, 3,7 millions de personnes ont été considérées comme pauvres.<sup>390</sup> Il s'y ajoute la montée du nombre des Rmistes<sup>391</sup> : 420 000 ménages bénéficiaient du RMI en 1990 contre 1,2 millions en 2007, 3 millions de personnes en 2009 contre 1,26 millions en décembre 2005.<sup>392</sup> Souffrant d'une forte rigidité du marché du travail, la France des années 2000 voit coexister chômage et manque de main-d'œuvre. La population en âge de travailler répond mal, sur une longue durée, à la demande dans des secteurs fondamentaux comme l'hôtellerie et la restauration, les hôpitaux ou le secteur du bâtiment et des travaux publics.

D'autre part, le spectre de la désindustrialisation constitue une véritable menace pour des pays comme la France, même s'il existe des initiatives de la part de l'État pour lutter contre le phénomène. Comme dans beaucoup de pays d'Europe, ce phénomène néfaste à l'économie nationale toucha même l'industrie de la haute technologie comme l'aéronautique, l'informatique ou les

---

<sup>388</sup> Gadrey (J.), « salarisation, tertiarisation et féminisation sont les trois grandes évolutions de l'emploi des cinquante dernières années » dans *Alternatives économiques* n°71, décembre 2006

<sup>389</sup> *Ibid.*

<sup>390</sup> Il s'agit de personnes vivant avec moins de 602 euros par mois. Cf. *Les Cahiers français*, numéros 330 à 335, La Documentation française, 2006.

<sup>391</sup> Le RMI (revenu minimum d'insertion) est devenu le RSA (revenu de solidarité active) avec le gouvernement de Nicolas Sarkozy

<sup>392</sup> Bertrand (A.), Lengaigne (B.) et Mardellat (P.), *L'économie retrouvée, figures et énigme de la pauvreté*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'ascq, 2009, 36.

télécommunications. Par conséquent, la part des exportations resta déclinante et l'effort national pour empêcher sa chute est resté sans effet. Pour certains auteurs, Comme Guillaume Thibault,<sup>393</sup> la désindustrialisation a fait naître un système socio-économique principalement composé d'activités tertiaires, caractéristique que l'on retrouve dans quasiment tous les grands pays anciennement industrialisés. Il faut toutefois souligner qu'avec l'émergence du capitalisme financier à l'échelle mondiale, le poids des marchés financiers s'est considérablement accru depuis le milieu des années 1980. Ainsi, depuis cette date, l'industrie des pays d'Europe et plus particulièrement celle de la France, se doit de faire face à un environnement économique mondial en profonde mutation. Il est caractérisé par la mondialisation accélérée et les mouvements des capitaux étrangers qui tiennent compte des réalités de la fiscalité et des marchés dans les différents espaces économiques. L'autre problème découle du fait qu'à l'exception de quelques petits pays ayant mené une stratégie d'insertion qui a plus ou moins réussi, la progression des revenus réels dans des États comme la France est en moyenne faible.

La stagnation de l'industrie française est aussi une des conséquences de son immersion dans la mondialisation mettant au péril la quasi-totalité des industries traditionnelles. Celle-ci a fortement inscrit les espaces nationaux dans le cadre macro-économique en imposant la disparition ou la transformation des régimes qui prônaient jusque-là, un développement volontariste autocentré. Cependant, les pays de petite taille bénéficièrent souvent de rentes de situation leur permettant une bonne réinsertion dans l'« économie-monde ». C'est la raison pour laquelle la France fut dans le parallélisme d'une modernisation à un rythme accéléré et d'une croissance régulière et faible.

Toutes ces réalités rendues plus difficiles par les disparités fiscales<sup>394</sup> ont fini par inciter certains<sup>395</sup> à affirmer que la France n'est plus une terre attractive pour les entreprises et l'industrie a beaucoup régressé au profit de l'emploi tertiaire. Les

---

<sup>393</sup> Thibault (G.), *Quelle stratégie industrielle pour la France face à la mondialisation ?*, Editions Technip, Paris, 2008, p. 124.

<sup>394</sup> En terme de fiscalité, La France et l'Allemagne sont moins attractives comparées à l'Irlande, à la Suède ou à la Finlande.

<sup>395</sup> Cf Allaoui (A.), *La compétitivité internationale, stratégies pour les entreprises françaises*, L'Harmattan, Paris, 2005, pp, 149-150. *Etudes économiques de l'OCDE* : France. OCDE, Paris, novembre, 2001, pp 59-60

pays émergents intéressent de plus en plus les multinationales et leurs actionnaires qui préfèrent investir là où ils ont plus de rentabilité avec un coût salarial quatre fois moins élevé qu'en France. En effet, il existe des écarts frappants du coût de travail dans le monde : le travail d'un ouvrier mexicain ou brésilien coûterait six fois moins que celui d'un ouvrier français ; celui d'un ouvrier de Hongkong ou de Taiwan trois fois moins ; celui d'un salarié lituanien neuf fois moins. Certes, la France est attractive au niveau des investissements étrangers (47 milliards de dollars en 2003 contre 29,8 pour les USA).<sup>396</sup> Cependant, cela peut témoigner aussi d'un manque de capitaux autochtones disposés à s'investir dans l'industrie et d'une mauvaise santé de sa politique industrielle qui se résigne à une dépendance croissante à l'égard des multinationales étrangères.

Une récente étude de l'INSEE<sup>397</sup> révèle que la croissance française est faible et volatile depuis le premier choc pétrolier. Ce dernier marque en effet, la fin de la période de forte croissance en France. Le graphique suivant nous montre la chute du taux de croissance du PIB depuis les années 1960. Entre cette date et 1974, la France connaissait une croissance moyenne de 5,6% par an. Mais, de 1975 à 2005, le taux croissance est tombé à 2,3% par an, même si le PIB en volume a quasiment doublé en trente ans. La France a dû faire face non seulement au chômage et à l'inflation persistante, mais aussi au ralentissement très marqué de l'activité sur ses marchés de l'exportation. Cette baisse à laquelle restaient confrontés tous les pays de la zone euro fut un frein à sa croissance à la fin des années 1990. L'ampleur de la baisse du taux de croissance a été comparable dans des pays comme l'Allemagne et l'Italie. Le développement du secteur des services n'a permis que partiellement de compenser les effets négatifs de la dégradation des relations commerciales internationales en raison du manque de compétitivité<sup>398</sup>. Ce caractère structurel propre à l'économie française a été décisif dans la compensation du ralentissement des activités liées à l'exportation.

---

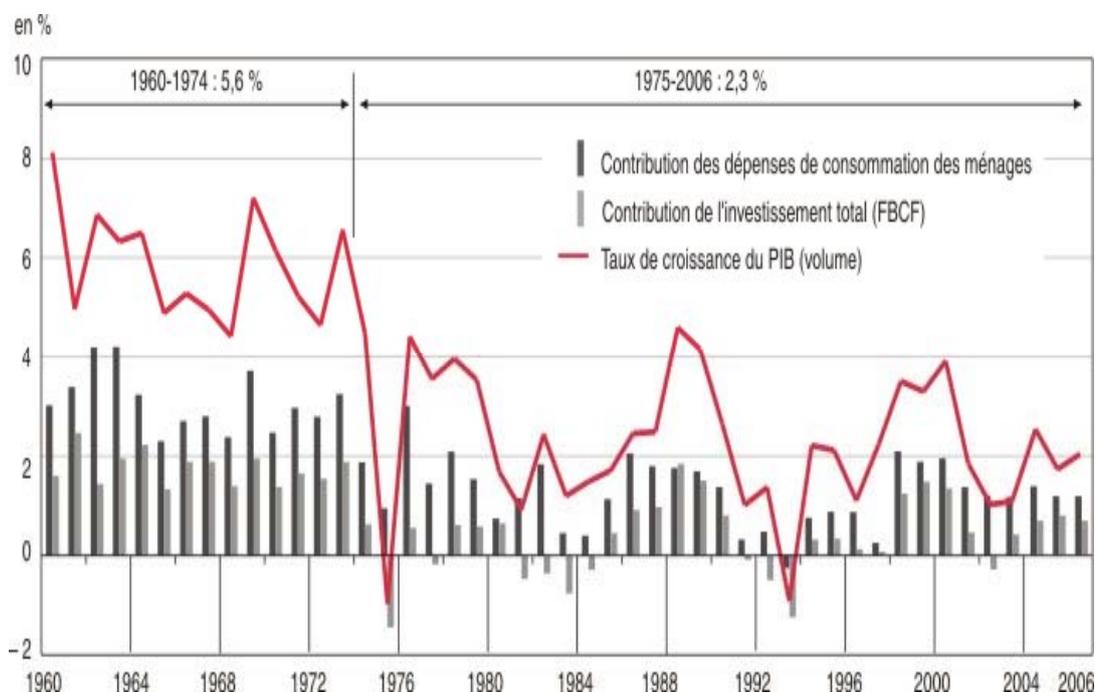
<sup>396</sup> *L'Observateur de l'OCDE*, n° 250, juillet 2005.

<sup>397</sup> Cf Bournay (J.) et pionnier (A.P) dans *Division, concepts, méthodes et évaluations des comptes nationaux*, INSEE, n°1136, mai 2007

<sup>398</sup> L'industrie française a elle aussi été victime de cette concurrence internationale qui fut à l'origine de la désindustrialisation de nombreux pays avancés.

Figure 38

Taux de croissance du PIB français en volume en pourcentage entre 1960 et 2006



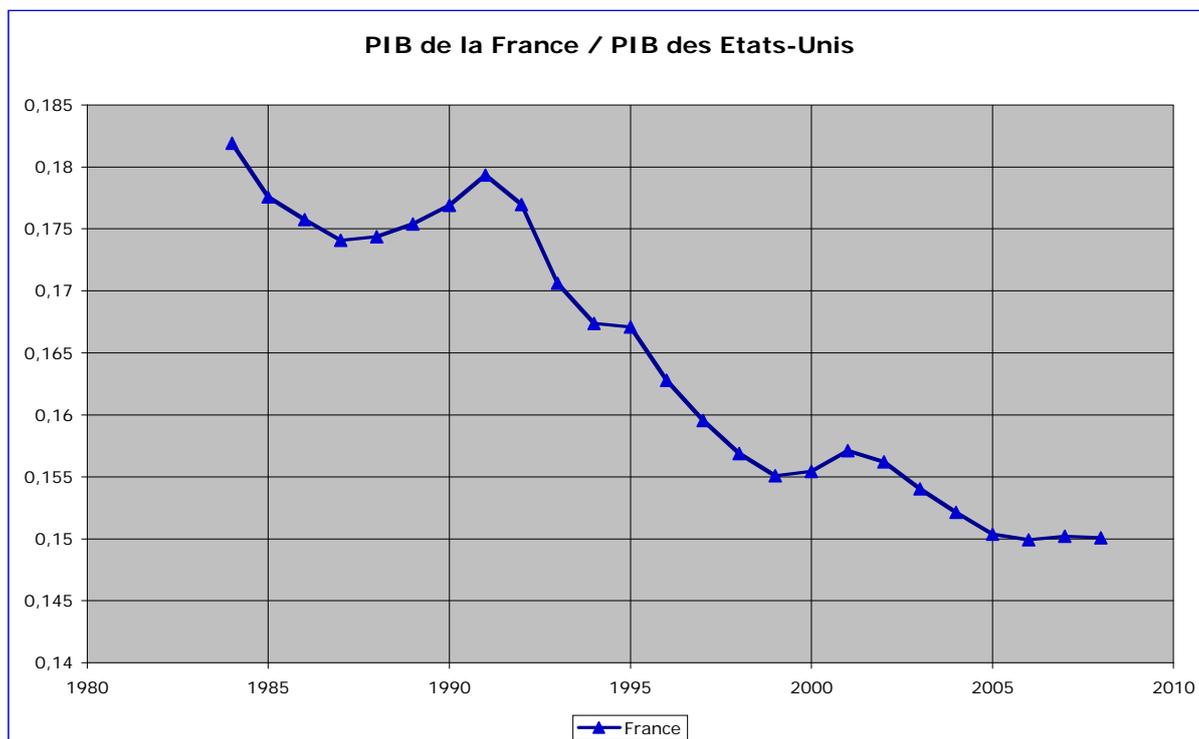
Source : Comptes nationaux de l'INSEE

Les indicateurs chiffrés montrent clairement ce manque de dynamisme de la France. Si le PIB de la France en dollars PPA de 1990 rapporté à celui des États-Unis était de 19,80% en 1974, il n'était que de 15,3% en 2007. Ce qui témoigne d'une perte de dynamisme considérable. Pour remédier à cet état de fait, le gouvernement français encourage les initiatives de développement afin de stimuler la production des richesses, assurer la soutenabilité des finances publiques, et regagner des parts de marché. Parmi ces initiatives, nous avons la mise sur pied des politiques de l'emploi. Ces mesures et ces dispositifs publics ont été amplifiés pour lutter contre le chômage accru et faciliter le retour à l'emploi. Occupant une place primordiale parmi les politiques publiques, l'incitation à l'emploi fait partie depuis les années 2000 de l'un des plus grands dispositifs engagés par le gouvernement français pour redonner du dynamisme à son économie. Cependant, beaucoup ont pensé qu'à force d'empiler des mesures et des réformes structurelles, les politiques de l'emploi restent inefficaces. D'autre part, le paysage européen et français en particulier a subi les effets des progrès techniques, de la mondialisation et de l'évolution des modes de vie. Ceux-ci ont modifié la structure des métiers de

telle sorte que la recherche d'emploi demeure difficile surtout pour les moins qualifiés.

Le développement continu des nouvelles technologies a engendré des mutations importantes dans les métiers. Par conséquent, l'on ne peut comprendre les mutations sociales quand on occulte surtout le phénomène de l'automatisation industrielle et celui de la place capitale des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les entreprises publiques et privées. Cette avancée a permis certes d'accroître radicalement la productivité des secteurs qui traitent, stockent, diffusent ou transmettent des masses d'informations comme c'est le cas des banques, assurances, organismes de sécurité sociale ; mais elle a en même temps imposé ses rigueurs dont l'épine dorsale reste la qualification et le professionnalisme. C'est dans ce sens qu'il faudra comprendre le changement d'organisation du travail. Ces effets du changement technique se sont traduits par exemple par l'évolution des transports et de la logistique. Au final, au fil du temps, le tissu des différents métiers dans l'emploi s'est modifié ainsi que les conditions d'exercice. Pour certains, le gouvernement français se doit de revaloriser le travail. Pendant que l'Allemagne a restructuré ses entreprises et réformé son marché du travail, le Royaume-Uni renoué avec le plein emploi, l'allègement de la fiscalité sur le travail ainsi que l'augmentation de sa production horaire pourraient certainement aider à réussir à redonner de la vitalité à l'économie française.

Figure 39  
PIB de la France / PIB des États-Unis 1984-2008



Source : A. Maddison, *op. cit.*

D'autre part, il faut aussi souligner que depuis le krach d'octobre 1987 qu'a connu l'agriculture, les revenus liés au travail de la terre ont nettement baissé. Cet évènement du « *Black day* » a freiné la hausse des rendements agricoles car, à partir de janvier 1987, les taux d'intérêt des emprunts à long terme commencent ainsi à remonter. Or, dans le secteur agricole, les recettes sont faibles et, avec le démantèlement progressif de la politique de soutien des prix, de plus en plus irrégulières.

Le manque de dynamisme de l'économie française se confirme durant la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. Parmi les causes de cette chute française, il y a le fait de n'avoir pas pu maintenir leurs parts d'exportation sur le marché mondial. La France ne réussit pas à rétablir sa compétitivité aussi rapidement que l'Espagne ou l'Allemagne, car la pression de la rue a obligé ses gouvernements successifs à renoncer à plusieurs projets. Le gouvernement Balladur a réussi en 1993 à porter la

durée de cotisation des salariés du privé pour les retraites de 37,5 ans à 40 ans.<sup>399</sup> Mais il a dû renoncer à l'instauration du contrat professionnel d'insertion prévoyant un salaire réduit pour les jeunes, disposition qui existe dans beaucoup d'autres pays européens. Le gouvernement Juppé qui lui a succédé dut remettre à plus tard la réforme des régimes de retraite spéciaux après une longue grève des transports publics en décembre 1995. En 1997-1998, le gouvernement de Lionel Jospin a abaissé la durée hebdomadaire du travail à 35 heures en compensation d'engagements de modération salariale, mais il lui a fallu étendre le bénéfice de cette mesure aux fonctionnaires ainsi qu'aux cadres du secteur marchand, ces derniers se voyant attribuer des congés supplémentaires.<sup>400</sup> Au total, malgré les baisses de charges sociales, les coûts salariaux horaires se sont trouvés accrus par le passage aux 35 heures et l'industrie française, affaiblie par la réduction du temps de travail de la fraction la plus efficace de sa population active, n'a pas su profiter complètement de la reprise mondiale des années 1998 à 2001.

Figure 40  
PIB par habitant de la France rapporté à celui des États-Unis selon Maddison et selon Heston et al. (1980-2009)



Sources : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdnc.nl/maddison>. Alan Heston, Robert Summers and Bettina Aten, *Penn World Table, Version 7.0*, Center for International Comparisons of Production, Income and Prices, at the University of Pennsylvania, March 2011.

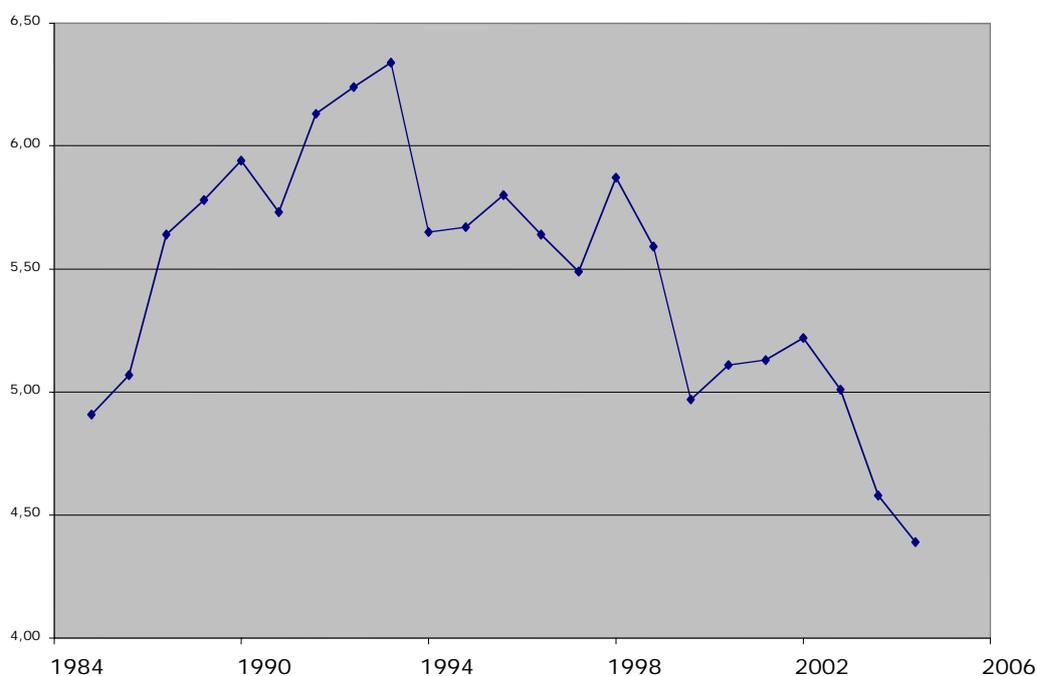
<sup>399</sup> Montenay (Y.), *Retraites, familles et immigration en France et en Europe*, l'Harmattan, Paris, 2006, p 61

<sup>400</sup> Les progrès techniques auraient poussé certains gouvernements à alléger le temps de travail. Depuis plus d'un siècle, la durée du travail n'a cessé de baisser en Europe.

La perte de compétitivité de l'économie française se marque par deux fortes chutes successives de la part française du marché mondial, la première entre 1998 et 2000 (trois quarts de point de pourcentage), et la seconde entre 2003 et 2006 (deux tiers de point de pourcentage). La part des exportations françaises sur le marché mondial, qui était remontée à 6% au début des années 1990, tombe à 4% en 2007 puis à 3,5% en 2010.<sup>401</sup>

Figure 41

Part des exportations de la France sur le marché mondial 1984-2006



Source : OMC.

À partir de 2002, sous le gouvernement Fillon, la loi sur les 35 heures a connu plusieurs assouplissements successifs sous forme d'un relèvement du contingent autorisé d'heures supplémentaires et, à partir de 2004, de la possibilité pour les entreprises de racheter un certain nombre de journées de repos compensateur. En 2003, la durée de cotisation pour la retraite a été portée à 40 ans

<sup>401</sup>OMC, Parts relatives des exportations mondiales 1957-2010

pour les fonctionnaires et les agents des services publics. Ces mesures ne semblent pas, jusqu'à présent, avoir produit d'effets décelables sur la compétitivité des entreprises et sur la croissance. Entre 2001 et 2008, une deuxième vague de désindustrialisation, après celle de 1978-1985, a détruit en France un demi-million d'emplois industriels en six ans.<sup>402</sup> Le taux de chômage français s'est maintenu à un niveau élevé et résiste à la baisse, atteignant 10% de la population active en 2010.

À la différence de l'Espagne, la France reste un pays à faible croissance : le taux de croissance du Produit Intérieur Brut par habitant n'a pas cessé de décélérer : de 2,5% par an entre 1970 et 1980, il est tombé à 2% en moyenne entre 1980 et 1990, puis à 1,6% entre 1990 et 2000. Sur 2 150 000 postes de travail créés entre 1984 et 2004, 900 000 seulement l'ont été dans le secteur marchand. Le coût horaire de la main-d'œuvre reste peu compétitif, bien que les salaires français soient justes dans la moyenne de ceux de l'Union Européenne : ce sont les prélèvements sociaux qui accroissent sensiblement le coût du travail<sup>403</sup>. Les réactions à la crise ont été longtemps dominées par la défense des emplois existants<sup>404</sup>. Toutefois, la hausse des coûts de main-d'œuvre, après avoir dépassé celle de la productivité avant 1984, s'est ralentie après cette date au point de lui être, désormais, légèrement inférieure.<sup>405</sup>

Durant la même période, la croissance de l'Allemagne n'a pas été plus rapide que celle de la France, mais son économie a pu éviter un déficit de la balance commerciale et la croissance repose moins que chez beaucoup de ses partenaires sur les politiques de stimulation du marché intérieur financées par l'endettement de l'État.

---

<sup>402</sup> Cohen (E.), « Après la période 1978-1985, nous assistons à une deuxième vague de désindustrialisation en France depuis 2002 », *Le Monde* (30-03-2008).

<sup>403</sup> En 2004, les cotisations sociales à la charge des employeurs représentent plus de 40% du coût salarial en France contre un peu plus de 10% en Irlande ou au Royaume-Uni.

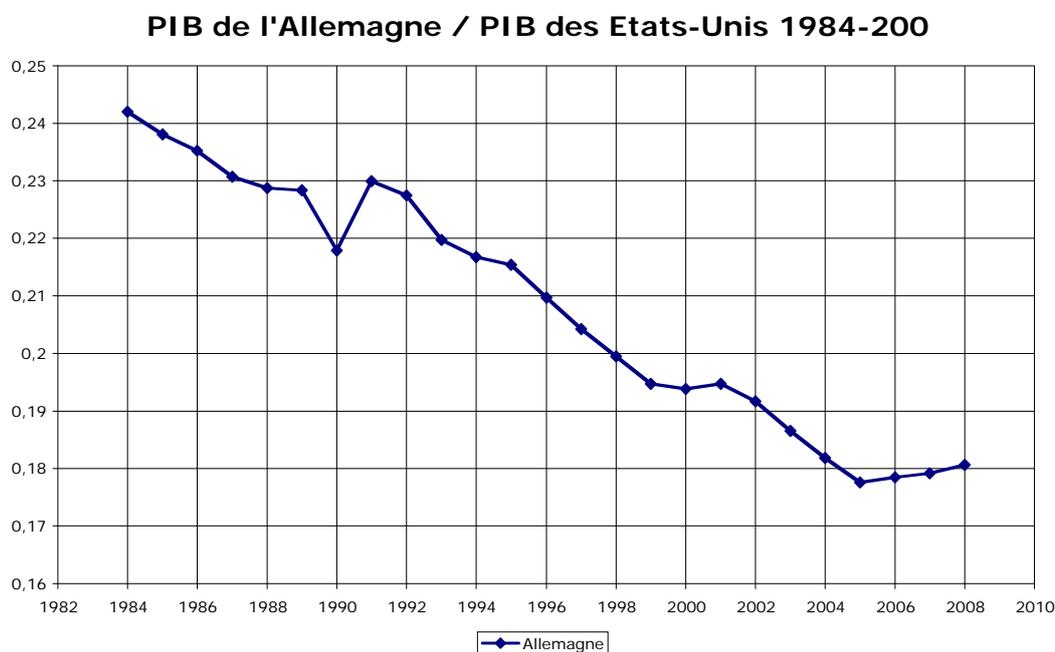
<sup>404</sup> Smith (T.B.), *France in Crisis*, Cambridge University Press, Cambridge, 2004, p. 111.

<sup>405</sup> Cf. Montaut (A.), INSEE, Division Salaires et revenus d'activité, « Une heure de travail salarié en 2004 », *INSEE Première* n° 1214 (nov. 2008).

## 11. 2. La lenteur de la croissance économique allemande

L'Allemagne garde tant bien que mal une situation stable. La nation allemande a réussi dans un premier temps à rétablir sa situation économique avant d'être rattrapée par la crise au cours des années 1990 en raison du coût de la réunification. En effet, elle a subi alors d'importantes pertes dans le domaine de la productivité et de la compétitivité, la réunification s'étant accompagnée d'une augmentation des taux d'intérêt, d'un alourdissement de la fiscalité et d'une vague de revendications sociales. Mais ces dures épreuves conjoncturelles ont été surmontées grâce à une sorte de restauration d'une dynamique d'ensemble des différents secteurs. L'économie allemande a connu une croissance de son PIB en deçà des taux affichés par d'autres pays émergents en Europe, mais elle est restée robuste à bien des égards, en conservant ses parts d'exportation sur le marché mondial et en évitant un endettement excessif de l'état qui aurait pesé sur sa croissance future.

Figure 42



Source : Angus Maddison, *op. cit.*

Malgré les difficultés entraînées par le coût de sa réunification, l'Allemagne parvient à maîtriser la hausse des prix et des salaires ainsi que les déficits publics.

Comment comprendre la résistance allemande et son adaptation aux différentes crises et conjonctures de la fin des années 1990 au début du XXIe siècle ? Cette résistance peut s'expliquer par des facteurs structurels parmi lesquels nous pouvons citer la grande pertinence nationale de la stratégie de compétitivité, un modèle d'organisation socio-politique visant à promouvoir la négociation entre les partenaires sociaux, une économie de marché avec peu de limitations à la concurrence, sans oublier l'apport considérable du syndicalisme allemand qui, loin d'être un facteur déstabilisateur, cherche à toujours trouver des consensus pour préserver la compétitivité industrielle et l'emploi.

Figure 43

PIB par habitant de l'Allemagne rapporté à celui des États-Unis selon Maddison et selon Heston et al. (1980-2009)



Sources : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>. Alan Heston, Robert Summers and Bettina Aten, *Penn World Table, Version 7.0*, Center for International Comparisons of Production, Income and Prices, at the University of Pennsylvania, March 2011.

D'autre part, l'accélération de la globalisation de l'économie et l'émergence de nouveaux « tigres de la croissance » ont mis d'une part nettement en lumière certaines carences, qu'il s'agisse par exemple du coût élevé du travail ou des menaces de délocalisation. L'Allemagne a une faible présence exportatrice dans le

domaine des hautes technologies ou des TIC. Elle est par contre bien connue sur le marché mondial dans le secteur de l'automobile, les produits chimiques, de l'acier et de la construction électrique. C'est la raison pour laquelle l'Etat entama la restructuration de l'économie depuis 1997-1998. Cela a permis un renouveau du capitalisme allemand ainsi qu'une internationalisation de la politique d'exportation. Le pays passa d'un modèle banque-industrie-formation professionnelle à un modèle fondé sur des opérations d'acquisitions transcontinentales, encouragées par les différents gouvernements.

Malgré ces limites, le poids et la puissance économique de l'Allemagne en Europe ne sont plus à démontrer. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, la réunification a permis à l'Allemagne, de se présenter à l'échelle du continent européen comme la puissance dominante. Ceci est dû au fait que le pays a su faire face aux différentes conjonctures et conserver une position de stabilité même durant les périodes les plus précaires. Le tableau de la répartition de la puissance économique et démographique dans l'Union européenne réalisé par la commission européenne en 1998 montre bien le poids allemand en matière économique et démographique.

Tableau 45

Répartition de la puissance économique et démographique de l'Allemagne et des autres pays d'Europe occidentale en 1998

Pays d'Europe des Quinze	PIB en milliards d'euros	Population en millions
Allemagne	1928	82,0
France	1283	58,2
Italie	1063	57,4
Grande-Bretagne	994	59,0
Espagne	485	39,7
Pays-Bas	325	15,6
Belgique	217	10,2
Suède	201	8,9
Autriche	187	8,1
Danemark	136	5,3
Finlande	90	5,1
Portugal	87	9,9
Grèce	75	10,5
Irlande	64	3,6
Luxembourg	15	0,4

Source : Commission européenne, 1998.

La position centrale occupée par l'Allemagne dans une zone dynamique que l'on appelle le « croissant » européen met le pays au confluent des échanges entre l'Ouest et l'Est. Avec un excédent commercial impressionnant de 121,7 milliards de DM en 1997, l'Allemagne peut en effet, revendiquer le statut de grande puissance commerciale d'autant plus que son excédent commercial a été multiplié par 5 entre 1991 et 1997.

La performance de l'Allemagne en matière d'exportations industrielles est traditionnellement fondée sur une politique de maîtrise des coûts de production et

de rigueur budgétaire. L'Allemagne a été ébranlée, après sa réunification, par une grave crise sociale. La réunification a eu un côté positif, qui est celui de l'effondrement du système communiste et de la disparition du clivage idéologique et politique au profit de l'unité allemande. Cependant, le prix à payer a été lourd pour l'économie nationale. Entre 1992 et 1993, la difficile reconversion de l'économie est-allemande finit par provoquer un profond creux économique. Nous pouvons citer entre autres, l'augmentation des impôts, la baisse des dépenses dans le domaine social, l'augmentation de l'emprunt, la chute des exportations et le mécontentement des populations : celles de l'Est surtout, face au taux de chômage très élevé, mais aussi celles de l'Ouest face à l'alourdissement de la fiscalité. Malgré tous ces problèmes, le pays a su maintenir son secteur industriel. Il s'agissait en guise d'exemple, de l'industrie chimique ou encore de la mécanique. Il est certain que le syndicalisme allemand avait fait preuve pendant des décennies, d'une souplesse et d'une harmonie sans faille en trouvant toujours un système de compromis avec les directions des entreprises. Cependant, cela n'a pas empêché sa crise qui a eu des retentissements considérables dans certains secteurs comme l'industrie. Etroitement lié aux facteurs de production, le syndicalisme peut bel et bien mettre à l'épreuve l'évolution de la croissance quand les divergences internes mettent au péril la bonne marche d'une économie nationale. Il faut signaler qu'après la réunification, le syndicalisme allemand a été en crise : le DGB (*Deutscher Gewerkschaftsbund*)<sup>406</sup> a connu un recul du nombre de ses adhérents. D'aucuns pensent même que la crise du syndicalisme réside aussi dans le vieillissement de ses effectifs auquel s'ajoutent les divergences internes. Cette crise qui s'est traduite par des luttes intestines a sans aucun doute porté atteinte à la croissance économique en fragilisant le système de compromis qui a été instauré entre le gouvernement allemand et les syndicats. C'était dans ce contexte que Dieter Schulte, président du DGB de 1994 à 2002, pensait que les syndicats allemands devaient s'inscrire principalement dans la défense collective des revendications salariales sans perdre la crédibilité de l'opinion publique. Pour ce faire, il fallait davantage s'engager dans la lutte pour l'emploi et la répartition juste

---

<sup>406</sup> Certains employés et fonctionnaires n'avaient pas hésité à mettre sur pied le CGB (*Christlicher Gewerkschaftsbund* ou Fédération des syndicats chrétiens, fondé en 1959 à Bonn.) Cependant il faut souligner que depuis l'unification allemande en 1990, en dehors du *Deutscher Beamtenbund* (DBB fondé en 1949), le nombre des salariés syndiqués au sein de la DGB avait nettement diminué en dehors des adhérents venus massivement des syndicats allemands.

de la durée du travail. Pour lui, défendre l'intérêt des salariés c'était aussi être les porte-paroles des jeunes pour leur permettre d'accéder plus facilement au marché de l'emploi (ce qui signifiait qu'il ne fallait plus donner la priorité aux revendications salariales). Quant à Klaus Zwickel, président du syndicat IG Metall, il prit assez vite le risque de délocalisation au sérieux. À son Congrès de Berlin en novembre 1995, fort de sa réélection par plus de 92% des délégués, il affirma que l'emploi dépendait désormais de la baisse des coûts salariaux et non de la baisse de la durée du travail. Il proposa un pacte pour l'emploi (*Bündnis für Arbeit*) entre les syndicats, le patronat et le gouvernement, où un engagement de modération salariale serait échangé contre des garanties d'emploi<sup>407</sup>.

Comme nous pouvons le constater, la recherche d'autonomie des différents syndicats fut un véritable problème. Mais cela n'a pas empêché, aussi bien le patronat que les syndicats, de continuer à trouver les clefs de préservation et de création d'emploi ainsi que d'autres voies et moyens pour relancer la croissance économique nationale. Si nous examinons par exemple l'état des entreprises allemandes qui ont joué un rôle fondamental dans la place qu'a occupée le pays au sein du marché mondial, nous pouvons noter qu'elles ont des statuts bien particuliers. La loi de 1952 qui portait sur la constitution interne de l'entreprise (*Betriebs Verfassungsgesetz*) la définissait comme une institution à la fois durable et autonome, ne dépendant pas de l'Etat et de l'administration. Cette pensée qui rentre dans le cadre de l'économie sociale marché a été, et est encore de nos jours, une des forces de la nation allemande. Il ne s'agit pas seulement de faire du profit, mais de hisser le métier de l'entreprise à son plus haut niveau, afin de préserver sa durabilité et son dynamisme compétitif international. L'autonomie de négociation (*die Tarifautonomie*), les accords d'associations (*Verbandsvertrag*) qui sont ficelés entre les organisations syndicales d'une part et celles du patronat d'autre part ou les accords d'entreprise (*Firmenvertrag*) ont permis de répondre efficacement à la perspective de croissance allemande en s'adaptant bien sûr aux nouveaux contextes socio-économiques.<sup>408</sup>

---

<sup>407</sup> S. Milano, *Allemagne. La fin d'un modèle*, Aubier, Paris, 1996, p. 264.

<sup>408</sup> La cogestion, qui a été instituée en 1951 dans les industries minières et étendue en 1976 à toutes les entreprises de plus de 2 000 salariés, est considérée comme l'un des piliers de l'économie

Le réalisme économique des syndicats est partagé par le parti social-démocrate. Aux élections législatives de 1998, les chrétiens-démocrates furent battus par une coalition des sociaux-démocrates et des écologistes. Or, à peine élu chancelier, Gerhard Schröder, renonça à son programme de relance par la consommation et donna la priorité au retour à la compétitivité. Il entama une politique de baisse de l'impôt sur les sociétés et d'allègement des charges sociales. Ces mesures, annoncées dans un discours le 14 mars 2003, furent concrétisées par quatre lois rédigées par le Ministre de l'Emploi, Peter Hartz. En 2003, il repoussa l'âge légal de la retraite à 65 ans. Les syndicats acceptèrent de revenir sur l'abaissement de la durée hebdomadaire du travail<sup>409</sup>. Alors qu'un salarié allemand coûtait 60% plus cher que la moyenne des salariés de l'Europe des Quinze en 1999, il revenait à 6% de moins en 2005. Le coût salarial réel a diminué entre 1993 et 1996 de -0,9% puis de - 1% entre 1996 et 2005.<sup>410</sup> Revenus au pouvoir en 2005 avec Angela Merkel, les chrétiens-démocrates complétèrent ces mesures par une hausse de trois points de la TVA, portée en 2007 de 16 à 19%.<sup>411</sup> La part de marché de l'Allemagne dans le commerce mondial resta ainsi voisine de 10 % de 1995 à 2010, alors que celle de la France passait dans le même temps de 6 % à 3,5 %, celle de l'Italie de 5 % à 3 % et celle de l'Espagne de 2 % à 1,5 %. Après avoir atteint son point culminant en 2005, le taux de chômage de l'Allemagne baissa à nouveau et, malgré la dépression causée par la crise des *subprimes*, il s'établit en 2010 à 7% (Allemagne de l'Est comprise) contre 10% en France après avoir été pour l'Allemagne de 8,3% en 2006 et 7,9% en 2007.<sup>412</sup> En 2009, le déficit des finances publiques de l'Allemagne atteignait 3,3% du PIB contre 7,5% pour la France et 13,6% pour la Grèce. Cela est dû au fait que depuis 2008, la situation

---

allemande. Reposant notamment sur la représentation, dans les conseils de surveillance, des salariés à parité avec les actionnaires, elle permet des relations moins conflictuelles au sein des entreprises.

<sup>409</sup> En 2004, deux entreprises emblématiques de l'économie allemande, *Daimler* et *Siemens*, renégocièrent avec *IG Metall* la durée hebdomadaire du travail, fixée depuis 1994 à 35 heures, pour revenir à 40 heures en échange de la renonciation à des projets de délocalisation. En 2005, les salariés de la *Deutsche Bahn* acceptèrent de renoncer à l'accord sur les 38 heures hebdomadaires et de revenir à 40 heures sans compensation salariale en échange de la garantie d'absence de licenciements secs jusqu'à 2010.

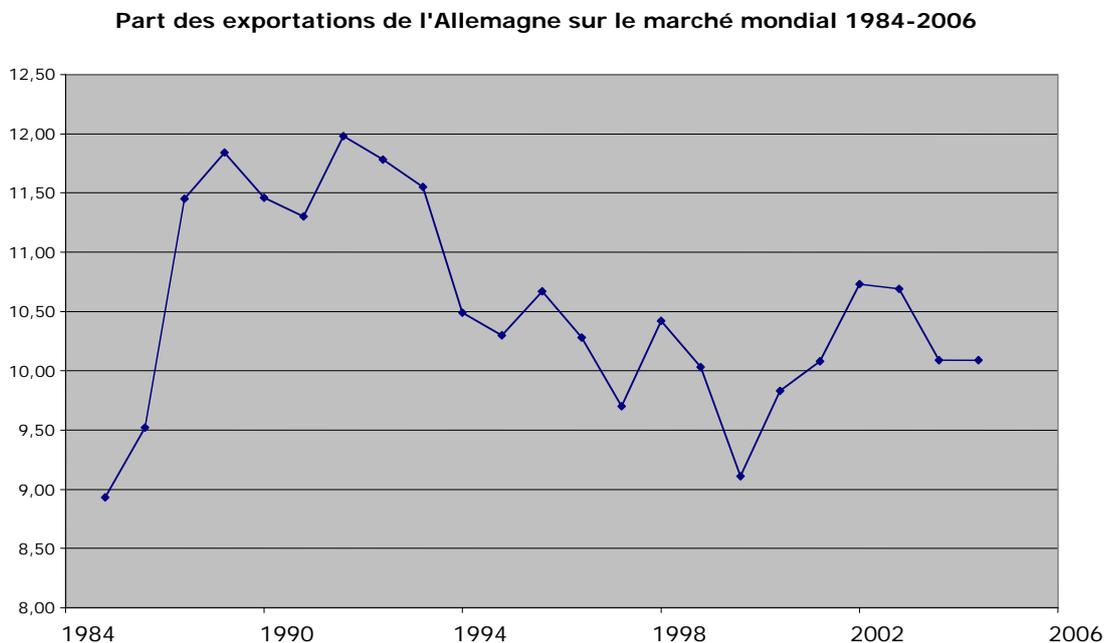
<sup>410</sup> Aglietta (M.) et Berribi (L.), *Désordre dans le capitalisme mondial*, Editions Odile Jacob, Paris, 2007, p 53.

<sup>411</sup> Hege (A.), *Regards sur l'Allemagne unifiée*, Documentation Française, Paris, 2006, p 16.

<sup>412</sup> Perspectives de l'emploi, OCDE, 2008, p 24.

des finances publiques dans la zone euro s'est fortement dégradée.<sup>413</sup> Le déficit budgétaire global est passé de 0,7% du PIB à cette date, à 6,3% en 2010.<sup>414</sup>

Figure 44



Source : OMC.

Toutefois, l'une des forces de l'économie allemande est inséparable de ses excédents commerciaux. Le solde positif de sa balance commerciale témoigne encore une fois de la solidité de son secteur de l'industrie et des entreprises ainsi que des services. Passant de 22,8 milliards en 1991 à 199 milliards de dollars en 2007, les excédents commerciaux ont joué un rôle crucial dans l'équilibre économique national.

<sup>413</sup> Etudes économiques de l'OCDE, zone euro, OCDE, 2010, p 106.

<sup>414</sup> *Ibid*

Tableau 46  
Evolution de l'excédent commercial allemand en milliards de dollars US  
entre 1991 et 2010

1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
22,8	34	59,2	71,9	86,8	98,4	121,7
1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
72,3	59,3	54,8	85,7	125,6	146,8	146,8
2005	2006	2007	2008	2009	2010	
198	159	199	176,2	136	154,3	

Source : Gougeons (J.P), *Comprendre l'économie allemande*, Hachette, Paris, 1998, p 98. OMC. *Panorama des statistiques de l'OCDE 2010, Economie, environnement et société*, OCDE, Paris, 2010, p 67.

La puissance de l'Allemagne ainsi que ses grandes capacités d'innovation et d'exportation dans le domaine industriel ne doivent pas pour autant cacher l'important déséquilibre économique existant entre la Ruhr, une région à la fois industrielle et urbaine fortement frappée par la désindustrialisation et le sous-emploi, et le sud du pays, économiquement plus dynamique et beaucoup moins touché par le chômage. Si l'Allemagne a pu faire bonne figure face au dynamisme et aux performances spectaculaires des pays modèles dans le domaine de la croissance comme l'Irlande, c'est surtout grâce à sa puissante industrie qui couvre tous les domaines.

La croissance régulière de l'Allemagne est aussi le fruit de son adaptation au contexte économique de l'époque. Ses capacités à intégrer le monde moderne dans des domaines fondamentaux constituent une force à souligner. Le cas de l'industrie pharmaceutique en est un exemple. Dans ce secteur, l'Allemagne ne cesse de se distinguer et garde une position prédominante sur le marché extérieur. À cela s'ajoute aussi l'effort de l'État pour réduire les dépenses administratives excessives et adapter une série d'institutions du marché du travail en l'organisant pour réduire les conséquences des crises conjoncturelles. Toutefois, bien que

l'économie allemande demeure robuste à bien des égards, il est important de souligner ses principaux problèmes et enjeux. L'Allemagne est une nation qui a su conserver un dynamisme dans l'exportation en faisant bénéficier son économie de ses grandes capacités d'innovation dans le domaine industriel (l'industrie de l'automobile en est un exemple). Cependant, si l'on en croit les études récentes de l'OCDE,<sup>415</sup> malgré son dynamisme économique enviable, l'Allemagne a cédé du terrain. Le ralentissement de la croissance du PIB potentiel a été visible en 2004 et la croissance aurait été tout juste de 1,5%. Par conséquent, certains observateurs n'hésitèrent pas à s'interroger sur le destin du modèle allemand. Partis du constat selon lequel le déclin du taux de croissance de l'économie allemande mérite une attention particulière, nombreux sont les historiens, économistes ou analystes qui s'interrogent sur la situation économique allemande des années 2000. Comment concilier liberté économique et solidarité? Comment réveiller un pays qui s'appauvrit, dont les habitants sont pourtant riches? L'Allemagne doute et s'interroge sur son avenir. Doit-elle sauter dans le grand bain libéral ou adapter son système social? Le miracle allemand, après avoir permis pendant cinquante ans de combiner liberté économique et solidarité sociale, économie de marché et régulation, comptait en 2005, point culminant de la crise qu'elle subissait alors, 5 millions<sup>416</sup> de chômeurs, une croissance au point mort, un déficit budgétaire de 3,7%, des transferts sociaux représentant 42% des revenus et un système de protection en quasi-faillite.<sup>417</sup> Durant les années qui suivirent, les effets des mesures prises depuis 2003 se firent enfin sentir : la croissance reprit, le taux de chômage baissa rapidement et l'industrie put faire face à la crise des *subprimes* par des mesures de chômage technique, profitant ensuite à plein de la reprise de la demande mondiale en 2010.

Au final, face à cette nouvelle donne économique, l'État allemand a redynamisé les différents secteurs de son économie en réduisant la dette publique ainsi que les distorsions budgétaires. Après la réduction progressive de l'impôt sur le revenu, l'un des objectifs prioritaires pour lutter contre cette stagnation consiste à s'inscrire dans un cadre cohérent reliant l'amélioration budgétaire à la réforme

---

<sup>415</sup> Cf *Etudes économique de l'OCDE*, Allemagne, OCDE, 2008

<sup>416</sup> Ce chiffre est passé à 8,4% en 2007. Cf Hau (M.) et Mandon (N.N), *Op.cit.*

<sup>417</sup> Buridant (J.), Figliuzzi (A.), Montoussé (M.), Noel (G.), Vaslin (J.M) et Waquet (I.), *Histoire des faits économiques*, Editions Bréal, Paris, 2007, p. 251.

des dépenses publiques, faire face à l'alourdissement des dépenses lié au vieillissement de la population en facilitant la création d'emplois sur le marché. En réduisant ses coûts de main-d'œuvre, l'Allemagne a connu en 2010 une reprise de sa croissance tirée par les exportations vers les pays émergents et est sortie plus vite de la crise des *subprimes*.

### **11. 3. L'Italie : du keynésianisme à la désinflation compétitive :**

Comme la France, l'Italie a beaucoup tardé à remettre en question les orientations keynésiennes et socialisantes prises au début de la crise. Gouvernée par des coalitions instables constituées autour d'un parti centriste, la Démocratie Chrétienne, l'Italie a vécu longtemps sous la pression des mouvements sociaux radicaux de la période 1968-1970. Le statut des travailleurs (*statuto dei lavoratori*) voté en 1970 a rendu les licenciements individuels pratiquement impossibles, l'employeur devant donner un « juste motif » dont l'appréciation était laissée au juge, que le salarié saisissait presque toujours<sup>418</sup>. Quand le licenciement était jugé illégitime, l'entreprise était tenue de le réintégrer avec un dédommagement. Une échelle mobile d'indexation des salaires sur les prix fut mise en place, avec un mécanisme de révision trimestrielle<sup>419</sup>. La rigidité des lois votées à cette époque ne fut compensée que par les pratiques qui permettaient de les contourner. Les entreprises ne déclaraient qu'une partie de leur chiffre d'affaires et de leurs effectifs salariés, notamment lors du franchissement du seuil de dix salariés au-dessus duquel s'appliquaient de nombreuses règles en matière d'hygiène, de sécurité ou de fiscalité. En fait, des centaines de milliers d'enfants de moins de quinze ans étaient employés clandestinement, dans les petites entreprises familiales de l'Italie centrale.

A partir de 1974, le chômage progressa rapidement, surtout dans le Mezzogiorno, où les grands complexes industriels qui y avaient été édifiés dans

---

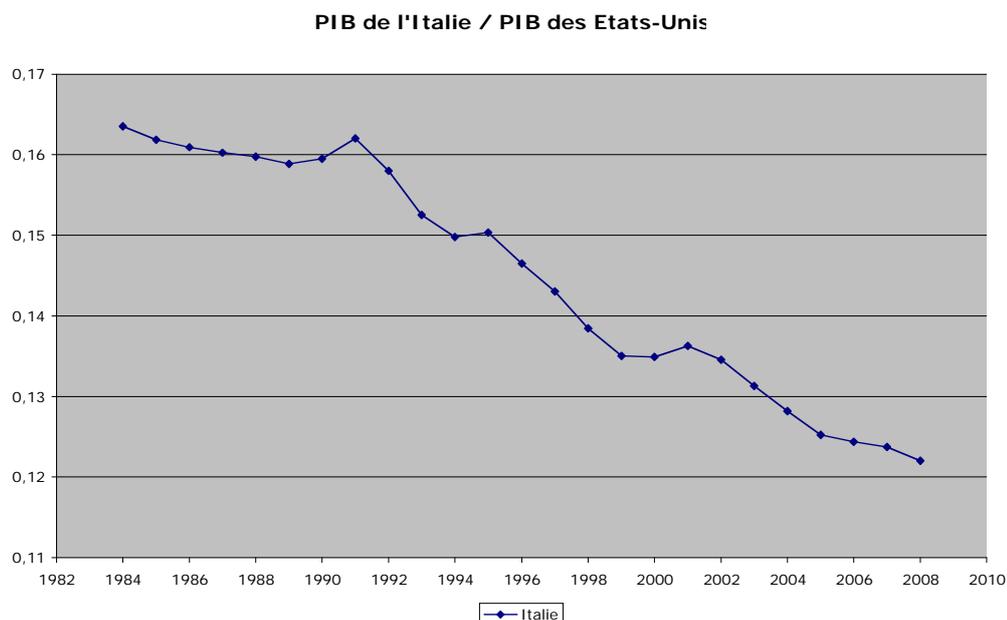
<sup>418</sup> Hau (M.) et Mandon Narvaiza (N), *Op.cit*, p 51

<sup>419</sup> *Ibid.*

les années soixante révélèrent leur fragilité.<sup>420</sup> Mais, à l'échelle du pays tout entier, l'Italie maintint ses effectifs industriels jusqu'en 1984 grâce à la flexibilité de la main-d'œuvre des petites et moyennes entreprises du Nord-est et de l'Italie centrale. Le fait que l'indemnisation du chômage soit restée longtemps très modeste en Italie explique la forte incitation au travail qui prévaut dans le centre et le nord du pays. Néanmoins, les chiffres du chômage ne cessèrent d'augmenter, jusqu'à 9,7% en 1982, et résistèrent à la baisse durant le contre-choc pétrolier des années 1986-1990. Après 1984, la désindustrialisation fut brutale en Italie, avec 1,9 millions d'emplois perdus dans l'industrie entre 1984 et 1996. En 1988, le taux de chômage italien atteignit le pic de 11% et se maintint aux environs de 10% les deux années suivantes.<sup>421</sup> L'année 1988 connut une forte poussée des grèves dans les services publics.<sup>422</sup>

Figure 45

PIB de l'Italie rapporté à celui des États-Unis 1986-2008



Source : A. Maddison, *op. cit.*

<sup>420</sup> La Mezzogiorno ou le Midi comprend six régions : sud du Latium, Abruzzes, Molise, Campanie, Pouilles, Basilicate et Calabre et deux régions autonomes que sont la Sardaigne et la Sicile. Représentant 43% du territoire, soit 131000 km<sup>2</sup>, il a longtemps dépendu de la Casa per il Mezzogiorno ou la caisse du Midi, créée depuis 1950 pour son développement.

<sup>421</sup> Hau (M.) et Mandon (N.N), *Op.cit*

<sup>422</sup> Ces grèves ont constitué un frein à l'expansion économique dans un contexte mondial où les États d'Europe occidentale cherchèrent à profiter de la reprise et de la baisse des prix du pétrole pour redynamiser leur croissance.

Figure 46

PIB par habitant de l'Italie rapporté à celui des États-Unis selon Maddison et selon Heston et al. (1980-2009)

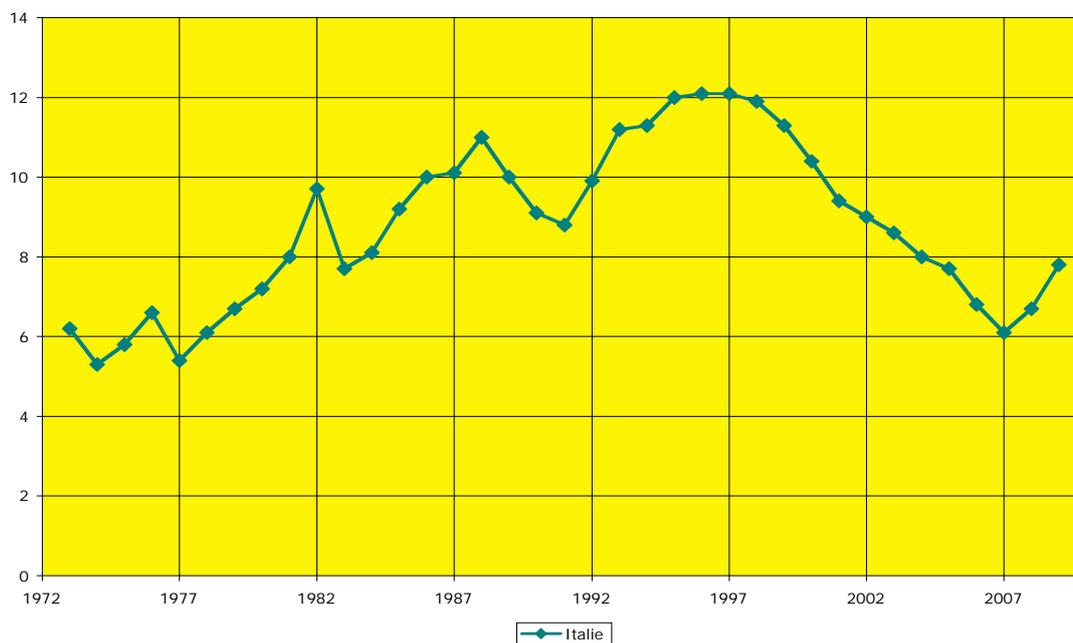


Sources : Angus Maddison, *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, <http://www.ggdc.nl/maddison>. Alan Heston, Robert Summers and Bettina Aten, *Penn World Table, Version 7.0*, Center for International Comparisons of Production, Income and Prices, at the University of Pennsylvania, March 2011.

Les déficits publics annuels s'accumulèrent jusqu'en 1994, portant le niveau de la dette à 122% du PIB cette année-là. Pendant cette période, l'Italie fut encore l'un des pays de l'OCDE les plus endettés et cela apparaît nettement si on se fonde sur l'incidence de la dette publique par rapport au PIB. Certaines études ont même estimé ce chiffre en 1994, à 124%.<sup>423</sup> De 1972 à 1994, les gouvernements successifs avaient développé les budgets sociaux et augmenté le nombre de fonctionnaires sans accroître les prélèvements obligatoires. Cette situation empêchait l'Italie de satisfaire aux critères du traité Maastricht, qu'elle avait pourtant signé en 1992, et lui interdisait de participer à la mise en place de la monnaie commune s'il n'y était pas porté remède.

<sup>423</sup> *Etudes économiques de l'OCDE*, Italie, 2002, pp 58-59.

Figure 47  
Évolution du taux de chômage en Italie entre 1973 et 2009



Source : Nuria Narvaiza-Mandon, *L'explosion du chômage en Europe. Une analyse nationale et régionale, 1973-2000*, th. Université Marc Bloch, Strasbourg, 2004, Annexes. Eurostat, *Annuaire statistique 2000-2009*.

Les choses commencèrent à changer en 1990. Le droit de grève, prévu dans la Constitution, mais non réglementé, fit l'objet d'une loi votée en 1990 avec l'accord des trois principales confédérations syndicales italiennes. A partir de cette date, le pays s'est doté d'une loi qui régissait l'exercice du droit de grève dans les « services publics essentiels ». C'est dans ce contexte qu'une commission composée de juristes et de sages envisageait de garantir cet équilibre. Il faudra attendre l'an 2000 pour que la loi de 1990 soit remaniée et désormais toute grève devra répondre au respect d'un préavis de dix jours<sup>424</sup> imposé, sans quoi, l'Etat fera appel à des procédures de sanctions et de réquisition. L'Italie, jusque-là, pays de grèves et d'affrontements, vit s'établir une paix sociale négociée par des syndicats encore puissants qui acceptèrent en 1993 l'abandon d'une échelle mobile généralisée, en contrepartie de la fin du laxisme fiscal à l'égard des professions libérales.

---

<sup>424</sup> Fontanel (M.) et Saintoyant (N.G.V), *Le modèle social français*, Odile Jacob/La Documentation Française, Paris, 2007, p 125. Ce préavis de grève devra en outre indiquer la durée de la grève (l'annonce d'une durée maximale et un service minimal). Dans des pays comme l'Allemagne et le Danemark, les fonctionnaire sont interdit du droit de grève. Quant aux agents publics, celle-ci ne doit être qu'un recours après discussion.

Le 27 mars 1994 marquait la défaite cuisante de la gauche italienne. La coalition de droite regroupée par Silvio Berlusconi obtenait 46,4% des voix contre 34,4% pour l'Alliance progressiste, tandis que les centristes démocrates chrétiens du Pacte pour l'Italie étaient crédités seulement de 15,7%.<sup>425</sup> L'électorat italien porta alors au pouvoir un parti populiste, *Forza Italia* (Allez l'Italie) fondé par un néo-libéral convaincu, Berlusconi. Devenu chef du gouvernement, il commença par lancer une politique de redressement des finances publiques, de privatisations et d'accroissement de la flexibilité du travail. La vente à des intérêts privés de quatre grandes entreprises nationales, *l'Istituto per la Ricostruzione Industriale (IRI)*, *l'Ente Nazionale Idrocarburi (ENI)*, *l'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica (Enel)* et *l'Istituto Nazionale delle Assicurazioni* avait permis de diminuer le montant total de la dette. Silvio Berlusconi fut renversé au bout d'à peine deux ans. Mais la coalition de gauche dite « L'Olivier », qui lui succéda et qui gouverna de 1996 à 2001 ne revint pas sur les orientations libérales prises après 1994.<sup>426</sup> Afin d'éviter que le vieillissement puisse peser sur l'appareil productif italien, elle faisait plafonner le montant des retraites. Le trésor public avait bouclé l'année 1993 avec un déficit estimé à 155 000 milliards de lire.<sup>427</sup> Désormais, le déficit de l'INPS (*Instituto Nazionale della previdenza sociale*) pouvait compter sur le récent décret-loi qui autorisait le départ en retraite anticipée de 24 000 salariés.<sup>428</sup>

---

<sup>425</sup> Foro (P.), *Les transitions italiennes, de Mussolini à Berlusconi*, L'Harmattan, Paris, 2004, p 169.

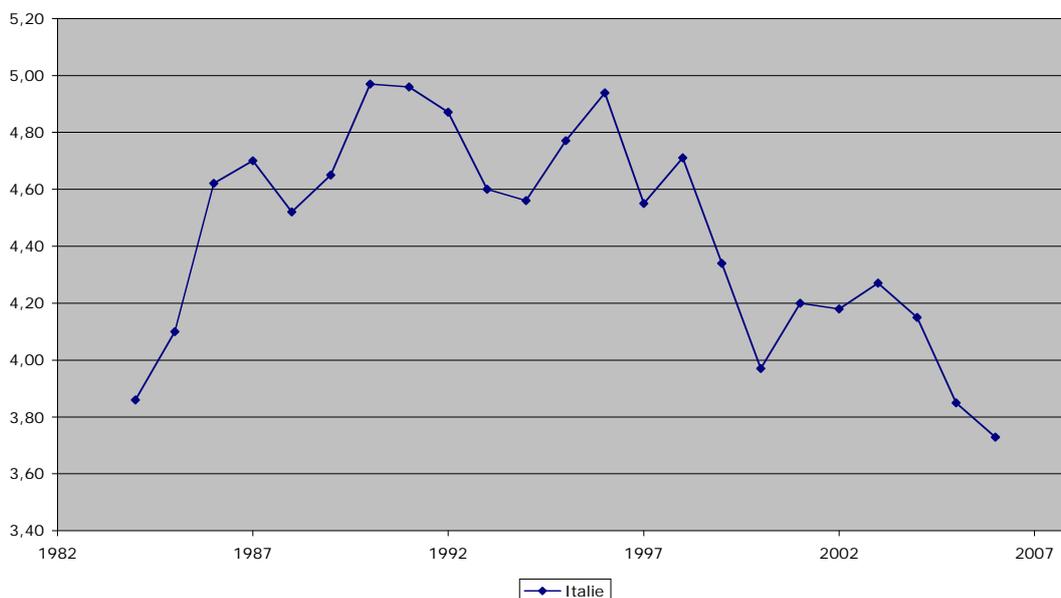
<sup>426</sup> Hau (M.) et Mandon (N.), *Op.cit.*, pp 53-54

<sup>427</sup> Guimbard (C.), *Où va l'Italie ?* Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1994, p 255

<sup>428</sup> *Id. Ibid*

Figure 48

Italie: part du marché mondial 1984-2006



Source: OMC.

Au total, depuis 1994, l'Italie a payé d'une faible croissance économique les efforts de réduction des déficits publics accumulés dans les deux décennies précédentes. Mais le passage à l'Euro<sup>429</sup> l'a fait sortir dans une certaine mesure, de la culture d'inflation. Pour certains, l'Italie cherche toujours en vain à atteindre la réalisation de sa politique économique. Il s'agit depuis un certain moment, de faire face au vieillissement de sa population et d'assurer la viabilité de ses finances publiques. Après avoir stagné en 2002 et en 2003, la croissance s'est accélérée en 2004 mais elle reste depuis cette date dans un état modéré. Toutefois, les échanges italiens avec les États-Unis et le Japon sont même devenus fortement excédentaires. Le chômage a baissé depuis 1996 de façon lente, mais ininterrompue, passant de 12,1% de la population active cette année-là à 11,3% en 1998, de 9,1% en 2001 à 6,1% en 2007<sup>430</sup>. Des pénuries de main-d'œuvre sont apparues dans la restauration, le bâtiment-travaux publics et la santé. Elles ont été comblées, comme en Espagne, par l'immigration. En cinq ans, de 1999 à 2004, l'Italie a régularisé 1,4 millions d'immigrés. En 2007, le pays comptait environ 3,7 millions de résidents

<sup>429</sup> Un euro est égal à 1936,27 lire italiennes.

<sup>430</sup> EUROSTAT, *Taux de chômage des pays d'Europe de 1996 à 2009*, EUROSTAT 01/12/2010

réguliers de nationalités étrangères.<sup>431</sup> Le système de “quotas” annuels d’admission d’étrangers pour des raisons de travail est bien connu dans ce pays. Les étrangers hautement qualifiés et les saisonniers ont fini par faire de cette partie de l’Europe, jadis terre d’émigration, à une patrie d’immigration.<sup>432</sup>

L’Italie peut alors tirer pleinement parti du dynamisme de ses petites et moyennes entreprises familiales nombreuses et capables de fonctionner en réseau dans le cadre de districts industriels. Trop orientées vers des technologies de bas ou moyen niveau, elles souffrent cependant de la concurrence de la Chine après l’adhésion de cette dernière à l’Organisation Mondiale du Commerce en décembre 2001. En 2002, l’Italie a créé des « districts technologiques », axés, comme les « pôles de compétitivité » en France, sur un rapprochement entre industries, organismes de recherche et universités. De nouvelles entreprises prennent la relève dans les biotechnologies, la mécanique avancée ou l’électronique.

#### **11.4. Haut niveau de vie et croissance économique ralentie : la Suisse et la Suède**

Les cas de la Suisse et de la Suède constituent un véritable paradoxe. L’économie suisse figure parmi les plus prospères au monde avec un taux de chômage faible, une inflation réduite, sans oublier sa place incontournable dans le domaine des banques et des finances. Epargnée par les deux guerres mondiales et leurs conséquences, cette nation passa d’un pays industriel à un carrefour des services, des finances, du commerce et du tourisme.

En effet, à la fin de la deuxième guerre mondiale, un moment où les pays industrialisés européens s’efforçaient de relever leurs économies, la Suisse disposait déjà d’un appareil productif intact. Son économie d’après-guerre fut caractérisée par une augmentation constante de l’emploi et de la production grâce

---

<sup>431</sup> Morice (A.) et Potot (S.) (ed.), *De l’ouvrier immigré au travailleur sans papiers. Les étrangers dans la modernisation du salariat*, Karthala, Paris, 2008, p 248.

<sup>432</sup> Les associations, les bénévoles ou les institutions religieuses ont contribué à la régularisation massive des années précédentes face à une extrême droite souvent réfractaire à l’afflux des immigrés en terre italienne.

à un effort national dans le domaine des technologies et à la formation professionnelle très poussée des salariés dans les entreprises. La Suisse a connu une période très faste. Celle qui s'étend des années 1950 aux années quatre-vingt constitue l'âge d'or de la Suisse. Elle s'afficha comme la place financière internationale grâce à la part importante de ses transactions avec l'étranger. L'une des explications réside aussi dans la part de l'Europe dans les activités financières internationales des banques de la Suisse. Par suite de l'émergence des euro-marchés, les banques suisses ont rapidement joué un rôle prépondérant en développant des liens étroits avec tous les pays d'Europe. Ce caractère international et cet esprit de coopération sur le plan financier ont fait conserver à la Suisse son originalité économique. Entre 1947 et 1971, le total du bilan de l'ensemble des banques suisses aurait été multiplié par six en francs courants et celui des grandes banques par plus de huit. Cependant, bien qu'il existe une stabilité monétaire et bancaire, la croissance suisse n'est plus aussi dynamique qu'elle l'était dans l'immédiat après-guerre.

Pour beaucoup, l'insertion de l'économie suisse au sein de l'Union européenne est un moyen qui pourra redynamiser la croissance. Mais les électeurs suisses se sont prononcés par référendum contre la création d'un espace économique européen qui aurait associé étroitement la Suisse à l'Union Européenne. Pourquoi une telle réticence de la Suisse à l'europanisation ? Si d'aucuns parlent d'un « refus » d'adhérer à l'Union européenne, il faut aussi comprendre les différents contextes qui ont marqués l'économie et l'histoire de cette nation. La Suisse fait partie des rares pays d'Europe occidentale à n'avoir pas connu de traumatismes liés aux guerres (on peut notamment citer le cas de la deuxième guerre mondiale, dont les séquelles ont été l'un des éléments fondateurs du désir de l'intégration européenne). N'ayant connu dans son histoire récente aucun désastre économique causé par un conflit, l'État Suisse se présente comme un pays installé dans une « autarcie moderne ». En effet, depuis près de deux siècles, cette nation n'a enduré ni guerre mondiale, ni guerre civile, ni dictature encore moins une occupation étrangère ou une décolonisation. Or les traumatismes liés à la guerre constituent l'un des facteurs fondamentaux pour comprendre le phénomène du nationalisme ou du ralliement à la construction européenne. À la fin de la deuxième guerre mondiale et par suite des destructions et des ébranlements, les élites (allemandes,

françaises, italiennes, luxembourgeoises etc.) ont compris que l'Europe occidentale se devait d'asseoir son union sur des bases radicalement différentes de ce qu'elle avait connu. Contrairement aux conséquences néfastes de la guerre sur l'économie de beaucoup de pays d'Europe occidentale, le peuple suisse en était sorti beaucoup plus prospère que tous les autres pays d'Europe. Le fossé entre le continent dévasté par la guerre et la Suisse épargnée n'est jamais apparu aussi grand qu'entre 1945 et 1950. Nous comprenons alors pourquoi sa situation s'est maintenue relativement dans la prospérité malgré les différents contextes de crise qui l'ont secouée. Le Conseil fédéral Suisse avait abondé dans le même sens en signifiant sa réticence à une quelconque adhésion européenne : « *La volonté d'indépendance du peuple Suisse s'oppose par conséquent à une adhésion à la communauté. Une nation qui doit son existence non pas à l'unité de langue, de culture ou d'origine, mais à une volonté politique, ne peut pas consentir à un affaiblissement progressif de son indépendance politique.* »<sup>433</sup>

Le 4 mars 2001 a été l'occasion pour les partisans d'une intégration d'établir un sondage en grandeur nature sur les questions européennes et la croissance. L'euroscepticisme et le repli identitaire annonçaient la victoire du *non*. L'adhésion à l'espace économique européen avait précédemment été rejetée à 50,3% en décembre 1992. Au référendum du 4 mars 2001 organisé à la demande des partisans d'une adhésion de la Suisse à l'Union européenne, le non l'emporta avec 77,3% des suffrages<sup>434</sup>. Le niveau très élevé des salaires et du cours du franc suisse ainsi que la lourdeur des charges fiscales et sociales restent les problèmes dont

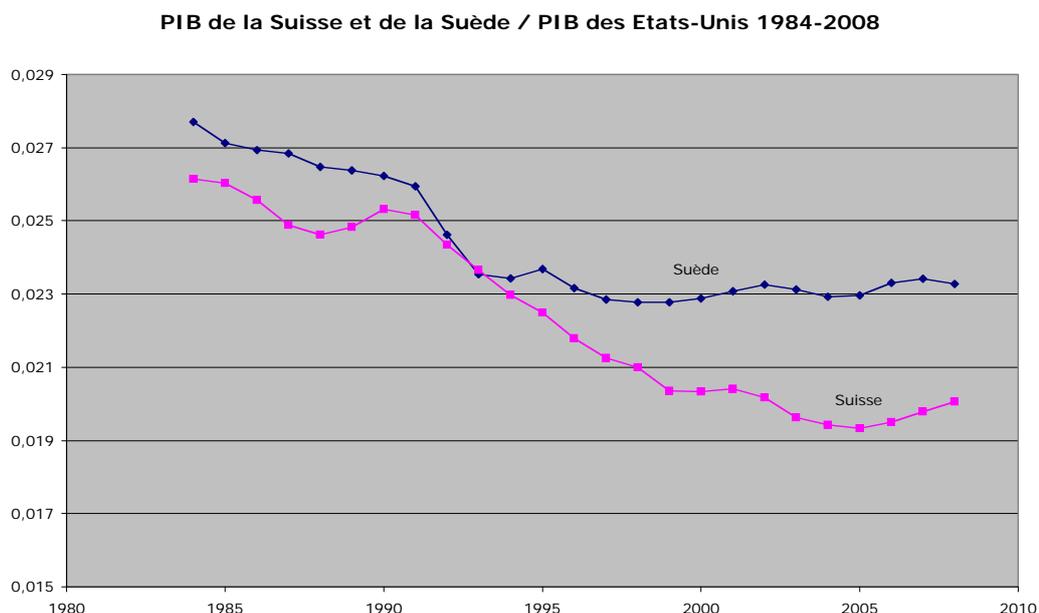
---

<sup>433</sup> Schwok (R.) *Suisse - Europe: le choix historique. Trois scénarios pour l'an 2000*. Avec 134 réponses sur l'Espace Economique Européen, préparées par Michel GUILLAUME, Jean-Philippe ARM et Bruno GIUSSANI de la rédaction de *L'Hebdo*. Lausanne, Georg Editeur S.A., Lausanne, 1992.

<sup>434</sup> Wagschal (U.), Ganser (D.) et Rentsch (H.), *Cavalier seul, la Suisse, 10 ans après le non à l'E.E.E.*, Editions Labor et Fides, Zurich, 2003, p 27. La Suisse est un membre fondateur de l'A.E.LE (Association européenne de libre-échange) créée le 3 mai 1960 en vertu de la convention de Stockholm pour la mise en œuvre d'une zone de libre-échange, principalement industrielle. La création fut à l'initiative du Royaume-Uni (autres pays fondateurs : Autriche, Danemark, Norvège, Portugal, Suède et Suisse) qui préférait la libéralisation du commerce par une coopération intergouvernementale plutôt que par le processus d'intégration multinationale visée par la CECA et la CEE. L'accord instituant l'Espace économique européen (EEE) a été signé le 2 mai 1992 à Porto par les ministres des 19 pays de l'AELE et de la Communauté européenne pour la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes. Concernant le traité EEE et l'adhésion à l'Union européenne, des anciens membres de l'AELE, l'Autriche, la Suède et la Finlande, le traité EEE lie la CE/UE avec seulement la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein. Pour avancer au rythme de l'Europe, la Suisse en « cavalier seul » a signé des séries d'accords bilatéraux dans des secteurs comme les transports, l'agriculture ou l'emploi.

souffre l'économie suisse. Mieux, la fiscalité pourrait en quelque sorte être beaucoup plus clémente et propice à la croissance économique nationale. La Suisse est considérée comme fiscalement très attrayante surtout quand il s'agit de son niveau relativement faible des impôts sur les sociétés. Et d'autre part, elle se positionne comme l'intermédiaire dans la zone de l'OCDE pour les prélèvements fiscaux comme ceux mesurés par la part des recettes fiscales dans le PIB. Cependant, on eut s'accorder d'une manière générale à reconnaître la complexité du système fiscal suisse. Elle se traduit par des coûts élevés d'administration et l'alourdissement des charges fiscales depuis les années 2000. Face à ce problème nuisible à la croissance, les autorités se sont mis à prendre des séries d'initiatives pour réduire les coûts d'application de la législation fiscale en réduisant notamment les distorsions dues à l'impôt, en réformant la TVA,<sup>435</sup> l'impôt sur les sociétés et sur les revenus des personnes physiques.<sup>436</sup>

Figure 49



Source : A. Maddison, *op. cit.*

<sup>435</sup> Cette taxe sur la valeur ajoutée est depuis le 1<sup>er</sup> janvier de : 7,6% (taux normal), 2,4% (taux réduit notamment pour les produits alimentaires, les livres, les journaux et les médicaments), 3,6% (taux spécial pour l'hébergement). En France, le taux normal a été initialement fixé à 17,6 %, passa à 18,6 % (le 1<sup>er</sup> avril 1991), puis à 20,6 % le 1<sup>er</sup> août 1995 avant de retomber à 19,6 % à compter du 1<sup>er</sup> avril 2000.

<sup>436</sup> *Etudes économiques de l'OCDE*, Suisse, OCDE, 2007, pp 34, 35.

La Suède, bien que détenant une économie prospère, doit elle aussi faire face au même problème. Il s'agit là d'un taux de chômage très élevé depuis les années 2000 (7,6 à 10,4%).<sup>437</sup> Le « modèle suédois » qui est bien connu en Europe prend la lourde charge des pensions de base, des allocations familiales et de chômage, des aides au logement, des indemnités en cas de maladie, des versements du système de congé parental, sans oublier les aides aux personnes dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté. Par conséquent, ces dépenses sociales dépendent en grande partie de la fiscalité qui est trop élevée, l'une des plus fortes au monde. Elle était estimée pour l'année 1999 à 52,1% du PIB (50,6% pour le Danemark, 46,5% pour la Finlande contre 46% pour la France).<sup>438</sup> La montée du chômage<sup>439</sup> depuis les années 1990 ajoutée aux difficultés financières, ont plongé le « modèle suédois » dans une crise profonde. Pourtant, il continue toujours d'être idéalisé et fascine de plus en plus ses voisins d'Europe occidentale qui cherchent les clés de la conciliation entre l'équité sociale et le libéralisme. Le premier ministre français François Fillon déclara : « *La Suède a l'habitude de voir venir des dirigeants du monde entier qui étudient ses réformes et son fameux « modèle suédois ». D'ailleurs, moi-même, je n'ai pas manqué à cette tradition* ». <sup>440</sup> Lors de sa visite en Suède, Ségolène Royal<sup>441</sup> en juillet 2006 pensait elle aussi que les réformes sociales de la Suède sont transposables en France et peuvent être la pierre angulaire de l'efficacité économique nationale. On se pose la question de savoir si ce pays pourra continuer à réduire ses dettes, à faire face à l'augmentation de ses dépenses publiques et du nombre de ses personnes âgées. Comment concilier pour les années à venir, la viabilité budgétaire et le marché de l'emploi ? Telles sont des questions qui interpellent l'opinion publique et les observateurs.

Par contre le pays connaît un succès important de ses entreprises comme Ericsson ou Volvo, du moins jusqu'à la crise des *subprimes*. La politique des industries de croissance ou *start-up* a envahi l'Europe depuis le début du XXIe siècle, mais cela ne suffit pas à combattre le manque de dynamisme qui se

---

<sup>437</sup> EUROSTAT.

<sup>438</sup> Cf Etudes de politique fiscale de l'OCDE, fiscalité et économie, analyse comparative des pays de l'OCDE, OCDE, 2001, p 12.

<sup>439</sup> Il s'agit d'un chômage cyclique

<sup>440</sup> Stockholm, le 27 novembre 2007

<sup>441</sup> Marie-Ségolène Royal est née en septembre 1953 à Ouakam au Sénégal. Elle est une femme politique, porte flambeau du parti socialiste et principale opposante de Nicolas Sarkozy en mai 2007.

manifeste de plus en plus, même si c'est dans des proportions moindres qu'en Suisse.

La performance économique de la Suède est restée moins solide, comparée aux années 1990, car le pays reste confronté à un problème majeur, le ralentissement de la croissance nationale, après une phase exceptionnelle, mais aussi vigoureuse pendant la seconde moitié des années 1990. Les études ont montré que la performance suédoise durant ces années était aussi sans nul doute partiellement imputable à la mise en place d'un nouveau cadre macroéconomique qui a permis à la fois un assainissement spectaculaire des finances publiques et un recul de l'inflation qui s'est stabilisée à de faibles taux. La croissance suédoise avait en outre, quoique momentanément, bénéficié de l'amélioration considérable de la compétitivité des exportations suite à la forte dépréciation de la Couronne en 1992. La Suède ayant aussi bénéficié du développement exceptionnel des télécommunications pendant les années 1990, l'éclatement de la bulle internationale des TIC participa à l'accentuation du ralentissement de sa croissance économique. Il est vrai que la Suède ait été l'un des premiers pays à libérer un certain nombre de secteurs économiques importants, comme la poste, en 1993.

Cependant, force est de constater que les progrès dans la voie à emprunter pour accéder au podium des nations les plus dynamiques semblent s'être ralentis ces dernières années. Le ralentissement dans certains secteurs est même devenu manifeste, par exemple dans les services publics. Dès lors, il va falloir adopter une politique pro-concurrentielle afin de pouvoir contribuer à rendre plus dynamique le potentiel de croissance nationale.

Tableau 47  
La croissance inégale du PIB dans les pays d'Europe occidentale  
Taux de variation annuelle moyen, 1970-2000

	1970-1980	1980-1990	1990-1996	1996-2000
Allemagne	2,7	2,2	1,6	2,0
France	3,3	2,4	1,8	2,9
Italie	3,6	2,2	1,6	2,1
Royaume-Uni	1,9	2,7	2,3	2,9
Belgique	3,4	2,1	2,1	3,2
Danemark	2,2	1,9	2,3	2,8
Espagne	3,5	2,9	2,6	4,1
Finlande	3,5	3,1	2,2	5,3
Grèce	4,6	0,7	2,3	3,7
Irlande	4,7	3,6	7,3	10,4
Luxembourg	2,6	4,5	5,9	7,1
Pays Bas	2,9	2,2	2,9	3,8
Portugal	4,7	3,2	2,7	3,6
Suède	1,9	2,2	1,7	3,3
Suisse	1,4	2,1	0,9	2,2
Autriche	3,6	2,3	2,3	2,7

Source : *Comprendre la croissance économique. Analyse au niveau macroéconomique, sectoriel, de l'entreprise*, OCDE, Paris, 2004.

## CHAPITRE 12

### L' « EUROPESSIMISME » DES ECONOMISTES AU DEBUT DU XXIE SIECLE

De même que les performances inattendues des nations européennes durant les « Trente Glorieuses » avaient entraîné des prévisions exagérées de croissance pour l'Europe, les trente années de « croissance molle » qui ont suivi ont généré des prévisions pessimistes concernant son avenir économique. Depuis le début des années 2000, les auteurs s'interrogent sur les causes de ce déclin de la croissance économique dans les pays d'Europe occidentale. Dans un ouvrage particulièrement exhaustif publié en 2005, *L'Europe est-elle vraiment condamnée au déclin économique ?*, les auteurs, Rodolphe Greggio, Benoît Maffei et Bruno Marcel constatent : « Les États-Unis semblent avoir trouvé les voies d'une croissance durable. L'écart, qui se comblait, se recrée et le thème du déclin de l'Europe redevient d'actualité. »<sup>442</sup> Parmi les raisons de la chute économique relative des pays d'Europe occidentale, les auteurs contemporains proposent cinq pistes essentielles, lesquelles pourront jouer un rôle fondamental dans les performances futures des économies nationales de l'Europe occidentale : le vieillissement démographique, la réduction du temps de travail, la baisse de la compétitivité des producteurs, la tendance du chômage à devenir structurel et le ralentissement de l'innovation.

#### **12.1 Le vieillissement démographique :**

Le vieillissement de la population européenne est loin d'être un atout pour les économies nationales. Après le baby boom de l'après-guerre, le baby krach est venu réduire à partir de 1964 le taux de fécondité dans beaucoup de pays d'Europe. Si le taux de croissance démographique pour 1000 habitant était de 3,2 en 1980 contre 7,5 aux États-Unis à la même date, il était respectivement de 0,8 contre 5,7 en 2005 : donc, l'écart entre les croissances démographiques de

---

<sup>442</sup> Greggio (R.), Maffei (B.), Marcel (B.), *L'Europe est-elle vraiment condamnée au déclin économique ?*, Armand Colin, Paris, 2005.

l'Europe et des États-Unis augmente.<sup>443</sup> L'indice synthétique de fécondité nécessaire pour le renouvellement de la population doit être au moins de 2,1. Or, en Europe, au début du XXIe siècle, il se tient le plus souvent entre une moyenne de 1,4 dans les pays du Sud de l'Europe et une moyenne de 1,8 dans les pays scandinaves.

Tableau 48  
Indicateur conjoncturel de fécondité (nombre d'enfants par femme) en Europe occidentale) 1957-2007

	1957	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Belgique	n.d	1,60	1,62	n.d	1,6	n.d	1,66	1,72	1,76	1,8	1,7
Danemark	1,75	1,72	1,73	1,77	1,74	1,72	1,76	1,78	1,8	1,85	1,84
Allemagne	n.d	n.d	n.d	1,38	1,35	1,34	1,34	1,36	1,34	1,33	1,37
Irlande	1,93	1,94	1,9	1,89	1,94	1,97	1,96	1,94	1,87	1,93	2,0
Grèce	1,28	1,26	1,24	1,26	1,25	1,27	1,28	1,30	1,33	1,40	1,4
Espagne	1,18	1,16	1,19	1,23	1,24	1,26	1,31	1,33	1,35	1,38	1,40
France	n.d	1,78	1,81	1,89	1,9	1,88	1,89	1,92	1,94	2,0	1,98
Italie	1,21	1,21	1,23	1,26	1,25	1,27	1,29	1,33	1,32	1,35	1,37
Luxembourg	1,71	1,68	1,74	1,76	1,66	1,63	1,62	1,66	1,63	1,65	1,61
Pays-Bas	1,56	1,63	1,65	1,72	1,71	1,73	1,75	1,72	1,71	1,72	1,72
Autriche	1,39	1,37	1,34	1,36	1,33	1,39	1,38	1,42	1,41	1,38	1,41
Portugal	1,47	1,48	1,5	1,55	1,45	1,47	1,44	1,40	1,40	1,36	1,33
Finlande	1,75	1,70	1,73	1,73	1,73	1,72	1,76	1,8	1,8	1,84	1,83
Suède	1,52	1,50	1,50	1,54	1,57	1,56	1,71	1,75	1,77	1,85	1,88
Roy <sup>m</sup> e-Uni	1,72	1,71	1,68	1,64	1,63	1,64	1,71	1,76	1,78	1,84	1,90
Suisse	n.d	1,48	1,47	1,48	1,50	1,38	1,39	1,39	1,42	1,42	1,46

Source : EUROSTAT 2009.

<sup>443</sup> Cf Nations Unies, *World Population Prospects 2006*.

Le nombre de décès risque de dépasser bientôt, dans toute l'Europe, le nombre de naissances.<sup>444</sup> La France et l'Irlande sont les pays les plus féconds d'Europe. En 2006, l'indicateur conjoncturel de la fécondité française avait atteint 2,0 enfants. Ce qui représente le niveau le plus haut depuis trente ans selon l'INSEE.<sup>445</sup> Cependant, si l'indice de fécondité de la France est relativement élevé par rapport à la moyenne européenne, il ne suffit pas au remplacement des générations et il est inférieur à celui de 1950 (2,95).<sup>446</sup> Ceci confirme le déclin démographique européen et la nécessité d'assurer le renouvellement de la population, comme dans beaucoup de nations européennes.

Le phénomène du vieillissement est renforcé par une progression constante de l'espérance de vie.<sup>447</sup> En 2006, La France et l'Espagne ont occupé la tête des pays d'Europe pour l'espérance de vie la plus longue chez les femmes. Il apparaît que seules les Espagnoles et les Françaises ont une espérance de vie de plus de 84 ans.<sup>448</sup> Les hommes ont une situation moins favorable. En battant le record de l'espérance de vie suédoise (78,8 ans en 2006), les Français se situent en 2007 au premier rang, dépassant les Allemands ou les Irlandais.

C'est pour cette raison d'ailleurs que les pyramides des âges dans beaucoup de pays d'Europe tendent de plus en plus à se rétrécir à la base avec une réduction importante de la place des jeunes générations et une représentation importante des personnes âgées. En guise d'exemple, la part de la population française âgée de plus de 65 ans est passée de 5,8% en 1780 à 6,3% en 1820, à 8,2% en 1900, à 11,1% en 1946, à 15% en 1990<sup>449</sup> puis 16% en 2000.<sup>450</sup> En définitive, le « *papy*

---

<sup>444</sup> D'après une récente étude publiée le 26 août 2008 par Eurostat, à partir de 2015, les décès devraient dépasser les naissances en Europe. A partir de 2015, les décès devraient dépasser les naissances dans l'Union européenne. C'est en t Elle va continuer à vieillir et la part des 65 et plus resterait prédominant. L'accroissement de la population à compter de cette date sera donc essentiellement le fait du solde migratoire.

<sup>445</sup> Cf Rapport INSEE 2008.

<sup>446</sup> Albertini (J.M), *Les nouveaux rouages de l'économie*, Editions Ouvrières, Paris, 2008, p 26.

<sup>447</sup> D'après cette même étude, en France, en 2006 l'espérance de vie avait atteint 77 ans pour les hommes (77,2 ans) et 84,1 ans pour les femmes. Les femmes auraient gagné presque quatre mois et demi et les hommes un peu plus de cinq mois.

<sup>448</sup> *Id. Ibid*

<sup>449</sup> Carsalade (Y), *Les grandes étapes de l'histoire économique*, Editions de l'Ecole polytechnique, Palaiseau, 2004, p 375

<sup>450</sup> Cf Insee, *Situations démographiques et projections de population 2005-2050*. D'après cette même étude, en 2050, en France, 1 personne sur 3 aurait 60 ans ou plus. Mieux, 22,3 millions de

*boom* » constitue alors un frein à la croissance économique. Le vieillissement peut entraîner le déséquilibre financier des systèmes de protection sociale en dégradant le rapport entre la population active et la population retraitée. Certains pays d'Europe occidentale comme la France (qui est l'exemple le plus approprié vu sa lourde charge en protection sociale), voient leurs dépenses de retraite et de santé augmenter. Par conséquent, depuis les années 1980, les pays d'Europe restent victimes de leur incapacité à se maintenir sur leur sentier de croissance au moment où les États-Unis, dans la deuxième moitié des années 1990, voyaient leur croissance économique redémarrer.

Le vieillissement de la population européenne, suite à l'augmentation de la part des personnes âgées de plus de 65 ans, constitue l'un des facteurs qui ralentissent la croissance de la population active. Dans une période marquée par la course au dynamisme, les pays d'Europe occidentale se devront d'augmenter le nombre des actifs en reportant de l'âge du départ en retraite. Cependant, il faut souligner qu'une bonne partie des populations européennes reste réfractaire à cette politique et souhaite davantage de loisirs et de temps libre. De nouvelles politiques natalistes sont envisageables et devront consister à inciter les femmes à donner naissance à davantage d'enfants. L'existence de marges d'action sur la natalité risque de bouleverser aussi bien le renouvellement des générations que l'organisation socio-économique. Mais comment inciter les femmes à faire plus d'enfants quand beaucoup d'Européens sont au chômage ? En effet, la crainte de l'avenir nourrit la maîtrise de la fécondité par des recours à la contraception ou à l'avortement.

Le vieillissement de la population européenne n'est pas un phénomène nouveau. D'après des études réalisées à l'INSEE, la progression du nombre d'actifs s'était accélérée aux États-Unis à partir des années 1960 (plus de 2% par an) tandis qu'elle s'interrompait au contraire en Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni, avant de reprendre plus lentement (entre +0,4% et +0,8% par an) après 1970.<sup>451</sup> Non seulement, la population des pays d'Europe occidentale ralentissait et vieillissait, mais le rythme différait d'une nation à une autre. En outre, plus nous

---

personnes seraient âgées de 60 ans ou plus contre 12,6 millions en 2005, soit une hausse de 80% en 45 ans ; ce qui est énorme.

<sup>451</sup> Cf Jean Louis Dayon dans INSEE numéro 424, janvier 1996

avançons dans le temps (depuis le traité de Rome jusqu'à 2007), plus la part des jeunes dans la population s'effrite. Si nous nous basons par exemple sur la structure par âge, nous constatons que, partout, la part des moins de 15 ans avait augmenté après la guerre avant de commencer à se réduire depuis le début des années 1960. Celle des 65 ans et plus s'est accrue plus vite après 1970 et devient de plus en plus importante de nos jours. En 2007, l'Allemagne occupe la première place dans cet accroissement de la proportion de la population âgée de 65 ans et plus avec 15,2% devant la Grèce (14,7%) et l'Italie (14,6%).

Tableau 49

Proportion de la population âgée de 65-79 ans en Europe occidentale

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Belgique	12,9	13,2	13,3	13,2	13,1	13	13	12,9	12,8	12,5
Danemark	11	10,9	10,9	10,8	10,8	10,8	10,9	10,9	11,1	11,2
Allemagne	12,1	12,4	12,7	12,9	13,1	13,4	13,8	14,3	14,8	15,2
Irlande	8,9	8,8	8,7	8,6	8,6	8,5	8,5	8,5	8,4	8,2
Grèce	12,8	13,1	13,4	13,7	14,1	14,3	14,6	14,7	14,9	14,7
Espagne	12,6	12,8	13	13,1	13	12,9	12,7	12,5	12,3	12,1
France	11,8	12	12,2	12,1	12	11,9	11,8	11,7	11,6	11,4
Italie	13,5	13,9	14,2	14,3	14,3	14,4	14,4	14,5	14,6	14,6
Luxembourg	11,1	11,2	11,2	10,9	10,9	11	10,9	10,9	10,8	10,7
Pays-Bas	10,3	10,4	10,4	10,4	10,4	10,4	10,4	10,5	10,7	10,8
Autriche	11,8	12	12	11,9	11,7	11,5	11,4	11,8	12,1	12,4
Portugal	12,4	12,6	12,8	12,9	13	13,1	13,1	13,2	13,2	13,2
Finlande	11,3	11,4	11,5	11,6	11,6	11,7	11,8	12	12	11,5
Suède	12,6	12,5	12,4	12,1	12	11,9	11,9	11,9	11,9	12,3
Roy <sup>me</sup> -Uni	11,9	11,9	11,9	11,7	11,7	11,7	11,8	12	12	12,3
Suisse	11,1	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,4	11,4	11,5	11,7

Source : EUROSTAT 2009

Les conséquences néfastes du vieillissement sur le marché du travail et sur la croissance économique ne sont plus à démontrer. Le manque de bras dans beaucoup de secteurs-piliers constitue un véritable problème à résoudre. La période des « Trente Glorieuses » avait été très salubre pour des pays qui, comme la France, disposent d'un appareil de protection et d'aide sociale important. En

effet, elle avait permis de développer un système de protection sociale qui s'était traduit notamment par un partage du revenu national de plus en plus favorable aux inactifs. La forte croissance économique et l'amélioration du niveau de vie des populations avaient rendu les inégalités moins visibles. Et dans cette dynamique, l'État providence avait joué un rôle non négligeable dans la lutte contre les inégalités.

Avec le vieillissement de la population dans les pays d'Europe occidentale qui continue de s'accroître, faudrait-il impérativement élargir l'éventail des emplois offerts aux travailleurs âgés ? Ce qui est sûr, c'est qu'il va falloir prendre en considération les capacités d'adaptation des marchés de travail au vieillissement de la population active. Face aux départs anticipés à la retraite, beaucoup de pays d'Europe n'ont pas hésité à renforcer leurs régimes de pension et à reculer l'âge de la retraite. Ainsi, le vieillissement continu de la population active nécessite l'amélioration de la qualification professionnelle des plus vieux. Cela pourrait permettre de moins exposer les travailleurs âgés au chômage et à une faible rémunération.

En définitive, les changements démographiques auront encore des grands effets sur l'économie des différents pays d'Europe occidentale qui jusque là connaissent encore le phénomène du vieillissement de la population. Entre autres solutions, en dehors des politiques menées contre les pressions que le vieillissement exerce sur les régimes publics de retraite, les espaces économiques devront s'atteler à résoudre le problème récurrent de transferts sociaux entre générations.

La baisse de la fécondité et le vieillissement de la population dans les pays d'Europe occidentale ont été l'un des facteurs qui ont déclenché les flux migratoires entre nations voisines d'abord (exemples Portugais et Italiens présents en France durant les « Trente Glorieuses », Turcs en Allemagne ou le début de l'arrivée de la grande vague d'Africains). Ces flux migratoires n'ont depuis, cessé d'augmenter dans le temps comme dans l'espace. Le solde migratoire a été négatif jusqu'aux années 1980 en Italie et au Royaume-Uni mais positif partout ailleurs, particulièrement en France et en Allemagne. Il a permis, en Europe, de compenser

le déficit des naissances qui s'était aggravé après la période des chocs pétroliers. Dans des pays comme l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne, le déficit démographique a été compensé par l'immigration.<sup>452</sup>

Evidemment, le recours à l'immigration pour booster la croissance économique dans les pays d'Europe occidentale n'est pas conforme à l'avis de tous, mais les statistiques du nombre d'enfants par femme et de la proportion de la population âgée de 65-79 ans en Europe occidentale apportent une preuve évidente de la nécessité pour les gouvernements de mener une politique dans ce sens afin de lutter contre certaines dépenses budgétaires évitables (par exemple, la dépense pour les politiques et régimes de retraite, l'augmentation des impôts face à une population trop vieille avec un taux d'épargne faible).

La première solution pour redynamiser les économies européennes consisterait à recourir à l'immigration pour répondre au besoin en main-d'œuvre de l'économie européenne et augmenter les ressources des caisses d'assurances sociales. Dans un contexte de crises conjoncturelles, d'inflation et d'augmentation du taux de chômage, l'immigration serait-elle un élément positif pour les États d'Europe occidentale ? Contrairement aux idées reçues, l'immigration participe positivement à la croissance économique dans beaucoup de pays d'Europe occidentale. Si nous étudions le cas français, les recherches menées par Xavier Chojnicki<sup>453</sup> et établies dans un rapport en 2009 peuvent confirmer cette thèse. D'après celui-ci, recevant 47,9 milliards d'euros de l'Etat par an, les immigrés en produisent 60,3 milliards par an, soit un solde positif annuel de 12,4 milliards au profit des finances publiques. Ainsi, ils participent au paiement des retraites ou encore aux dépenses de la protection sociale française. Cette main-d'œuvre étrangère, le plus souvent à faible coût (surtout quand il s'agit d'immigrés clandestins), occupe l'immense majorité des emplois que les Français refusent (gardiennage, agent de sécurité, restauration, nettoyage, travaux publics...). Majoritairement jeunes, ces immigrés sont aussi de grands consommateurs et

---

<sup>452</sup> Cf Institut national d'études démographiques, *Populations, l'état des connaissances. La France, l'Europe, le monde*, Paris, la Découverte, 1996.

<sup>453</sup> Cf Chojnicki (X.) « Les perspectives macroéconomiques d'une politique d'immigration active en France », in *Economie politique des migrations*, Regards croisés sur l'économie 2010/2 n°8, La Découverte, Paris, 2010

versent environ 18,4 milliards d'euros<sup>454</sup> par an à l'Etat français sur leurs dépenses personnelles, notamment en TVA.

Pour la Commission européenne, face à une population vieillissante et un taux de fécondité faible, le recours aux travailleurs immigrés est incontournable pour répondre aux besoins des économies nationales. Mais elle oppose « immigration choisie » et « immigration subie ». Ce sont les migrants hautement qualifiés qu'il s'agit de séduire dans un contexte hautement concurrentiel. Des pays comme l'Australie, le Canada et les États-Unis ont pris sur l'Europe une longueur d'avance en développant des politiques d'immigration attrayantes pour les migrants les plus qualifiés (voire agressives, allant jusqu'à débaucher les étudiants sur les campus des pays émergents).<sup>455</sup> La Commission européenne a présenté en octobre 2007 une proposition de directive destinée à simplifier et accélérer les démarches des immigrants hautement qualifiés. Elle définit une procédure unique pour tous les États membres et un socle commun de droits pour les migrants venant de pays tiers. Afin d'attirer les migrants hautement qualifiés, la Commission a proposé la création d'une « carte bleue européenne », un « passeport » de travailleur qui rappelle son homologue nord-américain, la « *green card* ». Le travailleur migrant devra présenter un contrat de travail ou une offre d'emploi ferme (la proposition de directive ne concerne donc que les seuls salariés et non les travailleurs indépendants).

Pour désarmer l'opposition des syndicats, les instances européennes ont mis en place des conditions plus restrictives que la *green card* américaine : la rémunération doit correspondre au minimum à une fois et demi le salaire moyen du pays d'accueil, et le niveau d'études doit correspondre à celui de la licence. Ces conditions ne suffiront pas à assurer au travailleur migrant l'obtention de la « carte bleue européenne ». En effet, chaque pays reste libre de fixer le nombre de migrants qu'il accueille et, avant de prendre sa décision, il pourra s'assurer que l'offre d'emploi n'a pu être pourvue par un travailleur de l'Union Européenne. En

---

<sup>454</sup> *Ibid*

<sup>455</sup> Commission européenne : Proposition de directive pour le Conseil européen, 23 octobre 2007.

d'autres termes, la proposition n'a pas pour effet de supprimer la préférence communautaire en matière d'attribution d'emploi.<sup>456</sup>

L'expérience de l'Espagne et de l'Irlande est à ce titre parlante, car ces deux pays ont su bénéficier, dans leur phase de forte croissance, d'un important afflux de main-d'œuvre étrangère pour répondre aux besoins du développement économique national. Leur croissance enviable à la fin du XXe et au début du XXIe siècle fut inséparable de l'afflux massif de travailleurs immigrés

## **12.2 : La baisse de compétitivité du travail européen sur le marché mondial**

Il s'ajoute aux raisons du déclin de la croissance des pays d'Europe occidentale, l'effritement des positions commerciales extérieures d'États anciennement industrialisés comme la France, l'Italie ou le Royaume-Uni. Le manque de compétitivité de leurs industries se retrouve sur leur marché intérieur : la baisse des parts du marché mondial va de pair chez eux avec un déficit commercial croissant.

Le cas de ces trois pays s'oppose à celui de l'Allemagne qui, jusqu'en 2008, a conservé son rang de premier exportateur mondial et conserve un excédent commercial permanent. Le pays a battu en 2007 un nouveau record de 980 milliards d'euros de produits écoulés dans le monde, soit une hausse de 9,5 % par rapport à l'année 2006 et une progression en moyenne annuelle de 9,3% entre 2001 et 2007.<sup>457</sup> Ce *come back* allemand au dynamisme commercial est à la fois le fruit d'une politique de modération salariale et de la qualité du système de formation professionnelle qui ont permis une relance des exportations depuis 2004. Les réformes sur le marché du travail (la loi Hartz IV) ont participé à la baisse des coûts de la production et aidé à faire baisser le taux de chômage. Celui-ci est passé

---

<sup>456</sup> La proposition de directive formulée par la Commission est votée par le Parlement de Strasbourg en novembre 2008 et adoptée par le Conseil européen en mai 2009. Cf. Directive du Conseil européen, 25 mai 2009.

<sup>457</sup> Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement. *Rapport sur le commerce et le développement*, Nations-Unies, 2008, p 8.

de 10,5% en 2005 à 5,3% en 2007.<sup>458</sup> Durant cette année, l'Allemagne conserva son titre de « championne du monde des exportations » ou *Exportweltmeister*. Depuis la fin du XXe siècle (1995), l'excédent commercial allemand a plus que triplé, atteignant les 200 milliards d'euros en 2007.<sup>459</sup>

Cependant, il faut souligner que malgré les performances de l'Allemagne, la part mondiale des exportations des espaces économiques nationaux a fortement diminué. Outre les difficultés à maintenir ses positions commerciales, le continent européen est confronté à la rude concurrence que lui mènent d'autres pays comme la Chine ou le Japon. Le tableau ci-dessous montre bien qu'entre 1983 et 2007, la part mondiale des exportations de pays comme la France, l'Italie et le Royaume-Uni a connu une forte baisse.

Tableau 50  
Part des exportations mondiales par pays en % de 1983 à 2007

	1983	1993	2003	2007
États-Unis	12,3	11,2	12,6	9,8
Europe	50,9	43,5	45,4	45,9
Allemagne	11,6	9,2	10,3	10,2
France	6,3	5,2	6,0	5,3
Italie	5,1	4,0	4,6	4,1
Royaume-Uni	5,08	5,0	4,9	4,1

Source : OMC, *Statistique 2007*.

Ce phénomène de recul sur le marché mondial est le même pour la plupart des pays anciennement industrialisés. En France et au Royaume-Uni, la part mondiale de leurs exportations est passée respectivement entre 1990 et 2007, de

---

<sup>458</sup> *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, OCDE, 2008

<sup>459</sup> Bourgeois (I.), « Une économie foncièrement ouverte » dans Hans Stark, Michèle Weinachter (éds), *L'Allemagne unifiée 20 ans après la chute du mur*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2009, p. 28.

6,1% à 5,3% et de 5,4% à 4,1%.<sup>460</sup> Ce phénomène néfaste à la croissance économique n'épargna pas la Suède et la Suisse qui subirent le même sort.

Dans un monde désormais ouvert à la concurrence internationale, l'effritement des parts de marché à l'extérieur va de pair avec le recul des ventes sur le marché intérieur. La baisse de compétitivité des producteurs nationaux se manifeste aussi bien sur les marchés éloignés que sur les marchés proches. L'une des raisons du frein à la croissance économique en Europe occidentale, est la désindustrialisation, provoquée aussi bien par la délocalisation des usines que par leur lente extinction en Europe occidentale. Ces phénomènes constituent depuis des années, un frein au dynamisme des nations qui voient leurs économies s'anémier en perdant leur base industrielle. La désindustrialisation qui s'opère en Europe est due aux avantages comparatifs des pays émergents notamment en matière de coût du travail. Il faut ensuite ajouter à cela le dumping social de ces pays et la lourdeur des fiscalités sur les entreprises en Europe. La désindustrialisation de l'Europe a été accentuée par le décollage économique des pays comme l'Inde ou la Chine. D'ailleurs le rattrapage chinois dans l'espace économique mondial est un signal fort et significatif pour l'avenir. Cette forte croissance a eu un impact psychologique important sur les pays occidentaux. Ensuite, le monde assiste à l'émergence des pays du Moyen-Orient qui ne cessent de connaître ces dernières années, une croissance économique surprenante grâce à leurs ressources pétrolières. Les phénomènes de la délocalisation et de la disparition des établissements industriels ont entraîné beaucoup de pertes d'emploi, l'une des causes d'un taux de chômage accru et ont des effets négatifs sur les balances commerciales ainsi que sur les recettes fiscales.

Si d'aucuns, comme Maurice Allais<sup>461</sup>, pensent que le protectionnisme pourrait être une solution, beaucoup d'études révèlent d'autres réalités et s'interrogent sur l'avenir des industries et des entreprises européennes face à ce fléau. S'agira-t-il de mener des politiques nationales pour alléger la fiscalité pesant

---

<sup>460</sup> OMC, *Statistique 2007*.

<sup>461</sup> Allais (M.) *Combats pour l'Europe, 1992-1994*, C. Juglar, Paris, 1995. *Nouveaux combats pour l'Europe, 1995-2002*, C. Juglar, Paris, 2002.

sur les entreprises ? L'Europe occidentale devra t-elle mettre davantage l'accent sur la recherche de la compétitivité pour permettre à ses industries et à ses entreprises de s'imposer sur le marché mondial ? Le transfert d'activités, de capitaux ou des pôles de compétence technologique vers des environnements économiquement plus attrayants est bénéfique à la montée des pays émergents à croissance rapide. Face à cette situation, l'Europe occidentale devra faire face à ce phénomène, même si certains observateurs pensent que la délocalisation peut permettre aux très grandes entreprises européennes de tirer profit des ressources humaines moins coûteuses là où elles se trouvent.

La question que l'on se pose encore est de savoir si l'Allemagne peut être imitée comme modèle économique de croissance et de compétitivité pour l'ensemble de l'Europe occidentale. Entre 1949 et 2007, l'Allemagne a fait montre d'une stabilité surprenante de sa balance commerciale malgré les différentes crises conjoncturelles. La capacité nationale à toujours allier une industrie compétitive et une performance exportatrice hors normes constitue, sans aucun doute, l'un des points forts de l'économie allemande. L'Allemagne a fait des échanges de marchandises et des services internationaux l'une des clefs de voûte de sa croissance et de son dynamisme économique.

Tableau 51  
Trois grands pays exportateurs en 2006

Rang	Pays	Exportations (en milliards de dollars)	Par tête d'habitant (en dollars)	En % du PIB
1	États-Unis	1459,6	4 868,5	11,1%
2	Allemagne	1299,7	15 719,0	44,9%
5 (derrière Chine et Japon)	France	597,3	9 759,3	26,5%

Sources : OMC, *Evolution du commerce mondial*, 2007, et OCDE, *Profils statistiques des pays*, 2007.

### 12.3 La réduction du temps de travail par rapport aux États-Unis :

Une des causes majeures de l'inégalité des performances entre les États-Unis et l'Europe n'est pas seulement à chercher dans le vieillissement ou la compétitivité de la main-d'œuvre, mais elle réside dans la divergence d'évolution de la durée du travail. En 1950, dans la plupart des pays d'Europe occidentale anciennement industrialisés, la durée du travail était supérieure à celle qui prévalait aux États-Unis. Cependant, force est de constater qu'au fil des années, cette durée est devenue de moins en moins longue en Europe par rapport à outre-Atlantique. Selon une étude récente de l'OCDE, la plupart des pays de l'OCDE ont, comparés aux États-Unis, des niveaux de PIB par heure travaillée plus élevés que les niveaux de PIB par habitant, car leur temps de travail est moindre.<sup>462</sup> En 2005 par exemple, le PIB par heure travaillée dépassait le niveau de productivité des États-Unis en Belgique, en France, en Irlande, en Norvège et aux Pays-Bas, tandis que des niveaux de revenu étaient sensiblement inférieurs à ceux des États-Unis dans la plupart de ces pays, en raison d'une moindre durée du travail.<sup>463</sup> Il faut en outre souligner que le protestantisme a beaucoup influencé les Américains dans la valorisation du travail. Du coup, « *time is money* » est loin d'être une simple boutade aux États-Unis. Si nous nous référons aux indicateurs chiffrés, nous pouvons constater que, depuis 1960, la durée du travail en Europe a connu un mouvement de baisse considérable. Le tableau ci-dessous qui présente un échantillon de quatre pays, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni confirme cette tendance.

---

<sup>462</sup> Cf OCDE, *Science, technologie et industrie. Tableau de bord de l'OCDE 2007. Innovation et performance dans l'économie globale*, OCDE, Paris, 2007, p 202.

<sup>463</sup> *Ibid*

Tableau 52

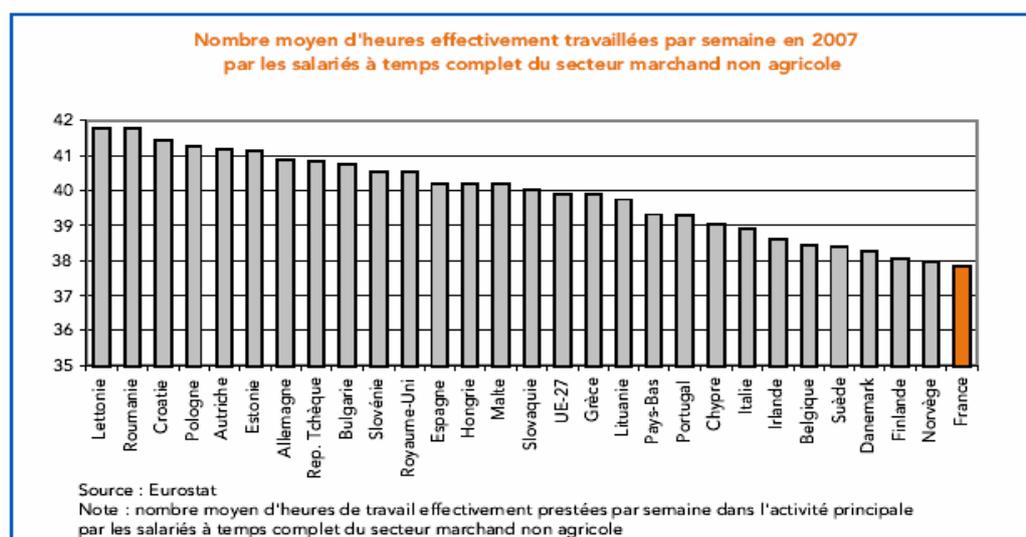
Durée annuelle en heures de travail pour quelques pays d'Europe occidentale

Pays/années	1950	2007	Différence
Pays-Bas	2300	1413	887
Allemagne	2370	1432	938
France	2230	1559	671
Italie	2170	1556	614
Suède	2020	1601	419
Royaume-Uni	2110	1607	503
Espagne	2050	1775	275
États-Unis	2010	1785	225

Source : INSEE.

Nous pouvons constater que, depuis un demi-siècle, la durée annuelle du travail a fortement diminué en Europe et a diminué plus vite qu'aux États-Unis. Les États-Unis, qui avaient le nombre d'heures travaillées dans l'année le plus faible en 1950, en ont au contraire le nombre le plus élevé en 2007.

Figure 56



Quant aux Pays-Bas et à l'Allemagne, deux nations d'Europe qui avaient les durées annuelles les plus longues en 1950, elles n'ont pas échappé à la nouvelle tendance marquée par la baisse considérable intervenue entre 1950 et 2007. Si l'on en croit les études d'EUROSTAT, en matière de nombre moyen d'heures effectivement travaillées par semaine en 2007, la première place revient en Europe occidentale à l'Autriche suivie par l'Allemagne. Quant à la France, elle occupe la dernière place.

#### **12.4 Un chômage qui tend à devenir structurel**

Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, suite à l'industrialisation naissante de la Grande-Bretagne, le travail salarié était devenu l'un des moteurs de l'industrialisation en Europe. Ce modèle avait envahi le reste du continent. Il a perduré jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale où une nouvelle organisation industrielle voyait le jour. Il s'agissait de l'organisation scientifique du travail, de son autorisation, de l'immigration ou encore du développement de l'emploi tertiaire. Même si on s'intéressait au phénomène du chômage<sup>464</sup>, la période faste qu'étaient les années de décollage économique avait mis une bonne partie de l'Europe dans des conditions de vie où elle était loin d'imaginer une quelconque dégradation de la croissance.<sup>465</sup> Le chômage était alors pratiquement inexistant.

---

<sup>464</sup> Il est important de souligner que le chômage est défini comme le pourcentage de personnes sans emploi dans la population économiquement active. D'après les recommandations de l'Organisation internationale du travail, on ne peut parler de chômage que quand la personne concernée remplit ces trois conditions : Elle est sans travail durant la semaine de référence de l'enquête ; est disponible pour travailler, en mesure d'assurer un emploi dans un délai de deux semaines ; et a activement recherché du travail au cours des quatre dernières semaines écoulées.

<sup>465</sup> Le chômage structurel peut être défini comme celui lié à des changements de structures économiques dans un pays. Ils provoquent ainsi une inadéquation qualitative entre l'offre et la demande de travail. L'évolution des qualifications dues aux révolutions techniques peut entraîner l'inactivité d'une partie de la population sans oublier la situation précaire des personnes non qualifiées. Quant au chômage conjoncturel ou keynésien, il découle d'un ralentissement de l'activité économique causant une diminution temporaire de la main-d'œuvre. Par conséquent, on assiste à un licenciement des entreprises, condition sine qua non pour s'adapter à la baisse des activités économiques.

Cependant, dès la fin des années 1960, les premiers signes de crise qui ont contribué au phénomène du chômage apparaissaient. Le ralentissement de la croissance économique s'accompagnait du coup, d'une augmentation des taux de chômage et de sa durée, malgré les premières réactions des gouvernements qui consistaient à augmenter les dépenses publiques. Dans un deuxième temps, les gouvernements donnèrent raison à certains économistes libéraux qui avaient mis en garde, dès les années 1950, les Etats. Pour eux, l'augmentation des dépenses publiques ne faisait que reporter le problème conjoncturel aux générations futures car portant en germe, la crise. Selon eux, les transferts sociaux freinaient l'incitation au travail et, lorsqu'ils étaient financés par l'endettement, détournaient l'épargne des activités productives.<sup>466</sup> Pour créer des emplois, la solution devait consister d'une part à rendre l'emploi plus attractif que le chômage en matière de revenu et, d'autre part, à créer de nouvelles opportunités d'investissement en privatisant les entreprises publiques et en développant les marchés financiers.

L'hétérogénéité plus ou moins significative dans le domaine de la croissance en Europe occidentale découle de la diversité des systèmes sociaux qui changent de visage d'un pays à un autre. Ceux-ci sont le produit de l'histoire des politiques sociales nationales. Mais ils ont un effet commun, celui de peser plus lourdement sur le système productif qu'aux États-Unis. C'est, selon les économistes libéraux, l'une des raisons qui font que l'Europe des Quinze toute entière est confrontée à des taux de chômage élevés : 9,7%<sup>467</sup> en 2000 en moyenne européenne. Entre 1996 et 2001, le taux de chômage a été en moyenne de 9% en Allemagne et en Belgique, 17,2% en Espagne, 11,1% en France et 6,5% au Royaume-Uni.<sup>468</sup> Les États se sont inscrits dans les politiques qui visaient à lutter contre la pauvreté en Europe et à y ramener la croissance économique en stimulant la demande intérieure. Ils ont développé les systèmes de protection sociale en visant à développer l'aide aux plus démunis, tout en s'efforçant de ne pas affaiblir l'incitation à s'insérer sur le marché de l'emploi ni d'alourdir les charges pesant sur le travail. Ces objectifs étaient difficiles à concilier. Les statistiques qui font

---

<sup>466</sup> Boutillier (S.) dans *Vues de l'Europe d'en bas. Chômage et résistances*, sous la direction de Cathérine Pozzo di Borgo, l'Harmattan, Paris, 2005, p. 90. Greggio (R.) et al., p. 25.

<sup>467</sup> *Perspectives de l'OCDE*, volume 2000, OCDE, 2000-2001

<sup>468</sup> *Ibid*

état des dépenses courantes de protection sociale entre 1970 et 2007 en pourcentage du PIB ci-dessous montrent bien le poids croissant de l'aide aux populations en vue de réduire les inégalités.

Tableau 53

Dépenses courantes de protection sociale entre 1970 et 1991 en % du PIB

	1970	1980	1991	2007
Union européenne des 15	17,3	24,2	26,0	26.3
Allemagne	21,5	28,7	26,6	27.6
Belgique	18,7	28	26,7	26.8
Danemark	19,6	28,7	29,8	28.8
Espagne	10,0	15,6	21,4	21
France	18,9	25,4	28,7	30.4
Grèce	7,6	9,1	19,5	24.50
Irlande	13,7	21,6	21,3	18.8
Italie	14,4	19,4	24,4	26.7
Luxembourg	15,6	26,5	27,5	19.3
Pays-Bas	19,6	30,4	32,4	28.3
Portugal	9,1	14,6	19,4	23.9
Royaume-Uni	14,3	21,5	24,7	23.2

Source : Eurostat

Plusieurs auteurs, tel Michel Godet<sup>469</sup>, accusent cette protection sociale élevée d'affaiblir en Europe l'incitation au travail. D'autres font remarquer que cet effet joue plus ou moins selon les pays, vantant le modèle des pays scandinaves<sup>470</sup> pays de culture protestante où le travail est traditionnellement davantage valorisé dans les traditions comportementales. Néanmoins, la tendance est partout la même depuis le début des années 1970 : si les politiques de lutte contre la pauvreté ont fait reculer la misère en Europe, elles ont diminué la souplesse du marché de l'emploi européen par rapport aux États-Unis, où la prise en charge des divers

<sup>469</sup> Michel Godet, *Emploi : le grand mensonge*, Fixot, Paris, 1997, p. 157-161.

<sup>470</sup> Greggio (R.) et al., p. 18.

risques sociaux des catégories pauvres pèse moins sur la dépense publique et sur le taux d'activité de la population en âge de travailler.

Contrairement au travailleur européen, un salarié américain qui perd son emploi sait qu'il doit impérativement trouver un nouveau le plus rapidement possible car les allocations de chômage représentent une part très faible de son salaire d'origine et n'ont qu'une durée brève. En Europe, le système de protection sociale, même s'il est salubre et acceptable, peut réduire l'incitation à la recherche d'un emploi malgré certaines mesures récentes (comme les divers programmes d'accompagnement de retour à l'emploi contre l'inactivité) mises sur pied. Il peut en outre alourdir le coût du travail et n'exclut pas les abus. Cette générosité offerte par l'État-Providence est, selon les économistes inspirés des théories libérales, un des éléments explicatifs de l'ampleur et de la persistance du chômage en Europe occidentale depuis le milieu des années 1970.

Quoi qu'il en soit, le taux de chômage était encore dans l'Europe des Quinze de 7,4% en 2001, même après cinq années d'embellie conjoncturelle. La part des emplois précaires dans l'emploi total était passée de 9% en 1985 à 13% en 2001 et le travail à temps partiel avait progressé, passant de 10,8% à 17,9% entre 1995 et 2001.<sup>471</sup> Le maintien en Europe de taux de chômage nettement supérieurs à 5% prouve l'existence persistante d'un chômage structurel de masse. Le chômage de longue durée, défini comme le fait de rester plus d'un an sans emploi, est devenu une spécialité de l'Europe. Les taux de chômage oscillant entre 7 et 10% cachent un important noyau de personnes exclues en permanence de l'emploi. En Europe, cette situation touche près de la moitié des chômeurs, soit 4 à 5% de la population active selon les régions, contre moins de 1% aux Etats-Unis.<sup>472</sup>

---

<sup>471</sup> Boutillier (S.), *op.cit*, p. 90.

<sup>472</sup> En 1979, en France, le chômage de longue durée touchait déjà 30% des chômeurs, qui représentaient alors 6% de la population active. En 1986, le chômage ayant augmenté à 10,5% de la population active, 48% des chômeurs français étaient des chômeurs de longue durée. Aux États-Unis, en 1979, pour un taux de chômage (5,8%) voisin de celui de la France, 4% seulement des chômeurs étaient au chômage de longue durée. En 1986, sur les 7% de chômeurs que comptait la population active des États-Unis, moins d'un dixième étaient des chômeurs de longue durée. Cf. J. Vincens, « Sur le chômage de longue durée », *Revue Française de Sociologie*, n° 34/3, juil. sept. 1993.

Certains n'hésitent pas à montrer du doigt le capitalisme. Pour Samir Amin<sup>473</sup> par exemple, le principe de l'accumulation sans fin et de recherche des profits à court terme qui définit le capitalisme aujourd'hui doit être remis en cause. En étudiant cette question avec beaucoup de nuances, nous pouvons constater que l'effondrement financier est l'aboutissement de ce qu'est devenu le capitalisme depuis des décennies. La précarisation de l'emploi ainsi que la croissance des inégalités sociales pourraient prouver, dans une certaine mesure que l'économie capitaliste présente de nombreuses failles et devient de plus en plus incapable de résoudre le phénomène récurrent et persistant qu'est le problème du chômage. Dans ce contexte de précarité sur la scène du marché du travail européen, la prolifération d'agences d'intérim<sup>474</sup> a d'une certaine manière, participé au processus de multiplication des emplois à bas salaires et de détérioration des conditions de travail. Le travail intérimaire s'est accru de façon exponentielle ces dernières années et le pouvoir de négociation des agences d'intérim sur la masse des demandeurs d'emplois devient de plus en plus influent. Si on peut trouver des agences spécialisées dans les emplois tertiaires qualifiés, beaucoup d'autres ont maintenant tendance à accepter la candidature de chômeurs pour des contrats sans exigence de qualification (exemple : vente, manutention, ménage, soin aux personnes, travaux agricoles, agent d'accueil ou de sécurité). Et la chance de décrocher un emploi à durée indéterminée avec les intérim est devenu très faible.

Si nous analysons l'évolution du taux de chômage en Europe, nous pouvons constater qu'entre 1974 à 2007, trois pays ont échappé à une montée de leur taux de chômage, ne dépassant jamais 5%. Il s'agit de l'Autriche, du Luxembourg et de la Suisse. Comment ce trio de nations a-t-il pu échapper au chômage de masse ? A l'instar de l'Allemagne, l'Autriche garde une tradition qui s'est inscrite dans la professionnalisation et la qualification de sa main-d'œuvre locale afin de l'adapter à son marché du travail. Dès lors, la spécialisation par l'apprentissage et le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication ou des industries de pointe sont devenus l'une des préoccupations

---

<sup>473</sup> Cf. Amin (S.), *La crise. Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise*. Editions le temps des cerises, Paris, 2009, p. 31

<sup>474</sup> Le travail en intérim est né à la fin du XIXe siècle en Grande Bretagne. Mais c'est surtout à la fin de la deuxième guerre mondiale qu'il a connu un véritable boom.

du gouvernement autrichien. Ces différents facteurs ont permis à cette nation, de faire face aux différentes crises conjoncturelles et de ne pas connaître une baisse de son taux d'emploi. Concernant le Luxembourg, sa petitesse sur le plan géographique semble occulter ses forces d'adaptation aux évolutions des marchés. Ce pays, jusqu'en 2007 n'a pas dépassé un taux de chômage de 5% (voir tableau suivant). Plus peuplé le jour que la nuit à cause des travailleurs frontaliers (venant souvent de la Lorraine), le Luxembourg affiche 5% de croissance annuelle et connaît depuis des décennies, le quasi plein emploi (le taux de croissance annuel du PIB réel était de 6,5% en 2007).<sup>475</sup> D'autre part, le pays a su s'adapter à la nouvelle donne du marché mondial en accordant, au détriment de sa tradition sidérurgique, une place capitale aux services, aux banques et aux nouvelles technologies.

La Suisse est dans cette même dynamique de faible taux de chômage. L'économie suisse figure parmi les plus prospères et les plus développées du monde bien que la Suisse soit très pauvre en matières premières et ne dispose pas d'énergies fossiles. Orientée vers les services, comme les banques et les assurances, ainsi que le matériel médical, la pharmacie, la mécanique de précision, la Suisse produit surtout des biens à forte valeur ajoutée. Le niveau de vie de ses habitants est l'un des plus élevés du monde. De plus, sa stabilité et sa neutralité ont attiré bon nombre de capitaux étrangers et d'organisations internationales. En plus, le consensus trouvé entre les syndicats, le patronat et les pouvoirs publics a permis à la Suisse de s'imposer malgré le contexte marqué par les crises et l'accroissement de la concurrence internationale. Si l'on excepte encore le Danemark et les Pays-Bas, devenus depuis la fin des années 1990 des pays à bas taux de chômage (respectivement 3,8% et 3,2% de chômeurs en 2007),<sup>476</sup> le reste des pays d'Europe occidentale anciennement industrialisés subissent la crise avec des taux de chômage élevés.

---

<sup>475</sup> Etudes économique de l'OCDE, Luxembourg, OCDE, 2010, p 21

<sup>476</sup> Voir tableau suivant

Tableau 54

Taux de chômage en Europe occidentale en 2007 en pourcentage

	2006 (population totale)	2007 (population totale)	2006 (15-24ans)	2007 (15-24ans)
Belgique	8,3	7,5	20,5	18,8
Danemark	3,9	3,8	7,7	7,9
Allemagne	9,8	8,4	12,8	11,1
Irlande	4,5	4,6	8,6	9,2
Grèce	8,9	8,3	25,2	22,2
Espagne	8,5	8,3	17,9	18,2
France	9,2	8,3	22,1	19,4
Italie	6,8	6,1	21,6	20,3
Luxembourg	4,6	4,1	15,8	15,5
Pays-Bas	3,9	3,2	6,6	5,9
Autriche	4,8	4,4	9,1	8,7
Portugal	7,8	8,1	16,3	16,6
Finlande	7,7	6,9	18,7	16,5
Suède	7,0	6,1	21,5	19,1
Royaume- Uni	5,4	5,3	14,0	14,3

Source : Eurostat, Statistiques 2007

Avant 1974, les pays d'Europe avaient affiché des améliorations considérables en matière d'emploi durant les « Trente Glorieuses ». Mais force est de constater que cette situation n'a cessé au fur des années, de se détériorer, contrairement aux États-Unis qui, de 1974 à 1994, affichaient une augmentation forte de l'emploi,

avec 66 millions d'emplois créés<sup>477</sup>. Pourtant, l'économie américaine a subi les méfaits des guerres successives (guerre du Golfe, guerres d'Irak ou d'Afghanistan depuis les années 2000) avec d'énormes dépenses en armements modernes. Hormis les 3500 morts en Irak, les nombreux blessés et les centaines de milliards engloutis dans ce pays, l'antiaméricanisme à travers le monde et la contestation de la politique extérieure du président Georges W. Bush ont fragilisé l'hyperpuissance des États-Unis.<sup>478</sup> À cela s'ajoutèrent les crises conjoncturelles qui ont inversé la tendance de la baisse du chômage aux États-Unis.

Tableau 55

Taux de chômage des États-Unis en % de 1973 à 2007

1973	1978	1983	1988	1993	1999	2007
4,9%	6,1%	9,6%	5,5%	6,9%	4,2%	4,6%

Sources : OCDE, EUROSTAT, INSEE

Touchant aux États-Unis, en 2007, 4,6% de la population active, le chômage concernait pour la même date, 7%<sup>479</sup> de la population active de l'Europe des Quinze. En dehors de l'Autriche, du Luxembourg et de la Suisse, ainsi que, plus récemment, les Pays-Bas et le Danemark, le reste de l'Europe tarde à résorber le chômage. Dans les pays scandinaves et l'Allemagne réunifiée, les baisses du taux de chômage ont été plus tardives. Ceci est dû au fait que ces pays ont en commun une vie politique dominée par l'influence des partis sociaux-démocrates qui refusent de réduire les aides sociales. Mais les partenaires sociaux, qui ont senti la nécessité de prendre en compte le problème de la compétitivité des entreprises, ont pour cela opté pour une augmentation de la TVA afin de reporter une partie de la charge de la protection sociale sur les produits importés et de sauvegarder ainsi leur modèle social.<sup>480</sup> Parmi les pays scandinaves, la Finlande a subi une crise particulièrement grave en 1990, à cause de l'effondrement de l'ex-URSS, qui constituait un débouché essentiel pour les exportations finlandaises. Le taux de

---

<sup>477</sup> Cf Jean Louis Dayan dans *INSEE Première* numéro 424.

<sup>478</sup> Bacconnier (G.), Benoît (B.) et Clément (G.), *La mondialisation en fiche : Genèse, acteurs et enjeux*, Bréal, Paris, 2008, p 86.

<sup>479</sup> EUROSTAT

<sup>480</sup> Hau (M) et Mandon (N.N), op.cit., p 31.

chômage s'est élevé jusqu'à 16,9% en 1994.<sup>481</sup> En recommençant à progresser lentement, le pays réussit tant bien que mal à résorber le chômage, redescendu à 6,4% de la population active en 2008.<sup>482</sup> Malgré les difficultés conjoncturelles, les pays scandinaves et l'Allemagne réunifiée ont enregistré des avancées significatives dans leur politique de résorption d'un chômage accru.<sup>483</sup>

C'est dans les pays riverains de la Méditerranée que le chômage a le plus de difficulté à se résorber. La France, l'Italie, l'Espagne et la Grèce n'ont pas échappé à une poussée de grande ampleur tout au long des années 1980, prolongée au-delà du milieu des années 1990. Ces pays se sont engagés dans une voie opposée, à celle empruntée par l'Allemagne ou les pays scandinaves en repoussant les mesures risquant de réduire la consommation intérieure, quitte à continuer à faire peser des charges relativement lourdes sur les moyennes entreprises.

## **12.6 Une moindre capacité d'innovation :**

Aux yeux de R. Greggio, B. Maffei et B. Marcel, les effets de l'État providence ne sont pas les causes principales du déclin de l'Europe. Pour eux, celles-ci doivent « être davantage recherchées du côté de l'appareil industriel et de l'innovation que de celui d'un État providence excessif. »<sup>484</sup>

Après être entrés, à partir des années 1990, dans une nouvelle phase de capitalisme où les technologies de l'information et de la communication, l'accumulation de la connaissance, le management par la qualité et la création de valeur retrouvent toute leur considération, les États-Unis ont accordé à l'investissement dans les techniques de l'information et de la communication une

---

<sup>481</sup> *Perspectives de l'OCDE 2007*, p 275

<sup>482</sup> *Perspectives de l'emploi de l'OCDE. Faire face à la crise de l'emploi*, OCDE 2009, p 280

<sup>483</sup> L'Allemagne, après avoir subi les coûts de la réunification a su surmonter le déséquilibre régional et continuer à faire de la croissance économique son principal cheval de bataille.

<sup>484</sup> Greggio (R.) et al., op. cit., p. 19.

place double de celle de l'Europe<sup>485</sup>. Les Américains ont investi massivement dans la recherche-développement (RD), l'enseignement supérieur et les logiciels. L'Europe a suivi avec retard et pour des sommes moins importantes. Si en 2001, la recherche et le développement représentaient en pourcentage du PIB, 2,8% aux États-Unis, ils n'en représentaient que 1,9% dans toute l'Union européenne. Or ces facteurs constituent l'une des clefs de l'avenir des nations et la compétitivité se joue désormais dans le domaine des nouvelles technologies. Ayant compris cela, l'Union européenne décida, en 2000, au sommet de Lisbonne, d'accroître les ressources engagées dans la recherche, de manière à pouvoir rivaliser avec les États-Unis. C'est la raison pour laquelle l'un des objectifs proposés pour la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle consiste à augmenter la part de la recherche pour atteindre un pourcentage de 3% du PIB. Mais, en 2011, les pays européens en sont encore loin.

À l'heure de l'accélération de l'utilisation du *World Wide Web* (où la « toile » d'araignée qu'est internet permettant l'interconnexion du monde et la réduction des distances), le secteur des TIC a accumulé beaucoup de retard en Europe. Les grandes entreprises du secteur sont généralement américaines. Elles sont le fruit d'une collaboration entre université et industrie beaucoup plus poussée que sur le Vieux Continent<sup>486</sup>. Depuis la fin des années 1990, l'utilisation des nouvelles technologies comme les TIC aurait contribué non seulement à la croissance de la productivité, mais elle aurait participé à creuser les inégalités entre les États-Unis, plus réceptifs à ces nouvelles techniques, et l'Europe. La contribution à la croissance de la productivité du travail de la diffusion des TIC aurait été plus de deux fois plus forte aux États-Unis que dans un pays comme la France.<sup>487</sup> Le progrès technique débouche sur le problème des inégalités. En guise d'illustration, l'utilisation de plus en plus large des nouvelles technologies de l'information et de la communication a induit une demande de main-d'œuvre qualifiée, ce qui entraîne un élargissement de l'éventail des salaires et contribue aussi à accroître le taux de chômage dans certains espaces économiques où le

---

<sup>485</sup> En 2003, les technologies de l'information et de la communication représentent 30% de l'investissement américain contre 15% de l'investissement dans les grands pays d'Europe. Cf. Greggio (R.) et al., op. cit., p. 10.

<sup>486</sup> Greggio (R.) et al., op. cit., p. 84.

<sup>487</sup> *La nouvelle économie. Où ? Quoi ? Comment ?* sous la direction de Diane-Grabrille Tremblay et David Rolland, Presse de l'Université du Québec, Québec, 2003, p 154.

niveau de qualification bas est fortement représenté. Le creusement des inégalités aux dépens des moins qualifiés vient aussi de la concurrence de la main-d'œuvre des pays pauvres sur les salariés peu qualifiés des pays riches.

En adaptant leur économie au capitalisme moderne, les États-Unis restent le pays le plus riche du globe et absorbent une bonne partie de l'épargne mondiale. Il faut souligner que cet élan enviable est lié à une nouvelle donne de la croissance qui se fonde sur d'autres concepts. Développés au cours de ces quinze dernières années, les facteurs déterminants de la croissance au début du troisième millénaire reposent sur l'innovation et l'adaptation technologique, ces deux moteurs de la croissance et de la productivité. L'éducation et la recherche conditionnant l'aptitude d'un pays à innover et à rattraper les plus développés, la croissance économique reste tributaire de leurs mécanismes et de leurs perspectives. L'Europe regorge de petites et moyennes entreprises (PME), mais, face à la mondialisation galopante, la pénurie notée dans les branches comme l'aéronautique et l'électronique devra être comblée. L'investissement immense des États-Unis dans ce domaine, surtout dans le secteur aérospatial<sup>488</sup>, leur a permis de conserver leur place incontestée dans la structuration des tissus économiques.

Quant à l'Europe, elle est encore mal lotie en termes de grande entreprise et les capacités de consolidation et de renouvellement de ses structures productives sont de véritables problèmes pour son économie. Pour Rodolphe Greggio et ses co-auteurs<sup>489</sup>, ainsi que pour un panel d'historiens économistes regroupés autour de Dominique Barjot<sup>490</sup>, l'Europe occidentale souffrirait d'un retard industriel auquel s'ajoute le trop faible nombre d'entreprises inscrites dans des secteurs innovants. Ils signalent la faiblesse des investissements européens dans l'utilisation et la production des TIC en comparaison des États-Unis. Du *High Tech* à l'Internet, la « nouvelle économie » est, de nos jours, le centre névralgique de la croissance économique. L'Europe a-t-elle du mal à entrer dans le modèle post-fordiste ? Devra-t-elle s'inscrire dans une nouvelle « américanisation » ? Etre présent dans

---

<sup>488</sup> D'après Greggio (R.), Maffei (B.) et Marcel (B.), *op.cit.*, p 57. L'industrie spatiale américaine représentait en 2002, 6,5 milliards de dollars en parité du pouvoir d'achat contre seulement 3,9 milliards pour toute l'Europe.

<sup>489</sup> Greggio (R.), Maffei (B.) et Marcel (B.), *op.cit.*, p. 55-61.

<sup>490</sup> Barjot (D.), Dard (O.), Garrigues (J.), Musiedlak (D.) et Anceau (E.) (dir), *Industrie et politique en Europe occidentale et aux États-Unis*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2006.

les secteurs générateurs de forte croissance comme les TIC, ou encore les services, est devenu incontournable. L'avance américaine est nettement visible dans ces secteurs. On peut ajouter à cela l'influence du nouveau monde et son important réseau de firmes multinationales, lui permettant même de participer à la croissance dans certains pays d'Europe. Le cas de l'Irlande est illustratif. La forte expansion économique du « Tigre celtique » est inséparable des investissements américains et de la modernisation à laquelle ce pays s'est adonné dans les domaines les plus pointus.

C'est pour cette raison que l'adaptation européenne aux nouvelles données de l'économie mondiale est nécessaire. Car la fin de la forte croissance depuis 1973 marque le début d'un contexte qui rend le processus de rattrapage vis-à-vis des Etats-Unis plus difficile. Et cela se complique par la crise des systèmes de production comme le fordisme qui se heurte de plus en plus aux exigences des nouvelles technologies. En conférant plus de flexibilité et en satisfaisant une demande diversifiée grâce à des techniques comme la robotique ou la commande électronique, ce système n'a pu empêcher le ralentissement des gains de production.<sup>491</sup> Les mutations nées de la libéralisation ont fait que la mondialisation des économies est devenue telle que l'on peut désormais parler d'une internationalisation. Désormais, l'Europe devra en tenir compte.

Quant aux États -Unis, pour mieux comprendre leur rythme de croissance ainsi que leur dynamisme, il est important de prendre en considération les paramètres qui ont trait à la relation production-emploi. Si les États-Unis présentent la plus grande économie développée du monde, surtout de 1980 aux années 2000, c'est grâce à la pertinence de leur modèle. Depuis la fin des récessions de 1980 et de 1982, le pays a connu des cycles de croissance durable et forte en moyenne. En 1991, la croissance a été brièvement interrompue par la récession due à un relèvement des taux d'intérêt. Le taux de croissance annuel moyen de l'emploi aux États-Unis pendant la période 1980-2000 a été très supérieur à ceux des autres principales économies développées (1,6% pour les États-Unis, contre seulement 0,4% pour la France et l'Allemagne).<sup>492</sup> Ensuite, la

---

<sup>491</sup> Greggio (R.), Maffei (B.) et Marcel (B.), *op. cit.*, p 14.

<sup>492</sup> Villemeur (A.), *op.cit.*, p 167.

création d'emplois et la rentabilité du capital ont joué un rôle essentiel dans la durabilité de la croissance américaine.

Contrairement à l'Europe, les États-Unis ont réussi à résorber le chômage dans un contexte de croissance de leur population active. Entre la *Job machine* américaine et l'impuissance européenne à faire reculer le chômage, l'écart est (jusqu'en 2006) flagrant : 70% d'augmentation de l'emploi entre 1970 et 2000 pour les États-Unis contre 15% seulement pour l'Europe.<sup>493</sup> Ces facteurs conjugués à leur meilleur niveau, ont participé à la performance économique des États-Unis. Quant aux investissements, qui ont fait l'objet de plusieurs évaluations et connu beaucoup de progrès, ils ont beaucoup participé au dynamisme de l'économie nationale avant la récession de 1991. Cependant, il faut souligner aussi que l'éclatement de la bulle boursière en 1991 a causé le ralentissement, de la croissance économique. Une stagnation s'était instaurée tout au long de la décennie, perturbant l'évolution économique de beaucoup de pays. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'après la croissance des années 1993-1995, les États-Unis entraient dans une « nouvelle économie » depuis 1996. Celle-ci est caractérisée par une croissance forte, même si nous pouvons noter une moindre création d'emplois durant cette période. Par contre, la productivité du travail avait nettement augmenté.

Dans les objectifs du traité de Lisbonne élaborés en 2000, la nécessité d'une amélioration qualitative du système d'éducation et de la formation professionnelle figurait parmi les plus visés. Face à un contexte mondial de plus en plus compétitif, l'Europe essaie de développer « l'économie de la connaissance » afin de la mettre au service des nations. C'est la raison pour laquelle l'éducation, l'enseignement supérieur, la formation professionnelle et la recherche scientifique occupent des parts croissantes dans les PIB des pays. Dans cette perspective, d'autres efforts ont été consentis dans le domaine de la recherche - développement (R.D), l'un des moteurs de croissance, d'innovations et de création d'emplois. La part de l'Europe dans le total mondial de la recherche développement était de 28%

---

<sup>305</sup> *Ibid*

contre 33% pour les États-Unis.<sup>494</sup> Or le vieux continent se doit de mieux mettre l'accent sur l'innovation dans les industries et les entreprises en le conciliant avec le milieu universitaire et de la recherche surtout quand il s'agit de secteur pointu. Les États-Unis l'ont compris très tôt en développant des thématiques fédérales. En guise d'exemple nous avons la NASA (*National Aeronautics and Space Administration*) ou encore le NIH (*National Institute of Health*) qui est même intégré dans un ministère. Si le CNRS ou l'Inra ont joué un rôle non négligeable dans la croissance économique dans un pays comme la France, le constat qui peut en découler est que le manque de synergie entre ces instances de recherche constitue un véritable frein.

Depuis plus de vingt ans, l'Europe a réussi à combler partiellement son retard économique par rapport aux États-Unis et la montée en puissance d'États puissants dans le domaine de la croissance (exemple la Chine et l'Inde) ne l'a pas découragée. Mais, de l'autre côté de l'Atlantique, la puissance économique américaine fait encore preuve d'un potentiel impressionnant malgré ses dettes énormes et son « économie de guerre ». Relancer la croissance européenne suppose incontestablement une politique de dépenses publiques efficaces qui peut lutter contre la rigidité du marché du travail. Nous pouvons d'ailleurs constater dans notre étude comparative que les États-Unis ont encore gagné en écart depuis vingt ans malgré le grignotage mené par l'Europe avant 1974. Elle n'est pas dans une phase de déclin annoncé mais elle a encore du mal à réduire l'écart par rapport à la croissance américaine, une puissance qui semble être indomptable. Jadis patrie de la révolution industrielle au XIX<sup>e</sup> siècle et continent dont sa reconstruction d'après-guerre fut surprenante, on peut se poser la question de savoir si l'Europe est en train de voir son expansion économique décliner. L'alternance des années de crise et le rattrapage difficile à la fin de « l'âge d'or » ont fait que les États-Unis ont gardé un écart important malgré leur fort endettement.

Somme toute, au moment où les États-Unis font encore confiance à leur économie, malgré les soubresauts qui l'ont frappé (exemple du fort endettement ou

---

<sup>494</sup> Perspectives du développement mondial 2010. Le basculement de la richesse, OCDE, 2000, p 128.

des dépenses militaires excessives), l'Europe semble être sous des auspices pessimistes. Il est vrai que le vieux continent ne dispose pas d'une économie de marchés financiers aussi fournie que celle des États-Unis<sup>495</sup>, mais le moindre dynamisme entrepreneurial explique le mal européen à réussir le rattrapage envisagé. Jusque là, seuls les États-Unis sont en mesure de présenter une économie authentiquement tertiarisée, fondée sur le savoir et la connaissance, source d'une véritable organisation scientifique du travail.<sup>496</sup> Quant à l'économie européenne, elle reste encore attachée à l'industrie classique et la spécialisation dans les produits de haut de gamme est aussi le champ de prédilection de nouvelles économies émergentes s'adaptant parfaitement à la mondialisation (exemples de la Chine ou de l'Inde). Prise en tenaille entre la montée en puissance de ces pays et la redoutée locomotive américaine, l'Europe voit partiellement son élan modernisateur brisé. Et ce facteur extérieur contribue à l'absence d'optimisme d'un continent qui ne parvient plus à s'ériger en véritable « champion de la croissance mondiale ». la décélération de la croissance dans les espaces économiques européens malgré la reprise de 1986 est visible partout en dehors de quelques exceptions. L'Allemagne a réussi à rétablir sa situation économique même si la réunification des années 1990 fut un contexte défavorable. Grâce à l'assainissement budgétaires et la remise en ordre des équilibres financiers énoncés précédemment, la nation allemande parvint à se maintenir jusqu'à 2010 comme le troisième pôle économique mondial. Ce modèle qui consiste à maintenir une grande stratégie de compétitivité, une meilleure spécialisation sectorielle et un modèle d'organisation sociopolitique atypique (capitalisme rhénan ou économie sociale de marché) est à peu près absent dans le reste du continent, à l'exception de l'Autriche, de la Suisse et du Luxembourg. Certains pensent aussi que la faiblesse des mythes fondateurs du pays y aurait contribué et que la fierté allemande en désertant le champ du politique aurait su se reporter sur une identité nationale à la poursuite d'une richesse matérielle.<sup>497</sup> Cependant, n'oublions pas que l'Allemagne aussi s'est trouvée prise en étau entre l'atonie de l'investissement et la demande intérieure. A cela s'ajoutait l'augmentation spectaculaire des coûts suite à la

---

<sup>495</sup> Le dollar reste toujours une monnaie imposante. Il continue d'apparaître dans 90% des transactions entre devises en 2001, grâce à ses faibles coûts de manipulation, contre 38% seulement pour l'euro. Cependant, que le dollar se révèle encore attractif, ne change en rien, la potentialité de la monnaie européenne, à pouvoir s'imposer comme une monnaie mondiale.

<sup>496</sup> Greggio (R.), Maffei (B.) et Marcel (B.), *op. cit.*, p 284.

<sup>497</sup> *Ibid*, p 155.

surévaluation du mark. Toutefois, cette nation peut être présentée comme un espace économique qui a su, depuis 1949 garder un optimisme inégalable malgré les différentes conjonctures qui ont amoindri le rythme de sa croissance. L'émergence rapide des pays de la Méditerranée sur une courte durée (jusqu'en 2005) rend les historiens et les économistes beaucoup plus méfiants quant à l'excès de confiance dans leurs prévisions.

Mais parler de déclin européen sans prendre en compte les réalités énumérées précédemment des deux côtés de l'Atlantique, serait une véritable erreur. L'Europe dispose d'un potentiel humain et d'un système productif capable de retrouver le chemin de la croissance et même réduire son écart vis-à-vis du PIB américain. D'ailleurs, si l'on en croit Rodolphe Greggio, Benoît Maffei et Bruno Marcel, « Ni ses hommes, ni ses entreprises ne sont irrémédiablement distancés par leurs concurrents d'outre-Atlantique. Affirmer que l'Europe est condamnée au déclin n'est pas vrai. Son modèle qui assure une protection sociale généralisée aux populations est, à bien des égards, plus séduisant que le capitalisme américain qui a tendance à renouer de plus en plus au capitalisme sauvage. »<sup>498</sup> Le tissu productif européen n'est pas à décrier, mais l'Europe devra beaucoup plus agir pour résorber son chômage pour mieux concurrencer la machine américaine tout en adaptant son économie au nouveau contexte de l'internationalisation. Les Etats-Unis ont réussi jusque là leur mission en remplissant avec le plus grand réalisme les intérêts économiques de leurs nations et s'affirmer comme la première puissance mondiale. Ils se sont donné les moyens et trouver les alternatives à chaque conjoncture et occuper la tête du peloton de la croissance. L'espérance européenne à s'inscrire dans cette dynamique pour égaler, voire dompter la suprématie américaine, constitue un véritable défi à relever.

---

<sup>498</sup> *Ibid*, p. 145.

## Conclusion

À la suite d'efforts persévérants à la fois endogènes et exogènes, l'Europe occidentale d'après-guerre a pu se reconstruire malgré les différentes crises et fluctuations conjoncturelles qui l'ont secouée. Le retour à un niveau de prospérité a marqué la période d'après-guerre. Cette période, allant de 1945 à la fin de 1973, a correspondu à la phase de la croissance la plus rapide qu'ait connue l'Europe occidentale au XXe siècle. Paradoxalement, la croissance a été plus rapide dans des pays comme la France ou l'Allemagne, qui avaient souffert de la guerre, que dans des pays neutres qui, comme la Suède ou la Suisse, étaient restés en dehors du conflit. Cette forte croissance enregistrée durant cette période ne saurait se réduire au seul effet des politiques internationales et des plans d'aide comme le plan Marshall. Beaucoup d'institutions ont cherché à élaborer des stratégies pour stimuler la croissance économique et tourner la page années moroses de la seconde guerre mondiale. Dans certains États (cas de la France, de l'Allemagne, de l'Italie), cette croissance d'après-guerre est rendue possible grâce à la conjugaison d'efforts nationaux consentis dans tous les domaines. Il s'agissait, entre autres d'une modernisation de plusieurs secteurs notamment l'agriculture, la production d'énergie, les transports et les industries de transformation. La place importante des investissements publics était le résultat d'une volonté des États soucieux de concilier les changements d'organisation avec les nouvelles connaissances. Ainsi, l'application des innovations comme dans le domaine des entreprises et dans d'autres activités comme les services, a concrétisé le rêve d'un « renouveau économique européen ». Les États d'Europe occidentale ont connu une amélioration considérable de leur niveau de vie. La triade États-Unis-Japon-Europe est ainsi devenue au début des années 1970 le grand pôle de la croissance économique mondiale.

L'Europe occidentale a réussi à rattraper partiellement le niveau de production par habitant des États-Unis. Le PIB par habitant de l'Europe occidentale, qui était inférieur de plus de moitié au niveau américain, ne lui était plus inférieur que de 30% en 1974. Cette performance a reposé largement sur un phénomène de rattrapage, c'est-à-dire l'adoption, par les Européens, des techniques et des méthodes les plus modernes, déjà expérimentées aux États-Unis. Ce rattrapage, manifesté par un différentiel de croissance de 1 à 2 points de pourcentage en faveur de l'Europe occidentale, s'est effectué avant le premier choc pétrolier et il s'est accompagné, surtout durant les premières années, d'une durée du travail plus élevée et d'un effort d'investissement plus lourd qu'aux États-Unis. À cela se sont ajoutés, dans une grande partie de l'Europe occidentale continentale, notamment les pays de l'Europe des Six, d'amples transferts de population active du secteur agricole vers l'industrie et les services modernes qui ont stimulé la croissance du PIB. Seule la Grande Bretagne, dont la population agricole avait déjà fortement diminué, n'a pas bénéficié de ces transferts massifs.

Contrairement à ce que l'on croirait, ce ne sont pas les pays de l'Europe des Six qui ont connu alors les croissances les plus rapides, mais les pays d'Europe méridionale, Espagne, Portugal et Grèce. Ceci confirme que l'effet de rattrapage a été, jusqu'en 1974, le principal facteur du dynamisme européen, avant la construction européenne et l'ouverture des frontières.

La croissance de l'époque des « Trente Glorieuses » a causé bien des illusions, laissant croire aux prévisionnistes du Hudson Institute et à leur directeur, le célèbre futurologue Hermann Kahn, que le niveau de vie de certains pays d'Europe, au premier rang desquels la France, rejoindrait en deux décennies celui des États-Unis, que la France dépasserait l'Allemagne comme première puissance économique européenne ou que les pays du Sud émergeraient de leur pauvreté séculaire pour dépasser le niveau de richesse de la Grande-Bretagne. Longtemps après le début du passage à une croissance ralentie, les experts et, plus encore, les gouvernements, ont continué à croire que des politiques keynésiennes favoriseraient la sortie de ce que l'on a longtemps identifié comme une crise passagère. Mais, quel qu'ait été l'effet des politiques de stimulation de la demande

intérieure suivies par divers pays d'Europe sur leur croissance, il est important de souligner que la croissance économique, en dehors des progrès techniques, est intimement liée à un ensemble de facteurs concrets qui sont : les comportements concurrentiels des producteurs, les dynamiques d'équilibre et la mise en œuvre du travail et du capital, deux leviers fondamentaux qu'on ne pourrait ignorer.

Le différentiel de croissance de l'Europe par rapport aux États-Unis a disparu après le premier choc pétrolier et n'est jamais réapparu au cours des trois décennies qui ont suivi. C'est ainsi qu'à la période de forte expansion succédèrent des phases de ralentissement dues à différentes vicissitudes économiques qui n'ont épargné aucun État d'Europe, à l'exception des pays les plus en retard, notamment l'Irlande et l'Espagne, pour lesquels l'effet de rattrapage a continué à fonctionner. La seconde période, qui va de 1974 à 2007, a été une période de croissance lente et entrecoupée par des crises qui ont porté un coup dur à l'économie européenne. Ce contexte de perte de dynamisme qui s'est accompagnée de l'accélération du chômage et de l'inflation dérégla le rythme de la croissance amorcée durant les années précédentes. Ces différents phénomènes qui ont marqué l'économie de l'Europe occidentale ont fini par faire perdurer la longue stagnation qui a débuté en 1974. Depuis cette date, le différentiel des taux de croissance joue constamment en faveur des États-Unis, pourtant eux-mêmes en moins forte croissance qu'avant 1974. Entre le premier choc pétrolier et la crise des *subprimes*, l'écart entre le taux de croissance annuel moyen de l'Europe occidentale et celui des États-Unis atteint en moyenne près d'un point de pourcentage. L'Europe ne peut plus compter comme par le passé sur des facteurs de dynamisme comme les transferts de population agricole vers les autres secteurs ou le remplacement de techniques et de méthodes archaïques par des procédés importés des États-Unis. Le moteur qui prédomine aujourd'hui pour relever le taux de croissance est celui du commerce extérieur. Depuis 1986, ce sont les pays qui reculent le moins sur les marchés mondiaux qui ont les taux de croissance les plus élevés.

Avantagée par une population moins vieillissante, une plus forte immigration de travail, une fiscalité moins lourde sur les producteurs, un fonctionnement plus souple du marché du travail et une gestion monétaire moins rigoureuse, l'économie américaine a, par son rythme de croissance durablement plus élevé

qu'en Europe depuis 1974, ramené la puissance relative de l'Europe occidentale à un niveau qui lui est comparativement inférieur à ce qu'il était au début de la construction européenne. La forte réduction du temps de travail survenue en Europe depuis la fin des années 1960 et les charges qu'y fait peser l'État-Providence sur les entreprises semblent avoir fermé la voie à la construction d'une Europe comme puissance. Celle-ci apparaît comme un agrégat de nations affaiblies par trente années de croissance molle, de diminution des sommes mises à la disposition des entreprises pour investir, de dérive des finances publiques et de chômage structurel. L'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale à l'Union Européenne en 2005 n'a pas compensé la perte de poids économique enregistrée par l'Europe occidentale depuis 1974. À partir de 2000, un nombre croissant de pays d'Europe occidentale ont cherché à relancer la croissance en ayant recours à l'allègement des charges fiscales sur les entreprises. Mais la persistance du vieillissement de la population européenne et du manque de compétitivité des producteurs européens sur le marché international a rendu peu efficace ces tentatives. L'opinion des prévisionnistes sur l'Europe est aujourd'hui dominée par des hypothèses pessimistes. Peut-être est-elle, comme jadis celles du Hudson Institute, trop influencée par l'expérience du passé immédiat.

L'expansion économique et les performances enregistrées dans le domaine de la croissance à l'échelle de l'Europe occidentale toute entière ne doivent pas occulter les disparités entre espaces économiques nationaux qui restent une réalité européenne. Les rythmes de croissance oscillent d'une nation à une autre. Le fait le plus remarquable est sans doute le dynamisme de ceux, parmi les pays européens, qui enregistraient les retards les plus considérables au début des années 1960 : l'Irlande, l'Espagne, le Portugal et la Grèce. Cette constatation confirme l'hypothèse émise par Alexander Gerschenkron selon laquelle les pays connaissant un décollage tardif sont aussi ceux qui connaissent les croissances les plus rapides. Le facteur de croissance qui prédomine est en fait le phénomène du rattrapage, qui veut que le pays en retard (*late comers*) opte tout de suite pour les techniques les plus modernes, sans passer par les étapes technologiques parcourues avant eux par les pays avancés (*early starters*). Force est de noter que cet effet rattrapage s'est épuisé à mesure que ces pays rapprochaient leur revenu par habitant de celui des pays les plus avancés : à partir des années 2000, ils ont souffert à leur tour de la

concurrence des pays à bas salaires, tandis que le réservoir de main-d'œuvre flexible et âpre au travail qu'avait constitué leur agriculture commençait à s'épuiser. La tentative de maintenir une croissance par le déficit des finances publiques débouche aujourd'hui sur des réajustements sévères qui brisent pour un temps indéterminé leur élan. À l'opposé, les pays initialement les plus avancés, la Suède et la Suisse, sont ceux qui, aussi bien durant la forte expansion des « Trente Glorieuses » que dans la période de croissance lente qui a suivi, ont enregistré les croissances les plus lentes. Au moins celles-ci ne sont-elles pas compromises aujourd'hui par une gestion trop imprudente des finances publiques.

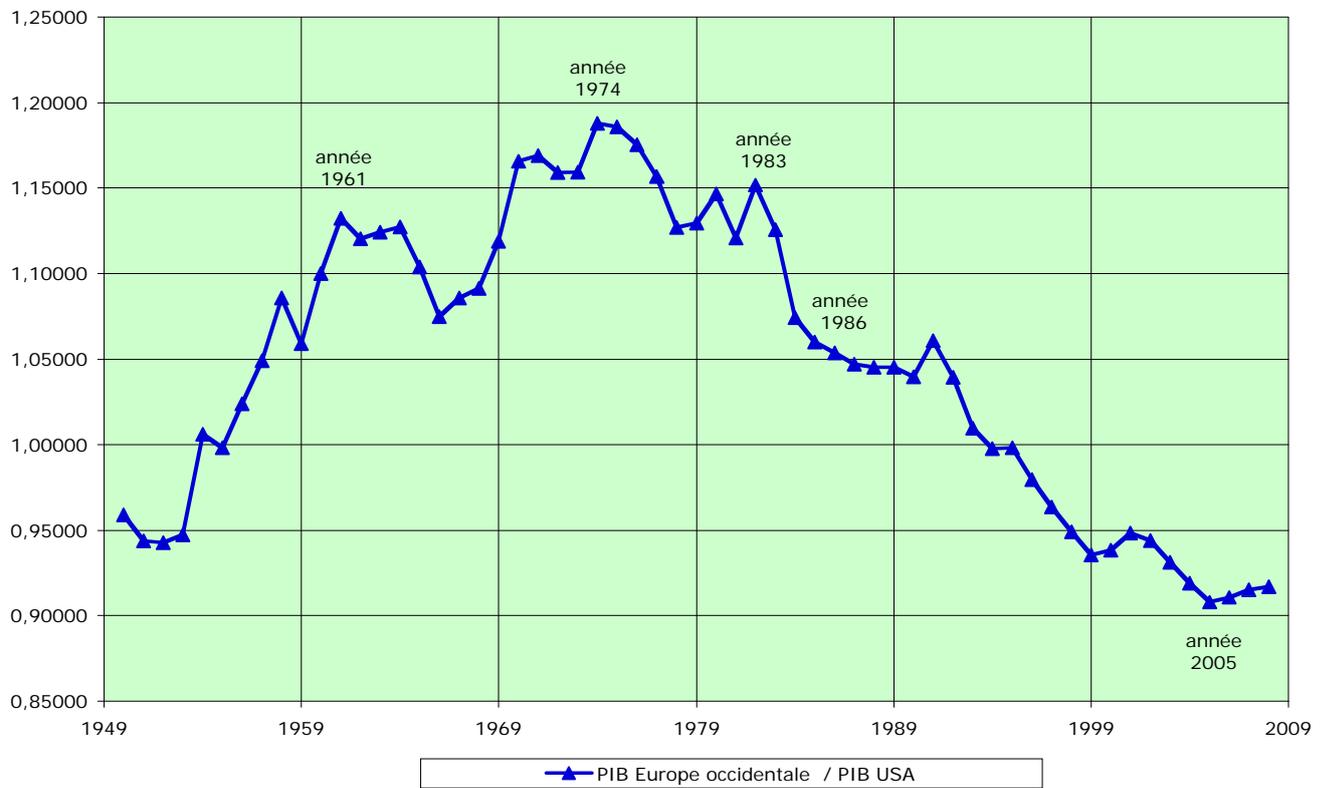
Un cas à part est constitué par un pays longtemps considéré, durant toute la période des « Trente Glorieuses » comme moins dynamique, le Royaume-Uni. Celui-ci inaugure une nouvelle ère de prospérité à partir du début des années 1980. Sa réussite a été le fruit d'une politique interne qui mit en avant les forces productives modernes favorables à la croissance. Quoique difficilement transposable dans d'autres pays d'Europe, ce type de politique économique sert de modèle aux partis qui se réclament plus ou moins du libéralisme en économie. Face aux difficultés rampantes qui affectent de plus en plus l'économie européenne la plupart des États ont, depuis les années 2000, entamé une série de réformes structurelles. Ainsi, on s'efforce de répondre aux dysfonctionnements existants dans le marché du travail entre l'offre et la demande, afin de redynamiser la croissance.

Le troisième millénaire s'annonçant comme l'ère des nouveaux défis, l'Europe occidentale arrivera-t-elle à faire face aux problèmes liés à l'emploi, à la dégradation du niveau de vie, à la lourdeur de la fiscalité dans certains pays (cas de la France) ou encore à la baisse du pouvoir d'achat ? Avec le « nouvel ordre mondial », la croissance économique devient encore, un point de focalisation et de débats. Après avoir observé une croissance relativement forte et répartie entre les nations au cours des trois dernières années, le rythme de l'économie européenne a considérablement ralenti en 2007 avec une diminution du PIB dans presque tous les pays. Ce « nouvel ordre mondial » qui intervient dans un contexte de crise financière et immobilière, fait émerger des « économies de transition » enregistrant des performances exceptionnelles depuis 2005 (6,5 à 7%). La montée en puissance

de la Chine ou de l'Inde dessine un autre mouvement tendanciel. Et dans ce paysage économique mondiale profondément différent de celui des années 1970, ni les États-Unis, ni l'Europe n'échapperont à l'émergence de ces nouveaux pays jusque là inattendus.

# Annexes

Figure 50  
PIB de l'Europe occidentale rapporté au PIB des États-Unis 1950-2008



Source : Maddison (A.), op. cit.

Tableau A1 : Parts relatives des exportations mondiales 1957-2006 (source : OMC)

	Allema- gne	Au- triche	Belg. /Lux	Dane- mark	Espagne	Fin- lande	France	Grèce	Irlande	Italie	Norvège	Pays- Bas	Portugal	R.me- Uni	Suède	Suisse
1957	7,67	0,88	2,85	1,05	0,43	0,74	4,53	0,20	0,33	2,28	0,73	2,77	0,26	8,25	1,91	1,40
1958	8,16	0,85	2,82	1,19	0,45	0,72	4,74	0,22	0,34	2,39	0,69	2,98	0,27	8,24	1,94	1,43
1959	8,50	0,84	2,86	1,21	0,43	0,72	4,86	0,18	0,32	2,52	0,70	3,13	0,25	8,08	1,91	1,46
1960	8,94	0,88	2,96	1,17	0,57	0,77	5,37	0,16	0,34	2,86	0,69	3,15	0,26	7,79	2,01	1,47
1961	9,51	0,90	2,94	1,15	0,53	0,79	5,40	0,17	0,38	3,14	0,70	3,23	0,24	7,97	2,06	1,53
1962	9,38	0,89	3,06	1,18	0,52	0,78	5,21	0,18	0,35	3,30	0,69	3,24	0,26	7,73	2,07	1,57
1963	9,48	0,86	3,14	1,24	0,48	0,75	5,24	0,19	0,36	3,28	0,70	3,22	0,27	7,65	2,08	1,57
1964	9,41	0,84	3,25	1,23	0,55	0,75	5,22	0,18	0,36	3,46	0,75	3,37	0,30	7,17	2,13	1,53
1965	9,60	0,86	3,43	1,24	0,52	0,77	5,39	0,18	0,33	3,86	0,77	3,43	0,31	7,36	2,13	1,59
1966	9,87	0,83	3,35	1,20	0,61	0,74	5,34	0,20	0,34	3,94	0,77	3,31	0,30	7,19	2,09	1,60
1967	10,13	0,84	3,30	1,18	0,64	0,72	5,31	0,23	0,37	4,06	0,81	3,40	0,33	6,70	2,11	1,63
1968	10,39	0,83	3,42	1,10	0,66	0,68	5,30	0,20	0,33	4,26	0,81	3,49	0,32	6,43	2,07	1,66
1969	10,66	0,88	3,70	1,11	0,70	0,73	5,46	0,20	0,33	4,30	0,81	3,55	0,31	6,43	2,09	1,70
1970	10,96	0,92	3,72	1,08	0,77	0,74	5,69	0,21	0,33	4,23	0,79	3,77	0,30	6,20	2,18	1,64
1971	11,22	0,91	3,66	1,06	0,84	0,68	5,87	0,19	0,38	4,34	0,73	3,98	0,30	6,43	2,14	1,66
1972	11,20	0,94	3,92	1,07	0,92	0,71	6,27	0,21	0,39	4,50	0,79	4,07	0,31	5,90	2,13	1,66
1973	11,69	0,92	3,89	1,08	0,90	0,67	6,25	0,25	0,37	3,86	0,81	4,17	0,32	5,29	2,12	1,65
1974	10,60	0,85	3,37	0,92	0,84	0,65	5,45	0,24	0,31	3,62	0,75	3,90	0,27	4,59	1,89	1,42
1975	10,31	0,86	3,30	1,00	0,88	0,63	5,98	0,26	0,37	3,99	0,83	4,02	0,22	5,05	2,00	1,48
1976	10,30	0,86	3,32	0,92	0,88	0,64	5,63	0,26	0,33	3,73	0,80	4,05	0,18	4,67	1,86	1,50
1977	10,46	0,87	3,32	0,89	0,91	0,68	5,64	0,24	0,39	4,00	0,77	3,88	0,18	5,11	1,67	1,57
1978	10,95	0,98	3,46	0,91	1,01	0,66	5,88	0,26	0,44	4,31	0,84	3,86	0,19	5,22	1,68	1,81
1979	10,45	0,94	3,45	0,90	1,11	0,68	5,94	0,23	0,44	4,40	0,82	3,88	0,22	5,26	1,68	1,61
1980	9,66	0,88	3,24	0,86	1,04	0,71	5,57	0,26	0,42	3,89	0,93	3,70	0,23	5,52	1,55	1,48
1981	8,91	0,80	2,82	0,82	1,03	0,71	5,13	0,22	0,39	3,81	0,92	3,48	0,21	5,20	1,45	1,37
1982	9,56	0,85	2,84	0,84	1,11	0,71	5,02	0,23	0,43	3,98	0,95	3,60	0,22	5,26	1,45	1,41
1983	9,39	0,85	2,88	0,89	1,10	0,69	5,06	0,24	0,48	4,03	0,98	3,64	0,25	5,09	1,52	1,42
1984	8,93	0,83	2,72	0,84	1,24	0,71	4,91	0,25	0,51	3,86	0,99	3,47	0,27	4,97	1,55	1,36
1985	9,52	0,89	2,79	0,85	1,30	0,71	5,07	0,24	0,54	4,10	1,04	3,54	0,30	5,26	1,58	1,42
1986	11,45	1,06	3,25	1,00	1,28	0,77	5,64	0,27	0,62	4,62	0,85	3,80	0,34	5,05	1,76	1,78
1987	11,84	1,09	3,35	1,03	1,38	0,81	5,78	0,26	0,64	4,70	0,86	3,74	0,37	5,29	1,81	1,84
1988	11,46	1,10	3,26	0,98	1,43	0,77	5,94	0,19	0,66	4,52	0,79	3,65	0,39	5,15	1,76	1,79
1989	11,30	1,07	3,31	0,93	1,44	0,77	5,73	0,25	0,68	4,65	0,90	3,57	0,42	5,07	1,71	1,71
1990	11,98	1,20	3,45	1,03	1,62	0,78	6,13	0,24	0,69	4,97	0,99	3,85	0,48	5,41	1,68	1,86
1991	11,78	1,20	3,46	1,05	1,76	0,67	6,24	0,25	0,71	4,96	1,00	3,91	0,48	5,42	1,61	1,80
1992	11,55	1,21	3,38	1,12	1,76	0,65	6,34	0,27	0,78	4,87	0,96	3,83	0,50	5,20	1,53	1,68
1993	10,49	1,10	3,28	1,02	1,72	0,64	5,65	0,24	0,80	4,60	0,87	3,81	0,42	4,98	1,37	1,61
1994	10,30	1,08	3,29	0,99	1,76	0,71	5,67	0,23	0,82	4,56	0,83	3,79	0,43	4,90	1,47	1,59
1995	10,67	1,17	3,58	1,01	1,85	0,81	5,80	0,22	1,15	4,77	0,86	4,00	0,47	4,93	1,63	1,59
1996	10,28	1,13	3,44	1,01	2,00	0,75	5,64	0,23	0,95	4,94	0,97	3,87	0,48	5,14	1,66	1,49
1997	9,70	1,11	3,25	0,93	1,97	0,74	5,49	0,21	1,01	4,55	0,92	3,69	0,45	5,32	1,57	1,37
1998	10,42	1,20	3,41	0,94	2,09	0,82	5,87	0,21	1,24	4,71	0,77	3,86	0,48	5,21	1,63	1,45
1999	10,03	1,18	3,31	0,93	2,03	0,77	5,59	0,19	1,32	4,34	0,84	3,70	0,47	4,95	1,57	1,41
2000	9,11	1,06	3,11	0,83	1,88	0,75	4,97	0,18	1,28	3,97	0,99	3,46	0,39	4,66	1,44	1,24
2001	9,83	1,15	3,27	0,88	1,98	0,74	5,11	0,16	1,43	4,20	1,02	3,72	0,42	4,60	1,30	1,34
2002	10,08	1,17	3,55	0,92	2,03	0,73	5,13	0,17	1,44	4,18	0,98	3,66	0,42	4,54	1,34	1,38
2003	10,73	1,27	3,65	0,93	2,23	0,75	5,22	0,19	1,32	4,27	0,96	3,78	0,44	4,34	1,46	1,44
2004	10,69	1,31	3,60	0,89	2,14	0,71	5,01	0,18	1,22	4,15	0,96	3,73	0,39	4,01	1,45	1,38
2005	10,09	1,21	3,46	0,86	1,97	0,67	4,58	0,16	1,13	3,85	1,05	3,61	0,33	3,83	1,34	1,30
2006	10,09	1,20	3,29	0,82	1,91	0,69	4,39	0,18	0,94	3,73	1,08	3,58	0,38	3,84	1,32	1,27

Source : OMC

Tableau A 2

Les gagnants et les perdants dans la croissance par rapport aux États-Unis de 1957 à 2007 (indice du rapport entre les PIB, base 1957 = 1200)

Rangs et Pays		Croissance 1957-2007 supérieure à celle des États –Unis
1ere	Irlande	$1,27 / 0,60 = 211,7$
2 <sup>e</sup>	Espagne	$8,37 / 4,84 = 172,9$
3 <sup>e</sup>	Grèce	$1,80 / 1,23 = 146,3$
4 <sup>e</sup>	Portugal	$1,63 / 1,25 = 130,3$
5 <sup>e</sup>	Finlande	$1,34 / 1,26 = 106,3$

Rangs et Pays		Croissance 1957-2007 inférieure à celle des États –Unis
6 <sup>e</sup>	Autriche	$2,05 / 2,12 = 96,7$
7 <sup>e</sup>	Pays-Bas	$4,27 / 4,47 = 95,5$
8 <sup>e</sup>	Italie	$12,38 / 13,40 = 92,4$
9 <sup>e</sup>	France	$15,02 / 16,26 = 92,4$
10 <sup>e</sup>	Allemagne	$17,92 / 20,32 = 88,2$
11 <sup>e</sup>	Belgique	$2,58 / 3,11 = 83,0$
12 <sup>e</sup>	Danemark	$1,45 / 1,9 = 76,3$
13 <sup>e</sup>	Suède	$2,34 / 3,1 = 75,5$
14 <sup>e</sup>	Royaume-Uni	$15,21 / 16,26 = 69,3$
15 <sup>e</sup>	Suisse	$1,98 / 3,19 = 62,1$

Tableau A 3

Indices de variation des quotients des PIB rapportés à celui des États-Unis  
et rangés en ordre décroissant

1974 / 1957		1986 / 1974		2007 / 1986	
Espagne	168,0	Irlande	103,2	Irlande	198,4
Grèce	152,0	Grèce	98,4	Espagne	110,6
Portugal	145,6	Finlande	94,7	Grèce	97,8
Italie	129,1	Espagne	93,1	Portugal	97,0
France	122,7	Italie	93,0	Pays-Bas	96,0
Finlande	119,8	Portugal	92,3	Finlande	93,7
Autriche	118,4	Danemark	91,4	R.me-Uni	92,9
Pays-Bas	115,9	Autriche	88,8	Autriche	91,9
Allemagne	115,0	France	88,0	Belgique	88,1
Belgique	112,5	Allemagne	87,1	Suède	87,0
Suède	108,1	R.me-Uni	86,6	France	85,5
Suisse	105,6	Pays-Bas	85,9	Danemark	80,6
Irlande	103,3	Belgique	83,7	Suisse	77,3
Danemark	103,7	Suède	80,3	Italie	76,9
R.me-Uni	86,2	Suisse	76,0	Allemagne	76,2

Tableau A 4

Baisse de la population active agricole (PAA) dans la CEE, 1960-1986 (milliers)

	1960	1986	1986 (1960 = 100)
Allemagne	3623	1345	37
Belgique	300	103	34
Danemark	362	183	51
France	4189	1536	37
Irlande	390	168	43
Italie	6611	242	34
Luxembourg	21,9	6,5	30
Pays-Bas	408	248	61
Royaume-Uni	1134	619	55
Grèce	2019	1026	51
Europe des 10	19058	7476	39

Source : Eurostat

PAA : Eurostat définit la population active agricole en incluant la pêche, la chasse et la sylviculture. La diminution de la PAA en Europe occidentale a été significative entre 1960 et 1986. La situation des pays comme la France (4189 de PAA en 1960 contre 1536 en 1986), l'Italie (6611 puis 242) atteste bien ce recul considérable du nombre de la population agricole durant cette période. En fait, au cours des décennies récentes, aucun autre secteur de l'économie d'Europe occidentale n'a connu de bouleversements aussi importants que celui de l'agriculture. En 1960, l'Europe des Six comptait 15,2 millions d'actifs dans le secteur agricole ; en 1987, ce nombre était tombé à 5,2 millions. En effet, jusqu'au début du premier choc pétrolier, le déclin du nombre d'actifs dans le secteur agricole s'est poursuivi en Europe occidentale à un rythme étonnant. Ceci s'explique par le fait que les secteurs secondaire et tertiaire ont accueilli les candidats de l'exode rural suite à l'essor de la mécanisation. Ce transfert de la main-d'œuvre agricole a été significatif dans presque toutes les nations d'Europe occidentale.

Tableau A 5  
Population active du secteur agriculture forêts pêche (milliers) 1951-1981

Autriche	1951 1 080	1961 769	1971 427	1981 290
Belgique	1947 425	1961 254	1970 162	1981 114
Danemark	1950 518	1960 367	1970 244	1981 194
Finlande	1950 912	1960 721	1970 429	1980 279
France	1950 (Moyenne 1946-1954) 6 340	1962 3 907	1970 (interpolation 1968-1975) 2 838	1982 1 761
Allemagne	1950 4 134	1961 3 584	1970 1 991	1980 1 528
Grèce	1951 1 367	1961 1 960	1971 1 312	1981 972
Irlande	1951 504	1961 390	1971 285	1981 196
Italie	1951 8 261	1961 5 657	1971 3 242	1981 2 240
Pays-Bas	1947 747	1960 447	1971 288	1981 276
Norvège	1950 360	1960 274	1970 170	1980 165
Portugal	1950 1 590	1960 1 448	1970 1 003	1981 738
Espagne	1950 5 271	1964 4 177	1970 2 958	1981 1 854
Suède	1950 632	1960 447	1970 277	1980 226
Suisse	1950 355	1960 280	1970 231	1980 191
Royaume-Uni	1951 1 241	1961 945	1971 790	1981 543

Source : Broadus Mitchell, *Historical Statistics Europe 1750-1988*, Macmillan Press, Londres 1992, pp. 139-158.

Tableau A 6  
Facteurs de la croissance du revenu national (1950-1962)  
(Contribution au taux de croissance moyen en points de pourcentage)

	États-Unis	Allemagne	France	Italie	R.me-Uni
<b>Revenu National</b>	<b>3,36</b>	<b>7,26</b>	<b>4,70</b>	<b>5,95</b>	<b>2,29</b>
<b>Facteurs de production</b>	<b>1,95</b>	<b>2,78</b>	<b>1,24</b>	<b>1,66</b>	<b>1,11</b>
Travail	1,12	1,37	0,45	0,96	0,60
Capital	0,83	1,41	0,79	0,70	0,51
<b>Productivité totale des facteurs</b>	<b>1,41</b>	<b>4,48</b>	<b>3,46</b>	<b>4,26</b>	<b>1,18</b>
Réduction des facteurs employés dans l'agriculture	0,25	0,77	0,65	1,04	0,06
Réduction de l'emploi non salarié hors agriculture	0,04	0,14	0,23	0,22	0,04
Diminution des obstacles au commerce international	0,00	0,10	0,23	0,16	0,02
Economies d'échelle	0,36	1,61	1,00	1,22	0,27
Rééquilibrage du stock de capital pour l'Allemagne	/	0,26	/	/	/
Progrès scientifique (1)	0,76	0,76	0,76	0,76	0,76
Résidu après déduction du progrès scientifique (2)	0,00	0,84	0,75	0,89	0,03

Notes :

(1) « progrès scientifique » (*advances of knowledge*) désigne en fait le résidu de l'analyse du taux de croissance de l'économie américaine ( et, étant obtenu par déduction, inclut d'éventuelles erreurs et omissions ainsi que toutes les améliorations d'efficacité non directement mesurables). Les résidus européens sont décomposés en un « progrès scientifique » qui suit le même rythme qu'aux États-Unis et un résidu supplémentaire propre à chacun d'eux et appelé « résidu après déduction du progrès scientifique ».

(2) Rattrapage des retards technologiques des pays européens par rapport aux États-Unis, améliorations supplémentaires de l'efficacité non directement mesurables, rajeunissement du capital...+ erreurs et omissions.

Source :

Edward F. Denison, *Why Growth Rates Differ ?* The Brookings Institution, Washington, 1967, p. 298 à 317

Tableau A 7  
Taux de croissance des facteurs de Production entre 1950 et 1962 (%)

	États- Unis	Allemagne	France	Italie	R.me-Uni
Capital (1)	3,58	6,37	4,17	3,50	3,35
Travail ( 2)	1,42	1,84	0,58	1,32	0,77
Facteurs de production (3)	1,71	2,71	1,20	1,65	1,16
Productivité totale des facteurs (4)	1,36	4,43	3,65	4, 25	1,18

Notes :

(1) Cet agrégat comprend les bâtiments et les équipements appartenant aux entreprises + les stocks de biens intermédiaires et la terre. Il est calculé à prix constants (ceux de l'année 1950)

(2) Indice du nombre d'heures de travail fournies par la population active dans l'année corrigée de l'évolution de la structure par âge et par sexe et de celle du niveau de scolarisation.

(3) L'indice des facteurs de production est la moyenne géométrique pondérée des indices du stock de capital et de la ressource de travail (selon la formule de Cobb-Douglas dans laquelle les pondérations correspondent aux parts respectives de la rémunération du travail et de la rémunération du Capital dans la Valeur Ajoutée).

(4) Rapport entre l'indice du Produit National Net au coût des facteurs et celui des facteurs de production.

Source :

Edward F. Denison, *Why Growth Rates Differ?*, The Brookings Institution, Washington, 1967, p 190.

Tableau A 8  
Revenu National Brut des pays d'Europe occidentale (% du RNB des États-Unis)

PAYS	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Autriche	2,61	2,54	2,49	2,53	2,60	2,68	2,66	2,60	2,54	2,51	2,47	2,36	2,32
Belgique	3,23	3,19	3,18	3,20	3,26	3,34	3,29	3,21	3,19	3,15	3,03	2,97	2,86
Suisse	3,00	2,91	2,89	2,94	2,99	2,97	2,88	2,81	2,70	2,64	2,57	2,56	2,51
Allemagne	25,45	24,77	24,56	24,97	25,88	27,07	26,86	25,93	25,29	24,85	24,11	23,10	22,26
Danemark	1,81	1,75	1,66	1,63	1,62	1,64	1,64	1,60	1,62	1,62	1,60	1,58	1,55
Espagne	8,45	8,58	8,56	8,80	8,99	9,25	9,06	8,77	8,48	8,53	8,39	8,35	8,40
Finlande	1,50	1,49	1,50	1,52	1,50	1,39	1,29	1,24	1,25	1,26	1,23	1,27	1,28
France	17,48	17,24	17,15	17,45	17,67	17,90	17,62	17,11	16,66	16,41	16,01	15,75	15,59
Royaume-Uni	16,24	16,33	16,35	16,29	16,09	15,94	15,61	15,53	15,62	15,47	15,53	15,68	15,56
Grèce	2,45	2,32	2,29	2,33	2,32	2,41	2,37	2,26	2,21	2,18	2,13	2,12	2,07
Irlande	0,67	0,67	0,66	0,68	0,73	0,75	0,74	0,75	0,76	0,79	0,83	0,85	0,89
Italie	17,35	17,25	17,11	17,24	17,22	17,50	17,11	16,56	16,15	16,11	15,71	15,35	15,16
Luxembourg	0,17	0,17	0,17	0,18	0,19	0,21	0,21	0,21	0,20	0,20	0,20	0,20	0,19
Pays-Bas	4,56	4,52	4,43	4,53	4,58	4,73	4,65	4,63	4,59	4,61	4,55	4,58	4,48
Portugal	1,67	1,73	1,78	1,86	1,92	2,01	1,98	1,89	1,82	1,85	1,81	1,80	1,78
Suède	2,96	2,96	2,89	2,89	2,86	2,81	2,67	2,53	2,55	2,57	2,51	2,44	2,41

Tableau A 8 (suite et fin)  
Revenu National Brut des pays d'Europe occidentale (% du RNB des États-Unis)

PAYS	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Autriche	2,26	2,25	2,18	2,26	2,24	2,22	2,13	2,18	2,20	2,29	2,27
Belgique	2,81	2,88	2,86	2,95	2,86	2,75	2,66	2,67	2,70	2,78	2,81
Suisse	2,44	2,43	2,36	2,37	2,38	2,32	2,28	2,33	2,34	2,25	2,59
Allemagne	21,72	20,98	21,08	21,08	21,01	20,90	20,52	20,80	21,12	21,49	21,49
Danemark	1,51	1,50	1,50	1,53	1,46	1,47	1,43	1,46	1,45	1,50	1,49
Espagne	8,34	8,45	8,71	9,19	9,22	9,18	9,18	9,65	10,02	10,19	10,46
Finlande	1,28	1,31	1,32	1,34	1,28	1,32	1,27	1,29	1,36	1,40	1,32
France	15,39	15,45	15,87	16,09	15,35	14,95	14,75	14,82	15,22	15,65	15,63
Royaume-Uni	15,07	15,22	15,79	16,31	16,17	16,20	15,71	15,62	15,69	16,30	16,43
Grèce	1,99	2,00	2,11	2,23	2,23	2,23	2,11	2,16	2,19	2,30	2,32
Irlande	0,89	0,93	0,96	1,01	1,06	1,07	1,08	1,15	1,20	1,16	1,06
Italie	14,59	14,37	14,78	14,26	13,91	13,31	12,89	13,05	13,29	13,44	13,48
Luxembourg	0,20	0,20	0,20	0,20	0,19	0,22	0,21	0,21	0,23	0,23	0,21
Pays-Bas	4,58	4,75	4,79	4,88	4,67	4,66	4,51	4,69	4,78	4,81	4,69
Portugal	1,79	1,77	1,78	1,83	1,80	1,73	1,73	1,72	1,75	1,80	1,80
Suède	2,43	2,44	2,40	2,44	2,48	2,45	2,33	2,41	2,55	2,62	2,56

Source :

Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 2009.

Tableau A 9

PIB rapportés au PIB des États-Unis selon Heston et al. de 1980 à 2009 (%)

	Autri- che	Bel- gique	Dane- mark	Fin- lande	Fran- ce	Alle- magne	Grèce	Irlande	Italie	Luxem- bourg	Pays- Bas	Por- tugal	Espa- gne	Suède	Suisse	Royau- me- Uni
1980	2,97	3,72	1,84	1,60	20,20	28,68	2,80	0,80	18,99	0,18	5,65	1,73	9,83	3,33	3,17	18,88
1981	2,89	3,50	1,78	1,60	19,61	27,54	2,73	0,80	18,51	0,18	5,51	1,69	9,41	3,24	3,13	18,31
1982	3,01	3,55	1,86	1,67	20,34	27,77	2,70	0,84	19,01	0,18	5,58	1,75	9,65	3,29	3,18	18,72
1983	2,93	3,38	1,82	1,63	19,72	27,01	2,55	0,81	18,37	0,18	5,40	1,65	9,31	3,19	3,06	18,44
1984	2,75	3,24	1,77	1,60	18,64	25,68	2,41	0,78	17,69	0,17	5,19	1,50	8,91	3,13	2,96	17,49
1985	2,72	3,18	1,77	1,55	18,21	25,14	2,36	0,77	17,47	0,17	5,10	1,50	8,79	3,05	2,91	17,43
1986	2,69	3,21	1,83	1,55	18,41	25,68	2,31	0,76	17,82	0,18	5,08	1,58	8,97	3,09	2,96	17,31
1987	2,66	3,21	1,79	1,56	18,35	25,59	2,21	0,76	17,97	0,18	4,97	1,64	9,23	3,09	2,96	17,55
1988	2,65	3,28	1,72	1,59	18,48	25,45	2,22	0,76	17,93	0,19	4,92	1,69	9,37	3,05	2,91	17,70
1989	2,67	3,31	1,67	1,63	18,49	25,32	2,21	0,78	17,90	0,21	4,95	1,72	9,53	3,03	2,91	17,53
1990	2,75	3,36	1,68	1,58	18,68	26,24	2,19	0,81	18,10	0,21	5,06	1,80	9,80	2,99	2,99	17,48
1991	2,83	3,42	1,69	1,47	18,83	27,44	2,27	0,81	18,52	0,23	5,21	1,86	10,12	2,98	2,97	17,39
1992	2,80	3,38	1,68	1,35	18,52	27,30	2,21	0,80	17,99	0,22	5,08	1,86	9,90	2,85	2,86	16,94
1993	2,73	3,27	1,62	1,28	17,84	26,44	2,13	0,81	17,20	0,23	5,00	1,78	9,47	2,69	2,80	16,82
1994	2,67	3,24	1,64	1,29	17,50	26,09	2,10	0,82	16,82	0,23	4,95	1,78	9,28	2,69	2,76	16,74
1995	2,67	3,23	1,66	1,35	17,41	26,03	2,10	0,88	16,83	0,23	4,98	1,78	9,34	2,75	2,73	16,66
1996	2,61	3,12	1,65	1,32	16,94	25,22	2,07	0,91	16,38	0,22	4,95	1,76	9,21	2,67	2,62	16,55
1997	2,54	3,09	1,62	1,35	16,56	24,35	2,05	0,97	15,94	0,22	4,95	1,76	9,11	2,60	2,52	16,40
1998	2,50	3,01	1,58	1,37	16,39	23,79	2,03	0,99	15,55	0,22	4,91	1,78	9,13	2,56	2,48	16,26
1999	2,47	2,96	1,55	1,35	16,21	23,29	2,00	1,05	15,19	0,24	4,91	1,79	9,16	2,54	2,39	16,07
2000	2,46	2,94	1,57	1,36	16,15	22,89	2,00	1,10	14,97	0,24	4,94	1,78	9,22	2,54	2,38	16,07
2001	2,46	2,92	1,56	1,38	16,32	22,94	2,07	1,17	15,14	0,24	5,02	1,80	9,54	2,53	2,38	16,30
2002	2,45	2,93	1,55	1,38	16,33	22,69	2,13	1,23	15,06	0,25	4,97	1,80	9,73	2,53	2,38	16,49
2003	2,41	2,88	1,52	1,36	16,10	22,16	2,21	1,23	14,76	0,26	4,86	1,74	9,83	2,51	2,33	16,72
2004	2,39	2,85	1,51	1,35	15,91	21,60	2,25	1,22	14,42	0,26	4,77	1,70	9,80	2,51	2,30	16,70
2005	2,32	2,78	1,50	1,32	15,49	20,72	2,18	1,24	13,79	0,27	4,68	1,69	9,72	2,49	2,24	16,44
2006	2,34	2,78	1,52	1,33	15,37	20,77	2,23	1,26	13,64	0,29	4,70	1,67	9,87	2,54	2,25	16,48
2007	2,37	2,81	1,51	1,37	15,53	21,00	2,28	1,29	13,66	0,32	4,80	1,68	10,07	2,59	2,29	16,68
2008	2,42	2,82	1,51	1,37	15,73	21,29	2,31	1,23	13,50	0,34	4,94	1,69	10,19	2,60	2,34	16,78
2009	2,41	2,87	1,47	1,30	15,82	21,17	2,32	1,17	13,34	0,33	4,86	1,71	10,22	2,54	2,41	16,38

Source: Alan Heston, Robert Summers and Bettina Aten, *Penn World Table, Version 7.0*, Center for International Comparisons of Production, Income and Prices, at the University of Pennsylvania, March 2011.

Tableau A 10  
Taux de chômage en Europe et aux États-Unis (1974-2007)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Union européenne	3,2	4,6	5,3	4,8	5,3	5,5	5,6	7,3	7,7	8,8	9	9,7	10,9	10,5	10,1	8,7	8,1
Belgique	2,4	4,2	5,6	7,5	8,1	8,4	9,1	11,1	13	11,1	11,1	11,3	10,2	11,3	10,1	7,5	6,7
Danemark	3,5	4,9	4,8	6,3	7,1	5,8	6,7	8,7	9,3	9	8,5	8,4	6,9	6	6,4	7,3	7,7
Allemagne	2,1	4,1	4,1	4	3,8	3,3	3,4	4,8	6,9	6,9	7,1	7,3	7,1	6,3	6,3	5,6	4,8
Grèce	2,1	2,3	1,9	1,7	1,8	1,9	2,8	4	5,8	7,1	7,2	7,8	7,5	7,4	7,7	6,7	6,4
Espagne	3	4,3	4,9	5,8	6,9	8,5	11,2	14,4	16,2	17,5	20,3	21,9	21,5	20,9	20,2	17,2	16,2
France	2,8	4,1	4,4	4,8	5,2	6	6,4	7,7	8,7	8,1	9,7	9,9	10,1	10,4	9,8	9,3	8,9
Irlande	5,3	6,4	7,8	9,1	8,3	7,4	8,2	10,2	12,3	14	15,5	18,3	18,7	18,1	17,8	14,7	13,4
Italie	5,3	5,8	6,6	5,4	6,1	6,7	7,2	8	9,7	7,7	8,1	9,2	10	10,1	11	10	9,1
Luxembourg	:	:	:	0,5	0,8	0,7	0,7	1	1,3	3,5	3,1	3	2,5	2,7	2,3	1,8	1,7
Pays-Bas	2,7	4	4,3	5,4	5,4	5,5	6,2	8,8	11,8	9,7	9,3	10,3	9,8	9,9	10	6,9	6,2
Autriche	1,1	1,7	1,7	1,5	2,1	2,1	1,9	2,5	3,5	4,1	3,8	3,6	3,1	3,8	3,6	3,1	3,2
Portugal	2,1	5,5	6,3	7,4	8	8,1	7,7	7,4	7,3	7,8	8,5	8,6	8,7	7,2	6,1	4,9	4,6
Finlande	1,7	2,2	4	6	7,2	5,9	4,6	4,8	5,3	5,4	6,2	5,1	6,9	5,1	4,5	3,5	3,4
Suède	2	1,6	1,6	1,8	2,2	2,1	2	2,5	3,1	3,9	3,4	2,8	2,8	2,1	1,7	1,6	1,8
Royaume-Uni	2,1	3,4	5,1	5,3	5,1	4,7	6	9,2	10,6	11,1	11,1	11,5	12	11,1	9,3	7,3	7
Suisse	0	0,4	0,7	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,4	0,9	1,1	1	0,8	0,7	0,8	0,6	0,5
Etats-Unis	5,5	8,3	7,5	6,9	5,9	5,7	7	7,5	9,5	9,6	7,5	7,2	7	6,2	5,5	5,3	5,5
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Union européenne	8,4	9,3	10,4	11,3	10,7	10,9	10,7	9,9	9,2	7,8	7,4	7,7	8,1	8,1	8,1	7,7	7
Belgique	6,6	7,7	8,8	9,7	9,4	9,6	9,2	9,5	9	6,9	6,7	7,3	8,1	8,4	8,5	8,3	7,5
Danemark	8,4	9,6	10,6	8,7	7,1	7,4	5,5	5,2	5,2	4,4	4,3	4,6	5,6	5,5	4,8	3,9	3,8
Allemagne	5,6	6,3	7	8,7	8,2	8,8	10	9,4	8,7	7,8	7,8	8,7	9,6	9,8	10,7	9,8	8,4
Grèce	7	7,9	8,6	8,9	9,1	9,7	9,6	10,8	11,7	11	10,4	10	9,3	10,5	9,9	8,9	8,3
Espagne	16,4	17,6	21,3	24,4	22,7	22,3	20,8	18,8	15,9	11,3	10,6	11,3	11,3	10,6	9,2	8,5	8,3
France	9,5	9,7	10,3	12,2	11,2	12	12,4	11,8	11,3	9,1	8,4	8,9	9,4	9,3	9,2	9,2	8,3
Irlande	14,8	17,6	18,4	14,7	14,3	11,8	10,1	7,6	5,7	4,3	3,9	4,3	4,6	4,5	4,4	4,5	4,6
Italie	8,8	9,9	11,2	11,3	12	12,1	12,1	11,9	11,3	10,4	9,4	9	8,6	8	7,7	6,8	6,1
Luxembourg	1,7	1,8	2,4	3,4	2,7	3,2	2,6	2,7	2,3	2,3	2,1	2,8	3,7	4,8	4,6	4,6	4,1
Pays-Bas	5,8	7,1	8,2	7	7,3	6,2	5,2	4	3,3	2,9	2,5	2,7	3,8	4,6	4,7	3,9	3,2
Autriche	3,5	3,6	4,3	3,8	3,9	4,5	4,4	4,5	3,7	3,7	3,6	4,2	4,1	4,9	5,2	4,8	4,4
Portugal	4	3,7	4,9	6,7	7,1	7,4	6,8	5,2	4,5	4,1	4	5	6,3	6,7	7,7	7,8	8,1
Finlande	7,6	13,1	17,9	19,4	18,1	15,7	13,1	11,4	10,2	9,8	9,1	9,1	9	8,8	8,4	7,7	6,9
Suède	3,3	5,8	9,5	9,8	9,1	10	9,9	8,3	7,2	5,6	4,9	4,9	5,6	6,5	7,4	7	6,1
Royaume-Uni	8,8	9,9	10,3	9,8	8,8	8,3	7	6,3	6,1	5,4	5	5,1	5	4,7	4,8	5,4	5,3
Suisse	1,8	2,9	3,7	3,8	3,3	3,7	4,2	3,5	3,2	2,7	2,6	3,2	4,1	4,3	4,5	4	3,6
Etats-Unis	6,7	7,4	6,8	6,1	5,6	5,4	4,9	4,5	4,2	4	4,8	5,8	6	5,5	5,1	4,6	4,6

Source : Nuria Narvaiza-Mandon, *L'explosion du chômage en Europe. Une analyse nationale et régionale, 1973-2000*, th. Université Marc Bloch, Strasbourg, 2004, Annexes. Eurostat, *Annuaire statistique 2000-2009*.

Tableau A 11

Evolution des taux de chômage global et de longue durée en % de la population active en Irlande

Année	Population active (en milliers)	Chômeurs (en milliers)	% global	% de chômeurs longue durée
1985	1316,4	219,6	16,7	-
1986	1320,5	225,5	17,1	-
1987	1336,5	226,0	16,9	-
1988	1327,7	217,0	16,3	10,4
1989	1307,8	196,8	15,0	9,8
1990	1332,1	172,4	12,9	8,3
1991	1354,4	198,5	14,7	8,8
1992	1371,8	206,6	15,1	8,5
1993	1403,2	220,1	15,7	8,9
1994	1431,6	211,0	14,7	9,0
1995	1459,2	177,4	12,2	7,1
1996	1507,5	179,0	11,9	6,9
1997	1539,0	159,0	10,3	5,6
1998	1621,1	126,6	7,8	3,9
1999	1688,6	96,9	5,7	2,5
2000	1745,6	74,9	4,3	1,6

Source : Central Statistic Office, *Statistical Bulletin*, Juin 2000

Ce tableau montre bien la montée en puissance de l'Irlande en Europe occidentale. Dépassant rapidement beaucoup de pays de l'Union, y compris ceux qui ont connu très tôt l'industrialisation, l'Irlande fait montre d'un dynamisme impressionnant. Et la baisse annuelle de son taux de chômage de 1985 à 2000 confirme sa belle endurance économique. Si le pourcentage global de chômage le plus élevé fut de 17,1% en 1987, il n'a été que de 4,3% en 2000. L'ouverture de l'Irlande à l'extérieur et son degré d'innovation aux nouvelles technologies, à la formation, à la qualification (avec la mise sur pied d'universités et de centres de formation professionnelle moderne) et à la recherche a joué un rôle déterminant dans l'expansion économique irlandaise.

Tableau A 12

Épargne domestique brute (% du PIB) des années 1960 à 2007

Allemagne	1970-2007	25,3	8 <sup>e</sup>
Autriche	1970-2007	28,1	4 <sup>e</sup>
Belgique	1970-2007	25,2	9 <sup>e</sup>
Danemark	1966-2007	24,5	11 <sup>e</sup>
Espagne	1970-2007	24,8	10 <sup>e</sup>
Finlande	1960-2007	26,9	7 <sup>e</sup>
France	1970-2007	20,2	13 <sup>e</sup>
Grèce	1960-2007	12,5	16 <sup>e</sup>
Irlande	1970-2007	37,9	2 <sup>e</sup>
Italie	1965-2007	21,2	12 <sup>e</sup>
Luxembourg	1965-2007	49,7	1 <sup>er</sup>
Pays-Bas	1970-2007	27,7	5 <sup>e</sup>
Portugal	1970-2007	15,0	15 <sup>e</sup>
Royaume-Uni	1960-2007	15,2	14 <sup>e</sup>
Suède	1965-2007	27,3	6 <sup>e</sup>
Suisse	1960-2007	29,7	3 <sup>e</sup>

Source: Banque Mondiale, *Pays, Tendances, Données 2009*.

L'épargne domestique brute est la différence entre le PIB et les dépenses de consommation finale (c'est-à-dire l'ensemble de la consommation dans un pays pendant une période donnée). Plus précisément, il s'agit de la partie du revenu national disponible qui n'est pas affectée à la dépense de consommation finale, des ménages ou encore des gouvernements. Cet indicateur nous permet de saisir le dynamisme économique d'un pays donné dans la mesure où il renseigne sur la capacité d'un État à investir par ses propres capitaux sans dépendre de ceux de l'étranger. Ce tableau confirme le fait que des pays qui, comme l'Irlande, avaient un bas niveau de PIB par habitant ont fini par occuper les premières places du podium grâce à leur effort d'épargne.

## Sources

## Présentation et critique des sources

Face aux sources, il est fréquent que les historiens éprouvent un énorme besoin pour la quantification. Cette méthode qui est à la fois complexe et difficilement accessible, est restée néanmoins, l'un des repères et outil de travail indispensable quand on aborde des études comparées sur une longue durée. Travaillant sur une période de 50 ans sur le dynamisme comparé de la croissance de l'Europe des 15 plus la Suisse, nous ne pouvions pas ne pas faire usage de la quantification. Il est communément connu que depuis Hérodote<sup>499</sup> et Thucydide<sup>500</sup>, les historiens, ne s'étant pas seulement intéressés aux évènements du passé, accordaient une place capitale à la quantification afin de comprendre et mieux cerner le sens et les facteurs qui accompagnaient l'évolution humaine. Colbert aussi avait aussi senti l'incontournabilité des statistiques dès 1664, lorsqu'il avait voulu apporter sa pierre qu'était la politique économique interventionniste de Louis XIV. Ainsi, qu'il s'agissait de finance, d'administration, du gouvernement militaire, de la noblesse, du monde rural ou de l'évolution de la justice, le recours aux statistiques a toujours permis d'apprécier et de rendre plus clair le caractère descriptif des enquêtes. Il a fallu attendre le XVIIIe siècle pour que l'on inventât, en Allemagne, définitivement, les statistiques<sup>501</sup>, un moyen désormais sûr et nécessaire pour aborder et comprendre l'évolution d'une grandeur dans le temps. Depuis, que l'on soit en sciences humaines ou en sciences exactes, les techniques quantitatives continuent d'être au service de l'humanité. Des recensements des populations aux services des cartographies en passant par les relevés de température (depuis le XVIIe siècle), les registres de baptême, la glaciologie ou encore le calcul des agrégats ( production agricole, produit intérieur brut, revenu national, etc.), elles ont permis d'avoir une vision plus nette pour toute problématique abordée.

---

<sup>499</sup> Hérodote ou le « père de l'histoire » d'après Cicéron est né entre 484 et 482 av jc dans la cité grecque d'Halicarnasse. Il est mort vers 425 av JC.

<sup>500</sup> Thucydide fut aussi un historien athénien né vers 460 av Jc dans la circonscription administrative d'Halinonte et mort entre 400 et 395 av jc

<sup>501</sup> On peut définir la statistique comme un ensemble de méthodes scientifiques visant le recueil, l'organisation, la présentation de données, ainsi que la modélisation et la construction de résumés numériques. On parle alors de statistique descriptive lorsqu'on décrit et analyse un ensemble sans tirer des conclusions, de statistique inductive lorsqu'on en tire sur une partie d'un ensemble et que l'on tente d'étendre celles-ci sur tout l'ensemble.

Ainsi, en nous inscrivant dans les études économiques comparées en histoire quantitative et en abondant dans le même sens que l'historiographie des *Annales*<sup>502</sup> par le biais d'une mesure de la croissance économique dans les certains pays d'Europe, compter, classer, modérer, comparer et interpréter nos résultats, deviennent des moyens sûrs pour le travail que nous abordons. En effet, ceux-ci nous ont permis de mesurer non seulement notre degré de doute ou de certitude mais d'explicitement également nos hypothèses en évaluant le poids des différents phénomènes qui sont intervenus dans cette course à la croissance entre espaces économiques nationaux.

En définitive, à première vue, le travail que nous abordons définit fort simplement la collaboration entre histoire et quantification, même si notre démarche ayant trait aux méthodes de classification, d'interprétation et de comparaison peut différer d'une discipline à une autre. Comprendre comment et pourquoi certains pays d'Europe ont perdu ou gagné par rapport aux autres en croissance économique sur une période de 50 ans, c'est aussi disposer d'assez de données qui peuvent mettre en évidence le dynamisme des uns, la lenteur ou la décélération des autres. Pour ce faire, nous avons exploité beaucoup d'annuaires et de publications statistiques comme celles de l'OCDE, de l'EUROSTAT, OMC ou de l'INSEE. Cependant, l'essentiel des tableaux qui nous ont proposés ont été élaborés à partir des chiffres d'Angus Maddison<sup>503</sup>, qui donnent les Produits Intérieurs Bruts de tous les pays du monde mesurés à prix constants de 1990 et en parités pouvoir d'achat d'un pays à l'autre.

Après avoir noté le PIB de chaque pays d'Europe des 15 plus la Suisse, il a été procédé à un travail comparatif en rapportant les PIB européens au PIB des

---

<sup>502</sup> La révolution dans le champ d'investigation historique est née en 1929 avec Marc Bloch (1886-1944) et Lucien Febvre (1878-1956) qui lancèrent à partir de Strasbourg la revue des *Annales* d'histoire économique et sociale. En refusant le « fatras anecdotique » qui a dominé jusque là l'histoire, ils s'inspirèrent de Voltaire pour inaugurer l'ère d'une discipline qui ne marginalise pas les autres domaines, qu'il s'agit par exemple de l'économie, des mathématiques, de la sociologie.

<sup>503</sup> Angus Maddison est un économiste et historien britannique qui fut professeur à l'Université de Groningue. Né le 6 décembre 1926 à Newcastle upon Tyne et, mort le 24 avril 2010 à Neuilly-sur-Seine, il est un des auteurs les plus influents dans le domaine de l'analyse historique et comparative de la croissance économique. Ses travaux font référence en matière d'étude chiffrée de transformations de l'économie et des sociétés au cours des révolutions industrielles. Il est l'un des rares économistes à avoir étudié la croissance mondiale par zone géographique sur une très longue durée.

États-Unis . Cette méthode avait deux objectifs, celui de détecter des évolutions indépendantes de la conjoncture (celle-ci étant commandée par des fluctuations à peu près concomitantes des deux côtés de l'Atlantique) et celui d'apprécier les efforts fournis depuis la guerre par les différents pays d'Europe pour rattraper leur retard de développement sur les États-Unis. La méthode de la régression a permis de vérifier, parmi diverses variables, laquelle était la mieux corrélée avec la croissance du PIB avant 1974, durant la période des chocs pétroliers et depuis 1986. Cette démarche a été faite pour tous les pays : Allemagne, Royaume-Uni, Italie, France, Suisse, Suède, Pays-Bas, Danemark, Espagne, Irlande, Portugal, Autriche, Grèce, Finlande, Belgique et Luxembourg. qui constituent l'Europe occidentale.

Malgré l'apport considérable des chiffres d'Angus Maddison, il faut cependant souligner la difficulté principale à laquelle nous nous sommes confrontés. Les éditions successives de ses chiffres ont comporté de légères mais fréquentes rectifications, ce qui nous a obligé, pour prendre en compte les chiffres les plus récents, à refaire plusieurs fois nos tableaux et nos calculs statistiques. Les données livrées par Angus Maddison sont exprimées en PPA (parité de pouvoir d'achat) avec la méthode d'agrégation dite Geary-Khamis. L'objectif des évaluations avec parités de pouvoir d'achat est de privilégier la comparaison en volume entre les produits intérieurs bruts des différents pays tels qu'ils ont été définis dans les comptes nationaux. Il s'agit de trouver des facteurs de conversion appropriés entre les monnaies des différents espaces économiques afin de pouvoir effectuer cette comparaison de la croissance en volume. Usuellement, cette conversion est établie grâce à un taux de change courant, mais elle ne permet pas pour autant de comparer les flux réels de biens et des services entre les pays d'Europe, car les taux de change sont souvent volatils (exemple : le passage du dollar de 8,98 francs à 5,45 francs en moyenne annuelle de 1985 à 1990). Les évaluations en parités de pouvoir d'achat ont pour finalité de permettre une comparaison en volume entre différents pays, du PIB et de ses composantes. Il s'agit alors de trouver des facteurs de conversion appropriés entre les monnaies nationales pour effectuer ces comparaisons en volume qui tiennent compte des écarts réels des niveaux de prix entre les pays pour l'agrégat considéré.

La méthode Geary-Khamis (GK) se fonde sur la définition de prix moyens internationaux au sein de la zone de référence. Le prix moyen d'un produit est défini par la moyenne des prix de ce produit dans chaque pays, pondérée par les quantités correspondantes (investies ou consommées dans chaque pays). On peut définir des valeurs « réelles » en utilisant comme base ces prix moyens internationaux.

Cependant cette méthode n'est pas sans désavantages même si nombreux sont les économistes et historiens de l'économie qui l'utilisent. La méthode Geary-Khamis reste affectée par l'effet dit « Gerschenkron » qui tend à donner des indications biaisées sur les volumes des pays qui présentent une structure de prix sensiblement différente de celle choisie pour évaluer les quantités de tous les pays. Pour les pays qui concernent notre étude, ce risque est faible, car ce sont tous des pays développés, dont les structures de prix sont proches (avec des prix élevés pour les services). Mais, comme nous l'avons mentionné brièvement dans l'Introduction, pour les comparaisons dans le temps, la référence à la seule grille de prix de 1990 aboutit à donner une fois pour toutes un prix élevé (et donc un poids élevé) aux produits de haute technologie, dont le prix a baissé rapidement après 1990 tandis que leur production augmentait fortement. Cela tend à exagérer quelque peu la croissance des États-Unis par rapport à celle des autres pays d'Europe, moins spécialisés dans les biens et services de haute technologie.

C'est pourquoi nous avons confronté, pour la période 1986-2007, les données de Maddison, libellées en dollars Geary Khamis de 1990, avec celles de la Banque mondiale, libellées en dollars parités pouvoir d'achat établies à partir de références révisées périodiquement, celles de l'OCDE et celles du Center for International Comparisons of Production, Income and Prices de l' Université de Pennsylvanie, dont les grilles de prix sont révisées annuellement par la méthode de la série-chaîne consistant à raccorder tous les accroissements annuels à une année de référence (en l'occurrence, l'année 1996).

En abordant la croissance économique des pays d'Europe des Quinze plus la Suisse, nous avons jugé nécessaire, face au mouvement de longue durée (de 1957 à 2007), de dresser des courbes graphiques. Elles ont été dégagées pour mieux faire

ressortir l'aspect comparatif et évolutif de la croissance économique d'un pays à un autre. Il convient d'examiner les fluctuations de courtes ou de longues durées, lisibles à travers ces courbes. C'est ainsi que la période 1957-1973 représente celles des « embellies » bien visibles à travers les courbes. Ce qui n'a pas été le cas pour la période allant de 1974 à 1986. Qu'il s'agisse de PIB, de croissance en pourcentage annuel ou de taux d'exportation, nous pouvons constater une baisse relative pour l'ensemble des pays d'Europe occidentale entre 1973 et 1984. L'année 1986 représente le point de départ d'une autre phase de croissance stimulée par la baisse des prix du pétrole. Mais cette croissance est plus lente qu'avant 1974 et s'accompagne d'une persistance du chômage et de l'inflation. Nous pouvons lire à travers les courbes, les grands bouleversements survenus au moment de la réunification de l'Allemagne en 1990. On note de nombreuses stagnations qui rendent saisissable la croissance à la fois lente et moins dynamique comparée à la période des « trente glorieuses ». Une autre lecture nous renseigne sur les tendances de 1986 à 2007, période pendant laquelle, les Etats d'Europe occidentale restent confrontés aux phénomènes persistants que sont le manque de compétitivité, le vieillissement de la population et le chômage structurel. Ce qui explique en grande partie la chute de la croissance enregistrée.

D'autre part, nul ne peut ignorer que l'histoire quantitative connaît de plus en plus d'énormes évolutions grâce à de nouveaux outils. Plus généralement, l'usage des moyens encore récents comme ceux des TIC ont joué un rôle capital pour les historiens économistes ; L'informatique moderne qui était réservée il n'y a pas si longtemps à un public réduit est de nos jours, accessible et devient aussi un moyen sûr d'analyse et de méthodologie pour les historiens économistes. De nombreux logiciels performants permettent non seulement d'avoir une compréhension aisée et justifiée des phénomènes étudiés (bien qu'il puisse y avoir des marges d'erreur), mais d'accéder à un traitement de données beaucoup plus rapide quels que soient son nombre et sa complexité.

Cependant, nombreux sont ceux qui remettent en question la fiabilité de certaines données chiffrées émanant des statistiques qui proviennent d'organismes internationaux, d'instituts de recherche ou encore de chercheurs. Il convient de souligner à ce sujet que la collecte de données demande beaucoup de précautions

surtout quand il s'agit de chiffres. Ceux-ci doivent définir les réalités socio-économiques de l'espace étudié et ne doivent pas être l'objet d'incohérence ou d'incompatibilité. Certaines pratiques malhonnêtes peuvent aussi tromper la vigilance du chercheur et l'éloigner de la vérité scientifique. D'autre part, la fraude ou la contrebande de marchandise par exemple, ou encore le blanchiment d'argent peuvent induire en erreur le statisticien ou le chercheur dans ses analyses d'étude quantitative. Dès lors, la question de la fiabilité des données chiffrées doit attirer une attention bien particulière pour les études abordées dans ce domaine. C'est pour cette raison que, dans la reconstruction des faits historiques afin d'établir la lisibilité d'un segment temporel, il est important d'interroger à chaque fois la pertinence de la documentation, son contexte, son origine, ainsi que l'idéologie qui a pu inspirer ses auteurs. Car, contrairement à l'histoire « historisante »<sup>504</sup>, l'histoire économique repose largement sur les statistiques et rime avec la vérification minutieuse de la moindre donnée chiffrée.

---

<sup>504</sup> Il s'agit de l'histoire événementielle appelée aussi histoire « historisante ». Certains l'avaient appelé histoire récit car loin d'essayer de comprendre le passé humain en d'en ressortir une vision futuriste, on a voulu s'inscrire dans une finalité à priori voulue.

## Sources statistiques

*Alternatives économiques*, « *Les chiffres de l'économie* », Numéros hors série 1990 à 2010.

Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 1978 à 2010.

Banque mondiale, *World Bank Atlas*, Washington, 1966 à 2009.

Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), *Comptes harmonisés sur les échanges et l'économie mondiale* (Banque de données CHELEM-CIN sur le commerce international et CHELEM-PIB sur la production, de 1960 à 2010).

Commission européenne, *Cap sur la croissance : l'économie de l'Union européenne*, Direction générale de la presse et de la communication, Bruxelles, 2003.

Commission européenne, *L'Europe en quelques chiffres*, Direction de la presse et de la communication, Bruxelles, 2000 à 2010.

Commission européenne, « Scénarios Europe 2010, cinq avenir possibles pour l'Europe », *Les cahiers de la cellule de perspectives*, éditions Apogée, Luxembourg, 1999.

Communauté Economique Européenne – Commission : *Rapport sur la situation économique dans les pays de la Communauté*, septembre 1958

Conférence des Nations-Unis sur le commerce et le développement, *Rapport sur le commerce et le développement des nations*, Nations Unies, 2008

Conseil de l'Europe, *Etude statistique portant sur quelques aspects de la démographie et de l'économie des États membres du conseil de l'Europe*, Strasbourg, 1<sup>er</sup> septembre 1952

Eurostatistiques, Office des publications officielles des communautés européennes, Luxembourg, *Annuaire statistique*, 1974 - 2010

Fonds Monétaire International (FMI), *Direction of Trade Statistics*, Yearbook, Washington, 1974-2010.

Fonds monétaires international (FMI), *IMF Global Data World Outlook Database*.

General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), *Commerce international, rapports annuels*, Genève 1951 à 1984

HESTON (A.), SUMMERS (R.), ATEN (B.), *Penn World Table 7.0*, Center for International Comparisons of Production, Income and Prices, at the University of Pennsylvania, mars 2011.

Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE), *Situations démographiques et projections de population 2005-2050*

Institut national d'études démographiques (INED), *Populations. L'état des connaissances. La France, l'Europe et le monde*, Paris, La Découverte, 1996.

*Les chiffres de l'économie*, numéro 66, 4<sup>e</sup> trimestre, Paris, 2005.

MADDISON (Angus), *Statistics on World Population, GDP and per capita GDP, 2-2010 AD*, Groningen Growth and Development Centre (GGDC), <http://www.ggdc.nl/maddison>.

MADDISON (Angus), *L'économie mondiale, 1820-1992, analyse et statistique*, OCDE, Paris, 1995.

MITCHELL (Broadus), *Historical Statistics, Europe 1750-1988*, Macmillan, Londres, 1992.

Nations-Unies, *Annuaire statistique*, 1956 - 2010.

Nations Unies, *Étude sur la situation économique de l'Europe en 1957*, Nations Unies, Genève, 1958.

Nations Unies, *Étude sur la situation de l'Europe en 1959*, Nations Unies, Genève, 1960

OCDE, « *L'OCDE en chiffres, statistiques sur les pays membres* », *L'Observateur de l'OCDE*, Paris, 2001- 2010.

OCDE, *Études de politique fiscale de l'OCDE, Fiscalité et économie, analyse comparative des pays de l'OCDE*, OCDE, 2001

OCDE, *Études économiques de l'OCDE, Allemagne*, OCDE, Paris, 1992.

OCDE, *Études économiques de l'OCDE : Allemagne*, OCDE, Paris, 1999.

OCDE, *Études économiques de l'OCDE, Allemagne*, OCDE, Paris, 2004.

OCDE, *Études économiques de l'OCDE, Allemagne*, OCDE, Paris, 2008.

OCDE, *Études économiques de l'OCDE, Autriche*, OCDE, Paris, 2005.

OCDE, *Études économiques de l'OCDE, États-Unis*, OCDE, Paris, 1998.

OCDE, *Études économiques de l'OCDE, France*, OCDE, Paris, 2001

OCDE, *Études économique de l'OCDE, Grèce*, OCDE, Paris, 2005.

OCDE, *Études économique de l'OCDE, Irlande*, OCDE, Paris, 1999.

OCDE, *Études économique de l'OCDE, Irlande*, OCDE, Paris, 2009

- OCDE, *Études économique de l'OCDE, Italie*, OCDE, Paris, 2000
- OCDE, *Études économique de l'OCDE, Italie*, OCDE, Paris, 2002
- OCDE, *Études économique de l'OCDE, Italie*, OCDE, Paris, 2005
- OCDE, *Études économique de l'OCDE, Luxembourg*, OCDE, Paris, 2006
- OCDE, *Études économiques de l'OCDE, Portugal*, Paris, OCDE, 2005
- OCDE, *Études économique de l'OCDE, Royaume Uni*, OCDE, Paris, 2005
- OCDE, *Études économique de l'OCDE, Science, technologie et industrie. Tableau de bord de l'OCDE 2007, innovation et performance dans l'économie globale*, OCDE, Paris, 2007
- OCDE, *Études économiques de l'OCDE, Suisse*, OCDE, 2004
- OCDE, *Études économique de l'OCDE, zone euro*, OCDE Paris, 2005
- OCDE, *Études économiques de l'OCDE, zone euro*, OCDE, janvier 2009
- OCDE, *Études économique de l'OCDE, zone euro*, OCDE, Paris, 2010.
- OCDE, *Évolution des transports 1970-2005*, OCDE, 2007
- OCDE, *Examens des politiques nationales d'éducation. L'enseignement supérieur au Portugal*, OCDE, 2007
- OCDE, *La performance environnementale de l'agriculture dans les pays de l'OCDE depuis 1990*, OCDE, 2008.
- OCDE, *Panorama des statistiques de l'OCDE 2010*, OCDE, Paris 2010
- OCDE, *Perspectives de l'emploi*, OCDE, Paris, 2006 à 2009
- OCDE, *Perspectives du développement mondial 2010. Le basculement de la richesse*, OCDE, Paris, 2010.
- OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, OCDE, Paris, 2000 – 2007.
- OCDE, *Principaux indicateurs économiques, sources et définitions*, OCDE, Paris, 2000.
- OCDE, *Science, technologie et industrie. Tableau de bord de l'OCDE 2007. Innovation et performance dans l'économie globale*, OCDE, 2007.
- OCDE, *Statistiques des échanges internationaux*, OCDE, 1995.

## Bibliographie

ABRAHAM-FROIS (G.), *Problématique de la croissance, Néo-classiques et néo keynésiens*, textes choisis, traduits et présentés par G. Abraham-Frois avec la collaboration de P.Gilbert et Ph. De Lavergne, Economica, Paris, 1974

ABRAMOVITZ (M.), *Thinking about growth*, Cambridge University, Cambridge, 1989.

ADDA (J.), *La mondialisation de l'économie, genèse et problèmes*, La Découverte, Paris, 2006

ADOSSOU (C.M), *L'évolution des parts des exportations mondiales détenues par les différents pays d'Europe (Europe des quinze et la Suisse) de 1973 à nos jours*, mémoire de maîtrise sous la direction de Michel HAU, Université Marc Bloch, Institut d'histoire économique et sociale, Strasbourg, 2004.

AGHION (P.), Cohen (E.), PISANI-FERRY (J.), *Politique économique et croissance en Europe*, La Documentation française, Paris, 2006.

AGUELOPOULOS (N.), *Le rôle des capitaux étrangers dans la construction de la Grèce moderne*, thèse présentée à l'école des Hautes Études Commerciales de l'université de Lausanne, Lausanne, 1969.

ALAOUI (A.), *La compétitivité internationale, stratégies pour les entreprises françaises*, L'Harmattan, Paris, 2005.

*Acteurs dans un monde en mutation* sous la direction de Thérèse Lebrun et Michel Falise, Editions De l'Atelier/Editions Ouvrières, Paris, 2008.

ALESINA (A.) et COHEN (G) « *some reflexions on the political economy of unemployment in the 1990 S, slump, causes and cuves* », Edited by M. Baldassarri, Mac Milan, Londres, 1996

ALBERTINI (J.M), *Les nouveaux rouages de l'économie*, Editions ouvrières, Paris, 2008

- ALEXANDRE-COLLIER (A.), D'HELLEN COURT (B.) et SCHNAPPER (P.), *Le Royaume-Uni et l'Union européenne depuis 1997*, Editions universitaires de Dijon, Dijon, 2007
- ALLAIS (M), *La mondialisation, la destruction des emplois et de la croissance, l'évidence empirique*, Clement Juglar, Paris, 1999
- ALPHANDERY (P.), BITOUN (P.) et DUPONT (Y.), *Les champs du départ, une France rurale sans paysans ?* Editions La Découverte, Paris, 1999.
- AMABLE (B.), *Les cinq capitalismes*, Paris, Seuil, 2005.
- AMBROSI (C.), AMBROSI (A.), GALLON (B.), *La France de 1870 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 1997.
- AMBROSING (G), « Ursachen der Deindustrialisierung Westeuropas » , dans A.WERNER (ed.), *Umweltgeschichte*, Göttingen, 1994
- AMIN (A.), « *flexible specialisation in small firms in Italy: Myths and realities* » Antipodes, n°21, 1999
- AMIN (A.), ROBIN (K), « *Industrial Districts and Regional Development, Limits and possibilities* », dans F. PYKE, G. BECCATI NI, W. SENGENBERGER, *Industrial Districts and Interfirm cooperation in Italy*, Genève, 1990
- AMIN (S.), *La crise. Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise*. Editions Le Temps Des Cerises, Paris, 2009.
- ANDERSON (A.), *Luxembourg, situations et défis, vision pour demain*, Editions Promoculture, Luxembourg, 1993.
- ANDRES ORIZO (O.), *Los nuevos valores de los españoles España en la encuesta europea de valores*, Madrid, 1991
- ANDROTOS (N. A.) (dir.), *L'agriculture européenne : Enjeux et options à l'horizon 2000, étude de la FAO*, Economica, Paris, 1991.
- ANESALVAREZ (R.), OJEDA (G.), « *la industria asturiana en la segunda mitad del siglo XIX: de la industrialización hullera* », Revista de Historia, Económica, Vols 1-2
- ANGRAND (B.) et Marx (A.), *L'Allemagne*, Editions Le Cavalier Bleu, Paris, 2006
- AGLIETTA (M.) et BERRIBI (L.), *Désordre dans le capitalisme mondial*, Odile Jacob, Paris, 2007
- ANGOUSTURES (A.), *Histoire de l'Espagne au XXe siècle*, Editions Complexe, Paris, 1993
- ANNIK (M.B), *Economie de l'Union européenne*, Economica, Paris, 2003,

- APICELLA (L.), TALLET (F.), HALLEGATE (S.), NADAND (F.), *Aléas climatiques, aléas économiques : les effets du climat sur l'activité économique en France*, INSEE, 2007
- ASSELAIN (J.C), « *Le roi dollar* », les collections de l'histoire, n° 7 (février 2000).
- ASSELAIN (J.C), « *un siècle d'inflation française* », l'histoire, n°120.
- ASSELAIN (J.C), *Histoire économique de la France du XVIII<sup>e</sup> siècle, à nos jours*, seuil, 1981
- ASSELAIN (J.C), *Histoire économique du XX siècle, la Réouverture des économies nationales de 1939 aux années 1980*, T. II, Paris, Presse de la FNSP, Dalloz, 1995
- ASSIMA COPOLON (E.), *L'harmonisation de la fiscalité de l'épargne dans des pays de la communauté*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, E.J.A, Paris 2000.
- ASCHHOFF (B.), DOHERR (T.), KÖHLER (C.), PETERS (B.), RAMMER (C.), SCHUBERT UND (T.), SCHWIEBACHER (F.), *Indikatorenbericht zur innovationserhebung 2007* Institutssystem und Innovationsforschung, Mannheim, février 2006/janvier 2008
- ARNAULT (J.) *Le "modèle suédois revisité"*, L'Harmattan, Paris, 1991
- ATAL (F.), *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2001
- AUER (P.), *La reprise de l'emploi en Europe, l'exemple du Danemark, de l'Irlande et des Pays-Bas*, Bureau international du travail, Genève, 2002.
- AVRAMOV (D.) et MASKOVA (M.), *Vieillessement actif en Europe*, volume 1, Editions Conseils de l'Europe, Strasbourg, 2004
- AYUSO (J.), ESCRIVA (J.L), « *La evolución de la estrategia de control monetario en España* dans (Collectif), *La politica monetaria y la inflación en España*, Madrid, 1997.
- AZUELOS (M.), *L'économie du Royaume-Uni et des États-Unis depuis la fin des années 70, Structures, mutations, aspects terminologiques*, PUF, Paris, 1994.
- BACCONNIER (G.), BENOIT (B.) et CLEMENT (G.), *La mondialisation en fiche : Genèse, acteurs et enjeux*, Editions Bréal, Paris, 2008.
- BALESTE (M.), *L'Economie française*, Masson, Paris 1991.
- BARJOT (D.) et REVEILLARD (C.), *L'américanisation de l'Europe occidentale au XXe siècle, mythe et réalité*, Presse de l'université de Paris-Sorbonne, Paris, 2002.

BARJOT (D.), DARD (O.), GARRIGUES (J.), MUSIEDLAK (D.) et ANCEAU (E.) (dir), *Industrie et politique en Europe occidentale et aux États-Unis*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, Paris, 2006.

BAIROCH (P.) et KÖRNER (M.), *La Suisse dans l'économie mondiale*, Centre d'histoire économique internationale, Droz, Université de Genève, 1990.

BARRE(R.) « Les problèmes monétaires et politiques monétaires de la Communauté », dans *Bulletin des Communautés européennes*, novembre 1968, volume 1 numéro1.

BARRO (R.J), « *Economic growth in a cross section of countries* » *Quarterly Journal of Economics*, 1991.

BARRO (R. J.), *Les facteurs de la croissance économique, une analyse transversale par pays*, Economica, Paris, 2000.

BARROU (Y.) et KEIZER (B.), *Les grandes économies, États-Unis, Japon, Allemagne Fédérale, France, Royaume-Uni, Italie*, Editions Seuil, Paris, 1984.

BASLÉ (M.) et REANULT (M.), *L'économie fondée sur la croissance, questions au projet européen*, Economica, Paris, 2004

BAUDIN (P.), *L'Europe face à ses marchés agricoles. De la naissance de la politique agricole commune à sa réforme*, Economica, Paris, 1993.

BEAUD (C.), *Chocs et entrechocs de l'économie mondiale 1973-1987*, Sedes, Paris, 1988

BEGUE (J.), « La montée des emplois tertiaires » dans *Economie et statistique*, volume 2, Paris, INSEE, 1969.

BELY (L.), *Histoire de France*, Editions Ouest France, Paris, 1982.

BELLANDI (M.), *Small firms and industrial Districts in Italy*, Londres, 1989

BEN SAÏD (J), PONTY (N.), « L'U.E.M, nouveau contexte pour la politique économique », *Economie et Statistique*, repris dans problèmes économiques, 1991

BENASSY (J.P), BOYER (R.), GUELPI (R.M.), « *Régulation des économies, capitalistes et inflation* », *Revue économique*, vol 30, n°3, 1979

BENKO (G.B), (ed), *La dynamique spatiale de l'économie contemporaine*, la Garenne – Colombes, 1990.

BEREND (I.T), *Histoire économique de l'Europe du XXe siècle*, traduit de l'anglais par Amandine Nguyen, révision scientifique de Paul Servais, De Boeck, Bruxelles, 2008.

- BERGERON (P.O.) et GAIFFE (M.A), *Croissance, compétitivité, emploi. À la recherche d'un modèle pour l'Europe*, Presses universitaires européennes, Bruxelles, 1994.
- BERGIER (J.F), *Histoire économique de la Suisse*, Editions Payot, Lausanne, 1983.
- BERGIER (J.F.), *Europe et la Suisse, Impertinences d'un historien*, Caronge/Genève, 1998.
- BERMANN (D.), Baudin (P.) *Politiques d'avenir pour l'Europe agricole*, INRA, Economica, 1989.
- BERSTEIN (J.), MILZA (P.), *Histoire de la France au XXe siècle 1958-1974*, Editions Complexe, Paris, 1998.
- BERSTEIN (S.) et MILZA (P.), *Histoire de la France au XXe siècle, de 1974 à nos jours*, Editions Complexe, Paris, 2006.
- BERTHOUD (A.), LENGAIGNE (B.) et MARDELLAT (P.), *L'économie retrouvée, figures et énigme de la pauvreté*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2009.
- BEUTHE (M.), *Economie en croissance lente, le cas de la Belgique*, Office belge pour l'accroissement de la productivité, Bruxelles, 1964.
- BERRAMDEME (A.) et ROSSETTO (J.), *La politique européenne d'immigration*, Karthala, Paris, 2009.
- BIANCHI (R.), MARSEILLE (J.) et PLESSIS (J.), *Pour enseigner l'histoire économique : Le système monétaire international de 1880 à nos jours*, Nathan, Paris, 1991.
- BILLAUDOT (B.), « *Accumulation, croissance et emploi dans l'industrie Française : rétrospective 1959 – 1979* », *Economie et statistique*, n°127, 1980
- BISMANS (F.), “ *La croissance belge et l'inversion du processus de développement régional*”, dans *histoire économique et sociale, une odyssée économique*, Institut Jules Destrée, Université Lille II, 1995
- BITSCH (M.T), *Histoire de la Belgique de l'Antiquité à nos jours*. Éditions Complexe, Bruxelles, 2004
- BITTNER (T.), *Das westeuropäische Wirtschaftswachstum nach dem zweiten Weltkrieg. Eine Analyse unter Berücksichtigung der Planifikation und der Sozialen Marktwirtschaft*, LIT Verlag, Münster, 2001.
- BLANCHARD O., PISANI-FERRY J., WIPLOSZ C., *L'Europe déclassée ?*, Flammarion, Paris, 2005.

- BONIN (H.), POHL (H), *Europäische Bankengeschichte*, Frankfurt, 1993.
- BONNET (C.), *La France depuis 1945, économie, société, culture*, Ellipse / Editions Marketing S.A, Paris, 1998.
- BONNEUIL (C.) et THOMAS (F.), *Gènes, pouvoirs et profits, recherche publique et régimes de production des savoirs de Mendel aux OGM*, Editions Quae, Paris, 2009.
- BORCHARDT (K.D), *L'unification européenne, Création et développement de l'union européenne*, Luxembourg, 1995.
- BOSSUAT (G.), *L'Europe occidentale à l'heure américaine, 1945-1952*, Editions Complexe, Paris, 1992
- BOSSUAT (G.), *Les fondateurs de l'Europe*, Belin, SUP Histoire, IME, 1994.
- BOUCHEN (F.) et ELHA (K.), « *Guide de l'Europe des quinze* », Nathan, Paris, 1995.
- BOUCHARD (J.), *Comment le retard vient aux Français. Analyse d'un discours sur la recherche, l'innovation et la compétitivité*, Septentrion, Presses universitaires, Villeneuve d'Ascq, 2008.
- BOURNAY (J.) et PIONNIER (A.P), *Division, concepts, méthodes et évaluations des comptes nationaux*, INSEE, numéro 1136, mai 2007.
- BOUTILLIER (S.) et UZUNIDIS (D.), *La Grèce face à l'Europe. Dépendance et industrialisation truquée*, L'Harmattan, Paris, 1991.
- BOURGEOIS (I.) « Une économie foncièrement ouverte » in : STARK (H.), WEINACHTER (M.) ( éd(s), *L'Allemagne unifiée, 20 ans après la chute du mur*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2009
- BOURGEOIS (I.), *Le modèle social allemand en mutation*, CIRAC, Cergy-Pontoise, 2005.
- BOYER (R) et MISTRAL (J.), *Accumulation, inflation, crises*, Paris, 1983.
- BOYER (R.) « *L'impact du marché unique sur le travail et l'emploi* », travail et société, 1990.
- BRICE (C.), *Histoire de l'Italie*, Edition Perrin, Ville neuve d'Ascq, 2002.
- BRODER (A.), *Histoire économique de l'Espagne contemporaine*, Economica, Paris, 1998.
- BRODER (A.), *Le rôle des intérêts étrangers dans la croissance de l'Espagne*, Lille, 1982
- BRUNET (R.), « *Les illusions de l'Europe des Régions* », Le monde économique, Enjeux et stratégie, Dossier (18 mars 1998)

- BURDA (M.) et WYPLOSZ (C.), *Macroéconomie, une perspective européenne*, traduction anglaise Jean Houard, De Boeck, Bruxelles, 2003.
- BURGEL (G.), *Le miracle athénien au XXe siècle*, Editions CNRS, Paris, 2002.
- BURIDON (J.), FIGLIUZZI (A.), MOUTOUSSE (M.), NOEL (G.), VASLIN (J.M), BUSSIÈRE (E.) et DUMOULIN (M.), *Milieus économiques et intégration européenne en Europe occidentale au XXe siècle*, Presses Université d'Artois, Arras, 1988.
- CABOURET (M.), *La Finlande*, Editions Karthala, Paris, 2005.
- CANDYT (A.) (dir.), *Europe*, fédération des nations, SEDES, Paris, 1999.
- CAHN (J.P) et PFEIL (U.), *Allemagne 1974-1990. De l'Ostpolitik à l'unification*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2009.
- CAOTES (K.) et SIBURN (R.), *Poverty. The Forgotten englishmen*, Penguin, Londres, 1971.
- CAPELE (J.C), *L'Allemagne, hier et aujourd'hui*, Imprimerie Herissey, Evreux, 2008.
- CARON (F.), *Histoire économique de la France XIX – XXe siècle*, Paris, 1981.
- CARROUE (L.), COLLET (D.) et RUIZ (C.), *L'Europe*, Editions Bréal, Paris, 2006.
- CARSALADE (Y.), *Les grandes étapes de l'histoire économique*, Editions de l'Ecole Polytechnique, Palaiseau, 2004.
- Carte des mutations de l'espace rural français 1950-1980, commission de géographie rurale du comité national avec le concours du CNRS, Caen, 1984.
- CARTON (L), *L'union Européenne, traités de Paris – Rome – Maastricht*, Paris, 1994.
- CASSIS (Y.), « *La Banque et industrie en Grande Bretagne et en Allemagne, 1870 – 1939* », *Entreprises et histoire* n° 2, 1992
- CATINAT (M), COHEN (D.), *Richesse du monde, Pauvreté des nations*, Paris, 1997
- CHALINE (C.), *Le Royaume-Uni : Economie et régions*, Editions Masson, Paris, 1991.
- CHASSAIGNE (P.), *Pauvreté et inégalités en Grande Bretagne de 1942 à 1990*, Editions Messène, Paris, 2000.
- CHAUNU (P.), *Histoire quantitative, histoire sérielle*, Armand Colin, Paris, 1978.
- CHEVALIER (J. M.), PASTRÉ (O.), *Où va l'économie mondiale ? Scénarios et mesures d'urgence*, Editions Odile Jacob, Paris, 2002.

CHOPIN (T.), FOUCHER M., *L'état de l'Union, rapport Schuman sur l'Europe*, CES, Paris, 2007 à 2010.

CIPOLLA (C.) (ed.), *Economic Policy and Performance in Europe 1913-1970 in The Fontana Economic History of Europe*, London, 1973.

COHEN (E.) « Après la période 1978-1985, nous assistons à une deuxième vague de désindustrialisation en France depuis 2002 », *Le Monde* (30-03-2008).

Commission européenne, Direction générale de la Presse et de la communication, *Cap sur la croissance. L'économie de l'Union Européenne*, Bruxelles, 2003.

Commission européenne, *L'agenda social 2005-2010, une Europe sociale dans l'économie mondiale ; Des emplois et de nouvelles chances pour tous.*, Luxembourg, 2005.

Conseil de l'Europe, « Coopération entre les pays du nord et du sud de l'Europe », Assemblée parlementaire, trente et unième année, session ordinaire 1<sup>ère</sup> partie), Strasbourg, 7 novembre 1979.

Conseil de l'Europe, Assemblée parlementaire, session ordinaire de 2003 (4<sup>e</sup> partie), Strasbourg, 25 septembre au 20 octobre 2003.

Conseil de l'Europe, *L'Europe face à la mondialisation. Les conséquences sociales de la restructuration des économies en Europe*, Editions Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1998 ;

Conseil de l'Europe, *Recent demographic developments in Europe*, Editions Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2004.

Conseil de l'Union Européenne, Bruxelles, Communiqué, 8 décembre 2003.

CONSIDERE-CHARON (M.C), *Irlande, une singulière intégration européenne*, Economica, Paris, 2002

COOLSAERT (R.), *La politique extérieure de la Belgique. Au cœur de l'Europe, le poids d'une puissance*, De Boeck et Larcier s.a, Bruxelles, 2002

COURAULT (B.) et TROUVE (P.), *Les dynamiques de PME, approches internationales*, PUF, Paris, 2000

CRAFTS (N) et TONIOLO (G) (dir.), *Economic Growth in Europe since 1945*, Cambridge U.P., Cambridge, 1996.

CROUE (C.), *Marketing international*, De Boeck Université, Bruxelles, 2003.

Croissance économique et adhésion de la Suisse à l'Union européenne, analyse des facteurs déterminants de la croissance économique, dossier politique, fédération des entreprises suisses, Genève, 16 janvier 2006.

- DALENNE (P.), *Des Trente glorieuses à la nouvelle économie*, Ellipse, Paris, 2000.
- DA SILVA (J.G), « L'Autoconsommation au Portugal (XIVe -XXe siècle) ». *Annales Economies Sociétés Civilisations. Source bibliographique* 24e année, n° 2, mars-avril 1969.
- DEMESMAY (C.) et STARK (H.), *Qui dirige l'Allemagne ?*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2005.
- DE COSTER (M.), *Sociologie du travail et gestion des ressources humaines*, avec la collaboration d'Annie Cornet et de Christine Delhoye, De Boeck Université, Bruxelles, 1999.
- DE GASQUET (O.), *Notre agriculture, nouvelle PAC, nouveaux enjeux*, Editions Vuibert, Paris, 2006.
- D'HEROUVILLE (H.), *L'économie européenne*, Collection Que sais-je ? Le point des connaissances actuelles, numéro 396, PUF, Paris, 1975.
- DALENNE (P.) (dir.), *De l'internationalisation à la globalisation. Les mutations de l'économie mondiale de 1880 à nos jours*, Ellipse, Paris, 2007.
- DEBON JAY (M.A), LEMOINE (F.) et MERVIEL (P.), *Economie de l'intégration européenne*, PUF, Paris, 1994.
- DEDINGER (B.), *Le commerce extérieur de l'Allemagne 1871-1939*, Thèse, IEP, Paris, 1991.
- DE GRAUVE (P.), *Economie de l'intégration monétaire*, De Boeck Université, S.A, Paris, 1999.
- DEGRYSE (C.), *Dictionnaire de l'Union Européenne*, Bruxelles, 1995
- DEHEN (R.), *Planification économique et fédéralisme*, Librairie Droz, Genève-Paris, 1968.
- DEHEN (R.), *Histoire de la pensée économique des mercantilistes à Keynes*, La Presses de l'Université de Laval, Dunod, Québec, 1984
- DELACROIX (H.), *Question nationale allemande et nationalisme. Perceptions françaises d'une problématique allemande au début des années cinquante*, Presses Universitaire du Septentrion , Paris, 2004.
- DELAUNAY (J.) *Halte à la croissance ? Le club de Rome, présenté par Jeanne Delaunay, rapport Meadows, traduit en français*, Ecologie Fayard, Paris, 1972.
- DEMETER 96, *Economie et stratégies agricoles*, Armand Colin, Paris, 1995.
- DENISON (F.E), *Why growth rates differ ?* The Brookings Institution, Washington, 1967

- Department of finance, *Economic development*, Dublin, Stationery Office, Dublin, 1958.
- DESPRAIRIES (P.), *La crise de l'énergie, le mal, le remède*, Editions Technip, Paris, 1992.
- DEVOLUY M. (dir.), *Les politiques économiques européennes*, Paris, Seuil, 2004.
- DEVRET (J.F), *La France et l'Europe des régions*, Paris, 1992
- Direction générale du Trésor et de la Politique économique, *Diagnostics, prévisions et analyses économiques* numéro 103, mars 2006
- DORMOIS Jean-Pierre, *The French Economy in the Twentieth Century*, Cambridge U.P., Cambridge, 2004.
- DUJARDIN (V.) et DUMOULIN (M.), *L'union fait-elle toujours la force ?*, Editions CRI, Bruxelles, 2008.
- DUROUSSET (M.), *L'Union européenne au XXe siècle, Institutions et économie*, Editions Ellipse, Paris, 2002.
- DUSAUTOY (M.) (dir.), *Intégration européenne et emploi, le cas des pays semi périphériques de l'Europe*, Presse de la Sorbonne nouvelle, Paris, 1999.
- DUTHIL (G.), PAQUET-VAULTIER (E.), *Le chômage des jeunes en Europe*, L'Harmattan, Logiques économiques, Paris, 1999.
- DREZE (J.), *Pour l'emploi, la croissance et l'Europe*. De Boeck, S.A, Bruxelles, 1995.
- ECK (J.F.), *Histoire de l'économie française depuis 1945*, Armand Colin, Paris, 1994
- ECK (J.-F.), *La France dans la nouvelle économie mondiale*, Presses Universitaires de France, Paris, 1998.
- ESTIVAL (J.P), *Les nouveaux affrontements économiques entre nations*, L'Harmattan, Paris, 2009.
- Economic Review and outlook stationery office, Dublin, 2000
- EICHENGREEN Barry J. (dir.), *Europe's Post-War Recovery*, Cambridge U.P., Cambridge, 1995.
- ESTIVAL (J.P), *Les nouveaux affrontements économiques entre nations*, L'Harmattan, Paris, 2009.
- FITOUSSI (J.P), *Rapport sur l'état de l'union européenne*, 1995
- FITOUSSI (J.P), *Economic Growth, capital and labour markets*, Londres, 1995
- FLOUZAT (D.), *Economie contemporaine, croissance, crise et stratégies économiques*, PUF, Paris, 1980

- FOREMAN-PECK James et FEDERICO Giovanni (dir.), *European industrial policy : the twentieth century experience*, Oxford U.P., Oxford, 1998.
- FORO (P.), *Les transitions italiennes, de Mussolini à Berlusconi*, L'Harmattan, Paris, 2004.
- FOUGERE (J.P.), *Économie européenne*, Presse des sciences po/Dalloz, Paris, 2002
- FOUGERE (J.P.), *L'Europe économique, marchés et politiques*, Nathan, 1992.
- FOURASTIE (J.), *Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Editions Fayard, Paris, 1979.
- FOURNIER (B.G.), *Histoire de l'Europe au XXe siècle 1974 à nos jours*, Editions Complexe, Paris, 1995.
- FOUTELA (E.), *Union Européenne : Quatre scénarios à l'horizon 2010*, 1984.
- FRANK (R.), *Les identités européennes au XXe siècle*, Publication de la Sorbonne, Paris, 2004.
- FREDET (J.G.), « peut-on sauver le modèle allemand ? » dans *Le Nouvel Observateur* du Jeudi 15 septembre 2005, numéro 2132, Paris, 2005.
- FRISON (D.), *Pauvreté et inégalité en Grande-Bretagne de 1942 à 1990*, Editions Marketing S.A, Paris, 2000.
- FUMEY (G.), *L'agriculture dans la nouvelle économie mondiale*, PUF, Paris, 1997
- GADREY (J.) « Salarisation, tertiarisation et féminisation sont les trois grandes évolutions de l'emploi des cinquante dernières années », dans *Alternatives économiques* n° 71, décembre 2006.
- GALBRAITH (J.K.), *L'ère de l'opulence*, traduit par A. PICARD, Houghton Miffling, 1958.
- GAUTHIER (Y.), *La crise mondiale, du choc pétrolier à nos jours*, Editions Complexe, Bruxelles, 1989.
- GARNIER E. et ADVIELLE M.-H. *L'Espagne du XXIe siècle, société, politique, économie*. Ouvrage dirigé par, Editions du Temps, Nantes 2005.
- GASPARD (M.), *Réinventer la croissance, les chemins de l'emploi en Europe*, Editions Syros, Paris, 1997
- GERN (J.P.), *Economies de transition*, sous la direction de, Editions Maison-neuve et Larose, Paris, 1995
- GERSCHENKRON (A.), *Economic Backwardness in Historical Perspective* Cambridge: Belknap Press, 1962
- GUIMBARD (C.), *Où va l'Italie ?*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1994.

- GEORGEL (J.), *L'Italie au XXe siècle*, Etudes de la documentation française, Paris, 1999
- GIRARD Sylvie, HILAINÉ Marie-Magdeleine et FELTESSES Hugues Exclusion sociale et pauvreté en Europe sous la coordination de, ministère de l'emploi et de la solidarité, UNIOPSS, Paris, 2001.
- GORDON (J. R.), « Deux siècles de croissance économique : l'Europe à la poursuite des États-Unis », *Revue de l'OFCE*, n°84, janv. 2003.
- GOUGEON (J.P), *L'économie allemande*, Editions Le Monde, Paris, 1993.
- GREENAN (N.), L'HORTY (Y.), « *La nouvelle économie irlandaise* », centre d'étude des politiques économiques, Université d'Evry – Val D'Essonne, septembre 2003
- GREGGIO (R.), MAFFEI (B.) et MARCEL (B.), *L'Europe est-elle vraiment condamnée au déclin économique ?* Armand Colin, Paris, 2005.
- GROSSER Alfred (dir.), *Les pays d'Europe occidentale*, éditions 2000, Paris, 2000.
- GROU (P.), *Unification de la pensée et mondialisation économique, réflexion sur la dynamique des systèmes*, L'Harmattan, Paris, 1997.
- GUELLEC (D.) et RALLE (P.), *Les nouvelles théories de la croissance*, « la référence incontournable », dans *Alternatives économiques*, Editions la Découverte, Paris, 2001.
- HARBULOT (C.), *La machine de guerre économique États-Unis , Japon, Europe*, Economica, Paris, 1992.
- HAU (M.) et NARVAIZA-MANDON (N.), *Le chômage en Europe, divergences nationales et régionales*, Economica, Paris, 2009.
- HAU (M.), *Histoire économique de l'Allemagne : XIX – XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, 1994
- HARVEY (M.C), *Croissance, emploi et productivité dans le secteur tertiaire : controverses théoriques et réalités suisses*, Dissertation. Com, USA, 2000.
- HAYNI (Y.), RUTTAN (V.W) et MAHE ( L.), *Agriculture et développement, une approche internationale*, Editions INRA, Paris, 1998.
- HEGE (A.), KIMMEL (A.), MARTENS (S.), UTERWEDDE (U.), *Regard sur l'Allemagne unifiée*, La Documentation française, Paris, 2006.
- HEISBOURG (F.), *La fin de l'occident ? L'Amérique, l'Europe et le Moyen-orient*, Editions Odile Jacob, Paris, 2005.
- Institut Atlantique d'aménagement des territoires (IAAT), *perspectives maritimes atlantiques*, mai 2004.

JACQUILAT (B.) (dir.), *Le cercle des économistes, 1929-2009 : Récession(s) ? Rupture(s) ? Dépression(s) ?* PUF, Paris, 2009.

JEANNENEY (J.-M.), *Les économies de l'Europe occidentale et leur environnement international de 1972 à nos jours*, Fayard, Paris, 2004.

JOANNON (P.), *Histoire de l'Irlande contemporaine, économie, État, société*, Presses universitaires de Caen, Groupe de recherche en Etudes irlandaises, Université de Caen, Basse Normandie, 2007.

JONES (C.I.), *Théorie de la croissance endogène*, De Boeck, Bruxelles, 2000.  
*Journal of economic history*, Volume 59, n°s 3 et 4.

JOURE (B.) et ROCHE (Y.), *Des flux et des territoires vers un monde sans États ?* Presses Universitaires du Québec, Québec, 2006.

JUILLARD (E.), « L'Urbanisation des campagnes en Europe occidentale », dans *Etudes rurales, Revue d'histoire, géographie, sociologie et économie*, numéro 1, Paris, 1961.

KIPPING (K.), *La France et les origines de l'Union européenne 1944-1952. Intégration économique et compétitivité internationale*. Comité pour l'histoire économique et financière, Paris, 2002.

KIRSCH (R.), « La naissance de l'économie luxembourgeoise », *Cahiers économiques* n° 44 et 48, STATEC, Luxembourg, 1971/1980.

KOOPMAN (M.) et MARTEAS(S.), *L'Europe prochaine : regards franco-allemands sur l'avenir de l'Union européenne*, l'Harmattan, Paris, 2008.

KÖSTERS (W.) « L'hystérésis dans le chômage européen » dans *Prospective européenne*, dirigée par Pierre Maillet, L'Harmattan, Paris, 1996.

KREINS(J.M), *Histoire du Luxembourg*, PUF, Paris, PUF, 1996.

*L'Histoire au jour le jour, croissance et crises 1944-1996, cinquante ans d'histoire économique*, Editions Le Monde, Paris, 1997.

LA BARBARA (G.), *L'Europe, l'Asie et la crise*, Editions Science Marxiste, Paris, 2009.

La Suède en résumé, Imprimerie Bohuslänings, Uddevalla, 1984

La Suisse en Europe, Bureau de l'intégration, DFAE / DFEP, Berne, 1992.

La Suisse, Peuple, État, Economie, Culture, Editions Géographiques, Berne, 1953.

La Suisse, Peuple, État, économie, culture, Editions Géographiques, Berne, 1983

LAGNACE (L.), *La Croissance économique*, PUF, Paris, 1980

- LALLEMENT (R.), *L'unification sans miracle, l'économie allemande en mutation (1990-1995)*, Cirac, Paris, 1995.
- LAMBELET (J. C.), *L'économie suisse*, Economica, Paris, 1993.
- LAMBELET (J.C), FREDDO (L.), « *Comment dynamiser l'économie suisse ?* », Institut CREA, Lausanne, paru dans l'AGEFI, 19 avril 2004.
- LAMBERT (P.A), *L'économie en trompe-l'œil, fiscalité, emploi, croissance*, Edition l'Harmattan, Paris, 2006..
- LANGELLIER (J.P), « L'Irlande, meilleur élève de l'économie européenne » dans *Le Monde* du 24 janvier 2006.
- LAYTON (C.), *L'Europe et les investissements américains*, Editions Ballimard, Paris, 1968.
- KRAMER (H.), PELINKA (A.) (eds), *L'Autriche et l'intégration européenne*, Centre d'études et de recherches autrichiennes, n° 38, Université Rouen, 1994.
- LEBOUTTE (R.), *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Editions scientifiques internationales, Bruxelles, 2008.
- LECAILLON (J.), *La croissance économique*, Editions Cujas, Paris, 1972
- LECLERCQ (C.) et LECLERCQ (X.), *Gestion, stratégie de la concurrence en tems de crise*, Editions Maxima, Paris, 1993.
- LEMARCHAND (P.) (dir.) *Atlas des États-Unis . Les paradoxes de la puissance*, Editions Atlante/Complexe, Paris, 1997.
- LEMERCIER (C.) et ZALC (C.), *Méthodes quantitatives pour l'historien*, La découverte, Paris, 2008.
- LERESCHE (J.P), LAREDO (P.) et WEBER (K.), *Recherche et enseignement supérieur face à l'internationalisation, France, Suisse et Union européenne*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2009.
- LESTRADE (B.) « Le syndicalisme allemand à la recherche d'un nouveau souffle » dans *Cahiers d'économie de l'innovation*, Editions L'Harmattan, n° 13, Paris, 2001.
- LETISSIER (J.Y), SILVANO (J.) et SOIN (R.), *L'Europe économique et son avenir*, Armand Colin, Paris, 2008
- LINDLAR Ludger, *Das mißverstandene Wirtschaftswunder. Westdeutschland und die westeuropäische Nachkriegsprosperität*, Mohr Siebeck, Tübingen, 1997.
- MADDISON (A.), *L'économie mondiale 1820-1992, Analyse et statistiques*, centre de développement économique, OCDE, Paris, 1995.

MADDISON (A.), *Dynamic Forces in Capitalist Development : A Long-Run Comparative View*, Oxford U.P., Oxford, 1992.

MADDISON (A.), *Economic growth in the west. Comparative experience in Europe and north America, the twentieth Century Fund*, New York, 1969.

MAFFEI (B.) et AMENC (N.), *L'impuissance publique, le déclin économique français depuis Napoléon*, Economica, Paris, 2009.

MAIGNANT (C.) (ed.), *Le tigre celtique en question, l'Irlande contemporaine : économie, État, société*, Groupe de Recherches en Études Irlandaises, Presses universitaires de Caen, Caen, 2007.

MAILLET (P.), HIPP (G.), LOCKER (K.H) et SUNNEN (R.), *L'économie de la communauté européenne*, Editions Sirey, Paris, 1968.

MARIOT(L), *Les exportations de produits industriels dans les pays d'Europe occidentale (France, Italie, Allemagne, Grande Bretagne)*, in *Politique étrangère* Volume 35 numéro 1, Paris 1970

MAROUBY (C.), *L'économie de la nature, Essai sur Adam Smith et l'anthropologie de la croissance*, Seuil, Paris, 2004

MASSE (G.) et THIBAUT (F.), *Intelligence économique. Un guide pour une économie de l'intelligence*. De Boeck et Larcier s.a, Bruxelles, 2001.

MATHIEU (J.L), *L'Union européenne*, Que sais-je ? Paris, 1994.

MÉRAUD (J.), *Réinventer la croissance*, L'Harmattan, Paris, 2007

*Mondialisation et régulations. Europe et Japon face à la singularité américaine*. Sous la direction de Robert Boyer et Pierre François Souyri, Editions La Découverte, Paris, 2001.

MONTAUT (A.), INSEE, *Divisions salaires et revenus d'activité, « Une heure de travail salarié en 2004 »*, *INSEE Première* n° 1214, novembre 2004.

MONTEVENTI WEBER (L.), DESCHENAUX (C.) et IRADA-PITTION (M.), *Campagne-ville, le pas deux. Enjeux et opportunités des recompositions territoriales* sous la direction de Presses polytechniques et universitaires romands, Lausanne, 2008.

MORICE (A.) et POTOT (S.) (éd.), *De l'ouvrier immigré au travailleur sans papier. Les étrangers dans la modernisation du salariat*, Karthala, Paris, 2008.

MOUHOUBI (S.), *La face cachée de la crise financière mondiale*, Paris, L'Harmattan, 2009.

MOUNIER (A.), *Les théories économiques de la croissance agricole*, INRA, Economica, Paris, 1992

MOUNIER (L.) et THIRY (B.), *Mutations structurelles et intérêt général : vers quels nouveaux paradigmes pour l'économie publique, sociale et coopérative ?* Economique- Jalons, Paris, Bruxelles, 1997.

MIECK (I.) et GUILLEN (P.), *Société d'après guerre en France et en Allemagne au 20<sup>e</sup> siècle*, actes du 5<sup>e</sup> colloque du comité franco-allemand de recherche sur l'histoire de la France et de l'Allemagne aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle, Oldenbourg, 1999.

MISHKIN (F.), BORDES (C.), HAUTCOEUR (P.C), LACOUE-LABARTHE (D.) et RAGOT (X.), *Monnaie, banque et marchés financiers*, PEARSON, Paris, 2010.

NARVAIZA-MANDON (N.N.), *L'explosion du chômage en Europe, une analyse nationale et régionale, 1973 – 2000*, thèse de doctorat, Université Marc Bloch, Strasbourg, 2004.

Nations Unies : *Etudes sur la Situation économique de l'Europe en 1959, étude de l'importance du secteur public dans l'économie de certains pays de l'Europe occidentale*, Genève, 1960

*Notes et études documentaires* n° 4587 à 4594, France, Ministère de l'information, La Documentation française, Paris, 1980.

OCDE, *Comprendre la croissance économique. Analyse au niveau macroéconomique, sectoriel, de l'entreprise*, OCDE, Paris, 2004.

OCDE *Examens de l'OCDE de la réforme de la réglementation. France, vers des orientations stratégiques plus claires*, OCDE, Paris, 2004.

OCDE, *La croissance de la production 1960-1980, Expérience, perspectives et problèmes de politique économique*, OCDE, Paris, 1970

OCDE, *La nouvelle économie : mythe ou réalité ? Rapport de l'OCDE sur la croissance*, OCDE, Paris, 2001.

OCDE, *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, OCDE, 2004.

OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 84, novembre 2008.

PAILLARD (M.) LACROIX (D.), LAMBLIN (V.) (dir.), *Énergies renouvelables marines, étude prospective à l'horizon 2030*, Editions Quae, Paris, 2009.

PERRIN (L.), *L'agriculture face à son avenir*, La Documentation française, Paris, 1989.

PETIT (P.), *Croissance et richesse des nations*, Editions La Découverte, Paris, 2005

- POMIAN KRZYSZTOF (E.B), *La révolution européenne, 1945-2007*, Editions Perrin, Paris, 2008
- PORTER M. E., *L'avantage concurrentiel des nations*, Interéditions, Paris, 1993.
- POZZO di BORGO (C.) (dir.), *Vues de l'Europe d'en bas. Chômage et résistances*, l'Harmattan, Paris, 2005.
- PRADOS DE LA ESCOSURA (L.), « International comparisons of real product, 1820-1990 : an alternative data set », in : *Explorations in Economic History*, n° 37, 2000, p. 1-41.
- PRIOU (C.), Le commerce extérieur du Danemark in *Annale de Géographie*, tome 57 numéro 306, 1948
- RAMSES, Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies sous la direction de Thierry De MONTBRIAL et Philippe Moreau De FARGES, DUNOD, Paris, 1982-2010.
- Rapport annuel du conseil des experts (*Jahresgutachten des Sachverständigenrates*, Wiesbaden), Allemagne, 1982
- Rapport sur la situation économique et sociale dans le monde, 2006. Divergence de la croissance et du développement, Nations Unies, New York, 2008.
- REAL (B.), *La puce et le chômage, Essai sur les relations entre le progrès technique, la croissance et l'emploi*, Edition du Seuil, Paris, 1990
- REDOR (D.), *Economie européenne*, Hachette, Paris, 1995
- REMI (P.), Chronologie de l'Allemagne au XXe siècle, Histoire des faits économiques et sociaux, Librairie Vuibert, Paris, 2000.
- Réseaux économiques et constitutions européennes*, Presses universitaires européennes, Bruxelles, 2004.
- Revue économique de l'OCDE*, numéro 16, OCDE, printemps 1991
- Revue européenne des sciences sociales* Tome X n° 26, Librairie Droz, Genève, 1972
- REMACLE (E.) et WINAND (P.), L'Amérique, l'Europe, l'Afrique 1945-1973, PIE Piter Lang, Bruxelles, 2009
- REYNEBEAU (M.), *Histoire belge, 1830-2005*, Editions Racine, Bruxelles, 2005
- RIES (A.), *L'ABC du marché commun agricole*, Cabor Nathan, Paris, 1978
- RIFFET (R.), *Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe. Pourquoi unifier l'Europe ?*, Conseil belge du mouvement européen, Bruxelles, 1957.
- RIOUX (J.P) et SIRINELLI (J.F), *La France d'un siècle à l'autre*, Hachette, Paris, 1999.

- RODRIGUES (M.J), TROGRIC (J.F), EHRENKRONA (O.), HERZOG (P.), *L'Europe, quel modèle économique et social ?* Centre d'analyse et de prévision, Paris, 2008
- RÖSENER (W.), *Les paysans dans l'histoire de l'Europe*, Edition Seuil, Paris, 1994.
- SAUVY (A.), *La vieillesse des nations*, Préface, textes choisis, présentés et annotés par Jean-Claudes CHESNAIS, Gallimard, Paris, 2000
- SAVAGE (R.), *Economie belge 1953-2000, Ruptures et mutations*, UCL Presses Universitaires de Louvain, 2004.
- SALVATOR (D.), *Economie internationale*, De Boeck S.A, Bruxelles, 2008.
- SEVRIN (R.), *Belgique, Pays-Bas, Luxembourg*, PUF, Paris, 1967
- SMITH (T.B), *France in Crisis*, Cambridge University Press, Cambridge, 2004.
- SOLOW (M.R), *Institution et croissance. Les chances d'un modèle économique européen*, Albin Michel, Paris, 2000.
- STRATULA (V.T), *La liberté de circulation des travailleurs. Réflexion à partir des nouveaux Etats de l'Union européenne*, L'Harmattan, Paris, 2005.
- THIBAUT (G.), *Quelle stratégie industrielle pour la France face à la mondialisation*, Editions Technip, Paris, 2008.
- TAÏEB (E.) : *Immigrés : L'effet générations. Regret. Assimilation. Intégration d'hier à aujourd'hui*, Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, Paris, 1998.
- TOWNSEND (P.) et SMITH (A.B), *The poor and the poorest : A new analysis of labour's family expenditure surveys of 1953-1954 and 1960*, Bell ad Sons, London, 1965
- TRAUSCH Gilbert (dir.), *Histoire du Luxembourg, le destin européen d'un « petit pays »*, Editions Privat, Toulouse, 2003
- TREMBLAY (D. G.), ROLLAND (D.) (dir.) *La nouvelle économie. Où ? Quoi ? Comment ?*, Presses universitaires du Québec, 2003.
- Union des Banques Suisses *L'économie suisse, 1946-1986, chiffres, faits, analyses*, , Union des Banques Suisses, Zurich, 1987.
- Union européenne : *Problèmes économiques*, 30 décembre 1998.
- VAN MOLLE (L.), *Chacun pour tous : Le Boerenbond belge, 1890-1990*, Economat du Boerenbond, belge, Louvain, 1990.
- VELARDE (J.), GARCIA DELGADOY (J.L), PEDRENÕ (A.), *Espanã en la Union European balance de un decenio, X jornadas de Alicante sobre economica espanã la dirigidas*, editorial civitas, S.A, Madrid, 1996.

VESPERINI (J.P), *Relancer la croissance de l'Europe, propositions pour une nouvelle gouvernance européenne*, Economica, Paris, 2005

VILLEMEUR (A), *La divergence économique États-Unis-Europe*, Economica, Paris, 2004,

VITOUX (P.), *Histoire des idées en Grande Bretagne, politique économique, société*, Ellipse, Editions Marketing, S.A, Paris, 1999.

WOIMANT (M.) « Structure agricole » dans Bulletin du CNA SEA, n° 35, 1986.

WAGSCHAL (U.), GANSER (D.) et RENTSCH (H.), *Cavalier seul, la Suisse, 10 ans après le Non à l'EEE*, Editions Labor et Fides, Zurich, 2003.

WAQUET (I.), *Histoire des faits économiques*, Editions Bréal, Paris, 2007.

WIESENFELD (B.), *L'atome écologique*, EDP Science, Paris, 1998.

YVARS (B.), *Economie de l'Union européenne*, Dunod, Paris, 2001.

ZORGBIBE (C.), *Histoire de l'Union européenne*, Albin Michel, Paris, 2005.

## **Table des tableaux**

Tableau 1  
PIB en dollars PPA constants de 1990 rapporté à celui des États-Unis en % (1957-1974)

Tableau 2  
Classement des pays d'après PIB en dollars PPA constants de 1990 rapporté à celui des États-Unis en % en 1957 et 1974

Tableau 3  
Contributions au taux de croissance moyen du revenu national entre 1950 et 1962 (%)

Tableau 4  
PIB par habitant en 1957 et 1973

Tableau 5  
Variations du PIB par habitant et de deux variables explicatives (1957-1973)

Tableau 6  
Transferts de population active en France 1955-1974 (en milliers)

Tableau 7  
Croissance comparée de la production industrielle et du Produit Intérieur Brut (en % par an)

Tableau 8  
Evolution de la répartition sectorielle de la population active masculine ( en %)

Tableau 9  
Baisse de la population agricole et le taux de croissance de la production industrielle entre 1949 et 1971 en %

Tableau 10  
Classement des pays pour la période 1957-1974  
(variation, en %, du quotient entre leur PIB et le PIB des États-Unis)

Tableau 11  
Répartition en % du revenu national portugais dans la première décennie après la deuxième guerre mondiale

Tableau 12  
Croissance et commerce extérieur de la RFA de 1951 à 1971

Tableau 13  
Evolution de la population active et du taux de chômage en R.F.A

Tableau 14

Production intérieure brute (PIB) à prix constants et emplois de cette production de 1949 à 1953 en France (milliards de francs au prix de 1956)

Tableau 15

Evolution de la population française en millions entre 1946 et 1975

Tableau 16

La France de 1946 et la France de 1975, indices majeurs de la population et du genre de vie

Tableau 17

L'accroissement en pourcentage de la Production intérieure brute

Tableau 18

Diminution de la population active agricole et accroissement correspondant du revenu national dans différents pays industrialisés de 1955 à 1962

Tableau 19

Evolution en valeur et en volume du PIB (1953-1970)

Tableau 20

Contribution de l'éducation, des inventions et de l'avancement des connaissances à la croissance économique dans différents pays d'Europe

Tableau 21

Exportations en millions de dollars courants pour les Pays-Bas de 1957 à 1974

Tableau 22

Population active de la Suisse par secteur en chiffres absolus de 1950 à 1970

Tableau 23

Suède : investissements bruts en biens corporels, fluctuations annuelles moyennes, (%)

Tableau 24

Les prévisions du Hudson Institute en matière de croissance économique pour la période 1970-1985

Tableau 25

PIB des Pays d'Europe occidentale en pourcentage de celui des États-Unis de 1974 à 1986

Tableau 26

Rapport entre la consommation d'énergie et le produit national brut par pays de 1950 à 1973

Tableau 27

Taux d'augmentation annuelle des prix à la consommation dans divers pays de l'OCDE en 1973 et en 1985.

Tableau 28  
Evolution du taux de chômage pour 6 pays d'Europe de 1973 à 1985

Tableau 29  
Population active occupée dans l'industrie  
y compris industries extractives et bâtiment-travaux publics (milliers)

Tableau 30  
Part de pays d'Europe occidentale dans la production agricole communautaire en  
1985 (valeur, CEE à 10 = 100%)

Tableau 31  
Accroissement du PIB par habitant et évolution de trois variables explicatives  
(1973-1986)

Tableau 32  
Belgique et Luxembourg : exportations de services commerciaux en % du PIB de  
1970 à 1985

Tableau 33  
Part de l'Allemagne dans les exportations de marchandises en pourcentage,  
comparée aux États-Unis

Tableau 34  
Taux de croissance annuel moyen (%) du PIB  
de l'Europe occidentale 1986-2007

Tableau 35  
PIB de l'Europe occidentale en pourcentage de celui des États-Unis (1950-2007)

Tableau 36  
Estimations des PIB ou RNB en parités pouvoir d'achat en 1986 et 2007  
(en % du PIB ou du RNB des États-Unis)

Tableau 37  
PIB en pourcentage de celui des États-Unis

Tableau 38  
Variations du PIB rapporté à celui des États-Unis  
entre 1986 et 2007 (en %)

Tableau 39  
Accroissements du PIB par habitant et trois variables explicatives (1986-2007)

Tableau 40  
Les performances économiques de l'Irlande de 2004 à 2007

Tableau 41  
Croissance du PIB grec et perspectives, pourcentage de variation

Tableau 42  
Emploi, revenu et inflation en pourcentages de variation entre 1997 et 2001

Tableau 43  
Répartition sectorielle de l'emploi au Royaume-Uni entre 1970 et 1992 (milliers)

Tableau 44  
Taux de chômage du Royaume-Uni de 1980 à 2009

Tableau 45  
Répartition de la puissance économique et démographique de l'Allemagne et des autres pays d'Europe occidentale en 1998

Tableau 46  
Evolution de l'excédent commercial allemand en milliards de dollars US entre 1991 et 2010

Tableau 47  
La croissance inégale du PIB dans les pays d'Europe occidentale  
Taux de variation annuelle moyen, 1970-2000

Tableau 48  
Indicateur conjoncturel de fécondité (nombre d'enfants par femme) en Europe occidentale) 1957-2007

Tableau 49  
Proportion de la population âgée de 65-79 ans en Europe occidentale

Tableau 50  
Part des exportations mondiales par pays en % de 1983 à 2007

Tableau 51  
Trois grands pays exportateurs en 2006

Tableau 52  
Durée annuelle en heures de travail pour quelques pays d'Europe occidentale

Tableau 53  
Dépenses courantes de protection sociale entre 1970 et 1991 en % du PIB

Tableau 54  
Taux de chômage en Europe occidentale en 2007 en pourcentage

Tableau 55  
Taux de chômage des États-Unis en % de 1973 à 2007

### **Tableaux annexes**

Tableau A1 : Parts relatives des exportations mondiales 1957-2006 (source : OMC)

Tableau A 2  
Les gagnants et les perdants dans la croissance par rapport aux États-Unis de 1957 à 2007

Tableau A3  
Indices de variation des quotients des PIB rapportés à celui des États-Unis et rangés en ordre décroissant

Tableau A 4  
Baisse de la population active agricole (PAA) dans la CEE, 1960-1986 (milliers)

Tableau A 5  
Population active du secteur agriculture forêts pêche 1951-1981 (milliers)

Tableau A6  
Facteurs de la croissance du revenu national (1950-1962)  
(Contribution au taux de croissance moyen en points de pourcentage)

Tableau A 7  
Taux de croissance des facteurs de production entre 1950 et 1962 (%)

Tableau A 8  
Revenu National Brut des pays d'Europe occidentale (% du RNB des États-Unis)

Tableau A 9  
PIB rapportés au PIB des États-Unis selon Heston et al. de 1980 à 2009 (%)

Tableau A 10  
Taux de chômage en Europe et aux États-Unis (1974-2007)

Tableau A 11  
Evolution des taux de chômage global et de longue durée en % de la population active en Irlande

Tableau A 12  
Épargne domestique brute (% du PIB) des années 1960 à 2007

## Table des figures

Figure 1

France, Allemagne, Italie : parts du marché mondial 1957-1973

Figure 2

PIB de la Grèce et du Portugal rapportés au PIB des États-Unis 1950-1974

Figure 3

Total des PIB des pays d'Europe du Sud (Espagne, Grèce, Portugal) rapporté au PIB des États-Unis de 1957 à 1974

Figure 4

PIB de l'Espagne rapporté au PIB des États-Unis de 1950 à 1974

Figure 5

PIB de l'Europe des Six en % des États-Unis de 1950 à 1974

Figure 6

PIB de l'Allemagne, de la France et de l'Italie rapportés au PIB des États-Unis 1950-1974

Figure 7

Europe des Six : parts relatives des exportations mondiales (%) rapportées à celles des États-Unis

Figure 8

PIB par habitant des pays scandinaves 1950-1974

Figure 9

PIB du Royaume-Uni / PIB des États-Unis 1950-1974

Figure 10

Part de marché du Royaume-Uni 1957-1973

Figure 11

PIB de la Suède et de la Suisse / PIB des États-Unis 1950-1974

Figure 12

PIB de l'Allemagne de la France et de l'Italie rapportés au PIB des États-Unis 1974-1986

Figure 13

PIB du Royaume-Uni rapporté à celui des États-Unis 1974-1986

Figure 14

PIB de l'Espagne rapporté au PIB des États-Unis 1974-1986

Figure 15  
PIB de l'Irlande rapporté au PIB des États-Unis

Figure 16  
PIB de la Grèce et du Portugal rapportés au PIB des états-Unis 1974-1986

Figure 17  
PIB de l'Europe occidentale rapporté au PIB des États-Unis 1974-1986

Figure 18  
Parts des exportations mondiales de la France et du Royaume-Uni 1974-1986

Figure 19  
Parts des exportations mondiales de Belgique-Luxembourg, des Pays-Bas et de la Suède 1974-1986

Figure 20  
Part des exportations mondiales de l'Allemagne 1974-1986

Figure 21  
Part des exportations mondiales de l'Autriche, du Danemark et de la Suisse 1974-1986

Figure 22  
Part des exportations mondiales de la Grèce 1974-1986

Figure 23  
Part des exportations mondiales de l'Espagne 1974-1986

Figure 24  
Part des exportations mondiales du Portugal 1974-1986

Figure 25  
Parts des exportations mondiales de la Finlande et de l'Irlande 1974-1986

Figure 26  
Part du marché mondial de l'Italie 1974-1986

Figure 27  
Taux de chômage en Europe occidentale et aux États-Unis 1973-2008

Figure 28  
RNB et PIB de l'Europe occidentale rapportés au RNB et au PIB des États-Unis 1980-2009

Figure 29  
PIB de l'Espagne rapporté au PIB des États-Unis 1984-2008

Figure 30  
PIB par habitant de l'Espagne rapporté au PIB par habitant des États-Unis  
1980-2008

Figure 31  
PIB de l'Irlande rapporté à celui des États-Unis 1984-2008

Figure 32  
Evolution du taux de croissance du PIB réel irlandais de 1995 à 2007 (%)

Figure 33  
PIB du Portugal / PIB des États-Unis 1984-2008

Figure 34  
PIB de la Grèce / PIB des États-Unis 1984-2008

Figure 35  
PIB du Royaume-Uni / PIB des États-Unis 1984-2008

Figure 36  
PIB de la France et du Royaume Uni (dollars Geary-Khamis de 1990) 1984-2008

Figure 37  
PIB par habitant du Royaume-Uni rapporté à celui des États-Unis  
1980-2009

Figure 38  
Taux de croissance du PIB français en volume en pourcentage entre 1960 et 2006

Figure 39  
PIB de la France rapporté au PIB des États-Unis 1984-2008

Figure 40  
PIB par habitant de la France rapporté à celui des États-Unis selon Maddison et  
selon Heston et al. (1980-2009)

Figure 41  
Part des exportations de la France sur le marché mondial 1984-2006

Figure 42  
PIB de l'Allemagne / PIB des États-Unis 1984-2008

Figure 43  
PIB par habitant de l'Allemagne rapporté à celui des États-Unis selon Maddison et  
selon Heston et al. (1980-2009)

Figure 44  
Part des exportations de l'Allemagne sur le marché mondial 1984-2006

Figure 45  
PIB de l'Italie / PIB des États-Unis 1986-2008

Figure 46  
PIB par habitant de l'Italie rapporté à celui des États-Unis selon Maddison et selon Heston et al. (1980-2009)

Figure 47  
Évolution du taux de chômage en Italie entre 1973 et 2009

Figure 48  
Italie : part du marché mondial 1984-2006

Figure 49  
PIB de la Suisse et de la Suède / PIB des États-Unis 1984-2008

Figure 50  
PIB de l'Europe occidentale rapporté au PIB des États-Unis 1950-2008